



Digitized by the Internet Archive in 2024 with funding from University of Toronto







Catalogue no. 11-010-XPB

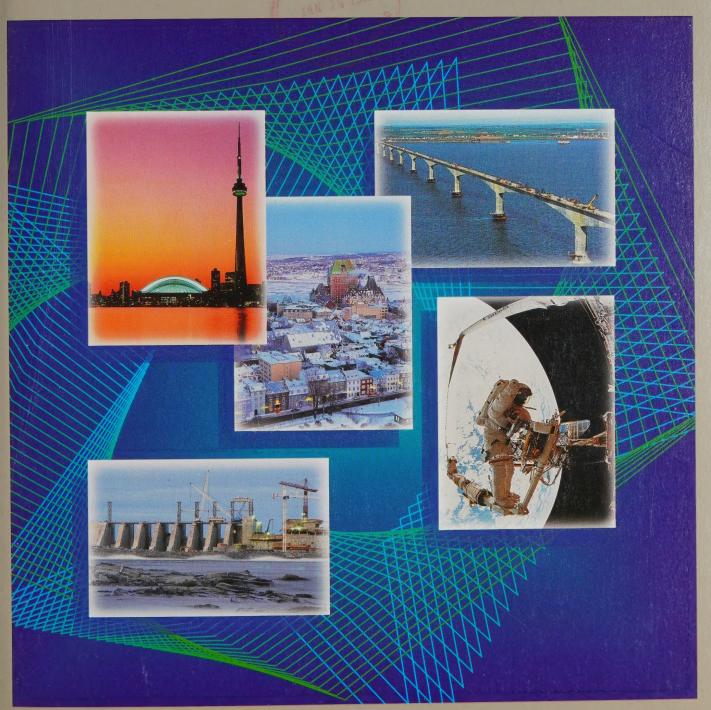
CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

Nº 11-010-XPB au catalogue

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

The labour market in the 1990s

Le marché du travail des années 1990



What class of business are you in?

NAICS Canada 1997 . . .

an indispensable reference tool for understanding the burgeoning economies of Canada, the United States and Mexico!

onitoring business and economic activity just got simpler! The North American Industry Classification System (NAICS) Canada 1997, replaces the 1980 Standard Industrial Classification (SIC) system. NAICS Canada 1997 identifies many new industries and categories. Now, you can access up-to-date information on the growth and diversification of economic activity in recent decades.

Whatever business you are in, chances are you'll want to get your hands on this ground-breaking tool! NAICS Canada 1997 provides, for the first time, a common framework for the collection of comparable production data for NAFTA's three trade partners ... making it easier than ever to compare financial and economic statistics between Canada, the United States and Mexico!

What's more, you can get the information you need in the format you want: *NAICS Canada 1997* is available both in a durable hardcover book and on CD-ROM. The portable-size manual, with its detailed index, makes a handy desktop reference while the user-friendly CD-ROM allows you to access comprehensive industry information quickly and easily.

NAICS Canada 1997 is indispensable for all suppliers and users of economic data in industry, business, governments, banks, trade associations, academia, research and elsewhere. Use this first-of-its-kind resource to make more informed business and policy decisions and to enhance your professional productivity!

NAICS Canada 1997 . . .

- allows every business to see precisely to which industry it belongs ... essential for assessing business performance
- differentiates between
 - industries where all three countries produce common comparable data
 - industries unique to Canada
- recognizes the emergence of the new service economy, including the growing high tech industries as well as health care and social services
- identifies 921 industries in 20 sectors.

In an economy where change is a constant factor, **first class** information is essential to <u>your</u> success! Order your copy of *NAICS Canada 1997* today!

NAICS Canada 1997 (Cat. No. 12-501-XPE) costs \$45 (plus GST/HST and applicable PST). The bilingual CD-ROM version of NAICS Canada 1997 (Cat. No. 12-501-XCB) costs \$100 (plus GST/HST and applicable PST). To order, CALL toll-free at 1 800 267-6677, FAX your VISA, MasterCard order to 1 800 889-9734 or MAIL your order to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, Canada, KIA 0T6. Or contact your nearest Statistics Canada Reference Centre listed in this publication. You may also order via e-mail: order@statcan.ca.



À quelle classe votre entreprise appartient-elle?

SCIAN Canada 1997 . . .

un outil de référence indispensable pour comprendre les économies florissantes du Canada, des États-Unis et du Mexique!

l est désormais plus facile de suivre l'activité commerciale et économique! Le Système de classification des industries de l'Amérique

du Nord (SCIAN) Canada 1997 remplace la Classification type des industries (CTI) de 1980. Le SCIAN Canada 1997 compte bon nombre de nouvelles classes et catégories. Vous pouvez maintenant avoir accès à des renseignements à jour sur la croissance et la diversification de l'activité économique au cours des dernières décennies.

Peu importe votre secteur d'activité, vous ne voudrez pas rater l'occasion de mettre la main sur cet outil novateur! Le SCIAN Canada 1997 offre, pour la première fois, un cadre commun de collecte de données de production comparables pour les trois partenaires de l'ALÉNA. Il est donc plus facile que jamais de comparer les statistiques financières et économiques du Canada, des États-Unis et du Mexique!

De plus, vous pouvez obtenir l'information que vous désirez dans le format de votre choix : le *SCIAN Canada 1997* est offert sous la forme d'un livre cartonné durable et sur CD-ROM. Le manuel de format pratique comprend un index détaillé et constitue un ouvrage de référence maniable, tandis que le CD-ROM convivial vous donne accès facilement et rapidement à des données complètes sur l'activité économique.

Le SCIAN Canada 1997 est un outil indispensable pour tous les fournisseurs et les utilisateurs de données économiques dans le secteur privé, les entreprises, les administrations publiques, les banques, les associations professionnelles, le milieu universitaire, le milieu de la recherche et d'autres secteurs d'activité. Utilisez cet outil innovateur pour prendre des décisions plus éclairées en matière de gestion ou d'orientation et pour accroître votre productivité professionnelle!

SCIAN Canada 1997 . . .

- permet à chaque entreprise de déterminer avec précision la classe à laquelle elle appartient; un mécanisme essentiel pour évaluer son rendement;
- établit une distinction entre
 - les classes d'activité pour lesquelles les trois pays produisent des données communes comparables
 - > et les classes propres au Canada;
- reconnaît l'émergence de la nouvelle économie de services, notamment du secteur florissant de la haute technologie de même que du secteur de la santé et des services sociaux;
- définit 921 classes réparties dans 20 secteurs.

Dans une économie en constante mutation, le succès de <u>votre</u> entreprise dépend de l'accès à des données de **premier ordre!** Commandez votre exemplaire du *SCIAN Canada 1997* dès aujourd'hui!

Le prix du SCIAN Canada 1997 (nº 12-501-XPF au cat.) est de 45 \$ (TPS/IVH et TVP, le cas échéant, en sus). La version bilingue du SCIAN Canada 1997 sur CD-ROM (nº 12-501-XCB au cat.) coûte 100 \$ (TPS/IVH et TVP, le cas échéant, en sus). Pour commander, COMPOSEZ sans frais le 1 800 267-6677, envoyez votre bon de commande (VISA ou MasterCard) par TÉLÉCOPIEUR au 1 800 889-9734 ou par la POSTE à l'adresse suivante : Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 076. Vous pouvez également communiquer avec l'un des centres de consultation de Statistique Canada dont la liste figure dans la présente publication ou encore passer votre commande par courrier électronique : order@statcan.ca.

CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR **ÉCONOMIQUE CANADIEN**

January 2000

For more information on the CEO contact: Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Janvier 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture, 24-K Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640 FAX: (613) 951-5403

Internet: oec@statcan.ca Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

January 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 1 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

Janvier 2000

Ottawa

ISSN 0835-9148

Périodicité: mensuelle

Nº 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, nº 1

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Data in many forms

Statistics Canada disseminates data in a variety of forms. In addition to publications, both standard and special tabulations are offered. Data are available on the Internet, compact disc, diskette, computer printouts, microfiche and microfilm, and magnetic tape. Maps and other geographic reference materials are available for some types of data. Direct online access to aggregated information is possible through CANSIM, Statistics Canada's machine-readable database and retrieval system.

How to obtain more information

Inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634) or to the Statistics Canada Regional Reference Centre in:

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(780) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winninga	(204) 983-4020		` '

You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca

Toll-free access is provided for all users who reside outside the local dialing area of any of the Regional Reference Centres.

National enquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications	
device for the hearing	
impaired	1 800 363-7629
Order-only line (Canada and	
United States)	1 800 267-6677
Fax order line (Canada and	
United States)	1 877 287-4369

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 11-010-XPB, is published (periodicity) as a standard paper product. The prices for delivery in Canada are \$23.00 per issue and \$227.00 for a one year subscription. Outside Canada the cost are US \$23.00 per issue and US \$227.00 for a one year subscription.

Please order by mail, at Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6; by phone, at (613) 951-7277 or 1 800 700-1033; by fax, at (613) 951-1584 or 1 800 889-9734; or by Internet, at order@statcan.ca. For changes of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada products may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Des données sous plusieurs formes

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes. Les données sont disponibles sur Internet, disque compact, disquette, imprimé d'ordinateur, microfiche et microfilm, et bande magnétique. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627) ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada :

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(780) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winninea	(204) 983-4020		

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca

Un service d'appel interurbain sans frais est offert à tous les utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale des centres de consultation régionaux.

Service national de renseignements Service national d'appareils de télécommunications pour les	1 800 263-1136
malentendants	1 800 363-7629
Numéro pour commander seulement	
(Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
Numéro pour commander par	
télécopieur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Les prix ne comprennent pas les taxes de vente

Le produit n° 11-010-XPB au catalogue paraît (périodicité) en version imprimée standard. Au Canada, un numéro coûte 23 \$ et un abonnement d'un an coûte 227 \$. À l'extérieur du Canada un numéro coûte 23 \$US et un abonnement d'un an coûte 227 \$US.

Veuillez commander par la poste, en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6; par téléphone, en composant le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033; par télécopieur, en composant le (613) 951-1584 ou le 1 800 889-9734; ou par Internet, en vous rendant à order@statcan.ca. Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresses. On peut aussi se procurer les produits de Statistique Canada auprès des agents autorisés, dans les librairies et dans les bureaux régionaux de Statistique Canada.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

Demand moderated in the autumn, notably for manufacturing and communications which had led growth earlier in 1999. The labour market and the stock market strengthened through to year end.

La demande s'est modérée à l'automne, notamment dans la fabrication et les communications, secteurs qui ont dominé la croissance au début de l'année 1999. Le marché du travail et les bourses se sont raffermis tout au long de l'année.

Economic Events

Événements économiques 2.1

CPP to invest in stocks: nickel strike ends.

Le régime de pension du Canada est autorisé à investir activement dans le marché des valeurs mobilières; fin de la grève dans le nickel.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"The labour market in the 1990s"

« Le marché du travail des années 1990 »

This article focuses on macro-level outcomes such as self-employment, work mobility, job stability, downsizing and aggregate incomes. Next month, we will look at distributional outcomes in the 1990s labour market.

Cet article examine certains phénomènes macroéconomiques comme le travail indépendant, la mobilité des travailleurs, la stabilité de l'emploi, les réductions d'effectifs et les revenus d'ensemble. Le mois prochain, l'accent sera mis sur la répartition des revenus du travail au cours des années 1990.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on January 7, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, Y. Fortin,

J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 7 janvier 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy

Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, Y. Fortin, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984

(S)

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary Table - Key Indicators

Tableau sommaire - Indicateurs principaux

Year and month	р	mployment, ercent hange	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois	Emploi, variation en pourcentage		Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100031	J12001	P119500	I 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.79 2.72	8.3 7.6	5.37	138	0.9	2.88	3.57	6.93	9.25
1997	D	0.43	8.5	0.20	148	0.0	1.12	3.31	2.53	3.02
1998	J F M A M J A S O N D	0.10 0.45 0.21 0.42 -0.02 -0.18 0.28 0.25 0.45 0.43 0.56 0.20	8.8 8.6 8.4 8.4 8.4 8.4 8.3 8.3 8.0 8.0	0.20 0.40 0.25 0.44 0.59 0.44 0.24 0.10 0.05 0.14 0.10	138 150 156 143 136 130 121 137 135 139 131	0.4 -0.1 0.1 0.0 0.3 0.1 0.1 0.0 0.0 0.2 0.1	-0.73 0.78 0.33 -0.06 -0.05 -0.01 -0.30 0.92 0.09 0.36 0.46 0.46	-2.76 1.17 0.36 1.33 -0.45 -1.56 1.69 0.01 0.38 -0.89 0.95 -0.06	-4.51 3.11 -0.78 1.71 -0.75 -2.45 1.32 6.58 0.24 2.63 -0.26 -0.41	-2.48 1.68 -1.76 3.35 -0.55 -2.07 -1.34 6.51 0.84 3.34 -0.52 0.61
1999	J F M A M J J A S O N D	0.60 0.09 -0.20 0.10 -0.09 0.02 0.27 -0.04 0.43 0.54 0.40 0.28	7.8 7.8 7.8 8.3 8.1 7.6 7.7 7.8 7.5 7.2 6.9 6.9	0.43 0.52 0.62 0.61 0.47 0.33 0.19 0.37 0.42 0.41 0.46	143 145 150 146 145 152 145 146 151 148 155	-0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.3 0.3 0.3 0.3	0.42 0.20 0.34 0.23 0.34 0.53 0.45 0.16	2.06 -0.23 0.47 -0.87 0.45 0.52 0.96 0.82 -0.16 -1.10	2.04 -0.69 0.68 -0.22 0.91 1.86 2.56 3.27 -3.15 1.23	-2.52 1.06 0.10 0.30 0.69 0.68 0.64 2.56 0.48

OVERVIEW*

Growth moderated in the autumn, reflecting a slowdown in many of the leaders of industry growth earlier in 1999, including manufacturing, communications and retailing. Meanwhile, demand perked up in sectors that had languished much of the year, notably natural resources, housing and government.

* Based on data available on January 7; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

VUE GÉNÉRALE*

La croissance modérée à l'automne est imputable à un ralentissement survenu dans nombre des secteurs d'activité responsables de la croissance plus tôt en 1999, dont l'industrie manufacturière, les communications et le commerce de détail. Par contre, la demande a repris dans les secteurs qui avaient langui la plus grande partie de l'année, plus particulièrement les ressources naturelles, le logement et l'administration publique.

^{*} Basée sur les données disponibles le 7 janvier; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

Conditions économiques actuelles

Robust growth in jobs and the stock market carried through to year-end, which should help bolster consumer confidence and spending. The steady string of job gains since September was reflected in a pick up in labour force growth. Torrid growth in demand for technology issues pushed the TSE to a record high at year-end. Consumers also benefited from a dip in gas prices in November, but continued increases on commodity markets suggest that this relief will be short-lived

The international outlook remained bright, with the exception of Japan. The American economy continued to power ahead, fuelled by strong consumer demand and a pick up in exports. Growth in the euro-zone doubled to 1% between the second and third quarters, with solid contributions from France, Germany and Italy. This pushed the unemployment rate below 10% for the first time in seven years. Conversely, after a brief rally in the first half of the year real GDP in Japan contracted by 1%, reflecting a relapse in domestic spending.

Labour market

Employment rose 0.3% in December, its fourth straight solid gain. Job growth continued to be concentrated in full-time positions, which more than accounted for all of the 2.4% gain in employment in the past 12 months. The string of steady job gains at year end drew the largest influx of people (especially youths) into the labour force since July, leaving the unemployment rate unchanged at 6.9%.

All of the monthly employment increase occurred in the self-employed and private payrolls. Growth was led by services, notably to business. Manufacturers expanded another 0.4%, leaving their contribution to overall growth in 1999 at just over 50%. After leading growth since the spring, the public sector shrank.

Ontario reaped the largest portion of job growth in December, while a matching increase in the labour force kept the unemployment rate stable at 5.6%. Small employment gains were not enough to prevent unemployment from edging up in all four Western provinces. There was little change overall in Quebec and the Atlantic provinces. However, PEI and Newfoundland added to their 1999 Canada-high job growth, while losses in New Brunswick solidified its place along with Saskatchewan at the bottom of the ladder with only 0.5% growth.

La forte croissance de l'emploi et du marché boursier jusqu'à la fin de l'année devrait aider à raffermir la confiance des consommateurs et les inciter à dépenser davantage. Les hausses ininterrompues de l'emploi depuis septembre ont stimulé une reprise de la croissance de la population active. La croissance phénoménale de la demande de technologies a fait monter le TSE à un sommet record à la fin de l'année. Les consommateurs ont aussi profité d'une chute des prix de l'essence en novembre, cependant les hausses continuelles sur le marché des produits primaires laissent entendre que ce répit sera de courte durée.

Les perspectives internationales sont demeurées encourageantes, sauf au Japon. À la faveur d'une forte demande de consommation et d'une reprise des exportations, l'économie américaine n'a cessé de s'améliorer. La croissance dans la zone de l'euro a doublé pour s'établir à 1 % entre le deuxième et le troisième trimestre, grâce à de solides contributions de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, faisant ainsi tomber le taux de chômage sous la barre des 10 % pour la première fois en sept ans. Réciproquement, après une brève reprise au premier semestre de l'année, le PIB en valeur réelle au Japon s'est replié de 1 % à la suite d'une rechute des dépenses intérieures.

Marchés du travail

L'emploi a monté de 0,3 % en décembre, son quatrième solide gain d'affilée. La croissance de l'emploi a continué de se concentrer dans les postes à plein temps qui ont obtenu un résultat supérieur à la hausse de 2,4 % de l'emploi des 12 derniers mois. La période ininterrompue de progression de l'emploi à la fin de l'année a attiré le plus fort contingent (surtout des jeunes) de travailleurs dans la population active depuis juillet, laissant le taux de chômage inchangé à 6,9 %.

L'augmentation mensuelle de l'emploi touche uniquement les travailleurs autonomes et le secteur privé. Les services, surtout aux entreprises, ont le plus contribué à cette croissance. Avec une autre croissance de 0,4 %, les fabricants sont intervenus pour tout juste un peu plus de 50 % de la croissance globale en 1999. Principal facteur de croissance depuis le printemps, le secteur public s'est maintenant replié.

L'Ontario rend compte de la plus grande partie de la croissance de l'emploi en décembre, alors qu'une augmentation équivalente de la population active stabilisait le taux de chômage à 5,6 %. Les faibles hausses de l'emploi n'ont pas suffi à retenir la remontée du chômage dans les quatre provinces de l'Ouest. Il n'y a eu que très peu de changement dans l'ensemble au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Cependant, l'Î.-P.-É et Terre-Neuve ont ajouté à leur croissance respective, les plus fortes au Canada; pendant ce temps, les pertes survenues au Nouveau-Brunswick ont confirmé sa position et celle de la Saskatchewan au bas de l'échelle avec une croissance de seulement 0,5 %.

Conditions économiques actuelles

Leading Index

The leading indicator grew by 0.5% in November, led by financial markets, after a downward-revised gain of 0.4% in October. Demand for durable goods also remained an important source of growth, while housing continued to be a drag on the overall index.

The stock market continued to improve, fuelled by a 20% gain in industrial products, especially technology-related issues. A marked increase in orders for durable goods, especially electronics, also reflects the strength of business demand, while employment in business services ended a string of six consecutive declines.

Household spending remained mixed, with strength for durable goods (notably vehicles) contrasting with a second consecutive drop for housing. Existing home sales continued to slow, which also checked demand for furniture and appliances.

The growth of the US leading indicator eased for the first time in seven months. Consumer spending slackened a bit as confidence dipped and interest rates rose.

Output

The volume of GDP edged up by 0.1% in October, after only a 0.2% advance in September. These represent the slowest back-to-back increases since the current string of uninterrupted growth began 15 months ago. Most of the slowdown originated in consecutive contractions in manufacturing and retail trade.

After three straight strong gains over the summer, manufacturers trimmed output fractionally in both September and October. Some of the slowdown represented a return to more normal levels of auto assemblies, after hitting a record level in August. But the weakness was widespread, affecting 12 of the 21 other industries; clothing and machinery each retrenched for a fourth straight month, while resource-based industries such as wood, metal and oil refining all retreated as producers upstream continued to rein in output. As well, construction demand remained patchy, with the residential sector falling for the third time in four months. The oilpatch remained one bright spot for investment, rising for the fifth straight month as prices recovered.

Services bounced back from a temporary stall the month before. However, the sources of growth changed from their recent trend. Governments made the largest contribution to growth, led by both the federal and

Indice composite

Après le taux (révisé en baisse) de 0,4% enregistré en octobre, la croissance de l'indicateur avancé est passée à 0,5% en novembre, entraînée par le marché financier. Par ailleurs, la demande de biens durables est demeurée une source de fermeté importante alors que l'habitation a continué de contenir la croissance globale.

L'indice des actions a continué de se raffermir, alimenté par un bond de 20% des valeurs industrielles, en particulier dans les secteurs reliés à la technologie. La hausse marquée des commandes de biens durables auprès des fabricants, notamment pour le matériel électronique, témoigne également de fermeté de la demande des entreprises tandis que l'emploi dans les services aux entreprises met fin à six baisses consécutives.

La demande des ménages est demeurée inégale, la fermeté continue des dépenses en biens durables, en particulier pour les voitures, contrastant avec un deuxième recul d'affilée dans l'habitation. Les ventes de maisons existantes ont continué de ralentir et le mouvement s'est répercuté sur les ventes de meubles et d'articles ménagers.

La croissance de l'indicateur avancé des États-Unis a ralenti pour la première fois depuis sept mois. Le secteur de la consommation a perdu un peu de sa récente vigueur au moment où la confiance baisse et les taux d'intérêt augmentent.

Production

En octobre, le PIB a remonté de 0,1 % en volume après une hausse de seulement 0,2 % en septembre. Ce sont là ses taux d'accroissement consécutifs les plus bas depuis qu'une période de progression ininterrompue s'est amorcée il y a 15 mois. Le gros du ralentissement tient à des contractions consécutives dans les secteurs de la fabrication et du commerce de détail.

Après trois fortes hausses de suite à l'été, les fabricants ont légèrement élagué leur production tant en septembre qu'en octobre. Ce recul s'explique en partie par un retour à des niveaux plus normaux de la production des chaînes de montage de l'industrie de l'automobile après les sommets atteints en août. Il s'agissait cependant d'une faiblesse généralisée qui touche 12 des 21 autres secteurs industriels, puisque les industries du vêtement et de la machinerie ont réduit chacune leur production un quatrième mois de suite et que les industries de fabrication reposant sur les ressources naturelles (bois, métaux, pétrole raffiné, etc.) ont toutes fait de même, les producteurs en amont continuant à freiner leur production. Ajoutons que la demande en construction est demeurée irrégulière et que le secteur résidentiel a reculé une troisième fois en quatre mois. Le secteur pétrolier a encore été là comme note encourageante pour les investissements; on v a en effet relevé une cinquième hausse consécutive par suite de la reprise des prix.

Les services ont rebondi après avoir marqué un temps d'arrêt le mois précédent. Les sources de croissance diffèrent cependant des tendances récentes. Ce sont les administrations publiques qui ont le plus contribué à cette provincial administrations. A wide range of consumerrelated services also posted their best consecutive gains of the year, including personal, recreational and food services.

The revival of government and consumer demand for services was needed to offset a slowdown in many services that, until recently, had been the engines of growth. These include communications, especially telecommunication carriers, which posted their first net decrease over two months since early 1998. Retail sales dipped in September and October, while wholesalers barely recouped their losses in September. Some business services also levelled off, with the notable exception of computers, where demand accelerated as the Y2K deadline approached.

Household demand

Household spending remained mixed, as retail sales fell for the second straight month while housing turned in its best performance of the year. Although consumers got a brief respite from sharply rising gasoline prices in October, they continued to shift demand from trucks to more fuel-efficient cars.

Retail sales volume fell 1.1% in October, on the heels of a 0.2% dip in September. The retreat occurred despite widespread discounting by retailers, as the price index for retail goods fell for the first time since January.

All of the retreat in consumer demand in October can be explained by lower vehicle sales, especially in the lucrative truck category (which includes vans and SUVs). Spending fell to its lowest level of the year, only two months after hitting an all-time record. While there were some reports of 1999 models being sold out, truck sales remained weak in November, even as production soared. This may reflect the impact of rising gasoline prices. Car sales remained steady in September and October, before jumping to their highest level of the year in November.

Non-automotive retail sales continued to advance moderately. Sharply lower clothing prices boosted traffic, after strong consumer resistance to price hikes in September. Discounts also gave a lift to furniture and appliance sales, on top of an improving housing market.

Housing starts picked up to an annual rate of 155,100 units in November, their highest level of the year. The strength continued to be concentrated in multiple units, as single-family homes hovered just above 70,000 units for the eighth straight month. croissance, surtout les administrations fédérale et provinciales. Une grande diversité de services liés à la consommation ont également présenté leurs meilleurs gains consécutifs de l'année, et notamment les services personnels, récréatifs et alimentaires.

Il fallait que la demande de services qui émane des administrations publiques et des consommateurs se revitalise pour que soit compensé un ralentissement dans le cas de nombreux services qui, encore récemment, étaient des moteurs de croissance. Mentionnons notamment à cet égard les services de communication, et plus particulièrement de télécommunication, qui ont accusé leur première baisse en valeur nette sur deux mois depuis les premiers mois de 1998. Les ventes au détail ont fléchi en septembre et en octobre et les ventes de gros ont à peine regagné le terrain perdu en septembre. Certains services aux entreprises ont également plafonné sauf — exception digne de mention — les services informatiques dont la demande s'est accélérée à l'approche de l'an 2000.

Demande des ménages

La demande des ménages est demeurée inégale, les ventes au détail diminuant un deuxième mois de suite et les ventes d'habitations offrant leurs meilleurs résultats de l'année. Les consommateurs ont pu brièvement reprendre leur souffle un peu après la flambée du prix de l'essence en octobre mais ils ont continué à délaisser les camions pour des véhicules moins énergivores.

En volume, les ventes au détail ont décru de 1,1 % en octobre après avoir régressé de 0,2 % le mois précédent. Ce repli s'est opéré malgré les remises consenties un peu partout par les détaillants, l'indice des prix des marchandises vendues au détail ayant fléchi pour la première fois depuis janvier.

Tout le recul de la demande de consommation en octobre peut s'expliquer par une diminution des ventes de véhicules. et plus particulièrement des camions (catégorie lucrative comprenant entre autres les fourgonnettes et les utilitaires sportifs). Les dépenses sont tombées à leur plus bas niveau de l'année deux mois seulement après avoir établi un record de tous les temps. On a signalé çà et là que les modèles 1999 étaient en rupture de stock, mais les ventes de camions sont demeurées faibles en novembre malgré l'essor de la production. L'explication pourrait en être la montée du prix de l'essence. Les ventes de voitures ont été stables en septembre et en octobre avant d'être portées à leur plus haut niveau de l'année en novembre.

Les ventes au détail hors automobile ont encore connu une progression modérée. Les prix fortement en baisse des vêtements ont stimulé les ventes à la suite d'une vive résistance des consommateurs aux majorations de prix en septembre. Les remises consenties ont aussi fait monter les ventes de meubles et d'appareils électroménagers à la faveur d'une amélioration du marché de l'habitation.

Les mises en chantier ont repris pour atteindre un niveau annuel de 155 100 logements en novembre, leur plus haut de l'année. Cette vigueur est restée concentrée dans les logements multifamiliaux, car les mises en chantier de logements unifamiliaux n'ont que légèrement dépassé le

Conditions économiques actuelles

Groundbreaking on multiple units reached its highest level since March 1998, after soaring nearly 50% in the past year.

These trends in new construction are the reverse of vacancies, which have risen for apartments and row houses since mid-year while falling steadily for single-family homes. The drop for the latter reflects continued strength in new home sales, which remained high in November. However, the market for existing homes remained tepid.

Merchandise trade

Export growth resumed in October, but at a slower pace than during the summer. As a result, the 8% year-over-year gain in exports was the lowest of the year. Meanwhile, imports continued to inch ahead as they have most of the year; their 5% annual increase was the slowest in over 3 years (barring last year's auto strike). Trade flows in both directions were dampened

by a lull in the rising cost of oil and a slowdown in the auto industry. Overall, the trade surplus was little changed at \$2.7 billion, equalling its monthly average so far this year.

Exports rebounded by 1.2% in October, regaining less than half their September loss. Most of the slip in export demand over the last two months originated in the auto sector. After soaring to a record high in August, auto exports fell 10% in September

and grew by only 2% in October. However, good sales in the US in November and rising inventories of raw materials held by this industry both point to a resurgence of output.

Elsewhere, machinery and equipment continued to post slow, steady gains. While aircraft have levelled off over the last four months, computer exports hit new highs for the year. Natural resources were mixed. Metals continued to rally, led by aluminum and price hikes for gold, but forestry products remained hamstrung by lumber quotas. Energy products took a pause from their recent recovery as prices dipped

niveau des 70 000 un huitième mois de suite. Quant aux logements multifamiliaux, le niveau relevé est le plus haut depuis mars 1998. Dans ce secteur, les mises en chantier ont vivement augmenté de près de moitié depuis un an.

Les tendances de la construction neuve sont inverses de celles des logements inoccupés. Le parc de maisons d'appartements et de maisons en rangée inoccupées a augmenté depuis le milieu de l'année alors que le parc correspondant de maisons unifamiliales décroissait constamment en raison de la vigueur des ventes de maisons neuves (encore élevées en novembre). Il faut toutefois préciser que le marché des maisons existantes est resté tiède.

Commerce de marchandises

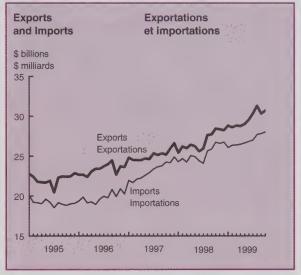
Les exportations ont recommencé à croître en octobre, mais à un rythme plus lent qu'à l'été. Le résultat est que le gain de 8 % d'une année à l'autre à l'exportation a été le plus faible de l'année. Par ailleurs, les importations ont poursuivi leur lente marche en avant comme pendant le plus clair de l'année. Leur progression annuelle de 5 % a été la plus lente en plus de trois ans (abstraction faite de la période de grève

de l'industrie de l'automobile l'an dernier). Les courants commerciaux dans les deux sens ont été amortis par une pause du prix du pétrole dans sa montée, ainsi que par un ralentissement dans l'industrie de l'automobile. Dans l'ensemble, l'excédent commercial n'a guère évolué, se fixant à 2,7 milliards de dollars et égalant sa moyenne mensuelle jusqu'ici cette année.

En octobre, les exportations se sont redressées de 1,2 %, regagnant moins de la moitié du terrain perdu en septembre. Le fléchissement de la demande à l'exportation depuis deux mois est en majeure partie imputable au secteur de l'automobile. Après

avoir été portées à des sommets en août, les exportations d'automobiles ont décru de 10 % en septembre et offert un modeste gain de 2 % en octobre. Il reste que des ventes solides aux États-Unis en novembre et une augmentation des stocks de matières premières dans l'industrie de l'automobile annoncent une remontée de la production.

Par ailleurs, le secteur des machines et du matériel a encore fait de menus pas en avant. Si le secteur des aéronefs plafonne depuis quatre mois à l'exportation, celui de l'informatique a atteint de nouveaux sommets pour l'année. Les résultats ont été inégaux dans le cas des ressources naturelles. Les métaux étaient toujours en reprise surtout grâce à l'aluminium et à l'or (majoration de prix), mais les produits forestiers étaient toujours gênés par les mesures de



temporarily, while grain shipments were hit by strikes at the Port of Vancouver.

Imports edged up by 0.7%, the seventh time this year that the monthly gain has been less than 1%. The apparent tranquility of overall imports, however, masked large changes among the components. In particular, oil imports plunged 30% (all of it volume) after hitting an 18-year high the month before. Aircraft largely offset this drop, soaring over one-third to equal the monthly record set in September 1998. Strong demand for computers also helped to boost imports of machinery and equipment. Meanwhile, imports of automotive and consumer goods were little changed.

Prices

Consumer prices dipped in November for the first time this year, as motorists got a break from rising prices at the gas pump. The relief is likely to prove temporary, however, as crude oil prices had already resumed their upward climb.

The seasonally unadjusted consumer price index edged down by 0.1% between October and November,

its first monthly decline since December 1998. This slowed the year-over-year rate of increase from 2.3% to 2.2%.

Consumers benefited from a drop in the price of gasoline, after five consecutive increases totalling 13.6%. As well, there were seasonal declines in the cost of travel and clothing, with warm fall weather encouraging retailers of the latter to offer discounts to move winter inventories. In a reversal of recent trends, durable goods were the major source of price increases. This reflected higher auto prices associated with the new model year.

Raw materials prices rebounded 3.4% in November, more than recouping a brief setback the month before. Oil prices again led the way, climbing 10% before peaking near \$26 (US) a barrel in December as inventories fell. Wood and agriculture prices also rose in November, while metals picked up renewed strength in December.

contingentement du bois d'œuvre. Les produits énergétiques ont marqué le pas dans leur récente reprise et les prix ont temporairement fléchi, alors que les céréales étaient heurtées de plein fouet à l'exportation par des grèves au port de Vancouver.

Les importations ont remonté de 0,7 %. C'est la septième fois cette année que leur taux d'accroissement mensuel est de moins de 1 %. Ce calme apparent au tableau général des importations ne saurait toutefois nous masquer d'amples variations des composantes. Signalons entre autres que les importations pétrolières ont dégringolé de 30 % (uniquement en volume) après avoir atteint le mois précédent un sommet en 18 ans. Les importations d'aéronefs ont largement compensé cette baisse avec un gain de plus du tiers, autant que le record mensuel de septembre 1998. La fermeté de la demande d'ordinateurs est aussi venue stimuler les importations de machines et de matériel. Par ailleurs, les importations de produits automobiles et de biens de consommation n'ont guère évolué.

Prix

En novembre, les prix à la consommation ont fléchi pour la première fois cette année lorsque les automobilistes ont soufflé un peu après la hausse des prix de l'essence. Ce répit devrait cependant être temporaire puisque les prix du pétrole brut ont déjà recommencé à monter.

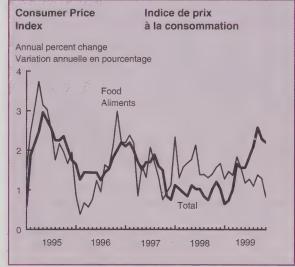
L'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a fléchi de 0,1 % d'octobre à novembre. C'est son premier

recul mensuel depuis décembre 1998. Son taux d'accroissement d'une année à l'autre a ainsi été ramené de 2,3 % à 2,2 %.

Les consommateurs ont profité d'une baisse du prix de l'essence après cinq majorations consécutives d'une valeur totale de 13,6%. On a également observé des diminutions saisonnières des prix des voyages et des vêtements. Un temps automnal clément a incité les détaillants de vêtements à réduire leurs prix pour écouler leurs stocks de vêtements d'hiver. A l'encontre même des tendances récentes, les biens durables ont constitué la grande source de majoration des prix.

ce qui s'explique par un relèvement du prix des automobiles avec l'arrivée des nouveaux modèles.

Les prix des matières brutes se sont redressés de 3,4 % en novembre, regagnant largement le bref recul du mois précédent. Les prix du pétrole ont de nouveau figuré en première place, grimpant de 10 % pour atteindre près de 26 \$ (US) le baril en décembre après une chute des stocks. Les prix du bois et de l'agriculture ont aussi augmenté en novembre, tandis que les métaux reprenaient de la vigueur en décembre.



Conditions économiques actuelles

Meanwhile, manufacturers saw prices remain unchanged from October. Energy prices remained the major source of upward pressure, and they alone have contributed two-thirds of the 2.4% increase in total industrial prices in the past year. The rise in oil prices in November was offset by a stronger Canadian dollar, which lowered the price of exports such as autos.

Financial markets

The Toronto stock market ended a banner year by soaring 12% in December to an all-time record.

The recent spurt in the market remained powered by technical hardware and software and telephone companies, all of which scored gains of about 30%. Elsewhere, most stocks advanced moderately, with the exception of metals, which soared in response to rising prices on commodity markets.

The year-end surge in demand for stocks has not yet sparked firms to issue more equity. In fact, new issues in November of \$1 billion were the lowest in six months, while new bond issues picked up slightly.

The October slowdown in household spending was reflected in credit demand, which rose only 0.3%, its smallest advance of the year. Both consumer and residential mortgage credit contributed to the slowdown. The lull may be temporary, however, as household spending on big-ticket items rebounded in November. This recovery also may explain the money supply (M1), which snapped back in November after a dip in October.

Interest rates were little changed in December, after a small hike in short-term rates the month before. The Canadian dollar spent most of the month hovering just below US 68 cents, after floating just above it throughout November, before rallying at year-end.

Regional economies

The economy continued to cool in Ontario after a torrid pace of growth all summer. In manufacturing, the pause extended to a second straight month in October, reflecting slower automobile exports after they hit all-time highs at the end of the summer. Retail sales followed a similar pattern, registering two consecutive

Pendant ce temps, les prix des fabricants sont demeurés inchangés par rapport à octobre. Les prix de l'énergie ont été le principal facteur d'augmentation, intervenant à eux seuls pour les deux tiers de la hausse de 2,4 % de l'ensemble des prix industriels au cours de l'année écoulée. La montée des prix du pétrole en novembre a été compensée par le raffermissement du dollar canadien qui a fait diminuer le prix des exportations, notamment des automobiles.

Marchés financiers

La bourse de Toronto a terminé une année de prospérité en montant en flèche de 12 % en décembre pour établir un

record de tous les temps. La récente flambée du marché a continué d'être alimentée par le matériel et les logiciels techniques et les sociétés de téléphone, deux secteurs où les gains ont été d'environ 30 %. Par ailleurs, la plupart des actions ont progressé avec modération, à l'exception des métallifères, en hausse accentuée en raison de la majoration des cours des produits de base.

La flambée en fin d'année de la demande d'actions n'a pas encore incité les entreprises à lancer de nouvelles émissions. En fait, celles-ci se sont établies en novembre à un milliard de

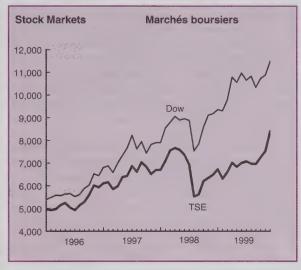
dollars — leur plus bas niveau en six mois —, alors que les nouvelles émissions obligataires reprenaient un peu.

Le ralentissement des dépenses des ménages en octobre a influé sur la demande de crédit, qui a augmenté de 0,3 % seulement, sa hausse la plus faible de l'année. Tant le crédit à la consommation que le crédit hypothécaire résidentiel ont concouru à cet affaiblissement. L'accalmie pourrait toutefois se révéler temporaire, puisque les dépenses des ménages en gros articles chers ont rebondi en novembre. Ce redressement pourrait expliquer la reprise de la masse monétaire (M1) en novembre après un fléchissement en octobre.

En décembre, les taux d'intérêt n'ont guère bougé après la modeste majoration des taux à court terme le mois précédent. Pendant la majeure partie du mois, le dollar canadien est resté un peu au-dessous des 68 cents américains, après avoir légèrement dépassé ce niveau tout au long de novembre, pour ensuite se redresser à la fin de l'année.

Économie régionale

La conjoncture a continué de se rafraîchir en Ontario après son rythme torride de croissance enregistré tout l'été. La pause se prolonge un deuxième mois d'affilée en octobre dans la fabrication, ce qui traduit la lenteur des exportations d'automobiles après les sommets sans précédents enregistrés à la fin de l'été. Même situation pour les ventes



declines for the first time this year. By contrast, housing starts leaped by 67,000 units in November to their second highest level of the year, after a major hike in new home prices.

Shipments also levelled off in British Columbia, as did exports, which were nearing their previous highs in September. At the same time, crude oil held down shipments on the Prairies, largely because of unseasonably mild temperatures. This slackening in the West was accompanied by a sizeable drop in retail sales.

There was little change in the sources of growth in Quebec, with non-residential investment maintaining the upward trend that that began more than a year ago. Whereas the industrial sector was dominant in September, the trade sector was responsible for the additional boost in permits in October. Business spending also continued to drive manufacturing demand. A sixth straight increase in shipments contrasted with their weakness elsewhere in Canada.

International economies

Aggregate demand continued to accelerate in the US and in Europe. Real GDP expanded by 1% in the euro-zone in the third quarter of the year, almost double its second quarter pace, aided by a pick-up in Germany. Britain featured continued strong domestic demand, while a downturn in domestic demand in Japan resulted in a contraction of output.

The **United States** economy continued to expand, buoyed by strong industrial production and consumer demand. Consumers have been upbeat in the wake of rising incomes and ample jobs. Housing starts cooled in November, however, as mortgage rates continued to inch upwards. Inflation eased to its lowest pace in five months as gas prices levelled off.

Shoppers spent freely in November, driving retail sales up by 0.9%. Car sales alone jumped 2.4% in the month. Nonetheless, consumer price inflation slowed to 0.1% in November, as gas prices offset rising housing costs. Housing starts weakened in November to their slowest pace in seven months, falling 2.3% to an annual rate of 1.6 million units.

Industrial production posted its 11th straight monthly gain in November, rising 0.3% from the month before. Manufacturing was particularly strong, up 0.5% after a 0.8% hike in October, as it continued to benefit from recovering Asian economies and from the robust domestic demand for everything from autos to furniture. The trade deficit, however, widened in October, boosted by higher oil imports.

au détail qui ont enregistré pour la première fois cette année deux baisses d'affilée. Par contre, après l'accélération notable du prix des maisons neuves, les mises en chantier ont bondi à 67 000 unités en novembre, leur deuxième niveau le plus haut de l'année.

Les livraisons plafonnent également en Colombie-Britannique de pair avec les exportations, qui talonnaient en septembre leurs records antérieurs. Pendant ce temps, le pétrole brut contenait les livraisons des Prairies, en particulier en raison d'une température plus douce qu'à l'habitude pour la saison. Cet essoufflement dans l'Ouest était accompagné d'un recul marqué des ventes au détail.

Il y avait peu de changement dans les sources de croissance au Québec, l'investissement non résidentiel ayant maintenu sa tendance à la hausse depuis plus d'un an. Alors qu'en septembre, le secteur industriel dominait, c'est le secteur commercial qui est responsable de la poussée additionnelle des permis en octobre. Les dépenses des entreprises ont donc continué de dominer la fabrication, qui, avec une sixième hausse consécutive de ses livraisons, contraste avec la faiblesse ailleurs au pays.

Économies internationales

La demande globale s'est encore accélérée aux États-Unis et en Europe. Le PIB réel s'est accru de 1 % dans la zone de l'euro au troisième trimestre, doublant presque son taux d'accroissement du deuxième trimestre, aidé en cela par une reprise en Allemagne. En Grande-Bretagne, la demande intérieure est demeurée ferme et, au Japon, sa contraction a eu pour effet de diminuer la production.

Aux États-Unis, l'économie est restée en expansion, soutenue par la vigueur de la production industrielle et de la demande de consommation. Les consommateurs ont été optimistes grâce à la montée des revenus et à l'abondance des emplois. Les mises en chantier se sont affaiblies en novembre cependant, car les taux hypothécaires ont continué à redresser la tête. L'inflation a adopté le rythme de croissance le plus bas en cinq mois à cause du plafonnement du prix de l'essence.

Les consommateurs ont dépensé librement en novembre, faisant monter les ventes au détail de 0,9 %. À elles seules, les ventes d'automobiles ont bondi de 2,4 % dans le mois. L'inflation à la consommation n'en a pas moins ralenti à 0,1 % en novembre, le prix de l'essence contrebalançant le prix des habitations en hausse. Ce même mois, les mises en chantier ont faibli pour tomber à leur taux d'accroissement le plus bas en sept mois (2,3 %) et à un niveau annuel de 1,6 million de logements.

En novembre encore, la production industrielle a présenté un 11° gain mensuel consécutif (0,3 %). La fabrication a été particulièrement vigoureuse avec des hausses de 0,5 % en novembre et de 0,8 % en octobre. Elle a continué à profiter de la reprise des économies asiatiques et de la demande intérieure ferme qui s'attache à tous les produits, des automobiles aux meubles. Le déficit commercial s'est toutefois accru en octobre à cause de l'augmentation des importations pétrolières.

Growth accelerated in the **euro-zone** in the third quarter as GDP rose 1% from the previous three months, boosted by consumer spending and business investment. Output was up 2.3% on a year-over-year basis. Inflation climbed in November to a rate of 1.6%, double its pace of a year earlier and closer to the 2% ceiling set by the central bank. Unemployment, meanwhile, edged below 10% for the first time in seven years in October, compared with 4.1% and 4.6% in the US and Japan, respectively.

The **French** economy continued to power forward, propelled by the twin engines of industrial demand and consumer spending. Unemployment fell again in October to a rate of 11%. Joblessness has steadily declined from its post-war high of 12.6% in June 1997, spurred by economic growth and labour market reforms. Inflation, however, jumped in October as producer prices rose 0.7%, the sharpest hike in the EU.

German GDP grew 0.7% in the third quarter of the year, and 1.2% on a year-over-year basis. Exports led the advance (aided by the weak euro), outpacing gains in business investment, consumer spending and construction. Industrial production remained upbeat in October, rising 1.7% after a 1% drop the month before. Manufacturing orders also rallied as domestic spending picked up the slack from sluggish external demand. The unemployment rate fell to 10.4% in November, although the gains were primarily in the west, while the east remained unchanged at 18.2%. Inflation accelerated to 1.1%, as the cost of imports soared to a 9-year high, fuelled by rising oil prices.

Strength in incomes and falling unemployment spurred growth in **Britain**. Wages rose almost 5% in the three months to October, while the unemployment rate fell to a 19-year low of 4.1% in November. Inflation began to heat up in tune with faster growth, with the CPI hitting an annual rate of 2.2% in November. Producer prices had risen slightly the month before. Housing sales soared in October, up 13% on year-earlier data, while prices also jumped by a similar rate. Industrial production eased in the month, however, as export demand waned.

Italy posted a 0.9% increase in third quarter GDP, twice as fast as the previous three months. The economy grew by 1.2% from a year-ago, driven by a recovery of exports. Exports continued to shake off the effects of the Asian crisis with a 4% gain in the third quarter, their largest in two years. Investment also picked up, a sign of optimism about future sales. The

Dans la **zone de l'euro**, la croissance s'est avivée au troisième trimestre. Le PIB a en effet progressé de 1 % par rapport aux trois mois précédents grâce aux dépenses de consommation et aux investissements des entreprises. La production était en hausse de 2,3 % d'une année à l'autre. L'inflation a monté en novembre; son taux a été de 1,6 %, le double du taux d'il y a un an, et plus près du plafond de 2% établi par la banque centrale. En revanche, le chômage a glissé en octobre sous la barre des 10 % pour la première fois en sept ans. Les taux de chômage correspondants aux États-Unis et au Japon ont respectivement été de 4,1 % et de 4,6 %.

En **France**, l'économie a encore battu son plein, doublement propulsée par la demande industrielle et les dépenses de consommation. Le chômage a encore décru en octobre pour atteindre un niveau de 11 %. Il quitte de plus en plus le sommet pour l'après-guerre (12,6 %) observé en juin 1997, recul favorisé par la croissance économique et les réformes du marché du travail. Il y a toutefois eu une flambée inflationniste en octobre, car les prix à la production ont augmenté de 0,7 %. C'est là la plus forte hausse relevée dans les pays membres de l'Union européenne.

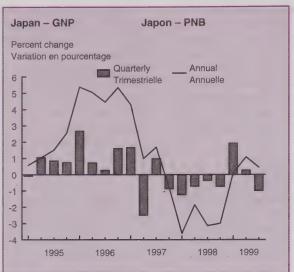
En Allemagne, le PIB a gagné 0,7 % au troisième trimestre et augmenté de 1,2 % d'une année à l'autre. Les exportations ont mené le mouvement (aidées par la faiblesse de l'euro), surpassant les gains des investissements des entreprises, des dépenses de consommation et de la construction. La production industrielle est restée ferme en octobre avec une hausse de 1,7 % succédant à une baisse de 1 % en septembre. En fabrication, les commandes ont également repris et la demande intérieure a compensé la faiblesse de la demande extérieure. En novembre, le taux de chômage est tombé à 10,4 %. Des hausses ont principalement été relevées dans la partie occidentale du pays, le taux de chômage dans la partie orientale demeurant inchangé à 18,2 %. L'inflation s'est rapidement établie à 1,1%, en raison du coût des importations, qui a atteint un sommet record en neuf ans, alimenté par le prix à la hausse de l'essence.

En **Grande-Bretagne**, la fermeté des revenus et le recul du chômage ont aiguillonné la croissance. Le taux d'augmentation des salaires a été de presque 5 % sur trois mois jusqu'en octobre, alors que, en novembre, le taux de chômage tombait à son plus bas niveau en 19 ans, soit 4,1 %. L'inflation s'est trouvée attisée avec l'accélération de la croissance et l'IPC s'est établi à un taux annuel de 2,2 % en novembre. Les prix à la production s'étaient légèrement élevés le mois précédent. En octobre, les ventes d'habitations ont monté en flèche, gagnant 13 % sur leur valeur d'il y a un an, et les prix ont fait un bond identique. La production industrielle s'est toutefois affaiblie dans le mois en raison d'une décroissance de la demande à l'exportation.

En Italie, le PIB a progressé de 0,9 % au troisième trimestre, doublant son rythme des trois mois précédents. L'économie était en hausse de 1,2 % sur ses niveaux d'il y a un an grâce à la reprise des exportations. Celles-ci ont continué à chasser les effets de la crise asiatique avec un gain de 4 % au troisième trimestre, leur plus important en deux ans. Les investissements se sont également redressés,

unemployment rate fell to a 5-year low of 11% in October.

The **Japanese** economy contracted in the third quarter as real GDP fell 1%, retracing its gain in the second. Growth was down 3.8% on a year-over-year basis. All sectors of domestic demand turned negative, notably business investment and public spending (as the last supplemental spending budget expired). Exports were the only bright spot, up 5% as recovery continued in the emerging Asian economies.



The weak performance continued into October, when incomes shrank once again and consumer spending tightened further. Housing starts fell along with industrial production and manufacturing orders, while business investment intentions for the fiscal year ending in March were slashed 10.8%. The unemployment rate held at 4.6% in October, off from its record high of 4.9% in June. In November, the Japanese government announced another economic stimulus package of 18 trillion yen (\$175 billion US) in an effort to bolster the economy.

ce qui fait bien augurer de l'avenir des ventes. Le taux de chômage est tombé à son niveau le plus bas en cinq ans, pour s'établir à 11% en octobre.

Au Japon, l'économie s'est contractée au troisième trimestre et le PIB a fléchi de 1 % en valeur réelle rajustant ainsi le gain du deuxième. Le taux de croissance était en baisse pour s'établir à 3,8 % d'une année à l'autre. Tous les secteurs de la demande intérieure ont été négatifs, notamment ceux des investissements des entreprises et des dépenses publiques (à l'expiration des mesures du dernier budget supplémentaire de dépenses). Les exportations ont

été le seul signe encourageant, affichant une hausse de 5 % grâce à la reprise qui se maintient dans les nouvelles économies asiatiques.

La faible performance de l'économie a continué en octobre : les revenus ont encore rétréci et les dépenses de consommation se sont resserrées une fois de plus. Les mises en chantier d'habitations ont diminué, tout comme la production industrielle et les commandes en fabrication, alors que les entreprises rabattaient leurs projets d'investissement de 10,8 % pour l'exercice se terminant en mars. En octobre, le taux de chômage est resté à 4,6 %, en baisse sur son sommet de 4,9 % de juin. En novembre, les autorités japonaises ont annoncé un autre programme de stimulation de l'économie d'une valeur de 18 billions de yens (175 milliards de dollars américains) dans un effort de relance de l'économie.

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN DECEMBER

CANADA

Nickel-producer Inco Ltd. ended a twelve-week lockout in Manitoba. A three-year contract with 1,100 workers includes a 5% wage increase, a signing bonus and a pension hike.

The Federal Government agreed to allow the Canada Pension Plan Investment Board to actively invest in the stock market. The CPP previously was restricted to investments in 20-year provincial bonds.

Subject to approval, Canadian National Railway announced a merger with Burlington Northern Santa Fe to create the largest railway operation on the continent. The combined railways have 67,000 employees and annual revenue of \$18 billion.

WORLD

German banks saved the country's second-biggest construction firm from bankruptcy with a \$3.4 billion bailout. Philipp Holzmann AG employs 70.000 workers.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES EN DÉCEMBRE

CANADA

La compagnie productrice de nickel Inco Itée a mis fin au lock-out qui durait depuis douze semaines au Manitoba. Un contrat de trois ans a été passé avec 1 100 travailleurs, lequel comprend une augmentation salariale de 5 %, une gratification à la signature et une augmentation des prestations de retraite.

Le gouvernement fédéral a convenu de permettre au Conseil de placement du Régime de pensions du Canada d'investir activement dans le marché des valeurs mobilières. Auparavant, les sommes du RPC ne pouvaient être investies que dans des obligations provinciales d'une durée de 20 ans.

Le Canadien National entend fusionner avec l'américain Burlington Northern Santa Fe (BNSF) pour créer le plus important chemin de fer en Amérique du Nord. La nouvelle société aura 67 000 employés et un revenu annuel de 18\$ milliards.

LE MONDE

Les banques allemandes ont sauvé de la faillite la deuxième entreprise de construction en importance au pays, l'ayant renflouée avec une somme de 3,4 milliards de dollars. L'entreprise Philipp Holzmann AG compte 70 000 travailleurs.

THE STATISTICS CANADA EARLY MORNING START-UP SPECIAL

Every morning at 8:30 a.m., Monday to Friday, Internet users can display the day's top socio-economic data simply by selecting *Datly News* on Statistic Canada's Web site at www.statcan.ca. There is no charge for this service.

The Daily is an early-bird review of the latest official data and information released by Statistics Canada. Key economic indicators like employment rates and the Consumer Price Index, in addition to a wide range of business-related information, make The Daily the #1 choice for business people who want to keep up-to-date on the country's most important economic developments ... as they happen. It is also the best source for concise briefs on the state of the economy and Canadian society in general.

HERE'S JUST A TASTE OF WHAT YOU'LL FIND AT OUR SITE:

- gross domestic product
- income characteristics
- household information
- population statistics
- motor vehicle sales
- fuel prices
- international trade
- agricultural data
- employment rates
- international transactions in

consumer price indexes

securities
• census data

- investment
- wholesale and retail trade
- national accounts and balance of payments
- shipments
- travel statistics
- construction
- manufacturing
 - ... and more

FIND OUT WHY JOURNALISTS ACROSS CANADA ACCESS THE DAILY EVERY WORKING DAY

The media has long relied on *The Daily* for the information contained in many of the news reports Canadians read or listen to on a regular basis. Now you, too, can link up to this same information quickly and conveniently. What's more, *The Daily* will keep you tuned to the timing and delivery of major Statistics Canada releases and the arrival of our newest products and services.

So, pull up a chair and visit us at our Web site soon. We want your day to get off to the right start.

POUR PARTIR DU BON PIED : **LE QUOTIDIEN** DE STATISTIQUE CANADA

Dès 8 h 30, du lundi au vendredi, les utilisateurs d'Internet peuvent consulter les principales données socioéconomiques de la journée en accédant aux *Nouvelles du Quotidien* sur le site Web de Statistique Canada à www.statcan.ca. Le service est gratuit.

Le Quotidien permet un survol rapide des plus récentes données et analyses officielles que diffuse Statistique Canada. Des indicateurs économiques clés tels que les taux d'emploi et les indices des prix à la consommation, auxquels s'ajoute l'éventail des données sur l'activité commerciale, font du Quotidien le choix idéal pour les gens d'affaires qui souhaitent être informés des faits saillants de l'économie... dès qu'ils surviennent. C'est aussi la source par excellence de résumés succincts sur l'état de l'économie et de la société canadienne en général.

VOICI UN APERÇU DU CONTENU :

- produit intérieur brut
- caractéristiques du revenu
- renseignements sur les ménages
 opérations internationales en valeurs
 mobilières
 données de recensement
 données sur les investissements
 commerce de gros et de détail
 comptes nationaux et balance des paiements
 livraisons manufacturières
 statistiques des voyages
 construction
 fabrication
 - ... et plus
- l'agriculture

 taux d'emploi

statistiques sur la

prix du carburant

population ventes de véhicules

automobiles

commerce

international

données sur

• indices des prix à la consommation

VOYEZ POURQUOI, PARTOUT AU PAYS, LES JOURNALISTES LISENT *LE QUOTIDIEN* <u>CHAQUE</u> JOUR OUVRABLE

Depuis longtemps, les médias puisent dans *Le Quotidien* l'information qui alimente un bon nombre de reportages que les Canadiens lisent ou entendent régulièrement. Désormais, vous aussi pouvez y accéder rapidement et en temps utile. *Le Quotidien* vous informera de l'heure et de la parution des principaux communiqués de Statistique Canada et de l'arrivée de nos plus récents produits et services.

Pour partir du bon pied, ne tardez pas! Visitez notre site Web :

hitip://www.akitshii.sa



Feature article

Étude spéciale

THE LABOUR MARKET IN THE 1990S

by G. Picot and A. Heisz*

Highlights

- Slow employment growth, especially for full-time jobs up to 1998, reflected the weak economic recovery.
- There was a substantial shift in the types of jobs created, to self-employment in particular, but it is inconclusive whether this represents an enduring change.
- There was more downsizing during the recovery in the 1990s than the 1980s, but it is not clear that this was driven by competition and technology, as it occurred mainly in the public and consumer services sectors.
- Job stability did not fall in the 1990s; if anything it increased. This is not necessarily good news, however, as it was associated with the depressed hiring and quit rates to be expected in a weak labour market.
- There was a reduced chance of getting a job, not losing it, as firms slowed employment growth by hiring less rather than turning to more permanent layoffs.
- Overall, unemployment behaved much the same during the 1990s recovery as the 1980s in terms of rate, incidence and duration. It remained at a high level by historical standards, but there is little evidence of a worsening during the 1990s. This was associated with falling participation rates, primarily among youths who enrolled in school.
- The human capital embedded in the education and experience of the labour force increased dramatically through the 1980s and 1990s. There was a marked deterioration in absolute terms in unemployment and jobs for workers with a given level of human capital, particularly among men. Put another way, workers had to accumulate more and more human capital to maintain their position in the labour market (relative to earlier years).
- * Business and Labour Market Analysis Division (613) 951-3748.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DES ANNÉES 1990

par G. Picot et A. Heisz*

Faits saillants

- La lenteur de la croissance de l'emploi, et plus particulièrement de l'emploi à plein temps jusqu'en 1998, a été le reflet de la faiblesse de la reprise économique.
- Un important changement s'est opéré dans la nature des emplois créés au profit du travail indépendant en particulier, mais on ne peut conclure qu'il s'agit là d'une transformation durable.
- Il y a eu plus de compressions pendant la reprise des années 1990 que durant les années 1980, mais on ne sait au juste si cette rationalisation a eu pour moteur la concurrence et la technologie, puisqu'elle s'est produite principalement dans les secteurs des services publics et des services aux consommateurs.
- La stabilité des emplois n'a pas diminué dans les années 1990 : elle aurait eu plutôt tendance à s'accroître.
 Voilà qui n'est pas nécessairement une bonne nouvelle cependant, le phénomène étant lié aux bas taux d'embauchage et de départ (cessation) prévisibles en cas de faiblesse du marché du travail.
- Les travailleurs avaient moins de chances de trouver un emploi, et non pas de perdre celui qu'ils occupaient, les entreprises ayant ralenti la croissance de l'emploi en embauchant moins plutôt qu'en ayant recours à des mises à pied permanentes.
- Dans l'ensemble, le chômage a évolué en période de reprise dans les années 1990 à peu près comme dans les années 1980 pour ce qui est des taux, des fréquences et des durées. Il est demeuré important à l'aune de l'histoire, mais rien n'indique vraiment qu'il y ait eu aggravation du phénomène pendant les années 1990. Ceci s'est produit alors que les taux d'activité ont baissé, principalement chez les jeunes qui ont préféré l'école.
- Le capital humain que représentent l'instruction et l'expérience de la population active s'est considérablement enrichi dans les années 1980 et 1990. Il y a eu une nette détérioration en valeur absolue pour ce qui est du chômage et de l'emploi chez les travailleurs ayant telle ou telle valeur de capital humain, et notamment chez les hommes. En d'autres termes, les travailleurs ont dû accumuler de plus en plus de capital humain pour maintenir leur situation sur le marché du travail relativement aux années antérieures.
- * Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail (613) 951-3748.

Although productivity increased at the same rate
in the 1990s as the 1980s, real GDP per capita
slowed significantly and median family earnings
stalled. Why the slowdown in incomes despite no
change in productivity growth? The answer lies in
the weakness of both employment and the
employment/population ratio.

Introduction

Throughout the 1990s there has been a concern that competitive and technological pressures have radically altered the production, hiring and business strategies of firms, affecting the labour market in a profound and often negative manner. These pressures are thought to have affected both the level and type of jobs and earnings, and how they are distributed among workers. Increased competition and technological change are associated during the 1990s with events such as downsizing, job destruction, job instability, increased demand for highly skilled workers at the expense at the less skilled, a shift to contracting out and the use of contingent labour, and rising earnings inequality.

In this paper we try to asses the extent to which these and related notions are supported by the empirical evidence. In some cases the outcomes that materialized are consistent with competition and technology being the driving force, while for others this was not the case. Most importantly, many other events occurred during the 1990s that influenced labour market outcomes. Perhaps the single most important factor influencing labour markets has been weak aggregate demand. Real GDP grew at an annual average rate of almost 3% in the 1980s but only 1.8% in the 1990s (up to 1998). This obviously slowed employment growth, which could produce other effects such as the shift to self-employment and reduced labour market mobility.

Second, demand-side shifts associated with trade and technology are thought to have resulted in considerable structural change in the labour market. This is part of the notion of a move to a "knowledge-based economy".

Third, changes in the way firms manage their workforces may have affected labour markets. Betcherman and Lowe (1997) list six threads that run through the search for a new model of business management: global integration, technological change, innovations in work organization, business rationalization, the pursuit of high performance workplaces, and new forms of labour relations. To date, we know little about the extent to which these are taking place in firms, let alone their effect on labour market outcomes.¹

 Bien que la productivité ait monté au même rythme dans les années 1980 et 1990, le PIB réel par habitant a marqué un net ralentissement et le revenu familial médian s'est enlisé. Pourquoi ce ralentissement du revenu malgré une absence de variation des taux de croissance de la productivité? L'explication en est la faiblesse tant de l'emploi que du rapport emploi-population.

Introduction

Tout au long des années 1990, on s'est inquiété de ce que les tensions concurrentielles et technologiques ne soient venues radicalement transformer les stratégies de production, d'embauchage et d'exploitation des entreprises avec de profondes répercussions souvent négatives sur le marché du travail. On pense que ces tensions ont influé aussi bien sur l'importance que sur la nature de l'emploi et du revenu du travail, tout comme sur leur répartition chez les travailleurs. Dans la décennie 1990, on lie une concurrence et une évolution technologique intensifiées à des événements comme les compressions, la disparition d'emplois, l'instabilité du travail, une demande accrue de main-d'œuvre hautement qualifiée au détriment de la main-d'œuvre générale, un recours à la sous-traitance et au travail précaire et une montée des inégalités de revenu du travail.

Nous tenterons ici d'évaluer dans quelle mesure ces notions et d'autres qui s'y apparentent se trouvent confirmées par les données empiriques. Dans certains cas seulement, les résultats constatés sur le marché du travail indiquent bien que la concurrence et la technologie ont été le moteur de cette évolution. Aspect des plus importants, maints autres événements des années 1990 ont influé sur les résultats du marché du travail. Peut-être le facteur premier a-t-il été la faiblesse de la demande globale. Le PIB réel s'est accru à un taux annuel moyen de presque 3 % dans les années 1980, mais il s'établit à 1,8 % seulement durant les années 1990 (jusqu'en 1998), d'où un effet évident de ralentissement de la croissance de l'emploi avec d'autres effets possibles comme la montée du travail indépendant et une perte de mobilité sur le marché du travail.

Deuxièmement, on estime que les variations du côté de la demande qui sont associées au commerce et à la technologie ont causé une évolution structurelle considérable du marché du travail, phénomène qui se rattache à l'idée d'un passage à une « économie du savoir ».

Troisièmement, comme les entreprises ont changé leur façon de gérer leur main-d'œuvre, le marché du travail pourrait en être marqué. Betcherman et Lowe (1997) énumèrent six fils conducteurs dans la quête d'un nouveau modèle de gestion d'entreprise : intégration mondiale, évolution technologique, innovation en organisation du travail, rationalisation des entreprises, recherche de milieux de travail au rendement supérieur et renouvellement des formes des relations professionnelles. Nous connaissons peu à ce jour l'ampleur de ces éléments d'évolution dans les entreprises et encore moins leur incidence sur les résultats du marché du travail.

Fourth, the supply-side of the labour market has undergone substantial change. Most notably, the supply of highly educated workers rose dramatically, and the number of less educated workers tumbled. There are two important dimensions of this rapid increase in educational qualifications. The educational attainment of women rose quite significantly relative to men. As well, the educational attainment of experienced workers increased relative to the young. The age structure of the labour market also changed, resulting in workers being much more experienced in the 1990s than during previous decades. All of these imply that the human capital embedded in workers rose significantly.

Fifth, the institutional landscape was different in the 1990s. Changes in Employment Insurance could have influenced structural unemployment, employment and the income of low-income Canadians in the 1990s relative to the 1980s. Major revisions to social assistance in many provinces and the introduction of the Child Benefit System could also affect both incomes and employment among low-income Canadians. Minimum wages have changed little since the early 1980s, but the unionization rate has fallen somewhat.

It is beyond this paper to asses the effect of each of these factors. We do, however, contrast the labour market of the 1980s with the 1990s, and ask whether the observed changes are consistent with the notion that the nature of work has changed fundamentally due to competitive and technological pressures. Or did other forces play a major role in the weak labour market observed through most of the 1990s? As is well known, the labour market has strengthened during 1998 and 1999, setting them apart from the rest of the decade. This article focuses on macro-level events such as the shift to self-employment, the outcomes for workers with a given level of human capital, worker mobility, job stability, downsizing, and aggregate income levels. Next month's article in the CEO will focus on the distributional outcomes of the 1980s and 1990s.2

EMPLOYMENT AND UNEMPLOYMENT

The Shift to Self-Employment

Job gains last decade were concentrated in own-account self-employment rather than in traditional full-time paid employment. Over the 1990s (up to 1998)³, full-time paid jobs accounted for only 18% of net job creation, versus 47% in the 1980s, and 75% in the US during the 1990s. Self-employment⁴ accounted for about 58% of the net change during the 1990s,

Quatrièmement, l'offre sur le marché du travail s'est nettement transformée. Il faut noter en particulier une augmentation radicale de l'offre de main-d'œuvre très instruite avec un effritement concomitant du reste de la main-d'œuvre. Il y a deux importants aspects à ces progrès rapides de la scolarisation. Les femmes ont assez largement gagné en instruction par rapport aux hommes. Ajoutons que les travailleurs expérimentés ont progressé sur ce même plan par rapport aux jeunes. Il y a en outre eu une évolution de la structure par âge du marché du travail dont le résultat a été des travailleurs beaucoup plus expérimentés dans les années 1990 que dans les décennies précédentes. Tout cela implique que le capital humain s'est nettement enrichi chez les travailleurs.

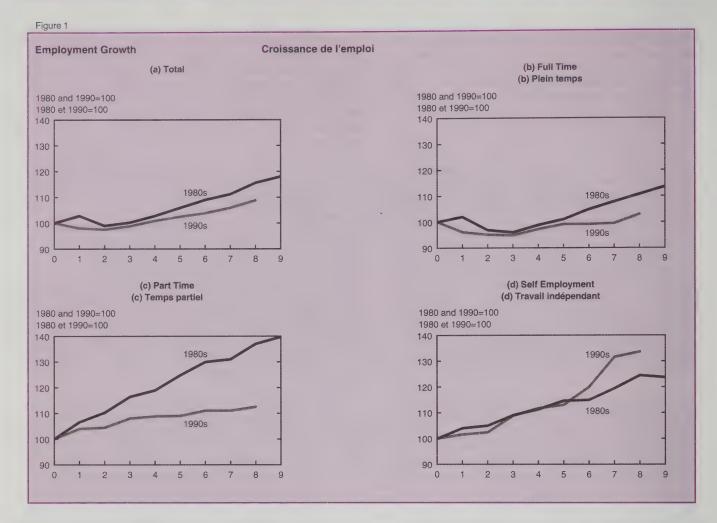
Cinquièmement, le cadre institutionnel a été différent dans les années 1990. Les changements apportés au régime d'assurance-emploi pourraient avoir influé sur le chômage structurel, l'emploi et le revenu des Canadiens des couches défavorisées dans les années 1990 par rapport aux années 1980. Il est possible aussi que la refonte des régimes d'aide sociale dans un grand nombre de provinces et l'instauration du régime de prestations pour enfants aient agi tant sur le revenu que sur l'emploi parmi les Canadiens à faible revenu. Le salaire minimum n'a guère évolué depuis les premières années de la décennie 1980, mais le taux de syndicalisation a quelque peu décru.

L'évaluation des effets individuels de ces facteurs dépasse notre propos. Nous voulons cependant comparer les années 1980 et 1990 pour ce qui est du marché du travail et nous demander si les changements observés s'accordent avec l'idée d'une évolution fondamentale de la nature du travail à cause des tensions concurrentielles et technologiques. D'autres forces auraient-elles pu jouer grandement dans cette faiblesse du marché du travail que l'on a constatée pendant le plus clair de la décennie 1990? On sait que celui-ci s'est raffermi en 1998 et 1999, contrairement à ce qui s'était passé le reste de la décennie. Dans le présent article, nous nous attachons à des événements macro-économiques comme la montée du travail indépendant, les résultats pour les travailleurs selon leur valeur de capital humain, la mobilité de la main-d'œuvre, la stabilité de l'emploi, les compressions et les niveaux de revenu global. Dans l'article du mois prochain, nous regarderons comment la répartition a évolué sur le marché du travail dans les années 1980 et 1990².

EMPLOI ET CHÔMAGE

Passage au travail indépendant

Pendant la dernière décennie, la progression de l'emploi s'est concentrée dans le travail indépendant (travailleurs s'établissant individuellement à leur compte) plutôt que dans l'emploi rémunéré à plein temps comme par le passé. Depuis le début des années 1990 (jusqu'en 1998)³, ce dernier est à l'origine de 18 % seulement de la création nette d'emplois contre 47 % dans les années 1980 et 75 % aux États-Unis



compared with only 22% during the 1980s and 6% in the US during the 1990s.

But is this a manifestation of a fundamental change in the way companies hire labour, resulting in increased non-standard or contingent work? It is probably too early to tell. The OECD (1998) argues that over the long run, the extent to which self-employment growth in Canada outstripped paid employment is highly correlated with the slack in the labour market. The increasing labour market slack in the 1990s (Sargent, 1999) might have resulted in more workers turning to self-employment.

But there are other possibilities. Most evidence shows that there is little correlation between short-run economic conditions and self-employment over the business cycle (Lin, Picot and Yates, 1999). However, over a longer period with persistently high unemployment and increasing labour market slack, workers may be pushed into self-employment.

dans la décennie 1990. Le travail indépendant⁴ contribue à 58% de la variation nette de l'emploi environ durant les années 1990 contre 22 % seulement durant les années 1980 et 6 % aux États-Unis.

Faut-il y voir la manifestation d'une évolution fondamentale de la façon dont les entreprises embauchent leur main-d'œuvre avec pour résultat une montée des formes non traditionnelles de l'emploi ou du travail précaire? Il est probablement trop tôt pour le dire. L'OCDE (1998) fait valoir que, à long terme, l'excédent de croissance du travail indépendant sur l'emploi rémunéré au Canada se trouve en étroite corrélation avec la faiblesse du marché du travail. Le relâchement du marché du travail durant les années 1990 (Sargent, 1999) pourrait avoir fait passer plus de travailleurs au travail indépendant.

Il y a toutefois d'autres possibilités. La plupart des données dont nous disposons montrent le peu de corrélation entre la conjoncture économique à court terme et le travail indépendant dans un cycle économique (Lin, Piçot et Yates, 1999). Il reste que, sur une plus longue période se caractérisant par un fort chômage persistant et un affaiblissement croissant du marché du travail, les travailleurs peuvent être poussés vers le travail indépendant.

Moreover, if the move to self-employment represents a fundamental shift in the nature of work, why is it not observed in the US where competitive pressures have presumably been similar? Possible factors that might explain this would include differences in the growth of taxes and the very strong incentive for American workers to be in paid jobs, as their medical coverage is financed in this way.

Labour Force Participation and Unemployment

The labour force participation rate declined in the early

1990s and then remained depressed through 1998 (Figure 2). Studies have shown that most of this drop was due to declines among young workers and older men. For example, Sunter and Bowlby (1998) compute that 41% of the shortfall of the participation rate in the 1990s (the difference between the observed values and what one would expect based on the last cyclical peak in 1989) is among young men, 30% young women. and 31% men over 55. For youths, most of this was due to their increased tendency to stay in school.

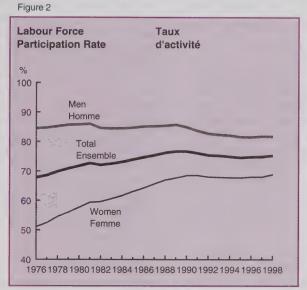
représentait vraiment une évolution fondamentale de la nature du travail, pourquoi n'observerait-on pas le même phénomène aux États-Unis où les tensions concurrentielles ont sans doute été les mêmes? Au nombre d'autres facteurs pouvant l'expliquer, mentionnons les différences de croissance des charges sociales et la très vive propension des travailleurs américains à occuper des emplois rémunérés, puisque c'est par là que se finance leur assurance-maladie.

Activité et chômage

Qui plus est, si le passage vers le travail indépendant

Le taux d'activité a fléchi au début de la décennie 1990 pour

ensuite demeurer à de bas niveaux jusqu'en 1998 (figure 2). Des études démontrent que ce recul tient en maieure partie à des baisses des taux d'activité chez les jeunes et les travailleurs plus âgés. Ainsi, Sunter et Bowlby (1998) estiment que 41 % et 30 % du déficit dans le taux de participation durant les années 1990 (c'est-à-dire de la différence entre les valeurs observées et les valeurs à prévoir d'après celles de la dernière crête cyclique en 1989) sont respectivement attribuables aux ieunes travailleurs de sexe masculin et de sexe féminin et 31 %, aux hommes de plus de 55 ans. Chez les jeunes, il faut surtout v voir l'effet d'une plus



forte tendance à rester aux études.

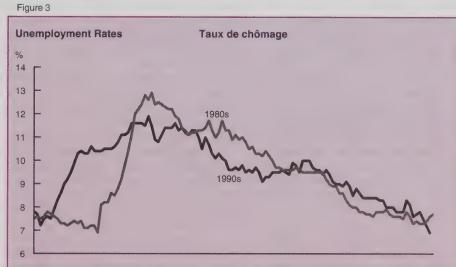
Le chômage n'a pas été plus élevé dans les années 1990 que dans les années 1980, bien qu'ayant été important dans

les deux cycles à l'aune de l'histoire. Le taux de chômage a décru à peu près au même rythme en période de reprise dans les années 1990 que dans les années 1980, mais il est demeuré élevé plus longtemps (figure 3). Dans la décennie 1990, il a été légèrement supérieur pour les durées et un

peu inférieur pour les fréquences. Il s'agit néanmoins là de variations modestes.

Unemployment did not rise in the 1990s from the 1980s, although by historical standards it was high

during both cycles. The unemployment rate fell at about the same rate during the 1990s recovery as it did during the 1980s, (Figure 3). Unemployment duration was marginally higher and incidence marginally lower in the 1990s; although these changes are small.



Rising Human Capital

The last two decades witnessed a remarkable shift in the quality of workers. The human capital embodied in the labour force rose both in terms of education and experience. The number of degree holders has increased at an annual average rate of 5.4% since the mid-1970s, while workers with high school or less did not change. The net result was that the share of the labour force with a university education rose from about 10% in 1976 to 18% in 1998⁵. The experience of the labour force (as proxied by age) rose almost as rapidly. The number of mature workers (age 45-54) rose 4.8% per year in the 1990s, while the number of less experienced workers (under 35) fell 1.1% per year.

To evaluate labour market performance from a worker's perspective, one would want to know how the market performed for a given level of human capital. Has the unemployment rate or the likelihood of having a job increased for workers with a particular level of experience and education? The aggregate statistics do not account for changes in the composition of the labour force, so we adjusted unemployment, the employment rate⁶, and the participation rate to reflect the labour market status of workers with a representative level of human capital (by holding their age and education constant).

The labour market for men with a given level of human capital deteriorated considerably in the 1990s (Table 1). Between 1986-88 and 1996-98, their participation rate was 8 percentage points lower, unemployment was 2 points higher, and the proportion employed fell by 6.5 points. This deterioration was not unique to the young or old, or the more or less highly educated, but was observed among all groups. The severity of the decline was, if anything, greater among the more experienced and highly educated, the very group one would expect to benefit from increased demand for those with more human capital.

For a woman with a given level of education and experience, labour force participation fell 2.1 percentage points, unemployment rose 1.6 points, and the paid employment rate fell 3.5 points, all smaller declines than for men. Moreover, there was little change in the labour market outcomes for prime aged university-educated women, in contrast to significant declines for this group of men. Among women, very young and older workers were the most negatively affected.

Thus, while unemployment in the 1990s resembled the 1980s, a worker with a given level of education and experience saw the unemployment rate

La hausse du capital humain

Les deux dernières décennies ont vu la qualité des travailleurs évoluer remarquablement. Le capital humain des travailleurs s'est enrichi tant en instruction qu'en expérience. Le nombre de titulaires d'un grade universitaire a augmenté à un taux annuel moyen de 5,4 % depuis le milieu des années 1970, alors que le nombre de travailleurs ayant terminé au plus leurs études secondaires est demeuré inchangé. Le résultat net est que la proportion des travailleurs ayant fait des études universitaires a monté, passant d'environ 10 % en 1976 à 18 % en 1998⁵. Il y a eu une progression presque aussi rapide de la population active sur le plan de l'expérience (comme la décrit la variable de l'âge). Le nombre de travailleurs d'âge mûr (45 à 54 ans) s'est élevé de 4,8 % par an dans les années 1990 et le nombre de travailleurs moins expérimentés (moins de 35 ans) a fléchi de 1,1 % par année.

Pour évaluer le rendement du marché du travail du point de vue d'un travailleur, il faudrait savoir quels ont été les résultats sur ce marché pour une valeur donnée de capital humain. Le taux de chômage ou les probabilités d'obtention d'un emploi ont-ils augmenté chez les travailleurs selon leur degré d'expérience et d'instruction? Les statistiques globales ne tiennent pas compte des variations de composition de la population active, aussi avons-nous rajusté le chômage, le taux d'emploi⁶ et le rapport emploi-population pour bien représenter la situation sur le marché du travail des travailleurs ayant une valeur représentative de capital humain (en maintenant constants l'âge et l'éducation).

Pour les hommes présentant un certain degré de capital humain, le marché du travail s'est considérablement détérioré dans les années 1990 (tableau 1). De 1986-88 à 1996-98, le taux d'activité et la proportion de personnes occupées dans ce groupe ont respectivement diminué de 6,5 points et le taux de chômage a augmenté, lui, de deux points. Cette dégradation ne vise pas uniquement les jeunes ou les vieux, les plus ou les moins instruits, mais s'observe dans tous les groupes. Le recul a même été plus marqué chez les plus expérimentés et les très instruits et c'est le groupe qui aurait dû profiter d'une demande accrue de travailleurs ayant plus de capital humain.

Pour les femmes à des degrés donnés d'instruction et d'expérience, le taux d'activité et le taux d'emploi rémunéré ont respectivement décru de 2,1 et 3,5 points et le taux de chômage s'est accru de 1,6 point. Les baisses sont toutes plus modestes que chez les hommes. Ajoutons que les résultats du marché du travail n'ont guère changé dans le cas des femmes d'âge mûr ayant fait des études universitaires, alors que, chez leurs homologues masculins, on relevait des diminutions importantes. Dans la population féminine, les très jeunes et la catégorie des travailleuses plus âgées ont été les plus affectées.

On peut donc dire que, si les années 1990 ont ressemblé aux années 1980 sur le plan du chômage, les travailleurs ayant un degré donné d'instruction et d'expérience ont vu

Feature article

Étude spéciale

Table 1
Labour Market Outcomes

Tableau 1 Résultats du marché du travail

	All years 1976-98 Toutes les années 1976-98	1000.00	1996-98	Change 1986-88 to 1996-98 Variation de 1986-88 à 1996-98
		1986-88		
Actual – Résultats réels				
All - Ensemble				
Labour Force Partcipation Rate – Taux d'activité	73.7	75.5	75	-0.5
Unemployment Rate – Taux de chômage	9.4	8.8	9.2	0.3
Paid Employment to Population Rate – Rapport emploi rémunéré-population	60.3	62.4	60.5	-1.9
Men - Hommes				
Labour Force Partcipation Rate – Taux d'activité	84.1	85.2	81.7	-3.5
Unemployment Rate – Taux de chômage	9.3	8.6	9.3	0.8
Paid Employment to Population Rate – Rapport emploi rémunéré-population	68.1	69.8	65	-4.8
Women - Femmes				
Labour Force Partcipation Rate – Taux d'activité	63.3	65.7	68.3	2.6
Unemployment Rate - Taux de chômage	9.5	9.2	9	-0.2
Paid Employment to Population Rate – Rapport emploi rémunéré-population	52.4	55	55.9	0.9
Holding Age and Education Constant – Résultats pour une composition constante de l'âge et du degré d'instruction				
All – Ensemble				
Labour Force Participation Rate – Taux d'activité	71.5	73.9	69.6	-4.3
Unemployment Rate - Taux de chômage	10.2	9.4	11.4	2
Paid Employment to Population Rate – Rapport emploi rémunéré-population	57.9	60.6	55	-5.6
Men - Hommes				
Labour Force Participation Rate – Taux d'activité	82.2	83.7	77.2	-6.5
Unemployment Rate – Taux de chômage	10.1	9.1	11.3	2.2
Paid Employment to Population Rate – Rapport emploi rémunéré-population	66	68.2	60.5	-7.7
Women – Femmes				
Labour Force Participation Rate – Taux d'activité	60.7	63.9	61.9	-2.1
Unemployment Rate – Taux de chômage	10.5	9.9	11.5	1.6
Paid Employment to Population Rate – Rapport emploi rémunéré-population	49.7	53	49.5	-3.5

rise and the likelihood of holding a job decline. Only by increasing their human capital could workers in the 1990s maintain their same relative position in the labour market as in the 1980s.

HIRING, LABOUR TURNOVER AND JOB TENURE

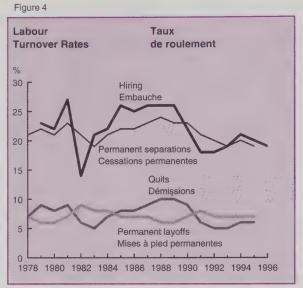
The story regarding labour flows is one of less mobility, at least to the mid-1990s. Employers reduced hiring rather than increasing layoffs. Focusing on years roughly at the same elapsed time since the end of recession (1984-86 and 1994-96), new hires were 20% of employment during the mid-1990s, down from 24.4% during the mid-1980s (Figure 4). One might expect that this lower hiring rate particularly affected new labour force entrants. (The hiring rate is the fraction of all workers in a firm who were hired in that year).

leur taux de chômage augmenter et leurs chances d'occuper un emploi diminuer. Ce n'est qu'en enrichissant leur capital humain que les travailleurs ont pu maintenir au cours des années 1990 leur situation relative sur le marché du travail des années 1980.

EMBAUCHAGE, ROULEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DURÉE D'EMPLOI

Les flux de main-d'œuvre se caractérisent par une perte de mobilité, du moins jusqu'au milieu des années 1990. Les employeurs ont moins embauché plutôt que de recourir davantage aux licenciements. Si on s'attache en gros aux mêmes années (1984-1986 et 1994-1996) après une récession, les travailleurs nouvellement embauchés ont figuré pour 20 % dans l'emploi au milieu des années 1990; c'est moins que les 24,4 % du milieu des années 1980 (figure 4). (Le taux d'embauchage est la portion de tous les travailleurs, d'une entreprise ayant été embauchés au cours de l'année donnée).⁷

While hiring rates were low, the likelihood of being permanently laid off did not increase during the 1990s. This holds even after controlling for changes in the composition of the workforce (Picot and Lin, 1996). In the face of poor job opportunities, quit rates fell from 7.4% during 1983-85 to 5.6% in 1993-95. With lower quit rates and no substantial rise in permanent layoffs, the likelihood of a worker permanently separating from their firm actually fell to 19.3% in 1993-95 from 22.0% during 1983-85. Lower rates of hiring and permanent separations served to lower labour mobility.



Along with lower labour turnover comes longer job tenure. Despite concerns regarding job stability, average job tenure⁸ in paid jobs increased. The completed length of a new job rose from an average 45 months during 1983-86 to 50 months in 1993-96 (Heisz, 1999). This is not necessarily a positive sign, as it partly reflects lower quit and hiring rates in a weak job market.

Overall, there has been significant change in labour flows between the 1980s and 1990s. Specifically, the 1990s saw lower hiring and guit rates, reduced labour mobility, robust aggregate job tenure, and little change in the likelihood of permanent layoff. The biggest change was in the reduced likelihood of getting a job, not in the likelihood of losing it. However, these observations probably do not suggest a structural shift in labour markets. In light of slow employment growth, these changes do not seem particularly surprising, except perhaps the stability in the permanent layoff rate. Even there, however, it has been shown that firms were much more likely to adjust their hiring rate during recessions rather than resorting to permanent layoffs, which is the least cyclically sensitive of these labour market flows (Picot, Lin and Pyper, 1998).

On peut s'attendre à ce que ce taux d'embauchage moindre ait particulièrement nui aux nouveaux actifs. Si les taux d'embauchage ont été bas, les probabilités de mise à pied permanente n'ont pas monté pendant les années 1990. C'est ce que l'on constate même après avoir pris en compte les variations de composition de la population active (Picot et Lin, 1996). Les perspectives d'emploi étant médiocres, les taux de départ ou de cessation sont tombés de 7,4 % à 5,6 % de 1983-1985 à 1993-1995. Avec des taux de cessation moindres et aucune augmentation appréciable du nombre de mises à pied permanentes, les probabilités

qu'un travailleur quitte définitivement son entreprise ont en réalité baissé, passant de 22,0 % à 19,3 % de 1983-1985 à 1993-1995. Le fléchissement des taux d'embauchage et de cessation permanente a eu pour effet de réduire la mobilité de la main-d'œuvre.

Quand le roulement de la main-d'œuvre est moindre, les durées d'emploi s'accroissent. Malgré les inquiétudes en matière de stabilité d'emploi, la durée moyenne d'occupation d'un emploi rémunéré⁸ a augmenté. La durée totale d'emploi a évolué en hausse s'établissant en moyenne à 50 mois en 1993-1996 contre 45 mois en 1983-1986 (Heisz, 1999). Voilà qui n'est pas nécessairement un signe positif, car le phénomène s'explique en partie par des taux de cessation et d'embauchage en décroissance sur un marché du travail faible.

Dans l'ensemble, les flux de main-d'œuvre ont nettement changé des années 1980 aux années 1990. Plus précisément, la décennie 1990 s'est caractérisée par une baisse des taux d'embauchage et de cessation, une perte de mobilité de la main-d'œuvre, de bonnes durées d'emploi dans l'ensemble et une absence relative de variation des probabilités de mise à pied permanente. Le grand changement, c'est une diminution des chances de trouver de l'emploi, et non pas des risques d'en perdre un. Ces observations n'indiquent probablement pas cependant qu'il y a eu évolution structurelle du marché du travail. Vu la lenteur de la croissance de l'emploi, on ne doit pas véritablement s'étonner de cette évolution, sauf peut-être pour ce qui est de la stabilité des taux de mise à pied permanente. Même là, on a démontré que les entreprises étaient bien plus susceptibles d'abaisser leur taux d'embauchage en période de récession que de recourir à des mises à pied permanentes, élément qui, de tous ces flux du marché du travail, est le moins sensible au déroulement du cycle économique (Picot, Lin et Pyper, 1998).

JOB CREATION AND DESTRUCTION

Workforce Management

"Downsizing" reflects the notion that firms reduced their workforce and labour costs in order to increase competitiveness structurally, not in response to a cyclical decrease in demand. Such action would slow paid employment growth, which indeed was quite weak during most of the 1990s (Figure 5).

study downsizing requires longitudinal data at the company level. Between any two years, job creation is the increase in employment observed in companies which are expanding and job destruction is the decrease in employment in all companies contracting; rates are defined by dividing total creation or destruction by total employment in all firms (expanding or contracting). Changes in net employment are simply the difference between job creation and job destruction.

There was increased job destruction in the 1990s relative

to the 1980s, which on the surface is consistent with more downsizing. Comparing 1984-86 to 1994-96, two roughly comparable periods in the economic recovery, the job destruction rate rose 1.8 percentage points. While an increase during the recession was to be expected, it remained high in the recovery of the 1990s. A decomposition shows that most of the increase was within industries rather than a compositional shift in employment towards industries that have high job destruction rates. Is the increase in job destruction reconcilable with the lack of an increase in layoffs? As noted earlier, firms adjusted in the 1990s by hiring less rather than more layoffs, which could also hold true in downsizing firms.

One might expect to observe downsizing in the business services/financial sector, where information technologies expanded rapidly, or the manufacturing sector, which faced more foreign competition. In fact, the lion's share of the increase in job destruction was concentrated in public services (health, education and government sectors) and consumer services (Table 2). Public services accounted for nearly 40% of the

CRÉATION ET DISPARITION D'EMPLOIS

Gestion de la main-d'œuvre

Par rationalisation, on doit entendre que les entreprises ont réduit leurs effectifs et leurs coûts de main-d'œuvre pour se rendre structurellement plus concurrentielles, et non pas en réaction à une contraction cyclique de la demande. Par de telles mesures, on se trouve à ralentir la croissance de l'emploi rémunéré, qui en réalité a été plutôt faible pendant la plupart des années 1990 (figure 5).

Pour étudier le phénomène de la rationalisation, il faut des données longitudinales au niveau des entreprises. D'une année à l'autre, la création d'emplois est l'augmentation de l'emploi observée dans les entreprises en expansion et la disparition d'emplois, la diminution correspondante dans les entreprises en décroissance; les taux sont définis en divisant la création et la perte totale par l'emploi total dans toutes les entreprises (en expansion comme en contraction). La variation de l'emploi net est tout simplement l'écart entre création et disparition d'emplois.

Plus d'emplois ont disparu dans les années 1990 que dans

les années 1980, effet apparent d'une période d'intensification des mesures de rationalisation. De 1984-1986 à 1994-1996, c'est-à-dire entre deux périodes en gros comparables de reprise économique, le taux de disparition d'emplois a augmenté de 1,8 point. On s'attendait certes à un accroissement de ce taux pendant la récession, mais celui-ci est demeuré élevé en période de reprise dans les années 1990. En décomposant les chiffres, on constate que le gros de ce mouvement a eu lieu à l'intérieur de branches d'activité plutôt que de tenir à une variation de composition de l'emploi en faveur d'industries présentant de hauts taux de disparition d'emplois. Peut-on concilier cette élévation des taux et la stabilité des taux de mise à pied permanente? Comme nous l'avons dit, les entreprises se sont adaptées dans les années 1990 en embauchant moins plutôt que de multiplier les licenciements, constatation qui vaut peut-être aussi pour les entreprises en rationalisation.

Des mesures de rationalisation étaient prévisibles dans les finances et les services aux entreprises, où les technologies de l'information se sont rapidement propagées, ou dans le secteur de la fabrication, qui a dû affronter une plus grande concurrence de l'étranger. En fait, le gros de l'augmentation des taux de disparition d'emplois a eu lieu dans les services publics (services de santé et d'éducation et services gouvernementaux) et les services aux

Feature article

Étude spéciale

rise in job destruction, virtually all in the health and government sectors. Consumer services accounted for an almost equal share. In contrast, there was little change in the remainder of the commercial economy. Therefore, while the general rise in job destruction supports the notion of increased downsizing among commercial firms, its location in public and consumer services does not.

consommateurs (tableau 2). Les services publics sont à l'origine de près de 40 % de l'élévation des taux. Les emplois ont disparu presque tous dans les services de santé et les services gouvernementaux. Les services aux consommateurs sont responsables d'une partie presque identique de l'augmentation des taux. En revanche, la situation n'a guère évolué dans le reste de l'économie marchande. Ainsi, la montée générale des taux de disparition d'emplois confirme l'idée d'une multiplication des compressions dans les entreprises marchandes, mais sa concentration dans les services publics et les services aux consommateurs infirme cette notion.

Table 2
Rise in Total Job Destruction Rate Accounted for by
Each Industry*

Tableau 2 Augmentation du taux total de disparition d'emplois attribuable à chaque secteur*

Industry – Secteur		
Primary and Construction – Secteur primaire et construction Manufacturing – Fabrication Distributive Services – Services de distribution et de commerce Business Services – Services aux enterprises Consumer Services – Services aux consommateurs Public Services – Services publics	-0.01 0.15 0.18 0.16 0.67 0.69	
All Industries – Ensemble des secteurs d'activité	1.85	

^{* 1984-86} to 1994-96.

Productivity and Incomes

A study of labour market trends would not be complete without mention of productivity and earnings. A recent study in the CEO (Baldwin, Wells and Maynard, 1999) shows that business sector productivity growth to date in the 1990s was similar to the 1980s, and in fact has changed little since the dramatic slowdown in the early 1970s. This holds for both labour productivity growth (at an annual average growth of around 1%), and multifactor productivity (around 0.6%).

However, real GDP per capita has slowed in the 1990s despite stable productivity growth, rising at an annual average 1.9% in the 1980s and 0.7% during the 1990s (up to 1997). Even though the gains in labour productivity were similar, the proportion of the population working has fallen marginally compared with the expansion in the 1980s. This resulted in slower gains in per capita GDP, which was reflected in stagnant family earnings growth.

Productivité et revenu

Une étude des tendances du marché du travail ne saurait être complète si elle ne fait pas état de la productivité ni du revenu du travail. Une récente étude de l'OEC (Baldwin, Wells et Maynard, 1999) indique que la croissance de la productivité du secteur des entreprises a été la même jusqu'ici dans les années 1990 que dans les années 1980 et n'a en réalité guère changé depuis le ralentissement considérable qu'elle a connu les premières années de la décennie 1970. Cette constatation vaut autant pour la productivité du travail (taux annuel moyen de croissance d'environ 1 %) que pour la productivité multifactorielle (taux approximatif de 0,6 %).

Toutefois, le PIB réel par habitant a accusé un ralentissement dans les années 1990 malgré la stabilité des taux de croissance de la productivité, s'élevant à un rythme annuel moyen de 1,9 % dans les années 1980 et de 0,7 % dans les années 1990 (jusqu'en 1997). Même avec des gains semblables de productivité du travail, la proportion de la population qui travaille a un peu baissé par rapport à la période d'expansion des années 1980, d'où une progression plus lente du PIB par habitant et un enlisement du revenu familial.

Summary

While there was a remarkable shift in job growth during the 1990s from full-time paid jobs to own account self-employment, it is too early to assess whether this is an enduring change in the nature of work in Canada. It may just be a reaction to slack demand, or it may be driven by a number of institutional causes along with compositional shifts in the labour force.

The story regarding labour flows appears to be straightforward. Employers responded to weak demand with low hiring rates during the 1990s, but the likelihood of permanent layoff was no higher than during the 1980s. Consistent with poor job opportunities, quit rates were low, which meant that labour mobility actually declined in the 1990s. There is little support here for a notion of rapid structural change in which workers are reallocated and displaced at increasing rates.

With a lower probability of a worker separating from their firm comes increased average job tenure in paid jobs, in spite of concerns regarding job stability during the 1990s. This is not necessarily a positive outcome, however, as it is driven to a great extent by the weak job market and the lower quit rate. Concerns regarding job stability may have been driven by other factors, such as the shift to self-employment or the increased difficulty in getting a job.

There is evidence that downsizing during the recovery was greater in the 1990s than the 1980s. However, much of this increased job destruction was located in the public and consumer services sectors. This is not completely consistent with the notion that increased globalisation or technological change was driving firms to downsize to a greater extent, which should have affected the entire commercial economy.

Productivity growth in the 1990s was very similar to that seen since the slowdown beginning in the 1970s. The growth of real GDP per capita did slow in the 1990s, in large part because of the low growth in the proportion of Canadians working. Median family earnings also showed no improvement in the 1990s.

However, the above macro-level results do not take into account important supply-side shifts, notably the increase in the quality of the Canadian labour force. When focusing on changes in macro-level trends for a representative worker with a fixed level of education and experience, we find a substantial deterioration in the labour market of the 1990s. In an absolute sense,

Résumé

Si la croissance de l'emploi a remarquablement évolué dans la décennie 1990 en privilégiant le travail indépendant (travailleurs qui s'établissent individuellement à leur compte) par rapport à l'emploi rémunéré à plein temps, il est encore trop tôt pour juger si cette transformation de la nature du travail au Canada sera durable. Ce pourrait seulement être une réaction à la faiblesse de la demande ou le phénomène pourrait tenir à divers facteurs institutionnels et à des variations de composition de la population active.

L'évolution des flux de main-d'œuvre nous paraît limpide. Les employeurs ont réagi à la faiblesse de la demande en embauchant peu dans les années 1990, mais sans pour autant faire plus de mises à pied permanentes que dans les années 1980. Les perspectives d'emploi étant médiocres, les taux de départ ou de cessation ont été bas, d'où une perte effective de mobilité de la main-d'œuvre dans la décennie 1990. Rien ne permet vraiment de croire à une évolution structurelle rapide où les travailleurs sont de plus en plus réaffectés et déplacés.

Comme il était moins probable que les travailleurs quittent leur entreprise, la durée d'occupation des emplois rémunérés s'est accrue, et ce, à l'encontre même des inquiétudes manifestées au sujet de la stabilité des emplois pendant les années 1990. Il ne faut cependant pas y voir un résultat positif, car le phénomène s'explique dans une large mesure par la faiblesse du marché du travail et une diminution des taux de départ ou de cessation. Les préoccupations au sujet de la stabilité de l'emploi pourraient avoir été causées par d'autres facteurs comme le passage vers le travail indépendant ou la difficulté croissante de trouver un emploi.

Il y a des indications selon lesquelles les mesures de rationalisation en période de reprise ont été plus importantes dans les années 1990 que dans les années 1980. On constate toutefois que les emplois ont disparu en majeure partie dans les secteurs des services publics et des services aux consommateurs. Ainsi, on ne peut entièrement accréditer la thèse voulant que les progrès de la mondialisation ou l'évolution technologique aient incité les entreprises à faire plus de compressions, car toute l'économie marchande en aurait été touchée.

Dans les années 1990, la croissance de la productivité a ressemblé fort à ce qu'on avait pu observer depuis le ralentissement des premières années de la décennie 1970. Il y a effectivement eu un ralentissement de la croissance du PIB réel par habitant, en grande partie à cause d'une faible augmentation de la proportion des Canadiens qui travaillent. On doit en outre mentionner que le revenu familial médian ne s'est pas amélioré dans les années 1990.

Il reste que, dans ces résultats macro-économiques, on ne tient pas compte d'importants éléments d'évolution du côté de l'offre, plus particulièrement du relèvement de la qualité de la main-d'œuvre au Canada. Si on s'attache à l'évolution des tendances macro-économiques pour un travailleur représentatif ayant un degré donné d'instruction et d'expérience, on constate une nette détérioration du marché

Feature article

Étude spéciale

the expected labour market outcomes for a worker with a given level of human capital have fallen during the 1990s, particularly among men.

The performance of the 1990s labour market was significantly different than that of the 1980s. In a weak recovery, firms apparently turned to trimmed hiring rather than increased layoffs to adjust. With a low hiring rate, the participation rate was depressed, particularly among the young. With slack labour markets, selfemployment increased as workers created their own jobs, quit rates fell, and labour mobility slowed, increasing job tenure among the employed. Downsizing was higher in the 1990s than the 1980s. This version of the story suggests that the weakness of the recovery played a major role in the changes in labour market outcomes between the two decades. This could also have prompted firms to change their behaviour in a more enduring manner, however, resulting in long-term structural shifts. In this case, the nature of work would have changed in a "structural" sense. But what of relative positions? Part II of the paper in next month's CEO deals with distributional outcomes.

References

Baldwin, J., Wells, S., and Maynard, J.-P. (1999). "Productivity Growth in Canada and the US". Canadian Economic Observer, 12 (9). Statistics Canada Catalogue No. 11-010-XPB.

Betcherman, G., and Lowe, G. S. (1997). "The Future of Work: A Synthesis Report", Canadian Policy Research Network, Ottawa, Canada.

Heisz, A. (1999). "Changes in Job Duration in Canada". *Industrial Relations*, 54 (2).

Lin, Z., Picot, G. and Yates, J. (1999), "Rising Self-Employment in the Midst of High Unemployment: An Empirical Analysis of Recent Developments in Canada". Analytical Studies Branch Research Paper Series, No. 133. Statistics Canada.

OECD (1998). *OECD Economic Surveys – Canada*. Paris: OECD.

Picot, G. and Lin, Z. (1996). "Are Canadians More Likely to Lose Their Jobs in the 1990s?" Analytical Studies Branch Research Paper Series, No. 96. Statistics Canada.

du travail dans les années 1990. D'un point de vue absolu, les résultats du marché du travail attendus pour un travailleur ayant une valeur déterminée de capital humain se sont dégradés dans la décennie 1990, notamment chez les hommes.

Le rendement du marché du travail des années 1990 a été bien différent de celui des années 1980. Pour s'adapter à une reprise paresseuse, les entreprises ont apparemment moins embauché plutôt que de recourir davantage aux mises à pied. Les taux d'embauchage étant bas, les taux d'activité ont été faibles aussi, particulièrement chez les jeunes. Dans une situation où le marché du travail manquait de fermeté, le travail indépendant a progressé (les travailleurs créant leurs propres emplois) et les taux de cessation ont décru; on a observé une perte de mobilité de la main-d'œuvre, ce qui a accru les durées d'emploi dans la population occupée. Il y a eu plus de compressions dans les années 1990 que dans les années 1980. Cette version de l'histoire semble indiquer que la faiblesse de la reprise a joué un grand rôle dans l'évolution, des années 1980 aux années 1990, des résultats du marché du travail. Les entreprises auraient aussi été amenées à changer leur comportement plus durablement cependant, d'où des transformations structurelles à long terme. Dans ce cas, la nature du travail aurait changé « structurellement », mais qu'en est-il des situations relatives sur le marché du travail? Dans la prochaine livraison mensuelle de l'OEC, nous parlerons dans un second volet des résultats de répartition sur le marché du travail.

Bibliographie

Baldwin, J., Wells, S., et Maynard, J.-P. (1999). "Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis". L'Observateur économique canadienne, 12 (9). Statistiques Canada, No. 11-010-XPB au catalogue.

Betcherman, G., et Lowe, G. S. (1997). "The Future of Work: A Synthesis Report", Canadian Policy Research Network, Ottawa, Canada.

Heisz, A. (1999). "Changes in Job Duration on Canada". *Industrial Relations*, 54 (2).

Lin, Z., Picot, G. et Yates, J. (1999), "L'accroissement de l'emploi autonome en période de chômage élevé: Analyse empirique des faits récents survenus au Canada". Documents de recherche No. 133, Direction des études analytiques, Statistiques Canada.

OCDÉ (1998). *OCDÉ Revue Économique – Canada*. Paris: OCDÉ.

Picot, G. et Lin, Z. (1996). "Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?" Documents de recherche No. 96, Direction des études analytiques, Statistiques Canada.

Feature article

Étude spéciale

Picot, G., Lin, Z., and Pyper, W. (1998), "Permanent Lay-Offs in Canada: Overview and Longitudinal Analysis". Canadian Journal of Economics, 31 (5).

Sargent, T. C. (1999). "Skill Biased Technical Change and the Canadian Economy". Department of Finance, mimeo.

Sunter, D., and Bowlby, G. (1998). "Labour Force Participation in the 1990s". Perspectives on Labour and Income, 10 (3). Statistics Canada Catalogue No. 75-001-XPE.

Notes

- The data to assess such effects on a broad scale does not exist, although with the implementation of the Workplace and Employee Survey by Statistics Canada, it is hoped that this gap will be at least partially filled.
- These articles are summary versions of a forthcoming article in Canadian Public Policy.
- The analysis is essentially the same after adjusting for the small difference in the onset of recessions in the two decades.
- ⁴ Adjusted for definitional differences.
- A change in the educational classification in the LFS in 1990 makes comparisons before and after that year difficult, with degree holders post-1989 under-estimated compared to those prior to 1989.
- The ratio of employment to population for 15 to 64 year olds.
- ⁷ See Catalogue No. 71-539-XPB for more precise definitions.
- ^e Average job tenure is average complete length time a worker just starting a new job can expect to remain with that employer.

Picot, G., Lin, Z., et Pyper, W. (1998), "Permanent Lay-Offs in Canada: Overview and Longitudinal Analysis". Canadian Journal of Economics, 31 (5).

Sargent, T.C. (1999). "Skill Biased Technical Change and the Canadian Economy". Ministère des Finances, mimeo.

Sunter, D., et Bowlby, G. (1998). "L'activité sur le marché du travail dans les années 90". L'emploi et le revenu en perspective, 10 (3). Statistiques Canada, N° 75-001-XPF au catalogue.

Notes

- Il n'existe pas de données qui nous permettraient de jauger ces effets à grande échelle, bien que, grâce à l'Enquête sur le lieu de travail et les employés de Statistique Canada, on puisse espérer combler cette lacune, du moins en partie.
- ² Ces articles résument un article à paraître dans Analyse de politiques.
- 3 L'analyse demeure essentiellement la même après correction de la petite différence de début de période de récession entre les deux décennies.
- ⁴ Après correction en fonction de différences de définition.
- Comme les catégories d'instruction de l'EPA ont changé en 1990, les comparaisons avant-après sont difficiles; ainsi, il y a sousestimation du nombre de titulaires d'un grade universitaire après 1989 par rapport à la période antérieure.
- ⁶ Le rapport de l'emploi à la population pour les 15 à 64 ans.
- Voir nº 71-539-XPB au catalogue pour obtenir des définitions plus précises.
- ⁷ La durée moyenne d'emploi est le temps total qu'un travailleur qui obtient un nouvel emploi peut espérer passer en moyenne auprès de son employeur.



ociety is changing rapidly. It's a constant challenge for you to stay informed about the important social issues and trends affecting us all. **Canadian Social Trends** helps you meet that challenge successfully by bringing you dynamic and invaluable social analysis in a clear, concise and highly readable format.

Each issue of this popular Statistics Canada quarterly brings key elements of Canadian life into the spotlight — labour markets, immigration, evolving family structure, standard of living. The easy-to-read articles draw from a wide range of demographic, social and economic data sources. Tables and charts highlight key points. A Social Indicators table tracks change.

Social science professionals, researchers, business and policy analysts, educators, students and the general public rely on *Canadian Social Trends*. Subscribing today will help you keep abreast of change, evaluate social conditions, plan programs or services, and much more!

Visit the "In-Depth" section of our Web site at www.statcan.ca to view some recent articles.

Subscribe today! You wen't want to miss a single issue!

Only \$36 (plus sither GST and applicable PST or HST) annually in Canada and US\$36 outside Canada! To order Ganadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XPE), write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada, or contect the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. If more convenient, fax your order to 1 877 287-4369, call 1 800 267-6677 or send an e-mail to order@statcan.ca. Subscribe on our Web site to the downloadable version of Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XE) for only \$27 in Canada, US\$27 outside Canada. URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub.cgi

a société évolue rapidement. Et vous devez constamment chercher à demeurer au fait des questions et des tendances sociales importantes qui touchent chacun de nous. **Tendances sociales canadiennes** vous aide à relever ce défi avec succès en vous présentant une analyse sociale à la fois dynamique et d'une valeur inestimable dans un texte clair, concis et fort compréhensible.

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que : marchés du travail, immigration, structure familiale en évolution, niveau de vie. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données démographiques, sociales et économiques. Des tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services, et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à www.statcan.ca pour consulter certains des articles publiés récemment.

Abonnex-vous aujourd'hui! Vous ne saurez vous passer d'un seul numére!

Seulement 36 \$ par année (plus, <u>soit</u> la TVF et la TVF en vigueur, <u>soit</u> la TVH) au Canada et 36 \$US à l'extérieur du Canada! Pour commander Tendances sociales canadiennes (nº 11-008-XPF au cat.), écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 076, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication). Vous pouvez passer votre commande par télécopieur au 1 877 287-4369, par téléphone au 1 800 267-6677 ou par courriel à : order@statean.ca. Abonnez-vous sur notre site Web à la version téléchargeable (nº 11-008-XIF au cat.) pour seulement 27 \$ par année au Canada, 27 \$US à l'extérieur du Canada. URL: www.statean.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Globalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR: Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- 1. Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

1. RRSP withdrawals revisited.

REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Evolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

1. Le point sur les retraits d'un REER.

 Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Aout 1999

Épargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Do You Suffer from Information Overload?

The amount of information available to people whose jobs depend on educated decision-making has exploded.

We Have a Cure!

Every Friday, Statistics Canada releases Infomat, our highly informative review that sums up our major socio-economic reports, surveys and product releases. In only 10 pages, Infomat presents key information in short articles with easy-to-read charts and tables about:

- trade
- transportation
- consumer prices
- GDP
- travel and tourism
- manufacturing
- · retailing and wholesaling
- employment
- finance
- and much more

Invest just 10 minutes and less than \$3 a week with Infomat

Infomat gives you the straight facts—sometimes surprising, always precise and up-to-date—and all for less than \$3 a week when you subscribe! In about 10 minutes, you can gain a precise understanding of the latest social and economic developments in Canada.

Infomat is available every week on the Statistics Canada Web site (Catalogue No. 11-002-XIE) and in paper (Catalogue No. 11-002-XPE). Download it yourself every Friday, or have us send it to you-the choice is yours!

Unzip Infomat on line! The Internet version is available for \$109 per year (plus taxes) at www.statcan.ca/egi-bin/downpub/subscribe.cgi?catno=11-002-XIE



2-year subscription or 30% on a 3-year subscription There are 5 easy ways to order the print version of Infomat (\$145 per year, plus taxes):

CALL: 1 800 267-6677 or (613) 951-7277 1 877 287-4369 or (613) 951-1584 FAX:

MAIL: Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management,

120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario,

K1A 0T6, Canada

E-MAIL: order@statcan.ca

CONTACT: your nearest Statistics Canada

Regional Reference Centre at 1 800 263-1136

Federal Government Departments and Agencies must include their IS Organization Code and IS Reference Code with all orders

Bypass information overload with Infomat! Subscribe today. Visit our Web site: www.statcan.ca



Vous souffrez d'infobésité?

Aujourd'hui, la quantité d'information offerte aux personnes qui doivent prendre des décisions éclairées dans leur travail est tout simplement phénoménale.

Nous avons l'antidote!

Le vendredi, Statistique Canada publie Infomat, notre bulletin hautement informatif où sont résumés nos principaux

rapports, enquêtes et produits de données socioéconomiques. En 10 pages seulement, Infomat présente de l'information clé dans de courts articles comportant des graphiques et des tableaux faciles à consulter sur :

- le commerce
- le commerce de gros et de détail
- les prix à la consommation
- le PIB
- les voyages et le tourisme
- la fabrication
- le transport
- l'emploi
- la finance
- et plus encore

Investissez 10 minutes de votre temps et moins de 3 \$ par semaine avec Infomat

Infomat vous donne les faits tels quels, parfois étonnants, mais toujours précis et à jour — à raison de moins de 3 \$ par semaine pour un abonnement. En une dizaine de minutes seulement, vous serez en mesure de bien comprendre les changements sociaux et économiques du Canada.

Infomat est accessible chaque semaine sur le site Web de Statistique Canada (n° 11-002-XIF au catalogue) et en version imprimée (n° 11-002-XPF au catalogue). Téléchargez-le vous-même chaque vendredi ou demandez-nous de vous l'expédier. À vous de choisir!

Infomat en direct!

Procurez-vous la version Internet pour 109 \$ par année (plus taxes) à www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/subscribe.cgi/;f_?catno=11-002-XIF



abonnement de deux ans

abonnement de trois ans

et 30 % sur un

Voici cing moyens faciles de commander la version imprimée d'Infomat (145 \$ par année, plus taxes) :

TÉLÉPHONE : TÉLÉCOPIEUR : COURRIER:

1 800 267-6677 ou (613) 951-7277 1 877 287-4369 ou (613) 951-1584 Statistique Canada, Division de la diffusion,

Gestion de la circulation,

120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario),

K1A 0T6, Canada **COURRIEL:** order@statcan.ca

COMMUNIQUEZ: avec le centre de consultation de

Statistique Canada situé dans votre

région au 1 800 263-1136

Les ministères et organismes fédéraux doivent fournir leur code d'organisme RI et leur code de référence RI avec chaque commande.

Remédiez à l'infobésité avec Infomat! Abonnez-vous dès aujourd'hui. Visitez notre site Web : www.statcan.ca

Success is within a your reach

CANADIAN

ECONOMIC OBSERVER L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

statistique

Le succes est à la

portée

when you subscribe to the *Canadian Economic Observer*!

Understanding what is key to Canada's economic activity is important to virtually every successful business, particularly in today's highly competitive economy. Whether your company has 10 employees or 10,000, it's vital that you are equipped to anticipate the trends that could prove influential in the years ahead. One way is to subscribe to Canada's leading report card on the economy — the Canadian Economic Observer (CEO).

EO meets your needs

Whether your job requires you to access data, track trends or devise highly effective business plans, you'll find many uses for CEO. Packed with detailed charts, diagrams and tables, CEO is your hands-on tool for understanding the economy from the inside out. And CEO gives you the kind of in-depth, intelligent analysis you have come to expect from the world's leading statistical agency.

CEO is easy to use

Consultations with experts have contributed to *CEO*'s present, widely acclaimed format. The **Current Economic Conditions** section contains thought-provoking commentary on current issues, trends and developments. Economic growth, trade, financial market activity — all of the major economic developments across Canada are covered month to month, issue by issue.

The **Economic Events** section profiles developments in the previous month that had an impact on the economy. **Plus**, **CEO** has a topical **Feature Article** providing thoughtful insight into issues that either directly or indirectly affect all Canadians. A separate **Statistical Summary** carries a full range of hard data relating to important economic indicators: markets, prices, trade, demographics, unemployment and many others.

CEO offers solutions

As a subscriber, you'll be directly connected to Statistics Canada's economic analysts. You'll also receive a copy of *CEO*'s annual *Historical Statistical Summary* at no additional charge.

VISIT OUR WEB SITES www.statcan.ca

Subscribe to the *Canadian Economic Observer* (Catalogue #11-010-XPB) TODAY for only \$227 in Canada plus CST/HST and applicable PST and US\$227 in other countries. Call TOLL-FREE 1-800-267-6677 or FAX 1-800-889-9734 or (613) 951-1584 and useyour VISA or MasterCard. You can also MAIL your order to: Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, X1A 0T6, or contact the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

des abonnés à L'Observateur économique canadien!

Il est important pour à peu près toutes les entreprises prospères de comprendre les grandes lignes de l'activité économique, surtout dans l'économie concurrentielle d'aujourd'hui. Que votre entreprise compte dix, cent ou plus de mille employés, vous voudrez sans doute vous équiper en vue d'anticiper les tendances qui peuvent exercer une influence sur les années à venir. Un bon moyen consiste à vous abonner au principal bulletin de santé économique du Canada: L'Observateur économique canadien (L'OEC).

L'OEC répond à vos besoins

Que vous ayez à consulter des données, à répérer de grandes tendances ou à concevoir des plans d'entreprises efficaces, L'OEC répondra à nombre de vos besoins. Rempli de tableaux, de graphiques et de diagrammes détaillés, L'OEC est l'outil pratique par excellence pour comprendre les

arcanes de la conjoncture économique. De plus, *L'OEC* vous offre le type d'analyse fouillée et intelligente à laquelle vous vous attendez d'un leader mondial dans le domaine de la statistique.

L'OEC est simple à utiliser

Des consultations avec plusieurs experts ont fait en sorte que le nouveau format de L'OEC reçoit aujourd'hui un accueil enthousiaste de la part de nos nombreux lecteurs. La section des Conditions économiques actuelles comprend des commentaires percutants sur des questions, des tendances et des développements économiques. La croissance économique, le commerce, l'activité des marchés financiers — les événements économiques marquants au Canada sont examinés dans chaque numéro mensuel.

La section Événements économiques regroupe les faits d'actualité ayant eu un impact majeur sur l'économie au cours du mois précédent. *En plus*, *L'OEC* comprend une Étude spéciale qui examine en profondeur des sujets qui touchent directement ou indirectement presque tous les Canadiens et Canadiennes. Enfin, l'Aperçu statistique contient l'ensemble des chiffres réels pour les indicateurs économiques essentiels : les marchés, les prix, le commerce, la démographie, le chômage, et bien d'autres encore.

L'OEC vous offre des solutions

En tant qu'abonné, vous profiterez d'une communication directe avec les analystes de Statistique Canada. Vous recevrez également, sans frais additionnels, un exemplaire du Supplément statistique bistorique de L'OEC.

VISITEZ NOTRE SITE INTERNET www.statcan.ca

Abonnez-vous dès AUJOURD'HUI à *L'Observateur économique canadien* (numéro au catalogue 11-010-XPB) pour seulement 227 \$ au Canada (TPS/TVH et TVP en sus, s'ill y a lieu) et 227 \$ US dans les autres pays. Composez SANS FRAIS le 1-800-267-6677 ou faites-nous parvenir votre commande par TBLECOPISUR au 1-800-889-9734 ou au (613) 951-1584 et utilisez votre carte VISA ou MasterCard. Vous pouvez également envoyez votre commande par la POSTE à l'adresses suivante: Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, av. Parkdale, Ottawa (Ontario) KIAOTÓ. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près et dont la liste figure dans la présente publication.

Annuaire du Canada 1999

Oti Guide from Coast to Coast

duide d'un océan à l'autre,

HE CANADIAN REFERENCE THAT ANSWERS YOUR QUESTIONS ABOUT CANADA, AND **EVEN THOSE YOU** NEVER THOUGHT TO ASK, IS NOW AVAILABLE AS A CAPTIVATING BOOK, AS A USER-FRIENDLY CD-ROM AND AS A PRACTICAL COMBINATION PACKAGE. CONVENIENT AT WORK, SCHOOL AND HOME CANADA YEAR Воок 1999 вотн DISPLAYS AND ANALYZES THE COMPLEXITIES OF LIVING AND WORKING IN CANADA TODAY.

Time and time again, you will turn to Canada Year Book 1999 for penetrating articles, accurate statistics, clear tables, informative graphs and exquisite photographs spotlighting key trends and changes in our social, political and economic lives.

Choose Canada Year Book 1999 or Canada Year Book 1999 on CD-ROM as your reference companion. You can order the book (cat. no. 11-402-XPE99001) for \$54.95, the CD-ROM (cat. no. 11-402-XCB99001) for \$74.95, OR the Book/CD-ROM Combination Package (cat. no. 10-3005XKE99001) available at the special price of \$123.41. (Prices exclude shipping and handling as well as applicable taxes.)

To order, call toll-free 1 800 267-6677, fax toll-free 1 877 287-4369 or write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, KIA 0T6, Canada. You may also e-mail your order to: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

OUTIL DE RÉFÉRENCE CANADIEN QUI RÉPOND À TOUTES VOS QUESTIONS, MÊME À CELLES QUE VOUS N'AVEZ PAS ENCORE POSÉES, EST PRÉSENTÉ EN UN LIVRE CAPTIVANT, **UN CD-ROM** CONVIVIAL ET UN ENSEMBLE LIVRE ET CD-ROM PRATIQUE, UTILE AU TRAVAIL, À L'ÉCOLE ET À LA MAISON. L'ANNUAIRE DU **CANADA 1999** DÉPEINT ET ANALYSE LES COMPLEXITÉS DE LA VIE ET DU D'AUJOURD'HUI

ALL CANADA

Vous consulterez l'Annuaire du Canada 1999 encore et encore pour obtenir des articles percutants, des statistiques précises, des tableaux clairs, des graphiques informatifs et des photographies exceptionnelles qui mettent en évidence les tendances et les changements importants survenus aux plans social, politique et économique.

Choisissez l'Annuaire du Canada 1999 ou l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM comme compagnon de référence. Vous pouvez commander le livre (nº 11-402-XPF99001 au catalogue) au prix de 54,95 \$, le CD-ROM (nº 11-402-XCB99001 au catalogue) au prix de 74.95 \$ ou l'ensemble livre et CD-ROM (nº 10-3005XKF99001 au catalogue) au prix réduit de 123,41 \$. (Les frais de port et de manutention ainsi que les taxes ne sont pas compris dans les prix indiqués.)

Pour commander, téléphonez sans frais au 1 800 267-6677, télécopiez sans frais au 1 877 287-4369 ou écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi faire parvenir votre commande par courriel à order@statcan.ca ou communiquer avec le Centre de consultation de Statistique Canada de votre région (la liste des centres figure dans la présente publication).



Visit our Web site: www.statcan.ca and try out a FREE DEMO of CYB99 on CD-ROM or download the FREE CYB99 Teacher's Kitl

Visitez notre site Web : www.statcan.ca et essayez notre DÉMONSTRATEUR GRATUIT de l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM ou téléchargez notre Trousse de l'enseignant pour l'Annuaire du Canada GRATUITE!



Canadã

Labour Force Revue chronologique Historicai Review de la population activi

Discover labour market trends in seconds

When you need a snapshot of the labour market

...when you need quick answers or in-depth analysis

...when you need to see historical movements

...when you need labourrelated data for a presentation or report

...you'll find that the Labour Force Historical Review on CD-ROM is the perfect solution.

This easy-to-use CD-ROM, issued annually, provides:

Accurate, timely data...

actual and seasonally adjusted, monthly and annual data

Sell States Sun

- ...plus historical information...
- over 20 years of data (from 1976 to 1998)

...in a tremendously useful format!

- with thousands of cross-classified data series
- and the functionality for easy export of the data into any spreadsheet package for data manipulation

At the click of a mouse, access key variables, such as:

- employment and unemployment levels and rates
- demographic characteristics including age, sex, educational attainment and family variables
- national, provincial, metropolitan areas and economic regions
- sindustry, occupation, wages, union membership, job tenure
- workplace size and hours worked ...and much more.

Découvrez les tendances du marché du travail en quelques secondes

Que vous ayez besoin d'un instantané du marché du travail

- ... de réponses rapides ou d'analyses approfondies
 - ... de séries chronologiques
 - ... ou de données sur le marché du travail pour un exposé ou un compte rendu
 - ... le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active est l'outil parfait.

Ce CD-ROM facile à utiliser, qui paraît chaque année, vous offre :

des données exactes et à jour...

- representation de la proposición del proposición de la proposición
- ... et des renseignements chronologiques...
- 🏶 portant sur plus de 20 ans de données (de 1976 à 1998)
- ... présentés dans un format des plus pratiques!
- avec des milliers de séries croisées
- les fonctionnalités permettant d'exporter facilement les données vers tout tableur à des fins de manipulation

Il suffit d'un clic de souris pour accéder à des variables clés :

- s les niveaux et les taux d'emploi et de chômage
- les caractéristiques démographiques, dont l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et les données familiales
- les données nationales, provinciales et relatives aux régions métropolitaines et économiques
- les données relatives aux branches d'activité, aux professions, aux salaires, à l'affiliation syndicale et à l'ancienneté d'emploi
- les données sur la taille du lieu de travail, le nombre d'heures de travail... et beaucoup plus.

For more detailed information on this CD-ROM, visit our Web site at http://www.statcan.ca/english/ads/71F0004XCB/index.htm

The Labour Force Historical Review on CD-ROM (catalogue no. 71F0004XCB) is available for only \$195 (plus either GST/PST or HST) in Canada and US \$195 outside Canada. To order the CD ROM, CALL 1 800 267-6677, FAX 1 877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management,

120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6. You may also order by E-MAIL: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre: 1 800 263-1136.

Pour plus de précisions sur ce CD-ROM, visitez notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/ads/ 71F0004XCB/ index_f.htm

Le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active (n° 71F0004XCB au catalogue) est offert à seulement 195 \$ (TPS/TVP ou TVH en sus) au Canada et 195 \$ US à l'extérieur du Canada. Vous pouvez commander le CD-ROM par TÉLÉPHONE au 1 800 267-6677, par TÉLÉCOPIEUR au 1 877 287-4389 ou par la POSTE à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL à order@statean.ca ou en communiquant avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus proche au 1 800 263-1136.

Canada A Portrait

The Perfect Gift for Your Family, Friends, Colleagues and Clients

A Celebration of Canada

In this era of electronic communication, we appreciate more than ever the lasting beauty of a well-designed hardcover book. Treat yourself and others to *Canada A Portrait*, a panoramic view of our society and landscape.



Un portrait du Canada

Le cadeau idéal pour votre famille, vos amis, vos collègues et vos clients

Une célébration du Canada

A une époque où les communications se font davantage par voie électronique, nous apprécions plus que jamais la beauté durable d'un livre relié de conception soignée. Offrezvous et offrez à d'autres un exemplaire du livre Un portrait du Canada, qui présente une vue panoramique de notre société et de notre territoire.

Canada A Portrait profiles our country as we head into the new century

In 204 pages, The Land, The People, The Society, Arts and Leisure, The Economy, and Canada in the World are all masterfully and permanently captured with engrossing narrative and more than 100 illustrations. Each chapter is prefaced by a very personal contribution from one of our most talented and respected citizens:

Susan Aglukark, Pierre Berton, Richard Lipsey, Monique Mercure, Oscar Peterson and David Suzuki.

Since publication of the first edition in 1927, *Canada A Portrait* has been praised for its excellence. This 56th edition builds on this Statistics Canada tradition, offering booklovers a true celebration of Canada.

Connect with Canada at the close of a century. Celebrate the beginning of a millennium.

Order your copies today!

Canada A Portrait (cat. no. 11-403-XPE00001) costs \$42.95 plus shipping, handling and applicable taxes.

CALL toll-free 1 800 267-6677 FAX toll-free 1 877 287-4369

E-MAIL to order@statcan.ca

WRITE to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada

CONTACT your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

Visit the Statistics Canada Web site at WWW.StatCan.ca

Un portrait du Canada dresse un profil de notre pays à l'aube du 21° siècle

En 204 pages, cet ouvrage dépeint de façon captivante et de main de maître *Le territoire, La population, La société, Les arts et les loisirs, L'économie* et *Le Canada dans le monde*, des thèmes que plus de 100 illustrations viennent figer dans le temps. Chaque chapitre est précédé d'une préface, une contribution personnelle d'un de nos plus éminents et talentueux citoyens : Susan Aglukark, Pierre Berton, Richard Lipsey, Monique Mercure, Oscar Peterson et David Suzuki.

La publication *Un portrait du Canada* est reconnue pour son excellence depuis la parution de la première édition en 1927. Cette 56° édition, qui s'inscrit dans cette tradition, offre aux amateurs de livres une célébration du Canada unique en son genre.

Avec cette publication, vous serez branché sur le Canada en cette fin de siècle. Quoi de mieux pour célébrer le début d'un nouveau millénaire?

Commandez vos exemplaires dès aujourd'hui!

La publication *Un portrait du Canada* (n° 11-403-XPF00001 au catalogue) coûte 42,95 \$, frais de port et de manutention et taxes en vigueur en sus.

APPELEZ sans frais 1 800 267-6677

TÉLÉCOPIEZ sans frais 1 877 287-4369

ENVOYEZ UN COURRIEL à order@statcan.ca

ÉCRIVEZ à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada

COMMUNIQUEZ avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près dont la liste figure dans la présente publication.

Visitez le site Web de Statistique Canada à WWW.StatCan.ca

CHILL TOUR TO THE POLICE SOUR

HC 111 .A3833 V.13 NO.2

Catalogue no. 11-0

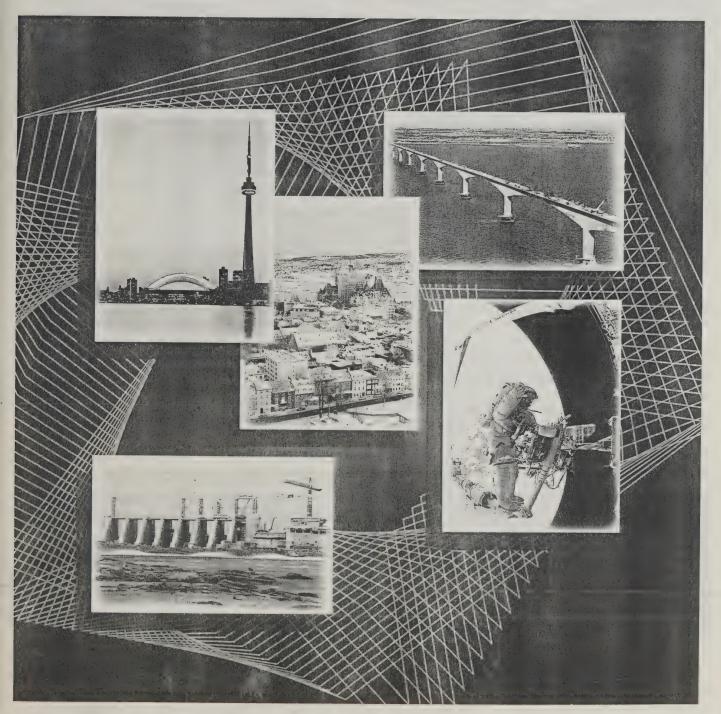
CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

ATEUR IQUE N



CANA OBSE ECONI OBSELVEN

- Women's and men's earnings
- ♦ The labour market in the 1990s: distributional outcomes
- ♦ Gains des femmes et des hommes
- Le marché du travail des années 1990: résultats sur le plan de la répartition





Canadã

Discover labour market trends in seconds

Labour Force Revue chronologique Historical Review de la population activi

When you need a snapshot of the labour market

...when you need quick answers or in-depth analysis

...when you need to see historical movements

...when you need labourrelated data for a presentation or report

...you'll find that the Labour Force Historical Review on CD-ROM is the perfect solution.

This easy-to-use CD-ROM, issued annually, provides:

Accurate, timely data...

🌣 actual and seasonally adjusted, monthly and annual data

BORNES SHOW

- ...plus historical information...
- ❖ over 20 years of data (from 1976 to 1999)

...in a tremendously useful format!

- with thousands of cross-classified data series
- and the functionality for easy export of the data into any spreadsheet package for data manipulation

At the click of a mouse, access key variables, such as:

- employment and unemployment levels and rates
- demographic characteristics including age, sex, educational attainment and family variables
- national, provincial, metropolitan areas and economic regions
- industry, occupation, wages, union membership, job tenure
- workplace size and hours worked ...and much more.

Découvrez les tendances du marché du travail en quelques secondes

Que vous ayez besoin d'un instantané du marché du travail

... de réponses rapides ou d'analyses approfondies

... de séries chronologiques

... ou de données sur le marché du travail pour un exposé ou un compte rendu

... le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active est l'outil parfait.

Ce CD-ROM facile à utiliser, qui paraît chaque année, vous offre :

des données exactes et à jour...

- rutes et désaisonnalisées, mensuelles et annuelles
- ... et des renseignements chronologiques...
- 🌣 portant sur plus de 20 ans de données (de 1976 à 1999)

... présentés dans un format des plus pratiques!

- avec des milliers de séries croisées
- les fonctionnalités permettant d'exporter facilement les données vers tout tableur à des fins de manipulation

Il suffit d'un clic de souris pour accéder à des variables clés :

- 🕸 les niveaux et les taux d'emploi et de chômage
- les caractéristiques démographiques, dont l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et les données familiales
- les données nationales, provinciales et relatives aux régions métropolitaines et économiques
- les données relatives aux branches d'activité, aux professions, aux salaires, à l'affiliation syndicale et à l'ancienneté d'emploi
- les données sur la taille du lieu de travail, le nombre d'heures de travail... et beaucoup plus.

For more detailed information on this CD-ROM, visit our Web site at http://www.statcan.ca/english/ads/ 71F0004XCB/index.htm

The Labour Porce Ristorical Review on CD-ROM (catalogue no. 71F0004XCB) is available for only \$195 (plus either GST/PST or HST) in Canada and US \$195 outside Canada. To order the CD ROM, CALL 1 800 267-6677, FAX 1 877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6. You may also order by E-MAIL: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre: 1 800 263-1136.

Pour plus de précisions sur ce CD-ROM, visitez notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/ads/ 71F0004XCB/ index f.htm

Le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active (n° 71F0004XCB au catalogue) est offert à seulement 195 \$ (TPS/TVP ou TVH en sus) au Canada et 195 \$ US à l'extérieur du Canada. Vous pouvez commander le CD-ROM par TÉLÉPHONE au 1 800 267-6677, par TÉLÉCOPIEUR au 1 877 287-4369 ou par la POSTE à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontariol KIA OTE, Canada. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL à order@statean.ca ou en communiquant avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus proche au 1 800 263-1136.

CANADIAN **ECONOMIC OBSERVER**

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN BROROUGH COLL

February 2000

For more information on the CEO contact: Current Analysis Group. 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management. 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677 Février 2006

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez

Groupe de l'analyse de conjoncture, 24-K Édifice Coats LIBRARY

Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6

Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: oec@statcan.ca

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

February 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 2 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Février 2000 Nº 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, nº 2 Périodicité: mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Data in many forms

Statistics Canada disseminates data in a variety of forms. In addition to publications, both standard and special tabulations are offered. Data are available on the Internet, compact disc, diskette, computer printouts, microfiche and microfilm, and magnetic tape. Maps and other geographic reference materials are available for some types of data. Direct online access to aggregated information is possible through CANSIM, Statistics Canada's machine-readable database and retrieval system.

How to obtain more information

Inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634) or to the Statistics Canada Regional Reference Centre in:

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
	\ /	0	\ /
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(780) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020		

You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca

Toll-free access is provided for all users who reside outside the local dialing area of any of the Regional Reference Centres.

National enquiries line National telecommunications device for the hearing	1 800 263-1136
impaired Order-only line (Canada and	1 800 363-7629
United States) Fax order line (Canada and	1 800 267-6677
United States)	1 877 287-4369

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 11-010-XPB, is published (periodicity) as a standard paper product. The prices for delivery in Canada are \$23.00 per issue and \$227.00 for a one year subscription. Outside Canada the cost are US \$23.00 per issue and US \$227.00 for a one year subscription.

Please order by mail, at Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6; by phone, at (613) 951-7277 or 1 800 700-1033; by fax, at (613) 951-1584 or 1 800 889-9734; or by Internet, at order@statcan.ca. For changes of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada products may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Des données sous plusieurs formes

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes. Les données sont disponibles sur Internet, disque compact, disquette, imprimé d'ordinateur, microfiche et microfilm, et bande magnétique. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627) ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada :

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(780) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winninga	(204) 983-4020		

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca

Un service d'appel interurbain sans frais est offert à tous les utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale des centres de consultation régionaux.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de	
télécommunications pour les	
malentendants	1 800 363-7629
Numéro pour commander seulement	
(Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
Numéro pour commander par	
télécopieur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Les prix ne comprennent pas les taxes de vente

Le produit nº 11-010-XPB au catalogue paraît (périodicité) en version imprimée standard. Au Canada, un numéro coûte 23 \$ et un abonnement d'un an coûte 227 \$. À l'extérieur du Canada un numéro coûte 23 \$US et un abonnement d'un an coûte 227 \$US.

Veuillez commander par la poste, en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6; par téléphone, en composant le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033; par télécopieur, en composant le (613) 951-1584 ou le 1 800 889-9734; ou par Internet, en vous rendant à order@statcan.ca. Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresses. On peut aussi se procurer les produits de Statistique Canada auprès des agents autorisés, dans les librairies et dans les bureaux régionaux de Statistique Canada.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

The economy approached the turn of the year on a strong note, as a pick-up in household spending reinforced export growth. So far, higher commodity prices have had the positive effect of stimulating production of resources without crimping consumer purchasing power.

L'économie a entamé la fin de l'année sur une note enthousiaste, un redressement de la demande des ménages ayant renforcé la croissance des exportations. Les prix plus élevés des marchandises se sont traduits jusqu'à maintenant positivement sur la production des ressources sans réduire le pouvoir d'achat des consommateurs.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Merger mania continues; Britain raises interest rates.

La manie des fusions se poursuit; hausse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

- 1. "Women's and Men's Earnings."
- A new data source on their relative earnings.
- 1. « Les gains des femmes et des hommes »

Une nouvelle source de données sur les gains relatifs.

- 2. "Part II of The Labour Market in the 1990s: Distributional Outcomes"
- A look at who is winning and losing.

2. « Le marché du travail des années 1990 : résultats sur le plan de la répartition, Partie II »

Cet article examine qui sont les gagnants et les perdants.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on February 4, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, Y. Fortin,

J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 4 février 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy

Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, Y. Fortin, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary Table - Key Indicators					Tableau sommaire - Indicateurs principaux					
Year and month		Employment, percent change	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois		Emploi, variation en pourcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100031	J12001	P119500	I 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	5.37 4.31	. 138 . 148	0.9 1.7	2.88	3.57	6.93	9.25
1998	J F M A M J J A S O N D	-0.13 0.46 0.23 0.30 0.11 0.05 0.32 0.26 0.45 0.17 0.35 0.05	8.8 8.6 8.4 8.3 8.3 8.3 8.3 8.2 8.1 8.0 8.0	0.20 0.40 0.25 0.44 0.59 0.44 0.24 0.10 0.05 0.14 0.10	138 150 156 143 136 130 121 137 135 139 131	0.4 -0.1 0.1 0.0 0.3 0.1 0.1 0.0 0.0 0.2 0.1	-0.73 0.78 0.33 -0.06 -0.05 -0.01 -0.30 0.92 0.92 0.99 0.36 0.46	-2.76 1.17 0.36 1.33 -0.45 -1.56 1.69 0.01 0.38 -0.89 0.95	-4.51 3.11 -0.78 1.71 -0.75 -2.45 1.32 6.58 0.24 2.63 -0.26 -0.41	-2.48 1.68 -1.76 3.35 -0.55 -2.07 -1.34 6.51 0.84 3.34 -0.52 0.61
1999	J F M A M J A S O N D	0.48 0.04 0.05 0.33 0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37	7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 6.9 6.8	0.43 0.52 0.62 0.61 0.47 0.33 0.19 0.37 0.42 0.32 0.32	143 145 150 146 145 152 145 146 151 148 155	-0.1 0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.3 0.3 0.3 0.1 0.1	0.39 0.19 0.38 0.21 0.33 0.32 0.59 0.42 0.25 0.09 0.63	2.06 -0.23 0.47 -0.87 0.45 0.52 0.96 0.81 -0.08 -1.05 0.62	1.97 -0.65 0.72 -0.20 0.98 1.90 2.53 3.58 -2.38 0.72	-2.45 1.01 0.12 0.30 0.54 0.79 0.56 2.57 0.50 1.71
2000	J	0.30	6.8							

OVERVIEW*

The economy surged ahead in late 1999, as a rebound in consumer spending reinforced continued gains in exports. Auto sales and housing starts ended the year on a high note, and the momentum in the job market spilled over into the new year.

The sources of export growth continued to shift from the United States to other OECD countries, notably Europe. This partly reflects a pick-up in the recovery in the euro-zone, with France and Germany

VUE GÉNÉRALE*

L'économie a bondi en avant vers la fin de 1999 par suite d'un redressement des dépenses de consommation qui a renforcé une constante progression des exportations. Les ventes d'automobiles et les mises en chantier ont fini l'année de la belle façon et l'élan imprimé au marché du travail a continué dans la nouvelle année.

À l'exportation, les sources de croissance se sont à nouveau déplacées des États-Unis vers les autres pays membres de l'OCDE, et notamment vers les pays européens, en partie à cause d'une reprise accélérée dans la zone de

^{*} Based on data available on February 4; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

Basée sur les données disponibles le 4 février; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

posting their best gains of the year. As well, exports to the US slowed, despite continued torrid real GDP growth of 1.5% in the fourth quarter. This shift away from a reliance on the US may prove timely, in view of a further hike to US interest rates after three other increases last year in an attempt to moderate growth.

Household spending picked up in November, and appears to have accelerated as the end of the decade approached. Strong job gains supported a recovery of consumer confidence and of labour income, up 5.3% for its best year-over-year gain in two years. Vehicles led the way, as spending at department store plunged with the closing of Eaton's after consumers had feasted on its remains during sales in October. Household cash balances increased markedly in December, which may have encouraged consumers to continue to spend more.

The year-long rally in commodity prices picked up steam at the turn of the year. Surging oil prices led the way, but important gains were also registered in other areas, notably metals. The sustained rally in prices also elicited across-the-board increases in primary sector output, showing confidence that demand growth is sufficiently strong to support more supply. So far, consumers have not seen non-energy prices turn up significantly. Still, the hike in the cost of energy was enough for inflation at year-end to match the 4-year high of 2.6% set in September.

Labour market

The labour market continued to steam ahead in January, adding another 0.3% more jobs. The major difference between this increase and those of the previous four months was a shift from exclusively full-time positions to an equal split between full-time and part-time. The influx of people into the labour force continued in response to the improvement in job opportunities, up another 0.3%. This kept the unemployment rate even with December at 6.8%, the lowest since the current labour force survey began in 1976.

The increase in employment was about equally-split between goods and services. However, the expansion in goods affected all industries, while services were concentrated in health care. Manufacturing and construction continued to lead the way in goods, although jobs in natural resources have risen recently in line with growing output late last year.

l'euro où la France et l'Allemagne ont affiché leurs meilleurs gains de l'année. Ajoutons que les exportations vers les États-Unis ont ralenti malgré une autre flambée de croissance (1,5 %) du PIB américain en valeur réelle au quatrième trimestre. Ce délaissement des États-Unis tombe peut-être à point nommé, compte tenu d'une nouvelle majoration des taux d'intérêt américains après trois hausses décrétées l'an dernier dans un effort de modération de la croissance.

Les dépenses des ménages, qui se sont redressées en novembre, paraissent avoir été en accélération à l'approche de cette fin de décennie. Une vive progression de l'emploi a soutenu un regain de confiance des consommateurs et une amélioration du revenu du travail, qui a connu une hausse de 5,3%, la plus importante d'une année à l'autre en deux ans. Les véhicules ont dominé, car les dépenses dans les grands magasins ont dégringolé en raison de la fermeture d'Eaton alors que les consommateurs se sont arraché ses restes pendant les soldes d'octobre. L'argent disponible des ménages a beaucoup augmenté en décembre, ce qui pourrait avoir incité les consommateurs à toujours dépenser davantage.

Le redressement des cours des produits de base, qui dure depuis un an, s'est renforcé à la fin de l'année. Des cours pétroliers en plein essor ont mené le mouvement, mais d'importantes hausses ont été relevées pour d'autres produits, en particulier pour les métaux. Cette reprise soutenue des prix a aussi fait augmenter partout la production d'un secteur primaire ayant acquis l'assurance que la demande s'accroît suffisamment pour absorber le surcroît d'offre. Jusqu'à présent, les consommateurs n'ont pas vu les prix des produits non énergétiques évoluer nettement en hausse. Il reste que l'augmentation du prix de l'énergie a suffi à porter le taux d'inflation en fin d'année au sommet de 2,6 % en quatre ans qui avait été atteint en septembre.

Marché du travail

Le marché du travail a continué à battre son plein en janvier avec un autre gain de 0,3 %. Comme grande différence entre cette hausse et celles des quatre mois précédents, il y a le passage d'une croissance reposant exclusivement sur l'emploi à plein temps à une progression répartie également entre l'emploi à plein temps et l'emploi à temps partiel. Il y a eu un nouvel apport d'actifs (accroissement de 0,3 %) sur le marché du travail en réaction à une amélioration des perspectives d'emploi. Le taux de chômage est resté à égalité avec celui de décembre (6,8 %). Il est à son niveau le plus bas depuis 1976, année de création de l'enquête actuelle sur la population active.

Les biens et les services sont responsables à peu près également de la progression de l'emploi. Toutefois, l'emploi a crû dans toutes les industries de biens, alors que, dans les industries de services, il se concentrait dans le secteur de la santé. Dans les premières, la fabrication et la construction ont continué à dominer, bien que, dans le secteur des ressources naturelles, l'emploi ait récemment augmenté à la faveur d'un accroissement de la production vers la fin de la dernière année.

The solid expansion of manufacturing kept Ontario at the forefront of job growth in January with an increase of 21,000. Ontario also dominated the growth of the labour force, nudging up its unemployment rate. Western Canada and Quebec posted slow gains in employment, while Atlantic Canada recorded a net loss due to Newfoundland.

Leading Index

The growth of the leading index rose to 0.5% in December, after downward-revised gains of 0.3% in October and November. The financial market components contributed the most to the December increase. Elsewhere, household demand remained uneven.

The stock market ended the year by leaping ahead, notably technology issues. Meanwhile, the money supply accelerated, partly because of the demand for liquidity before clocks turned over into the year 2000. Without these two financial market components, the overall composite index would have been essentially unchanged since October. Financial markets also led the recent advances in the US leading indicator.

Business demand continued to improve, as reflected in a gain of 50 000 new business services jobs in the last six months. New orders for durable goods also posted another sharp gain, notably for electronic products.

Household demand lost some of its recent force, particularly sales of large vehicles after the upturn in gasoline prices. Housing recorded a third straight drop, which steepened due to slow sales. The strength of the labour market at the end of 1999, however, is encouraging for a pick up in demand.

Output

Output growth shot up by 0.6% in November, its best monthly gain since July. The advance was exceptionally broad-based, as utilities were the only major sector that saw demand decline. Primary industries grew in unison, while virtually every major manufacturing industry contributed to growth. Meanwhile, services bounced back to post their best monthly gain in a year.

The year-long rally in commodity prices appears to be giving a boost to production in the primary sector, as farming, fishing, forestry and mining all posted gains at the same time in October and November. The oilpatch continued to lead the way, reflecting stronger price increases in this area. Metal mining posted a fourth straight increase and prices continued to strengthen at year-end.

La solide expansion du secteur manufacturier ontarien a gardé cette province à l'avant-garde en janvier pour la croissance de l'emploi (21 000), tout comme pour l'augmentation de la population active (ce qui a poussé en hausse le taux de chômage provincial). Dans l'Ouest canadien et au Québec, l'emploi s'est un peu accru et, dans la région de l'Atlantique, il a reculé en valeur nette, à cause de Terre-Neuve.

Indice Composite

La croissance de l'indicateur avancé s'est élevée à 0,5% en décembre, après les gains révisés à la baisse de 0,3% en octobre et novembre. Les composantes du marché financier ont le plus contribué à la progression de décembre. Par ailleurs, la demande des ménages est demeurée inégale.

L'indice des actions a terminé l'année avec une montée en flèche, le bond touchant notamment les stocks technologiques. Pendant ce temps, l'offre de monnaie s'accélérait à cause de la demande en liquidités avant le passage à l'an 2000. Sans ces deux composantes financières, la croissance de l'indicateur serait demeurée pratiquement inchangée depuis octobre. Les marchés financiers ont également le plus contribué à la croissance de l'indicateur avancé des États-Unis.

La demande des entreprises a continué de se raffermir, comme en témoigne l'emploi dans les services reliés, en hausse d'environ 50 000 depuis six mois. Les nouvelles commandes de biens durables auprès des fabricants ont également enregistré une autre progression marquée, notamment pour le matériel électronique.

La demande des ménages a perdu de sa vigueur récente, en particulier les ventes de gros véhicules après la récente flambée des prix de l'essence. L'habitation a enregistré une troisième baisse d'affilée qui est allée en s'accélérant à cause de la faiblesse des ventes. La robustesse du marché du travail à la fin de 1999 est encourageante, cependant, pour un raffermissement de la demande.

Production

La production a eu une pointe de croissance de 0,6 % en novembre. C'est là son meilleur gain mensuel depuis juillet. La progression était exceptionnellement étalée, les services publics étant le seul grand secteur où la demande ait décru. Toutes les industries primaires ont fait un pas en avant et presque toutes les grandes industries manufacturières ont contribué à la croissance. Pour sa part, un secteur tertiaire en relance a présenté sa meilleure progression mensuelle de l'année.

Dans le secteur primaire, le redressement des cours des produits de base qui s'opère depuis un an semble stimuler la production. L'agriculture, les pêches, les forêts et les mines ont toutes progressé en octobre et en novembre. Le secteur pétrolier a encore mené le mouvement à cause de hausses de prix supérieures. Les mines métalliques ont fait un quatrième gain consécutif et les prix se sont de nouveau affermis en fin d'année.

Manufacturers boosted output by a substantial 1.5%, as a return to growth in the auto industry reinforced gains in both high-tech and resource industries. Electronic products were boosted by a 10% jump in telecommunications equipment, adding to a 60% hike in the past year. Increased primary output not only raised demand downstream for areas such as wood and smelting and refining, but also drove the growth of demand for machinery. All the major consumer and investment related industries also expanded production in anticipation of strong year-end demand. Overall, 19 of 22 industries raised output.

The pick-up in demand for services reflected continued strength for computers as well as a wide-spread increase in consumer spending. Computer-related services led the gains in business services, partly fuelled by the Y2K deadline. Temporary help agencies also saw business pick up, as the labour market tightened in response to the surge in full-time jobs. Consumers spent more at retail stores and restaurants and for personal services. Elsewhere, governments continued to loosen their purse-strings, while increased exports boosted transportation demand. Warm weather led to a drop in demand for utilities, but facilitated outdoor work.

Household demand

Household spending firmed in November, as consumers switched their attention from discounts at Eaton's to big-ticket durable goods. This trend persisted into December, when vehicle sales skyrocketed and builders continued to scramble to meet the demand for new homes. Consumers maintained a preference for passenger cars over larger vehicles at year-end, in response to a resumption of rising gasoline prices after a brief pause in the autumn. Consumer confidence rebounded by 6% in the fourth quarter according to the Conference Board, fuelled by the booming job market in Central Canada.

Retail sales volume rose by 0.7% in November, recouping about half of the ground lost in October. Most changes in consumer spending in November were the reverse of what happened the month before. Auto sales snapped back, encouraged by price discounts, especially for large vehicles where sales have lagged recently.

Non-automotive sales weakened, after they had propped up outlays in October. Much of the drop originated in department store sales, which posted their biggest dip since 1994, due to the closing of the Eaton's chain. Semi-durable goods such as clothing and

Les fabricants ont nettement relevé leur production de 1,5 %, car une reprise de la croissance de l'industrie automobile s'est ajoutée à des gains tant dans le secteur de la haute technologie que dans les industries de ressources naturelles. Les produits électroniques ont bénéficié d'un bond de 10 % du matériel de télécommunication, lequel succédait à une hausse de 60 % l'an dernier. L'augmentation de la production du secteur primaire a non seulement accru la demande en aval dans des industries comme celles du bois et de la fonte-affinage, mais a aussi entraîné en hausse la demande de machines. Toutes les grandes industries liées à la consommation et à l'investissement ont aussi augmenté leur production en prévision d'une forte demande en fin d'année; 19 industries sur 22 ont ainsi relevé leur production.

La reprise de la demande de services a traduit une constante vigueur de la demande qui s'attache aux ordinateurs, ainsi qu'une hausse répandue des dépenses de consommation. Dans les services aux entreprises, les services informatiques ont prédominé, en partie à cause du boque appréhendé de l'an 2000. Il y a également eu une montée de l'activité dans les agences de placement, car le marché du travail s'est resserré en réaction au bond de l'emploi à plein temps. Les consommateurs ont dépensé davantage dans les magasins de détail et les restaurants et en services personnels. Par ailleurs, les administrations publiques ont continué à délier les cordons de la bourse, alors que des exportations en hausse stimulaient la demande de moyens de transport. Le temps clément a causé un fléchissement de la demande de services publics, mais est venu faciliter le travail de plein air.

Demande des ménages

Les dépenses des ménages se sont affermies en novembre et les consommateurs se sont détournés des prix réduits d'Eaton pour s'intéresser aux biens durables chers. Le mouvement a persisté en décembre, mois où les ventes de véhicules ont monté en flèche et où les constructeurs se sont encore dépêchés de répondre à la demande d'habitations neuves. Les consommateurs ont continué en fin d'année à préférer les voitures de tourisme aux gros véhicules, et ce, en réaction à une remontée du prix de l'essence après une brève pause à l'automne. D'après le Conference Board, ils ont eu un regain de confiance (6 %) au quatrième trimestre à cause d'un marché du travail florissant dans les provinces centrales.

En volume, les ventes au détail ont augmenté de 0,7 % en novembre, reprenant environ la moitié du terrain perdu en octobre. Pour la plupart, les variations des dépenses de consommation en novembre ont été inverses de celles d'octobre. Les ventes d'automobiles sont revenues en force grâce aux remises consenties, surtout dans le cas des gros véhicules dont la vente avait connu des ratés ces derniers temps.

Les ventes de produits non automobiles se sont affaiblies alors qu'elles avaient soutenu la progression des dépenses en octobre. Le gros du recul observé a été causé par les ventes des grands magasins, qui ont marqué leur pire recul depuis 1994 par suite de la fermeture de la chaîne Eaton.

housewares were particularly hard hit, after clear-out prices had sent demand soaring in October. Furniture and appliance sales also retrenched for the same reason. Lower prices for food and gasoline helped boost consumption of these goods, as well as freeing up discretionary income.



Housing starts ended the year at 155,000 units (at annual rates), equalling November's level as the best of the year. In many

ways, December was a better month, with a strong shift from multiple to single-family dwellings (single units are less volatile and translate into new building faster than multiples). The market continued to signal a need for more homes, as vacancies again declined while prices rose at their fastest gait in two years.

Conversely, sales of existing homes continued a slide that began at mid-year. The reasons for the slump, however, are unclear. On the one hand, demand may have been pinched by rising interest rates (although this has had little impact on new housing or auto sales). On the other hand, supply has been curbed by a steady decline in listings, which has sent the ratio of sales-to-listings to nearly 60%. Steady 5% growth in the average resale price tends to support the notion that the problem is more a shortfall of supply than demand.

Merchandise trade

The trade surplus resumed its increase on the strength of rising exports. However, the sources of growth have shifted away from the US. In the past year, exports to Europe were up over 20%, double their growth south of the border. Shipments to countries outside the OECD region were also up at double-digit rates from their recent lows, while an 11% drop for Japan reflected the moribund state of their economy, amplified by shipping strikes on our West Coast. Meanwhile, non-oil import demand was lethargic across the board.

Exports rose by 1.4% in October, which on the heels of a 0.7% gain the month before enabled them to recoup most of the reversal in August. Machinery and equipment remained the most dynamic sector,

Des biens semi-durables comme les vêtements et les articles ménagers ont été particulièrement mis à mal après un mois d'octobre où des prix de liquidation avaient fait monter la demande en flèche. Les ventes de meubles et d'appareils électroménagers ont régressé pour la même raison. La diminution des prix des aliments et de l'essence a stimulé la consommation de ces biens, tout en dégageant un certain revenu discrétionnaire.

Les mises en chantier, dans le secteur de l'habitation, ont terminé l'année au niveau de 155 000 logements (aux taux annuels), égalant la performance

de novembre, la meilleure de l'année. À bien des égards, décembre a été un meilleur mois avec un fort déplacement des logements multifamiliaux vers les logements unifamiliaux (les seconds sont moins instables et sont comptabilisés plus rapidement que les premiers). Le marché a continué à annoncer le besoin d'une offre accrue d'habitations, car le parc de logements inoccupés a encore rétréci alors que les prix augmentaient à leur rythme le plus rapide en deux ans.

En revanche, les ventes de maisons existantes baissaient toujours comme elles le font depuis le milieu de l'année. Les raisons de ce dérapage demeurent toutefois obscures. D'une part, la demande pourrait s'être resserrée du fait de la montée des taux d'intérêt (bien que ce facteur n'ait guère influé sur les ventes d'habitations neuves et d'automobiles); d'autre part, l'offre a été comprimée par un constant recul des inscriptions (le rapport ventes-inscriptions s'établit maintenant à près de 60 %). Comme le prix moyen de revente est en progression soutenue (5 %), on a tendance à penser que le problème réside plus dans une offre insuffisante que dans les aléas de la demande.

Commerce de marchandises

L'excédent commercial a réévolué en hausse, mouvement favorisé par la vigueur de la croissance des exportations, mais le marché a délaissé les États-Unis dans ses sources de croissance. Depuis un an, les exportations vers l'Europe ont augmenté de plus de 20 %, deux fois plus que les exportations vers les États-Unis. Les livraisons hors région de l'OCDE ont aussi quitté leurs bas niveaux récents avec des gains à deux chiffres, tandis que les livraisons vers le Japon régressaient de 11 % à cause de son économie moribonde, tout comme de grèves de la navigation sur le littoral ouest. Par ailleurs, la demande non pétrolière à l'importation a été léthargique partout.

En octobre, les exportations se sont accrues de 1,4 % après avoir monté de 0,7 % le mois précédent, ce qui leur a permis de reconquérir en majeure partie le terrain perdu en août. Le secteur des machines et du matériel est resté le

posting back-to-back 3% gains thanks to strength in industrial machinery and telecommunications equipment. Rising prices also helped to boost earnings from metal and energy products.

Overall exports have been checked since August by a slowdown in auto shipments, after this industry broke all production records in August as a strike threat loomed. Other important exports have also faltered in recent months. Consumer goods continued a yearlong slide, after leading growth through most of the decade. Lumber and wheat exports have stalled over the last three months, reflecting a combination of weak prices and strikes at the Port of Vancouver.

Imports posted essentially no change, reverting to an 8-month-old lethargy after briefly reviving by 2% in September. The slack in import demand was even greater after allowing for a 20% jump in our oil bill (which originated about equally between higher prices and volumes).

The slump in non-energy imports was evident in virtually all sectors. Machinery and equipment posted a 3% drop, largely due to a return to more normal levels of computer imports after a 13% surge the month before. Autos were restrained by fewer parts needed for domestic assemblies, which offset a sharp increase in passenger car imports needed to meet soaring consumer demand. Food and other consumer goods both retreated, showing no sign of pre-Y2K hoarding.

Prices

Prices rose in all sectors of the economy, stoked by a resumption of the rising cost of oil. Outside of energy, consumers generally remained insulated from rising prices. However, an increasing number of natural resource and manufacturing industries saw prices rise at year-end. Commodity prices on world markets continued to increase in January. A cold snap helped oil to flirt with the US \$30 a barrel market, while industrial demand helped nickel hit a 4-year high and copper a 2-year peak.

The seasonally unadjusted consumer price index rose 0.1% between November and December, just enough for the year-over-year rate of inflation to match its 4-year high of 2.6% set in September.

Energy prices, and to a lesser extent food, continued to drive up the overall cost of living. Energy jumped 2.2% from the previous month, reflecting increases for gasoline, home heating, and natural gas. Heavy energy users such as air transport and plastics

plus dynamique : il a présenté des hausses consécutives de 3 % en raison de la vigueur des exportations de machinerie industrielle et de matériel de télécommunication. Des majorations de prix ont contribué à une augmentation des revenus tirés des produits métalliques et énergétiques à l'exportation.

Dans l'ensemble, les exportations souffrent depuis août d'un ralentissement des livraisons du secteur de l'automobile, celui-ci ayant battu ce mois-là tous les records de production sous la menace de grèves imminentes. D'autres produits importants à l'exportation ont trébuché ces derniers mois. Les biens de consommation ont encore dérapé comme ils le font depuis un an, et ce, après avoir dominé au tableau de la croissance pendant le plus clair de la décennie. Depuis trois mois, les exportations de bois d'œuvre et de blé se sont enlisées à cause des facteurs conjugués de la faiblesse des prix et des grèves qui ont paralysé le port de Vancouver.

Les importations n'ont essentiellement pas bougé, retombant dans une léthargie longue de huit mois après s'être brièvement ranimées de 2 % en septembre. La demande a encore été plus faible à l'importation si on tient compte d'une flambée de 20 % de notre facture pétrolière (hausse tenant à peu près également aux prix et aux volumes).

Le marasme des importations hors énergie se remarquait d'emblée dans presque tous les secteurs. Le recul a été de 3 % dans les machines et le matériel, surtout parce que les ordinateurs sont revenus à des niveaux plus normaux après avoir fait un bond de 13 % le mois précédent. Les importations d'automobiles se sont ressenties d'un moindre besoin de pièces dans les chaînes de montage canadiennes, ce qui a fait contrepoids à une forte augmentation des importations de voitures de tourisme en réponse à une demande de consommation en plein essor. Les aliments et les autres biens de consommation ont régressé à l'importation hors de tout signe d'accumulation de produits en prévision de l'an 2000.

Prix

Les prix ont augmenté dans l'ensemble des secteurs de l'économie, entraînés par une remontée des cours pétroliers. En dehors du secteur de l'énergie, les consommateurs sont généralement demeurés à l'abri des majorations de prix. Toutefois, les prix se sont élevés en fin d'année dans un nombre croissant de branches des ressources naturelles et de la fabrication. Les cours des produits de base sur le marché mondial se sont encore accrus en janvier. Une vague de froid a permis au prix du pétrole d'approcher de 30 dollars américains le baril, alors que la demande industrielle aidait le cours du nickel et celui du cuivre à atteindre respectivement un sommet pour les quatre et les deux dernières années.

L'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a monté de 0,1 % de novembre à décembre, juste assez pour que le taux d'inflation égale d'une année à l'autre le maximum de 2,6 % en quatre ans relevé en septembre.

Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des aliments ont continué à pousser en hausse le coût général de la vie. Le prix de l'énergie a bondi de 2,2 % au cours du mois à cause de majorations dans le cas de l'essence, du mazout d'usage domestique et du gaz naturel. De gros

also had to pass on rising costs. The hike in food costs was mostly seasonal increases for imported vegetables.

Outside of food and energy, prices for goods fell 0.5% while services were steady. The drop for goods reflected large price discounts for clothing and furniture and appliances, both of which saw demand fall sharply the month before. Conversely, strong demand for computers and related equipment did not stop continued large price cuts in this area.

Raw materials prices continued to rally, rising another 3.6% between November and December. Prices were 34% above the level of a year-earlier, the largest 12-month increase on record stretching back to 1981, driven by soaring oil prices.

Oil prices continued to lead the monthly increase, up another 7%. Energy prices continued to rise in January, as a cold-snap in the US compounded already low inventories to push the price of a barrel of crude to near US\$ 30.

But even excluding oil, prices rose nearly 2%. Metals prices jumped 4%, led by aluminum, copper and nickel. Wood and animal products both posted their third straight increase. Grains remained the one exception to the rally in commodity prices.

Manufacturers also saw their prices rise 0.6% in December, after two months of virtually no change. Prices for exports contributed most of the increase, reflecting both a dip in the exchange rate and rising commodity prices. Overall, prices stood 4% above last December's level, the largest annual increase since 1995.

Financial markets

The stock market paused in January, after a breath-taking rally to end 1999. Technical hardware retrenched slightly, after gaining over 60% in the previous two months. However, software and telephone companies were able to continue to rise at double-digit rates, on top of nearly 30% gains in December.

consommateurs d'énergie comme les secteurs du transport aérien et du plastique ont également transmis une augmentation de leurs prix de revient. La montée des prix des aliments a consisté en majeure partie en hausses saisonnières des prix des légumes importés.

Les prix des biens autres que les produits alimentaires et énergétiques ont baissé de 0,5 % alors que les prix des services étaient stables. Dans le cas des biens, les diminutions tiennent à de larges remises consenties tant sur les vêtements que sur les meubles et les appareils électroménagers, deux catégories de produits où la demande s'était fortement contractée le mois précédent. En revanche, la vive demande qui s'attache aux ordinateurs et au matériel apparenté n'a pas empêché de nouvelles réductions importantes des prix.

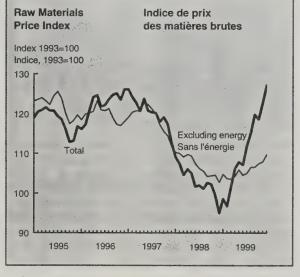
Les cours des matières premières ont continué à se redresser avec un autre accroissement de 3,6 % de novembre à décembre. Ils dépassent de 34 % leur niveau d'il y a un an. C'est là leur augmentation la plus marquée en 12 mois depuis 1981 à cause des cours pétroliers qui ont monté en flèche.

Ceux-ci ont continué à dominer au tableau mensuel de la croissance avec une nouvelle hausse de 7 %. Le prix de l'énergie a encore monté en janvier, car une vague de froid aux États-Unis a aggravé une situation où les stocks étaient déjà faibles, portant ainsi le prix d'un baril de brut à près de 30 dollars américains.

Même si on fait abstraction du pétrole, on constate que les prix se sont élevés de près de 2 %. Les cours des métaux ont fait un bond de 4 %, surtout à cause de l'aluminium, du cuivre et du nickel. Le bois et les produits animaux ont présenté, par ailleurs, un troisième gain

consécutif. Seules les céréales ont fait bande à part dans ce redressement des prix des produits de base.

Les fabricants ont aussi vu leurs prix monter de 0,6 % en décembre après deux mois d'absence presque totale de variation. Les prix à l'exportation sont en majeure partie responsables de la croissance des prix manufacturiers, ce que l'on doit tant à un fléchissement du taux de change qu'à une hausse des cours des produits de base. Dans l'ensemble, les prix ont dépassé de 4 % leurs valeurs de décembre 1998. Il s'agit là de la croissance annuelle la plus importante depuis 1995.



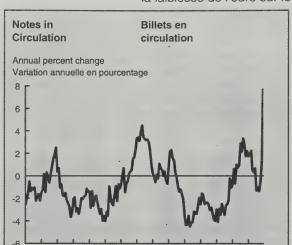
Marchés financiers

Les bourses ont fait une pause en janvier après une reprise effrénée à la fin de 1999. Les actions liées au matériel informatique ont un peu reculé après avoir progressé de plus de 60 % les deux mois précédents. Toutefois, les actions liées aux logiciels et aux téléphones ont pu continuer à croître avec des gains à deux chiffres qui succèdent à des hausses de

Resource issues slumped for the third time in four months, as mining issues lost some of their lustre.

Interest rates were essentially unchanged across the spectrum of maturity. The Canadian dollar continued to rally, spending most of January above US 69 cents. The trade-weighted value of the dollar fared even better, reflecting the weakness of the Euro on world markets.

Canadians showed an increased preference for liquidity, as result of possible Y2K problems. Notes in circulation jumped by \$6 billion during December, raising their yearover-year growth to a record 8% (adjusted for inflation and population). As a result of this shift to notes in circulation, the narrowly defined money supply (M1) surged by 5% while the broader measures showed only marginal growth. Already in January, notes in circulation have returned to normal levels.



1991

1993

1995

1997

près de 30 % en décembre. Les actions liées aux ressources naturelles ont dégringolé une troisième fois en quatre mois, les actions minières ayant un peu perdu de leur éclat.

Les taux d'intérêt n'ont pas bougé pour l'essentiel sur l'éventail des échéances. Le dollar canadien était toujours en reprise, ayant passé le plus clair de janvier au-dessus des 69 cents américains. La valeur du dollar pondérée en fonction des échanges a connu un sort encore meilleur en raison de la faiblesse de l'euro sur le marché mondial.

Les Canadiens ont jeté davantage leur dévolu sur les liquidités devant les éventuels problèmes de passage à l'an 2000. Les billets en circulation ont fait un bond de 6 milliards de dollars en décembre, portant leur taux de croissance d'une année à l'autre à un niveau record de 8% (après correction en fonction de l'inflation et de la population). Du fait de cette variation des billets en circulation, la masse monétaire au sens strict (M1) a monté en flèche (5 %), alors que la croissance demeurait ténue pour les mesures plus générales de la masse monétaire. Déjà en janvier, les effets en circulation étaient revenus à des niveaux normaux.

Regional economy

In Quebec, more than elsewhere in Canada, manufacturing has been the engine of growth since early fall. Manufacturing shipments have registered seven consecutive increases, the latest being the largest. Demand on the part of businesses remained strong in November, with shipments of investment goods—especially electronic products—rising steadily. Forest products and metals also registered substantial increases. Non-residential investment, after dominating growth for more than a year, was upstaged by exports. Retail sales regained much of the ground lost in October, keeping them above the national growth rate for the past year. The unemployment rate fell to its lowest level since 1976.

By contrast, manufacturing in Ontario was weakening. Shipments would have declined for the fourth time in five months if it were not for food and plastics. The temporary closure of several plants has cut auto production every month since the all-time high registered in August, compounded by the declining popularity of large models which are a disproportionate share of Canadian production. Retail sales recovered only slightly from of the decline of the two previous months, when cross-border shopping rose sharply. With the dollar rising, some 200,000 more Ontarians

Économie régionale

C'est au Québec où la fabrication a dominé le plus au pays depuis le début de l'automne, les livraisons y ayant enregistré les plus marquées de sept hausses consécutives. La demande des entreprises est demeurée ferme en novembre, entraînée par l'ascension continue des livraisons de biens d'investissement, notamment de produits électroniques. Les produits forestiers et les métaux enregistraient aussi des hausses marquées. L'investissement non résidentiel, qui dominait la croissance depuis plus d'un an, faisait place aux exportations. Les ventes au détail ont gagné une grande partie du terrain perdu en octobre, ce qui les a maintenu audessus de la croissance nationale au cours de l'année écoulée. Le taux de chômage, à son plus bas niveau depuis 1976.

À l'opposé, en Ontario, la fabrication s'affaiblissait. Les livraisons auraient enregistré leur quatrième baisse en cinq mois, si ce n'avait été des aliments et des matières plastiques. La fermeture temporaire de plusieurs usines a fait reculer la production d'automobiles chaque mois depuis le sommet sans précédent enregistré en août dernier, précipitée par la baisse de popularité pour les gros modèles qui constituent une proportion plus grande de la production au Canada. Les ventes au détail n'ont repris qu'une mince portion du recul des deux mois précédents, au moment où le magasinage outre-frontière a nettement augmenté. Environ 200 000 Ontariens de plus

made trips to the United States in November than in the same period last year.

The situation was also mixed in Western Canada. Shipments in Alberta improved for a fourth straight month in November, driven by an additional 11% increase in petroleum. In December, plans were announced for a new project evaluated at \$4.1 billion to further develop the Athabasca oil sands. On the other hand, Saskatchewan saw a decline in its wholesale sales because of a drop in demand from the agricultural sector, owing to the weakness of international

prices; this drop is beginning to affect investment, with non-residential permits off sharply in November. Shipments stagnated in British Columbia, with a strike affecting the Port of Vancouver and several forest product plants closing because they had met their annual export quotas.

Same Day Auto Voyages aller-retour Trips and the le même jour par auto Canadian Dollar et dollar canadien \$ U.S. Millions \$ É.-U. 3.5 0.75 Exchange rate Taux de change 0.70 3.0 Trips 0.65 Voyages 2.5 0.60 2.0 0.55 1996 4.1997 1998 1999 2000

International economies

Growth in the G7 economies accelerated at year end, as consumers spent freely and businesses ramped up production. The US capped its record eighth year of uninterrupted expansion on a high note in the fourth quarter, while the pace also picked up in the euro-zone. Some signs of recovery appeared in Japan, although consumer confidence remained subdued.

The **United States** economy expanded by 1.5% in the fourth quarter of 1999, its strongest quarterly growth rate of the year. For the year as a whole, GDP advanced 4%, matching the gains in 1997 and 1998. Consumer spending was upbeat with strong job creation and rising incomes. As well, businesses stockpiled in preparation for possible Y2K-related supply disruptions.

The holiday season capped the best year for retailers since 1984. Retail sales rose 1.2% in December, led by outlays for furniture and appliances and food. New cars sales also sped up. Inflation remained in check, with prices rising a slight 0.2% in December and 2.7% for the year.

qu'à la même période l'an dernier voyagaient aux États-Unis en novembre de pair avec la hausse du dollar.

La conjoncture était également inégale dans l'Ouest. Les livraisons de l'Alberta se sont améliorées pour le quatrième mois d'affilée en novembre, encore entraînées par un accroissement additionnel de 11% dans le pétrole. En décembre, un nouveau projet d'exploitation des sables bitumineux de l'Athabasca évalué à 4,1 milliards de dollars était prévu. À l'opposé, la Saskatchewan subit un repli de ses ventes de gros à cause de la baisse de la demande en

provenance d'un secteur de l'agriculture éprouvé par la faiblesse des prix internationaux et qui commence à se faire sentir sur l'investissement, les permis non résidentiels ayant baissé fortement en novembre. Les livraisons stagnent en Colombie-Britannique alors qu'une grève sévit au port de Vancouver et que plusieurs usines de produits forestiers sont fermées alors que leurs quotas d'exportation sont atteints pour l'année.

Économies internationales

Dans les pays membres du Groupe des Sept, la croissance économique s'est accélérée en fin d'année, les consommateurs ayant dépensé librement et les entreprises ayant pressé le pas dans leur production. Les États-Unis ont fini sur une note encourageante au quatrième trimestre une huitième année record d'expansion ininterrompue. Le rythme s'est également avivé dans la zone de l'euro. Au Japon, on relevait divers signes de reprise, bien que les consommateurs y hésitent toujours à reprendre confiance.

Aux États-Unis, l'économie a progressé de 1,5 % au quatrième trimestre de 1999. C'est là le taux de croissance trimestriel le plus élevé de l'année. Dans toute l'année, le PIB a augmenté de 4 %, autant qu'en 1997 et en 1998. Les dépenses de consommation ont battu leur plein à cause des emplois qui se multiplient nettement et des revenus qui s'élèvent. Mentionnons en outre que les entreprises ont accumulé des stocks en prévision de dérèglements de l'offre à l'occasion du passage à l'an 2000.

Les fêtes de fin d'année sont venues couronner la meilleure année qu'aient connue les détaillants depuis 1984. Les ventes au détail ont monté de 1,2 % en décembre, surtout à cause des dépenses en meubles, en appareils électroménagers et en aliments. Les ventes de voitures neuves se sont également accélérées. L'inflation est restée en laisse : les prix ont augmenté d'à peine 0,2 % en décembre et leur taux d'accroissement s'établit à 2,7 % pour l'année.

Manufacturing rebounded at year end, helped by renewed strength in overseas demand, which helped boost orders for the first time in three months in November. Demand for housing surged 7% in December, its best gain in nine months and topping off the highest annual total since 1986.

The trade deficit widened to \$26.5 billion in November. Demand for imported consumer goods outpaced a recovery in exports in the month. Higher oil prices raised imports, however, as the US imports more than half of the crude oil it consumes.

Growth remained upbeat in the euro-zone as exports continued to strengthen, albeit mostly within the zone. Industrial production rose 1.1% in the three months to November, with France and Italy more than doubling Germany's 0.5% pace. Inflation continued to mount at year end, hitting an annual rate of 1.7% in December. Rising prices and recent slumps in the euro, the common European currency, have boosted inflation by driving up import prices. In Germany, the biggest economy in the euro-zone, import prices in December rose 8.2% year over year, their fastest rate in 15 years. The unemployment rate remained unchanged at 9.8% in November, against 4.1% in the US and 4.5% in Japan. Trade with the rest of the world slowed in November as foreign demand was weak for all main product groups except energy.

France's economy grew 1% in the third quarter, its fastest pace since the fourth quarter of 1997. Business confidence reached a five-year high in December, while the rate of job creation was the quickest in a decade. As a result, unemployment fell to a 7-year low of 10.8%. Inflation picked up slightly in the month, due in part to rising oil and food costs (a result of flooding in the southeastern part of the country).

The pace of growth accelerated in **Germany**, with GDP growing at an annual rate of 2% in the fourth quarter, after gains of 0.7% in the first and 1.2% in the second and third. A pick-up in exports boosted growth, along with a revival in retail and construction. Unemployment fell to 10.2% in November, aided as well by the recovery in construction, particularly in the eastern half of the country. Consumer price inflation hit a two-year high of 1.7% in January, pushed up by rising oil costs. At year end, the government introduced a 4-year overhaul of the tax system, with tax cuts for individuals, families and businesses.

La fabrication a rebondi en fin d'année, favorisée par une nouvelle vigueur de la demande outre-mer, laquelle a eu pour effet en novembre de stimuler les commandes pour la première fois en trois mois. La demande d'habitations a fait un bond de 7 % en décembre, marquant sa meilleure avance en neuf mois et dégageant son meilleur total annuel depuis 1986.

Le déficit commercial s'est alourdi à 26,5 milliards en novembre. La demande de biens de consommation à l'importation a distancé des exportations en reprise ce mois-là. La montée des cours pétroliers a cependant aiguillonné les importations, car les États-Unis importent plus de la moitié du pétrole brut qu'ils consomment.

La croissance est demeurée vigoureuse dans la zone de l'euro où les exportations se sont encore affermies, quoique le phénomène se soit limité en majeure partie à cette zone. La production industrielle a progressé de 1,1 % en trois mois jusqu'en novembre. La France et l'Italie ont plus que doublé le rythme de cette production (0,5 %) en Allemagne. L'inflation a continué à monter en fin d'année pour atteindre en décembre un taux annuel de 1,7 %. Des prix en hausse et un euro (monnaie commune en Europe) récemment en dégringolade ont activé l'inflation en causant un renchérissement à l'importation. En Allemagne (première économie de la zone de l'euro), les prix à l'importation ont présenté en décembre une hausse de 8,2 % d'une année à l'autre, la plus rapide en 15 ans. En novembre, le taux de chômage est demeuré inchangé à 9,8 %, alors qu'il s'établissait à 4,1 % aux États-Unis et à 4,5 % au Japon. Les échanges avec le reste du monde ont ralenti en novembre, la demande étrangère qui s'attache à toutes les grandes catégories de produits ayant été faible sauf dans le cas des produits énergétiques.

En **France**, l'économie a crû de 1 % au troisième trimestre. C'est son taux de croissance le plus élevé depuis le quatrième trimestre de 1997. En décembre, la confiance des entreprises a atteint un sommet en cinq ans et des emplois se sont créés à la cadence la plus rapide de la décennie. C'est ainsi que le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau en sept ans (10,8 %). L'inflation a un peu redressé la tête pendant le mois, en partie à cause de la montée des prix du pétrole et des aliments (par suite d'inondations dans la partie sud-est du pays).

En Allemagne, la croissance économique s'est accélérée et le PIB a augmenté à un rythme annuel de 2 % au quatrième trimestre après des gains de 0,7 % au premier et de 1,2 % au deuxième et au troisième. Une remontée des exportations a stimulé la croissance, ainsi qu'une revitalisation du commerce de détail et de la construction. Le taux de chômage est tombé à 10,2 % en novembre, grâce aussi à la reprise de la construction, notamment dans la partie orientale du pays. En janvier, l'inflation à la consommation a atteint son plus haut niveau (1,7 %) en deux ans, attisée par là majoration des cours pétroliers. En fin d'année, le gouvernement a présenté un projet de réforme du régime fiscal sur quatre ans comprennent des réductions d'impôt pour les particuliers, les familles et les entreprises.

Britain's economy gathered steam in November, as industrial production strengthened, led by a surge in manufacturing. Unemployment fell to 4% in December, its lowest level in almost two decades, while annual average earnings growth held steady at 4.9%. Consumer confidence remained high at year end, boosting retail sales volumes as prices of clothing and household goods fell at their fastest pace in 40 years. The continued strength of the pound helped dampen import prices, although the rising cost of oil prevented any easing in overall inflation, which was unchanged in December at an annual rate of 2.2%.

Signs of recovery began to appear in the Japanese economy. Industrial production picked up 3.8% in November, propelled by strong demand for personal computers and related devices. Housing starts rose for the first time in three months, aided by government tax breaks to homebuyers and a cut in mortgage rates. Consumer demand remained in the doldrums, however, with retail and wholesale sales falling for the 30th consecutive month in December. Prices have also been on a downward trend, falling 1.2% in the year to November, their steepest decline since 1971. Unemployment eased in November, however, to a rate of 4.5%, the lowest in nearly a year as workers took on part-time jobs. The trade surplus fell in December with import growth triple that of exports. For the year, the trade surplus narrowed for the first time in three years.

En Grande-Bretagne, l'économie a pressé le pas en novembre, la production industrielle s'étant affermie, principalement à cause de l'essor de la fabrication. En décembre, le taux de chômage est tombé à 4 %, atteignant son plus bas niveau en presque deux décennies, alors que le taux d'accroissement de la rémunération annuelle moyenne restait fixé à 4,9 %. La confiance des consommateurs était vive en fin d'année, favorisant ainsi les ventes au détail en volume dans une situation où les prix des vêtements et des articles ménagers décroissaient à leur rythme le plus rapide en 40 ans. La constante vigueur de la livre a contribué à amortir les prix à l'importation, bien que la montée du prix du pétrole ait empêché toute atténuation de l'inflation dans l'ensemble. Le taux d'inflation est demeuré inchangé en décembre; il s'établit à 2,2 % en valeur annuelle.

Au Japon, l'économie a commencé à montrer des signes de relance. La production industrielle s'est redressée de 3,8 % en novembre, entraînée par une vigoureuse demande de micro-ordinateurs et d'appareils apparentés. Les mises en chantier ont progressé pour la première fois en trois mois, aidées en cela par les dégrèvements consentis par les autorités fiscales aux acheteurs de maison et par une baisse des taux hypothécaires. La demande de consommation est toutefois restée somnolente et, en décembre, les ventes au détail et en gros se sont contractées un trentième mois de suite. Les prix ont également évolué en baisse en novembre, ayant perdu 1,2 % depuis le début de l'année. C'est là leur recul le plus marqué depuis 1971. Le taux de chômage a cependant fléchi en novembre pour tomber à 4,5 %, son niveau le plus bas en près d'un an. Les travailleurs ont exploité le marché du travail à temps partiel. L'excédent commercial a diminué en décembre, les importations ayant crû trois fois plus que les exportations. À l'échelle de l'année, il a rétréci pour la première fois en trois ans.

Market Research Handbook 1999

Unlock Canadian Consumer and Business Markets...

he ALL-NEW Market Research Handbook 1999 reveals the Canadian marketplace the way no other statistical resource can. It delivers first hand results from more than 20 specialized Statistics Canada surveys, plus the very latest details from the 1996 Census, in one practical sourcebook!

For entrepreneurs, market researchers, planners and analysts, for big business and small, Market Research Handbook 1999 is an invaluable and comprehensive decision-support tool.

Capitalize on opportunities...

- spot emerging market trends
- position your products effectively
- gain a competitive edge in an increasingly volatile and competitive economy
- and manage the future of your market!

Analyze the conditions in your market - from the LOCAL TO THE NATIONAL LEVEL - USING:

Key Demographic Variables

- population education earnings
- age
- SEX
- and more!
- ▶ household expenditures

private and public investment

international trade data

Gross Domestic Product

retail sales

Vital Economic Indicators

- ▶ labour force productivity consumer and industrial
- price indexes
- and more!
- **Business Demographics**
- ▶ by industry urban area
- size of business
 - plus more!

New for 1999!

- immigrants by intended occupation
- Internet service providers: types of services, regional composition and sources of revenue
- population projections for Nunavut
- household expenditures including games of chance expense (ie. Casino), as well as detailed clothing and health care expenses
- number and receipts of movie theatres including number of screens and seats
- more fields of study for full-time undergraduate enrolment
- employment change and life status of businesses

Market Research Handbook 1999 (Cat. No. 63-224-XPB) costs \$125 in Canada (plus either HST or GST and applicable PST) and US\$125 outside Canada. To order, CALL toll-free at 1 800 267-6677, FAX 1 877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6. Or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. You may also order via E-MAIL:

Recueil statistique des études de marché 1999

Pénétrez les marchés de consommation et d'affaires canadiens ...

> e TOUT DERNIER Recueil statistique des études de marché 1999 fait état du marché canadien comme aucune autre source statistique ne le fait. Il réunit les résultats de plus de 20 enquêtes spéciales de Statistique Canada, de même que <u>les plus récentes données du</u> Recensement de 1996, dans un seul guide de référence

Pour les entrepreneurs, comme pour les spécialistes des études de marché, les planificateurs et les analystes, de même que pour les grandes et petites entreprises, le Recueil statistique des études de marché 1999 constitue un outil complet de très grande

Tirez profit des possibilités...

- repérez les nouvelles tendances
- positionnez vos produits efficacement
- b obtenez un avantage concurrentiel au sein d'une économie de concurrence sans cesse changeante
- et gérez l'avenir de votre marché!

Analysez les conditions de votre marché – à l'échelle RÉGIONALE OU NATIONALE - EN UTILISANT :

Les principales variables démographiques

- population âge scolarité

 - sexe
- dépenses des ménages ventes au détail
- et plus!

Les indicateurs économiques

- données sur la productivité de la population active
- commerce international
- produit intérieur bru
- investissements privés et publiques indices des prix à la consommation et de l'industrie
- et plus!

La démographie des entreprises

- secteur d'activité région urbaine
- taille de l'entreprise
- et plus!

Nouveau pour 1999!

- les immigrants selon la profession projetée
- les fournisseurs de services Internet: type de services, composition régionale et sources de revenus
- les projections de la population du Nunavut
- les dépenses des ménages, y compris celles consacrées aux jeux de hasard (c.-à-d. au casino), ainsi qu'un bilan détaillé des dépenses sur l'habillement et les soins de santé
- le nombre de cinémas et leurs recettes, y compris le nombre d'écrans et de sièges
- une ventilation plus détaillée des domaines d'études des étudiants à plein temps de premier cycle
- variation de l'emploi et statut des entreprises

Recueil statistique des études de marché 1999 (n° 63-224-XPB au catalogue) se vend 125 \$ au Canada (plus, soit la TVH, soit la TPS et la TVP en vigueur) et 125 \$ US à l'extérieur du Canada. Pour commander, TÉLÉPHONEZ sans frais au 1800 267-6677, TÉLÉCOPIEZ vos commandes au 1877 287-4369 ou POSTEZ votre commande à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada KIA 0T6. Ou communiquez avec votre Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous mentionné dans la présente publication. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL: order@statcan.ca.

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN JANUARY

CANADA

Air Canada took over Canadian Airlines on January 4 in a \$92 million merger. Air Canada assumed Canadian's \$3 billion in liabilities and announced no layoffs but expects to reduce the combined workforce by 2,500 through attrition and buyouts.

The Federal government approved a plan to provide an additional \$1 billion over the next two years of disaster assistance for farmers, many of whom have been hit by record low prices and floods.

WORLD

Internet provider America Online announced a US \$166 billion stock deal to buy Time Warner, the largest media and entertainment conglomerate in the world, for the biggest corporate merger of all time.

The Bank of England raised its benchmark discount rate by a quarter of a percent to 5.75% on January 13. This was the third hike since September 1999.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES DE JANVIER

CANADA

Air Canada prend le contrôle de Canadien le 4 janvier par une fusion d'une valeur de 92 millions. Elle assume un passif de 3 milliards. La compagnie n'a pas annoncé de licenciements, mais prévoit réduire les effectifs combinés de 2 500 travailleurs par attrition et indemnisation.

Le gouvernement fédéral approuve pour les deux prochaines années des secours supplémentaires de 1 milliard aux fermiers victimes en grand nombre d'inondations et d'une chute catastrophique des prix.

LE MONDE

Le fournisseur Internet America Online annonce une opération de 166 milliards US sur actions pour l'acquisition de Time Warner, qui est le premier conglomérat au monde dans le domaine des médias et du divertissement. Il s'agit de la plus grande fusion de sociétés de toute l'histoire.

La Banque d'Angleterre relève de 0,25 % son taux d'escompte le 13 janvier, le portant ainsi à 5,75 %. C'est la troisième majoration de ce taux directeur depuis septembre 1999.

What class of business are you in?

NAICS Canada 1997 . . .

an indispensable reference tool for understanding the burgeoning economies of Canada, the United States and Mexico!

onitoring business and economic activity just got simpler! The North American Industry Classification System (NAICS) Canada 1997, replaces the 1980 Standard Industrial Classification (SIC) system. NAICS Canada 1997 identifies many new industries and categories. Now, you can access up-to-date information on the growth and diversification of economic activity in recent decades.

Whatever business you are in, chances are you'll want to get your hands on this ground-breaking tool! NAICS Canada 1997 provides, for the first time, a common framework for the collection of comparable production data for NAFTA's three trade partners ... making it easier than ever to compare financial and economic statistics between Canada, the United States and Mexico!

What's more, you can get the information you need in the format you want: *NAICS Canada 1997* is available both in a durable hardcover book and on CD-ROM. The portable-size manual, with its detailed index, makes a handy desktop reference while the user-friendly CD-ROM allows you to access comprehensive industry information quickly and easily.

NAICS Canada 1997 is indispensable for all suppliers and users of economic data in industry, business, governments, banks, trade associations, academia, research and elsewhere. Use this first-ofits-kind resource to make more informed business and policy decisions and to enhance your professional productivity!

NAICS Canada 1997 . . .

- allows every business to see precisely to which industry it belongs ... essential for assessing business performance
- differentiates between
 - industries where all three countries produce common comparable data
 - industries unique to Canada
- recognizes the emergence of the new service economy, including the growing high tech industries as well as health care and social services
- identifies 921 industries in 20 sectors.

In an economy where change is a constant factor, first class information is essential to <u>your</u> success! Order your copy of *NAICS Canada* 1997 today!

NAICS Canada 1997 (Cat. No. 12-501-XPE) costs \$45 (plus GST/HST and applicable PST). The bilingual CD-ROM version of NAICS Canada 1997 (Cat. No. 12-501-XCB) costs \$100 (plus GST/HST and applicable PST). To order, CALL toll-free at 1 800 267-6677, FAX your VISA, MasterCard order to 1 800 889-9734 or MAIL your order to Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontano, Canada, K1A 076. Or contact your nearest Statistics Canada Reference Centre listed in this publication. You may also order via e-mail.



À quelle classe votre entreprise appartient-elle?

SCIAN Canada 1997 . . .

un outil de référence indispensable pour comprendre les économies florissantes du Canada, des États-Unis et du Mexique!

l est désormais plus facile de suivre l'activité commerciale et économique! Le Système de classification des industries de l'Amérique

du Nord (SCIAN) Canada 1997 remplace la Classification type des industries (CTI) de 1980. Le SCIAN Canada 1997 compte bon nombre de nouvelles classes et catégories. Vous pouvez maintenant avoir accès à des renseignements à jour sur la croissance et la diversification de l'activité économique au cours des dernières décennies.

Peu importe votre secteur d'activité, vous ne voudrez pas rater l'occasion de mettre la main sur cet outil novateur! Le SCIAN Canada 1997 offre, pour la première fois, un cadre commun de collecte de données de production comparables pour les trois partenaires de l'ALÉNA. Il est donc plus facile que jamais de comparer les statistiques financières et économiques du Canada, des États-Unis et du Mexique!

De plus, vous pouvez obtenir l'information que vous désirez dans le format de votre choix : le *SCIAN Canada 1997* est offert sous la forme d'un livre cartonné durable et sur CD-ROM. Le manuel de format pratique comprend un index détaillé et constitue un ouvrage de référence maniable, tandis que le CD-ROM convivial vous donne accès facilement et rapidement à des données complètes sur l'activité économique.

Le SCIAN Canada 1997 est un outil indispensable pour tous les fournisseurs et les utilisateurs de données économiques dans le secteur privé, les entreprises, les administrations publiques, les banques, les associations professionnelles, le milieu universitaire, le milieu de la recherche et d'autres secteurs d'activité. Utilisez cet outil innovateur pour prendre des décisions plus éclairées en matière de gestion ou d'orientation et pour accroître votre productivité professionnelle!

SCIAN Canada 1997 . . .

- permet à chaque entreprise de déterminer avec précision la classe à laquelle elle appartient; un mécanisme essentiel pour évaluer son rendement;
- établit une distinction entre
 - les classes d'activité pour lesquelles les trois pays produisent des données communes comparables
 - > et les classes propres au Canada;
- reconnaît l'émergence de la nouvelle économie de services, notamment du secteur florissant de la haute technologie de même que du secteur de la santé et des services sociaux;
- définit 921 classes réparties dans 20 secteurs.

Dans une économie en constante mutation, le succès de <u>votre</u> entreprise dépend de l'accès à des données de **premier ordre!** Commandez votre exemplaire du *SCIAN Canada 1997* dès aujourd'hui!

Le prix du SCIAN Canada 1997 (n° 12-501-XPF au cat.) est de 45 \$ (TPS/IVH ec IVP, le cas échéant, en sus). La version bilingue du SCIAN Canada 1997 sur CD-ROM (n° 12-501-XCB au cat.) coûte 100 \$ (TPS/IVH et IVP, le cas échéant, en sus). Pour commander, COMPOSEZ sans frais le 1 800 267-6677, envoyez votre bon de commande (VISA ou MasterCard) par TELÉCOPIEUR au 1 800 889-9734 ou par la POSTE à l'adresse suivante: Statistique Canada, Division des opérations et de l'intégration, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, XIA 0T6. Vous pouvez également communiquer avec l'un des centres de consultation de Statistique Canada dont la liste figure dans la présente publication ou encore passer votre commande par courrier électronique: order@statcan.ca.

Feature article

Étude spéciale

1. WOMEN'S AND MEN'S EARNINGS

by D. Galarneau et L. Earl*

Since women began making their presence felt in the labour market and in institutes of higher learning, their earnings have been compared with men's. For this reason, Statistics Canada publishes considerable data on the subject. The Survey of Consumer Finances (SCF), which estimates the annual income of individuals and families, is the source most often used to measure the female-to-male earnings differential. Since 1997, the Labour Force Survey (LFS) has also been used to compare the incomes of women and men, on a monthly basis.

This article aims to familiarize readers with this new LFS-based measure of relative earnings, and to compare it with the one produced by the SCF. It also explains the reasons for the sizable gap between the two measures. In 1997, the female-to male earnings ratio produced by the SCF was 72.5%; that of the LFS was 82.3%.

Ratios derived from the SCF

Since 1951, the SCF has been collecting information on the annual incomes of individuals and families by source. Since 1967, these data have been published by sex, making it possible to compare the earnings of men and women. Earnings comprise wages and salaries and net in-come from self-employment. Two main earnings ratios produced by the SCF are commonly used; one covers all persons earning employment in-come (whatever their work pattern), and the other, those working full time for the whole year.

The first ratio covers persons who worked for pay from as little as one to as many as 52 weeks a year, for at least one hour a week. Annual earnings can, therefore, vary greatly from one worker to another, mainly because of differences in work volume.

In order to take into account these differences, the SCF also provides an earnings ratio that covers only persons working full year full time (that is, those working 49 to 52 weeks during the year, "mostly" 30 hours or more per week). Individuals in this group are more homogeneous since they are less likely to vary their work schedule during the year. A ratio for other

* Labour and Household Surveys Analysis Division (613) 951-2880.

1. GAINS DES FEMMES ET DES HOMMES

par D. Galarneau et L. Earl*

Depuis l'entrée massive des femmes sur le marché du travail et l'augmentation de leur niveau de scolarité, la comparaison des gains des femmes et des hommes fait l'objet d'un grand intérêt. C'est pourquoi Statistique Canada publie un nombre considérable de données relatives à cette préoccupation. L'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC), qui estime le revenu annuel des individus et des familles, constitue la source la plus fréquemment utilisée. Depuis 1997, l'Enquête sur la population active (EPA) permet elle aussi de comparer les revenus des femmes et des hommes, et ce, sur une base mensuelle.

Le but de cet article est de familiariser le lecteur avec cette nouvelle mesure des gains relatifs basée sur l'EPA et de la comparer à celle produite par l'EFC. Il explique aussi les raisons justifiant l'écart important qui existe entre les deux mesures. En 1997, le ratio des gains des femmes et des hommes produit par l'EFC s'établissait à 72,5 %; celui de l'EPA était à 82,3 %.

Ratios de l'EFC

Depuis 1951, l'EFC recueille des informations sur les revenus annuels des individus et des familles selon la source. Depuis 1967, ces données sont publiées selon le sexe, ce qui permet de comparer les gains des hommes et des femmes. Les gains englobent les salaires et traitements et les revenus d'un emploi autonome. Deux principaux ratios de gains sont produits par l'EFC, l'un portant sur l'ensemble des personnes gagnant un revenu d'emploi (quel que soit leur régime de travail), et l'autre, sur les gens qui travaillent à temps plein toute l'année.

Le premier ratio porte sur les personnes qui ont travaillé contre rémunération de 1 à 52 semaines durant l'année, à raison d'au moins 1 heure par semaine. Les gains annuels varient donc grandement d'un travailleur à l'autre, principalement en raison de la différence de leur volume de travail.

Afin de tenir compte de cette différence, l'EFC fournit également un ratio des gains portant uniquement sur les personnes travaillant à temps plein toute l'année (c'est-à-dire celles qui travaillent de 49 à 52 semaines pendant l'année, «surtout» 30 heures ou plus par semaine). Les individus de ce groupe sont plus homogènes en ce qu'ils sont moins susceptibles de varier leur horaire de travail durant l'année.

^{*} Division de l'analyse des enquêtes des ménages et du travail (613) 951-2880.

workers (full or part-time for part of the year or part-time for the full year) is also available, though, as is the case with the first ratio, the annual amount of work performed varies greatly from one person to the next. It may also vary for the same person over the year. The comparison of earnings for this group, then, refers to a wide range of work schedules and annual hours of work. Consequently, the ratio for this group tends to zigzag over time (see the figure), since it does not take into account work volume. The same is true for the ratio for all workers. since it includes other workers.



The most meaningful ratio, then, is that concerning full-year full-time workers. This in-creased from 58.4% in 1967 to 72.5% in 1997.

The LFS ratio

Since 1997, the LFS has included questions on the usual wages and salaries of employees in their main job. This does not include overtime pay or wages received for one or more secondary jobs, paid or self-employed. This new information is used to calculate female-to-male wage ratios on a monthly or annual basis. In this article, ratios from the LFS are based on hourly wages. The 1997 female-to male ratio for average hourly wages of all employees stood at 82.3%. This was ten percentage points greater than the SCF ratio for full-year full-time workers, a sizable gap.

Several factors may explain such a gap. First, the populations covered are different. The SCF ratio refers to both employees and self-employed workers, while the LFS ratio considers only employees.

The definition of earnings is broader in the SCF. In addition to wages from the main paid job, the SCF includes earnings from one or more secondary jobs (paid or self-employed), paid overtime, and increases provided for in the contract of employment. The LFS includes only wages and salaries from the main paid job.

Un ratio portant sur les autres travailleurs (à temps plein ou partiel pendant une partie de l'année ou à temps partiel toute l'année) est également disponible. Comme dans le cas du premier ratio, le volume de travail annuel de ce groupe varie facilement d'une personne à l'autre. Il peut également varier pour la même personne au cours d'une année. La comparaison des gains annuels de ce groupe réfère donc à un grand éventail d'horaires et d'heures annuelles de travail. Leur ratio évolue d'ailleurs en dents de scie dans le temps (voir la figure), puisqu'il ne tient pas compte du volume de travail. De même en est-il du ratio portant sur l'ensemble des travailleurs. puisqu'il est en partie constitué de celui des autres travailleurs.

Le ratio de l'EFC qui com-

porte le plus d'information est donc celui qui porte sur les travailleurs à temps plein toute l'année. Ce dernier a augmenté de 58,4 % en 1967 à 72,5% en 1997.

Ratio de l'EPA

Depuis 1997, l'EPA comporte des questions sur les salaires et traitements habituels des employés à leur emploi principal. Cela ne comprend pas la rémunération des heures supplémentaires ni les salaires reçus pour un ou plusieurs emplois secondaires, salariés ou autonomes. Cette nouvelle information permet de calculer des ratios de salaires des femmes et des hommes sur une base mensuelle ou annuelle. Dans cet article, les ratios provenant de l'EPA sont basés sur les salaires horaires. En 1997, le ratio femmes-hommes des taux de salaires horaires moyens pour l'année visant l'ensemble des employés atteignait 82,3 %, c'est-à-dire dix points de pourcentage de plus que le ratio de l'EFC portant sur les travailleurs à temps plein toute l'année, ce qui représente une différence considérable.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer un tel écart. Premièrement, les populations couvertes sont différentes. Le ratio de l'EFC porte à la fois sur les employés et les travailleurs autonomes, tandis que celui de l'EPA considère uniquement les employés.

La définition des revenus d'emploi est plus large dans l'EFC que dans l'EPA. En plus du salaire de l'emploi principal rémunéré, l'EFC comprend les revenus provenant d'un ou de plusieurs emplois secondaires (salariés ou autonomes), les heures supplémentaires rémunérées et les augmentations de revenus d'emploi prévues par le contrat de travail. L'EPA ne tient compte que des salaires et traitements de l'emploi principal rémunéré.

Étude spéciale

Furthermore, the two surveys calculate earnings on a different basis. The SCF produces ratios based on annual earnings, while the LFS uses hourly earnings.

As noted earlier, in order to take into account the volume of work, the most-used ratio from the SCF is that for full-year full-time workers only. It therefore excludes from the comparison other workers. By contrast, the LFS measure covers all employees, whatever their work pattern.² This ratio is therefore fully adjusted for hours of work.

In the following exercise, a reconciliation of the two rates is attempted by means of two adjustments to the SCF ratio. First, it will exclude self-employed workers from the SCF universe; then it will convert annual earnings to hourly wages.

Adjustments

Comparable populations

The exclusion of self-employed workers from the SCF has a marginal effect on the 1997 ratio, which drops from 72.5% to 72.2% when only full-year full-time workers are considered (Table 1).3

Table 1
Reconciliation of SCF and LFS female-to-male earnings ratios

Par ailleurs, la base utilisée pour le calcul des gains diffère. L'EFC produit des ratios à partir des gains annuels, alors que l'EPA se base sur des taux horaires de salaire.

Rappelons que, afin de tenir compte du volume de travail, le ratio le plus utilisé de l'EFC porte uniquement sur les travailleurs à temps plein toute l'année. Il exclut donc de la comparaison les autres travailleurs. La mesure de l'EPA porte au contraire sur l'ensemble des employés, quel que soit leur régime de travail. ² Ce ratio est donc pleinement ajusté pour le volume de travail.

Dans ce qui suit, on tentera de rapprocher les deux taux grâce à deux ajustements du ratio de l'EFC. Les travailleurs autonomes seront d'abord exclus de l'univers de l'EFC et les gains annuels seront ensuite convertis en salaires horaires.

Ajustements

Populations comparables

L'exclusion des travailleurs autonomes de l'univers de l'EFC a un impact marginal sur le ratio de 1997; ce dernier passe alors de 72,5 % à 72,2 % lorsque seuls les travailleurs à temps plein toute l'année sont considérés (tableau 1).3

Tableau 1 Rapprocher le ratio des gains femmes-hommes de l'EFC à celui de l'EPA

	Ratio %
SCF ratios (1997 earnings) — Ratios de l'EFC (gains de 1997) Published ratio — Tel que publié Adjusted for covered populations — Après l'ajustement des populations couvertes Adjusted for work volume (full-year full-time workers) — Après l'ajustement du volume de travail (pour les travailleurs à temps plein toute l'année) Adjusted for work volume (all workers) — Généralisation de l'ajustement pour le volume de travail à l'ensemble des employés 1997 LFS ratio — Ratio de l'EPA de 1997	72.5 72.2 78.8 79.3
Hourly earnings of all employees (full- and part-time) - Salaire horaire de l'ensemble des employés (temps plein et partiel)	82.3

Adjustments for amount of work

The most important adjustment to consider in comparing earnings is the one related to volume of work. However, because the SCF does not collect information on weekly or monthly hours, it cannot determine precisely a person's annual hours.

For this reason, the usual practice is to consider only full-year full-time workers. How-ever, this adjustment is only partial, since, on average, women working full time work fewer hours than men (39.5 hours versus men's 43.8 in 1997). Over the course of a year, this difference can amount to as much as six weeks of work.

Ajustement pour le volume de travail

L'ajustement le plus important à considérer dans la comparaison des gains est celui relatif au volume de travail. Toutefois, puisque l'EFC ne recueille pas d'information sur les heures de travail par semaine ou par mois, elle ne peut déterminer de façon exacte les heures de travail annuelles d'une personne.

C'est pourquoi la pratique habituelle pour tenir compte du volume de travail consiste à ne considérer que les travailleurs à temps plein toute l'année. Cet ajustement est cependant partiel, puisque les femmes travaillant à temps plein font en moyenne moins d'heures que les hommes (39,5 heures contre 43,8 heures en 1997). Dans le courant d'une année, cette différence peut représenter jusqu'à six semaines de travail.

Étude spéciale

A more precise adjustment would be the conversion of annual earnings in the SCF to hourly wages. The SCF collects information on the number of usual weekly hours worked at the time of the survey. For the sake of argument, this is assumed to correspond to the average weekly hours worked over a year. It is also assumed that persons working mostly 30 hours or more per week do so throughout the 49 to 52 weeks (and not only for 26 weeks, the minimum for full-year full-time workers).

By dividing SCF annual wages and salaries by the number of weeks and weekly hours usually worked, one can convert annual earnings to an hourly wage. The SCF ratio for full-year full-time employees then stands at 78.8% (Table 1).

In order to make the SCF ratio conceptually comparable with the LFS ratio, other employees — namely, those working part time part of the year, part time all year or full time part of the year — must be added, so as to cover all employees. The same adjustments can be made for this group of employees and a ratio calculated for all employees. The final ratio is therefore 79.3%, much closer to the LFS ratio.

This similarity also holds for a number of sociodemographic characteristics (Table 2). The femaleto-male wage gap generally increases with age. In 1998, the ratio ranged from 90% for employees aged 15 to 24 to 75% for those aged 55 and over. The wage ratio for part-time employees exceeded wage parity, reaching 114%, com-pared with 83% for full-time employees. The wage gap tends to diminish as education increases. The ratio for employees with less than high school was 73%, in contrast to 85% for employees with a university degree. Single employees experienced a higher ratio (92%) than married employees (78%).

Among industries, the wage gap was smallest for employees in agriculture and in services, whose ratios were 90% and 8 7%, respectively. This contrasts with a ratio of 68.5% for finance industries. Women working in primary occupations faced a relatively large wage gap, with a ratio of about 67%. In contrast, the ratio for clerical and transport equipment operating workers was around 90%. Unionized women earned 90 cents for every dollar earned by their male counterparts. These earnings compare favourably with those of non-unionized women, who earned just 78 cents for every dollar earned by non-unionized men.

Un ajustement plus précis du volume de travail est possible en convertissant les gains annuels de l'EFC en gains horaires. L'EFC recueille de l'information sur le nombre d'heures de travail hebdomadaires habituelles tel que déclaré au moment de l'enquête. On doit néanmoins faire l'hypothèse que ce nombre correspond au nombre d'heures hebdomadaires moyennes travaillées au cours de l'année. Il faut également tenir pour acquis que les personnes qui travaillent «surtout» 30 heures et plus par semaine le font tout au long des 49 à 52 semaines (et non pas seulement pendant 26 semaines, soit le minimum requis pour faire partie des travailleurs à temps plein toute l'année).

En divisant les salaires et traitements annuels de l'EFC par le nombre de semaines et d'heures hebdomadaires habituellement travaillées, il est possible de convertir les gains annuels en gains horaires. Le ratio de l'EFC pour les employés à temps plein toute l'année se situe alors à 78,8 % (tableau 1).

Afin de rendre le ratio de l'EFC comparable à celui de l'EPA sur le plan conceptuel, il faut ajouter les «autres employés», soit ceux oeuvrant à temps partiel une partie de l'année, à temps partiel toute l'année ou à temps plein une partie de l'année, de façon à couvrir l'ensemble des employés. À titre d'exercice, on peut procéder aux mêmes ajustements pour ce sous-goupe d'employés et calculer un ratio pour l'ensemble des employés. Le ratio final s'établit donc à 79,3 % et se rapproche ainsi de celui de l'EPA.

Ce rapprochement se maintient également pour un bon nombre de caractéristiques socio-démographiques (tableau 2). L'écart salarial femmes-hommes s'accroît généralement avec l'âge. En 1998, le ratio est passé de 90 % pour les employés de 15 à 24 ans à 75 % pour ceux de 55 ans et plus. Le ratio du salaire des employés à temps partiel a dépassé la parité salariale, s'établissant à 114 % contre 83 % pour les employés à temps plein. L'écart salarial tend à diminuer lorsque la scolarité s'accroît. Les employés ayant moins d'un niveau secondaire affichaient un ratio de 73 %, comparativement à 85 % pour les employés ayant un niveau universitaire. Les employés célibataires affichaient un ratio plus élevé (92 %) que celui des employés mariés (78 %).

L'écart salarial était le plus faible pour les employés des secteurs de l'agriculture et des services, leur ratio étant respectivement de 90 % et de 87 %. Par contre, le ratio du secteur des finances était de 68,5 %. Les femmes oeuvrant dans les professions primaires affichaient l'écart salarial le plus élevé, le ratio atteignant près de 67 %. Par ailleurs, le ratio des opérateurs de matériel de transport et des commis atteignait près de 90 %. Les femmes syndiquées obtenaient 0,90\$ pour chaque dollar gagné par leurs pairs masculins. Ces gains se comparent avantageusement aux 0,78 \$ touchés par les femmes non syndiquées pour chaque dollar gagné par un homme non syndiqué.

Table 2
Female-to-male income ratios, SCF and LFS

Tableau 2 Ratios du revenu femmes-hommes, EFC et EPA

	Annual income**	Full-year full-time employees	All employees	All employees
	Revenus annuels**	Employés occupés à temps plein toute l'année	Ensemble des employés	Ensemble des employés
All employees – Tous les employés	72.5	78.8	79.3	82.3
Âge – Age				
15 - 24	80.8	88.9	95.3	89.8
25 - 34	76.3	83.4	85.0	88.4
35 - 44	73.4	79.8	79.2	82.0
45 - 54	69.8	75.6	74.6	76.5
55 +	66.4	71.8		
JJ T	00.4	/1.0	73.0	75.6
Marital status – État matrimonial				
Single (never married) - Célibataire (jamais été marié)	91.8	99.0	99.9	93.7
Married or common-law - Marié ou conjoint de fait	67.5	73.8	73.6	78.3
Other - Autre	80.3	85.7	85.0	82.4
Edwards - October 147			00.0	02.1
Education - Scolarité				
Less than Grade 9 – Moins que la 9° année	69.6	73.4	78.1	70.3
Some high school – École secondaire partielle	64.6	69.8	71.8	74.5
High school graduation – Diplôme d'études secondaires	73.0	79.6	79.8	81.3
Some postsecondary – Post-secondaire partiel	75.0	78.2	80.0	82.6
Postsecondary certificate or diploma - Certificat/diplôme d'études post-secondaires	70.6	77.3	78.6	80.9
University degree – Diplôme universitaire	73.6	80.4	80.1	84.0
Occupation - Profession				
Management and administration – Gestion et administration	65.5	72.2	71.8	77.5
Professional - Professionnels	73.0	80.9	81.5	85.2
Clerical - Travail de bureau	80.7	85.8	86.7	89.4
Sales – Vente	73.1	78.3	76.9	74.8
Service – Services	64.8	70.0	74.9	72.2
Primary industry – Secteur primaire	60.8	64.2	64.7	67.9
Occupations unique to production — Transformation, usinage et fabrication Construction	65.2	68.2	67.7	67.2
	70.0			86
Transportation equipment operators – Exploitation de matériel de transport	78.8	89.9	88.6	84.7
Labourers and other – Manutention et autres métiers .	61.0	62.1	65.0	71.0

Conclusion

This article has compared the new Labour Force Survey (LFS) measure of the female-to male earnings differential with the widely used measure produced by the Survey of Consumer Finances (SCF). It has also explained the reasons for the sizable ten percentage-point gap observed between those two ratios.

Several conceptual differences set the two measures apart. The SCF ratio covers all workers, both employees and the self-employed. The LFS measure covers only employees. The definition of earned income is broader in the SCF, since it includes not only earnings

Conclusion

Cet article a comparé la nouvelle mesure du différentiel de gains entre les femmes et les hommes produit par l'Enquête sur la population active (EPA) avec la mesure largement utilisée de l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC). Il a également expliqué les raisons justifiant l'écart considérable de dix points de pourcentage observé entre ces deux ratios.

Plusieurs différences conceptuelles existent entre ces deux mesures. Le ratio de l'EFC couvre l'ensemble des travailleurs, qu'ils soient employés ou travailleurs autonomes. Celui de l'EPA porte uniquement sur les employés. La définition de revenu d'emploi est plus large dans l'EFC,

Étude spéciale

from one or more paid or self-employed jobs, but also paid overtime, and contractual w a g e increases. In the LFS, only the wages and salary of the main job are taken into account.

Even more important, the base used in the calculation of earned income is different: the SCF collects earnings on an annual basis, while the LFS provides hourly wages. The LFS ratios are therefore fully adjusted for volume of work, while the SCF ratios are only partially adjusted.

In this article, the SCF ratio was adjusted to make it conceptually comparable with the LFS ratio. Making the opposite adjustment would have been practically impossible, since the LFS does not collect information on the number of weeks worked. The adjusted SCF ratio therefore covers only the wages and salaries of employees. A further adjustment converted annual incomes to hourly wages, to take volume of work into account.

Following these adjustments, the 1997 SCF ratio comes closer to that of the LFS (82.3%), changing from 72.5% to 79.3%. Of all the adjustments made, the one for volume of work has the greatest effect. The reconciliation achieved holds for a number of socio-demographic variables.

While they are apparently far apart, the ratios produced by these two sources ultimately prove similar when conceptual differences are taken into account. The remaining gap may be due to the survey methodologies.

References

Statistics Canada. Earnings of Men and Women, 1997. Catalogue no. 13-217-XIB. Ottawa, 1999.

—. Guide to the Labour Force Survey. Catalogue no. 71-543-XPB. Ottawa, 1997.

Notes

- "Mostly" means that a person worked 30 hours or more per week for at least 26 weeks during the year. The person could have worked less than 30 hours per week the rest of the year and still be considered full-year full-time.
- The LFS ratio shows that among part-time workers, women exceed wage parity with men (109.9%). The ratio for full-time employees is 83.2%. In light of this, why should including part-time workers lower the overall ratio (from 83.2% to 82.3%)? In fact, when part-time employees are added to the overall ratio, the numerator decreases in relation to the numerator for the full-time ratio, because hourly earnings of women working part time are less than

puisque cette dernière couvre les revenus d'emploi d'un ou de plusieurs emplois salariés ou autonomes, les heures supplémentaires rémunérées et les augmentations de salaire prévues au contrat de travail. Dans l'EPA, seuls les salaires et traitements de l'emploi principal sont considérés.

Plus important encore, la base utilisée dans le calcul du revenu diffère: l'EFC recueille des gains sur une base annuelle et l'EPA produit des salaires sur une base horaire. Les ratios de l'EPA sont donc pleinement ajustés pour le volume de travail, alors que ceux de l'EFC ne le sont que partiellement.

Dans cet article, le ratio de l'EFC a été ajusté de façon à le rendre comparable, conceptuellement, à celui de l'EPA. Le contraire aurait été pratiquement impossible parce que l'EPA ne contient pas d'information sur le nombre de semaines de travail. Le ratio ajusté de l'EFC porte donc uniquement sur les salaires et traitements. Un ajustement subséquent a converti les revenus annuels en salaires horaires afin de tenir compte du volume de travail.

Après avoir procédé à ces ajustements, le ratio de 1997 de l'EFC se rapproche passablement de celui de l'EPA, passant de 72,5 % à 79,3 %, comparativement à 82,3 % pour celui de l'EPA. De tous les ajustements effectués, celui du volume de travail a eu l'effet le plus marqué. Ce rapprochement se maintient d'ailleurs pour un bon nombre de variables socio-démographiques.

Bien qu'apparemment éloignés, les ratios produits par ces deux sources s'avèrent finalement assez semblables lorsque les différences conceptuelles sont prises en compte. L'écart résiduel peut s'expliquer par des différences liées à la méthodologie de ces deux enquêtes.

Documents consultés

STATISTIQUE CANADA. *Gains des hommes et des femmes,* 1997, n° 13-217-XIB au catalogue, Ottawa, 1999.

—. *Guide de l'Enquête sur la population active*, n° 71-543-XPB au catalogue, Ottawa, 1997.

Notes

- "Surtout" signifie qu'une personne a travaillé 30 heures et plus par semaine pendant au moins 26 semaines durant l'année. Elle pourrait donc avoir travaillé moins de 30 heures par semaine le reste de l'année et être malgré tout considérée comme étant à temps plein toute l'année.
- Le ratio de l'EPA démontre que, chez les travailleurs à temps partiel, les femmes dépassent la parité salariale, comparativement aux hommes (109,9 %). Le ratio des employés à temps plein est de 83,2 %. Sachant cela, pourquoi le fait d'inclure les travailleurs à temps partiel fait baisser le ratio global (de 83,2 % à 82,3 %)? En fait, lorsque les employés à temps partiel sont ajoutés au ratio global, le numérateur baisse par rapport à celui du ratio des employés à temps plein, parce que les gains horaires des femmes

Feature article

Étude spéciale

those of women working full time (\$12.14 versus \$14.73, and \$14.34 for all women). The denominator also decreases, since hourly earnings of men working part time are lower than those of men working full time (\$11.04 versus \$17.70, and \$17.43 for all men). But since a greater proportion of women than men hold part-time jobs (13.3% and 5.8% of all employees, respectively), the relative decrease in the numerator is greater than that in the denominator.

- The SCF is conducted annually. Persons who were employees at the time of the survey may have been self-employed for part of the previous year and vice-versa. To avoid including persons who changed status during the year, it is possible to consider only employees who have been in their job for at least 16 months (a period that covers the survey reference year up to the following April, when the SCF data are collected). This adjustment has a minimal effect on the 1997 ratio, which drops to 78.5% (com-pared with 79.3% when duration of employment is not considered). The difference is also minor when age, marital status and education are taken into account.
- à temps partiel sont moindres que ceux des femmes à temps plein (12,14 \$ contre 14,73\$ et 14,34\$ pour l'ensemble). Par ailleurs, le dénominateur diminue également parce que les gains horaires des hommes à temps partiel sont plus faibles que ceux des hommes à temps plein (11,04\$ contre 17,70\$ et 17,43\$ pour l'ensemble). Mais puisque les femmes sont relativement plus nombreuses que les hommes à occuper des emplois à temps partiel (13,3 % et 5,8 % de l'ensemble des employés, respectivement), la baisse relative du numérateur est plus importante que celle du dénominateur.
- L'EFC est effectuée une fois l'an. Les gens se déclarant employés au moment de l'enquête peuvent avoir été travailleurs autonomes une partie de l'année précédente, et vice-versa. Pour éviter d'inclure des personnes ayant changé de statut durant l'année, il est possible de ne considérer que les employés étant à leur emploi depuis au moins 16 mois. (Cette période couvre l'année de référence de l'enquête jusqu'au mois d'avril suivant, date de collecte des données de l'EFC.) Cet ajustement a un impact assez marginal sur le ratio de 1997, ce dernier passant à 78,5 % (contre 79,3 % lorsque la durée d'emploi n'est pas considérée). La différence est également faible quand l'âge, l'état matrimonial et la scolarité sont pris en considération.

2. THE LABOUR MARKET IN THE 1990s.

Part II: Distributional Outcomes: Who is Winning and Losing

by G. Picot and A. Heisz*

Highlights

- Throughout the 1980s and 1990s there was a substantial shift in the relative educational attainment of different groups, which may have influenced relative outcomes for the old and young.
- There was a continued decline in the real earnings of recent labour force entrants, particularly young men and recent male immigrants. This may represent an enduring downward shift in life-time earnings for these groups.
- Despite a move to a more knowledge based economy, there was little change in the relative outcomes of the more- and less-educated, reflecting shifts in supply.
- A major story of the 1990s has been significant improvements in labour market outcomes for women and a general deterioration for men. Aggregate trends often mask these underlying and offsetting trends. Supply side changes may in part explain this shift, but other factors are likely involved.
- There was only a marginal increase in individual earnings inequality between the mid-1980s and the mid-1990s; however, it rose for men but not for women. More important from a welfare perspective was a rise in family earnings inequality. As well, the rate of low-incomes rose during the mid-1990s, the first signs of such a structural rise in the last two decades.

Introduction

The relative importance of cyclical and structural changes in explaining the 1990s labour market is the subject of an enduring debate. Was its poor performance driven by a permanent structural shift, perhaps caused by increased globalization or technological change, or was it a cyclical phenomenon? In last month's CEO we investigated macro-economic trends. However, aggregate trends are not necessarily the place to be looking for evidence of structural change. In this issue we focus on relative changes in earnings, unemployment and employment.

2. LE MARCHÉ DUTRAVAIL DES ANNÉES 1990

Partie II : Résultats sur le plan de la répartition : qui sont les gagnants et les perdants?

par G. Picot et A. Heisz*

Faits saillants

- Tout au long des années 1980 et 1990, on a observé une ample variation de l'instruction relative des groupes, ce qui peut avoir influé sur les résultats relatifs des personnes plus âgées et des jeunes.
- Le revenu réel des actifs récents a constamment diminué, particulièrement chez les jeunes hommes et les immigrants récents de sexe masculin; on pourrait y voir une évolution durable à la baisse du revenu de carrière de ces groupes.
- Malgré le passage à une économie plus axée sur le savoir, les résultats relatifs des plus et des moins instruits n'ont guère évolué, ce qui s'explique par les variations de l'offre de main-d'œuvre.
- Dans les années 1990, une des lignes de force a été une nette amélioration des résultats des femmes sur le marché du travail et une détérioration générale de ceux des hommes; les tendances globales nous dissimulent souvent ces tendances sous-jacentes qui se compensent; les variations du côté de l'offre de main-d'œuvre pourraient en partie expliquer cette évolution, mais d'autres facteurs entrent sans doute en jeu.
- L'inégalité des revenus individuels ne s'est que légèrement accentuée entre le milieu des années 1980 jusqu'au milieu des années 1990; elle a augmenté cependant chez les hommes, mais non chez les femmes; ce qui importe davantage du point de vue du bien-être social, c'est que l'inégalité des revenus familiaux s'est accrue; ajoutons que le taux de faible revenu s'est élevé au milieu des années 1990, premier signe d'une telle évolution structurelle en hausse depuis vingt ans.

Introduction

On s'interroge sans cesse sur l'importance relative des variations cycliques et structurelles comme explication de ce qu'a été le marché du travail pendant les années 1990. Le piètre rendement de ce marché a-t-il été déterminé par une évolution structurelle permanente tenant peut-être à la montée de la mondialisation ou au progrès technologique ou s'agit-il là d'un phénomène cyclique? Dans notre article du mois dernier dans l'OEC, nous avons examiné les tendances macro-économiques. Il reste que ce ne sont pas les tendances globales qui nous livreront nécessairement des indices d'évolution structurelle. Dans ce second volet, nous nous concentrons sur les variations relatives du revenu du travail, du chômage et de l'emploi.

^{*} Business and Labour Market Analysis (613) 951-3748.

^{*} Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail (613) 951-3748

The major distributional trends through to the late 1990's were falling real wages for young men, a general improvement in the relative position of women to men, rising rates of low-income (in the mid-1990s) and greater family earnings inequality. Evidence suggests a limited role for technological change in explaining these outcomes. Technological change did boost demand for highly-skilled labour, but this was offset by increased supply so the relative wages of skilled workers did not rise.

RELATIVE EARNINGS

Declines for the Young, Particularly Men

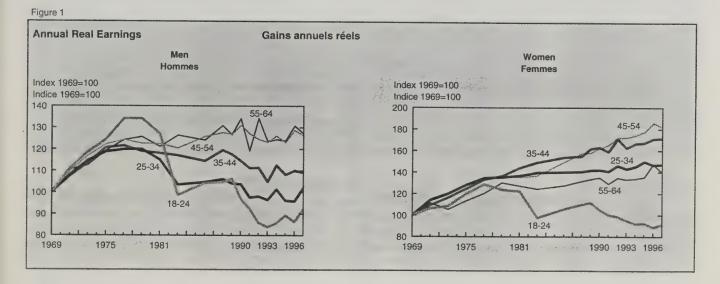
Cross-sectional data clearly indicate an increasing earnings gap between younger and older workers during the 1980s and 1990s, particularly among men (Picot, 1998). Real annual earnings of men under 35 fell through both the recessions of the early 1980s and 1990s, and did not recover during the expansions at least to the mid-1990s. Meanwhile, earnings rose among older men, further increasing the wage gap.

Comme grandes tendances sur le plan de la répartition, jusqu'à la fin des années 1990, nous relevons une diminution des salaires réels chez les jeunes hommes, une amélioration générale de la situation des femmes au regard de celle des hommes, une augmentation des taux de faible revenu (au milieu des années 1990) et une accentuation de l'inégalité des revenus familiaux. On constate que le progrès technologique est peu de nature à expliquer ces résultats. Il a stimulé la demande de main-d'œuvre hautement qualifiée, mais le phénomène a été contrebalancé par un accroissement de l'offre de main-d'œuvre, si bien que les salaires relatifs de la main-d'œuvre qualifiée n'ont pas augmenté.

REVENU RELATIF DU TRAVAIL

Décroissance chez les jeunes, plus particulièrement chez les jeunes hommes

Les données transversales indiquent nettement que le fossé s'est creusé sur le plan du revenu du travail entre jeunes et vieux dans les années 1980 et 1990, et notamment chez les hommes (Picot, 1998). Les gains annuels des hommes de moins de 35 ans ont baissé en valeur réelle dans les deux récessions du début des décennies 1980 et 1990 et n'ont pas remonté en période d'expansion, du moins jusqu'au milieu des années 1990. Pendant ce temps, ils s'élevaient chez les travailleurs plus âgés, creusant davantage le fossé salarial.



Rising relative wages for older men might suggest an increase in returns to experience. However, this is not the case. If one examines successive cohorts of men as they entered the labour market and gained experience, the age/earnings profile has been shifting downward for more recent cohorts. Wages have fallen for young men as they enter the labour market, and their wages do not catch up to those of earlier cohorts as they gain experience (Beaudry and Green, 1996).

On pourrait penser que, si les salaires relatifs sont en hausse chez les travailleurs plus âgés de sexe masculin, c'est que l'expérience est mieux rétribuée, mais tel n'est pas le cas. À examiner les cohortes successives d'hommes qui sont entrés sur le marché du travail et y ont acquis de l'expérience, on constate que le profil âge-revenu du travail a évolué en baisse dans les cohortes plus récentes. Les salaires ont diminué pour les jeunes hommes à leur entrée sur le marché du travail et ceux-ci ne rattrapent pas les cohortes antérieures sur le plan salarial à mesure qu'ils acquièrent de l'expérience (Beaudry et Green, 1996).

This drop in wages is observed for both the more and less highly educated (Kapsalis, Morissette and Picot 1999). However, the wage cut accompanied only a marginal deterioration in employment rates for recent male university graduates (Finnie, 1998).

Changes in supply do not explain the drop in relative earnings of youths, as younger workers fell both in absolute terms and relative to the overall supply of labour. The number of 25-34 year olds in the labour force fell through the 1990s, while 45-54 year olds increased 4.8% per year.

Another possibility why youths fell behind is rising education of older workers. In 1981, 16.4% of men 25 to 34 years old had a degree, compared with 11.8% of men 45 to 54. By 1995 this gap had disappeared, each group rising to 22.2% and 22.5%, respectively. Both age groups had become much more highly educated, but more so for older men. The gap did not close to the same extent for women, largely because of the dramatic increase in the educational attainment of the young: 16.6% of younger women held a degree in 1981, compared to 6.9% of older women. By 1995 this had risen to 25.3% among the young (higher than for men) and 19.2% of older women. This rapid increase among workers 45 to 54 relates to the rapid increase in the university enrollment rates during the 1960s and early 1970s, and the fact that these cohorts are now moving into the 45-54 year old age group. Kapsalis, Morissette and Picot (1999) conclude that the changing relative educational levels of the young and old accounted for about one-quarter of the rising cross-sectional earnings gap between younger and older workers during the 1980s, and most of it during the 1990s.

Recent Immigrants

Young workers are not the only new entrants to the labour market, as recent immigrants constitute a growing source. Their fall in earnings was very similar to those of youths, and their employment rates dipped for each successive cohort over the 1980s and 1990s. particularly among men. Figure 2 shows the employment and earnings patterns of prime-aged and university-educated recent immigrants (age and education are controlled for in these comparisons). The charts display employment and earnings among immigrants compared with Canadian-born. Among male university graduates, both the share who are employed and the earnings of those employed relative to all workers have been falling. The employment/ population ratio fell steadily from 91% of their Canadian counterparts in 1986 to 80% by 1996, while their relative earnings fell from 0.72 to 0.55. For women, they fell between 1991 and 1996, while for men they

Le recul salarial s'observe tant chez les plus que chez les moins instruits (Kapsalis, Morissette et Picot 1999). Toutefois, il s'est accompagné seulement d'une légère dégradation des taux d'emploi des diplômés d'université récents de sexe masculin (Finnie, 1998).

Les variations de l'offre de main-d'œuvre n'expliquent pas la baisse du revenu relatif du travail des jeunes, puisque la catégorie des travailleurs plus jeunes a perdu du terrain en valeur absolue et aussi par rapport à l'ensemble de la maind'œuvre. Le nombre des 25 à 34 ans dans la population active a diminué tout au long des années 1990, alors que le nombre des 45 à 54 ans s'accroissait de 4,8 % par an.

Si les jeunes reculent ainsi, c'est peut-être aussi que les travailleurs plus âgés ont une meilleure instruction. En 1981, 16,4 % des hommes de 25 à 34 ans étaient titulaires d'un grade, comparativement à 11,8 % dans le cas des hommes de 45 à 54 ans. En 1995, cet écart s'était évanoui, les deux groupes ayant respectivement porté leurs proportions d'universitaires à 22,2 % et 22,5 %. L'un et l'autre de ces groupes d'âge avaient très nettement gagné en instruction, mais le second plus que le premier. L'écart n'a pas été autant comblé chez les femmes, en grande partie à cause de la montée considérable de la scolarisation des jeunes : 16,6 % des jeunes femmes étaient titulaires d'un grade en 1981 et 6,9 % des femmes plus âgées. En 1995, les proportions respectives étaient de 25,3 % (plus que chez les hommes) et de 19,2 %. Cette augmentation rapide pour le groupe des 45 à 54 ans tient à la vive montée des taux de fréquentation de l'université dans les années 1960 et au début des années 1970, les cohortes en question atteignant maintenant la tranche d'âge 45-54 ans. Kapsalis, Morissette et Picot (1999) sont parvenus à la conclusion que les variations de l'instruction relative des jeunes et des vieux expliquaient environ le quart de l'augmentation (données transversales) de l'écart de revenu du travail entre jeunes et vieux travailleurs dans les années 1980, et le gros de cette différence dans les années 1990.

Immigrants récents

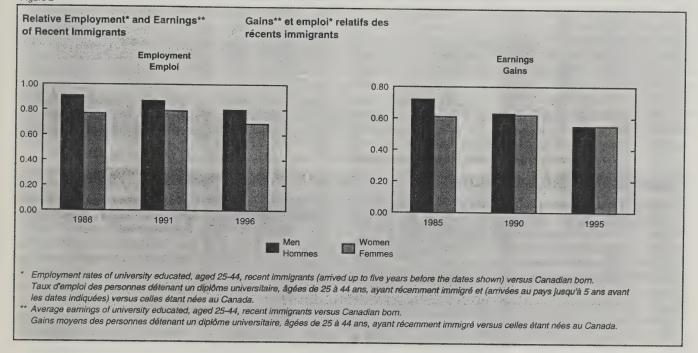
Les jeunes ne sont pas les seuls à accéder à l'activité, puisque les immigrants récents viennent aussi alimenter en nombre croissant le marché du travail. La contraction du revenu du travail était à peu près la même chez ces derniers que chez les jeunes, alors que les taux d'emploi décroissaient de cohorte en cohorte d'immigrants dans les années 1980 et 1990, notamment chez les hommes. La figure 2 indique les tendances de l'emploi et du revenu du travail chez les immigrants récents d'âge mûr et de formation universitaire (il y a prise en compte de l'âge et de l'instruction dans ces comparaisons). Les graphiques présentent l'emploi et les gains des immigrants comparé à la population de souche. Pour ce qui est des diplômés universitaires de sexe masculin, on peut constater une diminution tant du taux d'emploi que du revenu du travail (personnes occupées) par rapport à l'ensemble des travailleurs. Le rapport emploi-population a constamment décru par rapport à celui de la population de souche, passant de 91 % en 1986 à 80 % en 1996. Quant à

Étude spéciale

have fallen steadily since the mid-1980s. Compositional changes could influence these results, but it seems unlikely that they would account for them since this particular group (university-educated men and women aged 25-44) is likely quite comparable through time. Just as with young men, those who are immigrants saw a similar deterioration in their labour market success.

leur revenu relatif du travail, il est tombé de 0,72 à 0,55. Chez les femmes, il a diminué de 1991 à 1996 et, chez les hommes, il évolue continuellement en baisse depuis le milieu des années 1980. Les changements de composition pourraient influer sur ces résultats, mais il paraît improbable qu'ils en donnent l'explication, car ce groupe (hommes et femmes de 25 à 44 ans ayant fait des études universitaires) demeure sans doute très comparable dans le temps. Les jeunes immigrants et les jeunes hommes en général ont vu se dégrader pareillement leurs résultats sur le marché du travail.





Technology and the More Educated

One would expect technological change to boost demand for more highly skilled workers, which should raise wages for this group. However, the data suggest that there was no marked increase in the return to education in the 1980s through to the mid-1990s, measured by either wages or employment rates (Beach and Slotzve, 1996). This is unlike the situation in the US where the wage premium for education has risen. One explanation is that the supply of skilled workers has kept pace with demand, relieving any pressure on wages (Murphy, Ridell and Romer, 1998).

The remaining trends in relative earnings and wages are not explained well by technological change. For example, while earnings inequality continues to rise among men, it has changed little among women (Picot 1998). Inequality arising from technological

La technologie et les plus instruits

On pourrait s'attendre à ce que l'évolution technologique stimule la demande de main-d'œuvre plus qualifiée, d'où un effet d'accroissement des salaires de ce groupe. Toutefois, les données dont nous disposons semblent indiquer que la rétribution de l'instruction n'a pas nettement augmenté du début des années 1980 au milieu des années 1990, qu'elle soit mesurée par les salaires ou les taux d'emploi (Beach et Slotzve, 1996). Ce n'est pas ce qui s'est passé aux États-Unis où la rétribution salariale de l'instruction est en hausse. L'explication en est que l'offre de main-d'œuvre qualifiée a suivi l'évolution de la demande, ce qui a atténué toute pression sur les salaires (Murphy, Ridell et Romer, 1998).

Le progrès technologique n'explique pas bien non plus les autres tendances des gains et des salaires relatifs. Ainsi, si l'inégalité du revenu du travail continue à s'accentuer chez les hommes, elle n'a guère évolué chez les femmes (Picot, 1998). Les inégalités suscitées par l'évolution technologique

change should affect both men and women. Furthermore, increases in demand for new technological skills should benefit young workers, who are more likely to have these skills, but it is this cohort that has seen wages fall the most. Changes in technology have clearly had an impact on labour market outcomes, but there are important phenomena that cannot be explained and are at times at odds with the belief that technology is the principal driving force. One alternate explanation that has received little attention in Canada is that institutional factors underlie changes in real wages. Fortin and Lemieux (1997) found that declining real minimum wages, falling unionization, and deregulation were important determinants of rising wage inequality in the US. Another is supplied by Beaudry and Green (1999) who argue that the increased educational attainment of the workplace has encouraged firms to alter their production methods to make use of these higher skills. In this scenario, it is the rising educational attainment of the workforce that is the principal cause of many of the changes in the relative wages.

CHANGES BETWEEN MEN AND WOMEN

The changing relative position of women and men is one of the most significant labour market phenomena of the 1990s. This occurred at a time of rising educational attainment of women, while men lagged

Figure 3

behind. For example, between 1976 and 1998 women in the labour force with a university degree were increasing at 7.6% per year versus 4.2% for men. The result is that the gap between the proportion men and women holding degrees disappeared by 1998. In fact, the educational advantage held by young men (over younger women and older men) in 1976 had been reversed by 1998.

Since human capital is a major determinant of labour market outcomes, it should not be too surprising that the relative earnings, employment and unemployment of women are also improving. However,

other factors are likely at play. As noted earlier, even after controlling for changes in education and age, employment and unemployment outcomes deteriorated for men but not for women, while earnings

devraient toucher autant les hommes que les femmes. Qui plus est, une demande croissante de nouvelles compétences technologiques devrait profiter aux jeunes travailleurs - qui sont plus susceptibles d'avoir acquis les compétences en question - et c'est justement dans cette cohorte que les salaires ont le plus diminué. Les variations d'ordre technologique ont manifestement influé sur les résultats du marché du travail, mais il reste d'importants phénomènes qui ne peuvent s'expliquer par là et qui parfois contredisent l'hypothèse du rôle primordial de la technologie. Une autre explication à laquelle on ne s'est guère attaché au Canada est que des facteurs institutionnels sont à l'origine de l'évolution des salaires réels. Fortin et Lemieux (1997) ont en effet découvert que la baisse du salaire minimum réel, le recul de la syndicalisation et la déréglementation sont autant d'importants déterminants de la montée des inégalités salariales aux États-Unis. Beaudry et Green (1999) avancent, pour leur part, une autre explication: l'augmentation du degré d'instruction au travail aurait encouragé les entreprises à modifier leurs méthodes de production pour tirer profit de ces habiletés supérieures. Selon ce scénario, le niveau d'instruction plus élevé de la main-d'oeuvre serait la principale cause de nombreux changements dans l'évolution des gains relatifs.

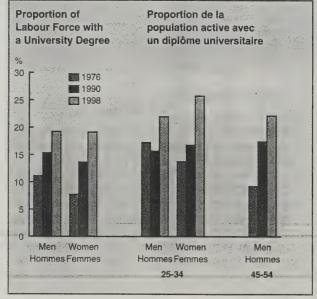
VARIATIONS ENTRE HOMMES ET FEMMES

L'évolution de la situation relative des femmes et des hommes compte parmi les phénomènes les plus marquants du marché du travail des années 1990. Comme toile de fond, il y a les progrès de la scolarisation des femmes avec un décalage

chez les hommes. Ainsi, de 1976 à 1998, les femmes actives avant un grade universitaire ont vu leur nombre s'accroître de 7.6 % par an contre 4.2 % chez les hommes. C'est ainsi que l'écart entre la proportion des hommes et des femmes titulaires d'un grade avait disparu en 1998. En fait, l'avantage de l'instruction dont jouissaient les jeunes hommes (sur les jeunes femmes et les hommes plus âgés) en 1976 s'était transformé en désavantage en 1998.

Comme le capital humain est un grand facteur déterminant des résultats du marché du travail, on ne devrait pas trop s'étonner que la situation relative des femmes-s'améliore aussi sur le plan du revenu du

travail, de l'emploi et du chômage. Il reste que d'autres facteurs entrent peut-être en jeu. Comme nous l'avons dit, même après prise en compte des variations d'instruction et d'âge, les résultats du marché du travail sur le plan de l'emploi et du



Étude spéciale

rose faster for women than men during the first half of the 1990s.

The Earnings Gap

While women continue to earn less than men, the gap has been narrowing. The weekly earnings of full-time working women rose 12% between 1989 and 1996, while they fell marginally for men. Controlling for age, education, full-time status and industry produces much the same results (Kapsalis, Morissette and Picot, 1999).

The growth in annual earnings of women has far outstripped that of men across the entire earnings distribution. Between 1986 and 1995 (comparable years in the business cycle), annual earnings rose 10.6 % for women and fell 1% for men. Except for women at the very bottom of the earnings distribution, earnings growth was consistently between 9% and 11%. Men's earnings fell across the entire earnings distribution, except for gains in the top two deciles.

There are numerous possible reasons for these phenomena. Women are moving into higher paid occupations and fields of study at an increasing rate. Using the longitudinal data from the National Graduates Survey, a recent study showed that the wage gap has been narrowing for men and women graduates; moreover, the higher the education level, the smaller the differential. For the latest cohort who graduated in 1990, the wage gap for doctoral graduates had disappeared, at least during the five years following graduation (Finnie and Wannell, 1999).

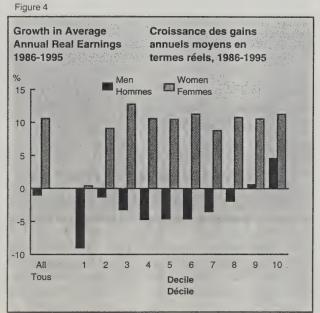
chômage se sont dégradés chez les hommes, mais non chez les femmes, alors que le revenu du travail progressait plus rapidement chez les secondes que chez les premiers dans la première moitié de la décennie 1990.

Écart de revenu du travail

Les femmes continuent de gagner moins que les hommes, mais l'écart est moindre. Les gains hebdomadaires des femmes qui travaillaient à plein temps se sont élevés de 12 % de 1989 à 1996 et ont un peu diminué chez les hommes. Après prise en compte de l'âge, de l'instruction, du travail à plein temps et de la branche d'activité, on obtient à peu près les mêmes résultats (Kapsalis, Morissette et Picot, 1999).

Le taux d'accroissement des gains annuels des femmes a de loin dépassé celui des hommes dans toutes les tranches de répartition du revenu du travail. De 1986 à 1995 (qui sont des années comparables de cycle économique), les gains annuels ont progressé de 10,6 % chez les femmes et régressé de 1 % chez les hommes. Sauf chez les femmes appartenant aux toutes dernières tranches de répartition de revenu du travail, les taux d'accroissement des gains ont invariablement oscillé entre 9 % et 11 %. Chez les hommes, les gains ont baissé dans toutes les tranches, abstraction faite des hausses relevées dans les deux déciles supérieurs.

Il y a de nombreuses raisons possibles à ces phénomènes. Les femmes accèdent de plus en plus à des professions et à des disciplines scolaires où la rémunération est supérieure. Une récente étude utilisant les données longitudinales de l'Enquête nationale auprès des diplômés démontre que l'écart salarial rétrécit entre les diplômés des deux sexes et que plus s'élève le degré d'instruction, plus l'écart diminue. Dans la dernière cohorte de diplômés qui ont obtenu leur diplôme en 1990, l'écart dans le cas des titulaires d'un doctorat a disparu, du moins pour les cinq ans suivant l'obtention du doctorat (Finnie et Wannell, 1999).



Employment and Unemployment

Earnings growth was mostly positive for women and negative for men in the 1990s. Is this reflected in employment and unemployment outcomes? We focus on prime aged workers (25 to 54 years old) as there may be special factors affecting younger workers (changing employment patterns among students) and older workers (increasing early retirements). The position of prime aged men deteriorated while that of

Emploi et chômage

La croissance du revenu du travail a été le plus souvent positive chez les femmes et négative chez les hommes dans les années 1990. Les résultats du marché du travail sur le plan de l'emploi et du chômage traduisent-ils ce phénomène? Nous nous attacherons aux travailleurs d'âge mûr (25 à 54 ans), car des facteurs particuliers pourraient jouer chez les travailleurs plus jeunes (évolution des tendances de l'emploi chez les jeunes aux études) ou plus âgés

Feature article

Étude spéciale

Labour Force Statistics - 25-54 Year Olds Only

Statistiques de la population active - actifs de 25 à 54 ans seulement

	Sculentent			
	1000 00	1996-98	% change	Difference
	1986-88 1996-9		variation en pourcentage	Différence
Labour Force Participation Rate – Taux d'activité				
All – Ensemble Men – Hommes Women – Femmes	82.9 93.8 72	83.9 91.1 76.8	1.2 -2.9 6.7	1 -2.7 4.8
Unemployment Rate – Taux de chômage	•			
AII – Ensemble Men – Hommes Women – Femmes	7.6 7.1 8.3	7.9 8 7.8	4 12.9 -5.8	0.3 0.9 0.5
Employment to Population - Rapport emploi-population				
All – Ensemble Men – Hommes Women – Femmes	76.6 87.2 66	77.3 83.9 70.7	0.9 -3.8 7.2	0.7 -3.3 4.8
			% change	Difference
	1984-86	1994-96	variation en pourcentage	Différence
Inflows to Unemployment* – Contribution au chômage* All – Ensemble	1.95	1.86	-4.4	-0.1
Men – Hommes Women – Femmes	1.73 2.25	1.83 1.89	6 -15.7	0.1
Duration of Unemployment (Months)* - Durée du chômage (mois)*				
All – Ensemble Men – Hommes Women – Femmes	4.1 4.4 3.7	4.2 4.3 4.1	2.6 -2.1 10.4	0.1 -0.1 0.4

women improved between 1986-88 and 1996-98 (periods roughly an equal number of years into recovery). Labour force participation fell 2.9% for men and rose 6.7% for women. The unemployment rate rose for men and fell for women, so that while unemployment was higher among women than men during the 1980s, this was reversed by the late 1990s. The employment/population ratio fell for men and rose for women. The one statistic which was negative for women was a 10% rise in unemployment duration, while it declined marginally for men. These changes were more than offset by increases in the incidence of unemployment among men and declines for women. (multiplication des cas de retraite anticipée). La situation s'est détériorée chez les hommes d'âge mûr et s'est améliorée chez les femmes de la même catégorie de 1986-1988 à 1996-1998 (périodes de reprise séparées des périodes de récession par un nombre à peu près égal d'années). Les taux d'activité ont régressé de 2,9 % chez les hommes et progressé de 6,7 % chez les femmes. Quant au taux de chômage, il a été en hausse chez les hommes et en baisse chez les femmes, si bien que, vers la fin des années 1990, il y avait moins de chômage chez les femmes que chez les hommes, contrairement à ce qui s'était passé dans la décennie 1980. Mentionnons en outre que le rapport emploipopulation a décru chez les hommes et s'est accru chez les femmes. Le seul indicateur qui a été négatif dans le cas des femmes a été une augmentation de 10 % de la durée des périodes de chômage, celles-ci ayant un peu diminué chez les hommes. Ces variations ont été plus que compensées par une hausse des fréquences de chômage chez les hommes et une baisse chez les femmes.

Earnings Inequality and Low-Income

Overall, earnings inequality among all employed individuals (men and women combined) changed little between the mid-1980s and mid-1990s, although it rose for men and was stable among women (Picot, 1988). However, inequality has risen for family market earnings, perhaps the more useful measure from a welfare perspective. Inequality in family earnings rose in part because of compositional changes, notably the increasing number of lone-parent families and the fact that men and women with similar earnings levels are marrying one another more (Zyblock, 1996).

The rate of low-incomes was higher in 1997 than in 1989 (13.3% vs. 10.0%). This represents a significant deviation from the 1980s, when rising government transfers to low-income families helped stop rates from rising.

These trends are even more striking among low-income families with children. Low income rates were stable through the 1980s as significant declines in employment earnings occurred simultaneously with two other changes: transfers rose and families adjusted their lifestyle to reduce low-income (through fewer children, having children later, more working wives, and higher education levels). For lowincome families with children. social transfers by the early 1990s accounted for two-thirds of family incomes and employment earnings just one-third, the reverse of the 1970s. By the mid-1990s, however, adjustments in family characteristics had ceased to put downward pressure on the low-income rate (i.e. the number

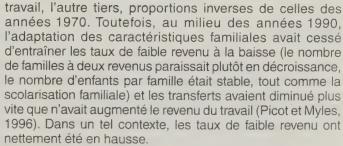
of two-earner families was if anything declining, the number of children per family was stable, as was educational attainment of families) and transfers fell faster than employment earnings rose (Picot and Myles 1996). In this environment, the low-income rate increased significantly.

Inégalité du revenu du travail et faible revenu

Dans l'ensemble, l'inégalité du revenu du travail n'a guère évolué dans l'ensemble de la population occupée (deux sexes confondus) du milieu de la décennie 1980 au milieu de la décennie 1990. Elle a augmenté chez les hommes, tout en étant stable chez les femmes (Picot, 1988). On a toutefois observé une montée des inégalités du revenu familial, lequel est peut-être l'indicateur le plus utile du point de vue du bienêtre social. Elles se trouvent en hausse en partie à cause de changements de composition, et notamment du nombre croissant de familles monoparentales et du fait que les hommes et les femmes d'une même tranche de revenu du travail ont plus tendance à se marier (Zyblock, 1996).

Le taux de faible revenu s'est accru de 1989 à 1997 (de 0,100 à 0,133). Cette évolution tranche nettement sur celle des années 1980 où l'augmentation des transferts publics aux familles à faible revenu a aidé à empêcher ce taux de monter.

Ces tendances sont encore plus frappantes dans le cas des familles à faible revenu avec enfants. Les taux de faible revenu ont été stables tout au long des années 1980, une contraction appréciable du revenu du travail ayant accompagné deux autres éléments d'évolution, en l'occurrence une augmentation des transferts et une adaptation du mode de vie des familles (celles- ci faisant moins d'enfants et plus tard, les femmes travaillant en plus grand nombre et l'instruction faisant des progrès) à un faible revenu en rétrécissement. Pour les familles à faible revenu avec enfants, les transferts sociaux. au début des années 1990. constituaient les deux tiers du revenu familial et le revenu du



Summary

One of the most striking outcomes of the 1990s labour market was an improvement for women and a deterioration for men, particularly the young. It is likely that the improvement in the education level of women is associated with these results. But there are other possible factors about which little is known. While earnings inequality for individual workers increased little between the mid-1980s and mid-1990s, the inequality of family market earnings rose. The low-income rate increased even as economic recovery progressed between 1993 and 1996. This trend was particularly strong among children, a significant deviation from the 1980s.

Despite the shift to a knowledge based economy, it has been known for some time that there has not been an increase in the wage premium for the more highly educated in Canada, unlike the US. Research suggests this is due to the rapid increase in our relative supply of the highly educated.

Youth earnings have fallen, particularly among men, potentially signalling a permanent downward shift in the age-earnings profile of recent cohorts of new labour force entrants. This may have been reversed with the improvements in the labour market since 1998, but it is too early to tell. But young men are not the only group of new labour force entrants to face this deterioration in earnings. Recent immigrants faced a similar situation, particularly men. The cause of this deterioration for recent entrants is not well understood. While technological change may play a significant role in some of the changing distributional outcomes, research is increasingly questioning whether this is the driving force. Supply side shifts have been dramatic, particularly the loss of the educational advantage that young men used to hold over both young women and older workers.

References

Beach, C. M., and Slotsve, G. A. (1996). Are We Becoming Two Societies? C.D. Howe Institute, Toronto.

Beaudry, P. and Green, D. (1996). "Cohort Patterns in Canadian Earnings and the Skill Biased Technical Change Hypothesis". Discussion Paper No. 97-03, Dept. of Economics, University of British Columbia.

Finnie, R., and Wannell, T. (1999). "The Evolution of the Gender Earnings Gap Amongst Canadian University Graduates". Business and Labour Market Analysis, Statistics Canada, unpublished manuscript.

Résumé

Un des résultats les plus frappants du marché du travail des années 1990 a été le double phénomène d'une amélioration dans le cas des femmes et d'une détérioration dans celui des hommes, notamment chez les jeunes. Il est probable que les progrès de l'instruction des femmes jouent dans ces résultats, mais avec d'autres facteurs possibles que nous connaissons peu. L'inégalité du revenu individuel du travail n'a guère augmenté du milieu de la décennie 1980 au milieu de la décennie 1990, mais l'inégalité correspondante du revenu familial s'est accentuée. On constate que le taux de faible revenu a évolué en hausse alors même que la reprise économique se développait de 1993 à 1996. Cette tendance était particulièrement marquée chez les enfants, ce qui tranche nettement sur la situation des années 1980.

Malgré le passage à une économie du savoir, on sait depuis quelque temps que, contrairement à ce qui s'est passé aux États-Unis, la rétribution salariale ne s'est pas améliorée chez les plus instruits au Canada. Les chercheurs expliquent ce phénomène par l'augmentation rapide de l'offre relative de main-d'œuvre très instruite.

Le revenu du travail a décru chez les jeunes, notamment de sexe masculin, ce qui est peut-être l'indice d'une évolution permanente à la baisse du profil âge-revenu du travail des cohortes récentes de nouveaux actifs. Ce phénomène pourrait s'être renversé avec l'amélioration du marché du travail depuis 1998, mais il est trop tôt pour le savoir. Les jeunes hommes ne sont toutefois pas le seul groupe de nouveaux actifs à faire face à une dégradation de leur revenu du travail, puisque les immigrants récents ont connu les mêmes difficultés, plus particulièrement les hommes. On ne saisit pas encore bien la cause de ce recul des actifs récents. L'évolution technologique pourrait avoir grandement joué dans certains de ces éléments d'évolution des résultats du marché du travail sur le plan de la répartition, mais les chercheurs se demandent de plus en plus si c'est véritablement là le moteur du phénomène. Les variations du côté de l'offre de main-d'œuvre ont été considérables, surtout la perte par les jeunes hommes de l'avantage de l'instruction par rapport tant aux jeunes femmes qu'aux travailleurs plus âgés.

Bibliographie

Beach, C. M., et Slotsve, G. A. (1996). Are We Becoming Two Societies? C.D. Howe Institute, Toronto.

Beaudry, P. et Green, D. (1996). "Cohort Patterns in Canadian Earnings and the Skill Biased Technical Change Hypothesis". Discussion Paper No. 97-03, Dept. of Economics, University of British Columbia.

Finnie, R., et Wannell, T. (1999). "The Evolution of the Gender Earnings Gap Amongst Canadian University Graduates". Business and Labour Market Analysis, Statistics Canada, document non-publié.

Feature article

Étude spéciale

Fortin, N. M. and Lemieux, T. (1997). "Institutional Changes and Rising Wage Inequality: Is There a Linkage?" *Journal of Economic Perspectives* 11(2), pp. 75-96.

Juhn, C., Murphy, K. M. and Pierce, B. (1993). "Wage Inequality and the Rise in Returns to Skill", *Journal of Political Economy* 101 (3), pp.410-442.

Kapsalis, C., Morissette, R. and Picot, G. (1999). "The Return to Education and the Increasing Wage Gap Between Young and Older Workers". Analytical Studies Branch Research Paper Series No.131, Statistics Canada.

Picot, G. (1998). "What is Happening to Earnings Inequality in the 1990s". Canadian Economic Observer, 11 (9), Statistics Canada catalogue No.11-010-XPB.

Picot, G. and Myles, J. (1996). "Low-Income Among Children". Canadian Public Policy, XXII (3), pp. 244-267.

Zyblock, M. (1997). "Why is Family Market Inequality Increasing in Canada?" Human Resources Development Canada, Applied Research Branch Working Paper W-96-11E.

Fortin, N. M. et Lemieux, T. (1997). "Institutional Changes and Rising Wage Inequality: Is There a Linkage?" *Journal of Economic Perspectives* 11(2), pp. 75-96.

Juhn, C., Murphy, K. M. et Pierce, B. (1993). "Wage Inequality and the Rise in Returns to Skill", *Journal of Political Economy* 101 (3), pp.410-442.

Kapsalis, C., Morissette, R. et Picot, G. (1999). "L'incidence de la scolarité et l'écart salarial grandissant entre les jeunes travailleurs et les travailleurs âgés". Cahier de recherche No.131 de la Direction des études analytiques, Statistique Canada.

Picot, G. (1998). "Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 1990". Observateur économique canadien, 11 (9). Statistique Canada No.11-010-XPB au catalogue.

Picot, G. et Myles, J. (1996). "Low-Income Among Children". Canadian Public Policy, XXII (3), pp. 244-267.

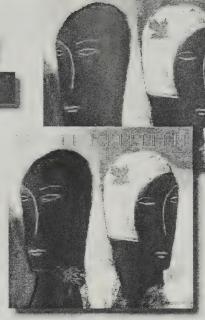
Zyblock, M. (1997). "Why is Family Market Inequality Increasing in Canada?" Human Resources Development Canada, Applied Research Branch Working Paper W-96-11E.

Canada A Portrait

The Perfect Gift for Your Family, Friends, Colleagues and Clients

A Celebration of Canada

In this era of electronic communication, we appreciate more than ever the lasting beauty of a well-designed hardcover book. Treat yourself and others to *Canada A Portrait*, a panoramic view of our society and landscape.



Un portrait du Canada

Le cadeau idéal pour votre famille, vos amis, vos collègues et vos clients

Une célébration du Canada

À une époque où les communications se font davantage par voie électronique, nous apprécions plus que jamais la beauté durable d'un livre relié de conception soignée. Offrezvous et offrez à d'autres un exemplaire du livre Un portrait du Canada, qui présente une vue panoramique de notre société et de notre territoire.

Canada A Portrait profiles our country as we head into the new century

In 204 pages, The Land, The People, The Society, Arts and Leisure, The Economy, and Canada in the World are all masterfully and permanently captured with engrossing narrative and more than 100 illustrations. Each chapter is prefaced by a very personal contribution from one of our most talented and respected citizens:

Susan Aglukark, Pierre Berton, Richard Lipsey, Monique Mercure, Oscar Peterson and David Suzuki.

Since publication of the first edition in 1927, *Canada A Portrait* has been praised for its excellence. This 56th edition builds on this Statistics Canada tradition, offering booklovers a true celebration of Canada.

Connect with Canada at the close of a century. Celebrate the beginning of a millennium.

Order your copies today!

Canada A Portrait (cat. no. 11-403-XPE00001) costs \$42.95 plus shipping, handling and applicable taxes.

CALL toll-free 1 800 267-6677 FAX toll-free 1 877 287-4369

E-MAIL to order@statcan.ca

WRITE to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada

CONTACT your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

Visit the Statistics Canada Web site at WWW.StatCan.Ca

Un portrait du Canada dresse un profil de notre pays à l'aube du 21° siècle

En 204 pages, cet ouvrage dépeint de façon captivante et de main de maître *Le territoire, La population, La société, Les arts et les loisirs, L'économie* et *Le Canada dans le monde*, des thèmes que plus de 100 illustrations viennent figer dans le temps. Chaque chapitre est précédé d'une préface, une contribution personnelle d'un de nos plus éminents et talentueux citoyens: Susan Aglukark, Pierre Berton, Richard Lipsey, Monique Mercure, Oscar Peterson et David Suzuki.

La publication *Un portrait du Canada* est reconnue pour son excellence depuis la parution de la première édition en 1927. Cette 56° édition, qui s'inscrit dans cette tradition, offre aux amateurs de livres une célébration du Canada unique en son genre.

Avec cette publication, vous serez branché sur le Canada en cette fin de siècle. Quoi de mieux pour célébrer le début d'un nouveau millénaire?

Commandez vos exemplaires dès aujourd'hui!

La publication *Un portrait du Canada* (n° 11-403-XPF00001 au catalogue) coûte 42,95 \$, frais de port et de manutention et taxes en vigueur en sus.

APPELEZ sans frais 1 800 267-6677

TÉLÉCOPIEZ sans frais 1 877 287-4369

ENVOYEZ UN COURRIEL à order@statcan.ca

ÉCRIVEZ à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A OT6, Canada

COMMUNIQUEZ avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près dont la liste figure dans la présente publication.

Visitez le site Web de Statistique Canada à WWW.Statcan.ca

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- 2. Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- 2. Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Globalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR: Des fonds de placement en croissance.
- Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- 2. Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- 1. Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

- 1. RRSP withdrawals revisited.
- 2. REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

- 1. Le point sur les retraits d'un REER.
- 2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Epargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

ok 1999 Oth Chide from Coast to Coast!

oreguide d'un océan à l'autre,

HE CANADIAN REFERENCE THAT ANSWERS YOUR QUESTIONS ABOUT CANADA. AND EVEN THOSE YOU NEVER THOUGHT: TO ASK, IS NOW AVAILABLE AS A CAPTIVATING BOOK, AS A USER-FRIENDLY CD-ROM AND AS A PRACTICAL COMBINATION PACKAGE. CONVENIENT AT WORK, SCHOOL AND HOME. CANADA YEAR **BOOK 1999 BOTH** DISPLAYS AND ANALYZES THE COMPLEXITIES OF LIVING AND WORKING IN CANADA TODAY.

Time and time again, you will turn to Canada Year Book 1999 for penetrating articles, accurate statistics, clear tables, informative graphs and exquisite photographs spotlighting key trends and changes in our social, political and economic lives.

Choose Canada Year Book 1999 or Canada Year Book 1999 on CD-ROM as your reference companion. You can order the book (cat. no. 11-402-XPE99001) for \$54.95, the CD-ROM (cat. no. 11-402-XCB99001) for \$74.95, OR the Book/CD-ROM Combination Package (cat. no. 10-3005XKE99001) available at the special price of \$123.41. (Prices exclude shipping and handling as well as applicable taxes.)

To order, call toll-free 1 800 267-6677, fax toll-free 1 877 287-4369 or write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, KIA 0T6, Canada. You may also e-mail your order to: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

OUTIL DE RÉFÉRENCE CANADIEN QUI RÉPOND À TOUTES VOS QUESTIONS. MÊME À CELLES QUE VOUS N'AVEZ PAS ENCORE POSÉES, EST PRÉSENTÉ EN UN LIVRE CAPTIVANT. UN CD-ROM CONVIVIAL ET UN ENSEMBLE LIVRE ET CD-ROM PRATIQUE, UTILE AU TRAVAIL, Ã L'ÉCOLE ET À LA MAISON, L'ANNUAIRE DIL CANADA 1999 DÉPEINT ET ANALYSE LES COMPLEXITÉS DE LA VIE ET DU TRAVAIL D'AUJOURD'HUI AU CANADA.

Vous consulterez l'Annuaire du Canada 1999 encore et encore pour obtenir des articles percutants, des statistiques précises, des tableaux clairs, des graphiques informatifs et des photographies exceptionnelles qui mettent en évidence les tendances et les changements importants survenus aux plans social, politique et économique.

Choisissez l'Annuaire du Canada 1999 ou l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM comme compagnon de référence. Vous pouvez commander le livre (nº 11-402-XPF99001 au catalogue) au prix de 54,95 \$, le CD-ROM (nº 11-402-XCB99001 au catalogue) au prix de 74,95 \$ ou l'ensemble livre et CD-ROM (nº 10-3005XKF99001 au catalogue) au prix réduit de 123,41 \$. (Les frais de port et de manutention ainsi que les taxes ne sont pas compris dans les prix indiqués.)

Pour commander, téléphonez sans frais au 1 800 267-6677, télécopiez sans frais au 1 877 287-4369 ou écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi faire parvenir votre commande par courriel à order@statcan.ca ou communiquer avec le Centre de consultation de Statistique Canada de votre région (la liste des centres figure dans la présente publication).



Visit our Web site: www.statcan.ca and try out a FREE DEMO of CYB99 on CD-ROM or download the FREE CYB99 Teacher's Kift

Visitez notre site Web : www.statcan.ca et essayez notre DÉMONSTRATEUR GRATUIT de l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM ou téléchargez notre Trousse de l'enseignant pour L'Annuaire du Canada GRATUITEI



ociety is changing rapidly. It's a constant challenge for you to stay informed about the important social issues and trends affecting us all. Canadian Social Trends helps you meet that challenge successfully by bringing you dynamic and invaluable social analysis in a clear, concise and highly readable format.

Each issue of this popular Statistics Canada quarterly brings key elements of Canadian life into the spotlight — labour markets, immigration, evolving family structure, standard of living. The easy-to-read articles draw from a wide range of demographic, social and economic data sources. Tables and charts highlight key points. A Social Indicators table tracks change.

Social science professionals, researchers, business and policy analysts, educators, students and the general public rely on *Canadian Social Trends*. Subscribing today will help you keep abreast of change, evaluate social conditions, plan programs or services, and much more!

Visit the "In-Depth" section of our Web site at www.statcan.ca to view some recent articles.

Subscribe today! You won't want to miss a single issue!

Only \$36 (plus sither GST and applicable PST or HST) annually in Canada and US\$36 outside Canada! To order Canadian Social Trands (Cat. No. 11-008-XPE), write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A OT6, Canada, or contact the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. If more convenient, fax your order to 1877 887-4369, call 1800 267-6677 or send an e-mail to order@statcan.ca. Subscribe on our Web site to the downloadable version of Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XIE) for only \$27 in Canada, US\$27 outside Canada. URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub.cgi

a société évolue rapidement. Et vous devez constamment chercher à demeurer au fait des questions et des tendances sociales importantes qui touchent chacun de nous. **Tendances sociales canadiennes** vous aide à relever ce défi avec succès en vous présentant une analyse sociale à la fois dynamique et d'une valeur inestimable dans un texte clair, concis et fort compréhensible.

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que : marchés du travail, immigration, structure familiale en évolution, niveau de vie. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données démographiques, sociales et économiques. Des tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services, et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à **www.statcan.ca** pour consulter certains des articles publiés récemment.

Abennez-vous aujourd'hui! Vous ne saurez vous passer d'un seul numéro!

Seulement 36 \$ par année (plus, soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH) au Canada et 36 \$US à l'extérieur du Canada! Pour commander Tendances sociales canadiannes (n° 11-008-XPF au cat.), écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), KlA OT6, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication). Vous pouvez passer votre commande par télécopieur au 1877 287-4369, par téléphone au 1800 267-6677 ou par courriel à : order@statcan.ca. Abonnez-vous sur notre site Web à la version téléchargeable (n° 11-008-XIF au ost.) pour seulement 27 \$ par année au Canada, 27 \$US à l'extérieur du Canada. URL: www.statcan.ca/cgl-bin/downpub/fespub f.cgl

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CEO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive **CEO** 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- b developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — The Statistical Summary:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts answers to your questions related to either data or feature articles contained in CEO are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely. Subscribe to the *Canadian Economic Observer* (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227 in Canada (plus either-GST and applicable PST or HST) and US\$227 in other countries. CALL TOLL-FREE 1 800 267-6677 or FAX 1 877 287-4369. You can also MAIL your order to: Statistics Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A 0T6 Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans L'Observateur économique canadien et profitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé – tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de L'OÉC.

La première partie est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- le un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La **deuxième partie** est une publication d'accompagnement distincte intitulée *Aperçu statistique* :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- b des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- ▶ En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

Vous verrez qu'un investissement dans les données, ça rapporte gros.

Abonnez-vous à *L'Observateur économique canadien* (n° 11-010-XPB au catalogue)

AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$ au Canada (plus <u>soit</u> la TPS et la TVP applicable, <u>soit</u> la TVH) et 227 \$US dans les autres pays. **APPELEZ SANS FRAIS** au 1 800 267-6677. Vous pouvez également **TÉLÉCOPIER** votre commande au 1 877 287-4369 ou la **POSTER** à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index_f.htm





Catalogue no. 11-010-XPB

CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

Nº 11-010-XPB au catalogue

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

- Advanced technology use in manufacturing
- Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication



Do You Suffer from Information Overload?

The amount of information available to people whose jobs depend on educated decision-making has exploded.

We Have a Cure!

Every Friday, Statistics Canada releases Infomat, our highly informative review that sums up our major socio-economic reports, surveys and product releases. In only 10 pages, Infomat presents key information in short articles with easy-to-read charts and tables about:

- trade
- transportation
- consumer prices
- GDP
- travel and tourism
- manufacturing
- · retailing and wholesaling
- employment
- finance

- · and much more

Invest just 10 minutes and less than \$3 a week with Infomat

Infomat gives you the straight facts—sometimes surprising, always precise and up-to-date—and all for less than \$3 a week when you subscribe! In about 10 minutes, you can gain a precise understanding of the latest social and economic developments in Canada.

Infomat is available every week on the Statistics Canada Web site (Catalogue No. 11-002-XIE) and in paper (Catalogue No. 11-002-XPE). Download it yourself every Friday, or have us send it to you-the choice is yours!

Unzip Infomat on line! The Internet version is available for \$109 per year (plus taxes) at ww.statcan.ca/cgi-bin/downpub/subscribe.cgi?catno=11-002-XIE



2-year subscription or 30% on a 3-year subscription There are 5 easy ways to order the print version of Infomat (\$145 per year, plus taxes):

CALL: MAIL:

1 800 267-6677 or (613) 951-7277 1 877 287-4369 or (613) 951-1584

Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management,

120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada

F-MAIL: CONTACT: order@statcan.ca your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre at 1 800 263-1136

Federal Government Departments and Agencies must include their IS Organization Code and IS Reference Code with all orders

Bypass information overload with Infomat! Subscribe today. Visit our Web site: www.statcan.ca



Vous souffrez d'infobésité?

Aujourd'hui, la quantité d'information offerte aux personnes qui doivent prendre des décisions éclairées dans leur travail est tout simplement phénoménale.

Nous avons l'antidote!

Le vendredi, Statistique Canada publie Infomat, notre bulletin hautement informatif où sont résumés nos principaux

rapports, enquêtes et produits de données socioéconomiques. En 10 pages seulement, Infomat présente de l'information clé dans de courts articles comportant des graphiques et des tableaux faciles à consulter sur :

- le commerce
- le commerce de gros et de détail
- les prix à la consommation
- les voyages et le tourisme
- la fabrication
- le transport
- l'emploi
- la finance
- et plus encore

Investissez 10 minutes de votre temps et moins de 3 \$ par semaine avec Infomat

Infomat vous donne les faits tels quels, parfois étonnants, mais toujours précis et à jour - à raison de moins de 3 \$ par semaine pour un abonnement. En une dizaine de minutes seulement, vous serez en mesure de bien comprendre les changements sociaux et économiques du Canada.

Infomat est accessible chaque semaine sur le site Web de Statistique Canada (n° 11-002-XIF au catalogue) et en version imprimée (n° 11-002-XPF au catalogue). Téléchargez-le vous-même chaque vendredi ou demandez-nous de vous l'expédier. À vous de choisir!

Infomat en direct! Procurez-vous la version Internet pour 109 \$ par année (plus taxes) à www.statcan.ca/egi-bin/downpub/subscribe.cgi/;f_?catno=11-002-XIF

Voici cinq moyens faciles de commander la version imprimée d'Infomat (145 \$ par année, plus taxes) : TÉLÉCOPIEUR :

COURRIER:

20 % sur un

et 30 % sur un

abonnement de deux ans

abonnement de trois ans

1 800 267-6677 ou (613) 951-7277 1 877 287-4369 ou (613) 951-1584 Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation

120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario),

K1A 0T6, Canada COURRIEL: order@statcan.ca COMMUNIQUEZ:

avec le centre de consultation de Statistique Canada situé dans votre région au 1 800 263-1136

Les ministères et organismes fédéraux doivent fournir leur code d'organisme RI et leur code de référence RI avec chaque c

Remédiez à l'infobésité avec Infomat! Abonnez-vous dès aujourd'hui. Visitez notre site Web : www.statcan.ca

CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

March 2000

For more information on the CEO contact:

Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario

K1A 0T6

Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca

You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Mars 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture,

24-K Édifice Coats,

Statistique Canada, Ottawa, Ontario

K1A 0T6

Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: oec@statcan.ca

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

March 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 3 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2000 N° 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n° 3 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Data in many forms

Statistics Canada disseminates data in a variety of forms. In addition to publications, both standard and special tabulations are offered. Data are available on the Internet, compact disc, diskette, computer printouts, microfiche and microfilm, and magnetic tape. Maps and other geographic reference materials are available for some types of data. Direct online access to aggregated information is possible through CANSIM, Statistics Canada's machine-readable database and retrieval system.

How to obtain more information

Inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634) or to the Statistics Canada Regional Reference Centre in:

Halifax Montréal	(902) 426-5331 (514) 283-5725	Regina Edmonton	(306) 780-5405 (780) 495-3027
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipea	(204) 983-4020		

You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca

Toll-free access is provided for all users who reside outside the local dialing area of any of the Regional Reference Centres.

National enquiries line National telecommunications device for the hearing	1 800 263-1136
impaired Order-only line (Canada and	1 800 363-7629
United States) Fax order line (Canada and	1 800 267-6677
United States)	1 877 287-4369

Ordering/Subscription information

All prices exclude sales tax

Catalogue no. 11-010-XPB, is published (periodicity) as a standard paper product. The prices for delivery in Canada are \$23.00 per issue and \$227.00 for a one year subscription. Outside Canada the cost are US \$23.00 per issue and US \$227.00 for a one year subscription.

Please order by mail, at Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6; by phone, at (613) 951-7277 or 1 800 700-1033; by fax, at (613) 951-1584 or 1 800 889-9734; or by Internet, at order@statcan.ca. For changes of address, please provide both old and new addresses. Statistics Canada products may also be purchased from authorized agents, bookstores and local Statistics Canada offices.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre.

Des données sous plusieurs formes

Statistique Canada diffuse les données sous formes diverses. Outre les publications, des totalisations habituelles et spéciales sont offertes. Les données sont disponibles sur Internet, disque compact, disquette, imprimé d'ordinateur, microfiche et microfilm, et bande magnétique. Des cartes et d'autres documents de référence géographiques sont disponibles pour certaines sortes de données. L'accès direct à des données agrégées est possible par le truchement de CANSIM, la base de données ordinolingue et le système d'extraction de Statistique Canada.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627) ou à l'un des centres de consultation régionaux de Statistique Canada :

Halifax	(902) 426-5331	Regina	(306) 780-5405
Montréal	(514) 283-5725	Edmonton	(780) 495-3027
	\ /		'
Ottawa	(613) 951-8116	Calgary	(403) 292-6717
Toronto	(416) 973-6586	Vancouver	(604) 666-3691
Winnipeg	(204) 983-4020		

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca

Un service d'appel interurbain sans frais est offert à tous les utilisateurs qui habitent à l'extérieur des zones de communication locale des centres de consultation régionaux.

Service national de renseignements Service national d'appareils de	1 800 263-1136
télécommunications pour les	
malentendants	1 800 363-7629
Numéro pour commander seulement	
(Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
Numéro pour commander par	
télécopieur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Les prix ne comprennent pas les taxes de vente

Le produit nº 11-010-XPB au catalogue paraît (périodicité) en version imprimée standard. Au Canada, un numéro coûte 23 \$ et un abonnement d'un an coûte 227 \$. À l'extérieur du Canada un numéro coûte 23 \$US et un abonnement d'un an coûte 227 \$US.

Veuillez commander par la poste, en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6; par téléphone, en composant le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033; par télécopieur, en composant le (613) 951-1584 ou le 1 800 889-9734; ou par Internet, en vous rendant à order @ statcan.ca. Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresses. On peut aussi se procurer les produits de Statistique Canada auprès des agents autorisés, dans les librairies et dans les bureaux régionaux de Statistique Canada.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

The economy continued to grow at full throttle late in 1999, led by business investment and pre-millenium stockpiling. While spending slowed early in the new year, buoyant job gains attest to continued underlying strength despite rising oil prices and interest rates.

L'économie a continué de croître à plein régime à la fin de 1999, entraînée par l'investissement des entreprises et la constitution de stocks en prévision du passage à l'an 2000. Les dépenses ont ralenti au début de la nouvelle année, mais les gains soutenus de l'emploi témoignent de la force sous-jacente de l'économie malgré la hausse des prix du pétrole et des taux d'intérêts.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Federal budget cuts taxes; interest rates rise throughout the G7 nations.

Coupures d'impôt dans le budget fédéral; hausse des taux d'intérêt parmi tous les pays du G7.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"Advance technology use in manufacturing during the 1990's"

« Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication »

This article looks at which types of technology were most in demand, and whether their use differed by plant size or country of control. Cet article examine les genres de technologies qui ont été le plus en demande et la mesure dans laquelle leur utilisation varie selon la taille de l'établissement et le pays de contrôle.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

Notes Notes

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on March 10, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, Y. Fortin,

J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 10 mars 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy Composition et production: Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, Y. Fortin, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary	Table	- Ke	ey Indicato	rs
---------	-------	------	-------------	----

Tableau sommaire - Indicateurs principaux

Year and month	pe	nployment, rcent ange	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois	vai	nploi, riation en urcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100031	J12001	P119500	I 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	5.37 4.31	138 150	0.9 1.7	2.88 4.05	3.57 4.00	6.93 11.90	9.25 7.67
1998	F M A M J A S O N D	0.46 0.23 0.30 0.11 0.05 0.32 0.26 0.45 0.17 0.35 0.05	8.6 8.4 8.3 8.3 8.3 8.2 8.1 8.0 8.0	0.40 0.25 0.44 0.59 0.44 0.24 0.10 0.05 0.14 0.10 0.34	145 156 146 138 129 123 138 134 140 129	0.1 0.0 -0.1 0.2 0.1 0.1 0.0 -0.1 0.4 0.1 -0.1	0.78 0.33 -0.06 -0.05 -0.01 -0.30 0.92 0.09 0.36 0.46 0.46	1.17 0.36 1.33 -0.45 -1.56 1.69 0.01 0.38 -0.89 0.95 -0.06	3.11 -0.78 1.71 -0.75 -2.45 1.32 6.58 0.24 2.63 -0.26 -0.41	1.68 -1.76 3.35 -0.55 -2.07 -1.34 6.51 0.84 3.34 -0.52 0.61
1999	J F M A M J A S O N D	0.48 0.04 0.05 0.33 0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.43 0.52 0.62 0.61 0.47 0.33 0.19 0.37 0.42 0.32 0.32 0.50	144 145 151 145 145 152 147 153 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.45 0.33 0.33 0.25 0.25 0.35 0.58 0.52 0.22 0.12 0.74	2.06 -0.23 0.47 -0.87 0.45 0.52 0.96 0.81 0.00 -0.90 0.75 1.62	2.01 -0.70 0.75 -0.24 1.14 1.76 2.70 3.50 -2.31 0.62 1.68 1.42	-2.66 1.06 0.11 0.26 0.53 0.87 0.59 2.59 0.63 1.81 -0.32
2000	J F	0.30 0.24	6.8 6.8		150 168	-0.2				

OVERVIEW

Real GDP growth remained just above 1% in the fourth quarter, led by a surge in business investment and stock-piling by firms. Export demand also remained robust, swinging the current account back into a surplus, while consumer outlays grew steadily. The recent strength in full-time jobs was reflected in another solid advance in disposable incomes.

VUE GÉNÉRALE

Le taux de croissance du PIB réel est demeuré d'un peu plus de 1 % au quatrième trimestre grâce à une montée en flèche des investissements et à une accumulation des stocks dans les entreprises. La demande à l'exportation est également restée vigoureuse, ramenant le compte courant à un excédent, alors que les consommateurs ne cessaient de multiplier leurs dépenses. La fermeté récente de l'emploi à plein temps s'est traduite par une nouvelle progression solide du revenu disponible.

^{*} Based on data available on March 10; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

^{*} Basée sur les données disponibles le 10 mars; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

The economy ended the decade running at a full gallop in December, augmented by pre-millenium buying and warm weather. The passing of these transitory factors may trim spending growth early in the new year (auto sales and housing starts sagged in January), but steady gains in employment in January and February attest to the underlying strength of the economy, despite another hike to oil prices and interest rates

Business firms plan to trim capital spending by 1% this year. While this may first reflect the normal caution about planning in an uncertain environment (at this time last year, firms planned an even larger cut in investment), much of this year's weakness appears rooted in the simple fact that several large projects are at or near their completion. This is particularly true for the non-conventional oil and gas, smelting, pipeline

and auto industries. As well, several years of overhauling computer networks have been completed, notably in the financial, air transport and utilities sectors, which all project outlays for machinery and equipment to fall at a double-digit pace. Conversely, the red-hot growth of the telecommunications sector was not enough to offset these declines, as this sector is not capital-intensive. Instead, the mining industry is the major source of growth in investment plans, notably in Alberta's oilpatch after sharp losses the year before. This increase contributed all of the 3% projected

growth in non-residential construction. The public sector should provide some offset to the slack in business outlays, with capital budgets up 4%, on top of the last year's large investment in health care.

L'économie a terminé la décennie au galop en décembre. L'activité économique s'est trouvée amplifiée par les achats en prévision du passage au nouveau millénaire et par le temps clément. Avec la disparition de ces phénomènes passagers, la croissance des dépenses pourrait diminuer au début de la nouvelle année (les ventes d'automobiles et les mises en chantier se sont en effet affaissées en janvier), mais la croissance soutenue de l'emploi en janvier et en février témoigne de la vigueur foncière de l'économie, en dépit d'une nouvelle hausse des prix du pétrole et des taux d'intérêt.

Les entreprises prévoient réduire de 1 % leurs dépenses en immobilisations cette année. On pourrait d'abord y voir un effet de la prudence avec laquelle on planifie d'ordinaire dans un climat d'incertitude (à pareille époque l'an dernier, les entreprises envisageaient de comprimer encore plus leurs investissements), mais la faiblesse constatée cette année paraît tenir en majeure partie au simple fait qu'un certain nombre de grands projets sont finis ou sur le point de

s'achever. C'est tout particulièrement ce qu'on peut observer dans l'industrie de production du pétrole et du gaz « non classiques », ainsi que dans les industries de la fonte et de l'affinage. des pipelines et de l'automobile. Ajoutons qu'on se trouve désormais au terme de plusieurs années de révision des réseaux informatiques, notamment dans les secteurs des finances, du transport aérien et des services publics, qui tous prévoient des taux de décroissance à deux chiffres de leurs dépenses en machines et en matériel. La croissance effrénée des investissements dans le secteur des

tétécommunications n'a pas suffi à compenser ces baisses, ce secteur n'étant pas à intensité capitalistique. L'industrie minière est la grande source de croissance des projets d'immobilisations, en particulier dans le secteur pétrolier albertain qui, l'an dernier, avait marqué un très net recul sur ce plan. La hausse prévue est responsable de tous les 3 % de croissance attendus de la construction non résidentielle. Le secteur public devrait suppléer quelque peu la faiblesse des dépenses des entreprises avec un relèvement de 4 % des budgets d'immobilisations après les abondants investissements de l'an dernier en services de santé.

Business Investissement des entreprises Annual percent change Variation annuelle en pourcentage 25 20 15 10 1990 1992 1994 1996 1998 2000

Labour market

Employment continued to grow with a 0.2% gain in February adding to the advances made in the previous five months. Full-time positions and private sector payrolls again accounted for most of the improvement. The population continued to be drawn into the labour force by expanding job opportunities. As a result, the participation rate rose to 65.8%, equalling its seven-year high. This left the unemployment rate stable at 6.8%.

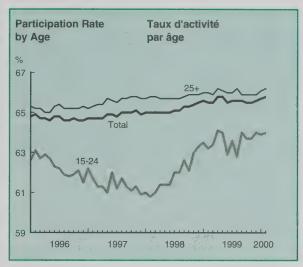
Marché du travail

L'emploi a encore progressé de 0,2 % en février, ajoutant à ses gains des cinq derniers mois. Cette croissance tient encore en majeure partie à l'emploi à plein temps et à l'emploi dans le secteur privé. Les Canadiens ont à nouveau été attirés sur le marché du travail par une amélioration des perspectives d'emploi. Le taux d'activité a ainsi monté à 65,8 %, soit à son sommet en sept ans. Le taux de chômage est resté fixé à 6,8 %.

Services led the gains in employment, as goods retreated from their recent advances. Trade contributed most of the expansion in services, followed by other consumer-related services. Goods were hampered by a rare setback in manufacturing, only its second reversal in the past two years.

Another rarity compared to recent trends was that BC led the nation in job growth. After virtually no growth during the first 10 months of 1999, jobs in BC

have accelerated steadily over the last four months to a 0.7% gain in February. These increases have shaved a full point off the unemployment rate to 7.0%. Rising energy prices fuelled a pick up in Alberta which pushed unemployment below 5% for the first time since 1981.



Les services ont mené ce mouvement ascendant, car les biens ont perdu du terrain par rapport à leurs progressions récentes. Le commerce est à l'origine du gros de la croissance de l'emploi dans les services, suivi par les autres services liés à la consommation. Le secteur des biens a été contenu sur ce plan par une rare baisse dans la fabrication, la deuxième seulement en deux ans.

Un autre phénomène exceptionnel par rapport aux tendances récentes est que la Colombie-Britannique se classe en tête au pays pour la croissance de

l'emploi. Après avoir pour ainsi dire piétiné les 10 premiers mois de 1999, l'emploi s'est constamment accéléré dans cette province depuis quatre mois pour croître de 0,7 % en février. Avec ces hausses, le taux de chômage a perdu un point entier pour tomber à 7,0 %. En Alberta, le renchérissement de l'énergie a fait monter l'emploi et glisser le chômage sous les 5 % pour la première fois depuis 1981.

Leading Index

The growth of the leading index returned to 0.5% in January from 0.8% in December, which was temporarily boosted by preparations for the arrival of the year 2000. The growth rate is again equal to its average for all of last year. Demand from firms was the driving force behind growth. The expansion of business spending, notably investment, was most evident in a fourth straight upturn in new orders for durable goods and jobs in business services.

The growth of the US leading indicator picked up, led by renewed strength in manufacturing demand. As well, the labour, housing and financial markets all continued to improve, which is encouraging for continued growth in our exports.

Household demand lost some of its vigour. Housing posted a fourth consecutive decline, with multiple housing starts slumping as vacancies increased. Furniture and appliance sales fell in tandem, their first setback since June 1996. Demand for durable goods rose a modest 0.5%, half its rate of increase two months earlier.

Indice Composite

La croissance de l'indicateur avancé est de retour à 0,5% en janvier après s'être accélérée à 0,8% en décembre, stimulée temporairement par l'effet sur l'économie des activités reliées au passage à l'an 2000. Le taux d'accroissement est équivalent à la moyenne de l'an dernier. La demande des entreprises a dominé l'indice. Comme en témoigne le raffermissement depuis quatre mois de l'emploi dans les services commerciaux et des nouvelles commandes de biens durables, la demande des entreprises a continué d'augmenter, en particulier pour l'investissement.

La croissance de l'indicateur avancé des États-Unis s'est redressée, entraînée par un nouveau rebondissement de la demande manufacturière. Les indicateurs du travail, de l'habitation et des marchés financiers sont aussi demeurés sur leur lancée, une tendance encourageante pour le raffermissement continu de nos exportations.

La demande des ménages a perdu de la vigueur. L'habitation a enregistré une quatrième baisse d'affilée alors que les mises en chantier de logements collectifs ont chuté devant l'accumulation des stocks d'invendus. Les ventes de meubles et d'articles ménagers ont diminué en tandem, leur première baisse depuis juin 1996. Du côté des autres biens durables, leur croissance est demeurée modeste à 0,5%, la moitié environ de celle enregistrée il y a deux mois.

Output

Real GDP expanded by 0.4% in December, its 18th straight monthly increase, on the heels of a 0.7% surge in November. Growth was led by construction and retailing, which received boosts from an unusually late arrival of winter in many parts of the country and from preparations for the last new year's eve of the millenium.

Construction spending jumped 1.8%, its best monthly gain in three years. Housing led the way, accelerating for the fourth month in a row, although starts stumbled in January when more seasonable weather returned. Retail sales nearly matched the gain in construction, aided by strong demand for food and alcohol as consumers prepared for new year's eve. While demand for goods reduced retail inventories, spending on services was sluggish.

The resources sector continued to pull out slowly from its nosedive early in the year. Mining posted a sixth straight gain, led by metals. This reverberated downstream in gains by smelting and refining. Forestry operations and related manufacturing also continued to recover, while the oilpatch paused after rapid growth the month before.

Information and communication were split between gains for services but stagnant manufacturing production. Computer consultants and telecommunications carriers continued to post the biggest increases. Wholesaling was an exception, as the recent surge in demand for Y2K-compliant software began to slow in December.

Household demand

Consumers celebrated the end of the decade on a high note, led by demand for goods and housing. Consumers had the wherewithal to make more purchases, with labour income 6.2% greater than last December, compared to the 3% annual difference at the start of the year. This represents the best year-over-year increase since the mid-1990s, and the second best of an otherwise poor decade for incomes. While auto sales sputtered in January and other retailers may suffer from stockpiling before the new year, new house construction hit the highest level in nearly a decade.

Retail sales volumes grew by 1.6% in December, their best monthly gain since the start of the year. Between these two large gains which bracketed the year, sales grew by only 2% in the intervening ten months.

Production

Le PIB réel s'est accru de 0,4 % en décembre. C'est là une 18° hausse mensuelle consécutive, qui fait suite à un bond de 0,7 % en novembre. La construction et le commerce de détail ont dominé, ayant été stimulés par l'arrivée très tardive de l'hiver dans bien des régions du pays et par les préparatifs du passage au nouveau millénaire.

Les dépenses de construction ont fait un bond de 1,8 % pour présenter leur meilleur accroissement mensuel en trois ans. L'habitation a été le chef de file, pressant le pas un quatrième mois de suite, bien que les mises en chantier aient connu des ratés en janvier au retour de conditions climatiques plus saisonnières. Les ventes au détail ont presque égalé la progression de la production en construction, favorisées par la vigueur de la demande d'aliments et d'alcool. Les consommateurs faisaient leurs préparatifs pour la veille du nouvel an. Tandis que la demande de marchandises a amenuisé les stocks des détaillants, les dépenses en fait de services ont ralenti.

Le secteur primaire a continué à lentement se rétablir de sa dégringolade des premiers mois de l'année. Les mines enregistrent une sixième hausse de suite, surtout à cause des métaux, et le mouvement ascendant s'est répercuté en aval sur l'industrie de la fonte et de l'affinage. L'exploitation forestière et les activités de fabrication qui s'y rattachent ont également continué à se remettre, alors que le secteur pétrolier marquait un temps d'arrêt après une augmentation rapide de la production le mois précédent.

Dans les branches de l'information et de la communication, le tableau était partagé avec des hausses dans le cas des services, mais un marasme dans le cas de la fabrication. C'est dans les secteurs de la consultation informatique et des services de télécommunication que les hausses ont été les plus importantes. Le commerce de gros fait bande à part, car le récent essor de la demande de logiciels conformes aux exigences de l'an 2000 a commencé à s'affaiblir en décembre.

Demande des ménages

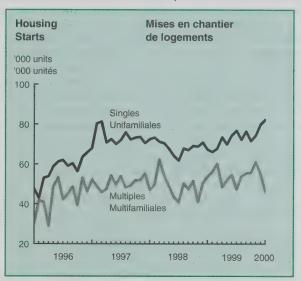
Les consommateurs ont fini la décennie sur une note encourageante, surtout grâce à la demande de biens et d'habitations. Ils avaient de quoi acheter davantage, le revenu du travail ayant augmenté de 6,2 % depuis décembre 1998, alors que la variation annuelle était de 3 % en début d'année. C'est là la meilleure hausse d'une année à l'autre depuis le milieu des années 1990, et la deuxième en importance dans ce qui a par ailleurs été une piètre décennie sur le plan des revenus. Si les ventes d'automobiles ont connu des ratés en janvier et si le reste du secteur du commerce de détail a pu sembler souffrir de l'accumulation de stocks qui a précédé la nouvelle année, la construction de maisons neuves a atteint son plus haut niveau en près d'une décennie.

En volume, les ventes au détail ont progressé de 1,6 % en décembre. C'est là leur meilleure progression mensuelle depuis le début de l'année. Entre les deux augmentations mensuelles importantes qui encadrent l'année, elles dégagent un faible accroissement de 2 % en dix mois.

The December surge in sales seems to be an aberration from its recent modest growth. Food sales jumped 1.5%, the largest of three straight monthly gains as consumers did some stockpiling before the Y2K switchover. Durable goods were propped up by a 9% surge in the number of vehicles sold, which was promptly reversed in January. While higher gas prices did not slow vehicle sales in December, they encouraged a shift from trucks to cars. Elsewhere, mild weather induced retailers to resort to price discounts to spark a rebound in demand, after declines in three of the four previous months.

Housing starts started the new year by falling 6% to an annual rate of 150,000 units. However, all of the

decline originated in a second straight steep drop for multiple units. Ground-breaking for new family homes continued to improve, hitting its highest level since April 1990. New construction will be encouraged by strong sales into January, which continued to reduce the backlog of vacant units and put upward pressure on prices. The existing home market remained relatively weak, regaining only about half of December's decrease as the Vancouver market stayed sluggish.



La flambée des ventes en décembre paraît une aberration au regard de ce qui était demeuré une croissance modeste récemment. Les ventes d'aliments ont fait un bond de 1,5 % et cette troisième hausse mensuelle consécutive dépasse les deux précédentes, les consommateurs ayant constitué des réserves avant le passage à l'an 2000. Les biens durables ont profité d'un bond de 9 % du nombre de véhicules vendus, mouvement qui s'est vite renversé en janvier. Si le renchérissement de l'essence n'a pas nui aux ventes de véhicules en décembre, il a favorisé un délaissement des camions au profit des voitures. Par ailleurs, le temps clément a obligé les détaillants à consentir des remises de prix afin de revitaliser une demande en décroissance pendant trois des quatre derniers mois.

En début d'année, les mises en chantier ont diminué de 6 % pour tomber à un niveau annuel de 150 000 logements.

mais tout ce recul est imputable à une deuxième chute consécutive dans le cas des logements multifamiliaux. Quant aux mises en chantier de logements unifamiliaux, elles se sont encore améliorées, prenant leur valeur la plus élevée depuis avril 1990. La construction neuve sera soutenue par la fermeté des ventes jusqu'en janvier, ce qui continuera à réduire le parc de logements inoccupés et à exercer des pressions à la hausse sur les prix. Le marché des maisons existantes est demeuré relativement faible. puisqu'il n'a regagné que la moitié environ du terrain perdu en décembre en raison du peu de fermeté de ce marché à Vancouver.

Merchandise trade

Both exports and imports ended the year with solid gains, after exports had surpassed imports throughout most of 1999. While the US economy remained a pillar of growth, the recovery in Asian demand was increasingly important to our exports, especially commodities.

Exports grew 1.4% in December, their third straight month of modest gains. The sources of growth were a microcosm of the whole year: a slowdown hit machinery and equipment, which had led growth through most of the 1990s, but this was outweighed by renewed vigour in the auto and resources sector.

Auto shipments rose 2.3%, on the back of record US sales of trucks and other large vehicles, which account for nearly half of Canada's vehicle output. Energy, forestry and industrial products all rose about 3%. Higher oil prices continued to boost earnings from

Commerce de marchandises

Les exportations comme les importations ont fini l'année par de solides gains. Les exportations avaient dépassé les importations pendant le plus clair de 1999. L'économie américaine est restée un pilier de la croissance, mais la reprise de la demande asiatique a tenu une place de plus en plus grande dans nos exportations, et notamment dans les exportations de produits de base.

En décembre, les exportations ont augmenté de 1,4 % pour un troisième mois consécutif de hausses modestes. Les sources de croissance ont été un microcosme de l'ensemble de l'année : les exportations de machines et de matériel – secteur qui avait dominé au tableau de la croissance pendant la majeure partie de la décennie 1990 – ont accusé un ralentissement, par ailleurs compensé par une vigueur renouvelée des secteurs de l'automobile et des ressources naturelles.

Les livraisons d'automobiles se sont accrues de 2,3 % à la suite de ventes records de camions et autres gros véhicules aux États-Unis, lesquels figurent pour près de moitié dans la production automobile canadienne. Les produits énergétiques, forestiers et industriels ont tous progressé d'environ 3 %. Le

energy exports, offsetting poor receipts for natural gas due to unusually warm weather in the US. The increase for forestry products was the fourth in a row, as the recovery of Asian demand strengthened. Metals led the advance in industrial products, with copper and zinc hitting their best levels of the year.

Conversely, machinery and equipment exports dipped nearly 3%, negating most of November's increase. While some of the slack can be blamed on the volatile aircraft component, industrial machinery completed a weak year with a sizeable loss. Telecommunications equipment continued to grow rapidly, up 42% in the past year to \$1.5 billion, and in the process leaping ahead of industrial machinery as our most important export in the machinery and equipment sector. All of this growth reflected increased volume of demand, as prices fell slowly over the course of the year.

Import growth quickened to 3.2%, with domestic demand improving across the board. Businesses led the way, with machinery and equipment imports hitting a record high despite a 20% dip in aircraft. Demand was particularly strong for telecommunications equipment. Auto imports were buoyed by parts needed as inputs into the rising number of auto assemblies in Canada. Retailers increased imports of consumer goods to replenish their inventories at year-end.

Prices

Inflation slowed early in the new year, as post-Christmas sales and a higher exchange rate offset the rising cost of oil. However, the increase in oil prices accelerated further in February. Non-oil commodity prices retreated slightly in February after levelling off in January.

The seasonally unadjusted consumer price index dipped by 0.1% between December and January, lowering the annual rate of inflation from 2.6% to 2.3%. Price discounting was widespread, as three of the four durability categories fell in the month, while drivers got a temporary respite from soaring gasoline prices. Half of the annual increase in prices originated in the rising cost of energy.

Durable goods posted the largest decrease, at 0.5%. Car dealers were quick to slash prices as sales stalled in the month. Prices also fell for a wide range of recreational equipment, along with the usual drop for computers. Non-durable goods and services posted smaller declines. Food prices posted a rare January decrease, while a drop in travel was normal for that

renchérissement du pétrole a encore amplifié les revenus tirés des exportations d'énergie, faisant ainsi contrepoids aux revenus médiocres procurés par les exportations de gaz naturel en raison de la clémence inhabituelle du temps aux États-Unis. Dans le cas des produits forestiers, il s'agissait d'une quatrième augmentation consécutive à la faveur d'une intensification de la reprise de la demande en Asie. Les métaux ont dominé dans le cas des produits industriels et le cuivre et le zinc ont atteint leurs plus hauts niveaux de l'année.

En revanche, les exportations de machines et de matériel ont fléchi de près de 3 %, effaçant ainsi en majeure partie la progression de novembre. Si ce recul est en partie imputable au secteur instable des aéronefs, les machines industrielles ont clos une année de faiblesse par une perte appréciable. L'industrie du matériel de télécommunication est demeurée en croissance rapide, les exportations s'étant élevées de 42 % l'an dernier pour atteindre 1,5 milliard et, ce faisant, ayant devancé le secteur de la machinerie industrielle comme première source des exportations canadiennes dans le secteur des machines et du matériel. Toute cette croissance tient à une augmentation de la demande en volume, car les prix ont lentement régressé pendant l'année.

La croissance des importations s'est accélérée à 3,2 %, car la demande intérieure s'est améliorée partout. Les entreprises ont mené ce mouvement ascendant et les importations de machines et de matériel ont atteint des sommets malgré un recul de 20 % dans le cas des aéronefs. La demande qui s'attache aux appareils de télécommunication a été particulièrement vive. Les importations d'automobiles ont été soutenues par les pièces destinées à un nombre croissant de chaînes de montage dans l'industrie automobile canadienne. Les détaillants ont relevé leurs importations de biens de consommation pour regarnir leurs stocks en fin d'année.

Prix

L'inflation a ralenti au début de la nouvelle année : les ventes d'après-Noël et une majoration du taux de change ont fait contrepoids au renchérissement du pétrole. Toutefois, la montée des cours pétroliers s'est encore accélérée en février. Les cours des produits de base hors pétrole ont un peu baissé ce même mois après avoir plafonné en janvier.

L'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a fléchi de 0,1 % de décembre à janvier, abaissant le taux annuel d'inflation de 2,6 % à 2,3 %. Les remises de prix ont été généralisées et trois des quatre catégories de durabilité des biens ont régressé dans le mois, alors que les automobilistes jouissaient d'un sursis bien temporaire dans la montée en flèche du prix de l'essence. La moitié de l'augmentation annuelle des prix est attribuable au renchérissement de l'énergie.

C'est dans la catégorie des biens durables que les diminutions de prix ont été les plus prononcées (0,5 %). Les concessionnaires automobiles se sont empressés de sabrer les prix, car les ventes se sont enlisées dans le mois. Les prix ont également baissé pour une grande diversité de biens récréatifs, alors que le prix des ordinateurs évoluait en baisse comme d'habitude. Les réductions de prix ont été moindres

Conditions économiques actuelles

time of the year. Semi-durable goods posted the only hike in prices, due to increases for clothing.

Commodity prices continued to rise early in the new year, with the raw materials price index up 0.5% in January from the month before. Most of the increase reflected the rising cost of crude oil, as a cold snap in the Northeastern US compounded the effect of OPEC announcing it was extending its year-long production quotas. Prices continued to rise into February, hitting \$31 (US) a barrel. Most other prices were little changed in the month, although all except vegetable products were well ahead of last January's abysmal levels.

Prices for manufactured goods levelled off between December and January, as the effect of a sizeable increase in the Canada/US exchange rate negated a 0.6% jump in other prices. Still, prices were 4.4% ahead of last January's level, the largest annual increase in four years. The exchange rate effect was felt most by auto products, where prices tumbled 1.5%. The price of refined petroleum continued to soar, while metals recovered further.

Financial markets

The Bank Rate rose by 25 basis points in February, matching the increases posted in the US and Europe. This boosted other short-term rates such as one-year mortgages and the prime. However, longerterm rates moderated, as long-term Government bonds dipped below 6%, pulling down 5-year mortgage rates and leading to an inversion of the yield curve for bonds. The Canadian dollar was steady at about 69 cents (US).

dans le cas des biens non durables et des services. Les prix des aliments ont décru comme ils le font rarement en janvier et le prix des voyages a diminué comme on doit s'y attendre à cette époque de l'année. Ce n'est que dans la catégorie des biens semi-durables que les prix ont augmenté, renchérissement que l'on doit à l'industrie du vêtement.

Les cours des produits de base ont encore monté au début de la nouvelle année et l'indice des prix des matières brutes était en hausse de 0,5 % de décembre à janvier. Ce mouvement tient en majeure partie au renchérissement du pétrole brut, une vague de froid au nord-est des États-Unis ayant aggravé les effets de l'annonce faite par l'OPEP qu'elle allait prolonger son contingentement de la production (qui dure déjà depuis un an). Les prix ont encore monté en février, atteignant le niveau des 31 dollars américains le baril. La plupart des autres prix n'ont guère évolué pendant le mois, bien que tous – sauf ceux des produits maraîchers – soient bien supérieurs à leurs valeurs catastrophiques de janvier dernier.

Les prix des produits manufacturés ont plafonné de décembre à janvier, car une majoration appréciable du taux de change canado-américain a eu pour effet d'annuler un bond de 0,6 % des autres prix. Il reste que, en général, les prix dépassaient de 4,4 % leur niveau de janvier dernier. C'est là leur augmentation annuelle la plus importante en quatre ans. L'effet de majoration du taux de change s'est fait le plus sentir dans l'industrie de l'automobile où les prix ont dégringolé de 1,5 %. Le prix du pétrole raffiné a encore monté en flèche et les cours des métaux ont poursuivi leur rétablissement.

Marchés financiers

Interest Rates Taux d'intérêt % 16 Consumer loan rate Taux de prêt à la consommation 14 Long term bond 12 Obligations à long terme 10 6 Chartered bank prime rate Taux privilégié des banques à charte 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000

The stock market picked up steam again in February, after the TSE paused to catch its breath after surging ahead in November and December. Technology issues remained the driving force behind both industrial (technical hardware and software both jumped nearly 25%) and consumer (biotech and pharmaceuticals rose 14%) products. Telephone utilities also accounted for most of the

Le taux d'escompte s'est élevé de 25 points de base en février, autant qu'aux États-Unis et en Europe, ce qui a poussé en hausse d'autres taux à court terme comme le taux des hypothèques d'un an et le taux de base. Toutefois, les taux à plus long terme se sont modérés, puisque le taux des obligations à long terme des administrations publiques a glissé sous les 6 %, entraînant à la baisse le taux des hypothèques de cinq ans et causant un renversement de la courbe des rendements obligataires. Le dollar canadien est resté fixé à 69 cents américains environ.

pris de la vigueur en février après une pause qui a permis à la bourse de Toronto de souffler à la suite de ses bonds de novembre et de décembre. Les actions liées à la technologie sont demeurées le moteur des industrielles (les actions du matériel informatique et des logiciels ont fait un bond de près

Les bourses ont encore

sont demeurées le moteur des industrielles (les actions du matériel informatique et des logiciels ont fait un bond de près de 25 % dans les deux cas) et des actions liées à la consommation (les actions des secteurs de la biotechnologie

Conditions économiques actuelles

modest growth in interest-rate sensitive issues. Most other subgroups were little changed, with the exception of resources, which tumbled nearly 10% for their fourth loss in five months. Metals were hardest hit, while the recent spike in oil prices did not prevent a second straight drop in their stock prices.

Money and credit demand moderated at the turn of the year. While faster car sales at year-end boosted consumer credit, overall household borrowing was restrained by slow mortgage demand. Fund-raising by firms in January was well off last year's pace for the second month in a row, which may reflect robust cash flow at a time when spending plans were on hold. The narrowly defined money supply dipped in January, after Y2K concerns sent demand soaring the month before.

Regional economy

Business investment plans for the year 2000 softened in central Canada, as the winding-down of several large manufacturing projects was not offset by significant gains elsewhere. A 3% retreat in Ontario was largely due to a second straight sharp drop in the auto industry, which had made several significant additions to capacity starting in the middle of the decade. Planned outlays levelled off in Quebec, as the boost from the construction of a new aluminum smelter hit its apex last year. Unlike Ontario, which planned a sharp increase, overall capital spending in Quebec will receive no reinforcement from the public sector.

Outside Ontario and Quebec, the course of business investment was largely determined by projects related to oil and gas. Alberta was the primary beneficiary of rising energy prices, which sparked firms to plan to spend \$3.1 billion (or 30%) more than last year on developing new energy sources. Outside of Alberta, however, the energy-related sector was generally a drag on growth, reflecting the winding-down of several large projects. This was most pronounced in the Atlantic provinces, where Nova Scotia, Newfoundland and New Brunswick all project declines after gains of about 20% in 1999. The sudden drop-off reflects the completion of non-conventional projects in Nova Scotia and Newfoundland and of a new pipeline network in the Maritimes. Similarly, pipeline extensions to the US for natural gas have largely been completed on the prairies, which accounts for all of the retreat in investment plans for Manitoba and Saskatchewan and offset much of the overall gain projected for Alberta.

et des produits pharmaceutiques ont augmenté de 14 %). Les sociétés de téléphone sont responsables du gros de la progression modeste des actions sensibles aux taux d'intérêt. La plupart des autres sous-groupes n'ont guère évolué à l'exception de celui des ressources naturelles qui a dégringolé de près de 10 %, marquant un quatrième recul en cinq mois. Les métallifères ont été le plus durement touchées, la récente flambée des cours pétroliers n'ayant pu empêcher un deuxième fléchissement de suite dans leur cas.

La demande d'argent et de crédit s'est modérée à la fin de l'année. Bien que l'accélération des ventes d'automobiles en fin d'année ait stimulé le crédit à la consommation, les emprunts des ménages ont été contenus dans l'ensemble par la lenteur de la demande de prêts hypothécaires. En janvier, les entreprises ont mobilisé des capitaux un deuxième mois de suite à un rythme bien supérieur à celui de l'an dernier, ce qu'on pourrait expliquer par la solidité des trésoreries dans une situation d'attente des entrepreneurs en matière de projets d'immobilisations. En janvier, la masse monétaire au sens strict s'est contractée; en décembre, les inquiétudes suscitées par le passage à l'an 2000 avaient fait monter la demande en flèche.

Économies régionales

Les projets d'investissement des entreprises pour l'an 2000 ont évolué en baisse dans les provinces centrales où l'achèvement de plusieurs grands projets manufacturiers n'a pas été compensé par des gains appréciables ailleurs. Le recul de 3 % observé en Ontario est largement imputable à une deuxième baisse importante de suite dans l'industrie de l'automobile, laquelle avait grandement ajouté à plusieurs reprises à ses capacités depuis le milieu de la décennie. Les projets d'investissement ont plafonné au Québec, l'élan imprimé par la construction d'une nouvelle aluminerie ayant culminé l'an dernier. Contrairement à l'Ontario, où le secteur public prévoyait nettement multiplier ses investissements, l'indicateur global des immobilisations ne sera pas renforcé par les administrations publiques au Québec.

En dehors de l'Ontario et du Québec, le tableau des investissements des entreprises a été dominé par les projets pétroliers et gaziers. L'Alberta a été la première bénéficiaire du renchérissement de l'énergie, qui a amené les entreprises à prévoir dépenser 3,1 milliards (30 %) de plus que l'an dernier pour la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie. Toutefois, le secteur de l'énergie a généralement représenté un frein à la croissance ailleurs qu'en Alberta du fait de l'achèvement d'un certain nombre de grands projets. Le phénomène a été des plus marqués dans les provinces de l'Atlantique, où la Nouvelle-Écosse, Terre-Neuve et le Nouveau-Brunswick s'attendent tous à des baisses après les hausses d'environ 20 % de 1999. Ce recul soudain est à attribuer à la fin de projets en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve dans l'industrie du pétrole et du gaz « non classiques », ainsi qu'à l'achèvement d'un nouveau réseau de pipelines dans les Maritimes. De même, les prolongements de gazoducs vers les États-Unis sont déjà terminés dans une large mesure dans les Prairies, ce qui explique le repli des

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

British Columbia is the only province expecting a carryover of pipeline projects into 2000.

International economies

The economies of the US and Europe continued to expand in the new year. Industrial production powered forward despite severe winter storms in both continents. Rising world energy prices pushed inflation upward, sparking hikes in interest rates in most of the G7 countries. In Japan, however, weak domestic demand kept a lid on spending and, as a result, prices continued to fall.

Growth remained upbeat in the **United States** economy, spurred by a surge in industrial production at the start of the year. Consumer spending slowed slightly from its hectic December pace, although sales were still at a high level. Inflation stayed in check, edging up just 0.2% in January, as falling clothing and auto prices partly offset rising energy costs. Job growth weakened in February, as a weather-induced January boom in construction ended, pushing the unemployment rate up slightly to 4.1%.

Winter storms and the end of Y2K-driven purchases slowed consumer spending in January. Retail sales rose a slight 0.3%, following a 1.7% jump in December, which was the biggest gain since 1984. Housing demand was buoyant, with sales of new homes rebounding in December despite recent interest rate hikes. Starts remained strong, rising 1.5% in January despite heavy storms on the East Coast, and building will pick up further as permits jumped 9%, with strength all across the country.

Industrial production leapt ahead by 1% in January, its strongest gain in almost one-and-a-half years, as a rebound in export demand reinforced growth for autos and computers. Manufacturing rose 0.9%, its biggest gain since October, while utilities expanded 1.8% aided by harsh winter weather. Operating capacity utilization rose to 81.6%, the highest since August 1998. The surge in exports, despite the high cost of oil imports, narrowed the trade deficit.

Growth remained upbeat in the **euro-zone** at year end. Industrial production advanced 1.1% in the final quarter, with output strong in all sectors, capped by a 4% rise in December. The trade surplus with the rest of the world narrowed, as a gain in exports was more than offset by a large hike in imports. Inflation continued to mount, rising to an annual rate of 2% in January,

projets d'investissement au Manitoba et en Saskatchewan et vient contrebalancer en majeure partie la hausse générale prévue dans le cas de l'Alberta. La Colombie-Britannique est la seule province où les projets d'aménagement de pipelines devraient se poursuivre en l'an 2000.

Économies internationales

Les économies des États-Unis et de l'Europe ont encore progressé dans la nouvelle année. La production industrielle a fait un bond en avant malgré les tempêtes hivernales qui ont sévi sur les deux continents. Le renchérissement de l'énergie sur le marché mondial a fait monter l'inflation, poussant les taux d'intérêt en hausse dans la plupart des pays du Groupe des Sept. Toutefois, la faiblesse de la demande intérieure a contenu les dépenses au Japon et, par conséquent, les prix ont continué de baisser.

Aux États-Unis, la croissance économique est demeurée vigoureuse, étant aiguillonnée par l'essor de la production industrielle au début de l'année. Les dépenses de consommation ont un peu perdu de leur frénésie de décembre, bien que les ventes se situent toujours à un niveau élevé. L'inflation est restée en laisse, ne montant que de 0,2 % en janvier, mois où la baisse des prix des vêtements et des automobiles a en partie compensé le renchérissement de l'énergie. La croissance de l'emploi s'est affaiblie en février : l'élan de la construction dû aux conditions météorologiques de janvier a pris fin et le taux de chômage a légèrement monté à 4,1 %.

En janvier, les intempéries hivernales et la fin des achats à l'occasion du passage à l'an 2000 ont ralenti les dépenses de consommation. Les ventes au détail ont présenté un maigre gain de 0,3 % après un bond de 1,7 % en décembre, le meilleur depuis 1984. La demande de logements a été ferme et, en décembre, les ventes de maisons neuves se sont redressées malgré les majorations récentes des taux d'intérêt. Les mises en chantier ont encore battu leur plein, s'accroissant de 1,5 % en janvier malgré les rudes tempêtes qu'a connues la côte est. La construction devrait encore progresser, car les permis de construire ont fait un bond de 9 % et cette vive croissance s'observe à l'échelle du pays.

En janvier, la production industrielle a augmenté de 1 % pour présenter sa meilleure progression en presque un an et demi. La reprise de la demande à l'exportation a en effet renforcé la croissance de la production dans les secteurs de l'automobile et des ordinateurs. Le secteur de la fabrication a progressé de 0,9 % - sa hausse la plus importante depuis octobre – et les services publics, de 1,8 %, ayant été aidés en cela par l'âpreté des conditions hivernales. L'utilisation des capacités de production a monté à 81,6 %, prenant ainsi sa valeur la plus élevée depuis août 1998. L'essor des exportations a eu pour effet, malgré la cherté du pétrole importé, de rétrécir le déficit commercial.

Dans la **zone de l'euro**, la croissance est demeurée vigoureuse en fin d'année. La production industrielle s'est élevée de 1,1 % au dernier trimestre et la production a été ferme dans tous les secteurs, ayant culminé en une hausse de 4 % en décembre. L'excédent commercial avec le reste du monde a diminué et la progression à l'exportation a été plus que contrebalancée par une large hausse à l'importation.

Conditions économiques actuelles

the target level of the ECB. Unemployment was down to a rate of 9.6%, compared with 10.4% in January last year.

The **French** economy expanded 0.9% in the final quarter of 1999. Real GDP growth for the year was 2.7%, down slightly from 3.4% in 1998. Consumer spending remained robust, aided by job gains, which pushed the unemployment rate to a seven-year low of 10.5% in January. Imports rose almost 3% in the quarter, in tune with consumer demand, although exports were almost flat after a solid gain in the previous quarter. Industrial production was stagnant at year-end, as severe storms hit the electrical and construction industries. Businesses remained optimistic, however, boosting investment intentions up 9% in 2000, after a 6% rise in 1999.

The **German** economy gathered steam at yearend as business confidence hit its highest level in five years, boosted by rising exports and low interest rates. Industrial production was fuelled by a sharp surge in construction triggered by mild winter weather, which also helped to push the unemployment rate to a fouryear low of 10.1% in January. Inflation continued on its upward trend begun in June 1999. Prices rose 1.6% on an annual basis in January, the fastest pace in over two years, primarily due to the continued rise in oil costs.

Britain's economy grew 0.8% in the fourth quarter, the same rate as in the third. Growth was up 2.7% from a year earlier, driven by the robust service sector. Services led growth, reflecting strong demand for communications. Manufacturing also improved, despite the continued strength of the pound sterling, with the gains limited to the high-tech sector. Wages jumped 5.5% from the same quarter a year ago as some service industries struggled to find workers and bonuses in the financial sector soared. The jobless rate fell to 4% in January, the lowest since 1980, while inflation eased as food and used cars prices fell.

Dormant consumer demand further dampened the **Japanese** economy at year-end. Consumer spending has fallen for seven consecutive years, dragged down by uncertainty in the wake of mounting job losses and bankruptcies. Spending fell 4% year-over-year in December, after a similar drop in November. Outlays for the year as a whole were down 1.2%. Prices, meanwhile, continued their downward trend, along with wages. Consumer prices fell 1.1% in December from a year earlier, while prices for services saw their 22nd consecutive decline in January. Wages shrank a further 2.9% year-over-year in

L'inflation a encore monté pour atteindre en janvier 2 % en valeur annuelle, c'est-à-dire le niveau visé par le BCE. Le taux de chômage est tombé à 9,6 %, alors qu'il était de 10,4 % en janvier l'an dernier.

En France, l'économie a progressé de 0,9 % au dernier trimestre de 1999. Pour l'année, le taux de croissance du PIB réel s'établit à 2,7 %, un peu moins que les 3,4 % de 1998. Les dépenses de consommation sont demeurées vives, favorisées par une croissance de l'emploi qui, en janvier, devait ramener le taux de chômage à son niveau le plus bas (10,5 %) en sept ans. Les importations se sont accrues de presque 3 % pendant le trimestre à la mesure même de la demande de consommation, bien que les exportations se soient révélées presque inertes après une solide progression le trimestre précédent. En fin d'année, la production industrielle a été stagnante, car plusieurs tempêtes ont heurté les industries de l'électricité et de la construction. Les entreprises sont néanmoins restées optimistes, ayant l'intention d'investir 9 % de plus en l'an 2000 après une hausse de 6 % en 1999.

En Allemagne, l'économie a pressé le pas en fin d'année : la confiance des entreprises a atteint son plus haut niveau en cinq ans grâce à la montée des exportations et à la faiblesse des taux d'intérêt. La production industrielle a été soutenue par une flambée de l'activité en construction que l'on doit à la clémence du temps hivernal, ce qui a aussi contribué en janvier à réduire le taux de chômage à un minimum de 10,1 % en quatre ans. L'inflation a gardé la trajectoire ascendante qui est la sienne depuis juin 1999. En janvier, les prix ont augmenté de 1,6 % en valeur annuelle, croissant à leur rythme le plus rapide en plus de deux ans, surtout à cause du constant renchérissement du pétrole.

En Grande-Bretagne, l'économie a progressé de 0,8 % au quatrième trimestre, autant qu'au troisième. Elle dépassait de 2,7 % son niveau d'il y a un an avec pour moteur la vigueur de l'industrie tertiaire. Les services ont mené la cadence, en raison d'une forte demande pour les communications. Le secteur de la fabrication s'est également amélioré malgré la fermeté persistante de la livre sterling, les hausses étant limitées au secteur de la technologie. Les salaires ont fait un bond de 5,5 % par rapport au trimestre correspondant de la dernière année. Certaines branches de services avaient du mal à trouver des travailleurs et, dans le secteur financier, les gratifications ont monté en flèche. En janvier, le taux de chômage est tombé à 4 %, soit à son plus bas niveau depuis 1980, et le taux d'inflation s'est affaibli par suite de la baisse des prix des aliments et des voitures d'occasion.

Au **Japon**, l'économie a encore été amortie à la fin de l'année par le marasme de la demande de consommation. Les dépenses de consommation ont régressé sept années de suite, entraînées vers le bas par les incertitudes causées par la vague de pertes d'emplois et de faillites. D'une année à l'autre, les dépenses ont décru de 4 % en décembre, autant qu'en novembre. Pour l'ensemble de l'année, elles ont fléchi de 1,2 %. Par ailleurs, les prix ont encore descendu, tout comme les salaires. Les prix à la consommation le cédaient en décembre de 1,1 % à leur niveau d'il y a un an et, en janvier, les prix des services ont diminué un 22° mois de suite. En décembre, les salaires ont encore perdu 2,9 % d'une

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

December as bonuses were cut back. Rising world oil prices drove up the cost of imports, resulting in the tenth successive monthly reduction in the trade surplus (Japan is the world's second largest importer of oil). The unemployment rate rose for the first time in six months in December, up 0.1 percentage points to 4.6%, driven by a drop-off in public-sector demand in the construction sector.

Recovery continued in the **emerging market** economies at year end. Singapore grew 5.4% in 1999, up from 0.4% in 1998 when the economy was slowed by the effects of the Asian financial crisis. Thailand expanded by 7.7% year-over-year in the third quarter, after a 13% contraction in the same period in 1998. South Korea posted a 23% surge in industrial production for 1999, the biggest in 20 years, while Mexico grew 5.2% in the last quarter.

année à l'autre à cause de réductions des gratifications. Le renchérissement du pétrole sur le marché international a fait monter la facture des importations, d'où une dixième diminution mensuelle consécutive de l'excédent commercial (le Japon étant le deuxième importateur pétrolier en importance dans le monde). En décembre, le taux de chômage s'est élevé pour la première fois en six mois, gagnant 0,1 point pour s'établir à 4,6 % à cause d'une contraction de la demande des administrations publiques dans le secteur de la construction.

Dans les **nouvelles économies de marché**, la reprise a continué en fin d'année. À Singapour, le taux de croissance a été de 5,4 % en 1999 contre 0,4 % seulement en 1998, année où l'économie s'est ressentie de la crise financière asiatique. En Thaïlande, l'économie a crû au troisième trimestre de 7,7 % d'une année à l'autre après une contraction de 13 % dans la même période en 1998. En Corée du Sud, la production industrielle a fait un bond de 23 % en 1999, son meilleur en 20 ans. Au Mexique, l'économie a progressé de 5,2 % au dernier trimestre.

Canada A Portrait

The Ferfect Gift for Your Family, Friends, Colleagues and Clients

A Celebration of Canada

In this era of electronic communication, we appreciate more than ever the lasting beauty of a well-designed hardcover book. Treat yourself and others to *Canada A Portrait*, a panoramic view of our society and landscape.



In 204 pages, The Land, The People, The Society, Arts and Leisure, The Economy, and Canada in the World are all masterfully and permanently captured with engrossing narrative and more than 100 illustrations. Each chapter is prefaced by a very personal contribution from one of our most talented and respected citizens:

Susan Aglukark, Pierre Berton, Richard Lipsey, Monique Mercure, Oscar Peterson and David Suzuki.

Since publication of the first edition in 1927, *Canada A Portrait* has been praised for its excellence. This 56th edition builds on this Statistics Canada tradition, offering booklovers a true celebration of Canada.

Connect with Canada at the close of a century. Celebrate the beginning of a millennium.

Order your copies today!

Canada A Portrait (cat. no. 11-403-XPE00001) costs \$42.95 plus shipping, handling and applicable taxes.

CALL toll-free 1 800 267-6677 FAX toll-free 1 877 287-4369 E-MAIL to order@statcan.ca

WRITE to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada

CONTACT your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

Visit the Statistics Canada Web site at WWW.StatCan.Ca



Un portrait du Canada

Le cadeau idéal pour votre famille, vos amis, vos collègues et vos clients

Une célébration du Canada

À une époque où les communications se font davantage par voie électronique, nous apprécions plus que jamais la beauté durable d'un livre relié de conception soignée. Offrezvous et offrez à d'autres un exemplaire du livre Un portrait du Canada, qui présente une vue panoramique de notre société et de notre territoire.

Un portrait du Canada dresse un profil de notre pays à l'aube du 21° siècle

En 204 pages, cet ouvrage dépeint de façon captivante et de main de maître *Le territoire, La population, La société, Les arts et les loisirs, Léconomie* et *Le Canada dans le monde*, des thèmes que plus de 100 illustrations viennent figer dans le temps. Chaque chapitre est précédé d'une préface, une contribution personnelle d'un de nos plus éminents et talentueux citoyens : Susan Aglukark, Pierre Berton, Richard Lipsey, Monique Mercure, Oscar Peterson et David Suzuki.

La publication *Un portrait du Canada* est reconnue pour son excellence depuis la parution de la première édition en 1927. Cette 56^e édition, qui s'inscrit dans cette tradition, offre aux amateurs de livres une célébration du Canada unique en son genre.

Avec cette publication, vous serez branché sur le Canada en cette fin de siècle. Quoi de mieux pour célébrer le début d'un nouveau millénaire?

· Commandez vos exemplaires dès aujourd'hui!

La publication *Un portrait du Canada* (n° 11-403-XPF00001 au catalogue) coûte 42,95 $^{\circ}$, frais de port et de manutention et taxes en vigueur en sus.

APPELEZ sans frais 1 800 267-6677

TÉLÉCOPIEZ sans frais 1 877 287-4369

ENVOYEZ UN COURRIEL à order@statcan.ca

ÉCRIVEZ à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada

 ${\bf COMMUNIQUEZ} \ avec \ le \ Centre \ de \ consultation \ régional \ de \ Statistique \\ Canada \ le \ plus \ près \ dont \ la \ liste \ figure \ dans \ la \ présente \ publication.$

Visitez le site Web de Statistique Canada à WWW.StatCan.Ca

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN FEBRUARY

CANADA

The Federal government delivered its budget on February 28, with numerous tax cuts and a 4% increase in program spending. Highlights include: fully indexing tax brackets for inflation; increasing the high-income tax rate to start at \$70,000 and reducing the middle-income tax rate from 26% to 24%; a five year plan to level the corporate tax rate to 21% and raising its threshold; reducing the capital gains tax and raising the Child Tax Benefit; \$2.5 billion more over four years for post-secondary education and health.

The Alberta government tabled its budget on February 24, with a forecast surplus of over \$700 million. Highlights include: a \$60 million reduction in user fees including the cost of registering land and mortgages; no tax changes other than the existing plan to switch to a flat tax rate of 11% starting next year; increased health and education spending over the next three years of 21% and 18%, respectively.

The Federal government approved Toronto-Dominion Bank's \$8 billion takeover of Canada Trust. The plan will cut 4,900 jobs over three years and close about 275 branches out of a combined total of 1,323.

The Bank of Canada increased its bank rate on February 3 by one quarter of a percentage point to 5.25%, matching a rise in US rates. Chartered banks raised their prime rates likewise to 6.75%.

WORLD

The US Federal Reserve raised its fund rate a quarter point to 5.75% and its discount rate by the same amount to 5.25% on February 2. This marked the fourth quarter-point increase in less than eight months.

The European Central Bank increased its key borrowing rate for the 11-nation euro-zone by a quarter point to 3.25% on February 3. On February 10, the Bank of England raised its discount rate a quarter point to 6% and the Bank of Korea increased its overnight call rate to 5%.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES DE FÉVRIER

CANADA

Le gouvernement fédéral a déposé le 28 février un budget prévoyant de nombreux allégements fiscaux et une augmentation de 4 % des dépenses de programmes. Au nombre des principales mesures mentionnées, on compte une indexation intégrale (à l'inflation) des tranches d'imposition, un relèvement à 70 000 \$ du seuil d'imposition des hauts revenus, une réduction de 26 % à 24 % du taux applicable à la tranche intermédiaire, une fixation progressive sur cinq ans du taux d'imposition des sociétés à 21 % avec élévation du seuil, une baisse de l'impôt sur les gains en capital, une hausse de la prestation fiscale pour enfants et une majoration de 2,5 milliards sur quatre ans des transferts à l'enseignement postsecondaire et la santé.

Le gouvernement de l'Alberta a déposé son budget le 24 février. Il prévoit un excédent de plus de 700 millions. Voici les grandes lignes de ce budget : réduction de 60 millions des tarifs d'utilisation, et notamment des frais d'enregistrement foncier et hypothécaire, application du plan existant - il n'y a pas d'autres mesures fiscales qui aient été annoncées - d'adoption d'un taux fixe d'imposition de 11 % à compter de l'an prochain et accroissement des dépenses de 21 % en santé et de 18 % en éducation ces trois prochaines années.

Les autorités fédérales ont approuvé l'acquisition au coût de 8 milliards de la Canada Trust par la Banque Toronto-Dominion. Selon les prévisions, 4 900 emplois disparaîtront d'ici trois ans, tout comme quelque 275 succursales sur un total de 1 323 pour les deux organismes.

Le 3 février, la Banque du Canada a haussé son taux d'escompte d'un quart de point pour le porter à 5,25 %, autant qu'aux États-Unis. Les banques ont élevé leurs taux de base d'autant à 6.75 %.

LE MONDE

Le 2 février, la Réserve fédérale américaine a majoré son « taux des fonds fédéraux » et son taux d'escompte d'un quart de point pour les porter respectivement à 5,75 % et 5,25 %. C'est la quatrième hausse d'un quart de point en moins de huit mois.

Le 3 février, la Banque centrale européenne a augmenté à son tour d'un quart de point à 3,25 % son taux directeur d'emprunt pour la zone de l'euro (11 pays). Le 10 février, la Banque d'Angleterre a haussé d'autant son taux d'escompte pour le porter à 6 %, tandis que la Banque de Corée élevait à 5 % son taux des fonds d'un jour.

Treat data like dollars!

Les données, c'est de l'argenil

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CFO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive **CEO** 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — The Statistical Summary:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts answers to your questions related to either data or feature articles contained in *CEO* are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely. Subscribe to the *Canadian Economic Observer* (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227 in Canada (plus <u>either</u> GST and applicable PST <u>or</u> HST) and US\$227 in other countries. *CALL TOLL-FREE* 1 800 267-6677 or *FAX* 1 877 287-4369. You can also *MAIL* your order to: Statistics Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A 0T6 Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans *L'Observateur* économique canadien et profitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé - tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de *L'OÉC*.

La **première partie** est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La **deuxième partie** est une publication d'accompagnement distincte intitulée *Aperçu statistique* :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

Vous verrez qu'un investissement dans les données, ça rapporte gros.

Abonnez-vous à *L'Observateur économique canadien* (n° 11-010-XPB au catalogue)

AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$ au Canada (plus <u>soit</u> la TPS et la TVP applicable, <u>soit</u> la TVH) et 227 \$US dans les autres pays. **APPELEZ SANS FRAIS** au 1 800 267-6677. Vous pouvez également **TÉLÉCOPIER** votre commande au 1 877 287-4369 ou la **POSTER** à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index f.htm

Feature article

Étude spéciale

ADVANCED TECHNOLOGY USE IN MANUFACTURING DURING THE 1990s

by J. Baldwin and D. Sabourin*

Highlights

This paper examines the gains in technology use from 1989 to 1998 and which of four functional areas (design and engineering, processing and fabrication, communications, and integration and control) had the highest growth. It also investigates how the growth in technology use has varied across plants that differ by size and nationality of ownership. It finds:

- While growth in advanced technology during the recessionary period from 1989 to 1993 was modest, the rates of growth increased substantially between 1993 and 1998, with the fastest rates of growth in communications, the area that was associated with superior plant performance in the 1980s.
- The individual technologies that experienced the highest growth were inter-company computer networks, local area networks, computer-aided design systems, programmable logic controllers, and computer used for control on the factory floor.
- Growth in technology use was significant in all size classes; small plants did not catch up in any significant fashion with large plants.
- Foreign-owned plants had higher rates of technology adoption than domestically owned plants in 1989 and this gap widened substantially across almost all functional groups during the recessionary period from 1989 to 1993. While the gap did not continue to widen, it was not substantially reduced by 1998. The weaker performance of domestically owned plants relative to foreignowned plants occurred primarily in the medium and smaller sized plants.
- Micro-Economic Analysis Division (613) 951-3735.

UTILISATION DES TECHNOLOGIES DE POINTE DANS L'INDUSTRIE DE LA FABRICATION PENDANT LES ANNÉES 1990

par J. Baldwin et D. Sabourin*

Faits saillants

Notre propos sera d'examiner les progrès de l'utilisation de la technologie de 1989 à 1998 et d'établir lequel des quatre groupes fonctionnels (conception et ingénierie, traitement et fabrication, communications et intégration et contrôle) a été le plus en croissance. Il s'agira également de voir comment la progression de l'exploitation technologique a varié dans les établissements selon leur taille et leur pays de propriété. Nos constatations seront les suivantes :

- Si la technologie de pointe a fait de modestes progrès pendant la récession 1989-1993, les taux de progression ont largement augmenté de 1993 à 1998 et le rythme de croissance a été le plus rapide dans les communications, secteur lié à des résultats supérieurs des établissements dans les années 1980.
- Les techniques qui, individuellement, ont été le plus en croissance sont celles des réseaux informatiques interentreprises, des réseaux locaux, des systèmes de conception assistée par ordinateur, des automates et procédés programmables et de l'informatique de commande d'atelier.
- La technologie a nettement progressé dans toutes les catégories de taille, bien que les petits établissements n'aient guère pu rattraper les grands.
- En 1989, les établissements appartenant à des intérêts étrangers ont présenté des taux d'adoption de la technologie supérieurs à ceux des établissements en propriété canadienne et le fossé s'est nettement creusé dans tous les groupes fonctionnels pendant la récession 1989-1993. Cet écart ne s'est pas encore accru, mais on constatait en 1998 qu'il n'avait pas diminué outre mesure. C'est surtout dans les établissements de petite ou de moyenne taille que les résultats des exploitants canadiens ont été inférieurs à ceux des exploitants étrangers.
- * Division de l'analyse micro-économique (613) 951-3735.

Étude spéciale

Introduction

This paper outlines the growth that has occurred in advanced technology use over the last decade, the types of technologies that have experienced the highest rates of growth, and the particular types of plants that have been adopting advanced technologies most rapidly.

Our first objective is to determine whether advanced technology use has grown over the last ten years. Our second objective is to determine how growth rates in the 1990s varied across different technologies and to assess whether these differentials correspond to the relative impact of these technologies in the 1980s. The third objective is to discover whether changes in technology use are related to certain plant characteristics. Despite the links between advanced technologies. Even firms that adopt advanced technologies do so at differing rates.

The paper starts by examining the incidence of advanced technology use for three separate years (1989, 1993 and 1998) over a ten-year period. Then, differences in the adoption rates of advanced technologies across plant sizes and between foreign and domestically owned plants are examined. The data on advanced technology used for this study are taken from three Statistics Canada surveys of advanced technology use by plants in the manufacturing sector. A detailed list of all the technologies found in the surveys is available on request.

Growth In Functional Technology Use

In 1989, the adoption rates of each of the four main functional technology groups were relatively similar. One in five plants used at least one technology from each of the four functional groups (Table 1). Processing and fabrication technologies led the way with 21% of manufacturing establishments using at least one technology from this group. The three other main functional groups were all slightly behind with adoption rates of about 17%.

Table 1 demonstrates that the growth of advanced technology use was relatively slow during the first half of the 1990s, a period during which the manufacturing sector was suffering a major recession. Design and engineering technologies managed to achieve a relatively high growth rate of 19 percentage points during this period. Integration and control, and processing and fabrication experienced weak growth over this period with increases in adoption rates of between three and seven percentage points, while there was virtually no growth for network communications.

Introduction

Dans cet article, nous allons sommairement décrire les progrès de l'utilisation de technologies de pointe depuis dix ans, les types de techniques où les taux de croissance ont été les plus élevés et les catégories d'établissements qui se sont mises le plus rapidement à l'heure de la technologie d'avant-garde.

Nous viserons d'abord à établir si l'exploitation de technologies de pointe a progressé depuis dix ans. Nous verrons ensuite comment les taux de croissance ont varié selon les catégories techniques dans les années 1990 et jugerons si les écarts relevés correspondent aux différences d'utilisation relative de ces mêmes technologies dans les années 1980. Notre troisième objectif sera de constater si les variations d'exploitation technologique ont à voir avec un certain nombre de caractéristiques des établissements. Malgré le lien qui unit la réussite au recours à des technologies d'avant-garde, ce ne sont pas toutes les entreprises qui logent à l'enseigne de la technologie et même les entreprises qui adoptent les techniques de pointe le font à des rythmes différents.

En premier lieu, nous nous attacherons à la fréquence de l'utilisation de technologies de pointe dans trois années (1989, 1993 et 1998) d'une période de dix ans. En second lieu, nous étudierons les différences de taux d'adoption de ces mêmes technologies selon les catégories de taille des établissements et leur propriété nationale ou étrangère. Les données qui ont servi à la présente étude sont tirées de trois enquêtes de Statistique Canada sur les technologies de pointe dans l'industrie canadienne de la fabrication. Vous pouvez nous demander la liste complète des technologies visées par ces enquêtes.

Progression de l'utilisation dans les groupes fonctionnels de technologies

En 1989, les taux d'adoption de quatre grands groupes fonctionnels de technologies étaient relativement semblables. Il y avait un établissement sur cinq qui exploitait au moins une technologie appartenant à chacun des groupes (tableau 1). Les techniques de traitement et de fabrication prédominaient, puisque 21 % des établissements manufacturiers utilisaient au moins une technique de ce groupe. Les trois autres groupes se rangeaient un peu derrière avec des taux d'adoption d'environ 17 %.

Le tableau 1 indique que la progression de l'utilisation de technologies de pointe a été relativement lente dans la première moitié des années 1990, période où le secteur de la fabrication se trouvait en proie à une vaste récession. Pendant cette période, les techniques de conception et d'ingénierie se sont toutefois distinguées par un taux de croissance relativement élevé de 19 points. La croissance est alors demeurée faible dans le groupe de l'intégration et du contrôle et celui du traitement et de la fabrication avec des augmentations respectives des taux d'adoption de trois à sept points. Dans le groupe des réseaux de communication, il n'y a à peu près pas eu de progrès dans cette même période.

Feature article

Étude spéciale

This was followed during the latter half of the decade, when the economy improved, by substantial growth in technology use. There was a dramatic increase in the adoption of advanced technologies across the board. Unlike the first period, network communication technologies enjoyed the highest growth in the latter half of the decade with an increase of 29 percentage points. Integration and control maintained its strong second position with growth of 25 percentage points, while processing and fabrication rose at a substantially higher rate (20 percentage points) than it did previously. Growth in the design and engineering group stayed roughly constant at 14 percentage points.

Table 1 Functional Advanced Technology Use, 1989 to 1998

(Establishment Weighted)

En revanche, l'exploitation technologique a nettement progressé dans la seconde moitié de la décennie, l'économie s'étant améliorée. On a observé partout des pas de géant dans l'adoption de technologies de pointe. Contrairement à ce qui s'était passé dans la première moitié, les techniques de communication réseau ont le plus avancé, soit de 29 points. Le groupe de l'intégration et du contrôle n'est pas demeuré en reste, occupant toujours le deuxième rang avec un accroissement de 25 points, alors que le groupe du traitement et de la fabrication pressait nettement le pas (20 points de plus). Enfin, dans le groupe de la conception et de l'ingénierie, la croissance du taux d'adoption est restée en gros la même (14 points).

Tableau 1 Exploitation des groupes fonctionnels de technologies de pointe de 1989 à 1998

(après pondération en fonction des établissements)

Tachnologica	Use – Utilisation				
Technologies	1989	1993	1998		
	(percent of estab	lishments) – (pourcentage des é	tablissements)		
Design and Engineering – Conception et ingénierie	18	37	51		
Processing, Fabrication, Assembly – Traitement, fabrication et assemblage	21	24	44		
Network Communications – Réseaux de communication	16	18	47		
Integration and Control – Intégration et contrôle	17	24	49		

By 1998 there was little variation in use across the four major groups. Roughly half of all plants were using technologies in each group. Design and engineering, integration and control and communication technologies had the highest incidence of use in 1998, with processing and fabrication technologies trailing slightly behind.

The relative growth rates in the late 1990s correspond closely to the relative performance or success of the different technologies in the 1980s. Communications grew most quickly, followed by integration and control. It was the use of these technologies that was associated with the most success in the earlier decade, although the gains did not occur until the expansion phase of the business cycle.

Growth In Individual Technology Use

During the five-year period from 1989 to 1993, growth rates were relatively moderate or low, except for technologies in the design and engineering group. The rising importance of computer-based and communications-based technologies occurs from 1993 to 1998. To provide a more comprehensive picture, this section further investigates the growth in technology adoption rates by examining advanced technology use at the individual technology level (Table 2).

En 1998, l'exploitation technologique ne variait guère selon les grands groupes fonctionnels. Environ la moitié de tous les établissements employaient des technologies dans chacun des groupes. L'utilisation était la plus fréquente en 1998 dans les catégories de la conception et de l'ingénierie, de l'intégration et du contrôle et des réseaux de communication, qui étaient suivies de près par le groupe du traitement et de la fabrication.

Les taux de progression relative vers la fin des années 1990 correspondent de près aux progrès relatifs des diverses technologies dans les années 1980. Le groupe des communications est celui qui croît le plus rapidement, suivi de celui de l'intégration et du contrôle. Ce sont là les technologies qui étaient le plus liées au succès des établissements dans les années 1980, bien que les gains ne se soient pas présentés avant la période d'expansion du cycle économique.

Progression de l'utilisation individuelle de technologies

Dans les cinq ans compris entre 1989 et 1993, les taux de progression ont été relativement modérés ou faibles sauf dans le cas des technologies du groupe de la conception et de l'ingénierie. C'est de 1993 à 1998 que les technologies fondées sur l'informatique et les communications ont gagné en importance. Pour brosser un tableau plus complet de la situation, nous nous attacherons dans cette section à la croissance des taux d'adoption technologique sous l'angle de l'utilisation individuelle de techniques de pointe (tableau 2).

Étude spéciale

Table 2 Growth in Individual Technology Use, 1989 to 1998

Tableau 2
Progression de l'utilisation individuelle de technologies de pointe de 1989 à 1998

	1000	1000	4000 4000	1000	Change from 1989 to 1998
	1989	1993	1998	Variation de 1989 à 1998	
	Percer	nt of establish	ments	Percentage points	
	Pourcenta	age des établi	ssements	Points de	
Design and Engineering – Conception et ingénierie				pourcentage	
Computer-Aided Design/Computer- Aided Engineering (CAD/CAE) — Conception et ingénierie assistées par ordinateur (CAO-IAO) Computer-Aided Design/Computer-Aided Manufacturing (CAD/CAM) — Conception et	16	32	44	28	
fabrication assistées par ordinateur (CAO-FAO) Digital Representation of CAD Output (modelling or simulation technologies) –	7	15	36	29	
Représentation numérique de produits CAO (technologies de modélisation ou de simulation)	4	7	17	13	
Processing and Fabrication — Traitement et fabrication Flexible Manufacturing Cells/Systems — Cellules et systèmes de fabrication flexible Programmable Logic Controllers — Automates et procédés programmables Materials Working Lasers — Lasers de traitement des matériaux Pick & Place Robots — Robots manipulateurs Other Robots — Autres robots	6 15 1 3	7 17 3 5 4	15 37 9 7 8	9 22 8 4 5	
Network communications – Réseaux de communication Local Area Network for Technical Data and/or Factory/Production use – Réseaux locaux pour les besoins de l'ingénierie ou de la production Inter-Company Computer Network – Réseaux informatiques interentreprises	12 9	14 9	36 29	24 20	
Intégration and Control – Itégration et contrôle					
Manufacturing Resource Planning (MRP II)/Enterprise resource planning (ERP) — Planification des ressources de fabrication (PRF II) et des ressources de l'entreprise (PRE) Computers used for Control in Factories — Ordinateurs de commande-contrôle en fabrication Computer Integrated Manufacturing — Production assistée par ordinateur Supervisory Control & Data Acquisition (SCADA) — Systèmes d'acquisition et de contrôle	8 9 4	9 16 7	21 31 18	13 22 14	
des données (SACD) Knowledge-Based Software – Logiciels à base de connaissance	4	7 2	16 18	12 17	

Technologies within the network communication group have experienced some of the largest changes in growth rates between the two periods of comparison. With virtually no growth during the 1989 to 1993 period, these technologies experienced some of the highest growth rates for the 1993 to 1998 period. For instance, inter-company computer networks went from no growth in the first period to a 20 percentage point increase in the second. Local area networks for technical data also experienced a large increase in growth of 22 percentage points—the highest individual increase in technology use of all technologies during the 1993 to 1998 period.

Growth in the design and engineering group was largely due to the rapid rise in the use of both computer-aided design and engineering (CAD/CAE) and computer-aided design and manufacturing (CAD/CAM) equipment. CAD/CAE technologies had the highest adoption rates of any of the individual technologies surveyed for the whole decade. The use of CAD/CAE by- establishments rose by about 14

La variation des taux de croissance a été la plus ample dans les technologies du groupe des réseaux de communication pendant les deux périodes de comparaison. Ces techniques n'avaient pour ainsi dire pas progressé de 1989 à 1993, mais elles ont présenté des taux de croissance parmi les plus élevés de 1993 à 1998. Ainsi, dans la catégorie des réseaux informatiques interentreprises, on est passé d'une croissance nulle dans la première période à un accroissement de 20 points dans la seconde. Dans celle des réseaux locaux d'ingénierie, on a observé un important gain de 22 points. C'est là la plus grande hausse qui ait été relevée dans toutes les catégories techniques de 1993 à 1998.

Dans le groupe fonctionnel de la conception et de l'ingénierie, la croissance tient en grande partie à une progression rapide de l'exploitation technologique dans les catégories de la conception et de l'ingénierie assistées par ordinateur (CAO-IAO) et de la conception et de la fabrication informatisées (CAO-FAO). De toutes les technologies observées dans l'ensemble de la décennie, ce sont les techniques CAO-IAO qui présentaient individuellement les

Étude spéciale

percentage points in both periods. CAD/CAM experienced moderate increases in the first period (8 percentage points) with large increases in the second (21 percentage points). The other technology in this group, digital representation of CAD output, experienced relatively small growth between 1989 and 1993, but the use of these technologies had grown by 10 points by 1998.

Technologies in the integration and control group have somewhat lower growth rates for the 1989 to 1993 period, ranging from virtually no growth for knowledge-based software to three percentage points for supervisory control and data acquisition to seven percentage points for computers used for control in factories. During the second period, however, these technologies experienced substantial increases in demand. Growth was highest for knowledge-based software and computers used for control in factories at about 15 percentage points each (a broader definition of the knowledge-based software category may account for some of this growth).

There was virtually no growth in processing and fabrication technologies during the 1989 to 1993 period. During the 1993 to 1998 period, however, this changed. Flexible manufacturing systems showed signs of moderate growth during this latter period, increasing by 8 percentage points. Programmable logic controllers led the way with an increase of 20 percentage points.

Growth in Advanced Technology Use by Size Class

Advanced technology use increases monotonically with plant size in 1989. Adoption rates of large plants are typically five to six times that of small plants in the beginning of the period. Large plants also had substantially higher adoption rates than medium-sized plants (Table 3).

Growth in advanced technology use by functional category and by size class for the period from 1989 to 1993 is depicted in Figure 1. Technology growth during this recessionary period was primarily restricted to design and engineering and, to a lesser extent,

taux d'adoption les plus élevés. Leur utilisation dans les établissements a en effet augmenté de 14 points environ dans les deux périodes considérées. Dans le cas des techniques CAO-FAO, la croissance a été modérée dans la première période (8 points) et vive dans la seconde (21 points). Pour l'autre technologie de ce groupe, à savoir la représentation numérique de produits CAO, on a constaté une croissance relativement modeste de 1989 à 1993, mais l'exploitation de cette technique avait progressé de 10 points en 1998.

Les taux de croissance ont été quelque peu moindres de 1989 à 1993 dans le groupe fonctionnel de l'intégration et du contrôle : progrès à peu près inexistants des logiciels à base de connaissance, augmentation de trois points dans le cas des systèmes d'acquisition et de contrôle des données et de sept points dans celui des ordinateurs de commande-contrôle en fabrication. Pendant la seconde période, la demande qui s'attache à ces techniques a cependant fait des progrès appréciables. Les taux de croissance ont été les plus élevés (15 points environ) dans les catégories des logiciels à base de connaissance et des ordinateurs de commande-contrôle en fabrication (dans le premier cas, la progression pourrait s'expliquer en partie par une définition plus large des techniques en question).

De 1989 à 1993, les technologies de traitement et de fabrication n'ont pour ainsi dire pas avancé, mais la situation s'est transformée de 1993 à 1998, puisque les systèmes de fabrication flexible ont semblé modérément en croissance (8 points) dans cette dernière période. Ce sont les automates et les procédés programmables qui ont mené le mouvement avec une augmentation de 20 points.

Progression de l'utilisation de technologies de pointe par catégorie de taille

En 1989, l'utilisation de technologies de pointe est en courbe de progression monotone avec la taille des établissements. Les taux d'adoption technologique des grands établissements dépassent habituellement cinq à six fois ceux des petits au début de la période. Ajoutons que les premiers présentent des taux d'adoption bien supérieurs à ceux des établissements moyens (tableau 3).

La figure 1 décrit les progrès de l'utilisation de technologies de pointe selon les groupes fonctionnels et les catégories de taille de 1989 à 1993. À cette époque de récession, l'exploitation technologique a progressé surtout dans le groupe de la conception et de

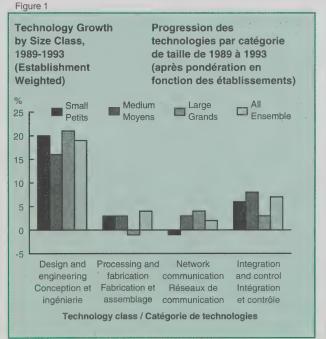


Table 3
Functional Technology Use by Size, 1993 to 1998
(Establishment Weighted)

Tableau 3
Exploitation des groupes fonctionnels de technologies selon la taille de 1993 à 1998
(après pondération en fonction des établissements)

	Small Petits établissements		Medium			Large			
Technologies			Moyens établissements		Grands établissements				
	1989	1993	1998	1989	1993	1998	1989	1993	1998
		(per	centage of e	stablishmer	nts) – (pour	centage des	établisseme	nts)	
Design and Engineering – Conception et ingénierie Processing, Fabrication, Assembly – Traitement,	11	31	44	25	41	63	53	. 74	87
fabrication et assemblage	12	16	- 34	30	33	62	70	69	90
Network Communication – Réseaux de communication Integration and Control – Intégration et contrôle	11 10	10 15	35 38	22 23	25 31	69	57- 63	61 66	92 90

integration and control. It is noteworthy that the difference between the size classes remains relatively constant, as small, medium and large plants experienced growth rates of 20, 16 and 21 percentage points, respectively, within the design and engineering group. Growth in the integration and control group was fairly moderate and was restricted to small and medium sized plants. Outside of design and engineering, there was virtually no growth in adoption rates for large plants during this five-year period.

Substantial growth in technology use occurred during the last half of the decade in each functional group and this held for all size classes (Figure 2). The

functional groups experiencing the fastest growth for this period were network communications and integration and control. Processing and fabrication and design and engineering followed.

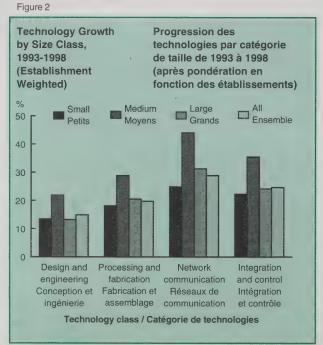
The increasing use of network communication technologies occurred in all size classes. Growth rates were 25, 43 and 31 percentage points in small, medium, and large plants, respectively, during this period. All size classes also experienced high growth rates in the other three functional groups, with medium-sized plants also tending to have the highest growth rates. Growth rates for large and small plants

l'ingénierie et, dans une moindre mesure, dans celui de l'intégration et du contrôle. Il convient de noter que les différences entre catégories de taille sont relativement constantes, les établissements petits, moyens et grands ayant respectivement eu des taux de progression de 20, 16 et 21 points dans le groupe de la conception et de l'ingénierie. Dans celui de l'intégration et du contrôle, les progrès ont été plutôt modérés, se limitant aux petits et moyens établissements. En dehors de la catégorie de la conception et de l'ingénierie, les taux d'adoption n'ont à peu près pas évolué en hausse dans les grands établissements pendant ces cinq ans.

Pendant la seconde moitié de la décennie, on a vu l'exploitation technologique faire des progrès appréciables dans chaque groupe fonctionnel. Cette constatation vaut pour

toutes les catégories de taille (figure 2). De tous les groupes fonctionnels, ce sont ceux des réseaux de communication et de l'intégration et du contrôle qui ont progressé le plus vite, suivis du groupe du traitement et de la fabrication et de celui de la conception et de l'ingénierie.

On a de plus en plus exploité le groupe des réseaux de communication dans toutes les catégories de taille, les taux de progression s'établissant respectivement à 25, 43 et 31 points dans les petits, moyens et grands établissements. Dans les trois autres groupes fonctionnels, les taux de croissance ont été élevés dans toutes les catégories de taille, là aussi dans les établissements de taille moyenne



Feature article

Étude spéciale

were about the same, except in the communications group, where large plants increased their adoption rates of technologies relative to small plants by 10 percentage points over the last ten years.

In summary, moderate growth in the first part of the decade was followed by substantial gains across all size classes. However, except for the communications group, differences in the adoption rates between small and large plants have not changed during the 1990s. The relative increase in the adoption rates of large plants over small plants in the communications group suggests that smaller plants have fallen behind in one of the most important functional groups. By contrast, medium sized plants have reduced the gap between themselves and the largest plants in all of the functional groups.

There are several reasons why large firms tend to have higher technology adoption rates than smaller firms. First, there are asymmetries of information, with larger firms being more informed about new technologies. Small firms are more likely to indicate they suffer from a lack of technical information than are large firms (Baldwin, 1997). Second, larger firms tend to have more financial and technical resources to acquire advanced technologies. Third, production processes of larger firms tend to facilitate the implementation of advanced technologies compared to smaller firms (Northcott and Vickery, 1993).

Growth in Technology Use by Ownership

The effect that nationality of ownership has on the adoption of technology use is an important issue for Canada. With the globalization of markets, Canadianowned businesses are faced with an increasingly competitive environment. This has heightened interest as to whether Canadian-owned firms are able to compete with foreign-owned firms.

There is a marked difference between the technology adoption rates of Canadian and foreignowned plants at the functional level in all three surveys (Tables 4 and 5). In 1989, these differences were largest in the areas of integration and control as well as processing technologies. During the recession between 1989 to 1993, foreign-owned plants increased their use of technologies at a faster rate than domestically owned firms. This supports the view that foreign-owned plants generally react less to local or domestic macro-economic conditions.

principalement. Dans le cas des grands et petits établissements, les taux d'accroissement ont été à peu près semblables sauf dans le groupe des techniques de communication. Dans cette dernière catégorie, les grands établissements ont relevé de 10 points depuis dix ans leurs taux d'adoption technologique par rapport aux petits.

Bref, à une croissance modérée dans la première moitié de la décennie ont succédé des progrès appréciables dans toutes les catégories de taille. Toutefois, les différences de taux d'adoption n'ont pas varié durant les années 90 entre les petits et les grands établissements sauf dans le groupe des communications. La progression relative des taux d'adoption des grands établissements par rapport à ceux des petits dans le groupe des communications est sans doute l'indice que les seconds se sont laissé distancer dans un des groupes fonctionnels les plus importants. On constate en revanche que les moyens établissements ont réduit l'écart qui les séparait des grands dans tous les groupes fonctionnels.

Plusieurs facteurs expliquent que les grandes entreprises aient généralement des taux d'adoption technologique supérieurs à ceux des entreprises de moindre taille. Premièrement, il y a des asymétries dans l'information, les entreprises plus grandes étant mieux renseignées sur les nouvelles technologies. Les petites entreprises sont plus susceptibles que les grandes de signaler des lacunes sur le plan de l'information technique (Baldwin, 1997). Deuxièmement, les entreprises plus grandes disposent habituellement de plus de ressources financières et techniques pour se doter de techniques d'avant-garde. Troisièmement, leurs procédés de production tendent généralement à faciliter l'implantation de techniques de pointe, ce qui les distingue des entreprises de moindre taille (Northcott et Vickery, 1993).

Progression de l'utilisation de technologies selon le pays de propriété

L'incidence du pays de propriété sur l'adoption de technologies représente une question importante au Canada. En cette ère de mondialisation des marchés, les entreprises appartenant à des intérêts canadiens se retrouvent dans un milieu de plus en plus concurrentiel, et c'est pourquoi on cherche de plus en plus à établir si elles sont capables de soutenir la concurrence des entreprises appartenant à des intérêts étrangers.

Dans les trois enquêtes, on relève au niveau des groupes fonctionnels des différences marquées de taux d'adoption entre établissements canadiens et étrangers (tableaux 4 et 5). En 1989, les écarts étaient les plus grands dans les groupes de l'intégration-contrôle et du traitement. Dans la récession 1989-1993, les établissements étrangers ont augmenté plus rapidement que les établissements canadiens l'usage qu'ils faisaient de la technologie, ce qui confirmerait que les premiers réagissent généralement moins à la conjoncture macroéconomique locale ou nationale.

Table 4
Functional Technology Use by Ownership,
1989 to 1998
(Establishment Weighted)

Tableau 4
Exploitation des groupes fonctionnels de technologies selon le pays de propriété de 1989 à 1998
(après pondération en fonction des établissements)

	1989 Survey Enquête de 1989		1993	Survey	1998 Survey	
			Enquête de 1993		Enquête de 1998	
Technologies	Canadian Owned	Foreign Owned	Canadian Owned			Foreign Owned
	Établissements canadiens	Établissements étrangers	Établissements canadiens	Établissements étrangers	Établissements canadiens	Établissements étrangers
Design and Engineering – Conception et ingénierie	17	22	34	51	. 50	61
Processing, Fabrication, Assembly – Traitement, fabrication et assemblage	18	35	. 20	44	41	69
Network Communications – Réseaux de communication	14	28	. 14	37	44	73
Integration and Control – Intégration et contrôle	13	. 32	19	44	47	66

Between 1989 and 1993, the design and engineering and integration and control functional groups experienced the fastest growth in both foreign- and domestically owned plants (Figure 3). Nevertheless, the difference between foreign- and domestically controlled plants widened during this period. Adoption rates for Canadian-owned plants in these two groups grew by 17 and 6 percentage points, respectively; adoption rates for foreign-owned plants grew by 29 and 12 percentage points, respectively. Little or no growth occurred for Canadian-owned plants in the

Figure 3

remaining functional groups, while there was a nine percentage point increase in both processing and fabrication and network communications by foreign-owned plants.

By 1993, the functional group with the highest rate of technology adoption was design and engineering for both foreign- (51%) and domestically-owned (34%) plants. The other three functional groups however, had the largest differences in adoption rates between foreign- and domestically-owned plants. Roughly 24 percentage points separated foreign and domestic adoption rates for each of these functional groups. Foreign-owned plants also had higher use of integration and control (44 percentage points),

De 1989 à 1993, le groupe fonctionnel de la conception et de l'ingénierie et celui de l'intégration et du contrôle ont progressé le plus rapidement dans les établissements tant étrangers que canadiens (figure 3). On constate néanmoins que l'écart entre les deux catégories d'établissements s'est accru pendant cette période. Dans l'un et l'autre des groupes fonctionnels, les taux d'adoption se sont respectivement accrus de 17 et 6 points dans les établissements canadiens et de 29 et 12 points dans les établissements étrangers. Dans les autres groupes fonctionnels, ils n'ont guère augmenté dans les établissements canadiens, alors qu'ils s'élevaient de neuf

points tant dans le groupe du traitement et de la fabrication que dans celui des réseaux de communication.

Growth in Progression de l'utilisation **Technology Use** de technologies selon by Country of Control, le pays de contrôle, 1989-1993 1989-1993 (Establishment (après pondération en Weighted) fonction des établissements) % Canadian Foreign Étrangers 30 Canadiens 25 20 10 5 Design and Processing and Network Integration fabrication communication engineering and control Fabrication et Réseaux de Conception et Intégration ingénierie assemblage communication et contrôle Technology class / Catégorie de technologies

En 1993, le groupe fonctionnel où culminait le taux d'adoption technologique était celui de la conception et de l'ingénierie dans les établissements tant étrangers (51 %) que canadiens (34 %). C'est dans les trois autres groupes fonctionnels que l'on relevait cependant les plus grandes différences de taux d'adoption entre établissements étrangers et canadiens. Dans chacun, l'écart se chiffrait à 24 points environ. Les établissements étrangers présentaient aussi des taux supérieurs d'exploitation des

Étude spéciale

processing and fabrication (44 percentage points) and network communications (37 percentage points).

Network communications had the highest rate of growth of all functional groups after 1993, and here growth was higher for foreign-owned plants (36 percentage points) than for domestic-owned plants (30 percentage points). Foreign-owned plants also experienced slightly higher growth in the processing and fabrication group (25 percentage points versus 21 points for domestically owned plants). Conversely, domestic-owned plants experienced higher growth in the two other functional groupings—design and engineering and integration and control.

In 1998, the largest disparities between Canadian and foreign-owned plants were in the processing and fabrication and the network communica-

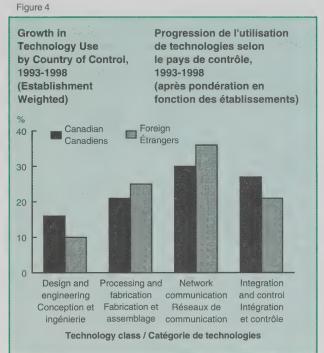
tions groups. Moreover, these differences had increased from those existing in 1989. Almost 30% more foreign-owned establishments used technologies from each of these groups than did domestically owned plants. Even in design and engineering and integration and control, where adoption rates in domestically owned plants had grown more quickly in the second half of the decade than in foreign-controlled plants, domestic plants still lagged behind those of foreign-owned plants in 1998, and the gap was not appreciably different from that existing in 1989.

In summary, domestic-owned plants fell behind foreign-owned plants over the course of the decade in the key areas of network communications and processing and did not manage to appreciably close the technology gap in other areas like integration and control as well as design and engineering.

Conclusion

The use of advanced technologies over the last decade has grown rapidly as firms have increasingly incorporated these technologies into various stages of the production process. However, the growth in advanced technology use in the first half of the 1990s was slowed by recessionary pressures on firms. Only technologies within the design and engineering group

groupes de l'intégration et du contrôle (44 points), du traitement et de la fabrication (44) et des réseaux de communication (37).



De tous les groupes fonctionnels, c'est celui des réseaux de communication qui a connu les plus hauts taux de croissance après 1993; ceuxci ont été plus élevés dans les établissements étrangers (36 points) que dans les établissements canadiens (30 seulement), tout comme dans le groupe du traitement et de la fabrication (25 points contre 21, soit une progression un peu supérieure dans le cas des établissements étrangers). En revanche, les deux autres groupes fonctionnels (conception-ingénierie et intégrationcontrôle) ont progressé davantage dans les établissements canadiens.

En 1998, on relevait les inégalités les plus marquées entre établissements canadiens et étrangers dans le groupe du traitement et de la

fabrication et celui des réseaux de communication. On constatait en outre que les différences s'étaient accentuées depuis 1989. Les établissements étrangers étaient presque 30 % plus nombreux à exploiter chacune de ces catégories techniques que les établissements canadiens. Même dans le groupe de la conception et de l'ingénierie et celui de l'intégration et du contrôle, où les taux d'adoption s'étaient élevés plus rapidement dans les établissements canadiens que dans les établissements étrangers pendant la seconde moitié de la décennie, les exploitants canadiens étaient toujours à la traîne des exploitants étrangers en 1998 et l'écart n'était pas très différent de celui qui existait en 1989.

Pour résumer, disons que les établissements canadiens se sont laissé distancer par les établissements étrangers pendant la décennie dans les domaines clés des réseaux de communication et des technologies de traitement et qu'ils n'ont pas réussi outre mesure à faire du rattrapage technologique dans d'autres domaines comme ceux de l'intégration-contrôle et de la conception-ingénierie.

Conclusion

Depuis dix ans, la technologie d'avant-garde a fait des progrès rapides, les entreprises ayant de plus en plus intégré les techniques de pointe aux divers stades de leur production. Toutefois, les tensions d'une période de récession pour les entreprises ont ralenti la progression dans la première moitié de la décennie 1990. Il n'y a que les techniques du groupe fonctionnel de la conception et de l'ingénierie qui aient fait

Étude spéciale

Growth in the Use of Individual Technologies by Canadian and Foreign Owned Plants, 1989 to 1998 (Establishment Weighted)

Tableau 5 Progression de l'utilisation individuelle des technologies par les établissements canadiens et étrangers de 1989 à 1998 (après pondération en fonction des établissements)

	1989	Survey	1993	Survey	1998	Survey
	Enquête de 1989		Enquête	de 1993	Enquête de 1998	
Technologies	Canadian Owned	Foreign Owned	Canadian Owned	Foreign Owned	Canadian Owned	Foreign Owned
	Établis- sements canadiens	Établis- sements étrangers	Établis- sements canadiens	Établis- sements étrangers	Établis- sements canadiens	Établis- sements étrangers
		% of es	stablishments -	- Pourcentage o	des établisseme	nts
Design and Engineering – Conception et ingénierie Computer-Aided Design/Computer-Aided Engineering (CAD/CAE) – Conception et ingénierie assistées par ordinateur (CAO-IAO) Computer-Aided Design/Computer-Aided Manufacturing (CAD/CAM) -	15	` 20	30	48	43	57
Conception et fabrication assistées par ordinateur (CAO-FAO) Digital Representation of CAD output (modelling or simulation technologies) – Représentation numérique de produits CAO	7	. 7	16	16	36	34
(technologies de modélisation ou de simulation)	4	6	7	10	17	22
Fabrication and Assembly – Fabrication et assemblage Flexible manufacturing cells/systems – Cellules et systèmes de fabrication flexible	6	11	6	· 15	14	29
Programmable (Logic) Controllers – Automates et procédés programmables	13	31	14	. 36	34	64
Materials Working Lasers – Lasers de traitement des matériaux Pick & Place Robots – Robots manipulateurs Other Robots – Autres robots	3 2	2 7 6	3 4 4	4 12 7	8 6 7	9 15 13
Network Communications – Réseaux de communication Local Area Network for technical data and/or production/factory use - Réseaux locaux pour les besoins de l'ingénierie ou de la production		19	10	30	33	61
Inter-Company Computer Network – Réseaux informatiques interentreprises	8	19	7	19	26	57
Integration and Control – Intégration et contrôle Manufacturing Resource Planning (MRP II)/Enterprise resource planning (ERP) – Planification des ressources de fabrication						
(PRF II) et des ressources de l'entreprise (PRE) Computers used for Control in Factories – Ordinateurs de	6	14	7	21	18	39
commande-contrôle en fabrication Computer Integrated Manufacturing – Production assistée par	7	22	12	35	29	49
ordinateur Supervisory Control & Data Acquisition (SCADA) – Système	. 2	9	6	10	18	22
d'acquisition et de contrôle des données (SACD) Artificial Intelligence/Expert Systems – Intelligence artificielle et	4	8	6	15	15	25
systèmes experts	1	4	1	3	12	24

achieved substantial growth during this period, most of which was contributed by growth in computer-aided design and engineering technologies. Over the second half of the decade, functional technology use grew across all major groupings, with communications technologies leading the way. These communications technologies are central to the soft-manufacturing revolution and were associated with higher growth in plant productivity and wages in the 1980s.

des progrès appréciables pendant cette période, et surtout les techniques de conception et d'ingénierie assistées par ordinateur. Dans la seconde moitié de la décennie, on a plus exploité tous les groupes fonctionnels et, en premier lieu, celui des technologies de communication, lesquelles se situent au cœur de la révolution des techniques douces en fabrication et étaient liées à une croissance supérieure de la productivité et de la rémunération des établissements dans les années 1980.

Feature article

Étude spéciale

Individual differences in plant characteristics such as the size of the plant and the country of control of the plant are related to advanced technology use during this period.

Over the last decade, technology use continues to be higher in larger than in smaller plants. But medium-sized plants experienced the highest rates of growth, distancing themselves from small plants and closing the gap with large plants. Size differences between large and small plants remained about the same in most cases, except for an increase for the communications group. Generally, small plants have not made up any ground on large plants over the last decade.

Plants whose ownership resides outside of Canada are more likely to use technologies than domestically-owned plants and the magnitude of the difference in general has not declined. But some of these differences are related to size. Differences in foreign- and domestic-owned adoption rates declined for large plants but not for medium and small plants, which account for the lower domestic than foreign adoption rates in all of the major functional groups.

Bibliography

Baldwin, J. (1997). "The Importance of Research and Development for Innovation in Small and Large Canadian Manufacturing Firms". Analytical Studies Branch Research Paper No. 107, Statistics Canada.

Baldwin, J., Hanel, P. and Sabourin, D. (1999). Determinants of Innovative Activity in Canadian Manufacturing Firms: The Role of Intellectual Property Rights". Analytical Studies Branch Research Paper No. 122, Statistics Canada.

Baldwin, J. and Sabourin, D. (1995). *Technology Adoption in Canadian Manufacturing*. Statistics Canada. Catalogue No. 88-512-XPB.

Jaakkola, H. and Tenhunen, H. (1993). "The Impact of Information Technology on Finish Industry: A Review of Two Surveys". *STI Review* No. 12, pp. 53-80.

Northcott, J. and Vickery, G. (1993). "Surveys of the Diffusion of Microelectronics and Advanced Manufacturing Technology". *STI Review* No. 12, pp. 7-35.

Robson, M., Townsend, J., and Pavel, K. (1988). "Sectoral Patterns of Production and Use of Innovation in the UK: 1945-1983". *Research Policy* No. 17, pp. 1-14.

On constate l'existence d'un lien pendant cette période entre l'exploitation de la technologie d'avant-garde et les différences individuelles relevées pour des caractéristiques des établissements comme leur taille et leur pays de contrôle.

Depuis dix ans, la technologie reste plus en usage dans les grands établissements que dans les établissements de moindre taille. C'est toutefois dans les établissements de taille moyenne que les taux de progression ont été le plus élevés, ce qui a permis à ceux-ci de distancer les petits établissements et de se rapprocher des grands. Les différences entre grands et petits établissements sont demeurées à peu près les mêmes dans la plupart des cas, sauf pour un gain dans le groupe fonctionnel des communications. En général, les petits établissements n'ont aucunement fait de rattrapage par rapport aux grands depuis dix ans.

Les établissements appartenant à des intérêts étrangers sont plus susceptibles d'utiliser des technologies que les établissements appartenant à des intérêts canadiens et, règle générale, les écarts constatés n'ont pas diminué. Certaines de ces différences sont en relation avec la taille des établissements. Les écarts de taux d'adoption entre établissements étrangers et canadiens ont décru dans la catégorie des grands établissements, mais non dans celles des petits et des moyens établissements, ce qui explique que, dans tous les principaux groupes fonctionnels, les taux d'adoption soient moins élevés dans les établissements canadiens que dans les établissements étrangers.

Bibliographie

Baldwin, J. (1997). "Importance de la recherche et du développement sur l'aptitude à innover des petites et des grandes entreprises manufacturières canadiennes". Direction des études analytiques, document de recherche No. 107, Statistique Canada.

Baldwin, J., Hanel, P. et Sabourin, D. (1999). "Les déterminants des activités d'innovation dans les entreprises de fabrication canadiennes: le rôle des droits de propriété intellectuelle". Direction des études analytiques, document de recherche No. 122, Statistique Canada.

Baldwin, J. et Sabourin, D. (1995). Adoption de la technologie dans les secteurs de la fabrication au Canada. Statistique Canada No. 88-512-XPB au Catalogue.

Jaakkola, H. et Tenhunen, H. (1993). "The Impact of Information Technology on Finish Industry: A Review of Two Surveys". *STI Review* No. 12, pp. 53-80.

Northcott, J. et Vickery, G. (1993). "Surveys of the Diffusion of Microelectronics and Advanced Manufacturing Technology". *STI Review* No. 12, pp. 7-35.

Robson, M., Townsend, J., et Pavel, K. (1988). "Sectoral Patterns of Production and Use of Innovation in the UK: 1945-1983". *Research Policy* No. 17, pp. 1-14.

Income Trends in Conada

In these times of budget challenges, it is more crucial than ever before to understand income trends of Canadians.

Use *Income Trends in Canada* on CD-ROM to view trends with one mouse click. Create your own tables. Chart income data. And more!



Tendances du revenu au Canada

En cette période de défis budgétaires, il importe plus que jamais de comprendre les tendances du revenu des Canadiens.

Servez-vous du CD-ROM **Tendences du revenu au Canada** pour visualiser
les tendances à l'aide d'un simple clic de
souris. Personnalisez vos tableaux. Créez vos
propres graphiques. Et plus!

Get the overall picture with nearly two decades of data

For \$195, you will find income statistics covering 1980 to 1997 for <u>Canada, the provinces and 15 metropolitan areas!</u> Get accurate and reliable data about:

- income from employment... and other sources
- taxes
- impact of government transfers on family income
- differences in earnings between women and men
- income of Canada's seniors
- income inequality and low income
- and a lot more!

Need more details? Check out *Income Trends in* Canada on our Web site at http://www.statcan.ca/

english/ads/13F0022XCB/ index.htm or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre at 1 800 263-1136.

Obtenez une vue d'ensemble à l'aide de presque 20 ans de données

Pour 195 \$, vous trouverez des statistiques sur le revenu de 1980 à 1997 pour <u>le Canada, les provinces et 15 régions métropolitaines!</u> Obtenez des chiffres précis et fiables sur :

- le revenu d'emploi... et d'autres sources
- l'impôt
- l'incidence des transferts gouvernementaux sur le revenu familial
- les écarts salariaux entre les femmes et les hommes
- le revenu des aînés au Canada
- l'inégalité du revenu et le faible revenu
- et bien plus encore!

Pour en savoir plus, jetez un coup d'oeil sur *Tendances du revenu au Canada* sur notre site Web : http://

www.statcan.ca/francais/ads/ 13F0022XCB/index_f.htm ou communiquez avec le Centre de référence de Statistique Canada de votre région au 1 800 263-1136.



Order Income Trends in Canada TODAY

(catalogue number 13F0022XCB) for \$195. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping and handling outside Canada: For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10. To order, CALL 1 800 267-6677, FAX 1 877 287-4369 or MAIL: Statistics Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6. You may also order by E-MAIL: order@statcan.ca.



Commandez Tendances du revenu au Canada DES AUJOURD'HUI

(n° 13F0022XCB au catalogue) au prix de 195 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Port et manutention à l'extérieur du Canada : pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Vous pouvez commander par TÉLÉPHONE au 1 800 267-6677, par TÉLÉCOPIEUR au 1 877 287-4369 ou par la POSTE en écrivant à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6. Vous pouvez aussi nous joindre par COURRIEL à order@statcan.ca.

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- 2. Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- 2. Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres

 caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Giobalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- 1. The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- 2. Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR : Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- 2. Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

1. RRSP withdrawals revisited.

REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

1. Le point sur les retraits d'un REER.

2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- 1. Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux Etats-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Épargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.



Canada

Discover labour market trends in seconds

Labour Force Revue chronologique Historical Review de la population acti

When you need a snapshot of the labour market

...when you need quick answers or in-depth analysis

...when you need to see historical movements

...when you need labourrelated data for a presentation or report

...you'll find that the Labour Force Historical Review on CD-ROM is the perfect solution.

This easy-to-use CD-ROM, issued annually, provides:

Accurate, timely data...

actual and seasonally adjusted, monthly and annual data

BAIL SOMME SAN

- ...plus historical information...
- over 20 years of data (from 1976 to 1999)

...in a tremendously useful format!

- with thousands of cross-classified data series
- and the functionality for easy export of the data into any spreadsheet package for data manipulation

At the click of a mouse, access key variables, such as:

- strength employment and unemployment levels and rates
- demographic characteristics including age, sex, educational attainment and family variables
- national, provincial, metropolitan areas and economic regions
- sindustry, occupation, wages, union membership, job tenure
- workplace size and hours worked ...and much more.

For more detailed information on this CD-ROM, visit our Web site at http://www.statcan.ca/english/ads/71F0004XCB/index.htm

The Labour Force Historical Review on CD-ROM (catalogue no. 71F0004XCB) is available for only \$195 (plus either GST/PST or HST) in Canada and US \$195 outside Canada. To order the CD ROM, CALL 1 800 267-8677, FAX 1 877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6. You may also order by E-MALL: yright@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre: 1 800 263-1136.

Découvrez les tendances du marché du travail en quelques secondes

Que vous ayez besoin d'un instantané du marché du travail

- ... de réponses rapides ou d'analyses approfondies
 - ... de séries chronologiques
 - ... ou de données sur le marché du travail pour un exposé ou un compte rendu
 - ... le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active est l'outil parfait.

Ce CD-ROM facile à utiliser, qui paraît chaque année, vous offre :

des données exactes et à jour...

- rutes et désaisonnalisées, mensuelles et annuelles
- ... et des renseignements chronologiques...
- portant sur plus de 20 ans de données (de 1976 à 1999)
- ... présentés dans un format des plus pratiques!
- avec des milliers de séries croisées
- les fonctionnalités permettant d'exporter facilement les données vers tout tableur à des fins de manipulation

Il suffit d'un clic de souris pour accéder à des variables clés :

- les niveaux et les taux d'emploi et de chômage
- les caractéristiques démographiques, dont l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et les données familiales
- les données nationales, provinciales et relatives aux régions métropolitaines et économiques
- les données relatives aux branches d'activité, aux professions, aux salaires, à l'affiliation syndicale et à l'ancienneté d'emploi
- les données sur la taille du lieu de travail, le nombre d'heures de travail... et beaucoup plus.

Pour plus de précisions sur ce CD-ROM, visitez notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/ads/ 71F0004XCB/ index f.htm

Le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active (n° 71F0004XCB au catalogue) est offert à seulement 195 \$ (TPS/TVP ou TVH en sus) au Canada et 195 \$ US à l'extérieur du Canada. Vous pouvez commander le CD-ROM par TÉLÉPHONE au 1 800 267-6677, par TÉLÉCOPIEUR au 1 877 287-4369 ou par la POSTE à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) KIA OTE, Canada. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL à order@statean.ca ou en communiquant avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus proche au 1 800 263-1136.

...a reputable reference tool analysing the latest health information

R apid change means that you must make an extra effort to keep up to date with the many factors influencing our health and the Canadian health care system. Why not follow the lead of professionals like you? With a subscription to



Health Reports, you can rely on precise health information and use it to assess change, prepare for specific demands and plan for the future.

Current topics make each issue unique

Published four times a year, this 80-page, bilingual publication lets you monitor Canadians' health and vital statistics. It presents <u>high-quality</u>, relevant and comprehensive research articles on the health status of the population, and on the health care system.

As a user of Statistics Canada products, you will appreciate the timeliness and accuracy of the data in *Health Reports*. Amply illustrated with tables and easy-to-read graphs, the topical research articles contain <u>original analysis</u> on a host of health problems, such as work stress, childhood asthma, smoking, the risk behaviour of young adults, home care, and many other subjects. *Health Reports* will be a valuable addition to your reference collection.

Equip yourself with the latest analysis of health in Canada. Use *Health Reports* (Cat. No. 82-003-XPB) to <u>make informed decisions</u>. A one-year subscription costs \$116 in Canada (plus taxes) and US\$116 outside Canada. And for those who prefer to receive their information electronically, you can now subscribe to the downloadable version of *Health Reports* (cat. no. 82-003-XIE) on our Web site for only \$87 (plus applicable taxes).

URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub.cgi

SUBSCRIBE TODAY!

CALL toil-free 1 800 267-6677 **FAX** toll-free 1 877 287-4369

MAIL to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada.

E-MAIL: order@statcan.ca

 ${\bf CONTACT}$ your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

VISIT the Statistics Canada Web site at www.statcan.ca

.. un outil de référence reconnu qui analyse les dernières données

Rapports sur la santé



es grands changements vous poussent à vous tenir davantage au fait des nombreux facteurs qui touchent la santé des Canadiens et le régime de soins de santé. Suivez l'exemple des professionnels comme vous! Comptez sur les Rapports sur la santé pour vous fournir

sur la santé

des <u>renseignements précis sur la santé</u> qui vous permettront d'apprivoiser le changement, de vous préparer à répondre aux besoins des Canadiens et de planifier l'avenir.

Chaque numéro vous surprendra par l'actualité des sujets traités

Publié quatre fois par année, ce périodique bilingue de 80 pages vous tient au courant des dossiers d'actualité en matière de santé et de statistiques de l'état civil. Il vous présente des <u>articles de recherche fouillés et pertinents</u> sur la santé de la population et le régime de soins de santé.

Comme utilisateur des produits de Statistique Canada, vous serez à même d'apprécier l'actualité et la précision des données des *Rapports sur la santé*. Truffés de tableaux et de graphiques faciles à lire, les articles comprennent des <u>analyses originales</u> sur le stress au travail, l'asthme chez les enfants, l'usage du tabac, les comportements à risque des jeunes adultes, les soins à domicile et de nombreux autres sujets. *Rapports sur la santé*: un atout précieux pour votre bibliothèque de référence!

Procurez-vous les toutes dernières analyses sur la santé au Canada. Utilisez les *Rapports sur la santé* (numéro 82-003-XPB au catalogue) pour vous aider à <u>prendre des décisions éclairées</u>. Un abonnement d'un an coûte 116 \$ au Canada (taxes en sus) et 116 \$ US à l'extérieur du Canada. En outre, si vous préférez recevoir des renseignements sur support électronique, vous pouvez maintenant vous abonner à la version téléchargeable des *Rapports sur la santé* (nº 82-003-XIF au catalogue) à notre site Web au prix de 87 \$ seulement (taxes en sus). URL : www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub f.cgi

ABONNEZ-VOUS AUJOURD'HUI!

TÉLÉPHONEZ sans frais au 1 800 267-6677

TÉLÉCOPIEZ sans frais au 1 877 287-4369

ÉCRIVEZ à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 076 Canada

COURRIEL: order@statcan.ca

COMMUNIQUEZ avec le centre de consultation régional de Statistique Canada dont la liste figure dans la présente publication.

VISITEZ le site Web de Statistique Canada à : www.statcan.ca



WHAT IF there were a place that could save you and your business time and money by offering a consolidated area with the latest in Canadian statistics?

WHAT IF there were a place that offered accessible and reliable data on an assortment of current hot topics on Canadian social and economic themes?

WHAT IF there were a place where analysis experts that know your markets could provide you with advice and customized data at your fingertips?

WHAT IF there were such a place?

THERE IS SUCH A PLACE.

QUE DIRIEZ-VOUS de trouver au même endroit tout ce qu'il y a de plus récent en statistiques canadiennes et, du même coup, de réaliser une économie de temps et d'argent pour vous et votre entreprise?

QUE DIRIEZ-VOUS d'un endroit où seraient mises à votre portée des données fiables sur tout un éventail de sujets brûlants d'actualité du domaine social et économique canadien?

QUE DIRIEZ-VOUS d'un endroit où, en appuyant simplement sur quelques touches, vous auriez accès à des conseils et des données sur mesure, fournis par des analystes bien au courant des marchés auxquels vous vous intéressez?

QUEDIRIEZ-VOUS si un tel endroit existait?

EH BIEN, IL EXISTE!



WWW.statcan.ca BUILT FOR BUSINESS

The official source of Canadian statistics All the time — All in one place

CONÇU POUR LES AFFAIRES

La source officielle de statistiques canadiennes en un endroit et en tout temps

Bet online

With Statistics Canada's Electronic Publications!

Go virtual with Statistics Canada's electronic publications. From Arts and Culture to Travel, Transport and Warehousing, you have over 120 titles in 18 topic categories to choose from — and the list is growing every day.



Sayez branché

gràce aux publications électroniques de Statistique Canada:

Vivez au rythme virtuel des publications électroniques de Statistique Canada. De la rubrique Arts et culture à la rubrique Voyages, transport et entreposage, vous trouverez plus de 120 titres répartis en 18 catégories, et la liste s'allonge de jour en jour.

Save money.

Order online and you'll receive a 25% price reduction from that of our print publications.

One price, many rewards.

Statistics Canada subscriptions offer indefinite access to your publication and up to three years of its previous issues.

Built to last.

Unlike paper, e-versions won't yellow, fade or tear. They will stay intact and accessible for years to come!

Find the information you need now.

Online documents allow you to search, locate and print exactly what you are looking for.

Be the first to know.

Our electronic publications are regularly available before print versions, so you always have access to the most current releases.

Feel safe about ordering online.

Our secure site makes using your credit card online safe and easy. Guaranteed.

Be green.

By consciously choosing electronic over paper, you're doing your part to be ecologically friendly. Feel good about doing business, respecting the environment and saving precious resources.

Save time.

Access your publication on the day of release — no more waiting for delivery.

Put the data to work.

Copy text from our online publications right into your documents and databases.

Access anywhere, anytime.

Get up-to-date detailed information quickly and efficiently, regardless of location and time constraints.

On our site, go to <u>Products and Services</u>, select <u>Downloadable publications</u> (\$) and simply follow the steps to subscribe or purchase. It's that easy!

www.statcan.ca



Économisez de l'argent.

Les achats en ligne vous donnent droit à un rabais de 25 % sur le prix des ouvrages imprimés.

Un seul prix, beaucoup de primes.

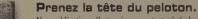
À Statistique Canada, les abonnements sont assortis d'un accès illimité à la publication que vous choisissez et aux numéros antérieurs pour une période pouvant couvrir jusqu'à trois années.

Conçues pour durer.

Contrairement aux documents imprimés, les versions électroniques ne jaunissent pas, ne se décolorent pas et ne se déchirent pas. Elles restent intactes et accessibles pendant des années!

Trouvez les renseignements que vous cherchez maintenant.

Les documents en ligne vous permettent de chercher, de trouver et d'imprimer exactement ce que vous désirez obtenir.



Nos publications électroniques sortent généralement avant les versions imprimées; vous avez donc accès aux parutions les plus récentes.

Soyez rassuré quant aux commandes en ligne.

Grâce à la sûreté de notre site, l'utilisation en ligne de votre carte de crédit est simple et sans risque. C'est garanti.

Pensez «écolo».

En optant pour les produits électroniques plutôt que les documents imprimés, vous participez à la préservation de l'environnement. Faites d'une pierre, trois coups : travaillez, respectez l'environnement et conservez des ressources précieuses.

Gagnez du temps.

Accédez à la publication le jour de sa parution - aucun délai de livraison.

Mettez les données à l'oeuvre.

Copiez des extraits de nos publications en ligne directement dans vos documents et bases de données.

Accès partout, en tout temps.

Obtenez rapidement et efficacement des renseignements détaillés et à jour, peu importe les contraintes de lieu et de temps.



Sur notre site, cliquez sur <u>Produits et services</u>, puis sélectionnez <u>Publications téléchargeables</u> (\$). Vous n'avez qu'à suivre les étapes pour acheter ou vous abonner. C'est aussi simple que cela!

www.statcan.ca conçu pour les affaires









Catalogue no. 11-010-XPB

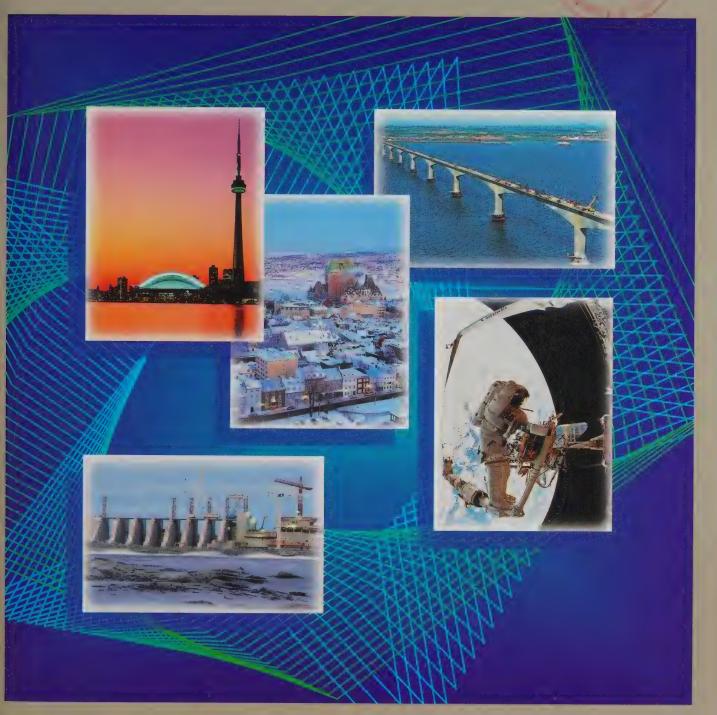
CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

Nº 11-010-XPB au catalogue

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

The year in review

Le bilan de l'année





Statistics Canada Statistique Canada





Canada

Revue chronologique de la population activ

Discover labour market trends in seconds

When you need a snapshot of the labour market

...when you need quick answers or in-depth analysis

...when you need to see historical movements

...when you need labour-related data for a presentation or report

...you'll find that the *Labour*Force Historical Review on
CD-ROM is the perfect solution.

This easy-to-use CD-ROM, issued annually, provides:

Accurate, timely data...

actual and seasonally adjusted, monthly and annual data

Sell Statement State

- ...plus historical information...
- over 20 years of data (from 1976 to 1999)

...in a tremendously useful format!

- with thousands of cross-classified data series
- and the functionality for easy export of the data into any spreadsheet package for data manipulation

At the click of a mouse, access key variables, such as:

- net employment and unemployment levels and rates
- demographic characteristics including age, sex, educational attainment and family variables
- national, provincial, metropolitan areas and economic regions
- 🌣 industry, occupation, wages, union membership, job tenure
- workplace size and hours worked ...and much more.

For more detailed information on this CD-ROM, visit our Web site at http://www.statcan.ca/english/ads/

T1F0004XCB/index.htm

The Labour Force Historical Review on CD-ROM (catalogue no. 71F0004XCB) is available for only \$195. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10. To order the CD ROM, CALL 1 800 267-8677, FAX 1 877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. You may also order by E-MAIL: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre: 1 800 263-1136.

Découvrez les tendances du marché du travail en quelques secondes

Que vous ayez besoin d'un instantané du marché du travail

- ... de réponses rapides ou d'analyses approfondies
 - ... de séries chronologiques
 - ... ou de données sur le marché du travail pour un exposé ou un compte rendu
 - ... le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active est l'outil parfait.

Ce CD-ROM facile à utiliser, qui paraît chaque année, yous offre :

des données exactes et à jour...

- rutes et désaisonnalisées, mensuelles et annuelles
- ... et des renseignements chronologiques...
- portant sur plus de 20 ans de données (de 1976 à 1999)

... présentés dans un format des plus pratiques!

- avec des milliers de séries croisées
- les fonctionnalités permettant d'exporter facilement les données vers tout tableur à des fins de manipulation

Il suffit d'un clic de souris pour accéder à des variables clés :

- relation les niveaux et les taux d'emploi et de chômage
- les caractéristiques démographiques, dont l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et les données familiales
- les données nationales, provinciales et relatives aux régions métropolitaines et économiques
- les données relatives aux branches d'activité, aux professions, aux salaires, à l'affiliation syndicale et à l'ancienneté d'emploi
- les données sur la taille du lieu de travail, le nombre d'heures de travail... et beaucoup plus.

Pour plus de précisions sur ce CD-ROM, visitez notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/ads/ 71F0004XCB/index_f.htm

Le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active (n° 71F0004XCB au catalogue) est offert à seulement 195 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Vous pouvez commander le CD-ROM par TÉLÉPHONE au 1 800 267-6677, par TÉLÉCOPIEUR au 1 877 287-4369 ou par la POSTE à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL à order@statcan.ca ou en communiquant avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus proche au 1 800 263-1136.

CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

April 2000

For more information on the CEO contact: Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6

Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640 FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca
You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Avril 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture, 24-K Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640 FAX: (613) 951-5403

Internet: oec@statcan.ca Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

April 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 4 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

Avril 2000 N° 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n° 4 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications	
device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program	
inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services	
Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries	infostats@statcan.ca
Web site	www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$27.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States Other countries	CDN \$ 6.00 CDN \$ 10.00	CDN \$72.00 CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

	Phone	(Canada and United States)	1 800 267-6677
	Fax (C	anada and United States)	1 877 287-4369
	E-mail	'	order@statcan.ca
0	Mail	Statistics Canada	

Mail Statistics Canada
Dissemination Division
Circulation Management
120 Parkdale Avenue
Ottawa, Ontario K1A 0T6

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements Service national d'appareils de télécomr	1 800 263-1136
nications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Program des bibliothèques de dépôt	me 1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel Site Web	infostats@statcan.ca www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 27 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada:

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

•	Téléphone Télécopie Courriel	e (Canada et États-Unis) ur (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677 1 877 287-4369 order@statcan.ca
•	Poste	Statistique Canada Division de la diffusion Gestion de la circulation 120, avenue Parkdale	order estatuari.ca

 Ottawa (Ontario) K1A 0T6
 En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

The economy moved from strength to strength early in the new year. Output growth in January was boosted by capital spending and robust exports, which helped to push the merchandise trade surplus to a record high. Employment continued to advance in March, leaving the unemployment rate at 6.8%. Energy costs continued to push up inflation, although the price of crude oil retreated in March.

L'économie enregistre toujours plus de fermeté au début de la nouvelle année. La croissance de la production était renforcée en janvier par les dépenses de capital et la robustesse des exportations, lesquelles ont contribué à entraîner l'excédent commercial vers un sommet. L'emploi a continué de progresser en mars et le taux de chômage est demeuré à 6,8%. Les coûts de l'énergie ont continué d'avoir un impact sur l'inflation, bien que le prix du pétrole brut ait reculé en mars.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Interest rates rise in North America and Europe; five provinces table budgets.

Hausses des taux d'intérêt en Amérique du Nord et en Europe; cinq provinces déposent leur budget.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"Year-end review"

« Le bilan de l'année »

The burst of growth at the end of the decade reversed many of the trends established through the 1990s.

La poussée de croissance à la fin de la décennie a renversé plusieurs tendances qui s'étaient manifestées durant les années 1990.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

Notes Notes

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on April 7, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desiardins, A. Meguerditchian, Y. Fortin.

J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 7 avril 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Editeur en chef adjointe: F. Roy

Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, Y. Fortin, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary Table - Key Indicators					Tableau sommaire - Indicateurs principaux					
Year and month		Employment, percent change	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois			Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100031	J12001	P119500	l 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	5.37 4.31	138 150	0.9 1.7	2.88 4.03	3.57 3.99	6.93 11.90	9.25 7.67
1998	M A M J J A S O N D	0.23 0.30 0.11 0.05 0.32 0.26 0.45 0.17 0.35 0.05	8.4 8.3 8.3 8.3 8.2 8.1 8.0 8.0	0.25 0.44 0.59 0.44 0.24 0.10 0.05 0.14 0.10	156 146 138 129 123 138 134 140 129	0.0 -0.1 0.2 0.1 0.1 0.0 -0.1 0.4 0.1 -0.1	0.33 -0.06 -0.05 -0.01 -0.30 0.92 0.09 0.36 0.46 0.46	0.36 1.33 -0.45 -1.56 1.69 0.01 0.38 -0.89 0.95 -0.06	-0.78 1.71 -0.75 -2.45 1.32 6.58 0.24 2.63 -0.26 -0.41	-1.76 3.35 -0.55 -2.07 -1.34 6.51 0.84 -0.52 0.61
1999	J F M A M J J A S O N D	0.48 0.04 0.05 0.33 0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.43 0.52 0.62 0.61 0.47 0.33 0.19 0.37 0.42 0.32 0.32 0.50	144 145 151 145 145 152 145 147 153 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.43 0.36 0.29 0.21 0.26 0.40 0.54 0.53 0.29 0.06 0.71	2.06 -0.23 0.47 -0.87 0.45 0.52 0.96 0.81 0.00 -0.95 0.94	2.01 -0.70 0.75 -0.24 1.14 1.76 2.70 3.50 -2.31 0.62 1.68 1.42	-2.66 1.06 0.11 0.26 0.53 0.87 0.59 0.63 1.81 -0.32 3.23
2000	J F M	0.30 0.24 0.20	6.8 6.8 6.8		150 168	-0.2 0.4	0.51	0.55	3.97	-1.80

OVERVIEW

The economy showed few signs of a postmillenium hangover, as buoyant capital spending fuelled another strong gain in aggregate demand to start the new year. The US economy also continued to barrel ahead for a record 108th straight month of expansion.

All sectors of capital spending began the new year on a good note, after leading growth last year. Residential building accelerated for the fifth month in a row, and starts continued to rise into February.

VUE GÉNÉRALE

L'économie n'a guère semblé avoir de maux d'estomac après les réjouissances du nouveau millénaire, car des dépenses en immobilisations vigoureuses ont fait faire un autre grand bond à la demande globale en début d'année. L'économie américaine a continué à battre son plein un 108° mois de suite d'expansion, ce qui constitue un record.

Dans tous les secteurs, les dépenses d'investissement ont entamé l'année de la bonne façon après avoir dominé l'an dernier au tableau de la croissance. La construction d'habitations s'est accélérée un cinquième mois de suite et

Based on data available on April 7; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

Basée sur les données disponibles le 7 avril; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

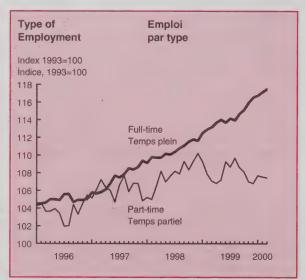
Business investment was robust: spending in the oilpatch gushed for the seventh time in eight months, non-residential construction posted its best hike in a year, and demand for imported machinery and equipment hit new heights. However, back-to-back declines in non-residential building permits are consistent with the announced intention by firms to rein in outlays this year.

The merchandise trade surplus equalled its all-time high in January. Exports surged ahead for the fourth straight month, fuelled by robust auto sales south of the border and strengthening recovery overseas. US auto sales in the first quarter hit a record 18.5 million units (at annual rates), up from last year's total of 16.8 million. Meanwhile, imports dipped, despite the strength of domestic demand, due to transitory declines for oil and auto parts.

Oil prices were a central feature in pushing up all the major price indices in February. Consumer and industrial inflation hit five-year highs, as another jump in energy costs was accompanied by modest increases for most other components. However, a number of non-energy commodity prices turned down in February and oil prices subsided in March.

Labour market

Employment in March posted its seventh straight increase, although the 0.2% gains in February and March were the smallest in this streak. Growth continued to be led by full-time positions and by private sector hiring. The labour force continued to expand in lockstep with jobs, with the participation rate hitting an 8-year high of 65.9%. This left the unemployment rate unchanged at 6.8% for the fourth month in a row. Ontario accounted for the majority of the growth in both jobs and the labour force.



Services contributed all of the growth in employment in the last two months, as goods have levelled off. Trade and management services led services. Goods were checked by a standoff between a resumption of growth in manufacturing and renewed losses in the primary sector and utilities.

les mises en chantier se sont encore multipliées en février. Les investissements des entreprises ont été solides : dans le secteur pétrolier, les projets ont fusé une septième fois en huit mois et la construction non résidentielle a connu sa meilleure progression en un an, tandis que la demande de machines et de matériel à l'importation atteignait de nouveaux sommets. Toutefois, les diminutions consécutives du nombre de permis de construction non résidentielle traduisent l'intention annoncée par les entreprises de freiner leurs dépenses cette année.

En janvier, l'excédent du commerce de marchandises a "égalé son record de tous les temps. Les exportations étaient en plein essor un quatrième mois de suite grâce à de solides ventes d'automobiles chez notre voisin du sud et à un renforcement du mouvement de reprise outre-mer. Au premier trimestre, il s'est vendu aux États-Unis un nombre record de 18,5 millions d'unités (aux taux annuels), plus donc que les 16,8 millions de l'an dernier. En revanche, les importations ont fléchi malgré la fermeté de la demande intérieure, et ce, à cause d'un recul passager des hydrocarbures et des pièces d'automobile.

Les cours pétroliers ont largement contribué à pousser en hausse tous les grands indices de prix en février. L'inflation à la consommation et dans l'industrie était à son maximum en cinq ans et un nouveau bond du prix de l'énergie s'est accompagné d'une progression modeste de la plupart des autres composantes. Par contre, un certain nombre de produits de base hors énergie ont vu leur prix décroître en février et les cours pétroliers se sont repliés en mars.

Marché du travail

En mars, l'emploi a augmenté un septième mois de suite, bien que les hausses de 0,2 % observées en février et en mars aient été les plus petites de cette période de croissance ininterrompue. Ce sont encore une fois l'emploi à plein temps et l'emploi dans le secteur privé qui ont prédominé. La population active a continué à suivre la progression de l'emploi et le taux d'activité a atteint un sommet (65.9 %) en huit ans. Ainsi, le taux de chômage est resté à 6,8 % un quatrième mois de suite. L'Ontario est à l'origine du gros de ce double accroissement de l'emploi et de la population active.

Ces deux derniers mois, les services sont responsables de toute la croissance de l'emploi, les industries de biens ayant plafonné sur ce plan. Dans les services, le commerce et les services de gestion ont mené le mouvement. Les industries productrices de biens ont été coincées entre une reprise de la croissance de l'emploi en fabrication et de nouvelles pertes dans le secteur primaire et les services publics.

Conditions économiques actuelles

Leading Index

The growth of the leading indicator picked up to 1.0% in February, after an upward-revised gain of 0.6% in January. This growth rate is slightly above the average for the past year. The upturn was led by housing, following the substantial improvement in labour market conditions at the turn of the year.

Housing decisively put an end to a string of four straight reversals. Housing starts jumped to their highest level since May 1992, as the volatile multiple units component regained all the ground lost in January. Existing home sales also firmed after several sluggish months. Sales of other durable goods continued to grow slowly.

Housing also led the advance in the US leading index. The labour and stock market indicators were not far behind, buttressing consumer confidence against the recent series of interest rate hikes.

The trend of new orders in Canada continued to strengthen, thanks to gains in export and resource industries. Shipments rose in lock-step with inventories, leaving their ratio unchanged again. The average workweek rose for the first time in eight months, a signal that a rare dip in manufacturing jobs in February would soon be reversed.

Output

The economy continued its powerful growth to start the new year, with the volume of GDP expanding by 0.5%. Construction and mining led the continued rapid gains in goods-producing industries, while new technologies accounted for the modest advance the service sector managed to eke out.

Construction activity increased 1.9% in January, its sixth straight month of accelerating growth after starting from a standstill last July. House-building remained strong, and a double-digit surge in ground breaking on new units in February assures more gains to come. Non-residential building remained a tower of strength, while investment in the oilpatch grew for the seventh time in eight months to lead the increase in mining. The burst of construction activity fuelled strong demand for non-metallic minerals.

Manufacturing chipped in with a 0.7% advance, its third straight after a brief lull last autumn. Motor vehicles led the way as export demand from the US accelerated again. Some other export industries fared less well: telecommunications equipment took a respite from explosive growth in the fourth quarter, computers posted a fourth straight drop, and paper and metals remained weak.

Indice Composite

La croissance de l'indicateur avancé s'est redressée à 1,0% en février après avoir été révisée en hausse à 0,6% en janvier. Ce taux de croissance est légèrement supérieur à la moyenne de l'an dernier. Le redressement est dominé par l'habitation après l'amélioration soutenue des conditions du marché du travail au tournant de l'année.

L'habitation met fin à quatre baisses consécutives. Les mises en chantier ont bondi à leur plus haut niveau depuis mai 1992, le marché volatil des logements collectifs ayant repris de la vigueur après le ralentissement enregistré en janvier. Les ventes de maisons existantes se sont également raffermies après plusieurs mois de lenteur. Les ventes d'autres biens durables ont poursuivi leur ascension graduelle.

L'habitation domine également la croissance de l'indicateur avancé des États-Unis. Les indicateurs des marchés du travail et financier ont aussi poursuivi leur galop, alimentant le bond de la confiance des consommateurs qui ont démontré jusqu'à maintenant peu de sensibilité aux hausses récentes des taux d'intérêt.

Les industries à l'exportation et les ressources alimentent à leur tour la tendance positive des nouvelles commandes au Canada. Les livraisons ont continué de progresser au même rythme que les stocks, laissant leur ratio inchangé. La durée hebdomadaire du travail enregistrait une première hausse en huit mois, laissant présager d'autres augmentations de l'emploi après une rare baisse en février.

Production

En début d'année, l'économie s'est encore propulsée en avant et, en volume, le PIB s'est accru de 0,5 %. La construction et les mines ont entraîné les industries de biens dans cette nouvelle progression rapide et, dans les industries de services, les nouvelles technologies ont causé la modeste hausse dont ce secteur a dû se contenter.

En janvier, la production en construction a augmenté de 1,9 %. C'est un sixième mois consécutif d'accélération de la croissance d'une industrie qui, en juillet dernier, était encore enlisée. Les mises en chantier d'habitations sont demeurées fermes et une progression à deux chiffres des mises en chantier de logements neufs en février laisse présager de nouvelles progressions. La construction non résidentielle est demeurée un moteur et, dans le secteur pétrolier, les investissements se sont élevés une septième fois en huit mois pour donner à cette industrie la position de tête dans la croissance de la production en extraction. La flambée d'activité en construction a nourri une forte demande de minéraux non métalliques.

La fabrication a joué un rôle avec une progression de 0,7 %, sa troisième de suite après une brève pause l'automne dernier. Le secteur de l'automobile a mené le mouvement, la demande américaine à l'exportation s'étant encore accélérée. Quelques autres industries exportatrices s'en sont moins bien tirées : l'industrie du matériel de télécommunication a repris son souffle après une croissance effrénée au quatrième trimestre, l'industrie de l'informatique a accusé une quatrième baisse consécutive et les industries du papier et des métaux sont restées faibles.

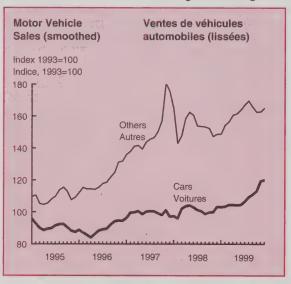
While producers of some high-tech goods struggled in January, service providers certainly did not. Telecommunications carriers again led the way, with growth hitting nearly 3%. Providers of computer services saw no post-Y2K letdown, with demand up almost 2%. Wholesalers of computer equipment were one exception, although consumer spending rose modestly in most other areas. Transportation and government services stagnated for the second month in a row.

Household demand

Household spending started the new year on a good note, fuelled by gains in the housing market. Consumer confidence has been bolstered by the strength of the labour market and soaring stock market prices. However, sales of both new homes and autos slowed in February.

Retail sales volume slowed from a 1.7% premillenium jump to a 0.7% advance in January. Almost all of the gain reflected lower prices, as actual consumer outlays were little changed in the month.

The pattern of consumer demand was little influenced by price discounts. Spending was strongest on semi-durable goods such as clothing, even as prices rose, partly as winter made a belated arrival in many parts of the country. Consumption of nondurable goods such as food and alcohol fell sharply, despite lower prices, after soaring the month before as the new year approached. Durable goods were mixed, as the improvement in housing gave a boost to furniture and appliance sales while auto sales cooled.



The housing market continued to improve in February, with both starts and sales rising. The 12% increase in starts, however, was exaggerated by a large rebound for multiple units after consecutive declines. New construction of single-family homes slumped to a 9-month low, while vacancies posted their first increase in seven months and prices levelled off as new sales have backed off about 5% from last autumn's peak. Existing homes sales rose for the second straight month; the widespread nature of the advance suggests

Si les fabricants de certains produits de haute technologie ont eu du fil à retordre en janvier, on ne peut sûrement en dire autant du secteur des services. Les services de télécommunication ont encore dominé avec une augmentation de près de 3 %. Les services informatiques ont repris là où ils avaient laissé avant le passage au nouveau millénaire avec une demande en hausse de presque 2 %. Les grossistes en matériel informatique ont fait exception, bien que les dépenses de consommation aient progressé de façon modeste dans la plupart des autres secteurs. Les transports et les services gouvernementaux ont stagné un deuxième mois de suite.

Demande des ménages

Les dépenses des ménages ont commencé l'année du bon pied, soutenues par la progression du marché de l'habitation. La confiance des consommateurs a été stimulée par la vigueur du marché du travail et l'essor des cours des actions. Toutefois, les ventes et d'automobiles et d'habitations neuves ont ralenti en février.

En volume, les ventes au détail sont passées d'un bond de 1,7 % avant le nouveau millénaire à une hausse de 0,7 % en janvier. Presque toute l'augmentation tient à une baisse des prix, puisque les dépenses de consommation n'ont en réalité guère changé dans le mois.

Les remises de prix ont peu influencé les tendances de la demande de consommation. Les dépenses ont été les plus vives en biens semi-durables comme les vêtements, même en période de renchérissement, ce que l'on doit en partie à l'arrivée tardive de l'hiver dans bien des régions du pays. Quant à la consommation de biens non durables comme les aliments et les alcools, elle a nettement reculé malgré les baisses de prix après avoir monté en flèche le mois précédent à l'approche de la nouvelle année. Dans le cas des biens durables, les résultats ont été inégaux et l'amélioration du marché de l'habitation a stimulé les ventes de meubles et d'appareils

électroménagers, alors que les ventes d'automobiles s'affaiblissaient.

Le marché de l'habitation s'est encore amélioré en février avec une double augmentation des mises en chantier et des ventes. La croissance de 12 % dans le cas des mises en chantier a été amplifiée par un vaste redressement des mises en chantier de logements multifamiliaux après des baisses consécutives. La construction neuve de logements unifamiliaux s'est affaissée pour atteindre son plus bas niveau en neuf mois. Le parc de logements inoccupés s'est accru une première fois en sept mois et les prix ont plafonné. Les ventes d'habitations neuves sont en recul d'environ 5 % depuis

Conditions économiques actuelles

that buying before mortgage rates rose further may have been a factor.

Merchandise trade

A combination of surging exports and a setback for imports sent the monthly trade surplus to \$4.5 billion, tying the record set in May 1996. Exports bounded ahead by 4.0%, their fourth straight gain as continued robust US demand was reinforced by a strengthening in the recovery in the rest of the world. Meanwhile, imports dipped 1.8% as a result of temporary factors such as falling oil prices and a shortage of auto parts. Over the past year, imports were up only 8%, half the pace set by exports.



Strong demand for manufactured goods led this month's gain in exports, with both autos and machinery and equipment surging about 6%. Autos rose for the third straight month to nearly regain their record set last August, buoyed by US auto sales that hit a 4-year high of 19 million units (at annual rates). Machinery and equipment rebounded from a dip in December to set a new record high, fuelled by continued strong demand for computers and telecommunications equipment.

The recent recovery of resource exports lost some of its momentum early in the new year. Both food and industrial materials levelled off after several months of increase, notably as metal ores gave back all of December's 10% advance. One bright spot was wheat, which hit its highest level in over a year. Elsewhere, energy exports continued to soar, as a cold snap in the US reinforced the recent upsurge in prices.

The dip in imports appeared to reflect mostly transitory factors. Autos and consumer goods both retreated about 3%, despite strong domestic demand in these sectors. A drop in auto parts, despite strong domestic assemblies, partly reflected supply disruptions in the US (including snowstorms and a shortage of parts). Other consumer goods retreated

l'automne dernier, où elles avaient culminé. Les ventes de maisons existantes ont progressé un deuxième mois de suite et ce mouvement étalé semble indiquer que les gens ont acheté des maisons avant que les taux hypothécaires ne soient à nouveau majorés.

Commerce de marchandises

Un grand pas en avant à l'exportation et un pas en arrière à l'importation ont fait monter à 4,5 milliards de dollars l'excédent du commerce de marchandises. C'est autant que sa valeur record de mai 1996. Les exportations ont vivement progressé de 4,0 % pour une quatrième augmentation de suite, car à la constante viqueur de la demande américaine s'est ajouté un renforcement du mouvement de reprise dans le reste du monde. En revanche, les importations ont fléchi de 1,8 % à cause de facteurs temporaires comme la descente des cours pétroliers et une pénurie de pièces d'automobile. Depuis un

an, les importations n'ont augmenté que de 8 %. C'est la moitié du taux d'accroissement des exportations.

La demande ferme qui s'attache aux produits manufacturés a dominé au tableau mensuel de la croissance des exportations. On a observé un bond d'environ 6 % tant dans l'industrie de l'automobile que dans celle des machines et du matériel. La première a progressé un troisième mois de suite, rééditant presque son record d'août dernier grâce à des ventes aux États-Unis qui ont atteint un sommet en quatre ans (19 millions d'unités aux taux annuels). La seconde a rebondi après un recul en décembre pour établir un nouveau record, soutenue par l'incessante vigueur de la demande d'ordinateurs et de matériel de télécommunication.

La récente relance des exportations de ressources naturelles s'est faite quelque peu moins vive au début de la nouvelle année. Pour leur part, les aliments et les matières industrielles ont plafonné après plusieurs mois de croissance, notamment parce que les minerais métalliques ont dû céder tout le terrain conquis en décembre (10 %). Le blé a fait bonne figure, atteignant un maximum en plus d'un an. Par ailleurs, les exportations énergétiques sont demeurées en plein essor et une vague de froid aux États-Unis est venue précipiter la montée récente des prix.

Le fléchissement des importations semble tenir en majeure partie à des facteurs passagers. Les automobiles tout comme les biens de consommation ont reculé d'environ 3 % malgré la fermeté de la demande intérieure. Une baisse dans le cas des pièces d'automobile au rebours même de la grande activité des chaînes de montage au Canada est en partie imputable à des perturbations de l'offre aux États-Unis

after jumping 4.4% in December when retailers stocked their shelves before the new year.

Machinery and equipment were more representative of the underlying trend of demand, rising 1.2% for its third straight monthly advance, led by a recovery for aircraft. The increase in volume was twice as fast, as prices continue to tumble. In fact, prices fell for almost all import groups, partly reflecting the upturn in the value of the Canadian dollar at the turn of the year.

Prices

Rising oil prices in February pushed inflation up to its highest rate in over four years. The resurgence of prices followed a brief respite in January due to a rising exchange rate and temporary dip in prices at the pump. More prolonged relief may be in store for consumers, as oil prices at the end of March returned to the level where they began the year as producers pledged to step up output.

The seasonally unadjusted consumer price index rose by 0.5% between January and February, more than recouping a small dip the month before. As a result, the year-over-year rate of inflation jumped to 2.7%, its highest since June 1995, led by a 19% hike in energy costs.

Energy prices contributed about half of the monthly increase in the CPI. The cost of fuel oil soared a record 22%, especially in eastern Canada (except PEI where prices are regulated). Drivers also saw prices at the pump rebound 3% from a slight dip the month before. Higher oil prices boosted the cost of other energy-intensive goods, such as air transport, plastics and tapes.

The cost of most other goods and services also rose in the month. Semi-durables led the increase, as clothing prices shot up for the second straight month to return to their level before deep discounts by retailers at Christmas. As well, the cost of furnishing a home rose sharply for a second straight month. An increase in services largely reflected seasonal hikes for travel down south. Food was the only major component for which prices fell in the month, as bountiful crops pushed down the cost of imported fruits and vegetables.

Industrial prices surged ahead by 0.9% in February. The year-over-year rate of inflation has doubled since November to 5.9%, its highest since October 1995. Higher oil costs accounted for just over half of both the monthly and annual increases.

(tempêtes de neige, pénuries de pièces, etc.). D'autres biens de consommation ont fléchi après un bond de 4,4 % en décembre, mois où les détaillants ont refait leurs stocks à l'approche de la nouvelle année.

Les machines et le matériel sont plus représentatifs de la tendance foncière de la demande. Ils ont en effet augmenté de 1,2 % à l'importation pour une troisième hausse mensuelle de suite, surtout grâce à une reprise dans le cas des aéronefs. En volume, la progression a été deux fois plus rapide, car les prix ont continué à dégringoler. En fait, ceux-ci ont baissé dans presque tous les groupes à l'importation, ce qui s'explique en partie par une valorisation du dollar canadien en début d'année.

Prix

Le renchérissement du pétrole a poussé en février le taux d'inflation à son plus haut niveau en plus de quatre ans. Cette remontée fait suite à une brève pause en janvier, temps d'arrêt attribuable à un taux de change en hausse et à un prix du carburant à la pompe temporairement en baisse. Les consommateurs peuvent sans doute s'attendre à un plus long répit, car les cours pétroliers étaient revenus à la fin de mars à leur niveau du début de l'année, les producteurs s'étant engagés à relever leur production.

L'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a augmenté de 0,5 % de janvier à février, ce qui a plus qu'effacé la légère diminution du mois précédent. C'est ainsi que, d'une année à l'autre, le taux d'inflation a bondi à 2,7 % - son plus haut niveau depuis juin 1995 — principalement à cause d'une majoration de 19 % du prix de l'énergie.

Les cours énergétiques sont responsables d'environ la moitié de l'accroissement mensuel de l'indice des prix à la consommation. Le prix du mazout a présenté un taux de croissance record de 22 %, notamment dans l'est du Canada (sauf à l'Île-du-Prince-Édouard où les prix sont réglementés). Les automobilistes ont aussi vu les prix à la pompe remonter de 3 % après avoir légèrement descendu le mois précédent. Le renchérissement des hydrocarbures a poussé en hausse les prix d'autres biens énergivores comme le transport aérien, les plastiques et les bandes.

Les prix de la plupart des autres biens et services ont également augmenté dans le mois. Les biens semi-durables ont mené le mouvement : les prix des vêtements ont monté en flèche un deuxième mois de suite pour ainsi revenir au niveau qui était le leur avant les généreuses remises de prix consenties par les détaillants à Noël. Ajoutons que le prix des articles d'ameublement domestique a fortement évolué en hausse un deuxième mois de suite. Quant au renchérissement des services, il s'explique en grande partie par des majorations saisonnières du prix des voyages dans le sud. Les aliments sont la seule grande composante dont les prix aient diminué dans le mois, les récoltes abondantes ayant réduit les prix des fruits et des légumes importés.

En février, les prix dans l'industrie ont fait un bond de 0,9 %. Depuis novembre, le taux d'inflation d'une année à l'autre a doublé pour s'établir à 5,9 %, c'est-à-dire à son plus haut niveau depuis octobre 1995. Le renchérissement du pétrole est à l'origine d'un peu plus de la moitié de cette

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

However, February's gain extended well beyond oil, as 18 of 21 commodities posted higher prices, led by export products.

Conversely, raw materials gave an impression of narrowly based price increases, with the number of components falling in February the same as those rising. Nevertheless, the overall index jumped 3.2%, with over three-quarters of the hike originating in higher oil prices. The price of crude peaked at a 9-year high of \$34 (US) a barrel early in March, before subsiding to \$26 at month end when OPEC announced it would raise output. Metal prices also continued to fare well, notably aluminum and nickel which hit 10-year highs as stocks dwindled. Pulp and grain continued to exert a dampening effect on commodity prices.

Financial markets

Rising equity prices remained the showcase of financial markets, although the TSE at month-end failed to hold the 10,000 level it touched during March. Still, the overall market was up 4%, its fourth sizeable advance in the last five months. Unlike February, the gain in March extended beyond technology-related issues, many of which fell sharply at month end. Resources bounced back, led by oil and gas, while strong gains also were posted in the interest-sensitive sector.

Short-term interest rates continued to edge up, after the Bank Rate rose 25 basis points for the second month in a row. Conversely, long-term bond yields continued to slide, leading to a slight inversion of the yield curve beyond 3-year bonds. Despite the pick-up in bond prices, new corporate issues continued to shrink over the last three months. While firms continue to raise funds in the booming stock market, the overall pace of fund-raising has slowed substantially in recent months. Household demand for credit rose steadily at 0.5% in January. Higher interest rates have not provoked a shift from demand deposits to savings accounts, as M1 growth continued to substantially outpace M2 in February.

Regional economy

The Quebec economy started the new year with a bang. Manufacturing shipments in that province registered the strongest of nine consecutive increases and the largest in Canada. The increase was driven by the same industries as in 1999, namely aeronautic products, machinery and equipment and wood. Last year, aircraft became the leading export, with a 20% increase. This dropped newsprint to second place, and it continued to slump in January. Meanwhile, Quebec

progression en valeur tant mensuelle qu'annuelle. Il reste que les hausses de février concernaient bien plus que les hydrocarbures, puisque 18 des 21 produits de base ont vu leur prix monter, et surtout les produits exportés.

En revanche, on a eu l'impression que les augmentations de prix étaient très concentrées dans le cas des matières premières. En février, il y a eu autant de composantes en baisse qu'en hausse. L'indice d'ensemble a néanmoins fait un bond de 3,2 %. Plus des trois quarts de sa montée s'expliquent par le renchérissement du pétrole. Les cours du brut ont culminé à 34 dollars américains le baril tôt en mars, atteignant un sommet en neuf ans avant de retomber à 26 dollars à la fin du mois lorsque l'OPEP a annoncé son intention de relever sa production. Les cours des métaux se sont aussi bien comportés, et notamment les prix de l'aluminium et du nickel avec des maxima en 10 ans par suite du grand rétrécissement des stocks. La pâte de bois et les céréales ont continué à amortir les cours des produits de base.

Marchés financiers

La montée des cours des actions est demeurée le grand point d'intérêt sur les marchés financiers, bien que, en fin de mois, la bourse de Toronto ait quitté le niveau des 10 000 points qu'elle avait atteint en mars. Dans l'ensemble, le marché boursier était en hausse de 4 %, avec une quatrième progression appréciable depuis cinq mois. Contrairement à celle du mois précédent, la hausse de mars intéressait plus que les actions liées à la technologie, dont une grande partie étaient en net recul en fin de mois. Les actions liées aux ressources naturelles ont rebondi, surtout celles des sociétés pétrolières et gazières, et on a également relevé de nets gains dans les actions sensibles aux taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt à court terme ont continué de remonter et le taux d'escompte s'est élevé de 25 points de base un deuxième mois de suite. En revanche, les rendements obligataires à long terme ont encore dérapé, d'où une légère inversion de la courbe des rendements au-delà des trois ans. Malgré le redressement des cours obligataires, les nouvelles émissions des sociétés ont continué à rétrécir ces trois derniers mois. Les entreprises mobilisent toujours des capitaux sur le florissant marché des actions, mais le rythme global de ce financement est bien moindre depuis quelques mois. La demande de crédit des ménages a encore évolué en hausse avec un accroissement de 0,5 % en janvier. La majoration des taux d'intérêt n'a pas fait délaisser les dépôts à vue pour les comptes d'épargne et, en février, le M1 a continué à largement distancer le M2.

Économie régionale

L'économie québécoise a commencé la nouvelle année comme une fusée. Les livraisons manufacturières y ont enregistré la plus marquée de neuf hausses consécutives, également la plus forte au pays, dominée par les mêmes industries qu'en 1999, notamment les produits aéronautiques, les machines et outillage et le bois. L'an dernier, avec leur hausse de 20%, les avions sont devenus le plus important produit d'exportation, reléguant ainsi au deuxième rang le papier journal, qui demeurait encore en janvier en plein

exports of machinery and electronic products surged past Ontario for the first time in history. It is not surprising that employment in Montreal has risen considerably in recent months, since these industries are typically located in large urban centres. Domestic demand was stimulated by continuing work on the Alcan aluminum plant, with only about 45% of the work completed by February.

In Ontario, the housing sector showed the greatest strength. Starts in urban centres jumped to 80,000 in February, their highest level in more than ten years. The increase was entirely attributable to multiple units, which are more volatile than single-family homes (which fell 23.2%). The increase in housing starts followed a year in which Ontario benefited the most from international immigration and rising employment. Shipments continued to reflect the good times in the auto industry, with exports responding to continued feverish demand in the United States in January and February.

Western Canada's economy was less vibrant, with renewed weakness in housing. This was especially the case in Alberta, which registered large population outflows to other provinces last year. Retail sales also fell, after rising more than in Central Canada in December due to millennial festivities and Y2K concerns. However, the prairies could recover quickly, with the expected growth of investment in the oil sector this year. Already in February, \$4 billion worth of engineering work was underway as part of new projects to develop the Athabasca oil sands and pipelines. Increased growth is also expected in British Columbia, where shipments recovered for the second straight month after a strike paralysed the Port of Vancouver and export quotas for lumber were renewed.

International economies

Growth continued in most of G7 economies in the new year, as consumer demand remained strong and exports continued to recover. Soaring crude oil costs worldwide continued to boost inflation, leading to another round of interest rate hikes. The Japanese economy, posted its second consecutive quarterly decline at year end due to weak domestic demand.

The **United States** economy expanded at its fastest pace in almost 16 years in the fourth quarter of 1999. Revised real GDP grew 1.8%, fuelled by robust consumer spending and export demand, while government spending posted its largest advance since 1986. With growth spilling over into the new year, the economy is now in a record 108th month of uninterrupted expansion. Confidence has remained upbeat, in tune with the strength in the labour market

marasme. Pendant ce temps, les exportations d'outillage bondissaient d'autant pour dépasser le niveau de l'Ontario pour la première fois de leur histoire. Il n'est donc pas surprenant que l'emploi ait augmenté à Montréal ces derniers mois, ces industries étant typiquement localisées dans les grands centres urbains. La demande intérieure était stimulée par la poursuite des travaux à l'aluminerie d'Alcan (dont environ 45% seulement étaient réalisés en février).

En Ontario, c'est le secteur de l'habitation qui montre le plus de vigueur, les mises en chantier dans les centres urbains s'étant envolées à 80 000 en février, leur niveau le plus élevé en plus de 10 ans. La hausse s'explique entièrement par les logements collectifs, plus volatils que les logements individuels qui baissent de 23,2%. Elle survient néanmoins après que l'immigration internationale ait surtout bénéficié à l'Ontario l'an dernier et que l'emploi y ait augmenté. Les livraisons ont continué de ressentir la bonne fortune dans l'automobile, les exportations ayant répondu à une demande qui est demeurée fiévreuse aux États-Unis en janvier et en février.

La conjoncture est demeurée moins vibrante dans l'Ouest comme en témoigne de nouvelles faiblesse dans le logement, en particulier en Alberta, qui a enregistré de fortes sorties de population l'an dernier vers les autres provinces. Les ventes au détail ont également baissé, après avoir augmenté davantage que dans le centre du pays en décembre avec le passage des activités liées aux festivités et aux préoccupations de l'an 2000. La situation dans les Prairies pourrait reprendre rapidement cependant avec la croissance prévue de l'investissement dans le secteur pétrolier cette année. Déjà, en février, quatre milliards de dollars de travaux d'ingénierie commençaient pour un nouveau projet d'exploitation des sables bitumineux de l'Athabasca et des pipelines. Une hausse de la croissance est également prévue en Colombie-Britannique où reprenaient les livraisons pour un deuxième mois d'affilée après qu'une grève ait paralysé le port de Vancouver et que les quotas d'exportation pour le bois aient été renouvelés.

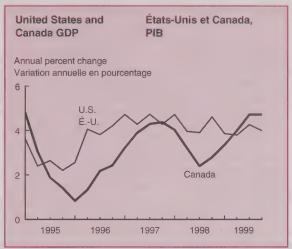
Économies internationales

La croissance économique s'est poursuivie dans la nouvelle année dans la plupart des pays membres du G-7. La demande de consommation est restée vive et les exportations, toujours en reprise. La montée en flèche du prix du pétrole brut dans le monde a encore attisé l'inflation, d'où une autre vague de majorations des taux d'intérêt. À la fin de l'année, l'économie japonaise était en contraction un deuxième trimestre de suite en raison de la faiblesse de la demande intérieure.

Au quatrième trimestre de 1999, l'économie des **États-Unis** a crû à son rythme le plus rapide en presque 16 ans. Le PIB réel était en hausse de 1,8 % (après révision) grâce à la vigueur des dépenses de consommation et à l'exportation. Les dépenses des administrations publiques ont marqué leur meilleure progression depuis 1986. Cette croissance ayant continué dans la nouvelle année, l'économie américaine en est à un 108° mois d'expansion ininterrompue. La confiance est toujours grande, stimulée par la fermeté du marché du

as the jobless rate continued to hover near a 30-year low.

Consumers resumed their spending spree in February, after a brief lull to start the year. Retail sales rose 1.1%, led by demand for autos, appliances, furniture and clothing. Carmakers posted their best performance in 12 years, despite near-record price levels for gasoline, as buyers flocked to show rooms. February's car sales hit an annual rate of 19 million, on the heels of January's 17.7 million pace. In comparison, 1999 had been a record year with 16.8 million auto sales.



Producer prices posted their biggest monthly jump in almost ten years in February, up 1%, driven by surging crude oil prices. Consumer prices advanced at their strongest pace in 10 months, rising 0.5% as gasoline prices rose 6.3% in the month. The falling cost of new cars, computers and communications helped to dampen the overall rise.

Industrial production grew for the 14th successive month in February, albeit at its weakest rate since last November. Output gained 0.3%, against January's 1.1% hike, as higher production of computers and semiconductors was partly offset by declines in autos and home appliances. Durable goods orders contracted for the second time in five months as demand eased for industrial machinery and transportation equipment. The trade deficit widened in January, as exports fell for the first time in eight months. Imports remained robust due to a voracious appetite for new cars and oil.

Output was flat in the **euro-zone** in January, as industrial production remained unchanged from December. Weak external demand led to a widening of the trade deficit in January, when exports lagged and imports soared. Consumer demand was upbeat, however, even as inflation climbed to an annual rate of 2% in February led by oil. The European Central Bank responded by raising its key interest rate for the second time in as many months.

Economic growth remained strongest in **France** early in the new year. Rising consumer spending and investment, combined with higher incomes, fuelled the expansion. Job creation was robust, pushing the February unemployment rate down to an 8-year low of 10.2%. Inflation remained in check in February, as

travail où le taux de chômage gravite encore autour d'un minimum en 30 ans.

Les consommateurs ont dépensé de plus belle en février après avoir brièvement boudé les magasins au début de l'année. Les ventes au détail ont monté de 1,1 %, surtout grâce aux automobiles, aux appareils électroménagers, aux meubles et aux vêtements. L'automobile a affiché sa meilleure performance en 12 ans malgré les prix presque records des carburants, et les acheteurs ont afflué chez les concessionnaires. En février, les ventes d'automobiles ont atteint

un niveau annuel de 19 millions d'unités. Le niveau avait été de 17,7 millions en janvier après un nombre record de 16,8 millions en 1999.

En février, les prix à la production ont présenté leur plus forte hausse mensuelle en presque 10 ans (1 %), entraînés par la montée en flèche du prix du pétrole brut. Les prix à la consommation ont progressé à leur rythme le plus rapide en 10 mois, gagnant 0,5 %. Le prix de l'essence s'est élevé de 6,3 %. Cette croissance a été amortie dans l'ensemble par une diminution des prix des voitures neuves, des ordinateurs et du matériel de communication.

En février, la production industrielle a augmenté un 14° mois de suite, bien que son taux d'accroissement soit le plus faible depuis novembre dernier, soit de 0,3 % comparativement à 1,1 % en janvier. Une production supérieure d'ordinateurs et de semi-conducteurs a en partie été contrebalancée par un recul de la production d'automobiles et d'appareils électroménagers. Les commandes de biens durables se sont contractées une deuxième fois en cinq mois à cause de la machinerie industrielle et du matériel de transport. Le déficit commercial s'est accru en janvier et les exportations ont régressé pour la première fois en huit mois. Les importations sont demeurées vigoureuses à cause du bel appétit manifesté pour les voitures neuves et le pétrole.

Dans la **zone de l'euro**, la production a été inerte en janvier. La production industrielle est restée à son niveau de décembre. La faiblesse de la demande extérieure a alourdi le déficit commercial, les exportations étant en ralentissement et les importations, en plein essor. La demande de consommation a été vive cependant, bien que le taux d'inflation ait pris une valeur annuelle de 2 % en février, surtout à cause du pétrole. La Banque centrale européenne a réagi en haussant son principal taux d'intérêt pour la deuxième fois en autant de mois.

En **France**, l'économie battait son plein comme jamais au début de la nouvelle année, nourrie pas les investissements et les dépenses de consommation couplées de l'élévation des revenus. L'emploi a solidement progressé et, en février, le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau (10,2 %) en huit ans. Ce même mois, l'inflation est restée en laisse et

rising energy costs were partly offset by discounts by other retailers.

The **German** economy continued to expand, although at a slower pace than the rest of Europe. Exports remained the driving force as the fall of the euro increased demand outside the zone. A boost in manufacturing pushed up industrial production by 0.5% in January, following a slight rise the month before. Wholesale prices saw their largest hike in over ten years in February, while consumer price inflation rose to a 2.1% annual rate. Unemployment, meanwhile, continued its downward trend, falling for the fifth consecutive month to a rate of 10.9%. Germany's largest trade union, IG Metall, reached a regional agreement for 750,000 workers for a 5.1% pay increase over 24 months, which could influence its 3.4 million workers elsewhere.

Output stalled in **Britain** at the start of the year. After some recovery in the fourth quarter of 1999, industrial production shrank 0.1% in January, led by the steepest decline in manufacturing in over a year. Exports faltered as the pound sterling continued to strengthen on world markets. Inflation eased in January to an annual rate of 0.8%, while the unemployment rate held steady in February at 4%. The UK government unveiled its budget with a forecast surplus of 12 billion pound sterling, additional spending on health care and education, various measures to encourage investment in high technology companies and a 11.5 billion pound paydown of the public debt.

The Japanese economy contracted 1.4% in the fourth quarter of 1999, after a 1% drop in the third. The fall in GDP was the largest since the spring of 1997 and the third largest since the end of WWII. Consumer spending fell 1.6% and housing dropped 5.8% as year-end bonuses (which make up a large portion of total income in many households) were cut and a government-sponsored program to encourage home purchases expired. Public spending also eased as the latest stimulus package wound down at year end. However, new spending measures have again been passed by the Japanese parliament. The February unemployment rate hit a record high of 4.9% as businesses continued to trim jobs in the weak economy. One bright spot early in the new year was a gain in exports, raising the trade surplus in February for the first time in 11 months.

le renchérissement de l'énergie a eu pour contrepoids partiel les remises de prix consenties par les détaillants hors secteur de l'énergie.

En Allemagne, l'économie était toujours en expansion, mais moins qu'ailleurs en Europe. Les exportations en sont demeurées le moteur, car la baisse de l'euro a fait monter la demande à l'extérieur de la zone. En janvier, la fabrication a poussé la production industrielle en hausse de 0,5 % après une modeste progression le mois précédent. En février, les prix de gros ont le plus monté en plus de 10 ans et l'inflation à la consommation a été de l'ordre de 2,1 % en valeur ·annuelle. Pendant ce temps, le taux de chômage continuait à évoluer en baisse, reculant un cinquième mois de suite pour s'établir à 10,9 %. Le plus grand syndicat allemand, IG Metall, conclu une convention régionale au nom de 750 000 travailleurs. Les salaires augmenteront de 5,1 % en 24 mois. Cet accord salarial pourrait avoir une incidence ailleurs sur 3,4 millions de travailleurs membres de ce syndicat.

En Grande-Bretagne, la production a marqué le pas en début d'année. Après s'être quelque peu redressée au quatrième trimestre de 1999, elle a rétréci de 0,1 % en janvier à cause du plus fort recul qu'ait marqué le secteur de la fabrication en plus d'un an. Le exportations ont trébuché par suite d'une nouvelle valorisation de la livre sterling sur le marché mondial. Le taux annuel d'inflation est tombé en janvier à 0,8 % et le taux de chômage est resté à 4 % en février. Le gouvernement du Royaume-Uni a déposé un budget qui prévoit un excédent de 12 milliards de livres sterling, un surcroît de dépenses en santé et en éducation, diverses mesures d'incitation à l'investissement dans les sociétés de haute technologie et un remboursement de 11,5 milliards de livres sur la dette publique.

Au Japon, l'économie s'est contractée de 1,4 % au quatrième trimestre de 1999 après avoir fléchi de 1 % au troisième. La diminution du PIB est la plus forte depuis le printemps de 1997 et la troisième en importance depuis la Seconde Guerre mondiale. Les dépenses de consommation ont baissé de 1,6% et le marché de l'habitation a reculé de 5,8 % avec une réduction des bonis de fin d'année (lesquels tiennent une grande place dans le revenu total de bien des ménages) et la fin d'un programme gouvernemental d'encouragements destinés aux acheteurs de maison. Les dépenses publiques se sont également affaiblies, car le programme de stimulation le plus récent s'est terminé à la fin de l'année. Il reste que de nouvelles dépenses ont été votées par le parlement japonais. En février, le taux de chômage a atteint un niveau record de 4,9%, les entreprises continuant à réduire les emplois dans une économie de faiblesse. Une note encourageante en début d'année a été une progression des exportations qui, en février, devait accroître l'excédent commercial pour la première fois en 11 mois.

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN MARCH

CANADA

Quebec delivered its 2000-2001 budget with a forecast \$3.3 billion surplus, \$4.5 billion in personal income tax cuts over the next three years and \$3.7 billion in new spending on health and education.

Newfoundland tabled its budget, forecasting a \$34.7 million deficit due to lower personal income and payroll taxes and an additional infusion for health care.

British Columbia bought down its budget with an expected \$1.3 billion deficit, the ninth consecutive shortfall. Highlights include a small business income tax rate cut, an investment tax credit for manufacturing and processing equipment and increased program spending of \$900 million.

New Brunswick announced a balanced budget with reductions in personal and business income taxes and increased health care spending offset by cutting capital spending in half.

Saskatchewan tabled its seventh consecutive balanced budget with cuts in personal income taxes and the delinking of the provincial system from the federal one. Spending on health and education will be increased and various measures were included to aid farmers.

The Bank of Canada raised its overnight loan rate by one-quarter of a point to 5.5%, sparking a similar rise in the prime rate to 7%.

WORLD

The US Federal Reserve raised its discount rate to 5.5%, the highest level since August 1991. The prime rate followed suit, rising to 9% from 8.75%.

The European Central Bank raised its benchmark refinancing rate by a quarter point to 3.5%, the third increase in five months.

Mexico and the EU signed a free trade agreement on March 23. When fully implemented, the agreement will cover all EU-Mexico trade in industrial and fishing products, and 62% of trade in agriculture.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES DE MARS

CANADA

Le Québec dépose son budget 2000-2001 où il prévoit un excédent de 3,3 milliards, des baisses d'impôt sur le revenu des particuliers de 4,5 milliards sur trois ans et 3,7 milliards de nouvelles dépenses en santé et en éducation.

Terre-Neuve a aussi déposé son budget prévoyant un déficit de 34,7 millions imputable à des allégements d'impôt sur le revenu des particuliers et de cotisations sociales et à une augmentation du budget de la santé.

Dans son propre budget, la Colombie-Britannique prévoit un déficit de 1,3 milliard, un neuvième de suite. Entre autres mesures importantes, les taux d'imposition du revenu des petites sociétés baissent un peu, un crédit d'impôt à l'investissement en matériel de fabrication et de transformation est institué et les dépenses de programmes s'accroissent (900 millions).

Le Nouveau-Brunswick annonce un budget équilibré avec des réductions d'impôt des particuliers et des sociétés et des dépenses accrues en santé avec en contrepoids une diminution de moitié des dépenses en immobilisations.

La Saskatchewan dépose un septième budget équilibré de suite prévoyant des baisses d'impôt sur le revenu des particuliers et un « découplage » du régime provincial et du régime fédéral. Il y aura accroissement des dépenses en santé et en éducation et diverses mesures d'aide aux agriculteurs.

La Banque du Canada relève d'un quart de point le taux des prêts à un jour pour le porter à 5,5 %, ce qui donne lieu à une majoration du même ordre du taux privilégié à 7 %.

LE MONDE

La Réserve fédérale américaine porte son taux d'escompte à 5,5 %. C'est son plus haut niveau depuis août 1991. Le taux privilégié suit, passant de 8,75 % à 9 %.

La Banque centrale européenne relève son taux directeur de refinancement d'un quart de point pour le porter à 3,5 %; il s'agit là d'une troisième augmentation en cinq mois.

Le 23 mars, le Mexique et l'Union européenne signent un accord de libre-échange. Lorsque celui-ci sera pleinement en application, il couvrira la totalité des échanges de produits industriels et halieutiques entre ces deux partenaires, ainsi que 62 % de leurs échanges de denrées agricoles.

INFORMATION IS YOUR PASSPORT TO SUCCESS

- THE COMPETITIVE EDGE.
- PROGRAMS RELEVANT AND BENEFICIAL.
- IT KEEPS YOU ON TOP OF CURRENT ISSUES AND CONCERNS:

DEPEND ON THE MOST RELIABLE SOURCE

For developing business plans and market strategies, keeping abreast of social and economic trends or establishing an excellent information resource from which to draw, we've got your answer!

ADVISORY SERVICES

Our expert consultants are available to help you make the most of your Statistics Canada experience. We will:

- work with you to define your needs.
- sift through our vast resources and put together an information package designed to meet those needs.
- analyze and interpret your customized data packages.
- ✓ even conduct surveys tailored to your specialized requirements.

DRAW ON OUR

Contact the Reference Centre nearest you to find out how to get prepared for your journey into the future!

National toll-free enquiries line: 1 800 263-1136

National TTY line: 1 800 363-7629

E-Mail: infostats@statcan.ca

LINFORMATION VOTRE PASSEPORT VERS LA RÉUSSITE



- L'INFORMATION CONFÈRE UNE LONGUEUR D'AVANCE À VOTRE ENTREPRISE.
- BIEN INFORMÉ, VOUS METTREZ AU POINT DES PROGRAMMES BOCIAUX PERTINENTS ET PROFITABLES.
- ET VOUS SEREZ À L'AVANT-GARDE DES QUESTIONS ET DES PROBLÈMES ACTUELS.



Qu'il s'agisse d'élaborer un plan d'entreprise ou des stratégies de marché, de rester au diapason des tendances sociales et économiques ou de vous doter d'une excellente ressource où puiser de l'information, nous avons la solution qu'il vous faut!









SERVICES CONSULTATIFS

Nos experts-conseils sont là pour vous aider à tirer le meilleur parti de votre relation avec Statistique Canada. Cela signifie que :

- I nous travaillerons avec vous pour préciser vos besoins.
- nous passerons nos vastes ressources au crible afin de mettre au point une trousse d'information conçue pour répondre à ces besoins.
- nous analyserons et interpréterons vos séries de données personnalisées.
- ✓ nous irons jusqu'à mener des sondages conçus pour répondre à vos besoins particuliers.

PROFITEZ DE NOS COMPÉTENCES

Communiquez avec le Centre de consultation le plus près de chez vous pour savoir comment vous préparer à votre voyage vers l'avenir!

Service de renseignements sans frais au Canada: 1 800 263-1136

Numéro de l'ATME pour le Canada : 1 800 363-7629

Courriel: infostats@statcan.ca

Feature article

Étude spéciale

YEAR - END REVIEW*

Introduction

In many ways, economic developments last year continued the major trends of the 1990s. Spending on computers and telecommunications surged ahead, as consumers and businesses reached for faster access to the Internet. Trade with the US continued to grow at a torrid rate. Inflation remained near historically low levels, even as the unemployment rate also approached its lowest level in a generation, while governments capped a decade of fiscal tightening with budget surpluses.

However, a number of the dominant themes of the past decade appeared to have run their course, at least temporarily. The fall in commodity prices was halted as producers cut output further, most dramatically in the oil sector. The heavy investment in expanding capacity, notably in retailing, pipelines and autos, began to wind down. The end of the war on government deficits has already seen spending restraint loosened, with the promise of a lower tax burden to come. In the labour market, gains were made across the board by age, sex and occupation, a sign that employers could no longer be as selective about hiring as the pool of excess labour began to dry up.

Canada's real GDP grew by 4.2% last year, up from 3.1% in 1998 and trying the US economy for the mantle of fastest growth among the G7 for the first time this decade. The European nations continued to occupy the middle ranks with average gains of about 2%, while Japan again lagged behind with virtually no growth.

Industry growth was again powered by a small number of technology-related groups. Soaring demand for more and better connections to the Internet was reflected in telecommunications equipment (+36%) and computers (+25%), which contributed most to the 19% expansion in manufacturing of electronic products. The communications industry itself surged ahead with a 13% gain, propelled by telecommunications carriers

* Current Analysis Section (613) 951-3634.

REVUE DE FIN D'ANNÉE*

Introduction

À bien des égards pendant la dernière année, l'évolution économique a suivi les grandes tendances des années 1990. Les dépenses en informatique et en télécommunications ont fait un bond en avant, car les consommateurs et les entrepreneurs se sont mis en quête de moyens plus rapides d'accès à Internet. Les échanges commerciaux du Canada avec les États-Unis ont gardé un rythme effréné de croissance. L'inflation est restée presque à ses niveaux les plus bas dans l'histoire au moment même où le taux de chômage approchait de son minimum en une génération et les administrations publiques terminaient une décennie de resserrement fiscal avec des excédents budgétaires.

Il semblerait toutefois qu'un certain nombre de thèmes dominants de la dernière décennie aient perdu de leur actualité, du moins pour l'instant. La descente des cours des produits de base a pris fin, les producteurs réduisant encore leur production, phénomène qui a pris des dimensions considérables dans le secteur pétrolier. De plus, les grands investissements en accroissement des capacités, notamment dans les secteurs du détail, des pipelines et de l'automobile, ont commencé à se faire plus rares. Avec la fin de la guerre livrée aux déficits publics, on peut déjà voir un relâchement des contraintes de dépenses, ainsi que des promesses d'allégement du fardeau fiscal. Sur le marché du travail, la progression a été générale dans toutes les categories d'âge, de sexe et de profession, indice que les employeurs ne pouvaient plus procéder à des embauchages aussi sélectifs au moment où les excédents de main-d'œuvre commençaient à disparaître.

Au Canada, le PIB réel a augmenté de 4,2 % l'an dernier, en hausse par rapport à un gain de 3,1 % en 1998 et juste assez pour égaler la progression de l'économie américaine et valoir, pour la première fois en cette décennie, la palme de la croissance économique la plus rapide au sein du Groupe des Sept. Les pays européens ont continué à former le peloton intermédiaire avec des hausses moyennes de 2 % environ, alors que le Japon restait à la traîne avec pratiquement aucune croissance.

La croissance industrielle a encore une fois eu pour moteur une poignée de secteurs liés à la technologie. L'essor de la demande pour de meilleurs et de plus nombreux raccordements à Internet a rejailli sur le matériel de télécommunication (+36 %) et les ordinateurs (+25 %), qui ont le plus contribué à l'expansion de 19 % du secteur de la fabrication de produits électroniques. L'industrie même des communications a fait un bond de 13 %, propulsée par les

^{*} L'analyse de conjoncture (613) 951-3627.

as Canadians scrambled to get connected to the information highway and cell phones. Computer services accounted for almost all of the 8% growth of business services, buttressed by preparations for the Y2K changeover, while computer sales were the largest source of the 11% increase in wholesale trade. Altogether, these four technology-driven industries chipped in 41% of all growth last year.

While technology remained the bedrock of spending increases, the actual upturn in growth last year compared to 1998 originated in many of our traditional industries. The most notable was auto output, which accelerated from only 3% growth in 1998 to a 22% gain last year. Increased auto exports to the US were also the principal source of improved demand for transportation, notably by truck. Meanwhile, construction and utilities both bounced back to post gains of about 4% last year, after contributing nothing to overall growth the year before. Taken together, the pickup in these four industries accounted for two-thirds of the faster growth of GDP last year, a reflection of their weakness in 1998 as well as their still considerable weight in the Canadian economy, even at the end of a technology-dominated decade.

Most other major industries failed to keep up with population growth. For most personal and government services, this represents a continuation of several years of lethargic demand. Surprisingly, recreational services joined this group, as the popularity of gambling fell for the first time after several years of rapid growth.

Most primary industries cut output for the second straight year in response to the collapse of commodity prices in 1997. Metal mines made the biggest adjustment, slashing production nearly 10%, while the oilpatch also cut back. Conversely, a good wheat crop on the prairies only added to the glut on world markets, shrinking farm incomes further. There were some bright spots in the resource sector: non-metal mining received a substantial boost from the opening of a new diamond mine in the North, while forestry products snapped cut of a three-year slump as construction rose in the US and Asia.

Firms led growth

The business sector led the growth in both incomes and expenditures. Corporate profits before taxes surged 25%, lifting their share of GDP from 9.0% to 10.7%, their highest level of the 1990s and beating the peak set during 1980s cycle. Undistributed

services de télécommunication, les Canadiens se ruant sur l'autoroute de l'information et la téléphonie cellulaire. Les services informatiques sont à l'origine de presque toute la croissance de 8 % des services aux entreprises à la faveur des préparatifs du passage à l'an 2000; les ventes d'ordinateurs ont par ailleurs été principalement responsables de la progression de 11 % du commerce de gros. Ensemble, ces quatre branches dominées par la technologie ont figuré pour 41 % dans la croissance globale l'an dernier.

Si les augmentations de dépenses ont encore logé à l'enseigne de la technologie, l'évolution en hausse des taux de croissance l'an dernier par rapport à 1998 est en réalité attribuable à une foule de nos industries traditionnelles, dont celle de la production automobile, qui est passée d'un régime de croissance de 3 % seulement en 1998 à un gain de 22 % l'an dernier. L'accroissement des exportations d'automobiles aux États-Unis a aussi constitué le grand facteur d'amélioration de la demande de moyens de transport, notamment pour les camions. De plus, la construction et les services publics ont rebondi pour présenter des hausses approximatives de 4 % l'an dernier, après n'avoir rien contribué à la croissance globale l'année précédente. Collectivement, ces quatre branches en remontée expliquent les deux tiers du gain de croissance du PIB relevé l'an dernier, reflet aussi bien de leur faiblesse en 1998 que de leur poids encore considérable dans l'économie canadienne même en cette fin d'une décennie à prédominance technologique.

La plupart des autres grands secteurs n'ont pu suivre la croissance démographique. Pour la plupart des services personnels et gouvernementaux, c'est la perpétuation de plusieurs années de léthargie de la demande. On s'étonnera que les services récréatifs se soient joints à ce groupe, en raison de la première perte de popularité des jeux de hasard, après plusieurs années de croissance rapide.

La plupart des branches primaires ont comprimé leur production une deuxième année de suite en réaction à l'effondrement des cours des produits de base en 1997. C'est dans les mines métalliques que le rajustement a été le plus draconien, puisque celles-ci ont sabré leur production de près de 10 %, tandis que le secteur pétrolier a fait de même. En revanche, une bonne récolte de blé dans les Prairies n'a fait qu'ajouter à l'engorgement des marchés internationaux, d'où une autre contraction des revenus agricoles. On a pu relever quelques notes encourageantes dans le secteur primaire : les mines non métalliques ont largement profité de la mise en exploitation d'une nouvelle mine de diamant dans le nord et les produits forestiers ont mis fin à un marasme de trois ans grâce à une progression de l'activité de construction aux États-Unis et en Asie.

Les entreprises ont dominé au tableau de la croissance

Le secteur des entreprises a mené le mouvement ascendant tant des revenus que des dépenses. Les bénéfices des sociétés avant impôt ont fait un bond de 25 %, portant leur part du PIB de 9,0 % à 10,7 %. Ils ont ainsi atteint leur plus haut niveau de la décennie 1990 et dépassé le sommet du

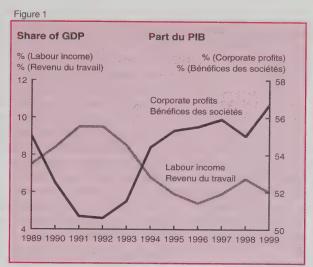
corporate profits fared even better, soaring 60%. Armed with this cash, firms stepped up investment in volume terms by 7% ¹, equivalent to nearly one-third of overall GDP growth last year. Even then, firms reduced their reliance on external financing.

The buoyancy of profits reflected a recovery in prices coupled with continued tight control on costs. Commodities led the way, with the Bank of

Canada price index up 7%. Partly as a result, export earnings rose 11%, their first double-digit increase in four years. This helped to shave our current account deficit from \$16.4 billion in 1998 to just \$4.3 billion last year.

Figure 2

Business outlays for investment in plant and equipment improved slightly on the previous year's advance. Most of the upturn was in demand for machinery and equipment, especially computers and other office equipment. Spending also picked up for transportation equipment, while telecommunications posted continued solid growth. Outlays for machinery were the one area to regress, reflecting a sharp drop-off in the farm sector and the winding-up of work on the huge Hibernia platform. Non-residential building buttressed spending on structures against continued weakness in engineering, notably in the oilpatch.



cycle des années 1980. Les bénéfices non répartis des sociétés ont connu un sort encore meilleur, montant en flèche de 60 %. Fortes de ces liquidités, les entreprises ont relevé leurs investissements de 7 % en volume¹, ce qui équivaut à près du tiers de toute la croissance du PIB l'an dernier. Même là, elles ont su réduire leur dépendance à l'égard des capitaux extérieurs.

La vigueur des bénéfices tient à la fois au redressement des prix et à une constante vigilance sur le plan des prix de revient. Les produits de base ont

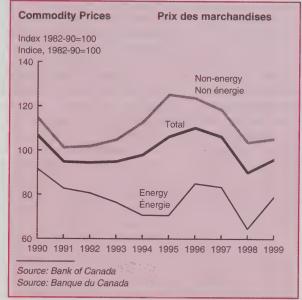
été le chef de file et l'indice des prix de la Banque du Canada a monté de 7 %. En partie de ce fait, les revenus à l'exportation se sont élevés de 11 % pour une première progression à deux chiffres en quatre ans, ce qui a contribué à ramener notre déficit au compte courant de 16,4 milliards de dollars en 1998 à 4,3 milliards seulement l'an dernier.

Les investissements des entreprises en installations et en matériel ont un peu mieux fait que l'année précédente. Le gros de l'amélioration s'explique par une demande de machines et de matériel, et plus particulièrement d'ordinateurs et d'autres appareils de bureau. Les dépenses en matériel de transport ont également augmenté et, dans le secteur des télécommunications, la croissance des dépenses est demeurée solide. Les dépenses en machinerie ont été les seules à régresser à cause d'une forte baisse dans le secteur agricole et de la fin des travaux d'aménagement de la plateforme géante Hibernia. Le bâtiment non rési-

dentiel a soutenu les dépenses en construction dans une situation de faiblesse persistante des travaux de génie en construction, notamment dans le secteur pétrolier.

Les investissements ont reculé partout dans le secteur

Les investissements ont reculé partout dans le secteur primaire et le redressement des prix vers la fin de l'année s'est révélé trop modeste et trop tardif pour venir modifier les projets d'investissement en 1999. Environ la moitié de la diminution de 10 % des projets d'immobilisations dans les mines vient du secteur du pétrole et du gaz où les réductions consécutives à la faiblesse de la demande ont eu plus de poids que les investissements dans des projets de mise en valeur du pétrole et du gaz « non classiques » dans la région



Investment fell across the board in the primary sector, as the rally in prices late in the year was too little, too late to alter investment plans for 1999. About half of the 10% drop for mining originated in oil and gas, as cutbacks in response to weak demand outweighed work on non-conventional projects in the Atlantic region. These cutbacks slowed investment in all the Western provinces, including an outright decline in Alberta, the only decrease in Canada. Conversely,

work on the Terra Nova and Sable Island projects and pipelines boosted capital spending by about 20% in all the Atlantic provinces except PEI (which was isolated from energy megaprojects).

Investment in mining outside of energy plunged by nearly one-quarter. Critically low metals prices severely depressed capital spending for a second straight year. Non-metal mines saw outlays cut in half, as the new diamond mine began operations in the Northwest Territories. Low prices also discouraged investment in the farm and forestry sectors, while it was little changed for electric power.

Rising capacity utilization did not prevent a small dip in capital outlays by manufacturers. This partly reflected the substantial additions to capacity made in recent years, notably by the auto industry. The only sizeable expansions in 1999 were made by the aluminum industry in Quebec and, to a lesser extent, by electronic products. The lethargy in manufacturing largely explains why investment in Ontario lagged behind the national average.

Capital spending increased in most service industries, although the gains were below double digits. Broadcasting and telecommunications capitalized on the rising demand for information, while transportation links expanded to carry more goods and people. The recent rapid proliferation of wholesale and retail stores has apparently run its course for a couple of years, with a decline projected this year after a little change in 1999, while the financial sector plans to tighten its capital budget after large investments leading up to Y2K.

The public sector was the fastest-growing area of investment last year. This reflected a substantial infusion into health care, as well as public administration. Ontario, Alberta and BC accounted for almost all of this growth.

Households stay cautions

Conversely, the personal sector saw relatively little change last year. Labour income growth picked up slightly to 4.5% thanks to increased hiring by firms, but per capita disposable income gains remained at less than 3%. As a result, consumer spending growth was little changed at about 3% in volume. Demand for

de l'Atlantique. Ces compressions ont ralenti les investissements dans toutes les provinces de l'Ouest, causant même un franc recul en Alberta, le seul recul qu'on ait observé au Canada. En revanche, le projet Terra Nova, le projet de l'île de Sable et les travaux d'aménagement de pipelines sont venus amplifier d'environ 20 % les dépenses en immobilisations dans toutes les provinces de l'Atlantique sauf à l'Île-du-Prince-Édouard (qui est restée en marge des mégaprojets dans le domaine de l'énergie).

Dans le secteur de l'extraction hors énergie, les investissements ont dégringolé de près du quart. Les cours des métaux, qui en sont à un seuil critique de faiblesse, ont largement enfoncé les dépenses d'investissement une deuxième année de suite. Dans les mines non métalliques, les dépenses ont décru de moitié, car la nouvelle mine de diamant est entrée en exploitation dans les Territoires du Nord-Ouest. Les bas niveaux des prix ont en outre découragé les investissements dans les secteurs agricole et forestier. Dans l'industrie de l'électricité, la situation n'a guère évolué.

L'augmentation de l'utilisation des capacités n'a pas empêché les dépenses en immobilisations de fléchir légèrement dans le secteur de la fabrication, en partie parce que celui-ci a largement ajouté ces dernières années à ses capacités, plus particulièrement dans l'industrie de l'automobile. Les investissements ont nettement progressé en 1999 seulement dans l'industrie de l'aluminium au Québec et, dans une moindre mesure, dans celle des produits électroniques. La léthargie de la fabrication explique dans une large mesure pourquoi, en Ontario, les investissements l'ont cédé à la moyenne nationale.

Les dépenses d'investissement se sont élevées dans la plupart des services, bien que les hausses n'aient pas atteint les deux chiffres. Les secteurs de la radiodiffusion et des télécommunications ont tiré parti de la demande croissante qui s'attache à l'information et les réseaux de transport se sont étendus pour pouvoir recevoir plus de marchandises et de voyageurs. La grande prolifération récente des magasins de gros et de détail semble avoir cessé, du moins pour quelques années. On prévoit une baisse cette année après une année 1999 où les choses n'ont guère bougé. Par ailleurs, le secteur financier prévoit resserrer ses budgets d'immobilisations après avoir affecté d'abondants investissements aux préparatifs en vue de l'an 2000.

C'est dans le secteur public que les investissements ont crû le plus rapidement l'an dernier, des capitaux appréciables ayant été injectés dans les services tant de santé que d'administration publique. L'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique sont responsables de presque toute cette croissance.

Les ménages demeurent prudents

À l'opposé, le secteur des particuliers a connu relativement peu de changements l'an dernier. La croissance du revenu du travail a légèrement remonté, à 4,5 %, grâce à l'accroissement de l'embauche dans les entreprises, mais l'élévation du revenu disponible par personne est restée bien à court avec une hausse d'un peu moins de 3 %. C'est ainsi que le

Feature article

Étude spéciale

housing did rebound from a drop the year before, but growth remained below the double-digit rates posted in the mid-1990s.

Consumers remained infatuated with durable goods when they did open their wallets, with outlays up 7%. Communications gadgets led the way, driven by cell phones and computers, followed closely by recreational equipment. Total vehicle sales jumped 6%, although unlike the US the share of passenger cars rose for the second straight year at the expense of trucks (including vans and SUVs). The slack for trucks was less due to soaring gasoline prices than slower sales on the prairie provinces as farm incomes weakened. (Trucks account for 62% of all vehicles sold in the prairies, compared to 45% in the rest of Canada.)

Spending slowed for a number of goods outside of durables. Purchases of clothing, footwear and books slowed markedly, leading manufacturers of these items to trim output last year. Energy consumption was apparently undeterred by rising prices, although the 1998 level was unusually low due to the ice storm that knocked out power lines in much of Eastern Canada. Furniture benefited from a rising housing market, helping manufacturers expand output by at least 10% for the fourth year in a row.

Labour markets improve

The solid gains in output over the last three years led to accelerating gains in employment, with the 2.8% jump last year edging out 1998 as the best of the decade. Nearly half (49%) of the 1.5 million jobs added during the 1990s occurred in the last two years. Even with people entering the labour force at the fastest pace of the decade, job growth was enough to push the unemployment rate down to a 10-year low of 7.6%.

Private-sector payrolls rose faster than selfemployment for the second straight year. Employment gains continued to be led by manufacturing, wholesaling and professional, scientific and technical services, which together contributed almost 60% of overall job growth last year. In turn, computer-related industries spearheaded growth in each of these sectors. Computer assemblies led manufacturing with a gain of 21%, matching the advance in computer system design services, while wholesale sales were led by computers and packaged software. Since tableau de la croissance des dépenses de consommation est demeuré à peu près le même avec un taux se situant dans les 3 % en volume. La demande d'habitations s'est remise de son recul de l'année précédente, mais son taux de croissance n'a pu rejoindre les niveaux à deux chiffres du milieu des années 1990.

Les consommateurs sont restés entichés de biens durables lorsqu'ils ont délié les cordons de leur bourse. Les dépenses de consommation se sont accrues de 7 %. Les produits de l'innovation en communications ont eu la part du lion, surtout les téléphones cellulaires et les ordinateurs, suivis de près par les biens récréatifs. Au total, les ventes de véhicules ont fait un bond de 6 %, bien que, à la différence des Etats-Unis, le Canada ait vu la part des voitures de tourisme augmenter une deuxième année de suite au détriment des camions (catégorie qui englobe les fourgonnettes et les utilitaires sportifs). La faiblesse constatée dans le cas des camions est moins attribuable à la montée en flèche du prix de l'essence qu'à un ralentissement des ventes dans les Prairies où les revenus agricoles ont évolué en baisse. Les camions figurent pour 62 % dans l'ensemble des ventes de véhicules dans les Prairies comparativement à 45 % pour le reste du Canada.

Il y a aussi eu ralentissement des dépenses consacrées à divers biens autres que les biens durables. Les achats de vêtements, de chaussures et de livres se sont faits nettement plus lents, amenant ainsi leurs fabricants à réduire la production au cours de l'année écoulée. La consommation d'énergie n'a pas semblé se ressentir de la montée des prix, bien que le niveau de consommation ait été singulièrement bas en 1998 à cause de la tempête de verglas qui a abattu les lignes de transport d'énergie un peu partout dans l'est du Canada. Les meubles ont profité d'un marché de l'habitation en progression et les fabricants ont pu relever leur production d'au moins 10 % une quatrième année de suite.

Le marché du travail s'améliore

La solide progression de la production depuis trois ans a fait s'accélérer la croissance de l'emploi et, avec le bond de 2,8 % observé l'an dernier, 1999 a supplanté 1998 pour la meilleure performance de la décennie. Près de la moitié (49 %) des 1,5 million d'emplois qui se sont créés dans la décennie 1990 ont vu le jour ces deux dernières années. Bien que le taux d'entrée dans la population active soit le plus élevé de la décennie, la croissance de l'emploi a suffi à ramener le taux de chômage à son plus bas niveau en 10 ans (7,6 %).

La hausse du nombre d'emplois rémunérés dans le secteur privé a supplanté celle des travailleurs autonomes pour la deuxième année de suite. La progression de l'emploi a encore été dominée par la fabrication, le commerce de gros et les services professionnels, scientifiques et techniques qui, ensemble, sont responsables de presque 60 % de toute la croissance de l'emploi l'an dernier. À leur tour, les industries liées à l'informatique ont mené ce mouvement ascendant dans leurs secteurs respectifs. Les chaînes de montage de produits informatiques ont été le chef de file en fabrication avec une hausse de 21 %, égalant ainsi la progression des services

rebounding from setbacks early in the 1990s, these three industries alone accounted for half of all job gains since 1993.

Unlike recent years, however, job growth extended to almost all major industry groups. Management services (especially of buildings), education, construction and transportation all posted gains of about 5%, while health services recovered further from the cutbacks of the mid-1990s.

Only two major sectors trimmed payrolls last year. While prices and profits recovered in the primary sector, firms were not confident enough of these gains to step up hiring. Jobs fell another 6.4%, with losses in every industry. Employment had initially held up well in the face of the collapse of commodity prices in mid-1997, but firms finally began to trim payrolls last year. A small rally at year-end helped to limit the losses. The upturn in prices did not extend to agriculture, where employment fell steadily as a result of falling incomes as well as flooding. Public administration was the only other industry to suffer major job losses last year, its seventh straight to bring the cumulative drop to just over 10%.

Virtually all of the growth in jobs occurred in full-time positions for the second straight year. Employers also asked their employees to work more intensively: those working extra hours jumped 5%, especially in the paid overtime component. The number of people working 50 hours or more a week also posted its largest increase in three years. All of these factors helped to push the average workweek up to 34.2 hours, equalling its post-1990 high. Increasingly, people working part-time did so because of personal preference and not because of a lack of full-time work.

The balance of power shifted a little more from employers to employees as the labour market tightened. The percentage of the people who lost their jobs due to permanent layoff fell to its lowest level of the decade. Moreover, the reasons for leaving a job reinforced the perception of a bolder labour force, more confident of finding another job: while disability and retirement were relatively stable, quitting because of job dissatisfaction rose by two-thirds in the past four years, while returning to school fell by one-quarter (suggesting workers no longer felt the pressure to upgrade skills). The increasing mobility of workers was reflected in the first significant drop in average job tenure in the 1990s.

de conception de systèmes informatiques, alors que, dans le commerce de gros, les ventes étaient dominées par les ordinateurs et les progiciels. Comme elles se remettaient des revers qu'elles avaient subis au début de la décennie, ces trois branches d'activité expliquent à elles seules la moitié de toute la croissance de l'emploi depuis 1993.

Contrairement à la situation des dernières années, cette croissance s'est étendue à presque tous les grands secteurs d'activité. Les services de gestion (et plus particulièrement ceux de gestion immobilière), l'éducation, la construction et les transports ont tous affiché des gains d'environ 5 %, tandis que les services de santé ont continué à se rétablir des compressions du milieu des années 1990.

Seuls deux des principaux secteurs ont réduit leurs effectifs l'an dernier. Si les prix et les bénéfices se sont redressés dans le secteur primaire, les entreprises n'ont pas tablé sur ces gains au point d'embaucher plus de travailleurs. L'emploi a encore perdu 6,4 % avec des pertes dans toutes les industries. Il avait bien tenu le coup au départ devant l'effondrement des cours des produits de base au milieu de 1997, mais les entreprises se sont finalement mises à réduire leurs effectifs l'an dernier. Un petit redressement en fin d'année a aidé à limiter les dégâts. La reprise des prix n'a pas gagné l'agriculture, où l'emploi a constamment décru par suite de la baisse des revenus et des inondations. Avec le secteur primaire, l'administration publique est le seul secteur à avoir largement régressé l'an dernier sur le plan de l'emploi. Une septième baisse consécutive y a porté le total des pertes accumulées à un peu plus de 10 %.

Pour une deuxième année de suite presque toute la croissance de l'emploi se concentre dans les postes à plein temps. Les employeurs ont aussi demandé à leurs salariés d'augmenter la cadence. Le nombre de travailleurs ayant fait des heures supplémentaires a fait un bond de 5 %, surtout dans la main-d'œuvre salariée. C'est en 1999 que le nombre de gens ayant travaillé au moins 50 heures par semaine a le plus monté en trois ans. Tous ces facteurs ont joué dans une hausse à 34,2 du nombre hebdomadaire moyen d'heures travaillées. C'est autant que le sommet atteint après 1990. De plus en plus, les travailleurs à temps partiel ont pris ce régime de travail par préférence personnelle, et non parce qu'il n'y avait pas assez d'emplois à plein temps.

L'équilibre des pouvoirs a favorisé un peu plus les salariés par rapport aux employeurs en raison du resserrement du marché du travail. La proportion des personnes qui ont perdu leur emploi en raison de licenciements permanents est tombée au niveau le plus bas de la décennie. Si on considère les motifs de cessation volontaire, on a la nette perception d'une main-d'œuvre plus audacieuse, plus sûre de trouver de nouveaux emplois : les taux de cessation par invalidité et retraite ont été relativement stables, mais le nombre de cessations volontaires par insatisfaction au travail a augmenté des deux tiers ces quatre dernières années et les cessations par retour aux études ont diminué du quart (d'où l'impression que les intéressés se sentaient désormais moins contraints à parfaire leurs compétences). La mobilité croissante des travailleurs a donné la première baisse appréciable de la durée moyenne d'occupation des emplois dans les années 1990.

Employees have still not lost all their insecurity about incomes. Multiple jobholding remained at 5.0% of employment, near its peak of 5.2% set in 1997 and higher than at the turn of the decade. Low incomes appeared to be a major motivating factor, as moonlighting was highest in industries where pay is relatively low and part-time work is common (40% were in the trade, accommodation and food services, and health care and social assistance).

The reluctance to risk jobs for more pay was also reflected in continued low wage increases. Negotiated wage settlements averaged 2.2% last year, up slightly from the 1.5% average in the previous two years. Manufacturing led the way, reflecting a new contract in the wealthy auto industry. After-tax incomes fared little better, as the share of personal income going to income taxes remained steady at the record 17.6% set in 1998.

The widespread improvement in labour market conditions was reflected in gains made by almost all segments of the labour force. For the second straight year, employment gains were made by young and old alike, extended across almost all educational and occupational groups, and included all provinces. The pervasive nature of growth in the last two years contrasted markedly with its narrow concentration through most of the 1990s, and probably reflected employers casting a wider net to catch employees as the unemployment rate fell to historically low levels by the end of the year.

Blue-collar jobs grew rapidly for the third straight year, finally regaining their pre-recession levels after heavy losses in the early 1990s. Rising export demand played a major role in expanding opportunities in manufacturing and transportation, while a pick-up in construction offset the slack in resource industries. As a result, the unemployment rate in the blue-collar sector fell to 8.2%, also returning to its pre-recession low.

Meanwhile, white-collar positions grew by 3.1%, just edging out 1998 for the fastest increase of the decade. Occupations related to science, health and education led the way, reinforced by a pick-up in demand for retail and other clerks. These gains helped to shave the white-collar unemployment rate to 3.5%.

Nowhere was the changing course of the labour market more evident than in employment by educational level. Through most of the 1990s, there was a marked shift towards higher educational attainment. In the last two years, however, the gains in

Les inquiétudes en matière de revenus ne se sont toutefois pas encore entièrement dissipées chez les salariés. Le cumul d'emplois représente toujours 5,0 % de l'indicateur de l'emploi. Il approche du sommet de 5,2 % établi en 1997 et dépasse le niveau du début de la décennie. La faiblesse des revenus semble jouer comme grand facteur de motivation, le phénomène du cumul ayant atteint un sommet dans les branches d'activité où la rémunération est relativement faible et le travail à temps partiel, répandu (la proportion était de 40 % dans le commerce, les services d'hébergement et de restauration et les services de santé et d'aide sociale).

L'hésitation à risquer de perdre un emploi pour aller chercher une rémunération supérieure s'est aussi reflétée dans une persistance des faibles augmentations de salaire. Les majorations prévues par les règlements salariaux se sont établies à 2,2 % en moyenne l'an dernier, soit un peu plus que les 1,5 % des deux années précédentes. La fabrication a dominé sur ce plan à cause d'une nouvelle convention dans la riche industrie de l'automobile. Les revenus après impôt n'ont guère connu un meilleur sort, la fraction du revenu des particuliers affectée à l'impôt sur le revenu étant restée fixée au niveau record de 17,6 % atteint en 1998.

L'amélioration générale du marché du travail a procuré des gains à presque tous les groupes de la société. Une deuxième année de suite, jeunes et vieux ont vu l'emploi s'accroître, tout comme la plupart des groupes d'instruction et des groupes professionnels et l'ensemble des provinces. L'étendue de la croissance ces deux dernières années contraste vivement avec son étroitesse pendant le plus clair de la décennie 1990. Elle tient probablement à ce que les employeurs ont ratissé plus largement le bassin de travailleurs, le taux de chômage étant tombé à des minimums historiques à la fin de l'année.

Chez les cols bleus, l'emploi a rapidement augmenté une troisième année de suite pour enfin revenir à ses niveaux antérieurs à la récession après les lourdes pertes essuyées les premières années de la décennie 1990. La montée de la demande à l'exportation a joué un grand rôle à cet égard en multipliant les possibilités d'emploi en fabrication et dans les transports, alors qu'une reprise de l'emploi dans l'industrie de la construction venait compenser sa faiblesse dans les industries de ressources. Voilà pourquoi le taux de chômage est tombé à 8,2 % chez les cols bleus, c'est-à-dire à son minimum antérieur à la récession.

Chez les cols blancs, l'emploi s'est accru de 3,1 % et 1999 l'a légèrement emporté sur 1998 pour la meilleure performance de la décennie. Les professions en sciences, en santé et en éducation ont dominé avec, en renfort, une reprise de la demande de vendeurs et autres commis. Ces gains ont contribué à ramener le taux de chômage à 3,5 % dans cette catégorie de travailleurs.

L'évolution du marché du travail ne ressortait nulle part autant que dans les statistiques de l'emploi selon le degré d'instruction. Pendant la majeure partie des années 1990, il y a eu un déplacement marqué de ce marché en faveur d'une instruction supérieure. Toutefois, ces deux dernières années,

90-97

97-99

20

Emploi selon

l'instruction

employment extended to all levels, with the exception of those with only primary school education. In fact, for the first time this decade, employment gains for high school graduates surpassed most post-secondary groups. These shifts were even more pronounced in unemployment rates, which for the second straight year tumbled more as education decreased (although this partly reflected the near extinction of the group without any high school-at 4.3% of the labour force and with two-thirds over 45 years old, they will soon virtually cease to affect the data). The increase in jobs for

high school or less reflected much more than the recovery in student hiring, as employment rates for both young and prime-age workers rose as education levels fell.

Figure 3

Employment

by Education

0-8 years 0 à 8 années

High school

Secondaires

Some high school Secondaires partielles

Some post-secondary Postsecondaires partielles

Post-secondary diploma

Diplôme postsecondaire

University degree

Diplôme universitaire

Diplôme universitaire

-3 -2

0

Première différence

2 3

décroissait le degré d'instruction. Figure 4 **Unemployment Rate** Taux de chômage selon by Education l'instruction 0-8 years 0 à 8 années Some high school Secondaires partielles High school Secondaires Some post-secondary Postsecondaires partielles Post-secondary diploma 90-97 Diplôme postsecondaire 97-99 University degree

-20

0

For the record, the unemployment rate fell nearly a full percentage point for those with high school or less for the second straight year, while the drop for university graduates was marginal. This partly reflected the much greater pool of the unemployed in the former group. Still, it is noteworthy that the 7.5% unemployment rate for high school graduates was lower than at the start of the decade, while it edged up to 4.3% for those with a university degree.

The fortunes of different age groups in the last two years

also saw the reversal of a decade-long trend. The percentage of youths holding a job jumped to its highest level since 1992. While this gain elicited a strong influx of youths into the labour force, it was still enough to trim the unemployment rate by a full point for the second straight year.

la progression de l'emploi s'est étendue à tous les degrés d'instruction sauf à la catégorie des seules études primaires. En fait, pour la première fois depuis dix ans, les gains d'emploi des diplômés de l'école secondaire ont dépassé la plupart de ceux du palier postsecondaire. Cette évolution se remarque encore plus dans les taux de chômage qui, une deuxième année de suite, ont dégringolé davantage à mesure que s'abaissait le degré d'instruction (bien que ce phénomène s'explique en partie par la quasi-extinction du groupe sans études secondaires qui, représentant 4,3 %

de la population active et étant constitué aux deux tiers de gens de plus de 45 ans, cessera bientôt presque entièrement d'influer sur les données). L'augmentation de l'emploi chez les diplômés de l'école secondaire ou chez les moins instruits traduit bien plus qu'une reprise de l'embauchage des élèves, car les taux d'emploi étaient en hausse tant chez les jeunes travailleurs que chez les travailleurs d'âge mûr à mesure que décroissait le degré d'instruction.

Mentionnons en passant que le taux de chômage a baissé de presque 1 % une deuxième année de suite pour les diplômés de l'école secondaire ou les moins instruits et que, dans le cas des diplômés d'université, le recul a été infime, ce qui s'explique partiellement par le nombre bien supérieur de gens en chômage dans le premier de ces groupes. Il convient néanmoins de noter que le taux de chômage (7,5 %) chez les diplômés de l'école secondaire le cède à celui du début de la décennie et que ce même taux a un peu monté à 4,3 % chez les diplômés d'université.

Dans les fortunes des divers groupes d'âge depuis deux

ans, il y a eu renversement d'une tendance vieille d'une décennie. La proportion de jeunes ayant un emploi a atteint son plus haut niveau depuis 1992. Si ce bond a suscité un riche afflux de jeunes sur le marché du travail, il a suffi à retrancher un point entier au taux de chômage une deuxième année de suite.

Feature article

Étude spéciale

At the other end of the age spectrum, the employment rate rose steadily since 1996 for those over 55 years old, about equally split between men and women. This reversed the previous trend of marginalising older workers. The increase was evident in all provinces, with the largest in Ontario and the prairies where unemployment was the lowest, suggesting at least part was due to a broader search for job talent as well as changing social norms. Increased demand attracted almost as strong a rise in the labour force as among youths, with participation rates up over a full point.

Growing demand for older workers is timely, as their numbers are poised to soar as the leading edge of the baby boom turns 55 at the dawn of the millennium. Last year the number of prime-aged people (25 to 44 years) fell by 25,000, the first drop on record, while the ranks of those 45 and over swelled by 288,000 (just over half between 45 and 54).

Led by the influx of young and old, the overall labour force participation rate rose for the third straight year. At 65.6%, it was at its highest level since 1992, reversing most of the steady erosion between 1989 and 1996. Rates increased the most for workers aged 15 to 24 (+1.6 points), 60 to 64 (+1.3) and 55 to 59 (+1.0), with no significant differences by sex. Improved job opportunities played a major role, as the number of people discouraged from even looking for work tumbled by one-third over the last two years. Participation among prime-aged workers hit 85.8%, edging 1990 as the highest on record. However, the rate of increase was the smallest in years, as steady gains by women were partly offset by a withdrawal by men.

Trade and finance

The current account deficit narrowed from \$16.4 billion to \$4.3 billion, after widening in 1998 when commodity prices collapsed. Virtually all of the decrease originated in trade in goods, as the balance in most of the other accounts was little changed. The trade-weighted value of the Canadian dollar was essentially unchanged for the year, with gains versus the yen and the euro offsetting a slight depreciation against the US dollar.

Lifted by buoyant exports, the trade surplus for goods swelled to \$34 billion in 1999, its third highest on record. All of the increase originated in a \$60 billion trade advantage with the roaring US economy. Autos contributed half of the 12% gain in exports, reflecting both increased capacity and the popularity with US consumers of many of the models assembled in Canada (trucks and vans account for nearly half of

À l'autre extrémité de la structure par âge, le taux d'emploi a constamment augmenté depuis 1996 chez les plus de 55 ans, de façon à peu près égale pour les hommes et pour les femmes. La tendance antérieure à une marginalisation des travailleurs plus âgés se trouve ainsi inversée. Cette augmentation était visible dans toutes les provinces, particulièrement en Ontario et dans les prairies, où le taux de chômage est plus faible, ce qui semble indiquer que, du moins en partie, ce phénomène soit lié à une recherche plus vaste de travailleurs compétents ainsi qui à une évolution des normes sociales. Une demande accrue a provoqué une hausse presque aussi forte dans la population active que chez les jeunes et les taux d'activité ont gagné plus d'un point.

L'augmentation de la demande de travailleurs plus âgés arrive à point nommé, car le nombre de ces travailleurs devrait monter en flèche lorsque les premiers de la génération du baby boom atteindront l'âge de 55 ans à l'aube du nouveau millénaire. L'an dernier, le nombre de gens d'âge mûr (25 à 44 ans) a diminué de 25 000, la première baisse de l'histoire, et celui des 45 ans et plus a augmenté de 288 000 (un peu plus de la moitié ont de 45 à 54 ans).

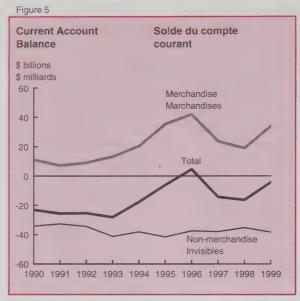
Grâce à ces apports de jeunes et de vieux, le taux général d'activité a progressé une troisième année de suite. A 65.6 %. il se situait à son plus haut niveau depuis 1992, mettant ainsi fin en majeure partie à l'incessant effritement qu'il avait connu de 1989 à 1996. Les taux d'activité se sont le plus élevés chez les travailleurs de 15 à 24 ans (+1,6 point), de 60 à 64 ans (+1,3 %) et de 55 à 59 ans (+1,0 %). On n'a pas relevé de différences significatives selon le sexe. L'amélioration des perspectives d'emploi a joué un grand rôle, puisque le nombre de gens découragés au point de ne même plus chercher de travail a dégringolé du tiers depuis deux ans. Chez les travailleurs d'âge mûr, le taux d'activité a atteint 85,8 % et 1999 a supplanté 1990 sur ce plan. Toutefois, le taux d'accroissement est le plus modeste depuis des années, car de constants gains chez les femmes ont été en partie contrebalancés par des pertes chez les hommes.

Commerce et finances

Le déficit du compte courant s'est contracté de 16,4 à 4,3 milliards de dollars après avoir évolué en hausse en 1998 lorsque les cours des produits de base se sont effondrés. Presque toute cette diminution vient du commerce de biens, le solde de la plupart des autres comptes n'ayant guère changé. La valeur du dollar canadien après pondération en fonction des échanges demeure essentiellement inchangée pour l'année. Une valorisation par rapport au yen et à l'euro a en effet compensé une légère dévalorisation par rapport au dollar américain.

Soutenu par la vigueur des exportations, l'excédent du commerce de biens a monté à 34 milliards de dollars en 1999, prenant sa troisième valeur en importance dans l'histoire. Toute la progression tient à un avantage de 60 milliards de dollars en faveur du Canada dans les échanges avec une économie américaine qui bat son plein. L'industrie de l'automobile a figuré pour moitié dans l'expansion de 12 % des exportations à cause tant d'un accroissement des

our production). The increase allowed autos to reclaim the mantle as our leading export, after machinery and equipment had briefly usurped the title in 1998. Trade with all the other major regions remained in deficit, reflecting universally weak demand outside of the US. As a result, our dependence on the US market set a new record of 85.9%, up from the previous peak of 83.6% in 1998.



Canada's position as a substantial net exporter of energy contributed about \$5 billion to the increase in our trade surplus. While rising oil prices sent both energy exports and imports soaring by about 25%, our exports of \$30 billion dwarf our import bill of \$10 billion. Oil and gas contributed about equally to the rising surplus in energy products. Natural gas exports continued to grow rapidly, as new pipeline capacity arrived just in time to take advantage of rising prices in the US market.

Most other non-energy resource exports remained weak, after the collapse of prices that began in mid-1997. Agricultural exports eked out a 2% gain, hamstrung by a further erosion of earnings for wheat as prices fell again. Both metal ores and alloys receded for a second straight year, with gold particularly lacklustre. Lumber was one bright spot, profiting from a strong US housing market and a recovery in construction in Asia.

Non-automotive manufactured goods could not keep pace with autos, increasing by just under 10% after leading growth through much of the 1990s. For both consumer goods and machinery and equipment, this marked an end to at least five straight years of double-digit gains. The market for telecommunications equipment and computers remained robust, although the continued downward trend in prices dampened earnings for the latter. Demand slowed sharply for

capacités que de la vogue dont jouissent une foule de modèles assemblés au Canada auprès des consommateurs américains (les camions et les fourgonnettes représentent près de la moitié de la production canadienne). Avec cette hausse, l'industrie de l'automobile a pu recouvrer sa place de leader à l'exportation, titre que l'industrie des machines et du matériel avait brièvement usurpé en 1998. Les échanges avec toutes les grandes régions partenaires ont laissé un déficit qui s'explique par la faiblesse universelle de la demande hors États-Unis. Voilà pourquoi notre dépendance à l'égard du marché américain a établi un nouveau record de 85,9 %, qui est à rap-

procher du sommet de 83,6 % antérieurement atteint en 1998.

Comme le Canada est un grand exportateur net d'énergie, son excédent commercial s'est accru d'environ 5 milliards de dollars de ce seul fait. Si le renchérissement du pétrole a fait bondir du quart environ nos exportations et nos importations d'énergie, nos exportations de 30 milliards de dollars laissent dans l'ombre nos importations de 10 milliards. Le pétrole et le gaz ont tous deux contribué à parts à peu près égales à l'augmentation de l'excédent au titre des produits énergétiques. Les exportations de gaz naturel ont continué à croître rapidement, car avec nos nouvelles capacités d'acheminement par gazoduc, nous sommes arrivés juste à temps pour tirer parti de la montée des prix sur le marché américain.

La plupart des autres exportations de ressources naturelles hors énergie sont demeurées faibles après un mouvement d'effondrement des prix qui s'est amorcé au milieu de 1997. Les exportations de denrées agricoles ont offert une maigre hausse de 2 %, gênées par un nouvel effritement des revenus tirés de l'exportation de blé du fait de la contraction des prix. Pour leur part, les minerais et les alliages métalliques ont perdu du terrain une deuxième année de suite et l'or a eu une performance particulièrement terne. Comme note encourageante, il y a le bois d'œuvre qui a profité de la vigueur du marché américain de l'habitation et d'une reprise de la construction en Asie.

Les produits manufacturés n'ont pu suivre le mouvement des produits automobiles. Dans leur cas, la hausse a été d'un peu moins de 10 %; ils avaient pourtant dominé au tableau de la croissance pendant le plus clair de la décennie 1990. Pour les biens de consommation comme pour les machines et le matériel, c'était la fin d'au moins cinq années consécutives de gains à deux chiffres. Par ailleurs, le marché des appareils de télécommunication et des ordinateurs est demeuré vigoureux, bien que l'évolution

Feature article

Étude spéciale

industrial machinery and aircraft, and fell by a quarter for agricultural machinery.

Import growth moderated slightly to 8% last year, despite large increases for crude oil and the auto parts needed for assembly in Canadian plants. Imports of both consumer and capital goods slowed to 7% from their double-digit gains in 1998. Business investment was dampened by sluggish sales of industrial machinery and large declines in the farm sector. Our bill for non-energy resource products was checked by the continued slump on commodity markets for "soft" goods such as food, which dominate our imports in this area.

The overall travel deficit dipped to just under \$2 billion last year, its lowest level since 1987. The deficit has shrunk steadily since hitting a peak of \$6.4 billion in 1992. This largely reflects a reversal in the net flow of cross-border shopping as the Canada/US exchange rate hit a record low early in the year. Sameday auto trips to the US hit a 14-year low, surpassed by American trips to Canada for the first time since 1981. The travel account was also given a boost by a rebound in visitors from overseas, notably from Asia after a sharp drop-off during their recession over the previous two years.

Nowhere was new technology more of a force than in the stock market. The TSE rose 5% to a record high at year-end, led by a doubling in the shares of industrial products, notably technical software and hardware. Cable and wireless stocks were also popular with investors. Resource stocks rebounded as did commodity prices, led by metals and energy. Gold was an exception, while retailing, finance and real estate all posted declines. The infatuation with technology was even more evident in the US, where the technology-laden Nasdaq index soared past the traditional Dow Jones industrials.

Foreign interest in Canadian stocks was no greater than the year before. Conversely, Canadians bought record amounts of foreign stock (\$20 billion net), especially in the booming US market. Our foreign debt in bond and money market instruments contracted outright at the fastest rate this decade, primarily due

persistante des prix à la baisse ait amorti les revenus tirés des exportations d'ordinateurs. La demande de machines industrielles et d'aéronefs a nettement ralenti. La demande a aussi diminué du quart dans le cas des machines agricoles.

L'an dernier, le taux de croissance des importations a un peu baissé à 8 % malgré d'importantes hausses relevées pour le pétrole brut et les pièces destinées aux chaînes de montage de l'industrie canadienne de l'automobile. Les importations de biens tant de consommation que d'équipement ont ralenti à 7 %, quittant les niveaux à deux chiffres atteints en 1998. Les investissements des entreprises se sont ressentis de ventes paresseuses de machinerie industrielle, ainsi que des fortes baisses qu'a connues le secteur agricole. Notre facture à l'importation de ressources naturelles hors énergie a été contenue par le marasme persistant de marchandises peu durables, comme les aliments, sur le marché des produits de base, la production alimentaire occupant une place prédominante dans nos importations dans ce secteur.

Au compte des voyages, le déficit global a glissé un peu sous la barre des 2 milliards de dollars l'an dernier, atteignant son plus bas niveau depuis 1987. Il a constamment rétréci après avoir culminé à 6,4 milliards en 1992. Cela tient en grande partie à une inversion du solde du compte des déplacements d'achat outre-frontière, le taux de change canado-américain étant tombé à un bas niveau record au début de l'année. Les voyages de moins de 24 heures aux Etats-Unis ont atteint un minimum en 14 ans, étant dépassés par les déplacements d'Américains au Canada pour la première fois depuis 1981. Le compte des voyages a aussi été rehaussé par une remontée du nombre de visiteurs d'outre-mer, notamment en provenance de l'Asie (dans ce dernier cas, l'indicateur des voyages avait fortement évolué en baisse les deux années précédentes à cause de la récession asiatique).

La nouvelle technologie n'a jamais eu autant d'influence que dans les bourses. La bourse de Toronto a progressé de 5 % pour atteindre un niveau record en fin d'année, surtout à cause d'une valeur au double prise par les industrielles, et plus particulièrement les actions liées au matériel informatique et aux logiciels. Les actions des sociétés de communication par câble et sans fil ont également été en vogue chez les investisseurs. Les actions du secteur primaire se sont redressées comme les cours des produits de base, reprise que l'on doit avant tout aux métaux et à l'énergie. L'or a fait bande à part et le commerce de détail, les finances et les affaires immobilières ont tous accusé des pertes. L'engouement pour la technologie était encore plus manifeste aux États-Unis où l'indice Nasdag à orientation technologique a laissé loin derrière l'indice Dow Jones et ses industrielles « classiques ».

L'intérêt de l'étranger pour les actions canadiennes ne s'est pas avivé depuis l'année précédente. En revanche, les Canadiens ont acheté des quantités records d'actions étrangères (valeur nette de 20 milliards), surtout sur le florissant marché américain. Notre dette étrangère en obligations et en instruments du marché monétaire s'est franchement

to a reduction in government borrowing and less reliance by corporations on external sources as internal cash flow soared.

Governments racked up their largest ever surplus on a National Accounts basis. The biggest turnaround in finances was among the provinces, where a surge in tax revenues pushed net saving past the federal level. Governments benefited from higher collections from buoyant corporate profits as well as the growth in consumer incomes and outlays.

Meanwhile, governments were able to hold the line on total outlays, which were up less than 1%. Outlays fell outright for interest on debt and transfer payments as the economy improved. This allowed governments to boost capital spending by 6%, following years of heavy cuts starting in mid-decade. Current expenditures rose slightly more than population growth for the second year in a row after years of falling behind.

Prices

The price of goods and services produced in Canada rose by 1.7% in 1999, led by a turnaround for exports. Falling export prices had held the overall price level of GDP in check over the previous two years. The cost of products consumed in Canada, as measured by the implicit price index for final domestic demand, was more subdued, up only 0.5%. Lower import prices helped dampen the cost of goods sold in Canada. especially for computers.

Conversely, consumers paid 1.7% more for the basket of goods and services included in the CPI, up from 0.9% the year before. The price of all three types of goods quickened during the year, despite lower import prices, with the largest turnaround for nondurables due to the soaring cost of energy. Rising oil prices also forced manufacturers to pay 8% more for raw materials in 1999; excluding oil, this index of costs dipped 1%.

Commodity prices recouped about half of the previous year's decline, according to the Bank of Canada index. A number of factors contributed to the turnaround for energy and most industrial materials. Demand accelerated, as a recovery in Asian economies reinforced torrid growth in the US. Meanwhile, a number of producers reined in output, after initially not adjusting to the drop in prices in 1998, with OPEC being the leading example. Agricultural prices remained

contractée au taux le plus rapide cette décennie, principalement à cause d'une réduction des emprunts publics et d'une moindre dépendance des sociétés à l'égard des capitaux extérieurs en période de richesse des trésoreries intérieures.

L'an dernier, les administrations publiques ont présenté l'excédent le plus élevé jamais observé (en base « comptabilité nationale »). Le plus grand revirement financier s'est opéré dans les provinces où une flambée des recettes fiscales a porté l'épargne nette au-delà du niveau établi au palier fédéral. Les administrations ont profité des rentrées supérieures d'impôt déterminées par la montée en flèche des bénéfices des sociétés, ainsi que par la croissance des revenus et des dépenses des consommateurs.

Pendant ce temps, les administrations publiques ont pu contenir leurs dépenses totales, lesquelles ont monté de moins de 1 %. Les dépenses se sont nettement contractées dans le service de la dette et les paiements de transfert à la faveur de l'amélioration des conditions économiques, ce qui a permis aux administrations de relever leurs dépenses en immobilisations de 6 % après des années de coupes sombres qui ont commencé au milieu de la décennie. Les dépenses courantes se sont élevées un peu plus que la population (croissance démographique) une deuxième année de suite après avoir été à la traîne des années durant.

Prix

Les prix des biens et services produits au Canada ont augmenté de 1,7 % en 1999 à cause surtout d'un renversement dans le cas des exportations. Des prix en décroissance à l'exportation avaient contenu le niveau général des prix du PIB les deux années précédentes. La variation des prix des produits consommés au Canada, comme la mesure l'indice implicite des prix de la demande intérieure finale, a été plus restreinte, à la hausse de seulement 0,5 %. La baisse des prix à l'importation a contribué à amortir les prix des biens vendus au Canada, et notamment des ordinateurs.

En revanche, ces mêmes consommateurs ont payé 1,7 % de plus pour le panier de biens et de services de l'IPC. Le renchérissement des biens et services avait été de 0,9 % l'année précédente. Les trois grandes catégories de biens ont vu la montée des prix s'accélérer pendant l'année malgré la diminution des prix à l'importation et le renversement a été le plus marqué dans le cas des biens non durables du fait de la montée en flèche du prix de l'énergie. Le renchérissement du pétrole a contraint les fabricants à payer 8 % de plus pour leurs matières premières en 1999. Si on fait abstraction des hydrocarbures, cet indice de prix a fléchi de 1 %.

Les cours des produits de base ont regagné environ la moitié du terrain perdu l'année précédente, comme le montre l'indice de la Banque du Canada. Divers facteurs ont influé sur cette remontée des prix de l'énergie et de la plupart des produits industriels de base. La demande s'est accélérée, car la reprise des économies asiatiques s'est ajoutée à une croissance effrénée aux États-Unis. Pendant ce temps, un certain nombre de producteurs freinaient leur production alors qu'ils ne s'étaient pas adaptés au départ à la baisse des prix

Feature article

Étude spéciale

a soft spot, as prices fell another 5% on top of double-digit declines in 1998.

en 1998. L'OPEP en est le meilleur exemple. Les prix des denrées agricoles sont demeurés une source de faiblesse, ayant encore perdu 5 % après des baisses à deux chiffres en 1998.

Conclusion

The year 1999 was the third straight of solid growth, the longest stretch in an otherwise dismal decade. That this relatively short period of sustained growth reversed many of the main themes associated with the 1990s is revealing that many of the widely noted changes in the decade may have been related to a cyclical slowdown in growth and not structural change. This was most evident in the labour market. The dominance of part-time and self-employed positions in growth was reduced as soon as employers started hiring again. After being marginalized for most of the decade, the young and old poured back into the labour force as their opportunities grew. Both blue-collar and whitecollar jobs expanded, reflecting increased employment in the public sector and construction and not just in computer and information-related industries. Greater opportunities in a wide range of industries, as well as a shrinking pool of workers, also helped to boost employment rates for workers with less formal education for the first time this decade. So far, however, these changes have not affected wages, which helped to keep a lid on inflation.

Conclusion

On a connu en 1999 une troisième année consécutive de croissance ferme. C'est la période la plus longue de progression solide dans ce qui demeure par ailleurs une décennie de grande faiblesse. Que dans cette période relativement courte la croissance ait été soutenue pour faire oublier une foule de grands thèmes débattus dans les années 1990 indique bien que nombre de changements hautement remarqués dans la décennie sont peut-être liés à un ralentissement cyclique de la croissance, et non pas à une évolution d'ordre structurel. C'est ce que l'on pouvait d'emblée observer sur le marché du travail. La domination de l'emploi à temps partiel et du travail indépendant dans la croissance de l'emploi a perdu de l'ampleur dès que les employeurs ont recommencé à embaucher. Jeunes et vieux sont revenus en masse sur le marché du travail dès que les perspectives d'emploi se sont améliorées après avoir été marginalisés pendant la majeure partie de la décennie. L'emploi a crû tant chez les cols bleus que chez les cols blancs du fait d'une remontée de l'emploi dans les administrations publiques et la construction, et non pas seulement dans les branches liées à l'informatique et à l'information. De meilleures possibilités d'emploi dans une grande diversité de branches d'activité et une main-d'œuvre en rétrécissement ont aussi eu pour effet de pousser les taux d'emploi en hausse chez les travailleurs moins instruits pour la première fois dans cette décennie. Jusqu'ici cependant, ces changements n'ont pas influé sur les salaires, ce qui a aidé à contenir l'inflation.

Note

Using the chain Fisher volume index, while abstracts from the rapidly falling price of computers since 1992.

Note

Selon l'indice-chaîne de volume de Fisher, qui fait abstraction de la chute rapide des prix des ordinateurs depuis 1992.

SERVICES INDICATORS

For and About Businesses Serving the Business of Canada ...

At last, current data and expert analysis on this VITAL sector in one publication!

he services sector now dominates the industrial economies of the world.
Telecommunications, banking, advertising, computers, real estate, engineering and insurance represent an eclectic range of services on which all other economic sectors rely.

Despite their critical economic role, however, it has been hard to find out what's happening in these industries. Extensive and time-consuming efforts have, at best, provided a collection of diverse bits and pieces of information ... an incomplete basis for informed understanding and effective action.

Now, instead of this fragmented picture, Services Indicators brings you a cohesive whole. An innovative quarterly from Statistics Canada, this publication breaks new ground, providing timely updates on performance and developments in:

- **Communications**
- Finance, Insurance and Real Estate
- Business Services

Services Indicators brings together analytical tables, charts, graphs and commentary in a stimulating and inviting format. From a wide range of key financial indicators including profits, equity, revenues, assets and liabilities, to trends and analysis of employment, salaries and output – PLUS a probing feature article in every issue, Services Indicators gives you the complete picture for the first time!

Finally, anyone with a vested interest in the services economy can go to Services Indicators for current information on these industries ... both at-a-glance and in more detail than has ever been available before – all in one unique publication.

If your business is serving business in Canada, or if you are involved in financing, supplying, assessing or actually using these services, *Services Indicators* is a turning point – an opportunity to forge into the future armed with the most current insights and knowledge.

Order YOUR subscription to Services Indicators today!

Services Indicators (catalogue no. 63-016-XPB) is \$116. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$24. For shipments to other countries, please add \$40.

To order, write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada, or contact the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

If more convenient, fax your order to 1 877 287-4369 or (613) 951-1584 or call 1 800 267-6677 toll-free in Canada and the United States and charge to your VISA or MasterCard. Via e-mail: order@statcan.ca. Visit our Web Site at www.statcan.ca.



INDICATEURS DES SERVICES

Au sujet des entreprises au service des affaires du Canada et à leur intention...

Enfin regroupées en une publication, des données courantes et des analyses éclairées sur ce secteur ESSENTIEL!

e secteur des services domine à l'heure actuelle les économies industrielles du monde. Les télécommunications, les opérations bancaires, la publicité, l'informatique, l'immobilier, le génie et l'assurance représentent une gamme éclectique de services sur lesquels reposent tous les autres secteurs économiques.

En dépit de leur rôle critique sur le plan économique, il est toutefois difficile de savoir ce qui se passe dans ces branches d'activité. Des efforts considérables et fastidieux ont permis, au mieux, de rassembler une collection de renseignements fragmentaires divers... qui ne favorisent pas la compréhension avisée et la prise de mesures efficaces.

Remplacez maintenant ce tableau fragmentaire par l'image cohérente que vous offre *Indicateurs des services*. Cette publication trimestrielle innovatrice de Statistique Canada pénètre dans un domaine inexploré, fournissant des aperçus <u>opportuns</u> du rendement et des progrès dans les domaines suivants :

- **Communications**
- Finance, assurance et immobilier
- Services aux entreprises

Indicateurs des services rassemble des tableaux analytiques, des diagrammes, des graphiques et des observations en un mode de présentation stimulant et attrayant. En puisant à même une vaste gamme d'indicateurs financiers importants, allant notamment des profits, des capitaux propres, des recettes, de l'actif et du passif aux tendances et analyses de l'emploi, des salaires et de la production – à laquelle s'ajoute un article de fond exploratif dans chaque numéro, Indicateurs des services brosse pour la première fois un tableau complet!

Enfin, quiconque s'intéresse au secteur des services peut consulter *Indicateurs des services* pour trouver des renseignements courants sur ces branches d'activité... tant sous une <u>forme sommaire qu'à un niveau de détail n'ayant jamais encore été offert</u> – et ce, dans une même publication.

Si vous êtes de ceux qui fournissent des services aux entreprises canadiennes, ou si vous financez, fournissez ou évaluez ces services ou y avez en fait recours, *Indicateurs des services* représente un tournant – une chance de s'aventurer dans l'avenir en étant armé des réflexions et connaissances les plus actuelles.

Commandez dès aujourd'hui VOTRE abonnement à Indicateurs des services!

Indicateurs des services (n° 63-016-XPB au catalogue) coûte 116 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 \$.

Pour commander, écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6, Canada, ou communiquez avec le Centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près (voir la liste qui figure dans la présente publication).

Si vous préférez, vous pouvez télécopier votre commande en composant le 1 877 287-4369 ou le (613) 951-1584 ou téléphoner sans frais du Canada et des États-Unis au 1 800 267-6677 et porter les frais à votre compte VISA ou MasterCard. Via courriel: order@statcan.ca. Visitez notre site Web www.statcan.ca.

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- 2. Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Giobalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR : Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- 2. Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

1. RRSP withdrawals revisited.

2. REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

1. Le point sur les retraits d'un REER.

2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- 2. Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999 **

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Épargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Treat data like dollars!

Les données, c'est de l'argent!

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CEO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive *CEO* 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — *The Statistical Summary*:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- lack user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts answers to your questions related to either data or feature articles contained in *CEO* are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely.

Subscribe to the *Canadian Economic Observer* (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$72. For shipments to other countries, please add \$120. *CALL TOLL-FREE* 1 800 267-6677 or *FAX* 1 877 287-4369. You can also *MAIL* your order to: Statistics Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A 076, Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans *L'Observateur* économique canadien et profitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé – tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de L'OÉC.

La **première partie** est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La deuxième partie est une publication d'accompagnement distincte intitulée Aperçu statistique :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- ▶ En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

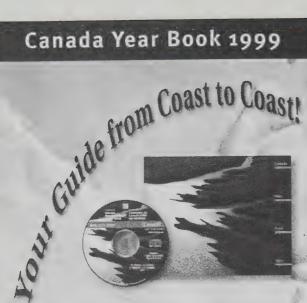
Vous verrez qu'un investissement dans les données, ça rapporte gros.

Abonnez-vous à L'Observateur économique canadien (n° 11-010-XPB au catalogue) AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 72 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 120 \$. APPELEZ SANS FRAIS au 1 800 267-6677. Vous pouvez également TÉLÉCOPIER votre commande au 1 877 287-4369 ou la POSTER à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 016, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index f.htm

729MISC00007

Annuaire du Canada 1999



guide d'un océan à l'autre,

HE CANADIAN REFERENCE THAT ANSWERS YOUR QUESTIONS ABOUT CANADA, AND **EVEN THOSE YOU NEVER THOUGHT** TO ASK, IS NOW AVAILABLE AS A CAPTIVATING BOOK, AS A USER-FRIENDLY CD-ROM AND AS A PRACTICAL COMBINATION PACKAGE. CONVENIENT AT WORK, SCHOOL AND HOME. CANADA YEAR Воок 1999 вотн DISPLAYS AND ANALYZES THE COMPLEXITIES OF LIVING AND WORKING IN CANADA TODAY.

Time and time again, you will turn to Canada Year Book 1999 for penetrating articles, accurate statistics, clear tables, informative graphs and exquisite photographs spotlighting key trends and changes in our social, political and economic lives.

Choose Canada Year Book 1999 or Canada Year Book 1999 on CD-ROM as your reference companion. You can order the book (cat. no. 11-402-XPE99001) for \$59.95, the CD-ROM (cat. no. 11-402-XCB99001) for \$79.95, OR the Book/CD-ROM Combination Package (cat. no. 10-3005XKE99001) available at the special price of \$128.41.

In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10. To find out about shipping charges applicable to orders of multiple copies, please contact us.

To order, call toll-free 1 800 267-6677, fax toll-free 1 877 287-4369 or write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. You may also e-mail your order to: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

OUTIL DE RÉFÉRENCE CANADIEN QUI RÉPOND À TOUTES VOS QUESTIONS, MÊME À CELLES QUE VOUS N'AVEZ PAS ENCORE POSÉES, EST PRÉSENTÉ EN UN LIVRE CAPTIVANT, UN CD-ROM CONVIVIAL ET UN ENSEMBLE LIVRE ET CD-ROM PRATIQUE. UTILE AU TRAVAIL. À L'ÉCOLE ET À LA MAISON. L'ANNUAIRE DU CANADA 1999 DÉPEINT ET ANALYSE LES COMPLEXITÉS DE LA VIE ET DU TRAVAIL D'AUIOURD'HUI AU CANADA.

Vous consulterez l'Annuaire du Canada 1999 encore et encore pour obtenir des articles percutants, des statistiques précises, des tableaux clairs, des graphiques informatifs et des photographies exceptionnelles qui mettent en évidence les tendances et les changements importants survenus aux plans social, politique et économique.

Choisissez l'Annuaire du Canada 1999 ou l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM comme compagnon de référence. Vous pouvez commander le livre (nº 11-402-XPF99001 au catalogue) au prix de 59,95 \$, le CD-ROM (nº 11-402-XCB99001 au catalogue) au prix de 79,95 \$ ou l'ensemble livre et CD-ROM (nº 10-3005XKF99001 au catalogue) au prix réduit de 128,41 \$.

Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Pour connaître les frais de port applicables aux commandes de plusieurs exemplaires, veuillez communiquer avec nous.

Pour commander, téléphonez sans frais au 1800 267-6677, télécopiez sans frais au 1 877 287-4369 ou écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi faire parvenir votre commande par courriel à order@statcan.ca ou communiquer avec le Centre de consultation de Statistique Canada de votre région (la liste des centres figure dans la présente publication).



Visit our Web site: www.statcan.ca and try out a FREE DEMO of CYB99 on CD-ROM or download the FREE CYB99 Teacher's Kitl

Visitez notre site Web : www.statcan.ca et essayez notre DÉMONSTRATEUR GRATUIT de l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM ou téléchargez notre Trousse de l'enseignant pour L'Annuaire du Canada GRATUITEI

... a reputable reference tool analysing the latest health information.

Rapid change means that you must make an extra effort to keep up to date with the many factors influencing our health and the Canadian health care system. Why not follow the lead of professionals like you? With a subscription to Health Reports, you can rely on precise health information and use it to assess change, prepare for specific demands and plan for the future.



Current topics make each issue unique

Published four times a year, this 80-page, bilingual publication lets you monitor Canadians' health and vital statistics. It presents <u>high-quality, relevant and comprehensive research articles</u> on the health status of the population, and on the health care system.

As a user of Statistics Canada products, you will appreciate the timeliness and accuracy of the data in *Health Reports*. Amply illustrated with tables and easy-to-read graphs, the topical research articles contain <u>original analysis</u> on a host of health problems, such as work stress, childhood asthma, smoking, the risk behaviour of young adults, home care, and many other subjects. *Health Reports* will be a valuable addition to your reference collection.

Equip yourself with the latest analysis of health in Canada. Use *Health Reports* (cat. no. 82-003-XPB) to <u>make informed decisions</u>. A one-year subscription costs \$116. In Canada, please add <u>either GST</u> and applicable PST **or** HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$24. For shipments to other countries, please add \$40. And for those who prefer to receive their information electronically, you can now subscribe to the downloadable version of *Health Reports* (cat. no. 82-003-XIE) on our Web site for only \$87 (plus taxes, where applicable). URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub.cgi

SUBSCRIBE TODAY!

CALL toll-free 1 800 267-6677 **FAX** toll-free 1 877 287-4369

MAIL to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada.

B-MAIL: order@statcan.ca

CONTACT your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

VISIT the Statistics Canada Web site at www.statcan.ca

... un outil de référence reconnu qui analyse les dernières données

Rapports sur la santé



es grands changements
vous poussent à vous tenir
davantage au fait des nombreux
facteurs qui touchent la santé
des Canadiens et le régime de
soins de santé. Suivez l'exemple
des professionnels comme
vous! Comptez sur les
Rapports sur la santé pour
vous fournir des renseignements

précis sur la santé qui vous

sur la santé

permettront d'apprivoiser le changement, de vous préparer à répondre aux besoins des Canadiens et de planifier l'avenir.

Chaque numéro vous surprendra par l'actualité des sujets traités

Publié quatre fois par année, ce périodique bilingue de 80 pages vous tient au courant des dossiers d'actualité en matière de santé et de statistiques de l'état civil. Il vous présente des <u>articles de recherche fouillés et pertinents</u> sur la santé de la population et le régime de soins de santé.

Comme utilisateur des produits de Statistique Canada, vous serez à même d'apprécier l'actualité et la précision des données des *Rapports sur la santé*. Truffés de tableaux et de graphiques faciles à lire, les articles comprennent des <u>analyses originales</u> sur le stress au travail, l'asthme chez les enfants, l'usage du tabac, les comportements à risque des jeunes adultes, les soins à domicile et de nombreux autres sujets. *Rapports sur la santé* : un atout précieux pour votre bibliothèque de référence!

Procurez-vous les toutes dernières analyses sur la santé au Canada. Utilisez les *Rapports sur la santé* (n° 82-003-XPB au catalogue) pour vous aider à prendre des décisions éclairées. Un abonnement d'un an coûte 116 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 \$. En outre, si vous préférez recevoir des renseignements sur support électronique, vous pouvez maintenant vous abonner à la version téléchargeable des *Rapports sur la santé* (n° 82-003-XIF au catalogue) à notre site Web au prix de 87 \$ seulement (taxes en sus, s'il y a lieu).

URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi

ABONNEZ-VOUS AUJOURD'HUI!

TÉLÉPHONEZ sans frais au 1 800 267-6677

TÉLÉCOPIEZ sans frais au 1 877 287-4369

ÉCRIVEZ à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada COURRIEL: order@statcan.ca

COMMUNIQUEZ avec le centre de consultation régional de Statistique Canada dont la liste figure dans la présente publication.

VISITEZ le site Web de Statistique Canada à : www.statcan.ca

29MISC00001

Build on the range and depth of your knowledge and experience

Put the power of Inter-Corpor Ownersh to work for you

hen you're working to stay on top of the volatile business environment, and dealing with increased client expectations and escalating competition, you know success boils down to one thing. Performance. Inter-Corporate Ownership 1998 helps you meet your standards of excellence by providing you with accurate, timely and comprehensive business ownership information, while saving you valuable research time. Use this definitive guide to learn at a glance who owns and controls which companies, where their head offices are located, how they fit into the corporate hierarchy, and much more.

Knowledge = Power

Inter-Corporate Ownership 1998 provides you with value-added features you simply cannot get anywhere else, including:

- ▶ 89,000 comprehensive company listings, with approximately 11,000 foreign parent companies
- b tens of thousands more listings than any comparable resource
- ▶ meticulously organized data, fully indexed for quick searches and easy cross referencing
- a choice of formats to better meet your particular information needs:
 - * hard-cover book

An indispensable resource for lawyers, analysts, investors, lobbyists, researchers and corporate executives, Inter-Corporate Ownership 1998 will help you to:

- ▶ identify corporate pyramids and explore investment opportunities
- pinpoint marketing opportunities and target the right decision makers
- locate potential customers and learn about competitors
- trace changes in foreign control and uncover export opportunities
- fulfill due diligence requirements

Research business ownership questions more quickly, reliably and easily with Inter-Corporate Ownership 1998. Put its powerful contents to work for you!

Special offers on combination of ICO 98 Book & CD-ROM also available! Call 1 800 263-1136 for details.

Product	Price *	United States (Shipping)	Other Countries (Shipping)
Book (Cat. No. 61-517-XPB)	\$350	Add \$6	Add \$10
CD-ROM (Cat. No. 61-517-XC	B)		
single quarterly issue	\$350	Add \$6	Add \$10
annual subscription	\$995	Add \$24	Add \$40

^{*} In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. No shipping charges for delivery

To order, CALL toll-free at 1 800 267-6677, FAX your VISA, MasterCard order to 1 877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada

Or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. You may also order via E-MAIL: order@statcan.ca. For brief queries on individual company listings, contact an account executive at one of the regional reference centres listed in this publication.

Soyez à la fine pointe de votre savoir-faire et de votre expérience

Tirez profit de Liens de parenté

our demeurer compétitif dans le monde changeant des affaires, pour faire face à l'augmentation des attentes des clients et à l'escalade de la concurrence, vous savez que le succès se résume en un seul mot. Rendement. Liens de parenté entre sociétés 1998 vous aide à atteindre vos normes d'excellence en vous fournissant des renseignements exacts, actuels et complets sur les sociétés, tout en vous épargnant du temps précieux de recherche. C'est un guide complet pour connaître, d'un coup d'oeil, qui possède et contrôle quelles sociétés.

où se trouvent leurs sièges sociaux, comment ces sociétés s'imbriquent dans la hiérarchie globale et bien d'autres renseignements.

Savoir-faire = Pouvoir

Liens de parenté entre sociétés 1998 vous procure des caractéristiques à valeur ajoutée que yous ne pouvez tout simplement pas retrouver ailleurs, y compris

- ▶ 89 000 inscriptions détaillées, dont celles d'environ 11 000 sociétés-mères étrangères
- des dizaines de milliers d'inscriptions de plus que toute source comparable
- des données rassemblées avec précision, entièrement indexées pour des recherches rapides et des renvois faciles
- un **choix** de formats pour mieux satisfaire **vos** besoins particuliers

 ★ CD-ROM ★ livre relié

Une source indispensable pour les juristes, les analystes, les investisseurs, les lobbyistes, les chercheurs et les chefs d'entreprises, Liens de parenté entre sociétés 1998 vous aidera à :

- ▶ identifier les hiérarchies des sociétés et à explorer des possibilités d'investissements
- > pointer les possibilités de marketing et à cibler les vrais décideurs
- reconnaître des clients potentiels et à connaître vos concurrents
- suivre les changements de propriété à l'étranger et à découvrir des débouchés à l'exportation
- répondre à des exigences de «célérité raisonnable»

Liens de parenté entre sociétés 1998 répond plus rapidement, plus adéquatement et plus facilement aux questions sur les différentes sociétés. Mettez son incroyable contenu à votre service!

Offres spéciales sur l'ensemble livre et CD-ROM de LPS 1998 aussi disponibles! Composez le 1 800 263-1136 pour plus de renseignements.

			-	
Produit	Prix *	États-Unis (Frais de port)	Autres pays (Frais de port)	
Livre (N° 61-517-XPB au cat.)	350 \$	Ajouter 6 \$	Ajouter 10 \$	
CD-ROM (Nº 61-517-XCB au ca	at.)		***************************************	ĺ
un numéro trimestriel	350 \$	Ajouter 6 \$	Ajouter 10 \$	
un abonnement annuel	995 \$	Ajouter 24 \$	Ajouter 40 \$	

* Au Canada, veuillez ajouter solt la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Aucuns frais pour les



Pour commander, TÉLÉPHONEZ sans frais au 1 800 267-6677, TÉLÉCOPIEZ vos commandes par VISA ou MasterCard au 1 877 287-4369 ou POSTEZ votre commande à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) KIA 0T6, Canada. Ou communiquez avec

votre Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous mentionné dans la présente publication. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL à order@statcan.ca. Pour de brèves interrogations sur des entreprises individuelles, communiquez avec une des personnes-ressources à un des centres de consultation inscrits dans la présente publication.





Catalogue no. 11-010-XPB

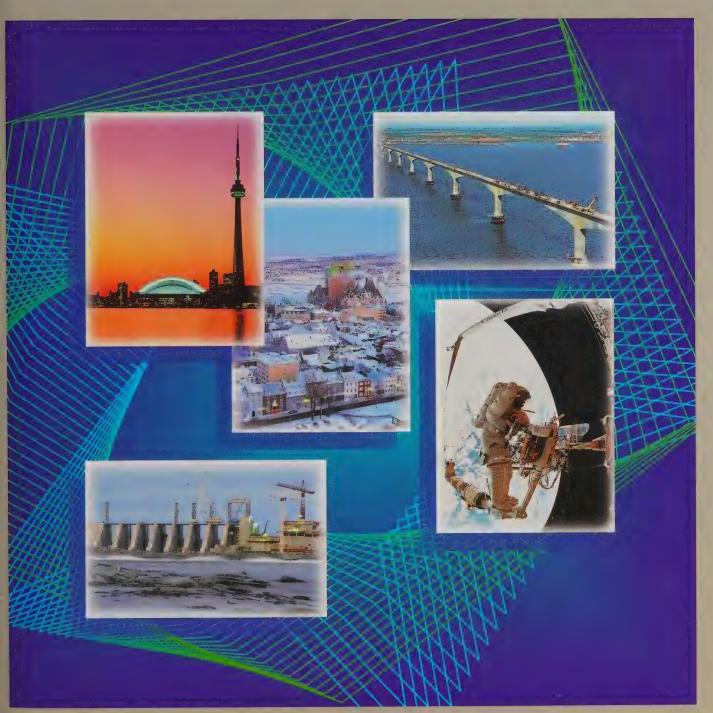
CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

Nº 11-010-XPB au catalogue

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

Part I: Brain drain and brain gain

◆ Partie I: Exode et afflux de cerveaux





Statistics Canada Statistique Canada



Tike dollaral

ຊຸອຊາ ໆອ ຖຸດເຄອກຖ ເອຊ ໆວາກກອຸອຊາ

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CEO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive CEO 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — *The Statistical Summary*:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts — answers to your questions related to either data or feature articles contained in CEO are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely.

Subscribe to the Canadian Economic Observer (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$72. For shipments to other countries, please add \$120. CALL TOLL-FREE 1 800 267-6677 or FAX 1 877 287-4369. You can also MAIL your order to: Statistic Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans *L'Observateur* économique canadien et profitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé - tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de $L'O\acute{E}C$.

La **première partie** est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La deuxième partie est une publication d'accompagnement distincte intitulée Aperçu statistique :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- ▶ En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

Vous verrez qu'un investissement dans les données, ca rapporte gros.

Abonnez-vous à *L'Observateur économique canadien* (n° 11-010-XPB au catalogue) AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 72 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 120 \$. APPELEZ \$ANS FRAIS au 1 800 267-6677. Vous pouvez également TÉLÉCOPIER votre commande au 1 877 287-4369 ou la POSTER à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index_f.htm

CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

May 2000

For more information on the CEO contact: Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6

Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640 FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca

You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Mai 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture, 24-K Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: oec@statcan.ca

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

May 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 5 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mai 2000 N° 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n° 5 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications	
device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program	
inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services	
Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries	infostats@statcan.ca
Web site	www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$23.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States	CDN \$ 6.00	CDN \$72.00
Other countries	CDN \$ 10.00	CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

9	Phone ((Canada and United States)	1 800 267-6677
	Fax (Ca	inada and United States)	1 877 287-4369
•	E-mail		order@statcan.ca
	Mail	Statistics Canada	
		Dissemination Division	
		Circulation Management	
		120 Parkdale Avenue	
		Ottawa, Ontario K1A 0T6	

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements Service national d'appareils de télécomm	1 800 263-1136
nications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programm	ne
des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des	
bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit nº 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

	Téléphon	e (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
		ur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369
•	Courriel	(order@statcan.ca
•	Poste	Statistique Canada	

Division de la diffusion Gestion de la circulation 120, avenue Parkdale Ottawa (Ontario) K1A 0T6

 En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

The economy cooled down from its recent hectic pace, as output dipped in February while jobs levelled off in April. Both consumer spending and exports retreated, although the housing market in March recorded its best performance in a decade. Meanwhile, inflation hit a 5-year high, fuelled by rising gas prices.

L'économie a ralenti son récent rythme effréné, la production ayant glissé en février tandis que l'emploi plafonnait. La demande de consommation et les exportations ont toutes deux reculé, bien que le marché du logement ait enregistré en mars sa meilleure performance en une décennie. Pendant ce temps, l'inflation atteignait un sommet en cinq ans, soulevée par le prix de l'essence.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Europe hikes interest rates; OPEC agrees to increase production quotas.

Hausses des taux d'intérêt en Europe; L'OPEP consent à relever les quotas de production.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"Brain drain and brain gain: Part I, The emigration of knowledge workers from Canada."

« Exode et afflux de cerveaux : Partie I, l'émigration des travailleurs du savoir en provenance du Canada »

The first part of this paper looks at recent trends in emigration from Canada: immigration and the net impact on our population will follow in the June issue.

La première partie de cet article examine les récentes tendances de l'émigration en provenance du Canada : l'immigration et son impact net sur notre population seront exposés le mois prochain dans l'édition de juin.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on May 5, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 5 mai 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984



 (∞)

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summa	Summary Table - Key Indicators Tableau sommaire - Indicateurs principaux									
Year and month		Employment, percent change	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois		Emploi, variation en pourcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100031	J12001	P119500	I 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	5.37 4.31	138 150	0.9 1.7	2.88 4.04	3.47 3.82	6.93 11.90	9.25 7.67
1998	A M J J A S O N D	0.30 0.11 0.05 0.32 0.26 0.45 0.17 0.35 0.05	8.3 8.3 8.3 8.2 8.1 8.0 8.0	0.44 0.59 0.44 0.24 0.10 0.05 0.14 0.10	146 138 129 123 138 134 140 129	-0.1 0.2 0.1 0.1 0.0 -0.1 0.4 0.1 -0.1	-0.06 -0.05 -0.01 -0.30 0.92 0.09 0.36 0.46 0.46	1.86 -0.54 -1.25 1.09 -0.27 0.61 -0.70 1.06 -0.49	1.71 -0.75 -2.45 1.32 6.58 0.24 2.63 -0.26 -0.41	3.35 -0.55 -2.07 -1.34 6.51 0.84 3.34 -0.52 0.61
1999	J F M A M J J A S O N D	0.48 0.04 0.05 0.33 0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 6.9 6.8	0.43 0.52 0.62 0.61 0.47 0.33 0.19 0.37 0.42 0.32 0.32 0.50	144 145 151 145 145 152 145 147 153 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.29 0.51 0.28 0.25 0.27 0.39 0.52 0.50 0.28 0.07 0.72 0.35	1.74 0.70 0.23 -0.78 -0.15 0.79 1.24 0.80 -0.21 -1.02 0.64 1.70	2.01 -0.70 0.75 -0.24 1.14 1.76 2.70 3.50 -2.31 0.62 1.68 1.42	-2.66 1.06 0.11 0.26 0.53 0.87 0.59 2.59 0.63 1.81 -0.32 3.23
2000	J F M A	0.30 0.24 0.20 0.03	6.8 6.8 6.8 6.8		152 169 167	-0.2 0.4 0.5	0.50 -0.39	0.74 -1.46	4.07 -2.63	-1.59 -1.16

Overview*

The economy slowed early in 2000 from its recent torrid rates of growth. Output contracted in February after 18 consecutive monthly increases, while employment levelled off in April. Real GDP growth in the US also decelerated in the first quarter, although this mostly originated in inventories and government spending as household spending remained buoyant.

Vue générale*

Les premiers mois de l'an 2000, l'économie a ralenti son récent rythme effréné de croissance. La production s'est contractée en février, après avoir progressé 18 mois de suite, et l'emploi a plafonné en avril. Aux États-Unis, la croissance du PIB réel s'est également faite plus lente au premier trimestre, bien que la cause de ce ralentissement soit surtout les stocks et les dépenses des gouvernements, les dépenses des ménages étant demeurées vigoureuses.

^{*} Based on data available on May 5; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

^{*} Basée sur les données disponibles le 5 mai; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

In Canada, much of the slowdown originated in the auto sector, as sales dipped for the second straight month. Consumer spending also was dampened by soaring gasoline prices, which peaked in March. Partly as a result, the CPI posted its largest increase in five years.

The housing market picked up steam even as short-term interest rates rose, as sales hit their best level in a year. With demand outstripping supply, prices soared, inducing builders to scramble to begin construction on new homes at their fastest rate in a decade.

Exports retrenched in February after four straight gains, despite a further recovery in commodity prices. Sluggish domestic demand for imports left the merchandise trade surplus near the record high set at the start of the year. While the resource sector continued to rally, the stock market suffered its first monthly setback of the year, led by a further sell-off of technology issues.

Labour Markets

Employment was unchanged between March and April, after three months of modest gains that started the new year following a burst of growth late in 1999. While hiring by firms continued to lead the way, parttime positions rose while full-time fell for the first time this year. The unemployment rate was unchanged at 6.8% for the fifth straight month, as a further return to the labour force by youths was offset by an exit by adult men.

Industry growth continued to be dominated by those who have driven growth over the past year. This includes trade-related sectors such as manufacturing and transportation, as well as health care and management services. Education, finance and agriculture continued to lag behind, as all cut back during the month.

Regionally, Western Canada posted a second straight weak performance, notably in British Columbia. However, this did not significantly affect unemployment, as the labour force also contracted. Ontario's job growth

stalled after four consecutive increases, while Quebec recovered all of its losses in March. The Atlantic provinces posted the fastest increases in employment, with PEI, Newfoundland and Nova Scotia occupying the top three places in job growth over the past year.

Au Canada, le gros de l'affaiblissement a pour origine le secteur de l'automobile, où les ventes ont fléchi un deuxième mois de suite. Les dépenses de consommation ont aussi été amorties par la montée en flèche du prix de l'essence. Celui-ci a culminé en mars, contribuant à la plus forte hausse de l'IPC en cinq ans.

Le marché de l'habitation a pressé le pas même en situation de majoration des taux d'intérêt à court terme et les ventes ont atteint leur plus haut niveau en un an. Comme la demande a excédé l'offre, les prix ont grimpé, ce qui a incité .. les constructeurs à lancer des chantiers de construction neuve à la cadence la plus rapide qui ait été observée en une décennie.

Les exportations ont reculé en février après avoir progressé quatre mois de suite, et ce, malgré un nouveau redressement des cours des produits de base. Une demande intérieure hésitante à l'importation a laissé l'excédent du commerce de marchandises près de son niveau record du début de l'année. Si l'industrie primaire a poursuivi sa remontée, les bourses ont subi leur premier revers mensuel de l'année à cause d'un nouveau délestage d'actions en technologie.

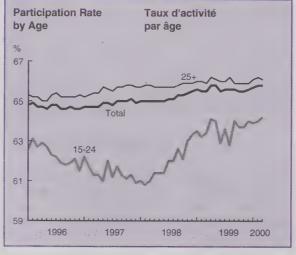
Marché du travail

L'emploi n'a pas changé de mars à avril après trois mois de gains modestes en début d'année qui suivaient une flambée les derniers mois de 1999. Les embauchages des entreprises ont encore dominé au tableau de l'emploi. Les emplois à temps partiel ont progressé et les emplois à plein temps ont régressé pour la première fois cette année. Le taux de chômage est resté fixé à 6,8 % un cinquième mois de suite, un autre retour de jeunes à l'activité ayant été contrebalancé par le passage à l'inactivité d'un certain nombre d'hommes d'âge adulte.

La croissance de l'emploi dans l'industrie a encore été dominée par ses chefs de file de la dernière année, et notamment par des secteurs liés au commerce comme ceux de la fabrication et des transports, ainsi que par les services de santé et de gestion. L'éducation, les finances et l'agriculture sont demeurées à la traîne, toutes ayant vu l'emploi décroître pendant le mois.

Sur le plan régional, l'Ouest canadien, et plus particulièrement la Colombie-Britannique, ont connu un deuxième mois consécutif de faiblesse. L'effet n'a cependant pas été marqué sur le chômage, car la population active

s'est également contractée. En Ontario, la croissance de l'emploi a piétiné après quatre pas consécutifs en avant et le Québec a recouvré toutes ses pertes de mars. C'est dans les provinces de l'Atlantique que l'emploi a le plus augmenté. L'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse forment le peloton de tête dans ce domaine depuis un an.



Leading Index

The leading indicator grew by 1.1% in March, about the same as the 1.0% gain posted in February. These gains reflect the strength of household demand at the start of the new year, as manufacturing and the US leading index slowed.

The housing index recorded a second straight gain in March, as single-family homes took over from multiples in buttressing housing starts, which hit their highest two-month total since 1992. The strength in housing demand also spurred on furniture and appliance sales for the second month in a row. Spending on other durable goods continued to grow at twice the pace of three months ago. All of these gains in household spending reflect buoyant consumer confidence, bolstered by the strength in labour and stock markets.

New orders for durable goods posted their smallest gain in six months, as machinery dipped in line with the slowdown in investment intentions for this year. Business services employment eked out another small increase compared to rapid gains in 1998 and 1999. New orders for capital goods also slowed the growth of the US leading indicator, while building permits dipped as interest rates rose.

Output

The volume of gross domestic product slumped for the first time in 19 months, with a 0.4% dip in February. Manufacturing led the drop, while the generally slow growth in services over the previous five months was followed by no growth at all in February when wholesale and retail trade tumbled. A slowdown in the auto sector triggered the weakness in all three of these industries and accounted for three-quarters of the retreat in total GDP.

Both wholesale and retail sales fell by over 1%. This was the third straight drop for wholesalers, after an extended period of rapid growth last year. The drop in retail sales accompanied weak consumer outlays for most other services. The recent rapid growth in demand for telecommunications also stalled at least temporarily in the month.

Services were buttressed by gains in finance and business services. Soaring trading in stocks supported the former, while the latter benefited from continued rapid growth for computer services. Utilities output received a boost from a cold snap in much of the country in the middle of an otherwise mild winter.

Indice Composite

À 1,1% en mars, la croissance de l'indicateur avancé est demeurée à peu près la même que celle de 1,0% enregistrée en février. Ces taux traduisent la force de la demande des ménages au début de la nouvelle année alors que la fabrication et l'indicateur avancé des États-Unis ont ralenti.

L'indice du logement enregistrait une deuxième hausse consécutive en mars, alors que les maisons individuelles prenaient le relais des logements collectifs pour maintenir le rythme des mises en chantier qui ont enregistré leur meilleure performance sur deux mois depuis 1992. Le marché de l'habitation a stimulé les ventes de meubles et d'articles ménagers qui progressent également pour le deuxième mois d'affilée. Les ventes d'autres biens durables ont continué de s'accroître à un taux deux fois plus rapide qu'il y a trois mois. Ces progressions dans les dépenses traduisent une confiance des ménages stimulée par l'expansion continue du marché du travail et des marchés boursiers.

Les nouvelles commandes de biens durables ont enregistré leur hausse la plus modeste des six derniers mois alors que le secteur de la machinerie s'est replié conformément à la baisse prévue des dépenses en immobilisations cette année. Les services aux entreprises continuaient aussi de ne progresser que lentement par rapport aux gains marqués enregistrés en 1998 et 1999. Les nouvelles commandes de biens d'investissement ont également contribué à ralentir l'indicateur américain. Parmi les autres baisses principales figuraient les permis de bâtir au moment où les taux d'intérêt augmentaient.

Production

En volume, le produit intérieur brut s'est affaissé pour la première fois en 19 mois, ayant perdu 0,4 % en février. La fabrication a mené cette évolution en baisse. Par ailleurs, si dans l'industrie tertiaire, la croissance de la production avait été généralement lente ces cinq derniers mois, elle a été nulle en février, mois où le commerce de gros et de détail a été en chute libre. Le ralentissement observé dans l'industrie de l'automobile a causé cette faiblesse dans les trois secteurs et rend compte des trois quarts du recul du PIB total.

Les ventes tant de gros que de détail ont baissé de plus de 1 %. C'est la troisième diminution consécutive dans le cas des grossistes, qui avaient joui d'une longue période de croissance rapide l'an dernier. Le fléchissement des ventes au détail a coïncidé avec de faibles dépenses de consommation pour la plupart des autres services. La récente croissance vive de la demande de télécommunications a cessé, du moins temporairement, dans le mois.

Les services ont été soutenus par des gains dans les secteurs des finances et des services aux entreprises. Le premier de ces secteurs a profité de l'essor des échanges boursiers et le second, d'une croissance rapide et soutenue des services informatiques. Dans leur production, les services publics ont tiré parti de la vague de froid qui a déferlé sur une grande partie du pays au milieu de ce qui avait par ailleurs été un hiver clément.

Output of goods fell 1.1% after three straight solid increases. The largest reverse was in autos, which retrenched after a solid gain to start the new year. Most other manufacturers also trimmed output in response to the dip in export and consumer demand in the month. Construction posted its first drop after six months of accelerating growth. However, the huge increase in starts of single-family homes in March assures that rapid growth will resume in the spring.

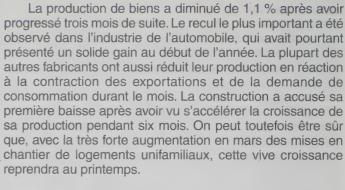
Household demand

Household demand was torn between a surge in the housing market and a slowdown in retail sales. The upturn in housing demand in the first quarter spurred housing prices to their fastest gains in a decade. Conversely, retail sales slipped as auto sales decelerated for the second month in a row.

February retail sales slid 1.6% in volume, negating about half of their gain over the previous three months. Durable goods led the retreat, tumbling nearly 4% as auto sales fell for the second month in a row, while furniture and appliances also fell. Neither sector is likely to extend its slump, as new vehicle sales rebounded in March while the housing market continued to heat up.

The pattern of spending on other goods was the mirror image of January, as non-durables picked up while semi-durables slowed down. Food consumption returned to more normal levels, after a sharp see-saw movement in the previous two months related to the arrival of the new millennium.

The underlying trend of the housing market continued to improve in March. Sales of both existing and new homes hit their highest level in a year. With demand rising, builders broke ground on 28% more singlefamily homes: starts of singles were at their highest level since April 1990. The tighter housing market was reflected in new house prices, which rose 3.1% from a year-ago, also their largest increase in 10 years. Still, the level of prices remained lower than at the start of the decade due to heavy losses between 1990 and 1996. Total

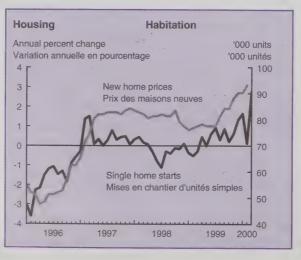


Demande des ménages

La demande des ménages a été partagée entre un bond du marché de l'habitation et un ralentissement des ventes au détail. Le redressement de la demande de logements au premier trimestre a fait monter le prix des habitations à leur rythme le plus rapide en une décennie. En revanche, les ventes au détail ont fléchi par suite du ralentissement des ventes d'automobiles un deuxième mois de suite.

En février, les ventes au détail ont baissé de 1,6 % en volume, effaçant environ la moitié de leurs gains des trois mois précédents. Les biens durables ont mené le mouvement, dégringolant de près de 4 % à cause de la deuxième diminution consécutive des ventes d'automobiles. Les meubles et les appareils électroménagers étaient également en recul. Ni les uns ni les autres ne devraient prolonger cette période de marasme, car les ventes de véhicules neufs ont rebondi en mars et le marché de l'habitation continue à s'échauffer.

Le tableau des dépenses consacrées aux autres biens a été inverse de celui de janvier. Les biens non durables étaient en effet en reprise et les biens semi-durables, en ralentissement. La consommation alimentaire est revenue à des niveaux plus normaux après un ample mouvement en dents de scie les deux mois précédents par suite du passage au nouveau millénaire.



Le mouvement foncier du marché de l'habitation s'est encore amélioré en mars. Les ventes aussi bien d'habitations neuves que de maisons existantes ont atteint leur plus haut niveau en un an. Comme la demande était en hausse. les constructeurs ont mis en chantier 28 % de plus de logements unifamiliaux. Cet indicateur a pris sa valeur la plus élevée depuis avril 1990. La plus grande fermeté du marché de l'habitation s'est traduite par un relèvement des prix des maisons (3,1 % de plus qu'il y a un an), le plus important en 10 ans. Les prix n'en

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

housing starts were held in check by a nose-dive in the volatile multiple units component.

Merchandise trade

Both exports and imports retreated in February, led by a slowdown in the auto sector after large gains in recent months. The net result was to leave the trade surplus hovering near \$4 billion after equalling its all-time record high in January. Export earnings were buttressed by a continued recovery in commodity prices. Similarly, a sharp hike in our bill for imported oil masked a widespread drop in domestic demand.

Exports dipped 2.6% in February, snapping a four-month string of increases. The decline in export volume was worse, as prices rose 1.1%, notably for crude oil as well as metals. Still, export earnings remained a healthy 13% ahead of last February's level.

Automotive products led the retreat, tumbling 14% between January and February. The drop is likely to be temporary, as US auto sales hit a record in the first quarter while auto output in March recouped part of its February decrease. Demand was steady for other manufactured goods, as both machinery and equipment and consumer goods were unchanged after solid gains to start the new year.

Resource exports were inflated by the continuing recovery in commodity prices. All of the 14% jump in receipts for energy products reflected higher oil prices. Industrial goods were buoyed by higher prices for metals, notably aluminum. Food exports remained an exception to the recovery in commodities, as wheat prices continued their slide. Forestry products were hampered by a lower volume of lumber exports, as US demand retrenched.

Imports slipped by 1.2%, their third drop in four months interrupted only by a 3% hike in December. The sluggish performance trimmed the year-over-year growth of imports to 7.7%, half the advance in exports. Unlike exports, however, import prices trended down over the past year; after adjusting for prices, import volumes grew slightly faster than exports.

demeurent pas moins inférieurs à ceux du début de la décennie à cause des fortes baisses qu'ils ont subies de 1990 à 1996. Dans l'ensemble, les mises en chantier n'ont pas progressé, étant contenues par une dégringolade du marché instable des logements multifamiliaux.

Commerce de marchandises

Tant les exportations que les importations ont régressé en février du fait de leur ralentissement dans le secteur de l'automobile après d'importants gains ces derniers mois. Le résultat net est que l'excédent commercial ne s'est pas éloigné du niveau des 4 milliards après avoir égalé son record de tous les temps en janvier. Les revenus à l'exportation ont été soutenus par un nouveau redressement des cours des produits de base. De même, un net alourdissement de notre facture pétrolière à l'importation a masqué une baisse étalée de la demande intérieure.

En février, les exportations ont fléchi de 2,6 %, mettant ainsi fin à quatre mois de croissance ininterrompue. En volume, les exportations ont connu un pire sort : les prix ont monté de 1,1 %, et notamment ceux du pétrole brut et des métaux. Il reste que les revenus à l'exportation dépassent encore d'une solide marge de 13 % leur niveau de février l'an dernier.

Les produits automobiles ont mené ce mouvement de recul, dégringolant de 14 % de janvier à février. Le recul devrait cependant être temporaire, puisque les ventes d'automobiles aux États-Unis ont atteint un niveau record au premier trimestre et que, en mars, la production de l'industrie de l'automobile a regagné en partie le terrain qu'elle avait perdu en février. La demande a été ferme pour les autres produits manufacturés. Tant pour les machines et le matériel que pour les biens de consommation, la demande était inchangée après de francs gains en début d'année.

Les exportations de ressources naturelles ont été amplifiées par la constante reprise des prix des produits de base. Tout le bond de 14 % des revenus à l'exportation de produits énergétiques est attribuable à une majoration des cours pétroliers. Quant aux biens industriels, ils ont été portés en avant par la hausse des prix des métaux, et notamment de l'aluminium. Les exportations d'aliments ont fait exception dans cette remontée des produits de base et le prix du blé a encore dérapé. Les produits forestiers se sont ressentis d'un recul du bois d'œuvre en volume, celui-ci étant moins en demande aux États-Unis.

Les importations ont fléchi de 1,2 %. C'est leur troisième baisse en quatre mois, période noire où la seule lueur a été une augmentation de 3 % en décembre. Cette piètre performance a ramené à 7,7 % le taux d'accroissement des importations d'une année à l'autre, soit la moitié du taux de progression des exportations. Contrairement à ce qui s'est passé à l'exportation, les prix évoluent en baisse à l'importation depuis un an. Après correction en fonction des prix, on constate que, en volume, les importations ont crû un peu plus vite que les exportations.

February's imports were depressed by a widespread retreat in domestic demand. Automotive products and other consumer goods declined for the second straight month, in line with the softening of retail sales early in the new year. The drop in machinery and equipment followed a rebound in January, although the decrease extended to almost all areas outside of drilling machinery (which was buoyed by increased activity in the oil patch). The overall drop in imports was mitigated by a 13% hike in our energy bill, entirely due to higher prices.



En février, les importations ont été enfoncées par un vaste repli de la demande intérieure. Les produits automobiles et d'autres biens de consommation ont perdu du terrain un deuxième mois de suite dans une situation d'affaiblissement des ventes au détail les premiers mois de la nouvelle année. Le fléchissement des machines et du matériel faisait suite à une remontée en janvier. Il faut dire que le recul a été observé dans presque tous les secteurs. Seule l'industrie des appareils de forage a été soutenue par un surcroît d'activité du secteur pétrolier. Cette descente générale des importations a été

atténuée par une hausse de 13 % de notre facture énergétique, laquelle est entièrement attribuable à la montée des prix.

Prices

Prices continued to rise across the board in March. About half of the increase for both consumers and producers originated in oil, where crude prices stabilized in April at a slightly lower level than in March. Elsewhere, there were significant price hikes in the domestic economy for food and housing, while export demand helped to push up metal and forestry products.

The seasonally unadjusted consumer price index jumped by 0.7% between February and March, its biggest monthly hike since January 1991, when the goods and services tax was introduced. This boosted the year-over-year increase in the CPI to 3.0%, its largest in almost five years and twice the increase for all items excluding energy.

Higher energy prices contributed half of the monthly jump in prices, as the cost of filling up at the gas pump soared 9%. The price of crude oil peaked early in March, before settling down in the spring. Fuel oil prices dipped for the first time in a year to partly offset higher gasoline bills.

The other half of the monthly hike in the CPI originated about equally in food, clothing and travel. Part of these increases were seasonal as well as the end of price discounts for several clothing items in February. All the components of owning as well as furnishing a home rose, at a time of robust demand for housing.

Prix

Les prix étaient partout en hausse en mars. Environ la moitié de ce renchérissement tant pour les consommateurs que pour les producteurs avait pour origine le pétrole. Les cours du pétrole brut se sont stabilisés en avril à un niveau légèrement inférieur à celui de mars. Ailleurs dans l'économie intérieure, on a relevé d'importantes majorations de prix dans le cas des aliments et des habitations et la demande à l'exportation a contribué au renchérissement des produits métalliques et forestiers.

De février à mars, l'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a fait un bond de 0,7 %. C'est sa plus grande hausse mensuelle depuis janvier 1991, c'est-à-dire depuis l'imposition de la taxe sur les produits et services. Ce mouvement a porté à 3,0 % le taux d'accroissement de l'IPC d'une année à l'autre. Cette augmentation est la plus importante en presque cinq ans. Elle représente le double de celle de l'indice d'ensemble sans l'énergie.

Le renchérissement de l'énergie a contribué de moitié à l'augmentation mensuelle des prix. Le prix de l'essence à la pompe a monté en flèche de 9 %. Les cours du pétrole brut ont culminé au début de mars avant de se stabiliser au printemps. Le prix du mazout a baissé pour la première fois en un an, compensant en partie l'alourdissement de la facture de l'essence.

L'autre moitié de la majoration mensuelle des prix à la consommation vient presque également des aliments, des vêtements et des voyages. Ces hausses sont en partie saisonnières et marquent aussi la fin des remises consenties sur les prix de plusieurs articles d'habillement en février. Tous les éléments qui entrent dans la propriété et l'ameublement d'une habitation ont vu leur prix monter en cette période de demande vigoureuse sur le marché de l'habitation.

Manufacturers raised prices by 0.6% between February and March, leaving the year-over-year increase near a 5-year high at 5.5%. While oil prices again led the monthly increase, up 3%, a majority of industries raised prices for the second month in a row. This reflected strong export demand, notably for nickel and paper, as well as rising costs.

Manufacturers paid 2% more for their raw materials compared with February. Excluding oil, costs rose 0.9%, with wood leading the way. Food also has posted a turnaround in recent months: hog prices have tripled from their Depression-era lows set late in 1998, driven by rising demand for bacon and lower slaughter rates, while grain picked up this spring as dry weather persisted in the US.

Financial markets

Stock markets took a step back in April from their heady gains in recent months. The TSE edged down as the heavy sell-off in technology stocks that began late in March spread in April to the consumer and financial sectors. Resources alone posted gains in the month, on top a 16% jump in March. While most resource groups rallied, the largest gains were in energy stocks, as confidence grew that oil prices would remain at profitable levels. Elsewhere in markets, there was little or no change in interest rates and the exchange rate.

The narrowly defined money supply (M1) continued to advance steadily by 1.2% in March, about equal to its average monthly gain in the past year. The broader measure M2 continued to lag behind, despite higher returns on savings and term deposits, which are included in this measure. Instead, investors have been shifting their money into nonmoney market mutual funds, which is captured by the faster growth in M2++ in the past year than in M2 itself.

Regional economy

Manufacturing in Quebec finally faltered in February after nine months of accelerating growth. The decline reflects both a sharp decrease in retail sales, after a number of months of sustained growth, and

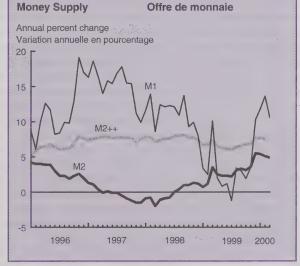
Les fabricants ont relevé leurs prix de 0,6 % de février à mars, laissant à 5,5 % leur augmentation d'une année à l'autre, ce qui constitue presque un sommet en cinq ans. Bien que les cours pétroliers aient encore dominé au tableau mensuel de la montée des prix avec 3 %, une majorité d'industries ont haussé leurs prix un deuxième mois de suite, ce qui s'explique par la fermeté de la demande à l'exportation, notamment dans le cas du nickel et du papier, ainsi que par des prix de revient qui augmentent.

Par rapport à février, les fabricants ont payé leurs matières premières 2 % de plus. Si on exclut les hydrocarbures, les prix ont augmenté de 0,9 % avec le prix du bois en tête. Les prix des aliments ont aussi fait volte-face ces derniers mois : le prix des porcs a triplé, quittant les bas niveaux de la Grande Crise où il se trouvait depuis les derniers mois de 1998 grâce à une demande croissante de bacon et à une diminution des taux d'abattage. Les céréales étaient en reprise ce printemps à la faveur du temps sec qui persistait aux États-Unis.

Marchés financiers

En avril, les bourses ont fait un pas en arrière après avoir bondi en avant ces derniers mois. La bourse de Toronto a fléchi à cause des forts délestages d'actions en technologie qui, ayant commencé vers la fin de mars, ont gagné en avril les actions liées à la consommation et celles du secteur financier. Seules les actions liées aux ressources naturelles ont progressé dans le mois après avoir bondi de 16 % en mars. Si la plupart des actions de l'industrie primaire se sont redressées, les gains les plus importants ont été relevés dans les actions du secteur de l'énergie, les investisseurs étant plus confiants que les cours pétroliers resteraient à des niveaux de rentabilité. Ailleurs sur le marché, les taux d'intérêt et le taux de change n'ont guère évolué ou ont été stationnaires.

La masse monétaire au sens strict (M1) a encore solidement progressé de 1,2 % en mars, égalant à toutes fins utiles sa hausse mensuelle moyenne de la dernière année. L'indicateur plus large M2 de la masse monétaire est demeuré à la traîne. malgré les meilleurs rendements des comptes d'épargne et des dépôts à terme qui en font partie. Les investisseurs ont plutôt jeté leur dévolu sur les fonds communs de placement du marché non monétaire, phénomène qui traduit la montée plus rapide du M2++ que du M2 même dans la dernière année.



Économie régionale

La fabrication trébuche finalement en février au Québec après neuf mois d'augmentations croissantes. La baisse traduit un recul marqué de la demande au détail après plusieurs mois de croissance soutenue et l'affaiblissement

Conditions économiques actuelles

weaker exports, with the Boisbriand automobile plant closed for one week at the end of February because of slower sales. Meanwhile, investment demand showed no sign of slackening; non-residential permits continued to increase in February and were up 20% from their average in 1999.

Ontario continued to lead Canada in housing starts, with single-family homes taking over from multiples to register their best two-month performance in more than ten years. Shipments were affected by the drop in exports of electronic products and U.S.-bound auto products. Declines were registered in most other industries (16 out of 19), partly as the weather returned to colder seasonal patterns.

The strength of the manufacturing sector on the Prairies contrasted with the weakness elsewhere in Canada because of refined petroleum which rose by a further 16%, propelled by higher prices. Petroleum accounted for half of the growth in the Prairies' total shipments in the past year. With the recovery in this sector continuing, investment demand has strengthened, to judge from the continued high level of non-residential permits in February. Conditions remained less bright in British Columbia, as reflected in renewed weakness in housing, as starts and home sales returned to their decade-lows set at the beginning of the year.

International economies

Strong consumer demand continued to drive growth in the G7, with the notable exception of Japan. The US economy eased slightly in the first quarter from its torrid rate of growth in the fourth, although labour costs accelerated. Rising world oil prices continued to fuel inflation everywhere, triggering higher interest rates in North America and Europe. Further recovery in the Asian 'tiger' economies could not offset the gloom of households in Japan.

The **United States** economy cooled slightly in the first quarter of the new year, as real GDP posted a 1.4% gain, down from 1.8% growth in the final quarter of 1999. Brisk consumer spending, in tune with the biggest jump in wages in the past decade, and strong business investment fuelled the expansion. With spending and employment costs rising at their fastest rate in a decade, the Federal Reserve raised interest rates five times in the last 10 months.

Consumers continued their shopping spree in March, boosting retail sales a further 0.4%, after a 1.8% surge the month before. Falling automobile sales and a late Easter helped to subdue outlays even as

des produits d'exportation, alors que l'usine automobile de Boisbriand ferme une semaine à la fin de février en raison du ralentissement des ventes. Pendant ce temps, la demande d'investissement ne montre aucun signe d'essoufflement, cependant, les permis non résidentiels ayant continué de s'accroître en février, en hausse de 20% par rapport à leur valeur mensuelle moyenne enregistrée en 1999.

L'Ontario continue de dominer au pays en ce qui concerne l'habitation, alors que les maisons individuelles prenaient le relais des logements collectifs pour maintenir le rythme des mises en chantier, lesquelles ont enregistré leur meilleure performance sur deux mois en plus de dix ans. Les livraisons ont ressenti la baisse des exportations de produits automobiles aux États-Unis, tout comme celles de produits électroniques, bien que la majorité des industries aient enregistré un recul (16 sur 19) alors que la température revenait à ses tendances saisonnières plus froides.

La force du secteur manufacturier dans les Prairies contraste avec la faiblesse ailleurs au pays en raison du pétrole dont les livraisons augmentaient encore de 16%, entraînées par les prix. Le pétrole représente la moitié de la croissance des livraisons totales des Prairies depuis 1 an. Alors que la reprise dans ce secteur se poursuivait, le rythme des investissements semble s'être maintenu selon le niveau toujours élevé des permis non résidentiels en février. La conjoncture est demeurée moins vibrante en Colombie-Britannique comme en témoigne de nouvelles faiblesses dans le logement, les mises en chantier et les ventes de maisons étant retombées à leur creux de la décennie au début de l'année

Économies internationales

Dans les pays membres du Groupe des Sept, la forte demande de consommation est demeurée le moteur de la croissance, la seule exception digne de mention étant le Japon. L'économie américaine a ralenti au premier trimestre par rapport à ce qui avait été un rythme effréné de croissance au quatrième, et ce, malgré des coûts de main-d'œuvre en progression accélérée. Le renchérissement mondial du pétrole a continué à attiser l'inflation partout, provoquant des majorations des taux d'intérêt en Amérique du Nord et en Europe. Un nouveau redressement des économies des « tigres » asiatiques n'a pu faire contrepoids à l'humeur sombre des ménages au Japon.

Aux États-Unis, l'économie s'est un peu affaiblie au premier trimestre de la nouvelle année et le PIB réel a offert un gain de 1,4 % seulement comparativement à 1,8 % au dernier trimestre de 1999. L'expansion a été nourrie par de vives dépenses de consommation — grâce aux meilleurs bonds qu'aient faits les salaires de toute la dernière décennie — et par de forts investissements des entreprises. Comme les dépenses et les coûts d'emploi ont augmenté à leur rythme le plus rapide en une décennie, la Réserve fédérale a majoré les taux d'intérêt cinq fois depuis 10 mois.

En mars, les consommateurs ont continué à multiplier les emplettes, poussant les ventes au détail en hausse de 0,4 % après un bond de 1,8 % le mois précédent. Le fléchissement des ventes de l'industrie de l'automobile et un

Conditions économiques actuelles

incomes gained 0.7%, almost doubling their February rate and boosting the savings rate from its record low of 0.2%.

Consumer prices posted their strongest hike in almost a year in March, rising 0.7% in the month and 3.7% from a year ago. Although rising energy prices, which peaked in the month, were the biggest contributor to inflation, price hikes ranged from housing to food to airline fares. Rising interest rates helped to dampen demand for new housing in March. Housing starts fell 11.2% to an annual rate of 1.6 million units, their sharpest drop in over six years. Building permits were also restrained, falling 4.5% to 1.6 million.

Industrial production grew 0.3%, the same growth rate as in February. Manufacturing slowed slightly as demand for autos waned and exports slipped. Orders for durable goods, however, rebounded after declining for three months, led by electronics. The trade deficit widened again in February as imports surged, fuelled by rising oil prices and strong demand for consumer products.

Growth recovered in the **euro-zone** with industrial production rebounding by 1.2% in February, led by durable consumer goods. Consumers remained on their spending spree, pushing up the volume of retail trade even as the annual inflation rate rose to 2.1% in March. This sparked a further quarter-point hike in interest rates by the European Central Bank to 3.75%. The unemployment rate was unchanged at 9.5% in February, compared with rates of 4.1% and 4.9% in the US and Japan, respectively.

The **French** economy remained upbeat, sparking job creation and pushing unemployment to its lowest rate in over eight years at 10%. Consumer spending took a slight dip in March after a good start to the new year. Inflation remained at one of the lowest annual rates in the EU at 0.9%, although producer prices rose 1.4% largely because of the sharp increase in energy prices.

Real GDP in **Italy** expanded by 0.4% in the final quarter of 1999, buoyed by industrial production and job growth. Although real consumer spending remained stagnant, confidence picked up in the new year as tax cuts were instituted and employment gains were upbeat. The housing market began to revive, boosting house prices and construction, while strong demand elsewhere in Europe aided exports.

Output continued to decline in **Britain**, with industrial production down a further 0.6% in February. Manufacturing retreated again as the strength of the

congé de Pâques tardif ont concouru à freiner les dépenses même dans une situation où les revenus étaient en progression de 0,7 %, ayant doublé leur taux d'accroissement de février et fait décoller le taux d'épargne de son bas niveau record de 0,2 %.

En mars, les prix à la consommation ont présenté leur meilleur gain en presque un an (0,7 % dans le mois et 3,7 % depuis un an). Malgré le renchérissement de l'énergie, qui a culminé dans le mois, il y a eu majoration des prix dans des secteurs aussi divers que ceux de l'habitation, de l'alimentation et du transport aérien. Des taux d'intérêt en hausse ont concouru à l'amortissement de la demande d'habitations neuves en mars. Les mises en chantier sont tombées de 11,2 % à un niveau annuel de 1,6 million de logements. C'est là leur recul le plus considérable en plus de six ans. Les permis de construire ont aussi été touchés, perdant 4,5 % pour s'établir à 1,6 million.

La production industrielle a progressé de 0,3 %, autant qu'en février. La fabrication a un peu ralenti par suite d'une contraction de la demande d'automobiles et d'un fléchissement des exportations. Toutefois, les commandes de biens durables se sont redressées après avoir reculé pendant trois mois, surtout grâce aux produits électroniques. Le déficit commercial s'est encore alourdi en février à cause d'un bond des importations causé par le renchérissement du pétrole et la ferme demande qui s'attache aux biens de consommation.

Dans la **zone de l'euro**, la croissance a repris et la production industrielle a remonté de 1,2 % en février, ce que l'on doit surtout aux biens durables de consommation. Les consommateurs se sont encore rués dans les magasins, faisant monter le commerce de détail en volume, bien que le taux annuel d'inflation se soit élevé à 2,1 % en mars. C'est ce qui a amené la Banque centrale européenne à décréter une nouvelle hausse d'un quart de point des taux d'intérêt pour ainsi les porter à 3,75 %. Le taux de chômage est resté à 9,5 % en février, alors qu'il était respectivement de 4,1 % et 4,9 % aux États-Unis et au Japon.

En **France**, l'économie a continué à battre son plein, stimulant la création d'emplois et ramenant le taux de chômage à 10 %, soit à son plus bas niveau en plus de huit ans. Les dépenses de consommation ont légèrement dérapé en mars après avoir bien démarré en début d'année. À 0,9 %, l'inflation se situait à un de ses plus bas niveaux annuels au sein de l'Union européenne, bien que les prix à la production aient monté de 1,4 % en grande partie à cause du fort renchérissement de l'énergie.

En Italie, le PIB réel a progressé de 0,4 % au dernier trimestre de 1999, soutenu par la production industrielle et la création d'emplois. Si les dépenses réelles de consommation ont continué à piétiner, il y a eu regain de confiance au début de l'année dans un contexte d'allégements fiscaux et de solides gains de l'emploi. Le marché de l'habitation s'est ranimé et a poussé en hausse le prix des habitations et la construction, tandis que la fermeté de la demande ailleurs en Europe favorisait les exportations.

En **Grande-Bretagne**, la production était toujours en contraction. La production industrielle a encore perdu 0,6 % en février. La fabrication a marqué un nouveau recul, car la

Conditions économiques actuelles

pound continued to retard exports and boost imports. Cheap import prices led to widespread discounting by retailers, which cut the annual rate of inflation in March to its lowest level in 25 years at 2%. The prices of goods fell 0.2% annually, the first decline since the series began, while the cost of services rose 4.2%. Average annual earnings, meanwhile, rose at their fastest pace in almost eight years, up 6% in February as the service sector handed out bonuses and pay increases.

The **Japanese** economy remained dampened by continued weakness in consumer demand. Retail sales fell for the 36th consecutive month in March as the unemployment rate rose to 4.9% in February, after holding steady for months. The government noted that the rate would likely increase again as a flood of new graduates hits the labour market in the spring. Housing starts slowed from their double-digit gains in recent months as the boost provided by special tax cuts began to wane. Business investment showed signs of a pickup, fuelled by increased spending in the information technology sector. Corporate bankruptcies, meanwhile, jumped 39.5% in March from a year earlier, the fifth straight month of increase.

Recovery continued in other Asian nations. **Hong Kong** posted year-over-year GDP growth of 8.7% in the fourth quarter of 1999 and 2.9% growth for the year as a whole. This followed a 5.1% contraction in 1998 when the economy was in financial crisis. **China's** economy grew 8.1% year-over-year in the first quarter of this year, led by industrial production, which was partly driven by a government fiscal stimulus package. Two years of price deflation abated as international oil prices surged.

fermeté de la livre a continué à freiner les exportations et à aiguillonner les importations. Les bas prix à l'importation ont amené les détaillants à consentir un peu partout des remises sur leurs marchandises, ce qui a fait tomber le taux annuel d'inflation en mars à son niveau le plus bas (2 %) en 25 ans. Les prix des biens ont baissé de 0,2 % en valeur annuelle. C'est leur premier recul depuis qu'on a commencé à tenir des statistiques. Les prix des services ont augmenté, eux, de 4,2 %. Par ailleurs, la rémunération annuelle moyenne s'est élevée à son rythme le plus rapide en presque huit ans, gagnant 6 % en février grâce au secteur des services qui a distribué des primes et des augmentations de salaire.

Au **Japon**, l'économie était encore entravée par la faiblesse persistante de la demande de consommation. Les ventes au détail ont régressé un 36° mois de suite en mars et le taux de chômage a monté à 4,9 % en février après quelques mois de stabilité. Les autorités ont dit que le taux de chômage augmenterait sans doute encore avec l'afflux de nouveaux diplômés sur le marché du travail au printemps. Les mises en chantier ont ralenti leur progression à deux chiffres des récents mois, car l'élan imprimé par des dégrèvements spéciaux d'impôt a commencé à se dissiper. Les investissements des entreprises ont montré des signes de reprise, soutenus par des dépenses accrues dans le secteur des technologies de l'information. En mars, les faillites d'entreprises ont fait un bond de 39,5 % d'une année à l'autre. C'est le cinquième mois consécutif où elles augmentent.

D'autres pays asiatiques ont continué leur relance. À Hong Kong, le taux de croissance du PIB d'une année à l'autre s'est établi à 8,7 % au quatrième trimestre de 1999. La progression est de 2,9 % pour toute l'année. En 1998, le PIB s'était contracté de 5,1 % en période de crise financière. Par ailleurs, l'économie **chinoise** a crû de 8,1 % d'une année à l'autre au premier trimestre de l'année, surtout grâce à une production industrielle stimulée en partie par un programme gouvernemental d'encouragements fiscaux. Une déflation des prix de deux ans s'est apaisée par suite de la montée en flèche des cours internationaux du pétrole.

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN APRIL

CANADA

Nova Scotia tabled its budget with a forecast \$268 million deficit. Highlights include a \$20 million increase in user fees, the elimination of 1,600 civilservice jobs and spending cuts of 3% for health care and education and an average of 10% in other departments.

Bombardier announced a \$2.9 billion order for regional jets, its largest ever, from two subsidiaries of Delta Air Lines.

Toyota announced a \$650 million plan to build its Lexus sport utility vehicle in Ontario, while Winnipegbased Motor Coach Industries finalized a \$728 million contract to build 1,400 buses for New Jersey Transit.

WORLD

The European Central Bank hiked interest rates by one quarter point to 3.75%, its fourth increase in five months, as the Euro tumbled relative to the US dollar.

Nine of the 11 members of the Organization of Petroleum Exporting Countries agreed to increase oil production by seven percent.

DaimlerChrysler AG of Germany struck a \$2.3 billion deal for a controlling interest in Mitsubishi, creating the world's third-largest automotive group.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES D'AVRIL

CANADA

La Nouvelle-Écosse a déposé un budget où elle prévoit un déficit de 268 millions de dollars. Il y aura notamment majoration de 20 millions des tarifs d'utilisation, élimination de 1 600 postes dans la fonction publique et diminution des dépenses de 3 % en santé et en éducation et de 10 % en moyenne dans les autres domaines d'activité des ministères.

Bombardier a annoncé avoir reçu une commande de transporteurs régionaux de l'ordre de 2,9 milliards de dollars - la plus importante que cette société ait jamais décrochée - de deux filiales de Delta Air Lines.

Toyota a annoncé pour sa part un projet de 650 millions de dollars en vue de la fabrication de son utilitaire sportif Lexus en Ontario. La Motor Coach Industries, qui a son siège à Winnipeg, a obtenu un contrat de 728 millions et construira 1 400 autobus pour la New Jersey Transit.

LE MONDE

La banque centrale européenne a relevé les taux d'intérêt d'un quart de point à 3,75 %. Il s'agit de la quatrième augmentation en cinq mois, alors que l'euro s'affaisse par rapport au dollar américain.

Neuf des onze pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole ont accepté de relever leur production pétrolière de 7 %.

En Allemagne, la DaimlerChrysler AG a pris par un marché de 2,3 milliards de dollars une participation majoritaire dans Mitsubishi pour ainsi créer le troisième groupe en importance dans l'industrie mondiale de l'automobile.

Market Research Handbook 1999

Unlock Canadian Consumer and Business Markets...

he ALL NEW Market Research Handbook 1999 reveals the Canadian marketplace the way no other statistical resource can. It delivers first hand results from more than 20 specialized Statistics Canada surveys, plus the very latest details from the 1996 Census, in one practical sourcebook!

For entrepreneurs, market researchers, planners and analysts, for big business and small, Market Research Handbook 1999 is an invaluable and comprehensive decision-support tool.

Capitalize on opportunities...

- > spot emerging market trends
- position your products effectively
- pain a competitive edge in an increasingly volatile and competitive economy
- ... and manage the future of your market!

ANALYZE THE CONDITIONS IN YOUR MARKET - FROM THE LOCAL TO THE NATIONAL LEVEL - USING:

Key Demographic Variables

population education

earnings

- age
- ▶ sex

- ▶ aggregated household expenditures
- ▶ retail sales ▶ and more!

Vital Economic Indicators

- ▶ labour force productivity consumer and industrial
- price indexes
- ▶ Gross Domestic Product
- private and public investment
- ▶ international trade data
- and more! **Business Demographics**

- by industry urban area
- ▶ size of business plus more!
- New for 1999!

- ▶ number of immigrants by intended occupation ▶ Internet service providers: types of services,
- regional composition and sources of revenue
- population projections for Nunavut
- ▶ aggregated household expenditures including games of chance expense (ie. Casino), as well as detailed clothing and health care expenses
- In number and receipts of movie theatres including number of screens and seats
- ▶ more fields of study for full-time undergraduate enrolment
- **employment** change and life status of businesses

Market Research Handbook 1999 (Cat. No. 63-224-XPB) costs \$125. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10.

To order, CALL toll-free at 1800 267-6677, RAX 1877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, U20 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, KIA 0T6, Canada. Or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. You may also order via E-MAIL: order@statean.ca

Recueil statistique des études de marché 1999

Pénétrez les marchés de consommation et d'affaires canadiens ...

e TOUT DERNIER Recueil statistique des études de marché 1999 fait état du marché canadien comme aucune autre source statistique ne le fait. Il réunit les résultats de plus de 20 enquêtes spéciales de Statistique Canada, de même que les plus récentes données du Recensement de 1996, dans un seul guide de référence

Pour les entrepreneurs, comme pour les spécialistes des études de marché, les planificateurs et les analystes, de même que pour les grandes et petites entreprises, le Recueil statistique des études de marché 1999 constitue un outil complet de très grande valeur.

Tirez profit des possibilités...

- repérez les nouvelles tendances
- positionnez vos produits efficacement
- De obtenez un avantage concurrentiel au sein d'une économie de concurrence sans cesse changeante
- ... et gérez l'avenir de votre marché!

Analysez les conditions de votre marché - à L'ÉCHELLE RÉGIONALE OU NATIONALE - EN UTILISANT :

Les principales variables démographiques

- population scolarité
- âge
- ▶ sexe
- ventes au détail
- dépenses agrégées des ménages

indices des prix à la consommation

et plus!

Les indicateurs économiques

- ▶ données sur la productivité ▶ investissements privés et publiques de la population active
- ▶ commerce international
- et de l'industrie ▶ et plus!
- produit intérieur brut

La démographie des entreprises

- secteur d'activité région urbaine
- taille de l'entreprise et plus!

Nouveau pour 1999!

- le nombre d'immigrants selon la profession projetée
- les fournisseurs de services Internet : type de services, composition régionale et sources de revenus
- les projections de la population du Nunavut
- les dépenses agrégées des ménages, y compris celles consacrées aux jeux de hasard (c.-à-d. au casino), ainsi qu'un bilan
- détaillé des dépenses sur l'habillement et les soins de santé le nombre de cinémas et leurs recettes, y compris le nombre d'écrans et de sièges
- une ventilation plus détaillée des domaines d'études des étudiants à plein temps de premier cycle
- variation de l'emploi et statut des entreprises

Recueil statistique des études de marché 1999 (n° 63-224-XPB au catalogue) se vend 125 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TVP et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucus frais pour les ervois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$.

Pour commander, TELÉPHONEZ sans frais au 1 800 267-6677, TÉLÉCOPIEZ vos commandes au 1 877 287-4369 ou POSTEZ votre commande à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), KIA 0T6, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous mentionné dans la présente publication. Vous pouvez aussi commander accounted de la circulation de la présente publication. Vous pouvez aussi commander accounted de la circulation de la présente publication. par COURRIEL : order@statcan.ca.



Feature article

Étude spéciale

BRAIN DRAIN AND BRAIN GAIN: PART I, THE EMIGRATION OF KNOWLEDGE WORKERS FROM CANADA

by D. Drew, S. Murray, and J. Zhao*

This paper presents the first half of Statistics Canada's report on the movement of knowledge workers in and out of Canada by studying emigration flows: next month we will present the section on immigration, allowing readers to more fully assess the net impact on our economy. A summary of the main results follows in the abstract: the full study is now available from the authors or from the Education Quarterly Review.

Abstract

This paper examines available empirical evidence about the 'brain drain'—the loss of knowledge workers from Canada to the United States, and about the 'brain gain'—the gain of knowledge workers in Canada from the rest of the world. This evidence leads to the general conclusion that during the 1990s Canada suffered a net loss of skilled workers to the United States in several economically important occupations, although the numbers involved have remained small in an historical sense and small relative to the supply of workers in these occupations. Compared with the general population, however, emigrants are overrepresented among better-educated, higher-income earners and individuals of prime working age. Further, there was an upward trend during the 1990s in the number of people leaving Canada for the United States and other countries.

While losses of highly skilled workers to the United States accelerated during the 1990s, so too did the influx of highly skilled workers into Canada from the rest of the world. This is particularly true of high-technology industries where immigrant workers entering Canada outnumber the outflow to the United States by a wide margin. Indeed, immigrant high-technology workers represented an important part of employment expansion in these industries in the 1990s. Evidence also suggests that the labour market does not discern a quality difference between immigrant and native-born high-technology workers, as estimated life-

* Centre for Education Statistics (613) 951-1531; reprinted from Vol. 6, No. 3, Education Quarterly Review (Catalogue no. 81-003).

EXODE ET AFFLUX DE CERVEAUX: PARTIE I, ÉMIGRATION DES TRAVAILLEURS DU SAVOIR EN PROVENANCE DU CANADA

par D. Drew, S. Murray, et J. Zhao*

Le présent article expose la première partie du rapport de Statistique Canada sur les déplacements des travailleurs du savoir en provenance ou à destination du Canada en étudiant les mouvements d'émigration: le mois prochain, nous exposerons la section sur l'immigration, laquelle rendra possible au lecteur de pleinement évaluer son impact net sur l'économie. Un sommaire des principaux résultats fait suite au résumé : on peut se procurer l'étude complète auprès des auteurs ou dans la Revue trimestrielle sur l'éducation.

Résumé

Dans le présent document, nous examinons les données empiriques disponibles se rapportant au double phénomène de l'« exode des cerveaux » (soit les pertes de travailleurs du savoir du Canada au profit des États-Unis) et de l'« afflux des cerveaux » (soit l'arrivée de travailleurs du savoir au Canada en provenance du reste du monde). De l'examen de ces données, on peut généralement conclure que, pendant les années 1990, le Canada a subi, au profit des Etats-Unis, une perte nette de travailleurs qualifiés dans plusieurs professions importantes sur le plan économique. Néanmoins, les chiffres en question demeurent peu élevés d'un point de vue historique et par rapport aux effectifs de ces secteurs professionnels. Au regard de l'ensemble de la population, toutefois, les émigrants sont surreprésentés chez les travailleurs plus instruits et mieux rémunérés ainsi que dans les groupes d'âge d'activité maximale. On observe, en outre, une tendance à la hausse quant au nombre de personnes qui quittent le Canada pour les États-Unis et d'autres pays au cours des années 1990.

Si les pertes de travailleurs hautement qualifiés au profit des États-Unis se sont multipliées dans les années 1990, l'afflux au Canada de travailleurs hautement qualifiés en provenance d'autres pays s'est accéléré lui aussi. Ce constat vaut particulièrement pour les secteurs de haute technologie où les entrées de travailleurs au Canada ont largement dépassé les sorties vers les États-Unis. En fait, l'immigration de travailleurs de la haute technologie tient une place considérable dans l'accroissement des effectifs de ces branches d'activité au cours des années 1990. De plus, tout semble indiquer que le marché du travail ne relève pas de différences au chapitre de la qualité entre les travailleurs

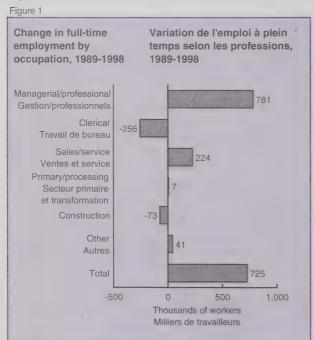
* Centre pour les statistiques sur l'éducation (613) 951-1531. Tiré de la revue trimestrielle sur l'éducation, n° 81-003 au catalogue, vol. 6, n° 3.

time earnings of immigrant versus Canadian-born computer scientists are nearly identical.

Emigrants to the United States are more than twice as likely to hold a university degree than are immigrants to Canada. However, because of the overall greater number of immigrants, there are four times as many university graduates entering Canada from the rest of the world as there are university degree holders of all levels leaving Canada for the United States. The number of master's and doctoral graduates alone entering Canada from the rest of the world is equal to the number of university graduates at all levels leaving Canada for the United States.

1 BACKGROUND

The Canadian economy experienced a rapid increase in the demand for skill and knowledge in the 1990s (HRDC and OECD 1998). Virtually all job creation occurred in knowledge-based occupations-professional, managerial and technical. The employment rate among highly educated individuals (that is, the percentage employed) is much higher than among less educated people, and this gap is widening. Between 1989 and 1998, knowledge-based occupations gained 780,000 workers, while employment in most nonknowledge-based occupations declined (Figure 1). The employment rate of people with Grade 8 education or less fell from 60% in 1989 to less than 50% by 1998. On the other hand, the employment rate of people with a university education held steady at about 87%, even during the recession of the early 1990s (see Figure 2).

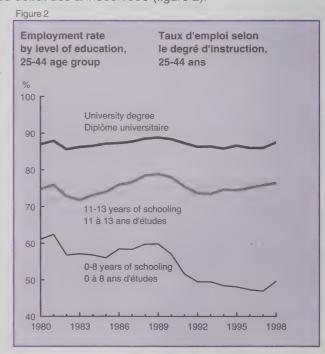


immigrants et les travailleurs de souche qui œuvrent dans le secteur de la haute technologie, les revenus de carrière prévus des informaticiens immigrants et des informaticiens nés au Canada étant pratiquement identiques.

Les émigrants aux États-Unis sont plus de deux fois plus susceptibles de détenir un grade universitaire que ne le sont les immigrants au Canada. Cependant, compte tenu du bassin globalement plus considérable d'immigrants, le nombre de diplômés universitaires qui entrent au Canada en provenance du reste du monde est quatre fois plus élevé que celui des diplômés universitaires de tous les niveaux qui quittent le ... Canada pour les États-Unis. En fait, le nombre de détenteurs de maîtrise et de doctorat qui entrent au Canada en provenance du reste du monde équivaut, à lui seul, au nombre de diplômés universitaires de tous les niveaux qui quittent le Canada pour les États-Unis.

1 CONTEXTE

Dans l'économie canadienne, la demande de compétences et de connaissances a rapidement augmenté dans les années 1990 (DRHC et OCDE, 1998). Presque toute la création d'emplois est attribuable aux professions axées sur le savoir, dans les catégories professionnelles, administratives et techniques. Les personnes très scolarisées affichent un taux d'emploi (soit le pourcentage de personnes employées) nettement supérieur à celui des personnes peu instruites, et cet écart continue de se creuser. De 1989 à 1998, l'effectif des professions du savoir s'est enrichi de 780 000 travailleurs, tandis que l'emploi dans la plupart des autres professions accusait un recul (figure 1). Le taux d'emploi des personnes ayant fait huit années d'études ou moins est passé de 60 % en 1989 à moins de 50 % en 1998. En revanche, le taux d'emploi des personnes ayant fait des études universitaires est resté stable à environ 87 %, même pendant la récession du début des années 1990 (figure 2).



Partly in response to this increase in demand for higher levels of skill and education in the labour force, Canada has made huge additions to the stock of human capital. Both the incidence and average duration of initial education have increased to the point where Canada has one of the most educated populations in the world (Figure 3). The students who flow out of our education systems and into the labour market are relatively highly qualified when compared with other countries' or with previous Canadian cohorts. Analysis performed by Human Resources Development Canada suggests

that we do not suffer from any large-scale skill shortages at the aggregate level (Gingras and Roy 1998). However, this success comes at a cost—in 1995 Canada spent 7.0% of gross domestic product (GDP) on education, well above the mean of 5.6% for OECD countries.

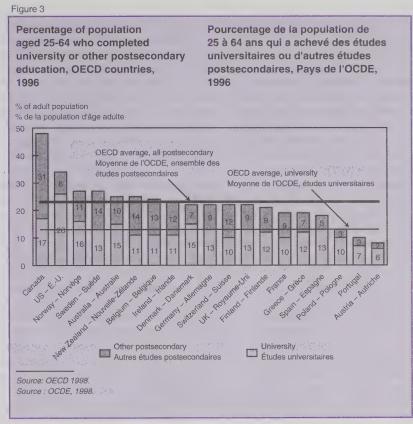
Despite this positive picture at the aggregate level, it is clear that imbalances between the supply of and demand for skill exist in particular industries and occupations. For example, the Software Human Resources Council of Canada estimated a shortage of 20,000 computer programmers (Parsons 1996), paralleled by an estimate of 190,000 vacancies in the information technology sector in the United States (Miller 1997).

In this context we turn to the statistical evidence of the posited brain drain to the United States.

2 EMIGRATION FROM CANADA

2.1 Total emigration (permanent and temporary) to the United States

Traditionally, most people leaving Canada for the United States applied for permanent immigration. Temporary visas had limitations, such as restrictions on the number of renewals possible.



se à cette augmentation de la demande de niveaux supérieurs de compétences et de connaissances sur le marché du travail, le Canada a considérablement enrichi son stock de capital humain. Tant la fréquence que la durée movenne de la première éducation se sont accrues à tel point que le Canada compte aujourd'hui l'une des populations les plus scolarisées au monde (figure 3). Les étudiants qui quittent le réseau canadien d'éducation pour entrer sur le marché du travail sont relativement bien qualifiés si on les compare à leurs homologues d'autres pays ou aux cohortes

En partie en répon-

canadiennes antérieures. Le Canada, selon une analyse réalisée par Développement des ressources humaines Canada, ne souffre pas, globalement, de pénuries de maind'œuvre à grande échelle (Gingras et Roy, 1998). Toutefois, ce succès a un prix: en 1995, le Canada a consacré 7,0 % de son produit intérieur brut (PIB) à l'éducation, bien plus que la moyenne de 5,6 % enregistrée par les pays de l'OCDE.

Malgré ce tableau positif à l'échelle globale, des déséquilibres entre l'offre et la demande de compétences sont manifestes dans des secteurs ou des professions particulières. Ainsi, le Conseil des ressources humaines de logiciel (Canada) estime que la pénurie de main-d'œuvre se chiffre à 20 000 programmeurs (Parsons, 1996), chiffre à rapprocher des quelque 190 000 postes vacants dans le secteur de la technologie de l'information aux États-Unis (Miller, 1997).

C'est dans ce contexte que nous examinerons les données statistiques sur l'exode présumé des cerveaux vers les États-Unis.

2 ÉMIGRATION DU CANADA

2.1 Émigration totale (permanente et temporaire) vers les États-Unis

Par le passé, la plupart des personnes qui quittaient le Canada pour les États-Unis présentaient une demande d'immigration permanente. L'obtention de visas temporaires comportait des limites, par exemple quant au nombre de renouvellements possibles.

However, under the North American Free Trade Agreement (NAFTA), Canadian workers in qualifying professional occupations can readily gain entry into the United States, needing only to show proof of their qualifications and a job offer from an employer in the United States. Further, while the maximum validity for NAFTA visas is one year, there is no limit on the number of renewals. Hence, under NAFTA there may be more people remaining in the United States for an extended period of time without converting to permanent resident status. One might expect that a large increase in temporary migration (if it were a precursor to staying on in the United States) would eventually lead to a noticeable increase in permanent migration to the United States. The stability of the data on permanent emigration (1997 being the most recent year for which data are available) suggests we are not as yet witnessing such conversions on a large scale.

For these reasons, it is important to examine both permanent and temporary migration when estimating the magnitude and characteristics of outflow from Canada to the United States. The U.S. Immigration and Naturalization Service (INS) provides reliable information on permanent migration from Canada to the United States. However, its data on temporary migration, while meeting the administrative purposes for which they were designed, do not provide a reliable count of people leaving Canada to live in the United States on a temporary basis. The limitations of these data are discussed in Section 2.1.3.

2.1.1 The magnitude of total emigration to the United States—consistent estimates from three data sources

Three sources of information exist on total migration from Canada to the United States.¹ All of these sources have limitations. The estimates of both the U.S. Current Population Survey and the Reverse Record Check are subject to relatively high levels of sampling error. The tax data results are based on all filers, but without identification of the destination of movers, whether to the United States or elsewhere. However, it is possible to derive upper and lower bounds for tax filers who moved to the United States. The methodologies of these estimates are detailed in this section.

To reduce the sampling error of the CPS estimates, an estimate of the average number of Canadian-born people entering the United States per year during the 1990s has been constructed using CPS results from 1994 to 1999. According to the survey, in March 1994, 104,000 Canadian-born people had been living in the United States since January 1990. The implied annual outflow of people still residing in the United States over this period of four years and two months is 24,000. Similarly, the implied annual outflows of Canadian-born

Cependant, avec l'adoption de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), les travailleurs canadiens appartenant aux catégories professionnelles admissibles peuvent facilement entrer aux États-Unis, n'ayant qu'à produire une attestation de leurs compétences et une offre d'emploi d'un employeur américain. Par ailleurs, si les visas d'entrée de l'ALENA sont d'une durée maximale d'un an, le nombre de reconductions possibles est illimité. Par conséquent, depuis l'adoption de l'ALENA, plus de personnes peuvent séjourner aux États-Unis pendant une longue période sans acquérir la qualité de résident permanent. On pourrait s'attendre à ce gu'une forte augmentation de la migration temporaire (comme préalable à la résidence permanente aux États-Unis) mène un jour à un accroissement sensible de la migration permanente vers le territoire américain. La stabilité des données sur l'émigration permanente (1997 est la dernière année pour laquelle nous disposons de données) tend à indiquer qu'un tel passage de l'une à l'autre ne s'est pas encore produit à grande échelle.

C'est pourquoi il importe d'examiner la migration temporaire ainsi que la migration permanente au moment d'estimer l'ampleur et les caractéristiques des flux de sortie du Canada vers les États-Unis. Le U.S. Immigration and Naturalization Service (INS) fournit des renseignements fiables sur la migration permanente du Canada aux États-Unis. Cependant, ses données sur la migration temporaire, bien qu'elles remplissent les fonctions administratives pour lesquelles elles ont été conçues, ne fournissent pas un compte fiable des personnes qui quittent temporairement le Canada pour vivre aux États-Unis. Les limites de ces données sont examinées à la section 2.1.3.

2.1.1 Ampleur de l'émigration totale aux États-Unis – estimations convergentes tirées de trois sources de données

On dispose de trois sources de données sur la migration totale du Canada vers les États-Unis.¹ Toutes ces sources comportent des limites. Les estimations axées sur la U.S. Current Population Survey (CPS) ainsi que sur la contrevérification des dossiers sont entachées d'erreurs d'échantilonnage relativement importantes. Les données fiscales visent l'ensemble des déclarants, mais ne permettent pas de déterminer la destination des migrants (États-Unis ou autres pays). Il est néanmoins possible de fixer des limites supérieures et inférieures dans le cas des déclarants passés en territoire américain. Ces méthodes d'estimation sont décrites en détail dans la présente section.

Pour réduire l'erreur d'échantillonnage des estimations de la CPS, nous avons établi une estimation du nombre annuel moyen de personnes nées au Canada qui sont entrées aux États-Unis au cours des années 1990, à la lumière des résultats de la CPS de 1994 à 1999. Selon les données de l'enquête, en mars 1994, quelque 104 000 personnes nées au Canada vivaient aux États-Unis depuis janvier 1990, ce qui implique un flux annuel de sortie des personnes qui résident encore aux États-Unis de 24 000 au cours de cette période de quatre ans et deux mois. De même, les flux annuels

people still residing in the United States as derived from the 1995 to 1999 Current Population Surveys are 24,000, 17,000, 16,000, 18,000 and 20,000, respectively (see Table 1). Taking an average of the estimates from these annual surveys, the number of the Canadian-born who moved to the United States each year during the 1990s and who continue to reside in the United States is estimated at 20,000.

This estimate does not include non-Canadian-born people moving from Canada to the United States. Since the 1950s, the U.S. Immigration and Naturalization Service data on permanent migration from Canada as the country of last permanent residence have been consistently 40% higher than figures on migration of Canadian-born people. Hence, adjusting the CPS-based estimate of 20,000 Canadian-born upwards by 40% yields 28,000 as the estimate of the annual number of people (both Canadian and foreignborn) moving from Canada to the United States and continuing to reside in the United States during the 1990s.

The CPS data indicate a significant increase in the number of the Canadian-born who were living in the United States in 1998 and 1999 and who entered during the 1990s, but these estimates are based on very small samples and subject to a high degree of sampling errors. However, the implied annual flow based on these two years of CPS data (see above) is virtually the same as that based on CPS data for the entire 1994 to 1999 period.

According to the Reverse Record Check, an estimated 178,000 people left Canada between 1991 and 1996 and were residing in the United States in 1996. Of these, 126,000 people expected to remain permanently in the United States, and an estimated 52,000 expected to return to Canada (see Figure 4). The implied annual average emigration of people continuing to reside in the United States from 1991 to 1996 may be estimated at around 35,000, of which 70% expected to be permanent. Emigration was 30% higher than in the period from 1986 to 1991 as estimated from the previous RRC. Between the periods, permanent migration increased by 15%, while temporary migration doubled.

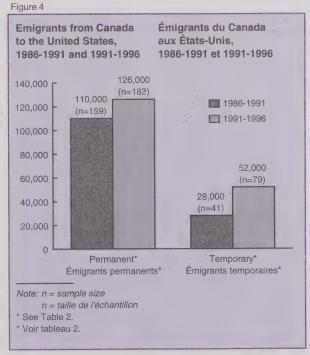
de sortie des personnes nées au Canada et qui résident toujours aux États-Unis calculés en fonction des résultats de la Current Population Survey de 1995 à 1999 se chiffrent à 24 000, 17 000, 16 000, 18 000 et 20 000, respectivement (voir le tableau 1). Si l'on fait la moyenne des estimations tirées des enquêtes annuelles, on évalue à 20 000 le nombre de personnes nées au Canada qui ont déménagé aux États-Unis chaque année pendant les années 1990 et qui y sont restées.

Cette estimation ne tient pas compte des personnes qui ne sont pas nées au Canada et qui ont migré du Canada aux États-Unis. Depuis les années 1950, les chiffres du U.S. Immigration and Naturalization Service sur la migration permanente en provenance du Canada, axés sur le pays de dernière résidence permanente, sont invariablement supérieurs de 40 % aux chiffres se rapportant à la migration de personnes nées au Canada. Par conséquent, après avoir relevé de 40 % l'estimation de 20 000 personnes nées au Canada (données tirées de la CPS), on estimerait à 28 000 le nombre annuel de personnes (nées au Canada et à l'étranger) qui ont migré du Canada aux États-Unis et qui continuent de résider en territoire américain au cours des années 1990.

Les données de la CPS indiquent une augmentation appréciable du nombre de personnes nées au Canada qui ont migré aux États-Unis pendant les années 1990 et qui y résidaient encore en 1998 et 1999, mais ces estimations sont fondées sur des échantillons très petits et pourraient être entachées d'erreurs d'échantillonnage considérables. Toutefois, le flux annuel implicite fondé sur ces deux années de données de la CPS (voir ci-dessus) est pratiquement identique au flux fondé sur les données de la CPS couvrant toute la période 1994-1999.

À la lumière des données tirées de la contre-vérification des dossiers, on estime à 178 000 le nombre de personnes ayant quitté le Canada entre 1991 et 1996 et qui résidaient aux Etats-Unis en 1996. De ce nombre, 126 000 prévoyaient demeurer en permanence en territoire américain, et quelque 52 000 avaient l'intention de retourner au Canada (figure 4). Le flux de sortie annuel implicite des personnes qui ont continué de résider aux États-Unis de 1991 à 1996 pourrait être estimé en moyenne à 35 000; 70 % de ces sortants prévoient être des migrants permanents. Le niveau d'émigration a été de 30 % supérieur à celui enregistré au cours de la période allant de 1986 à 1991, selon les résultats de la CVD antérieure. Entre ces deux périodes, la migration

permanente s'est accrue de 15 %, tandis que la migration temporaire a doublé.



Feature article

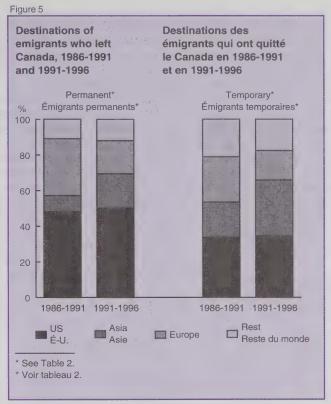
Étude spéciale

Table 1 Canadian-born population living since January 1990 in the United States, 1994–1999

Tableau 1 Nombre et caractéristiques des gens nés au Canada qui vivent aux États-Unis depuis 1990, 1994 à 1999

	19	94	19	95	199	96	1997	
	Estimates	Sample size (n)	Estimates	Sample size (n)	Estimates	Sample size (n)	Estimates	Sample size (n)
	Estimation	Taille de l'échan- tillon (n)	Estimation	Taille de l'échan- tillon (n)	Estimation	Taille de l'échan- tillon (n)	Estimation	Taille de l'échan- tillon (n)
Age group – Tranches d'âge				number	- nombre			
All ages – Tous les âges 25–44 16+	104,000 53,000 72,000	(62) (32) (44)	126,000 46,000 84,000	(74) (27) (47)	105,000 54,000 81,000	(63) (29) (50)	116,000 68,000 91,000	(59 (33 (49)
25-44 as percentage of population				percent - p	ourcentage			
16+ – 25–44 ans en proportion de la population de 16 ans et plus	73.6		54.8		66.7		74.7	
Gender - Sexe				number	- nombre			
Male – Hommes Female – Femmes	45,000 59,000	(27) (35)	66,000 60,000	(41) (33)	51,000 54,000	(29) (34)	68,000 48,000	(30) (29)
Education – Instruction University – Études universitaires	31,000	(22)	34,000	(24)	38,000	(22)	42,000	(28)
University as percentage of population				percent - pourcentage				
16+ – Université en proportion de la population de 16 ans et plus	43.1		40.5		46.9		46.2	
		1998			1999			Average
								Moyenne
			Sample size (n)			Sample size (n)		Estimates
	Estimation	imation Taille de l'échan- tillon (n)		Estimation		Taille de l'échan- tillon (n)		Estimation
				number -	nombre			
Age group - Tranches d'âge All ages - Tous les âges 25-44 16+	152,000 101,000 129,000		(73) (48) (63)	10	5,000 1,000 9,000	(87) (49) (77)		131,000 71,000 104,000
25-44 as percentage of population				percent - p	ourcentage			
16+ – 25–44 ans en proportion de la population de 16 ans et plus	78.3	78.3			59.8			68.3
Gender – Sexe Male – Hommes Female – Femmes	83,000 69,000		(37) (36)		nombre 1,000 3,000	(47) (40)		69,000 62,000
Education – Instruction University – Études universitaires	80,000		(37)	83	3,000	(36)		51,000
University as percentage of population				percent - p	ourcentage			
16+ – Université en proportion de la population de 16 ans et plus	62.0				49.1		+	49.0

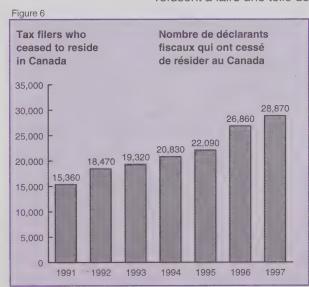
The Reverse Record Check (RRC) reveals that between the two time periods, the share of emigrants to the United States remained constant, at half of all permanent emigrants and a third of all temporary emigrants. Over the same period, there was a noticeable shift from Europe to Asia in the destination of emigration. Among permanent emigrants, the Asian share increased from 9% to 19% while the European share dropped from 32% to 19% (see Figure 5). Among temporary emigrants, the Asian share increased from 20% to 31% and the European share dropped from 26% to 17%.



Canadian tax data provide estimates of the number of tax

filers leaving Canada to all destinations during the 1990s. As these data are based on all tax filers and are therefore not subject to sampling errors, they provide a reliable trend over time in emigration of tax filers from Canada to all countries. It is worth noting, however, that tax filers need to identify themselves as movers, and there may be reasons (financial and otherwise) that could prompt filers not to make this declaration.

As shown in Figure 6, the data indicate that the number of tax filers who left Canada. whether permanently or temporarily, has increased steadily in recent years, from about 15,350 in 1991 to 28,900 in 1997, with an average of 21,700 per year. The only information available on the destinations of movers is the country from which the tax returns are filed, including a number filed from Canadian addresses. These filers may have used an accountant's or a relative's address in Canada to file their tax returns even though they are no longer residents of Canada, or they may have



La contre-vérification des dossiers (CVD) révèle que. entre les deux périodes, la proportion d'émigrants vers les États-Unis est restée constante, soit la moitié de l'ensemble de l'émigration permanente et le tiers de l'ensemble de l'émigration temporaire. Au cours de la même période, on observe un mouvement sensible de la destination des émigrants qui favorise l'Asie au détriment de l'Europe. Pour ce qui est de l'émigration permanente, la part de l'Asie est passée de 9 % à 19 %, tandis que celle de l'Europe est tombée de 32 % à 19 % (voir la figure 5). En ce qui concerne l'émigration temporaire, la part de l'Asie a augmenté, passant de 20 % à 31 %, alors que la part de l'Europe a chuté de 26 % à 17 %.

Les données fiscales canadiennes fournissent des esti-

mations du nombre de déclarants qui ont quitté le Canada vers l'ensemble des destinations dans les années 1990. Dans la mesure où ces données visent tous les déclarants et ne peuvent donc être entachées d'erreurs d'échantillonnage, elles décrivent fidèlement les tendances temporelles de l'émigration des déclarants du Canada vers tous les pays. Il convient de préciser, toutefois, que les déclarants sont tenus d'indiquer qu'ils ont émigré, et certaines raisons (financières ou autres) peuvent expliquer que certains d'entre eux se refusent à faire une telle déclaration.

Comme l'illustre la figure 6, le nombre de déclarants ayant quitté le Canada, définitivement ou temporairement, a augmenté de façon constante au cours des dernières années, passant d'environ 15 350 en 1991 à 28 900 en 1997, pour une moyenne annuelle de 21 700. Les seuls renseignements disponibles sur la destination des émigrants se rapportent au pays dans lequel les déclarations de revenus sont produites, ce qui comprend un certain nombre de déclarations produites au Canada. Ces déclarants peuvent avoir indiqué l'adresse d'un comptable ou d'un parent

returned to Canada by the time of filing. Assuming that all tax filers who have filed from either a Canadian or U.S. address have moved to the United States yields an upper bound for tax filers who have moved to the United States. A lower bound on filers moving to the United States corresponds to half of tax filers leaving to all destinations; this is based on RRC estimates that between 1986 and 1996, half of all permanent migrants moved to the United States.

Figure 7 presents an estimate of the ranges of Canadian tax filers who may have moved to the United States between 1991 and 1997, under the above assumptions. The number of Canadian tax filers who moved to the United States can be estimated in the 8,000–12,000 range in 1991, increasing to the 14,000–23,000 range by 1997.

From the averages of the lower and upper bounds between 1991 and 1997, the average emigration of tax filers from Canada to the United States may be estimated to lie between 11,000 and 17,000. Since the tax filer data on movers show a one-to-one ratio between filers and dependents, the average annual emigration to the United States may be estimated to lie between 22,000 and 34,000 over this period.

In summary, estimates from all three data sources are consistent, placing annual average emigration to the United States in the 1990s in the 22,000 to 35,000 range. This is about 0.1% of the Canadian popula-

tion—much smaller than what Canada has experienced historically. Nevertheless, tax filer data do suggest that there is an upward trend in total emigration (both permanent and temporary) from Canada in the 1990s.

2.1.2 Profile of emigrants

Age

Tax filer data based on the 1995 income and age profile of tax filers who left in 1996 show movers to be disproportionately in the 25 to 44 age group—at entry and mid-career levels—when compared with all Canadian tax filers. Close to 10,000 of those who left in 1996 were aged 25 to 34, while another 7,000 were

domicilié au Canada même s'ils ne résident plus au Canada ou peuvent être retournés au pays au moment de la déclaration de revenus. Si l'on suppose que tous les déclarants ayant soumis leur déclaration à partir d'une adresse canadienne ou américaine ont migré aux États-Unis, on obtient la limite supérieure du nombre de déclarants passés en territoire américain. La limite inférieure des déclarants ayant migré aux États-Unis correspond à la moitié des déclarants ayant quitté le pays pour toutes les destinations; ce chiffre est fondé sur les estimations de la CVD selon lesquelles la moitié de tous les émigrants permanents, entre 1986 et 1996, ont déménagé aux États-Unis.

La figure 7 présente des fourchettes d'estimation du nombre de déclarants canadiens qui pourraient avoir migré aux États-Unis entre 1991 et 1997, si l'on considère les hypothèses décrites plus haut. Le nombre de déclarants canadiens ayant migré en territoire américain se situerait donc entre 8 000 et 12 000 en 1991 et aurait augmenté en 1997 pour s'établir entre 14 000 et 23 000.

Si l'on fait la moyenne des limites inférieures et supérieures de 1991 à 1997, le nombre moyen des déclarants ayant migré du Canada aux États-Unis se situerait entre 11 000 et 17 000. Dans la mesure où les données fiscales sur les sortants indiquent également un rapport 1:1 entre les déclarants et les personnes à charge, on obtient une fourchette de 22 000 et 34 000 pour la moyenne annuelle d'émigrants aux États-Unis au cours de cette période.

Bref, les estimations des trois sources de données sont convergentes et permettent de situer le nombre annuel moyen d'émigrants vers les États-Unis dans la fourchette de 22 000 à 35 000 pendant les années

1990. Ce chiffre représente environ 0,1 % de la population canadienne, soit un taux d'émigration nettement inférieur aux taux enregistrés par le passé au Canada. Néanmoins, les données tirées des déclarations de revenus semblent indiquer une augmentation de l'émigration totale (permanente et temporaire) du Canada vers l'étranger dans les années 1990.

Figure 7 **Estimated number** Nombre estimatif de of tax filers who déclarants fiscaux qui moved from Canada ont émigré du Canada to the United States aux États-Unis (000s)25 r 20 Upper bound Limite supérieure Lower bound Limite inférieure 1994 1996 1991 1992 1993 1995 1997

2.1.2 Profil des émigrants

Selon l'âge

Selon les données fiscales sur le revenu et le groupe d'âge de 1995 des déclarants ayant émigré en 1996, le groupe des 25 à 44 ans (soit l'âge d'entrée et de mi-carrière sur le marché du travail) est surreprésenté parmi les sortants comparativement à l'ensemble des déclarants canadiens. Parmi les personnes qui ont émigré en 1996, près de 10 000 étaient

Feature article

Étude spéciale

aged 35 to 44; together they accounted for about twothirds of those who left Canada, compared with only 44% of all tax filers. Some 4,000 people aged 45 to 54 left, representing the same share of movers (12%) as of all tax filers.

The Current Population Survey provides a similar age profile of Canadian-born people residing in the United States and entering during the 1990s, as shown in Table 2. As with tax data, overall CPS results portray emigrants to the United States as disproportionately in the 25 to 44 age group, which comprises about two-thirds of all emigrants to the United States.

Table 2
Destinations of emigrants who left Canada, 1986–1991 and 1991–1996

âgées de 25 à 34 ans et quelque 7 000, de 35 à 44 ans. Ensemble ces groupes représentaient environ les deux tiers des personnes ayant quitté le Canada, mais seulement 44 % de tous les déclarants. Quelque 4 000 personnes âgées de 45 à 54 ans ont émigré, la proportion des migrants de ce groupe d'âge correspondant à celle des déclarants du même groupe (12 %).

Comme le montre le tableau 2, la Current Population Survey dresse un profil d'âge semblable pour les personnes nées au Canada qui résidaient aux États-Unis et qui sont passées en territoire américain dans les années 1990. À l'instar des données fiscales, les résultats globaux de la CPS indiquent une surreprésentation du groupe des 25 à 44 ans chez les personnes ayant migré aux États-Unis, ce groupe représentant environ les deux tiers de tous les migrants ayant opté pour les États-Unis.

Tableau 2
Destinations des émigrants qui ont quitté le Canada en 1986–1991 et 1991–1996

	Permanent ¹				Temporary ²				
		Émigrants p	permanents ¹			Émigrants	temporaires ²		
	1986	i–1991	1991–1996		1986	1986–1991		1991–1996	
	Distribution %	Sample size number	Distribution %	Sample size number	Distribution %	Sample size number	Distribution %	Sample size number	
	Répartition %	Taille de l'échantillon	Répartition %	Taille de l'échantillon	Répartition %	Taille de l'échantillon	Répartition %	Taille de l'échantillon	
				number - no	mbre				
U.S. – États-Unis	48	159	50	182	34	41	35	79	
Asia - Asie	9	29	19	67	20	22	31	65	
Europe	32	92	19	62	25	32	17	32	
Rest – Reste du monde	11	36	12	40	21	24	18	38	

Permanent emigrants are persons who, at the time of the census, had left Canada with no intention of returning, and those who had resided outside Canada for at least two years but whose intentions about returning were unknown.

Education

Current Population Survey results show recent migrants to the United States possessed very high levels of education—higher than those of both the Canadian-born population and recent Canadian immigrants. Among migrants to the United States aged 16 and over, for the period 1994 to 1999, nearly half (49%) had a university degree. From the 1996 Census, comparable figures were 12% for Canadian-born people and 21% among Canadian immigrants during the 1990s.

Selon la scolarité

D'après la Current Population Survey, les migrants récents vers les États-Unis se caractérisent par des niveaux de scolarité très élevés, supérieurs à ceux de la population née au Canada et des immigrants récents au Canada. Près de la moitié (49 %) de l'ensemble des migrants âgés de 16 ans et plus qui sont passés aux États-Unis entre 1994 et 1999 détenaient un grade universitaire. Selon le recensement de 1996, les chiffres comparables pour la population née au Canada et pour les personnes ayant immigré au Canada au cours des années 1990 sont de 12 % et 21 %, respectivement.

Les émigrants permanents sont ceux qui, au moment du recensement, avaient quitté le Canada sans avoir l'intention d'y retourner de même que ceux qui avaient résidé hors du Canada pendant au moins deux ans et dont les intentions quant à un éventuel retour n'étaient pas connues.

² Temporary emigrants are persons who, at the time of the census, had resided outside Canada for at least six months with the intention of returning, or had resided outside Canada for no more than two years if their intentions were unknown.

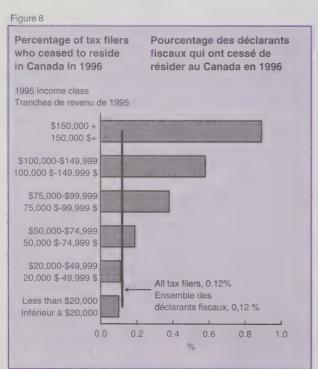
Les émigrants temporaires sont ceux qui, au moment du recensement, avaient résidé hors Canada pendant au moins six mois et avaient l'intention d'y revenir ou ceux qui avaient résidé hors du Canada pendant deux ans au maximum et dont les intentions quant à un éventuel retour n'étaient pas connues.

The high proportion of well-educated Canadians entering the United States in recent years may be partly the result of NAFTA provisions. NAFTA has made it much easier for university-educated Canadians (and college graduates in a few computer-related occupations) to live and work in the United States on NAFTA temporary visas, while not making entry into the United States any easier for less educated Canadians.

Income

Figure 8 gives the percentage of tax filers who left Canada in 1996 by 1995 income class. While movers represented only 0.1% of all tax filers, they were overrepresented among higher income earners. For example, tax filers who left Canada represented 0.9% of those reporting income of over \$150,000, and close to 0.6% of those with incomes between \$100,000 and \$149,999. Looking at this in another way, movers were 7 times as likely as all tax filers to have incomes of over \$150,000 (4.0% of movers versus 0.6% of all tax filers). Similarly, movers were 5 times as likely to have incomes between \$100,000 and \$149,999 (4.0% of movers versus 0.9% of all filers).

Figure 9 shows the number of tax filers who left Canada in 1996 by 1995 income class. Of the 25,700 who left, the majority, about 19,000, had incomes of less than \$50,000 in 1995, about 5,000 had incomes between \$50,000 and \$99,999, and a further 2,000 had incomes of \$100,000 or more.

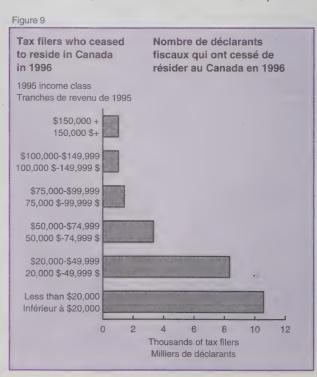


La forte proportion de Canadiens scolarisés qui ont migré aux États-Unis ces dernières années peut être partiellement attribuable aux dispositions de l'ALENA. Grâce à cet accord, il est nettement plus facile pour les Canadiens ayant fait des études universitaires (ainsi que pour les diplômés de l'enseignement collégial dans quelques professions liées à l'informatique) d'obtenir un visa temporaire de l'ALENA les autorisant à vivre et à travailler aux États-Unis; toutefois, les Canadiens moins scolarisés ne bénéficient pas, en vertu de l'ALENA, de possibilités accrues d'entrée aux États-Unis.

Selon le revenu

La figure 8 indique le pourcentage de déclarants ayant quitté le Canada en 1996 selon les tranches de revenu de 1995. Si les sortants ne représentent que 0,1 % de l'ensemble des déclarants, ils sont surreprésentés dans la catégorie des personnes à revenu élevé. À titre d'exemple, les déclarants ayant quitté le Canada représentaient 0,9 % des personnes ayant déclaré un revenu supérieur à 150 000 \$ et près de 0,6 % des personnes dans la tranche de revenu allant de 100 000 \$ à 149 999 \$. En d'autres termes, les émigrants sont sept fois plus susceptibles de toucher un revenu supérieur à 150 000 \$ que l'ensemble des déclarants (4,0 % des migrants contre 0,6 % de tous les déclarants). De façon analogue, les migrants sont cinq fois plus susceptibles de déclarer des revenus dans la fourchette allant de 100 000 \$ à 149 999 \$ (4,0 % des sortants contre 0,9 % de l'ensemble des déclarants).

La figure 9 présente le nombre de déclarants qui ont quitté le Canada en 1996, selon les tranches de revenu de 1995. La majorité des 25 700 sortants (soit environ 19 000) ont déclaré des revenus inférieurs à 50 000 \$ en 1995, quelque 5 000, des revenus se situant entre 50 000 \$ et 99 999 \$ et 2 000, des revenus de 100 000 \$ ou plus.



Feature article

Étude spéciale

Industry

Most of the analysis presented in this report examines brain drain and brain gain from the perspective of individuals. However, the issue can also be viewed from a business or industrial sector perspective. Such analysis is in its initial stages, using tax filer data. Industries (based on the 1980 Standard Industrial Classification codes) with the greatest number of movers in 1996 have been identified. Further analysis is planned to compare the industrial distribution of movers to that of all tax filers, in order to identify industries where movers are overrepresented, and to examine trends over time.

The initial analysis (see Table 3) shows that, in 1996, 10 industries accounted for over one-fifth of the close to 27,000 movers. The industries with the most movers were Hospitals; University Education; and Elementary and Secondary Education. Also in the top 10 industries was a cluster of high-technology industries, including Architectural, Engineering and Other Scientific and Technical Services; Computer and Related Services; and Communication and Other Electronic Equipment. The other industries in the top 10 were Deposit Accepting Intermediary; Other Business Services; Federal Government Service; and Food Services.

In addition to the insights gained from an industrial perspective, this analysis also provides indirect information on the type of workers who are leaving. However the data need to be viewed cautiously. For example, not all movers employed by a university were

Table 3 Tax filers leaving¹ Canada for all destinations, by industry of employer, for 10 industries with largest loss of employees, 1996

Branches d'activité

La plus grande partie de l'analyse présentée dans ce rapport porte sur l'exode des cerveaux et l'afflux de cerveaux sous l'angle des individus. Cependant, cette question peut également être examinée du point de vue de l'entreprise ou de la branche d'activité. Cette analyse en est encore aux premières étapes; elle est axée sur les données fiscales. Nous avons cerné les branches d'activité (définies en fonction des codes de la Classification type des industries de 1980) comptant le plus grand nombre de sortants en 1996. Nous entendons comparer la répartition des sortants selon la branche d'activité à celle de l'ensemble des déclarants dans le but de relever les secteurs dans lesquels les sortants sont surreprésentés, et analyser les tendances temporelles.

Les premiers éléments d'analyse (voir le tableau 3) indiquent que, en 1996, plus du cinquième des quelque 27 000 sortants œuvraient dans dix branches d'activité. Les branches comptant le plus grand nombre de sortants sont tout d'abord celles des hôpitaux, de l'enseignement universitaire de même que de l'enseignement primaire et secondaire. On compte également au nombre de ces dix branches d'activité un ensemble de secteurs de haute technologie, notamment les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et d'autres services scientifiques et techniques, les services informatiques et les services connexes, ainsi que le secteur du matériel de communication et autre matériel électronique. Les autres secteurs appartenant au peloton de tête sont les suivants: les intermédiaires financiers de dépôts, les autres services aux entreprises, les services fédéraux et les services alimentaires.

Outre les indications obtenues sous l'angle des branches d'activité, cette analyse fournit des données indirectes sur le type de travailleurs qui émigrent. Cependant, les données doivent être interprétées avec circonspection. Ainsi, les sortants employés par une université ne sont pas tous des

Tableau 3
Déclarants fiscaux ayant quitté¹ le Canada pour toute destination, selon l'industrie d'emploi et les 10 industries ayant perdu le plus d'employés, 1996

industry (1900 Sic code)	77 07 1110 1010 111 1000
Branches d'activité (codes à trois chiffres de la CTI de 1980) Nombre	de sortants en 1996
Hospitals – Hôpitaux University Education – Enseignement universitaire Elementary and Secondary Education – Enseignement primaire et secondaire Architectural, Engineering and Other Scientific and Technical Services – Architecture, génie et autres services scientifiques et technical Services and Related Services – Services informatiques et connexes Deposit Accepting Intermediary – Intermédiaires financiers de dépôt Food Services – Services alimentaires Federal Government Service² – Services de l'administration fédérale² Communication and Other Electronic Equipment – Industries du matériel de communication et autre matériel électronique Other Business Services – Autres services aux entreprises All remaining industries – Ensemble des autres industries	1,060 910 690 iques 660 580 520 440 420 360 290 10,640

These data exclude movers without earned income and self-employed who were not salaried employees. The industry is that of movers' principal employer (in terms of 1996 earnings).
 Ces données ne tiennent compte ni des sortants sans revenu gagné ni des travailleurs indépendants hors salariat. Le classement industriel vise le revenu principal des sortants en 1996.

Industry (1980 SIC code)

Number of Movers in 1996

² Except Defence Services.

² Sauf les services de Défense.

necessarily full-time university professors; some may have been master's or doctoral students whose primary income was from teaching and/or research duties. Likewise, it would be wrong to assume all movers from high-technology industries are high-technology workers. Another limitation of the analyses undertaken thus far is the exclusion of the self-employed.

With these caveats in mind, this early work suggests that movers seem to be concentrated in knowledge-intensive industrial sectors. Most of the top 10 industries fall into high-knowledge industries as classified by Industry Canada (Lee and Has 1996).

2.1.3 U.S. Immigration and Naturalization Service data

In its annual Statistical Yearbook, the INS publishes numbers of both permanent and temporary visas issued to migrants to the United States, by country of origin. The INS data on permanent migration provide not only a reliable count of permanent migration from Canada to the United States, but also information on the occupation of the migrants. They are the principal data source used in the analysis of permanent migration in Section 2.2.2.

The INS data on temporary visas, while meeting the administrative purposes for which they were designed, do not provide a reliable statistical picture of the number of people leaving Canada for the United States per year. Moreover, for a number of reasons, the INS temporary data are of limited use, even as an indicator of trends in the temporary entry of Canadians to the United States. These limitations of the INS temporary data are discussed in this section.

As opposed to a count of people, the INS temporary data are based on visas issued. General I-94 forms, used to capture all categories of temporary visas, are completed on initial entry to the United States and on renewal of visas that are done at border points. However, the data reported by INS make no distinction between initial entries and renewals.

To further illustrate this, consider the case of the NAFTA temporary worker visa, the so-called TN visa, which is valid for a maximum of 12 months. There are two ways TN visas can be renewed within this period—either by sending a renewal request to one of four INS service centres within the United States, or by exiting and re-entering the United States and getting a renewal at the border upon re-entry. The former method may

professeurs d'université à temps plein; certains de ces migrants peuvent être des étudiants de maîtrise ou de doctorat qui tirent leur principal revenu de l'enseignement et/ou de la recherche. De même, on aurait tort de supposer que tous les sortants des secteurs de haute technologie sont des travailleurs des technologies de pointe. Les analyses entreprises jusqu'à présent comportent une autre limite, soit l'exclusion des travailleurs autonomes.

Ces mises en garde étant faites, ces travaux initiaux semblent indiquer que les émigrants tendent à être concentrés dans les secteurs d'activité axés sur le savoir. La plupart des dix branches d'activité caractérisées par un nombre élevé de sortants appartiennent aux secteurs fondés sur la connaissance, selon la classification d'Industrie Canada (Lee et Has, 1996).

2.1.3 Données du U.S. Immigration and Naturalization Service

Dans son annuaire statistique annuel, le U.S. Immigration and Naturalization Service (INS) publie des chiffres sur le nombre de visas permanents et temporaires délivrés aux migrants en territoire américain, selon le pays d'origine. L'information de l'INS sur la migration permanente donne non seulement des chiffres sûrs sur la migration permanente du Canada aux États-Unis, mais elle fournit également des renseignements sur la profession des migrants. Il s'agit de la principale source de données utilisée pour l'analyse de la migration permanente présentée à la section 2.2.2.

En revanche, les données de l'INS sur les visas temporaires, bien qu'elles remplissent les fonctions administratives pour lesquelles elles ont été conçues, ne permettent pas de brosser un portrait statistique fidèle de l'émigration annuelle du Canada vers les États-Unis. Précisons en outre que, pour diverses raisons, les données de l'INS sur la migration temporaire sont d'une utilité restreinte, même comme indicateur des tendances de la migration temporaire de Canadiens aux États-Unis. Les limites des données de l'INS sur la migration temporaire sont décrites dans la présente section.

Les données de l'INS sur les séjours temporaires se rapportent au nombre de visas délivrés et non au nombre de personnes. Les formules générales I-94, qui servent à consigner toutes les catégories de visa temporaire, sont remplies à l'entrée initiale en territoire américain et au moment de la reconduction des visas effectuée aux points frontaliers. Toutefois, les données publiées par l'INS ne permettent pas d'établir une distinction entre les entrées initiales et les reconductions de visa.

Pour mieux illustrer ces propos, prenons le cas des visas de travailleurs temporaires de l'ALENA, désignés par le terme « visas TN », valides pour une période maximale de douze mois. Ces visas peuvent être renouvelés au cours de cette période d'une des deux manières suivantes: envoi d'une demande de reconduction à l'un des quatre centres de services de l'INS aux États-Unis ou nouvelle entrée aux États-Unis et reconduction du visa à la frontière. Pour la première

take up to three months, while renewals can generally be done quickly at the border.

For renewals done at the central sites, no I-94 forms are generated and no counts are produced of the number of renewals. For renewals at the border, a new I-94 form is generated, hence these renewals are included in the count of temporary visas reported by the INS.

The INS data on temporary visas include visas issued in other circumstances. Individuals on temporary working visas are required to fill out a new I-94 form when they re-enter the United States after an absence of 30 consecutive days or longer. It is also becoming increasingly common for Canadians receiving income from U.S. sources to obtain a NAFTA visa. For example, a Canadian professor making three visits to the United States to give one-hour lectures for fees might generate three INS entries—but not a single stay of significant duration in the United States.

In summary, the INS figures on temporary workers, NAFTA or otherwise, do not represent the number of Canadian temporary workers going to the United States each year. These figures may include multiple entries made by the same individuals in a given year, as well as renewals made by the same individuals year after year. They also include an unknown number of single or multiple entries, involving very short stays.

Problems also arise in use of the INS temporary counts to illustrate trends over time in temporary migration to the United States. Increasingly, NAFTA visas are replacing the other categories of temporary visas. Given that NAFTA visas require renewal annually versus every three years for other visas, part of the overall increase in the number of temporary entries reflects more renewal activity in the larger NAFTA category.

Additionally, changes in U.S. immigration regulations regarding temporary workers from Canada to the United States may be resulting in increases in the total number of temporary visas that have nothing to do with the actual number of Canadians leaving to work in the United States. For example, in April 1997, the INS introduced stricter measures to crack down on visa overstaying. Changes in unpublished data provided to Statistics Canada by INS reveal a significant surge across all categories of temporary visas issued at that time, which subsided after a few months but was repeated around April the following year.

In summary, the INS data are not a reliable source of information on either the magnitude of temporary movements from Canada to the United States, or of

méthode, il faut compter des délais pouvant atteindre trois mois, tandis que les reconductions de visa à la frontière se font rapidement, en règle générale.

Dans le cas des reconductions aux postes centraux, aucune formule I-94 n'est produite et aucun dénombrement des reconductions n'est effectué. Pour ce qui est des reconductions à la frontière, une nouvelle formule I-94 est produite de sorte que ces renouvellements sont pris en compte dans le nombre de visas temporaires déclarés par l'INS.

Les données de l'INS sur les visas temporaires comprennent les visas délivrés dans d'autres circonstances. Les personnes disposant d'un visa de travail temporaire sont tenues de remplir une nouvelle formule I-94 lorsqu'elles entrent de nouveau aux États-Unis après une absence de 30 jours consécutifs ou plus. En outre, il est de plus en plus fréquent pour les Canadiens qui touchent un revenu de source américaine d'obtenir un visa de l'ALENA. Ainsi, un professeur canadien qui effectue trois visites aux États-Unis pour donner une conférence d'une heure contre honoraires pourrait avoir trois entrées selon l'INS, sans avoir fait un seul séjour d'une durée appréciable en territoire américain.

Bref, les chiffres de l'INS sur les travailleurs temporaires, dans le cadre de l'ALENA ou non, ne sont pas représentatifs du nombre de travailleurs temporaires canadiens qui entrent aux États-Unis chaque année. Ces chiffres peuvent inclure les entrées multiples d'une même personne au cours d'une année donnée de même que les reconductions d'année en année visant les mêmes personnes. Ces chiffres englobent aussi un nombre inconnu d'entrées uniques ou multiples pour de très brefs séjours.

On se heurte également à des difficultés lorsqu'on se reporte aux chiffres de migration temporaire de l'INS pour illustrer des tendances temporelles de cette migration aux États-Unis. Les visas de l'ALENA remplacent de plus en plus les autres catégories de visa temporaire. Compte tenu que les visas de l'ALENA doivent être renouvelés chaque année plutôt que tous les trois ans comme c'est le cas des autres visas, l'augmentation globale du nombre d'entrées temporaires traduit, en partie, une multiplication des reconductions dans la catégorie plus importante des séjours de travail de l'ALENA.

En outre, les modifications apportées à la réglementation américaine relative aux travailleurs temporaires canadiens en territoire américain peuvent avoir pour effet d'accroître le nombre total de visas temporaires sans correspondance avec le nombre réel de Canadiens qui vont travailler aux États-Unis. Par exemple, en avril 1997, l'INS a adopté des mesures plus rigoureuses pour combattre les séjours prolongés sans autorisation. Les données non publiées fournies par l'INS à Statistique Canada indiquent une montée en flèche du nombre de visas temporaires de toutes les catégories délivrés pendant cette période; cette tendance s'est estompée quelques mois plus tard, mais on a observé de nouvelles hausses en avril. l'année suivante.

En résumé, les données de l'INS ne constituent pas une source d'information sûre en ce qui a trait à l'ampleur de la migration temporaire du Canada aux États-Unis et aux

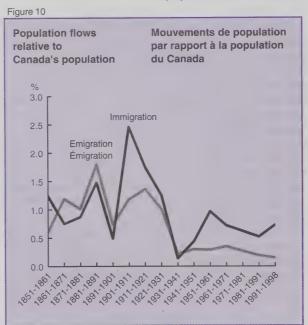
their trend over time because of the many difficulties discussed above.

2.2 Permanent emigration

2.2.1 Magnitude of permanent emigration to all countries

Figure 10 clearly shows that as a share of the total Canadian population, permanent immigration (from all countries) and emigration (to all countries) have both decreased in recent years, compared with earlier in the 20th century. Permanent emigration per annum represented more than 1% of the Canadian population early in the century. By the 1930s it had dropped to about 0.35% of the population, holding steady at this percentage through the 1960s. By the 1990s permanent emigration had fallen to 0.15% of the population.

The only data available on total emigration (including both permanent and temporary) from Canada to all countries is that derived from the Reverse Record Check of the 1991 and 1996 Censuses. These data indicate that annual total emigration from Canada represented 0.22% of the population between 1986 and 1991, increasing to 0.27% between 1991 to 1996. Despite the small increase in the first half of the 1990s, emigration over this period was the lowest in Canadian history, and total emigration was a smaller percentage of the population than permanent emigration has been historically.



tendances temporelles de ce phénomène, en raison des nombreuses difficultés discutées précédemment.

2.2 Émigration permanente

2.2.1 Importance de l'émigration permanente vers tous les pays

La figure 10 montre clairement que, en proportion de l'ensemble de la population canadienne, l'immigration permanente (en provenance de tous les pays) et l'émigration permanente (à destination de tous les pays) ont toutes deux diminué au cours des dernières années, comparativement aux décennies antérieures. L'émigration permanente annuelle représentait plus de 1 % de la population canadienne au début du XX° siècle. Dans les années 1930, elle a baissé pour atteindre environ 0,35 % de la population et est restée stable jusqu'aux années 1960. Pendant les années 1990, l'émigration permanente ne représentait plus que 0,15 % de la population.

Les seules données dont nous disposons sur l'émigration totale (permanente et temporaire) du Canada vers tous les autres pays proviennent de la contre-vérification des dossiers des recensements de 1991 et 1996. Selon ces chiffres, l'émigration annuelle totale du Canada représentait 0,22 % de la population entre 1986 et 1991 et a augmenté pour atteindre 0,27 % entre 1991 et 1996. Malgré la légère hausse relevée dans la première moitié des années 1990, l'émigration au cours de cette période a atteint le niveau le plus bas jamais observé dans l'histoire du Canada et, exprimée en pourcentage de la population, l'émigration totale a été inférieure à l'émigration permanente enregistrée par le passé.

2.2.2 Occupations of permanent emigrants to the United States

In this section we examine occupational data of permanent emigrants to the United States and immigrants from the United States.² Earlier data may be found in Boothby (1993). It is worth noting that occupational data are not available for either temporary emigrants to the United States or emigrants to countries other than the United States.

In 1996 and in 1997, total permanent emigration to the United States was equivalent to only 0.07% of the overall Canadian work force. Despite recent increases in knowledge-based occupations,

2.2.2 Profession des émigrants permanents vers les États-Unis

Dans la présente section, nous examinons les données sur les professions des émigrants permanents qui déménagent aux États-Unis et des immigrants qui viennent des États-Unis.² Des données antérieures sont présentées dans Boothby (1993). Il importe de noter que nous ne disposons pas de données sur les professions des émigrants temporaires vers les États-Unis ou des émigrants vers des pays autres que les États-Unis.

En 1996 et en 1997, l'émigration permanente totale vers les États-Unis ne représentait que 0,07 % de l'ensemble de la main-d'œuvre canadienne. Malgré les hausses récentes dans les professions axées sur le savoir, l'émigration

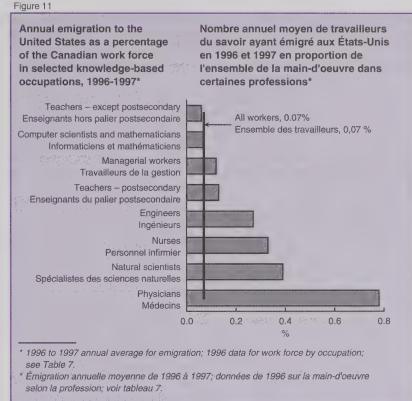
Étude spéciale

permanent emigration remains small relative to the stock of workers in Canada. Physicians, nurses, engineers and scientists had the highest levels of emigration relative to the stock; however, these levels were less than 1% annually(Figure 11).

In the bilateral permanent migration of knowledge workers between Canada and the United States during the 1990s, Canada's largest losses were in the health professions. followed by engineering and managerial occupations (Figure 12). During the 1990s, there was

a 19 to 1 ratio of physicians leaving versus entering Canada in the bilateral exchange with the United States, and similarly a 15 to 1 ratio of nurses, and 7 to 1 ratio of engineers and managerial workers.

Table 4 indicates an increasing trend in emigration in the 1990s among physicians and nurses. An average of about 150 physicians emigrated to the United States per year during the late 1980s, increasing to 450 per year in 1996 and 1997. Nurses leaving for the United States increased from 330 per year in the late 1980s, to about 750 in the early 1990s, and to 825 in 1996 and 1997. For remaining knowledge occupations, the general pattern was



(figure 12). Au cours des années 1990, on a enregistré un ratio de 19:1 pour ce qui est des médecins quittant le Canada pour les États-Unis et des médecins entrant au pays en provenance des États-Unis; on a relevé un ratio correspondant de 15:1 dans

> ingénieurs et aux gestionnaires.

permanente demeure

relativement faible par

rapport à l'effectif des

travailleurs du Canada.

Les médecins, le per-

sonnel infirmier, les

ingénieurs et les tra-

vailleurs scientifiques

affichent les taux

d'émigration les plus

élevés compte tenu

des effectifs; toutefois,

ces taux restent infé-

rieurs à 1 % par année

Dans le bilan canado-

américain de la migra-

tion permanente de

travailleurs du savoir

pendant les années

1990, les pertes les

subies par le Canada

ont été observées

dans les professions

de la santé, suivies

des professions en

génie et en gestion

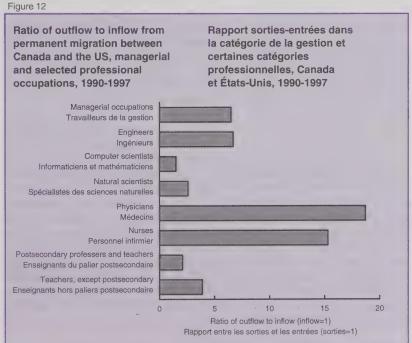
importantes

(figure 11).

plus

Le tableau 4 indique une tendance à la hausse au chapitre de l'émigration des médecins et du personnel infirmier au cours des années 1990. Le nombre annuel moyen de médecins avant émigré aux États-Unis est passé de 150 environ à la fin des années 1980 à 450 en 1996 et en 1997. Le nombre des infirmiers et des infirmières avant migré aux Etats-Unis est passé de 330 par année à la fin des années 1980, à environ 750 au début des années 1990 puis à

le cas du personnel infirmier et de 7:1 en ce qui a trait aux



Feature article

Étude spéciale

Table 4 Annual average permanent emigration from Canada to the United States, by occupation, 1986-1989, 1990-1995, and 1996-1997

Moyenne annuelle d'émigration permanente du Canada aux États-Unis selon les professions, 1986-1989, 1990-1995, et

Occupation	1000 1000	1990–1995	1996–1997	
Profession	1986–1989	1990-1990	1990-1997	
Physicians - Médecins	149	. 267	460	
Nurses – Personnel infirmier	331	756	825	
Teachers – postsecondary – Enseignants du palier postsecondaire	194	244	192	
Teachers – except postsecondary – Enseignants hors palier postsecondaire"	238	306	267	
Computer scientists – Informaticiens et mathématiciens	99	139	124	
Engineers - Ingénieurs	468	542	458	
Natural Scientists – Spécialistes des sciences naturelles	97	134	174	
Managerial workers – Travailleurs de la gestion	1,653	2,539	2,263	
All other occupations – Ensemble des autres professions	6,637	6,048	3,850	
All occupations – Ensemble des professions	9,397	10,973	8,610	

permanent emigration to increase from the late 1980s to the early 1990s, before decreasing somewhat in 1996 and 1997.

Relative to the supply of new graduates, the annual loss of physicians and nurses in recent years has been relatively large. Among physicians, the annual outflow was equivalent in magnitude to about one-quarter of the supply of new graduates, with about 450 leaving (1996-1997 average), compared with a 1995 graduating class of just over 1,700. Among nurses, the outflow was also equivalent to about a quarter of the new graduates, with losses of 800 compared with 3,000 graduates. The annual loss of engineers, computer scientists and natural scientists has been smaller relative to the new supply of university graduates in these fields. The annual average loss of engineers in 1996 and 1997 was equivalent to 4% of 1995 university graduates in engineering (12,300). The annual average loss of natural scientists in 1996 and 1997 was equivalent to 1% of 1995 university graduates in these disciplines (18,900).

The bilateral exchange of post-secondary faculty between Canada and the United States has been more balanced, although during the 1990s faculty emigrating to the United States outnumbered those moving to Canada by a 2 to 1 ratio. Additionally, data from the Association of Universities and Colleges of Canada (AUCC) indicate that among faculty who left their positions (other than for retirement) in 1996 and 1997, senior professors were more likely to leave Canada than to move within Canada (AUCC 1997). Among faculty leaving their position, 58% of senior professors 825 en 1996 et en 1997. Pour les autres professions du savoir, on observe une tendance générale d'augmentation de l'émigration permanente de la fin des années 1980 au début des années 1990, hausse suivie d'une certaine baisse en 1996 et en 1997.

Par rapport au nombre de nouveaux diplômés, la perte annuelle de médecins et de membres du personnel infirmier a été relativement importante ces dernières années. Chez les médecins, les flux annuels de sortie ont représenté environ le quart de l'effectif de nouveaux diplômés, le nombre de sortants s'étant fixé à quelque 450 personnes (moyenne de 1996-1997) comparativement à une promotion d'un peu plus de 1 700 diplômés en 1995. Dans le cas du personnel infirmier, les flux de sortie ont également représenté environ le quart des nouveaux diplômés (quelque 800 sortants comparativement à 3 000 diplômés). Chez les ingénieurs, les informaticiens et les spécialistes des sciences naturelles, les flux annuels de sortie enregistrés ont été moins marqués relativement aux effectifs de nouveaux diplômés universitaires dans ces domaines. Les pertes annuelles moyennes d'ingénieurs en 1996 et en 1997 correspondaient à 4 % de la promotion universitaire de 1995 en génie (soit 12 300 diplômés). Chez les spécialistes des sciences naturelles, ces pertes annuelles moyennes, en 1996 et en 1997, ont représenté 1% des nouveaux diplômés universitaires en 1995 dans ces disciplines (18 900).

Les échanges bilatéraux d'enseignants du niveau postsecondaire entre le Canada et les États-Unis ont été plus équilibrés, bien que, pendant les années 1990, deux fois plus d'enseignants aient migré du Canada aux États-Unis que des États-Unis au Canada. En outre, les données de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) indiquent que, parmi les enseignants qui ont quitté leur poste en 1996 et en 1997 (pour d'autres raisons que la retraite), les enseignants d'expérience sont plus susceptibles d'émigrer que d'accepter un autre poste au Canada (AUCC 1997). Chez les enseignants ayant quitté leur poste, 58 % des professeurs

Étude spéciale

left Canada, compared with 40% of mid-career and 47% of entry-level faculty.

2.3 Recent graduates who moved to the United States

Statistics Canada, in collaboration with Human Resources Development Canada, recently carried out a survey of 1995 graduates who moved to the United States. The findings of that survey can be found in South of the Border: Graduates from the Class of '95 Who Moved to the United States (Frank and Bélair 1999). The survey found that the overall percentage of 1995 post-secondary graduates living in the United States in 1997 remained small (1.5%). Graduates with more advanced degrees, however, were more likely to leave, with 12% of PhD graduates living in the United States in 1997. A disproportionately high percentage (44%) of movers ranked themselves in the top 10% of their graduating class. Movers were also somewhat more likely than non-movers to have received scholarships or other academic awards. The survey also found that movers to the United States had significantly higher salaries than did non-movers. A possible contributing factor might be the high proportion of the movers who rated themselves near the top of their classes.

The survey found that 18% of movers to the United States had moved back to Canada by 1999. The salaries of those back in Canada at the time of the survey in 1999 were similar to those remaining in the United States, evidence that those returning may be bringing back valuable work experience.

Among those who moved to the United States for work-related reasons, the most common reasons cited included greater availability of jobs and higher pay. A very small percentage of graduates explicitly mentioned lower taxes as one of the reasons for their move.

2.4 Emigration to the United States— A summary

Overall, emigration to the United States remains small by historical standards and small relative to the stock of workers in the Canadian labour force. However, emigrants are overrepresented among the prime working age groups, the well educated, and high-income earners. In the public sector, emigrant outflows are the greatest among people employed by hospitals, universities and other educational institutions and government. In the private sector, emigrant outflows are the greatest in high technology, finance and business services. When placed in the context of the

chevronnés ont émigré, comparativement à 40 % pour les enseignants à la mi-carrière et 47 % pour les enseignants aux premiers échelons.

2.3 Migration des diplômés récents vers les États-Unis

Statistique Canada, en collaboration avec Développement des ressources humaines Canada, a récemment réalisé une enquête auprès des diplômés de la promotion de 1995 qui ont émigré aux États-Unis. Les résultats de cette enquête figurent dans la publication Cap vers le sud: Les diplômés de la promotion de 1995 qui ont déménagé aux Etats-Unis (Frank et Bélair, 1999). Les données de l'enquête indiquent que le pourcentage global de diplômés de l'enseignement postsecondaire de 1995 qui résidaient aux États-Unis en 1997 reste peu élevé (1,5 %). Les diplômés détenant des grades de niveau supérieur, toutefois, sont plus susceptibles d'émigrer, 12 % des titulaires de doctorat résidant aux États-Unis en 1997. Les répondants s'étant déclarés dans le premier décile de leur promotion sont surreprésentés (44 %) parmi les sortants. On observe également une proportion légèrement plus élevée d'étudiants ayant obtenu des bourses et des prix d'études chez les émigrants que chez les autres diplômés. L'enquête révèle aussi que les émigrants en territoire américain touchent des salaires nettement supérieurs à ceux des non-migrants. Ces écarts salariaux pourraient être attribuables à la forte proportion d'émigrants qui se sont déclarés dans le peloton de tête quant au rendement scolaire.

Les résultats de l'enquête indiquent que 18 % des sortants vers les États-Unis étaient revenus au Canada en 1999. Le salaire des émigrants de retour au pays au moment de l'enquête, en 1999, correspondait à celui des émigrants restés aux États-Unis, ce qui laisse supposer que les migrants de retour rapportent peut-être une expérience professionnelle précieuse des États-Unis au Canada.

Parmi les motifs les plus fréquemment cités par les personnes ayant migré aux États-Unis à des fins professionnelles, notons des possibilités d'emploi plus nombreuses et des salaires plus élevés. Une très faible proportion des diplômés ont expressément évoqué le fardeau fiscal moins lourd comme motif d'émigration.

2.4 Émigration aux États-Unis: résumé

Dans l'ensemble, l'émigration aux États-Unis reste un phénomène de faible envergure si l'on en juge par les tendances antérieures et au regard de la main-d'œuvre canadienne. Il reste que les émigrants sont surreprésentés dans les groupes d'âge d'activité maximale, chez les personnes plus scolarisées et chez celles touchant un revenu élevé. Dans le secteur public, les sorties migratoires les plus fortes sont observées chez les employés des hôpitaux, des universités et d'autres établissements d'enseignement ainsi que dans l'administration publique. Dans le secteur privé, ce sont les secteurs de la haute technologie, des finances et

Feature article

Étude spéciale

bilateral exchange with the United States, Canada clearly suffers a net loss of highly educated workers.

Next month we complete this analysis by looking at the inflow of knowledge workers into Canada.

des services aux entreprises qui affichent les flux de sortie les plus importants. Dans le contexte des échanges canadoaméricains, le Canada subit manifestement une perte nette de travailleurs très scolarisés.

Nous complèterons cette analyse le mois prochain en examinant l'afflux de travailleurs du savoir au Canada.

BIBLIOGRAPHY

Association of Universities and Colleges of Canada (AUCC). 1997. Faculty Surveys. (Unpublished data).

Boothby, D. 1993. "Migratory flows by occupation between Canada, the United States, Australia and the United Kingdom." Report prepared for the Applied Research Branch, Strategic Policy, Human Resources Development Canada.

Citizenship and Immigration Canada. Various Years. Citizenship and Immigration Statistics. Ottawa: Citizenship and Immigration Canada.

Frank, Jeff and Éric Bélair. 1999. South of the Border: Graduates from the Class of '95 who Moved to the United States. Statistics Canada Catalogue no. 81-587-XPB. Human Resources Development Canada and Statistics Canada. Ottawa: Minister of Public Works and Government Services Canada.

Gingras, Yves, and Richard Roy. 1998."Is There a Skill Shortage in Canada?" Applied Research Branch. Research Paper No. R-98-9. Ottawa: Human Resources Development Canada.

Human Resources Development Canada (HRDC) and Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 1998. Literacy Skills for the Knowledge Society: Further Results of the International Adult Literacy Survey. Canada: Human Resources Development Canada and Minister of Industry. Paris: Organisation for Economic Co-operation and Development.

Lee, Frank and Handan Has (1996). "A Quantitative Assessment of High-Knowledge vs. Low-Knowledge Industries." In Peter Howitt (Ed.) The Implications of Knowledge-Based Growth For Micro-Economic Policies. Ottawa: Industry Canada Research Series.

Miller, Harris N. 1997. "The information technology worker shortage and vocational education." Testimony of Harris N. Miller, President of Information Technology Association of America (ITAA), before the U.S. Senate Committee on Labour and Human Resources. April 24.

BIBLIOGRAPHIE

Association des universités et collèges du Canada (AUCC). 1997. Enquêtes sur les enseignants. (Données non publiées).

Boothby, D. 1993. Courants migratoires par profession entre le Canada, les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni. Rapport présenté à la Direction générale de la recherche appliquée, Politique stratégique, Développement des ressources humaines Canada.

Citoyenneté et Immigration Canada. Statistiques sur la citoyenneté et l'immigration. Diverses années. Ottawa: Citoyenneté et Immigration Canada.

Frank, Jeff, et Éric Bélair. 1999. Cap vers le sud: Les diplômés de la promotion de 1995 qui ont déménagé aux États-Unis. Statistique Canada, publication n° 81-587-XPB au catalogue. Développement des ressources humaines Canada et Statistique Canada. Ottawa: Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Gingras, Yves, et Richard Roy. 1998. Y a-t-il une pénurie de main-d'œuvre qualifiée au Canada? Direction générale de la recherche appliquée. Rapport de recherche no R-98-9. Ottawa: Développement des ressources humaines Canada.

Développement des ressources humaines Canada (DRHC) et Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 1998. Littératie et société du savoir: nouveaux résultats de l'Enquête internationale sur les capacités de lecture et d'écriture des adultes. Canada: Développement des ressources humaines Canada et ministre de l'Industrie. Paris: Organisation de coopération et de développement économiques.

Lee, Frank, et Handan Has (1996). « Évaluation quantitative des industries à forte concentration de savoir par rapport aux industries à faible concentration de savoir », dans Peter Howitt, dir., La croissance fondée sur le savoir et son incidence sur les politiques microéconomiques. Ottawa: Document de recherche d'Industrie Canada.

Miller, Harris N. 1997. « The information technology worker shortage and vocational education ». Témoignage de Harris N. Miller, président de l'Information Technology Association of America (ITAA) devant le Senate Committee on Labour and Human Resources des États-Unis, 24 avril 1997.

Feature article

Étude spéciale

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 1998. Education at a Glance: OECD Indicators. Paris: Table G4.1, p. 345.

Parsons, N. 1996. "Shortage of Canadian software workers disturbing." Canadian Press Newswire. February 19.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 1998. Regards sur l'éducation: Les indicateurs de l'OCDE. Paris: Tableau G4.1, p. 345.

Parsons, N. 1996. « Shortage of Canadian software workers disturbing ». Canadian Press Newswire. 19 février 1996.

NOTES

- See original paper for more on these sources.
- The U.S. Immigration and Naturalization Service (INS) produces counts by occupation of permanent migrants whose last permanent residence was Canada. These data are produced annually for the United States fiscal year (October 1 to September 30), and are made available by the INS to Statistics Canada and to the public upon request. Demography Division at Statistics Canada produces historical data on Canadian immigration and emigration. The 1991 and 1996 Canadian Censuses are also used in this study. The censuses include variables on immigration status, year of immigration, educational attainment, occupation and income.

NOTES

- 1 Pour plus des détails, voir l'étude originale.
- Le U.S. Immigration and Naturalization Service (INS) dénombre, selon la profession, les migrants permanents dont le pays de dernière résidence permanente était le Canada. Ces données sont produites annuellement en fonction de l'exercice financier des États-Unis (soit du 1er octobre au 30 septembre) et sont communiquées par l'INS à Statistique Canada et aux personnes qui en font la demande. Pour sa part, la Division de la démographie de Statistique Canada produit des données chronologiques sur l'immigration au Canada et l'émigration à partir du Canada. Les données des recensements canadiens de 1991 et 1996 sont également exploitées dans le cadre de la présente étude. Ces recensements comportent des variables relatives au statut d'immigrant, à l'année d'immigration, au niveau de scolarité, à la profession et au revenu.



Canada

Labour Force Revue chronologique

Discover labour market trends in seconds

When you need a snapshot of the labour market

...when you need quick answers or in-depth analysis

...when you need to see historical movements

...when you need labour-related data for a presentation or report

...you'll find that the Labour Force Historical Review on CD-ROM is the perfect solution.

This easy-to-use CD-ROM, issued annually, provides:

Accurate, timely data...

🏶 actual and seasonally adjusted, monthly and annual data

1+1 (200) (200

- ...plus historical information...
- over 20 years of data (from 1976 to 1999)

...in a tremendously useful format!

- with thousands of cross-classified data series
- and the functionality for easy export of the data into any spreadsheet package for data manipulation

At the click of a mouse, access key variables, such as:

- street employment and unemployment levels and rates
- demographic characteristics including age, sex, educational attainment and family variables
- national, provincial, metropolitan areas and economic regions
- 🕏 industry, occupation, wages, union membership, job tenure
- workplace size and hours worked ...and much more.

Découvrez les tendances du marché du travail en quelques secondes

Que vous ayez besoin d'un instantané du marché du travail

... de réponses rapides ou d'analyses approfondies

- .. de séries chronologiques
- ... ou de données sur le marché du travail pour un exposé ou un compte rendu
- ... le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active est l'outil parfait.

Ce CD-ROM facile à utiliser, qui paraît chaque année, vous offre :

des données exactes et à jour...

- brutes et désaisonnalisées, mensuelles et annuelles
- ... et des renseignements chronologiques...
- portant sur plus de 20 ans de données (de 1976 à 1999)
- ... présentés dans un format des plus pratiques!
- avec des milliers de séries croisées
- les fonctionnalités permettant d'exporter facilement les données vers tout tableur à des fins de manipulation

Il suffit d'un clic de souris pour accéder à des variables clés :

- 🛊 les niveaux et les taux d'emploi et de chômage
- les caractéristiques démographiques, dont l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et les données familiales
- les données nationales, provinciales et relatives aux régions métropolitaines et économiques
- les données relatives aux branches d'activité, aux professions, aux salaires, à l'affiliation syndicale et à l'ancienneté d'emploi
- les données sur la taille du lieu de travail, le nombre d'heures de travail... et beaucoup plus.

For more detailed information on this CD-ROM, visit our Web site at http://www.statcan.ca/english/ads/71F0004XCB/index.htm

Pour plus de précisions sur ce CD-ROM, visitez notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/ads/ 71F0004XCB/index f.htm

Le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active (n° 71F0004XCB au catalogue) est offert à seulement 195 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Vous pouvez commander le CD-ROM par TÉLÉPHONE au 1 800 267-6677, par TÉLÉCOPIEUR au 1 877 287-4369 ou par la POSTE à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL à order@statean.ca ou en communiquant avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus proche au 1 800 263-1136.

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Giobalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR : Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- 1. Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation – A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- 1. Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

1. RRSP withdrawals revisited.

REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

1. Le point sur les retraits d'un REER.

2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

"Puis-je vous aider?" : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Épargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

April 2000

Year-end review.

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Avril 2000

Revue de fin d'année.

NFORMAN IS YOUR PASSPORT TO SUCCESS

- IT GIVES YOUR BUSINESS THE COMPETITIVE EDGE.
- IT MAKES YOUR SOCIAL PROGRAMS RELEVANT AND BENEFICIAL.
- IT KEEPS YOU ON TOP OF CURRENT ISSUES AND CONCERNS.

DEPEND ON THE MOST RELIABLE SOURCE

For developing business plans and market strategies, keeping abreast of social and economic trends or establishing an excellent information resource from which to draw, we've got your answer!

ADVISORY SERVICES

Our expert consultants are available to help you make the most of your Statistics Canada experience. We will:

- work with you to define your needs.
- √ sift through our vast resources and put together an information package designed to meet those needs.
- analyze and interpret your customized data packages.
- even conduct surveys tailored to your specialized requirements.

DRAW ON DUR EXPERTIBE

Contact the Reference Centre nearest you to find out how to get prepared for your journey into the future!

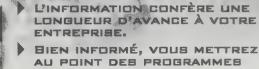
National toll-free enquiries line: 1 800 263-1136

National TTY line: 1 800 363-7629

E-Mail: infostats@statcan.ca

VOTRE PASSEPORT





BIEN INFORMÉ, VOUS METTREZ AU POINT DES PROGRAMMES SOCIAUX PERTINENTS ET PROFITABLES.

ET VOUS SEREZ À L'AVANT-GARDE DES QUESTIONS ET DES PROBLÈMES ACTUELS.

FIEZ-VOUS À LA SOURCE LA PLUS SÛRE

Ou'il s'agisse d'élaborer un plan d'entreprise ou des stratégies de marché, de rester au diapason des tendances sociales et économiques ou de vous doter d'une excellente ressource où puiser de l'information, nous avons la solution qu'il vous faut!



SERVICES CONSULTATIFS

Nos experts-conseils sont là pour vous aider à tirer le meilleur parti de votre relation avec Statistique Canada. Cela signifie que :

- ✓ nous travaillerons avec vous pour préciser vos besoins.
- nous passerons nos vastes ressources au crible afin de mettre au point une trousse d'information conçue pour répondre à ces besoins.
- nous analyserons et interpréterons vos séries de données personnalisées.
- Inous irons jusqu'à mener des sondages conçus pour répondre à vos besoins particuliers.



PROFITEZ DE NOS COMPÉTENCES

Communiquez avec le Centre de consultation le plus près de chez vous pour savoir comment vous préparer à votre voyage vers l'avenir!

Service de renseignements sans frais au Canada: 1800 263-1136

Numéro de l'ATME pour le Canada: 1 800 363-7629

Courriel: infostats@statcan.ca







cansim has made it possible for Canadian businesses to track trends in virtually every sector of Canadian social and economic life.



epuis plus de 30 ans CANSIM permet aux entreprises canadiennes de suivre de près les tendances dans presque tous les secteurs de la vie sociale et économique au Canada.

So, when YOU need accurate, precise and timely data from a source you can trust, look no further than *CANSIM* and its more than 700,000 time series—some extending back more than 50 years!

Available on CD-ROM and online through Statistics Canada and our licensed distributors, this multi-subject database provides a wide range of statistical information on labour, transportation, population, finance, international trade, manufacturing, prices and much more.

Using **CANSIM** is simple.



The CD-ROM offers you an UNLIMITED ACCESS to CANSIM's complete historical records. For the last time ever, the CD-ROM was produced in March 2000.



The **online version**, updated daily, allows you to pick and choose **THE LATEST TIME SERIES YOU WANT!**

Whether it's from the CD-ROM or the online version, getting the exact range of data you need takes only a few minutes—and you can download it to your preferred software application.

In a nutshell, this powerful database presents an organized universe of business, economic and social data that you can explore and mine for the information you need, exactly when you need it!



CD-ROM: \$1,995

In Canada, please add **either** GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10.



Online: \$3 per time series



The CD-ROM and the online version are also available through our licensed distributors. For details, check the listing at www.statcan.ca.

To order:

Phone 1 800 263-1136 and discuss your requirements with our knowledgeable account executives.

Access our Web site at www.statcan.ca.

Tomorrow's socio-economic decisions need CANSIM today!

Alors, si VOUS avez besoin de données exactes, précises et à jour provenant de source sûre, ne cherchez plus et consultez *CANSIM* et ses 700 000 séries chronologiques, certaines remontant à plus de 50 ans!

Disponible sur CD-ROM et en direct auprès de Statistique Canada et de ses distributeurs autorisés, cette base de données polyvalente fournit un vaste éventail de renseignements statistiques sur le travail, le transport, la population, la finance, le commerce international, la fabrication, les prix et plus encore.

L'utilisation de **CANSIM** est simple.



Le CD-ROM vous offre un ACCÈS ILLIMITÉ à tous les enregistrements chronologiques de CANSIM. L'édition de mars 2000 était la dernière à paraître.



La version en direct, mise à jour quotidiennement, vous permet de repérer et de choisir LA SÉRIE CHRONOLOGIQUE LA PLUS ACTUELLE!

Que vous utilisiez le CD-ROM ou la version en direct, vous obtiendrez en quelques minutes seulement la gamme exacte de données dont vous avez besoin, données que vous pouvez télécharger dans votre application logicielle préférée.

Grosso modo, cette base de données puissante présente un univers organisé de données commerciales, économiques et sociales que vous pouvez explorer et dont vous pouvez extraire les renseignements voulus, <u>au moment où vous en avez besoin!</u>



CD-ROM: 1 995 \$

Au Canada, veuillez ajouter soit la TVP et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$.



En direct: 3 \$ par série chronologique



Vous pouvez également vous procurer le CD-ROM et la version en direct auprès des distributeurs autorisés. Vous trouverez leurs coordonnées à l'adresse www.statcan.ca.

Pour commander:

Composez le 1 800 263-1136 et faites part de vos besoins à l'un de nos analystes-conseils chevronnés.

Visitez notre site Web à www.statcan.ca

Pour prendre des décisions éclairées en matière socioéconomique, consultez CANSIM dès maintenant!





Catalogue no. 11-010-XPB

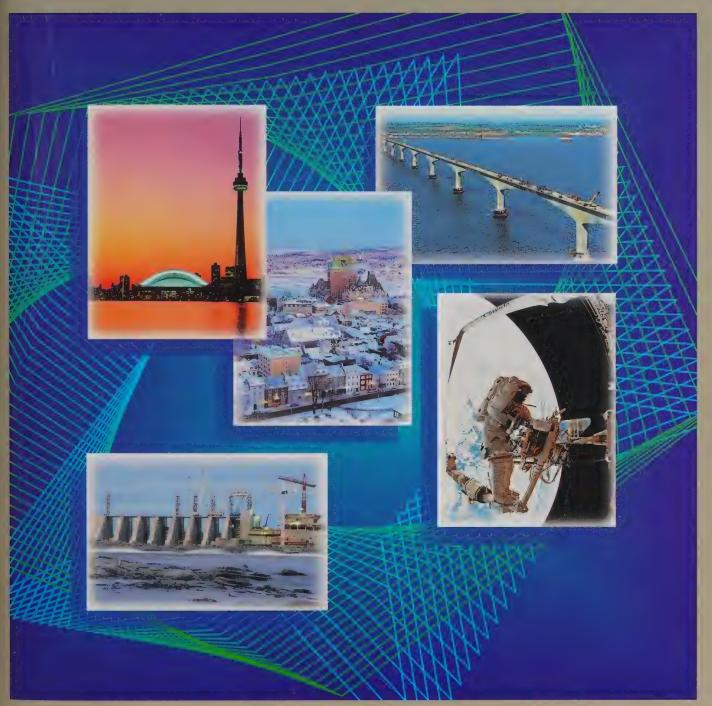
CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

Nº 11-010-XPB au catalogue

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

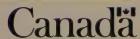
Part II: Brain drain and brain gain

Partie il : Exode et afflux de cerveaux





Statistics Canada Statistique Canada



Annuaire du Canada 1999

ok 1999

Coast to Coast!

Buide d'un océan à l'autre,

HE CANADIAN REFERENCE THAT ANSWERS YOUR QUESTIONS ABOUT CANADA, AND EVEN THOSE YOU **NEVER THOUGHT** TO ASK, IS NOW AVAILABLE AS A CAPTIVATING BOOK, AS A USER-FRIENDLY CD-ROM AND AS A PRACTICAL COMBINATION PACKAGE. CONVENIENT AT WORK, SCHOOL AND HOME. CANADA YEAR Воок 1999 вотн DISPLAYS AND ANALYZES THE COMPLEXITIES OF LIVING AND WORKING IN CANADA TODAY.

Time and time again, you will turn to Canada Year Book 1999 for penetrating articles, accurate statistics, clear tables, informative graphs and exquisite photographs spotlighting key trends and changes in our social, political and economic lives.

Choose Canada Year Book 1999 or Canada Year Book 1999 on CD-ROM as your reference companion. You can order the book (cat. no. 11-402-XPE99001) for \$59.95, the CD-ROM (cat. no. 11-402-XCB99001) for \$79.95. OR the Book/CD-ROM **Combination Package** (cat. no. 10-3005XKE99001) available at the special price of \$128.41.

In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10. To find out about shipping charges applicable to orders of multiple copies, please contact us.

To order, call toll-free 1 800 267-6677, fax toll-free 1 877 287-4369 or write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. You may also e-mail your order to: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

OUTIL DE RÉFÉRENCE CANADIEN QUI RÉPOND À TOUTES VOS QUESTIONS, MÊME À CELLES QUE VOUS N'AVEZ PAS ENCORE POSÉES, EST PRÉSENTÉ EN UN LIVRE CAPTIVANT. **UN CD-ROM** CONVIVIAL ET UN ENSEMBLE LIVRE ET CD-ROM PRATIQUE. UTILE AU TRAVAIL, À L'ÉCOLE ET À LA MAISON, L'ANNUAIRE DU CANADA 1999 DÉPEINT ET ANALYSE LES COMPLEXITÉS DE LA VIE ET DU TRAVAIL D'AUIOURD'HUI AU CANADA.

Vous consulterez l'Annuaire du Canada 1999 encore et encore pour obtenir des articles percutants, des statistiques précises, des tableaux clairs, des graphiques informatifs et des photographies exceptionnelles qui mettent en évidence les tendances et les changements importants survenus aux plans social, politique et économique.

Choisissez l'Annuaire du Canada 1999 ou l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM comme compagnon de référence. Vous pouvez commander le livre (nº 11-402-XPF99001 au catalogue) au prix de 59,95 \$, le CD-ROM (nº 11-402-XCB99001 au catalogue) au prix de 79,95 \$ ou l'ensemble livre et CD-ROM (nº 10-3005XKF99001 au catalogue) au prix réduit de 128,41 \$.

Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Pour connaître les frais de port applicables aux commandes de plusieurs exemplaires, veuillez communiquer avec nous.

Pour commander, téléphonez sans frais au 1800 267-6677, télécopiez sans frais au 1 877 287-4369 ou écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120. avenue Parkdale, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi faire parvenir votre commande par courriel à order@statcan.ca ou communiquer avec le Centre de consultation de Statistique Canada de votre région (la liste des centres figure dans la présente publication).



Visit our Web site: www.statcan.ca and try out a FREE DEMO of CYB99 on CD-ROM or download the FREE CYB99 Teacher's Kitl

Visitez notre site Web : www.statcan.ca et essayez notre DÉMONSTRATEUR GRATUIT de l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM ou téléchargez notre Trousse de l'enseignant pour L'Annuaire du Canada GRATUITEI

CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

June 2000

For more information on the CEO contact: Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca You can also visit our World Wide Web site:

You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Juin 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture, 24-K Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640 FAX: (613) 951-5403

Internet: oec@statcan.ca
Vous pouvez également visiter notre site sur le Web:
http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

June 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 6 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2000 N° 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n° 6 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications	
device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program	
inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services	
Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries	infostats@statcan.ca
Web site	www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$23.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States	CDN \$ 6.00	CDN \$72.00
Other countries	CDN \$ 10.00	CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

9	Phone (Canada and United States)	1 800 267-6677
	Fax (Canada and United States)	1 877 287-4369
	E-mail	order@statcan.ca
	Mail Statistics Canada	

Mail Statistics Canada
Dissemination Division
Circulation Management
120 Parkdale Avenue
Ottawa, Ontario K1A 0T6

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommu- nications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme	
des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des	
bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel info	ostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada:

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

•	Téléphone	e (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
•	Télécopie	ur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369
	Courriel		order@statcan.ca
•	Poste	Statistique Canada	

Poste Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

 En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

The economy posted continued stellar growth in the first quarter, led by business spending. Employment and auto and housing demand all sagged in April, although jobs rebounded to push the unemployment rate to a new low in May.

L'économie est demeurée vibrante au premier trimestre, entraînée par la demande des entreprises. Tant l'emploi que la demande d'automobiles et de logements se sont affaissés en avril, mais le marché du travail rebondissait en mai, entraînant le taux de chômage à un nouveau creux.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Interest rate hikes in Canada and the US; budget surplus in Ontario.

Hausses des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis; surplus budgétaire en Ontario.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"Brain drain and brain gain: Part II, The immigration of knowledge workers to Canada."

« Exode et afflux de cerveaux : Partie II, l'immigration des travailleurs du savoir à destination du Canada »

The second part of this paper looks at recent trends into immigration and the net impact on our population.

La deuxième partie de cet article examine les récentes tendances de l'immigration et son impact net sur notre population.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

Notes Notes

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on June 9, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy,

J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 9 juin 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy

Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984



Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary	Table	- Key	Indicators

Tableau sommaire - Indicateurs principaux

Year and month	pe	nployment, ercent lange	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois	va	nploi, riation en ourcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100031	J12001	P119500	l 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	5.37 4.31	138 150	0.9 1.7	2.88 4.10	3.47 3.82	6.93 11.90	9.25 7.67
1998	M J A S O N D	0.11 0.05 0.32 0.26 0.45 0.17 0.35 0.05	8.3 8.3 8.2 8.1 8.0 8.0	0.59 0.44 0.24 0.10 0.05 0.14 0.10	138 129 123 138 134 140 129 141	0.2 0.1 0.1 0.0 -0.1 0.4 0.1 -0.1	-0.05 -0.01 -0.30 0.92 0.09 0.36 0.46	-0.54 -1.25 1.09 -0.27 0.61 -0.70 1.06 -0.49	-0.75 -2.45 1.32 6.58 0.24 2.63 -0.26 -0.41	-0.55 -2.07 -1.34 6.51 0.84 3.34 -0.52 0.61
1999	J F M A M J J A S O N D	0.48 0.04 0.05 0.33 0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.43 0.52 0.62 0.61 0.47 0.33 0.19 0.37 0.42 0.32 0.32	144 145 151 145 145 152 145 147 153 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.30 0.55 0.12 0.35 0.29 0.43 0.55 0.52 0.31 0.12 0.73 0.40	1.74 0.70 0.23 -0.78 -0.15 0.79 1.24 0.80 -0.21 -1.02 0.64 1.70	2.01 -0.70 0.75 -0.24 1.14 1.76 2.70 3.50 -2.31 0.62 1.68 1.42	-2.66 1.06 0.11 0.26 0.53 0.87 0.59 2.59 0.63 1.81 -0.32 3.23
2000	J F M A	0.30 0.24 0.20 0.03 0.28	6.8 6.8 6.8 6.8	0.64 1.02 1.20 0.87	152 169 167 159 142	-0.2 0.4 0.4 -0.3	0.51 -0.32 0.68	1.00 -1.24 1.23	3.77 -3.07 4.51	-1.24 -0.72 3.71

Overview

The economy continued its stellar growth in the first quarter, led by business spending. A number of indicators point to a slowdown in GDP in April, including a stall in employment and a retreat in housing and auto demand. However, a rebound in employment in May pushed unemployment down again, signalling continued underlying strength in the economy.

Vue générale

Dans sa croissance, l'économie était encore aux nues au premier trimestre, surtout grâce aux dépenses des entreprises. Divers indicateurs laissent présager un ralentissement au niveau du PIB en avril, notamment un piétinement de l'emploi et un recul de la demande d'habitations et d'automobiles. Par contre, un redressement de l'emploi en mai a entraîné de nouveau le taux de chômage à la baisse et montré la constance de la vigueur foncière de l'économie.

Based on data available on June 9; all data references data references are in current dollars unless otherwise stated.

^{*} Basée sur les données disponibles le 9 juin; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

Conditions économiques actuelles

Business investment continued to be the driving force in first quarter GDP growth, up nearly 3%. Demand was led by the oilpatch and telecommunications equipment, which overtook vehicles and computers that had spearheaded growth last year. Firms were also able to rebuild inventories at the fastest

Components of

Final Domestic

Demand

rate since early 1998, after a prolonged period where stocks could not keep up with sales. These gains were fuelled by soaring corporate profits: retained earnings were running nearly twice as high as a yearago, reflecting both higher earnings and lower dividend payments.

index Q1 1993=100 Indice, T1 1993=100 200 I **Business** investment 180 Investissement des entreprises 160 Personal expenditure 140 Dépenses de consommation 120 100 Government expenditure 80 Dépenses publiques 60 1998 1996 1997 1999 2000

finale

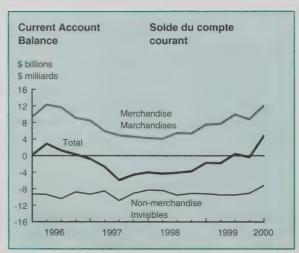
Composantes de la

demande intérieure

The personal sector also prospered in the first quarter. Spending posted a solid increase, as the first drop in auto

sales in over a year was offset by the strength in housing-related items. Real incomes continued to strengthen for a number of reasons: labour income posted its best four quarters of growth in over a decade as employment accelerated, while inflation remained modest as declining prices for durable and semi-durables (partly due to lower import prices) offset the jump in energy costs. As well, the reserve of savings was revised up to over 3%, largely due to a change in the conceptual treatment of non-trusteed pension plans (the government sector showed a corresponding drop, although its combined surplus remained substantial at \$35 billion on a national accounts basis).

The current account trade balance swung sharply from a small deficit in the fourth quarter to a \$4.8 billion surplus in the first. A widespread upturn in goods accompanied lower deficits for travel and investment income. The \$3.3 billion increase in the goods surplus was the largest ever and reflected continued strong export demand from the US and rising prices, especially for energy. Import growth was restrained by the slack



Les investissements des entreprises sont demeurés le moteur d'une progression de près de 3 % du PIB au premier trimestre. La demande a été dominée par le secteur pétrolier et l'industrie du matériel de télécommunication, qui ont devancé les industries des véhicules et des ordinateurs, chefs de file de la croissance du PIB l'an dernier. Les entreprises

ont aussi pu reconstituer leurs stocks au rythme le plus rapide qui ait été observé depuis les premiers mois de 1998 après une longue période où ces mêmes stocks n'aient pu suivre le mouvement des ventes. Ces gains ont été soutenus par des bénéfices des sociétés en plein essor : les bénéfices non répartis étaient de près du double de leur valeur d'il y a un an, à cause tant d'une hausse des bénéfices mêmes que d'une baisse des paiements de dividendes.

Le secteur des particuliers a également prospéré au premier trimestre. Les dépenses personnelles ont ferme-

ment monté, une première baisse des ventes d'automobiles en plus d'un an ayant été compensée par la vigueur des dépenses liées à l'habitation. Les revenus réels se sont encore affermis pour un certain nombre de raisons : le revenu du travail a connu ses quatre meilleurs trimestres de croissance en plus d'une décennie à la faveur d'une progression accélérée de l'emploi, alors que l'inflation gardait des proportions modestes avec des prix des biens durables et semidurables en décroissance (en partie à cause d'une diminution des prix à l'importation) et, en contrepoids, un bond du prix de l'énergie. Ajoutons que, après une révision à la hausse, l'épargne s'est établie à plus de 3 %, en grande partie à la suite d'un changement de traitement conceptuel des régimes de retraite hors fiducie (les administrations publiques ont accusé une baisse correspondante bien que leurs excédents

combinés demeurent appréciables à 35 milliards sur la base de la comptabilité nationale).

La balance commerciale du compte courant est passée d'un coup d'un petit déficit au quatrième trimestre à un excédent de 4,8 milliards de dollars au premier trimestre de l'année. Un redressement étalé dans le cas des biens s'est accompagné d'une diminution des déficits aux comptes des voyages et du revenu de placements. La montée de 3,3 milliards de dollars de l'excédent du compte des biens est la plus ample jamais observée et

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

automotive sales in Canada. The travel deficit equalled the first quarter of 1999 for the lowest since 1986, as Canadians trimmed their spending abroad, while the low dollar continued to attract more overnight visitors to Canada.

Labour Markets

Employment growth picked up to 0.3% in May, after a stall in April snapped a string of seven straight increases. Virtually all of the growth was concentrated in full-time positions. With labour force growth of only 0.1%, the unemployment rate fell from 6.8% in each of the pervious four months to 6.6% in May, its lowest on record stretching back to 1976.

Both goods and services posted similar growth in jobs. The primary sector expanded rapidly for the second month in a row, reflecting growing confidence that commodity prices will remain at profitable levels. Manufacturing rose steadily, although well below the gains posted last year.

Construction has eased in recent months, following the levelling off of housing starts and building permits. Services were supported by business spending and trade, while the public sector contracted sharply.

British Columbia and Alberta led job growth, reaping the most from the gains in the non-farm resource sector, along with Quebec. These three provinces also accounted for most of the drop in unemployment. Growth in Ontario was slowed by the softening in manufacturing activity and cuts in construction and public services; at 2.7%, its year-over-year growth was below the Canada average for the first time in four years.

Leading Index

The growth of the leading indicator slowed from 1.2% in March to 0.9% in April, as household demand lost some of the vigour it had at the start of the year and as financial markets slowed. Four of the ten components retreated, the most since September 1998, compared with none in March.

The housing index was unable to sustain the growth made in February and March, as both housing starts and existing home sales turned down in April. The high level of housing demand, however, continues to fuel gains for furniture and appliances. Meanwhile,

s'explique par la constante fermeté de la demande américaine à l'exportation et par l'augmentation des prix, notamment celui de l'énergie. À l'importation, la croissance a été contenue par des ventes paresseuses d'automobiles au Canada. Le premier trimestre de l'année a égalé le premier trimestre de 1999 pour le déficit de voyages le plus bas depuis 1986. Les Canadiens ont en effet réduit leurs dépenses à l'étranger et la faiblesse du dollar a continué à attirer davantage de visiteurs pour plus d'une journée au Canada.

Marché du travail

La croissance de l'emploi s'est accélérée à 0,3 % en mai après avoir fait du sur-place en avril ayant mis fin à sept gains consécutifs. Presque toute cette croissance était concentrée dans l'emploi à plein temps. Comme la population active a crû de 0,1 % seulement, le taux mensuel de chômage est tombé de son niveau de 6,8 % des quatre derniers mois à 6,6 % en mai, atteignant son niveau le plus bas enregistré depuis 1976.

Le taux de croissance de l'emploi a été le même dans les biens et les services. L'industrie primaire a vu l'emploi rapidement progresser un deuxième mois de suite, car les gens étaient de plus en plus confiants que les cours des produits de base demeureraient à des niveaux de rentabilité. L'emploi était aussi en constante progression dans le secteur de la fabrication, quoique le cédant nettement à son mouvement ascendant de la dernière année.

La construction s'est affaiblie ces derniers mois à la suite d'un plafonnement des mises en chantier et des permis de construire. Le secteur tertiaire a été soutenu par les dépenses des entreprises et le commerce, alors que le secteur public voyait l'emploi se contracter vivement.

La Colombie-Britannique et l'Alberta ont dominé au tableau de la croissance de l'emploi, tirant le meilleur parti de la progression de l'industrie primaire hors agriculture. Elles étaient accompagnées du Québec à cet égard. Ces trois provinces rendent aussi compte du gros de la diminution du chômage. En Ontario, la croissance de l'emploi a été ralentie par un affaiblissement de l'activité manufacturière et des compressions dans la construction et les services publics. Avec une valeur de 2,7 %, le taux ontarien de croissance de l'emploi d'une année à l'autre a été inférieur à la moyenne canadienne pour la première fois en quatre ans.

Indice Composite

La croissance de l'indicateur avancé ralentit de 1,2% en mars à 0,9% en avril alors que la demande des ménages a perdu un peu de la vigueur qu'elle avait enregistrée au début de l'année et que les marchés financier se sont essoufflés. Pour voir le même nombre de composantes en baisse, soit quatre sur dix, il faut retourner à septembre 1998, alors qu'aucune n'était à valeur négative en mars.

L'indice du logement n'a pu maintenir ses hausses de février et de mars alors que les mises en chantier et les ventes de maisons existantes ont reculé en avril. Le niveau élevé de la demande de logements a cependant continué d'alimenter les ventes de meubles et d'articles ménagers. Les ventes de

Conditions économiques actuelles

durable good sales posted their first decrease in a year and a half. The growth of demand for personal services has leveled off, to judge by employment in these industries.

The stock market faltered, after the financial market components had driven much of the acceleration in the overall composite index since last October; without them, growth would have been reined into an average of 0.5% since last October and returned to 0.4% in April.

The trend of new orders for durable goods turned down for the first time in seven months. A drop in shipments and an increase in inventories pushed down their ratio for the first time in several months. The optimism of manufacturers, however, was reflected in another large gain in the average workweek. The outlook was especially bright for exports, as the US leading index continued to plow ahead steadily.

Output

Aggregate output in March recovered 0.7% in volume, more than making up for a 0.3% setback the month before. Growth originated equally in goods and services: for services, this represented an exceptional increase, but for goods it meant a less-than-complete rebound from February's decline, notably for autos.

Apart from autos, output recovered fully in most resource industries and grew steadily for investment-related ones. The upsurge in resources was most evident in forestry, paper and primary metals. Robust investment demand continued to propel non-residential building upward, while outlays for machinery and equipment advanced steadily. As well, drilling in the oilpatch accelerated, as confidence grew with each passing month that energy prices would remain at profitable levels.

Services matched the 0.7% advance posted by goods, matching their best month in the past year. This reflected steady gains in sectors such as communications and business and financial services coupled with a rebound in industries where demand faltered in February, notably trade and transport. Of note was the growth in financial services, fuelled by trading in stocks when prices hit record highs in March. Sluggish computer sales limited the rebound in wholesale sales, which posted their first negative quarter in two years. Computer services recorded their first monthly decrease in three years, partly due to the expiry of Y2K contracts.

biens durables ont enregistré, quant à elles, leur première baisse en un an et demi. La croissance de la demande de services personnels semble plafonner, selon l'emploi dans cette industrie.

L'indice boursier trébuche après que les marchés financiers aient entraîné une grande partie de l'accélération de l'indice d'ensemble depuis octobre. Sans eux, sa croissance aurait varié autour de 0,5% durant cette période et serait à 0,4% en avril.

La tendance des nouvelles commandes de biens durables s'est renversée et affiche une première baisse en sept mois. Le recul des livraisons et la hausse des stocks qui a suivi a entraîné aussi une première baisse de leur ratio en plusieurs mois. L'optimisme des fabricants, cependant, se traduit dans la forte croissance continue de la durée hebdomadaire moyenne. Entre autres, les perspectives des exportations demeurent particulièrement encourageantes selon la croissance soutenue de l'indicateur américain.

Production

En mars, la production globale a regagné 0,7 % en volume, ce qui a fait plus que compenser un recul de 0,3 % le mois précédent. On doit cette progression aux biens et aux services à parts égales. Pour les services, c'était là une augmentation exceptionnelle mais, pour les biens, il s'agissait d'un redressement incomplet depuis la baisse de février, notamment dans le cas de l'industrie de l'automobile.

Cette dernière mise à part, la production s'est entièrement rétablie dans la plupart des industries de ressources et a fermement progressé dans celles liées à l'investissement. Sa montée dans les premières était des plus évidentes dans les secteurs des forêts, du papier et des métaux de première transformation. Par ailleurs, une forte demande d'investissement a encore propulsé la construction non résidentielle, tandis que les dépenses en machines et en matériel augmentaient vigoureusement. Ajoutons que, dans le secteur pétrolier, les forages se sont accélérés grâce à l'assurance de plus en plus acquise par les gens que, de mois en mois, les cours énergétiques resteraient à des niveaux de rentabilité.

Les services ont égalé le gain de 0,7 % des biens, reproduisant ainsi leur meilleur mois de la dernière année, et ce, grâce à une ferme progression dans des secteurs comme ceux des communications, des services aux entreprises et des services financiers, et à une reprise dans des secteurs comme ceux du commerce et des transports, où la demande avait eu des ratés en février. Comme fait digne de mention, évoquons la croissance de la production dans les services financiers, mouvement soutenu par les opérations en bourse où les cours des actions ont atteint des niveaux records en mars. Le peu de fermeté des ventes d'ordinateurs a restreint la reprise des ventes de gros, qui ont connu leur premier trimestre négatif en deux ans. Les services informatiques ont accusé leur première baisse mensuelle en trois ans, en partie parce que les contrats de préparation à l'an 2000 ont pris fin.

Household demand

Household spending continued to be choppy early this year. Both retail and house sales rebounded in March, but autos and housing both suffered setbacks in April. Overall, the housing market has strengthened so far this year, while auto demand has fallen in three of four months.

Retail sales volume rebounded by 1.3% in March, retracing all of February's decline. Overall, first quarter sales were up nearly 2%, after levelling off in the previous quarter. Auto sales were the driving force behind the March increase, posting their first gain of the year. However, auto sales subsequently resumed their retreat in April, reducing the year-over-year increase to 2.3% (versus a high of 23% just last December), as losses for trucks outweighed gains for cars.

Elsewhere, the strength of the housing market in the first quarter kept demand for furniture and appliances on a boil, while clothing retailers also completed a solid first quarter. Consumption of nondurable goods was dampened by a hike in prices, especially for gasoline.

Housing starts continued to oscillate around an upward trend so far this year, easing 5% in April. All of the drop originated in ground-breaking on single-family homes, which retreated 12% after a 28% surge the month before. Overall, starts of singles so far this year are running 17% ahead of last year's pace. Meanwhile, construction of multiple units only partly rebounded from a 29% plunge in March.

House sales gave consistent signals of how demand was faring in April. Existing home sales fell to their lowest level of the year, with declines across the country. New home sales dropped even faster to their lowest level in over a year, after hitting a 2-year high in March. However, vacancy rates and housing prices were unaffected by the sudden retreat. This was particularly true for prices in the Ottawa market, where demand so far this year is running 20% ahead of last year, leading to the fastest increase in developers' prices in the nation.

Merchandise trade

Exports rebounded by 4.5% to more than recoup February's dip. Even though imports posted their first gain of the year, rising 3.7%, the merchandise trade balance almost broke its record of just over \$4 billion. Overall, a record increase in the surplus in goods was the main factor in swinging the current account from a

Demande des ménages

Les dépenses des ménages sont demeurées irrégulières pendant les premiers mois de l'année. Les ventes au détail et les ventes d'habitations ont rebondi en mars, mais le secteur clé de l'automobile et celui de l'habitation ont essuyé chacun des revers en avril. Dans l'ensemble, le marché de l'habitation s'est affermi jusqu'ici cette année, alors que la demande d'automobiles diminuait trois mois sur quatre.

En mars, les ventes au détail se sont redressées de 1,3 % en volume, effaçant toute leur baisse de février. Dans l'ensemble, les ventes étaient en hausse de près de 2 % au premier trimestre après avoir plafonné le trimestre précédent. Les ventes d'automobiles ont constitué le grand facteur de progression en mars avec leur premier gain de l'année. Toutefois, elles devaient réévoluer en baisse en avril, ramenant ainsi leur taux de croissance d'une année à l'autre à 2,3 % (comparativement à un sommet de 23 % juste en décembre dernier). Les pertes dans le cas des camions l'ont emporté sur les gains dans le cas des voitures.

Par ailleurs, la vigueur du marché de l'habitation au premier trimestre a entretenu l'effervescence de la demande de meubles et d'appareils électroménagers. Les détaillants en vêtements ont aussi connu un solide premier trimestre. La consommation de biens non durables s'est trouvée amortie par une hausse des prix, et plus particulièrement de celui de l'essence.

Jusqu'ici cette année, les mises en chantier ont oscillé autour d'un axe tendanciel de progression, s'affaiblissant de 5 % en avril. Tout ce recul est imputable aux mises en chantier de logements unifamiliaux, lesquelles se sont repliées de 12 % après avoir fait un bond de 28 % le mois précédent. Dans l'ensemble, le rythme de ces mises en chantier excède depuis le début de l'année leur taux de progression de 17 % de l'an dernier. Pour sa part, la construction de logements multifamiliaux ne se remettait qu'en partie d'une dégringolade de 29 % en mars.

Les ventes d'habitations ont montré des signes convergents de l'évolution de la demande en avril. Les ventes de maisons existantes sont tombées à leur plus bas niveau de l'année avec des baisses partout au pays. Les ventes d'habitations neuves ont reculé plus vite encore pour se situer à leur point le plus bas en plus d'un an après avoir culminé en mars à leur valeur la plus élevée en deux ans. Il reste que les taux d'inoccupation et les prix des habitations n'ont pas été touchés par ce soudain recul. Cette constatation vaut particulièrement pour les prix sur le marché d'Ottawa où, jusqu'ici cette année, la demande est supérieure de 20 % à sa valeur de l'an dernier, ce qui a mené à la montée la plus rapide des prix des promoteurs immobiliers au pays.

Commerce de marchandises

Les exportations se sont redressées de 4,5 %, ce qui a fait plus que compenser leur fléchissement en février. Bien que les importations aient présenté leur premier gain de l'année (3,7 %), le solde du commerce de marchandises a presque battu son record d'un peu plus de 4 milliards de dollars. Dans l'ensemble, une augmentation inégalée

Conditions économiques actuelles

small deficit late in 1999 to a \$4.8 billion surplus in the first quarter.

Manufactured goods led the turnaround in exports, after triggering the loss in February. Machinery and equipment led the way, surging 7% in the month and over 20% in the past year, propelled by aircraft and electronic products. Autos posted a similar monthly increase, but after a 14% drop the month before they were running only 2% ahead of last year's pace.

Natural resources showed slow, steady gains so far this year, helped by rising prices. Industrial goods have been the most steadfast, up for the sixth straight month on the strength of metals. Soaring prices continued to inflate earnings from energy products, while newsprint demand papered the way for growth in forestry products. Food exports rose significantly for the first time since last year's harvest, led by an upturn in wheat prices after five consecutive declines.

Import growth was more subdued than exports largely because of the auto sector. While parts imports rose to supply increased domestic assemblies, car and truck imports sagged after sales slowed early this year. Businesses in Canada displayed the same voracious appetite for machinery and equipment as our trading partners, notably for computers. Elsewhere, our bill for energy imports was twice as large as last March, as oil prices continued to soar.

Prices

Temporary relief from rising oil prices helped to lower costs for both consumers and manufacturers in April. Consumer and commodity prices fell for the first time in over a year, while manufacturing prices were capped for the first time in 14 months. Most other industry and commodity prices continued to increase, however, while energy prices turned back up in May.

The seasonally unadjusted consumer price index fell by 0.4% between March and April, triggered by a 6% fall in gasoline prices and 8% for home heating. It was the first significant drop in the monthly CPI since 1998. The strength of the housing market did not stand in the way of discounts for furniture and appliances. Also putting downward pressure on prices were clearance sales for winter clothing, and rebates offered by auto firms in an attempt to revive sales.

l'excédent du compte des biens explique principalement le passage du compte courant d'un modeste déficit pendant les derniers mois de 1999 à un excédent de 4,8 milliards de dollars au premier trimestre.

À l'exportation, les produits manufacturés ont mené cette reprise après avoir déclenché le mouvement de recul en février. Les machines et le matériel ont ouvert la marche, bondissant de 7 % dans le mois et de plus de 20 % depuis un an, surtout grâce aux aéronefs et aux produits électroniques. Les automobiles ont offert un même gain mensuel, mais ayant régressé de 14 % le mois précédent, elles ne coiffaient que de 2 % leur taux d'accroissement de l'an dernier.

Depuis le début de l'année, les ressources naturelles ont été en progression lente mais soutenue, favorisées en cela par la montée des prix. Les biens industriels ont été les plus constants. Ils se trouvaient en effet en hausse un sixième mois de suite grâce à la vigueur des métaux. La montée en flèche des prix a continué à gonfler les revenus tirés des produits énergétiques, tandis que la demande de papier journal frayait la voie à une croissance des produits forestiers. À l'exportation, les aliments ont largement progressé pour la première fois depuis la récolte de l'an dernier, ce que l'on doit surtout à une reprise des cours du blé après cinq diminutions consécutives.

La croissance a été plus discrète à l'importation qu'à l'exportation, en grande partie à cause du secteur de l'automobile. Si on a importé plus de pièces pour alimenter l'activité croissante des chaînes de montage canadiennes, les importations de voitures et de camions se sont affaissées après un ralentissement des ventes les premiers mois de l'année. Au Canada, les entreprises ont manifesté le même bel appétit pour les machines et le matériel que nos partenaires commerciaux, notamment dans le secteur de l'informatique. Ailleurs, la facture des importations d'énergie était le double de celle de mars dernier, car les cours pétroliers sont demeurés en plein essor.

Prix

Une pause dans la montée des cours pétroliers a contribué à abaisser les prix tant à la consommation qu'à la fábrication en avril. Les prix des biens de consommation et des produits de base ont décru pour la première fois en plus d'un an et les prix des biens de fabrication ont été devancés pour la première fois en 14 mois. Pour la plupart, le reste des prix industriels et des cours des produits de base ont cependant continué à augmenter, alors que le prix de l'énergie réévoluait en hausse en mai.

L'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation est descendu de 0,4 % de mars à avril à cause d'une baisse de 6 % du prix de l'essence et de 8 % du chauffage domestique. C'est le premier recul appréciable que marque l'IPC mensuel depuis 1998. La vigueur du marché de l'habitation n'a pas empêché les remises sur les prix des meubles et des appareils électroménagers. Comme autres pressions à la baisse sur les prix, il y a eu les soldes de vêtements d'hiver et les prix réduits pratiqués par les concessionnaires automobiles dans un effort de revitalisation des ventes.

The principal offset to these declines came from red meat prices, which rose 6% from last year as cattle and hog prices soared on commodity markets. Owning a home continued to cost more as both house prices and mortgage rates advanced steadily.

Commodity prices fell significantly in April for the first time since February 1999. However, all of the 6% drop originated in lower oil prices, which subsequently rebounded from a low of \$25 a barrel (US) in April to \$30 by the end of May.

Excluding oil, raw materials costs were up 0.5% in the month. Meat prices led the way on strong demand, as cattle fetched record high returns while hog prices jumped another 13% and were over three times higher than the low touched in 1998. Sugar and coffee prices also turned up in April and May as Latin American producers apparently trimmed output. Metals fell for a second month in a row, as concerns eased about supply disruptions.

The first drop in gasoline prices in over a year also held industrial prices in check for the first time after 13 months of uninterrupted increases. Excluding oil, prices rose by 0.4%, as 14 out of 21 industries raised prices. Meat, pulp and paper and autos accounted for the bulk of this increase with hikes of 1% or more, partly because of a lower Canada/US exchange rate.

Financial markets

Interest rates rose across the spectrum, ranging

from half a percentage point for short-term rates to progressively smaller hikes as the term structure lengthened. Meanwhile, the Canadian dollar continued to drift slowly down in value, from near 69 cents (US) at the start of the year to 67 cents in May.

The stock market retreated in May, matching its 1% loss in April. These were the first back-to-back losses in the TSE since last September. The largest setbacks were again in the high-tech components of industrial products, while consumer stocks dipped for a third straight month. Conversely, resource stocks soared for the third month in a

À ces baisses a fait principalement contrepoids le prix de la viande rouge, qui a augmenté de 6 % depuis l'an dernier par suite de la montée en flèche des prix des bovins et des porcins sur le marché des produits de base. Il y a eu renchérissement de la propriété d'une habitation en raison d'une constante progression des prix des maisons et des taux hypothécaires.

En avril, les cours des produits de base ont nettement diminué pour la première fois depuis février 1999, mais tout le recul de 6 % est attribuable à la décroissance des cours pétroliers, lesquels ont par la suite remonté, passant d'un minimum de 25 dollars américains le baril en avril à un niveau de 30 \$ à la fin de mai.

Les hydrocarbures mis à part, les matières premières ont vu leurs prix s'accroître de 0,5 % dans le mois. Le prix de la viande a dominé, porté par la fermeté de la demande. Dans le cas des bovins, on a observé des prix records et, dans celui des porcins, un nouveau bond de 13 % qui a fixé le prix des porcs à un niveau de plus de trois fois supérieur à son minimum de 1998. Les prix du sucre et du café ont également remonté en avril et en mai, les producteurs latino-américains ayant apparemment réduit leur production. Les métaux étaient en baisse un deuxième mois de suite, car on s'inquiétait moins d'un dérèglement de l'offre.

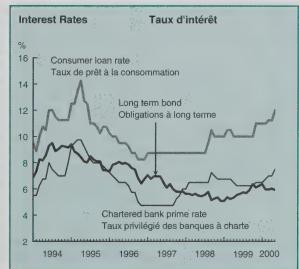
Une première diminution du prix de l'essence en plus d'un an a contenu les prix dans l'industrie pour la première fois après 13 gains mensuels consécutifs. Abstraction faite des cours pétroliers, les prix ont monté de 0,4 %, car 14 industries sur 21 ont majoré leurs prix. La viande, les pâtes et papiers et les automobiles sont responsables du gros de ce renchérissement avec des hausses de 1 % et plus, en partie à cause d'une diminution du taux de change canado-américain.

Marchés financiers

Les taux d'intérêt se sont tous élevés : les taux à court

terme ont augmenté d'un demipoint et les taux à plus long terme ont subi des majorations qui décroissaient à mesure que s'éloignaient les échéances. Pendant ce temps, le dollar canadien continuait à perdre lentement de sa valeur, passant de près de 69 cents américains en début d'année à 67 en mai.

Ce même mois, les bourses se sont repliées, égalant leur perte de 1 % en avril. À la bourse de Toronto, il s'agissait de deux reculs coup sur coup depuis septembre dernier. Les baisses les plus importantes ont été relevées dans la tranche « haute technologie » des valeurs indus-



Conditions économiques actuelles

row, with a cumulative gain of almost one-third as rising prices buoyed energy issues.

Household credit demand moderated in March, led by consumer credit after a slow start to the year for auto sales. Demand for money remained strong in April, however, with M1 up 3% for the third consecutive month. The broader measures lagged behind, showing no sign of a shift into interest-bearing accounts, while the inflow of money into mutual funds in April was undeterred by the slump in the stock market. Similarly, it was too early to tell if the dip in markets had affected corporate fund-raising from stock and bond issues, which was steady at just under \$2 billion in April as it has been since the turn of the year.

Regional economies

After a one-month dip, manufacturing in Quebec in March resumed its long string of accelerating gains. The latest increase reflects both the recovery of consumer demand, which had been accelerating rapidly from the fall of 1999 until the February setback, and the re-opening of the Boisbriand automobile plant after its temporary closure. Throughout this period, investment demand remained a source of strength. After the Prairies, Quebec recorded the largest first-quarter increase in building permits, extending the growth dominated last year by the construction of the Alcan aluminum smelter.

In Western Canada, the trends observed since last summer remained steady, as the Prairies continued to improve while British Columbia remained lacklustre. In Alberta, oil and gas exports continued to soar, up 80% in March from last year, continuing to pull manufacturing shipments and investment along in their wake. Oil and gas account for more than half of its exports, and in 1998 Alberta's exports constituted 56% of its GDP (compared to 41% for Canada as a whole). British Columbia's economy continued to lag behind most of the country, and owed much of the improvement in its jobless rate in the past year to a drop in the labour force. One by-product of this slack is that the inflation rate in BC was one of the lowest in Canada at 1.3% in May.

In Ontario, growth shifted from housing construction to manufacturing, partly because of strikes slowing the transportation of cement. Contrary to what happened in February, most manufacturing industries (18 out of 19) registered a gain in March, boosted by milder weather and exports to a U.S. economy that remained strong at least into March.

trielles. Les actions liées à la consommation ont fléchi un troisième mois de suite. En revanche, les actions liées aux ressources naturelles ont monté en flèche un troisième mois d'affilée. C'est là une progression presque du tiers en valeur cumulative, le renchérissement de l'énergie ayant soutenu les cours énergétiques en bourse.

La demande de crédit des ménages s'est modérée en mars. Le mouvement a été dominé par le crédit à la consommation, les ventes d'automobiles ayant eu un lent démarrage au début de l'année. La demande d'argent est restée ferme en avril cependant et le M1 était en hausse de 3 % un troisième mois de suite. Les mesures plus larges ont été à la traîne, ne révélant aucun mouvement vers les comptes producteurs d'intérêt. Les entrées de capitaux dans les fonds communs de placement en avril n'ont pas été freinées par l'affaissement des bourses. Dans le même ordre d'idées, il était trop tôt pour dire si ce fléchissement avait influé sur les émissions d'actions et d'obligations des sociétés, lesquelles étaient fixées à un peu moins de 2 milliards de dollars en avril comme depuis le début de l'année.

Économie régionale

Après un recul d'un mois, la fabrication au Québec renoue en mars avec sa longue suite d'augmentations croissantes. La hausse traduit la reprise de la demande de consommation, laquelle avait connu une bonne accélération depuis l'automne 1999 jusqu'à la baisse de février, et la réouverture de l'usine automobile de Boisbriand après sa fermeture temporaire. Pendant ce temps, la demande d'investissement est demeurée une source de vigueur. Après les Prairies, c'est au Québec où les permis ont le plus augmenté au premier trimestre, un développement qui prolonge la croissance dominée l'an dernier par la construction de l'aluminerie d'Alcan.

Dans l'Ouest du pays, les tendances n'ont pas changé et demeurent les mêmes depuis l'été dernier, soit l'amélioration croissante de la conjoncture dans les Prairies alors que celle de la Colombie-Britannique est demeurée terne. En Alberta, les exportations pétrolières et gazières n'ont cessé de s'accroître rapidement et augmentent de plus de 80% en mars par rapport à l'an dernier, continuant d'entraîner dans leur sillon les livraisons manufacturières et l'investissement. Le pétrole et la gaz y constitue plus de la moitié des exportations, ces dernières formant elles-mêmes en 1998 56% du PIB (contre 41% dans l'ensemble du Canada). L'économie de la Colombie-Britannique continue d'être à la traîne du reste du pays et doit une grande partie de l'amélioration de son taux de chômage depuis un an à un recul de la population active. De concert avec la faiblesse de la demande globale, le taux d'inflation y est un le plus bas au pays, à 1,3% en mai.

En Ontario, la croissance s'est déplacée de la construction de logements, au moment où des grèves ralentissent le transport du ciment, vers la fabrication. La majorité des industries manufacturières, soit 18 sur 19, ont enregistré un gain en mars, l'inverse de ce qui s'est produit en février, alors que la température était plus clémente et que les exportations étaient encouragées par une économie des États-Unis qui est demeurée forte et constante au moins jusqu'en mars.

International economies

The US and Canada led growth in the first quarter, up 5% from a year-ago, while the major European nations advanced by just over 3%. Consumer demand in most G7 countries showed signs of easing, dampened by recent interest rate hikes. Inflation also cooled as worldwide oil prices dipped from their early March peak. Japan remained the exception to growth in the G7 and in Asia, as job uncertainty continued to curtail consumer spending and exports waned.

Output remained brisk in the **United States** economy as industrial production posted its largest monthly rise in over a year and a half in April, reflecting strong manufacturing gains. Consumer spending began to relax slightly in the month, however, as higher borrowing costs dampened demand and inflation held steady for the first time in a year. The trade deficit widened in March as imports, inflated by high oil costs, outstripped a second straight month of strong export demand.

Consumer demand began to taper off in April. Retail sales fell for the first time since mid-1998, down 0.2% in the month. Declining demand for autos and unseasonably poor April weather helped to curb the shopping spree. New home sales also slowed, falling 5.8% as higher mortgage rates helped brake buying. Although housing starts remained strong, most of the gain was reflected in multi-family units.

Industrial production rose 0.9% in April, following a similar rise the month before. Big-ticket durable goods led much of the increase in manufacturing, although almost every sector posted gains. As a result, capacity utilization picked up to a two-year high of 82.1%. Durable goods orders, however, dropped 6.4% in the month, their biggest fall since the end of 1991, due to a sudden slump in demand for electronic goods.

GDP grew by 0.7% in the **euro-zone**, as industrial production expanded again, led by robust capital and consumer goods. In tune with upbeat consumer demand, the volume of retail sales rose almost 3% in February as shoppers snapped up textiles and household goods. The external trade surplus doubled in March with export and import demand robust across

Économies internationales

Les États-Unis et le Canada ont dominé au tableau de la croissance au premier trimestre avec une progression de 5 % depuis un an, tandis que les principaux pays européens présentaient un taux de croissance d'un peu plus de 3 %. Dans la plupart des pays membres du G-7, la demande de consommation a semblé en ralentissement, étant amortie par les récentes majorations des taux d'intérêt. L'inflation s'est aussi atténuée, car les cours pétroliers dans le monde ont glissé de leur sommet du début de mars. Pour la croissance, le Japon a encore fait bande à part au sein du G-7 et en Asie, les incertitudes de l'emploi y ayant encore freiné les dépenses de consommation alors que les exportations se trouvaient aussi en décroissance.

Aux États-Unis, la production a continué à battre son plein, la production industrielle ayant offert son meilleur gain mensuel en plus d'un an et demi en avril grâce à une ample progression en fabrication. Les dépenses de consommation se sont toutefois faites un peu moins vives dans le mois, le coût plus élevé des emprunts ayant amorti la demande et l'inflation ayant été soutenue pour la première fois depuis un an. En mars, le déficit commercial s'est alourdi et les importations, gonflées par la cherté du pétrole, l'ont emporté sur des exportations par ailleurs solides un deuxième mois de suite.

La demande de consommation a commencé à s'effriter en avril. Les ventes au détail ont baissé pour la première fois depuis le milieu de 1998, perdant 0,2 % dans le mois. Une demande d'automobiles en décroissance et de mauvaises conditions météorologiques hors saison en avril ont contribué à refréner l'élan des consommateurs. Les ventes de maisons neuves ont également ralenti. Ce recul de 5,8 % est imputable à une majoration des taux hypothécaires qui a été un coup de frein pour les acheteurs. Les mises en chantier sont demeurées vigoureuses, mais le gros de la progression a eu lieu dans le parc de logements multifamiliaux.

En avril, la production industrielle s'est accrue de 0,9 %, autant que le mois précédent. Dans le secteur de la fabrication, les biens durables chers ont dominé au tableau de la croissance, bien que tous les secteurs aient affiché des gains. C'est ainsi que le taux d'utilisation des capacités a été porté à un sommet en deux ans, soit à 82,1 %. Il reste que, dans le mois, les commandes de biens durables ont fléchi de 6,4 %. C'est là leur plus forte contraction depuis la fin de 1991, celle-ci s'expliquant par une soudaine dégringolade de la demande de produits électroniques.

La production a progressé de 0,7 % dans la **zone de l'euro**. On doit surtout une nouvelle hausse de la production industrielle à la vigueur des biens d'équipement et de consommation. Devant une forte demande de consommation, les ventes au détail ont monté en volume de presque 3 % en février, les consommateurs s'arrachant les textiles et les articles ménagers. En mars, l'excédent du commerce extérieur

Conditions économiques actuelles

all main product groups. Inflation eased in April to an annual rate of 1.9% from 2.1% the month before. Unemployment also continued on its downward trend, falling to a rate of 9.4% in March.

France's economy grew 0.7% in the first quarter, down slightly from revised growth of 0.8% in the final quarter of last year. Consumer spending, business investment and exports all continued to fuel the expansion, while public spending was dormant. Job creation remained upbeat, hitting a record number in the first quarter. As a result, the unemployment rate fell below 10% for the first time in a decade in April, to 9.8%.

Germany matched France to start the year. Real GDP gained 0.7% from the final quarter of 1999 and was up 3.3% over a year earlier, the strongest annual growth in two years. Buoyant export demand and business investment led the advance as consumer spending weakened. Unseasonably mild weather skewed industrial production, when an early thaw boosted construction in February, leading to a dropoff in March as building returned to more normal levels. The recovery in exports aided manufacturing and job growth. The jobless rate fell to 9.8% in April from 10.6% the month before, while lower oil prices eased the annual rate of inflation to 1.5%.

The **British** economy remained propelled by its robust services sector. Buoyant job creation pushed the unemployment rate in April to 3.9%, its lowest level since 1979. Jobs in the manufacturing sector, however, continued to erode as the steady strength of the pound further dampened export demand. Conversely, the pound's strength has also cut the cost of imported goods, which, along with stiff competition among retailers, reduced inflation to an annual rate of 1.9% in April, its lowest level since records began over 25 years ago.

Dormant consumer demand continued to depress **Japan's** economy. Lack of consumer confidence and low incomes led to the 37th consecutive drop in retail sales in April, down 3.4% year-over-year. The unemployment rate hit a post-war record high of 5.2%, led by an influx of younger workers into the labour force. The trade surplus continued to shrink in March as high oil prices led to a surge in imports, while exports contracted again. Businesses reeled in production and financial institutions cut capital spending, which fell a revised 38% and was omitted from the preliminary 1999 GDP fourth quarter data.

a doublé grâce à la vigueur de la demande qui, à l'exportation comme à l'importation, s'attache à toutes les grandes catégories de produits. En avril, le taux d'inflation est tombé à un niveau annuel de 1,9 %, alors qu'il s'établissait à 2,1 % le mois précédent. Le taux de chômage a également continué à évoluer en baisse, descendant à 9,4 % en mars.

En **France**, l'économie a crû de 0,7 % au premier trimestre, un peu moins qu'au dernier trimestre de 1999 (taux révisé de 0,8 %). Les dépenses de consommation, les investissements des entreprises et les exportations ont tous continué à nourrir l'expansion, tandis que les dépenses publiques étaient en veilleuse. La création d'emplois est restée vigoureuse pour atteindre un niveau record au premier trimestre. C'est ainsi que le taux de chômage a glissé sous la barre des 10 % (9,8 %) en avril pour la première fois depuis dix ans.

L'Allemagne a égalé la France en début d'année. Le PIB réel y a gagné 0,7 % sur sa valeur du dernier trimestre de 1999 et 3,3 % sur sa valeur d'il y a un an, offrant son meilleur taux annuel de croissance en deux ans. La vigueur de la demande à l'exportation et des investissements des entreprises en a été le moteur, car les dépenses de consommation se sont affaiblies. Un temps singulièrement clément a perturbé la production dans l'industrie : un dégel hâtif a stimulé la construction en février et cette même activité a régressé en mars, revenant à des niveaux plus normaux. La reprise à l'exportation a favorisé la croissance de la fabrication et de l'emploi. Un taux de chômage en baisse est passé de 10,6 % en mars à 9,8 % en avril et des cours pétroliers en décroissance ont ramené le taux annuel d'inflation à 1,5 %.

En Grande-Bretagne, l'économie a encore été propulsée par la vigueur de son secteur tertiaire. En avril, une vive création d'emplois a réduit le taux de chômage à 3,9 %, c'est-à-dire à son plus bas niveau depuis 1979. Toutefois, dans le secteur de la fabrication, l'emploi s'est encore effrité. La constante fermeté de la livre a en effet amorti à nouveau la demande à l'exportation. En revanche, elle diminuait les prix des marchandises à l'importation, facteur qui, joint à une forte concurrence entre détaillants, a eu pour effet en avril de ramener l'inflation à un niveau annuel de 1,9 %, son plus bas depuis qu'on a commencé à tenir des statistiques à ce sujet il y a plus d'un quart de siècle.

Au **Japon**, la lenteur de la demande de consommation a encore enfoncé l'économie. Le manque de confiance des consommateurs et la faiblesse des revenus ont concouru à un 37° recul consécutif des ventes au détail en avril. Ces ventes étaient en baisse de 3,4 % d'une année à l'autre. Par ailleurs, le taux de chômage a atteint un sommet pour l'aprèsguerre avec 5,2 %, surtout du fait de l'arrivée d'un contingent plus jeune sur le marché du travail. L'excédent commercial a continué à rétrécir en mars, car le renchérissement des hydrocarbures a fait bondir les importations, alors que les exportations se contractaient une fois de plus. Les entreprises ont freiné leur production et les institutions financières, leurs dépenses d'investissement, qui ont accusé un recul de 38 % (après révision) et ne figuraient pas dans les données provisoires du PIB pour le quatrième trimestre de 1999.

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Other **Asian** economies continued to exhibit strong signs of recovery to start the new year. Singapore's economy grew at its fastest pace in two and a half years in the first quarter, up 9.1% from a year earlier. Hong Kong posted growth of 14.3% year-over-year, aided by a surge in exports. South Korea continued to expand, up 1.8% in the quarter and 12.8% year-over-year, while its unemployment rate hit a two-year low of 4% in April. **Mexico's** economy was also upbeat in the new year. Real GDP gained 7.9% from a year earlier, led by booming exports to the US and rising consumer demand.

Ailleurs en **Asie**, les économies ont encore montré d'éloquents signes de reprise en début d'année. À Singapour, l'économie a crû au premier trimestre à son rythme le plus rapide en deux ans et demi, gagnant 9,1 % sur sa valeur d'il y a un an. À Hong Kong, le taux de croissance s'est établi à 14,3 % d'une année à l'autre grâce à un bond des exportations. En Corée du Sud, l'économie était toujours en expansion avec des gains de 1,8 % pour le trimestre et de 12,8 % d'une année à l'autre; le taux de chômage est tombé en avril à un minimum de 4 % en deux ans. Au **Mexique**, l'économie battait aussi son plein au début de l'année. Le PIB réel était en hausse de 7,9 % depuis un an, progression dominée par des exportations en plein essor vers les États-Unis et une demande de consommation en croissance.

ociety is changing rapidly. It's a constant challenge for you to stay informed about the important social issues and trends affecting us all. **Canadian Social Trends** helps you meet that challenge successfully by bringing you dynamic and invaluable social analysis in a clear, concise and highly readable format.

canadians in the spontish

Each issue of this popular Statistics Canada quarterly brings key elements of Canadian life into the spotlight — labour markets, immigration, evolving family structure, standard of living. The easy-to-read articles draw from a wide range of demographic, social and economic data sources. Tables and charts highlight key points. A Social Indicators table tracks change.

Social science professionals, researchers, business and policy analysts, educators, students and the general public rely on *Canadian Social Trends*. Subscribing today will help you keep abreast of change, evaluate social conditions, plan programs or services, and much more!

Visit the "In-Depth" section of our Web site at www.statcan.ca to view some recent articles.

Subscribe today! You won't want to miss a single issue!

Only \$36 annually! In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$44. For shipments to other countries, please add \$40. To order Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XPE), write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada, or contact the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. If more convenient, fax your order to 1 877 287-4369, call 1 800 267-6677 or send an e-mail to order@statcan.ca. Subscribe our Web site to the downloadable version of Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XIE) for only \$27 (plus taxes, where applicable). URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub.cgi

a société évolue rapidement. Et vous devez constamment chercher à demeurer au fait des questions et des tendances sociales importantes qui touchent chacun de nous. **Tendances sociales canadiennes** vous aide à relever ce défi avec succès en vous présentant une analyse sociale à la fois dynamique et d'une valeur inestimable dans un texte clair, concis et fort compréhensible.

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que: marchés du travail, immigration, structure familiale en évolution, niveau de vie. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données démographiques, sociales et économiques. Des tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services, et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à **www.statcan.ca** pour consulter certains des articles publiés récemment.

Abonnez-vous aujourd'hui! Vous ne saurez vous passer d'un soul numéro!

Seulement 36 \$ par année! Au Canada, veuillez ajouter soit la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 \$. Pour commander Tendances sociales canadiennes (n° 11-008-XPF au cat.), écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 076, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication). Yous pouvez passer votre commande par télécopieur au 1877 287-4369, par téléphone au 1800 267-6677 cu par courriel à corder@statcan.ca. Abonnez-vous sur notre site Web à la version téléchargeable (n° 11-008-XIF au cat.) pour seulement 27 \$ (taxes en sus, s'il y a lieu). URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN MAY

CANADA

The Ontario government tabled its 2000-2001 budget with a forecast \$654 million surplus. Highlights include cuts to both personal and corporate income taxes, changing personal income tax system to three brackets, reductions and exemptions in the capital gains tax and increased health and education spending.

Manitoba announced its balanced budget with increased spending for health and education. Other highlights include a two-year transition to a three-bracket personal income tax system and property tax breaks for renters and homeowners.

The Bank of Canada raised its key interest rate to 6% from 5.5% on May 17, after a similar hike in US rates. Commercial banks boosted their prime lending rates to 7.5%.

WORLD

The Federal Reserve raised short-term interest rates by a half-percentage point on May 16. The federal funds rate for overnight loans between banks rose to 6.5%, its highest level since January 1991, and the discount rate (at which the Fed lends directly to financial institutions) rose to 6%, its highest since August 1991. The increase marked the sixth hike in the last 11 months and the first time rates rose by more than a quarter point in five years.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES EN MAI

CANADA

Le gouvernement de l'Ontario a déposé son budget de 2000-2001, qui prévoit un excédent de 654 millions de dollars. Le budget comprend notamment des réductions d'impôt sur le revenu tant des particuliers que des sociétés, l'adoption d'un régime fiscal à trois tranches d'imposition des particuliers, des baisses et des exonérations d'impôt sur les gains en capital et une majoration des dépenses en santé et en éducation.

Le Manitoba a annoncé un budget équilibré où augmentent les dépenses en santé et en éducation. Les autorités manitobaines projettent en outre un passage au régime de trois tranches d'imposition des particuliers en deux ans et des dégrèvements d'impôt foncier pour les locataires et les propriétaires.

Le 17 mai, la Banque du Canada a porté son taux d'intérêt directeur de 5,5 % à 6 % après une majoration semblable aux États-Unis. Les banques commerciales ont haussé à 7,5 % leurs taux d'intérêt préférentiels.

LE MONDE

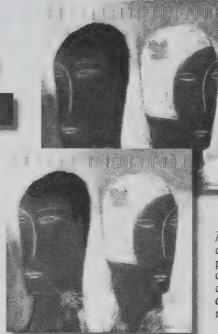
Le 16 mai, la Réserve fédérale a relevé d'un demi-point les taux d'intérêt à court terme. Le taux des fonds fédéraux sur les prêts interbancaires d'un jour a grimpé à 6,5 % et le taux d'escompte (taux d'intérêt des prêts directs de la Réserve aux institutions financières), à 6 %. Ce sont là les plus hauts niveaux depuis janvier et août 1991 respectivement. Il s'agit en outre de la sixième augmentation depuis 11 mois. Pour la première fois en cinq ans, les taux se sont élevés de plus d'un quart de point.

Canada A Portrait

The Perfect Gift for Your Family, Friends, Colleagues and Clients

A Celebration of Canada

In this era of electronic communication, we appreciate more than ever the lasting beauty of a well-designed hardcover book. Treat yourself and others to *Canada A Portrait*, a panoramic view of our society and landscape.



Un portrait du Canada

Le cadeau idéal pour votre famille, vos amis, vos collègues et vos clients

Une célébration du Canada

À une époque où les communications se font davantage par voie électronique, nous apprécions plus que jamais la beauté durable d'un livre relié de conception soignée. Offrez-vous et offrez à d'autres un exemplaire du livre *Un portrait du Canada*, qui présente une vue panoramique de notre société et de notre territoire.

Canada A Portrait profiles our country as we head into the new century

In 204 pages, The Land, The People, The Society, Arts and Leisure, The Economy, and Canada in the World are all masterfully and permanently captured with engrossing narrative and more than 100 illustrations. Each chapter is prefaced by a very personal contribution from one of our most talented and respected citizens: Susan Aglukark, Pierre Berton, Richard Lipsey, Monique Mercure, Oscar Peterson and David Suzuki.

Since publication of the first edition in 1927, *Canada A Portrait* has been praised for its excellence. This 56th edition builds on this Statistics Canada tradition, offering booklovers a true celebration of Canada.

Connect with Canada at the close of a century. Celebrate the beginning of a millennium. Order your copies today!

Canada A Portrait (cat. no. 11-403-XPE00001) costs \$47.95. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10. To find out about shipping charges applicable to orders of multiple copies, please contact us.

CALL toll-free 1 800 267-6677

FAX toll-free 1 877 287-4369

E-MAIL to order@statcan.ca

WRITE to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A OT6, Canada

CONTACT your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

Visit the Statistics Canada Web site at WWW.Statcan.ca

Un portrait du Canada dresse un profil de notre pays à l'aube du 21° siècle

En 204 pages, cet ouvrage dépeint de façon captivante et de main de maître *Le territoire, La population, La société, Les arts et les loisirs, L'économie* et *Le Canada dans le monde*, des thèmes que plus de 100 illustrations viennent figer dans le temps. Chaque chapitre est précédé d'une préface, une contribution personnelle d'un de nos plus éminents et talentueux citoyens : Susan Aglukark, Pierre Berton, Richard Lipsey, Monique Mercure, Oscar Peterson et David Suzuki.

La publication *Un portrait du Canada* est reconnue pour son excellence depuis la parution de la première édition en 1927. Cette 56° édition, qui s'inscrit dans cette tradition, offre aux amateurs de livres une célébration du Canada unique en son genre.

Avec cette publication, vous serez branché sur le Canada en cette fin de siècle. Quoi de mieux pour célébrer le début d'un nouveau millénaire? Commandez vos exemplaires dès aujourd'hui!

La publication *Un portrait du Canada* (n° 11-403-XPF00001 au catalogue) coûte 47,95 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Pour connaître les frais de port applicables aux commandes de plusieurs exemplaires, veuillez communiquer avec nous.

APPELEZ sans frais 1 800 267-6677

TÉLÉCOPIEZ sans frais 1 877 287-4369

ENVOYEZ UN COURRIEL à order@statcan.ca

ÉCRIVEZ à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A OT6, Canada COMMUNIQUEZ avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près dont la liste figure dans la présente publication.

Visitez le site Web de Statistique Canada à WWW.Statcan.ca

Feature article

Étude spéciale

BRAIN DRAIN AND BRAIN GAIN: PART II, THE MIGRATION OF KNOWLEDGE WORKERS TO CANADA

by D. Drew, S. Murray and J. Zhao*

This paper presents the second half of Statistics Canada's report on knowledge workers by looking at immigration: last month we presented the first half on their emigration from Canada. A summary of the main results follows in the abstract: the full study is available from the authors or the Education Quarterly Review.

Abstract

This project examines available empirical evidence about the 'brain drain'—the loss of knowledge workers from Canada to the United States, and about the 'brain gain'—the gain of knowledge workers in Canada from the rest of the world. This evidence leads to the general conclusion that during the 1990s Canada suffered a net loss of skilled workers to the United States in several economically important occupations, although the numbers involved have remained small in an historical sense and small relative to the supply of workers in these occupations. Compared with the general population, however, emigrants are overrepresented among better-educated, higher-income earners and individuals of prime working age. Further, there was an upward trend during the 1990s in the number of people leaving Canada for the United States and other countries.

While losses of highly skilled workers to the United States accelerated during the 1990s, so too did the influx of highly skilled workers into Canada from the rest of the world. This is particularly true of high-technology industries where immigrant workers entering Canada outnumber the outflow to the United States by a wide margin. Indeed, immigrant high-technology workers represented an important part of employment expansion in these industries in the 1990s. Evidence also suggests that the labour market does not discern a quality difference between immigrant and

EXODE ET AFFLUX DE CERVEAUX: PARTIE II, MIGRATION DES TRAVAILLEURS DU SAVOIR À DESTINATION DU CANADA

par D. Drew, S. Murray et J. Zhao*

Le présent article expose la deuxième partie du rapport de Statistique Canada sur les déplacements des travailleurs du savoir en regardant leur migration à destination du Canada; le mois passé, nous avons exposé la section sur l'émigration. Un sommaire des principaux résultats fait suite au résumé : on peut se procurer l'étude complète auprès des auteurs ou dans la Revue trimestrielle sur l'éducation.

Résumé

Dans le présent projet, nous examinons les données empiriques disponibles se rapportant au double phénomène de l'« exode des cerveaux » (soit les pertes de travailleurs du savoir du Canada au profit des États-Unis) et de l'« afflux des cerveaux » (soit l'arrivée de travailleurs du savoir au Canada en provenance du reste du monde). De l'examen de ces données, on peut généralement conclure que, pendant les années 1990, le Canada a subi, au profit des États-Unis, une perte nette de travailleurs qualifiés dans plusieurs professions importantes sur le plan économique. Néanmoins, les chiffres en question demeurent peu élevés d'un point de vue historique et par rapport aux effectifs de ces secteurs professionnels. Au regard de l'ensemble de la population, toutefois, les émigrants sont surreprésentés chez les travailleurs plus instruits et mieux rémunérés ainsi que dans les groupes d'âge d'activité maximale. On observe, en outre, une tendance à la hausse quant au nombre de personnes qui quittent le Canada pour les États-Unis et d'autres pays au cours des années 1990.

Si les pertes de travailleurs hautement qualifiés au profit des États-Unis se sont multipliées dans les années 1990, l'afflux au Canada de travailleurs hautement qualifiés en provenance d'autres pays s'est accéléré lui aussi. Ce constat vaut particulièrement pour les secteurs de haute technologie où les entrées de travailleurs au Canada ont largement dépassé les sorties vers les États-Unis. En fait, l'immigration de travailleurs de la haute technologie tient une place considérable dans l'accroissement des effectifs de ces branches d'activité au cours des années 1990. De plus, tout semble indiquer que le marché du travail ne relève pas de différences

^{*} Centre for Education Statistics (613) 951-1531; reprinted from Vol. 6, No. 3, Education Quarterly Review (Catalogue no. 81-003).

^{*} Centre pour les statistiques sur l'éducation (613) 951-1531. Tiré de la revue trimestrielle sur l'éducation, n° 81-003 au catalogue, vol. 6, n° 3.

native-born high-technology workers, as estimated lifetime earnings of immigrant versus Canadian-born computer scientists are nearly identical.

Emigrants to the United States are more than twice as likely to hold a university degree than are immigrants to Canada. However, because of the overall greater number of immigrants, there are four times as many university graduates entering Canada from the rest of the world as there are university degree holders of all levels leaving Canada for the United States. The number of master's and doctoral graduates alone entering Canada from the rest of the world is equal to the number of university graduates at all levels leaving Canada for the United States.

CANADIAN IMMIGRATION

While the analysis in last month's CEO shows that Canada suffers from a brain drain to the United States, the following analysis presents data from a variety of sources to explore the extent to which this 'drain' is offset by a concomitant 'gain' of skilled workers from the rest of the world. We profile the age, education and occupation of recent immigrants and examine their contribution to the employment expansion of the high-technology sector.

Intended occupations of recent immigrants

The Landed Immigrant Data System (LIDS) developed by Citizenship and Immigration Canada is a principal source of data on immigration to Canada. The LIDS files have been used as a source of information on the intended occupation of immigrants at the time of becoming landed immigrants based on their education and work experience. The census is another important source of data on immigrants. The 1996 Census has been used to profile the educational level of immigrants and to examine the occupations of people immigrating between 1990 and 1994. The 1996 Census has also been the source of data used in estimating the lifetime annual earnings of immigrant and Canadian-born computer scientists.

LIDS data on the intended occupation of immigrants show that knowledge-based occupations in high demand experienced large increases in permanent immigration from the mid-1980s until 1997, the most recent year for which data are available. Over this period, permanent immigration increased fifteenfold among computer scientists, ten-fold among engineers, eight-fold among natural scientists, and

au chapitre de la qualité entre les travailleurs immigrants et les travailleurs de souche qui œuvrent dans le secteur de la haute technologie, les revenus de carrière prévus des informaticiens immigrants et des informaticiens nés au Canada étant pratiquement identiques.

Les émigrants aux États-Unis sont plus de deux fois plus susceptibles de détenir un grade universitaire que ne le sont les immigrants au Canada. Cependant, compte tenu du bassin globalement plus considérable d'immigrants, le nombre de diplômés universitaires qui entrent au Canada en provenance du reste du monde est quatre fois plus élevé que celui des diplômés universitaires de tous les niveaux qui quittent le Canada pour les États-Unis. En fait, le nombre de détenteurs de maîtrise et de doctorat qui entrent au Canada en provenance du reste du monde équivaut, à lui seul, au nombre de diplômés universitaires de tous les niveaux qui quittent le Canada pour les États-Unis.

IMMIGRATION AU CANADA

Dans l'analyse du mois passé, on constate que le Canada est victime d'un exode des cerveaux au profit des États-Unis; cependant, dans l'analyse qui suit, des données tirées de diverses sources permettront de déterminer dans quelle mesure cet exode est compensé par un afflux correspondant de travailleurs qualifiés en provenance du reste du monde. Nous dresserons ainsi un profil des immigrants récents selon l'âge, le niveau de scolarité et la profession et nous examinerons la contribution de ces immigrants à la croissance de l'emploi dans le secteur de la haute technologie.

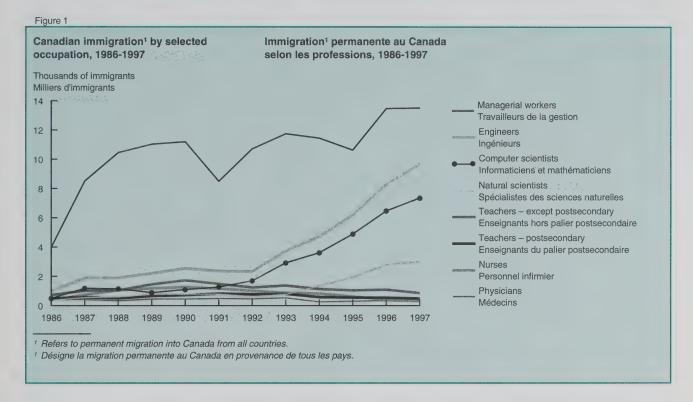
Profession prévue des immigrants récents

Le Système de données sur les immigrants ayant obtenu le droit d'établissement (SDIODE), élaboré par Citovenneté et Immigration Canada, est la principale source de données sur l'immigration au Canada. Les fichiers du SDIODE ont été exploités pour déterminer la profession que prévoient exercer les immigrants au moment d'obtenir le droit d'établissement, d'après leurs études et leur expérience professionnelle. Le recensement constitue une autre source importante de données sur les immigrants. Le recensement de 1996 a été employé pour déterminer le niveau de scolarité des immigrants et pour examiner les professions exercées par les personnes ayant immigré entre 1990 et 1994. Le recensement de 1996 a également été la source de données utilisée pour estimer le revenu de carrière, sur une base annuelle, des informaticiens immigrants et de leurs homologues nés au pays.

Selon les données du SDIODE sur la profession prévue des immigrants, les professions du savoir en forte demande ont affiché des hausses considérables de l'immigration permanente de la moitié des années 1980 jusqu'à 1997, soit la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. Au cours de cette période, le nombre d'informaticiens qui ont immigré de façon permanente s'est multiplié par quinze, il s'est multiplié par dix dans le cas des ingénieurs, par huit

four-fold among managerial workers (see Figure 1). In 1997, the combined immigration of computer scientists, engineers and natural scientists surpassed 20,000.

pour les spécialistes des sciences naturelles et par quatre pour les gestionnaires (voir la figure 1). En 1997, le nombre d'informaticiens, d'ingénieurs et de spécialistes des sciences naturelles parmi les immigrants a dépassé la barre des 20 000.



On the other hand, permanent immigration has decreased in knowledge-based occupations for which the labour market demand was not as strong during the 1990s, namely physicians, nurses and teachers. Between 1990 and 1997, annual immigration fell 30% among postsecondary teachers, 50% among elementary and secondary teachers, 40% among physicians and 70% among nurses.

The 'points system' used in the selection of independent immigrants has been contributing to the recent increase in Canada's gain of individuals in high-demand occupations. The high points awarded to individuals in these occupations help them reach the necessary points to immigrate to Canada. Points are also awarded for factors such as level of education and abilities in an official language.

The Canadian Occupational Projections System (Roth 1998) forecasts that demand for high-technology workers will remain high, above the level of current domestic supply. It is worth noting in this context that Canada produces proportionately fewer graduates in the fields of mathematics, sciences and engineering than other G-7 countries, with the exception of Italy. In

En revanche, l'immigration permanente a diminué dans les professions du savoir caractérisées par une demande moins forte au cours des années 1990, notamment chez les médecins, le personnel infirmier et les enseignants. De 1990 à 1997, le nombre annuel d'immigrants a accusé un recul de 30 % chez les enseignants du niveau postsecondaire, de 50 % chez les enseignants du primaire et du secondaire, de 40 % chez les médecins et de 70 % chez le personnel infirmier.

Le « système de points » servant à la sélection d'immigrants indépendants a contribué à l'augmentation récente des immigrants dans les professions en forte demande observée au Canada. Le nombre élevé de points accordés aux personnes dans ces professions permet à celles-ci d'obtenir la cote nécessaire pour immigrer au Canada. Des points sont également accordés pour des facteurs comme le niveau de scolarité et les compétences linguistiques dans l'une des langues officielles.

Le Système de projections des professions au Canada (Roth, 1998) prévoit que la demande de travailleurs de la haute technologie restera élevée, au-dessus de l'offre intérieure actuelle. Il convient de préciser à cet égard que le Canada produit proportionnellement moins de diplômés en mathématiques, en sciences et en génie que les autres pays du G-7, exception faite de l'Italie. En 1995, on recensait au

1995, Canada produced 741 university graduates in science-related fields per 100,000 people aged 25 to 34 in the labour market, compared with 938 in the United States, and an average of 831 across OECD countries.

Intended and actual occupations of immigrants

In this section we examine the aggregate fit between the intended occupation of immigrants when they became landed immigrants in Canada and their realized occupations. This aggregate fit helps shed light at an aggregate level on the adjustment and integration of immigrants into the Canadian labour market. Current data sources do not permit examination of the labour market adjustment at an individual level (however, new initiatives will permit such analysis).

The LIDS database shows that between 1990 and 1994, 1.17 million people became landed immigrants in Canada. The 1996 Census found 0.98 million people who reported immigrating to Canada over the same period—83% of the Citizenship and Immigration Canada figure. There are several reasons for this difference, including deaths, return of immigrants to their country of origin, or emigration to another country. Additional reasons include undercounting of immigrants in the census, and possible reporting errors by immigrant respondents—for example, in reporting the year of landing in Canada.

The aggregate fit has been examined by comparing the occupational distributions of the LIDS and census data sets (see Figure 2). The aggregate fit in knowledge-based occupations was very close, with the intended and actual percentage of recent immigrants (i.e., between 1990 and 1994) working in these occupations being equal, at 11.6%. Among recent immigrants intending to work in non-knowledge occupations, the aggregate match between intended and realized occupations was not as close. On becoming landed immigrants, 42% of recent immigrants planned to work in non-knowledge occupations, but in 1996 only 36% were working in these occupations. The closer aggregate fit in knowledge-based occupations is not surprising, given the differential demand in the Canadian labour market. Between 1990 and 1998, full-time employment of professional and managerial workers grew by 780,000, compared with growth of merely 55,000 for all other workers.

The fit between intended and realized occupations varied for individual knowledge-based occupations (see Figure 2). A higher percentage of recent immigrants reported working as computer scientists

Canada 741 diplômés universitaires en sciences par tranche de 100 000 habitants de 25 à 34 ans sur le marché du travail, comparativement à 938 aux États-Unis et à une moyenne de 831 dans les pays de l'OCDE.

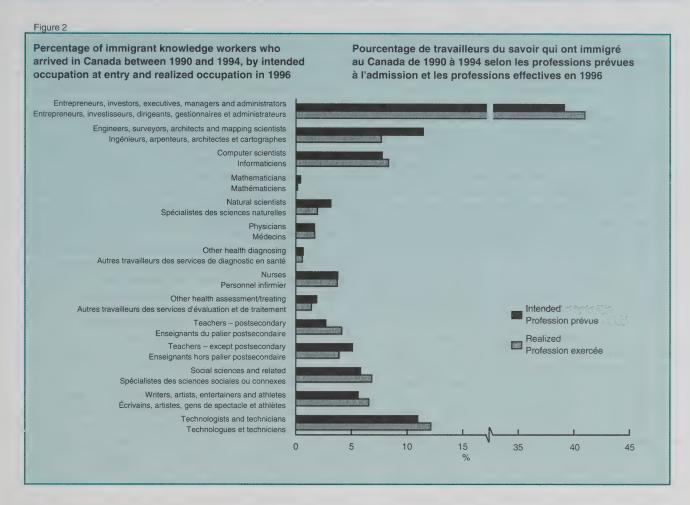
Les professions prévues et effectives des immigrants

Dans la présente section, nous examinons la correspondance globale entre la profession que les immigrants prévoyaient exercer au moment de l'obtention de leur droit d'établissement au Canada et la profession qu'ils exercent effectivement. Cette correspondance générale permet de mettre en lumière le phénomène global de l'adaptation et de l'intégration de la main-d'œuvre immigrante sur le marché du travail au Canada. Les sources de données disponibles ne nous permettent pas d'analyser l'adaptation au marché du travail à l'échelle des particuliers (toutefois, de nouvelles initiatives rendront possibles une telle analyse).

Les données du SDIODE indiquent que, entre 1990 et 1994, 1,17 million de personnes ont obtenu le droit d'établissement au Canada. Dans le cadre du recensement de 1996, 0,98 million de personnes ont déclaré avoir immigré au Canada au cours de la même période (soit 83 % du chiffre de Citoyenneté et Immigration Canada). Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet écart, notamment les décès, le retour d'immigrants dans leur pays d'origine ou l'émigration vers un autre pays. Parmi d'autres facteurs possibles, mentionnons le sous-dénombrement censitaire des immigrants et les erreurs de déclaration commises par les répondants immigrants, par exemple, en ce qui concerne l'année de leur admission au Canada.

On a évalué la correspondance générale en comparant la répartition des professions selon les données du SDIODE et celles du recensement (voir la figure 2). On observe une correspondance globale étroite dans les professions du savoir, le pourcentage prévu des immigrants récents (entre 1990 et 1994) qui travaillaient dans ces professions étant égal au pourcentage réel, soit 11,6 %. Pour ce qui est des immigrants récents qui prévoyaient exercer des professions non axées sur le savoir, la concordance globale entre les professions prévues et les professions exercées est moins bonne. Au moment d'obtenir leur droit d'établissement, 42 % des immigrants récents prévoyaient travailler dans des professions non liées au savoir; cependant, en 1996, seulement 36 % de ces personnes exerçaient de telles professions. La concordance plus étroite qui caractérise les professions du savoir n'est pas surprenante, compte tenu des différences de la demande pour ces deux catégories d'emploi sur le marché du travail au Canada. De 1990 à 1998, le nombre d'emplois à temps plein dans les groupes du travail professionnel et de la gestion s'est accru de 780 000 contre 55 000 pour toutes les autres catégories de travailleurs.

La concordance entre les professions prévues et réelles varie pour certaines professions axées sur le savoir (voir la figure 2). La proportion d'immigrants récents ayant déclaré occuper un poste d'informaticien en 1996 (8,3 % des



in 1996 (8.3% of those in knowledge-based occupations) than the intended percentage at the time of landing (7.7% of those intending to work in knowledge-based occupations). On the other hand, lower percentages of recent immigrants reported occupations in engineering and natural sciences in 1996 than the intended percentages at the time of landing. Between the 1991 and 1996 censuses, employment of computer scientists grew by 30%, while employment of engineers and natural scientists grew more slowly, by 5% and 11%. The high demand for computer scientists may have drawn some of the immigrants with training in engineering, mathematics and natural sciences into computer sciences.

The actual percentage of recent immigrants working in natural and applied science occupations combined (including computer sciences) was lower (18.1% of those in knowledge-based occupations) than the intended percentage at the time of landing (22.7% of those intending to work in knowledge-based occupations). One possible factor may be 'flow-through' immigration in these high-demand occupations; that is, a portion of the new immigrants may have emigrated to other countries, particularly the United States.

personnes exerçant une profession du savoir) est supérieure à la proportion des personnes qui avaient déclaré avoir l'intention de travailler dans ce domaine au moment de leur admission au Canada (7,7 % des personnes ayant l'intention de travailler dans les professions du savoir). L'inverse est vrai dans le cas des ingénieurs et des spécialistes des sciences naturelles. Entre le recensement de 1991 et celui de 1996, l'emploi s'est accru de 30 % en informatique, tandis qu'il a affiché une croissance plus lente en génie et en sciences naturelles (hausse de 5 % et 11 %, respectivement). La forte demande d'informaticiens pourrait avoir attiré en informatique un certain nombre d'immigrants spécialisés en génie, en mathématiques ou en sciences naturelles.

La proportion d'immigrants récents qui travaillaient effectivement en sciences naturelles ou appliquées (ce qui comprend l'informatique) est inférieure (18,1 % des personnes travaillant dans des professions du savoir) à la proportion des personnes qui avaient l'intention de travailler dans ces domaines au moment de leur admission au Canada (22,7 % des personnes qui prévoyaient travailler dans des professions du savoir). Le phénomène de l'« immigration de transit » dans ces professions très en demande pourrait constituer un facteur d'explication, c'est-à-dire qu'une partie des nouveaux

Additionally, among the great number of immigrants Canada admitted each year in the 1990s in these high-technology fields, a portion may not have successfully integrated into the Canadian labour market and found employment in their field of training.

The intended and actual percentages of immigrants working as physicians and nurses matched quite closely. It seems, therefore, that despite licensing requirements for health professionals, immigrant health professionals had successfully integrated and were practising in their field of training in Canada. The health sector may have been better able to absorb immigrant physicians and nurses, perhaps because of the relatively small number admitted each year.

The situation for educators at postsecondary levels was different from that of educators at the elementary and secondary levels. The actual percentage of immigrants working as postsecondary teachers (4.1%) exceeded the intended percentage (2.7%). It may be that some of the recent immigrants were graduate students at the time of landing but by 1996 were teaching at universities or colleges. The actual percentage of immigrants working as elementary and secondary teachers (3.9%) was below the intended percentage (5.1%). This may reflect more limited opportunities for new hiring of teachers because of factors such as declining school-age populations in some jurisdictions and reductions in public spending on education as part of the effort by governments to reduce or eliminate deficits. The realized percentages in managerial, administrative and technical occupations were all close to or slightly higher than the intended percentages in these occupations.

Occupational distribution of recent immigrants

Another way to examine the impact of recent immigrants on the Canadian labour market is to compare their occupational distribution with those of the Canadian-born population and previous cohorts of immigrants. The objective is to learn whether recent immigrants tend to be overrepresented in occupations where shortages have existed in recent years, such as high-technology occupations. Likewise, it will also identify occupations in which immigrants tend to be underrepresented. Comparing the occupational distributions of recent immigrants and earlier cohorts

immigrants auraient émigré dans d'autres pays, notamment aux États-Unis. En outre, une partie des nombreux immigrants des disciplines de haute technologie admis annuellement au Canada au cours des années 1990 n'ont peut-être pas réussi à s'intégrer au marché du travail canadien ou à trouver un emploi dans leur domaine de formation.

On observe une correspondance assez étroite entre la proportion d'immigrants ayant prévu travailler en médecine ou en sciences infirmières et la proportion d'immigrants travaillant effectivement dans ces domaines. Il semble donc que, malgré les exigences d'agrément (permis d'exercice) auxquelles sont soumis les professionnels de la santé, les immigrants du domaine de la santé se sont intégrés au marché du travail et ont pu exercer une profession dans leur domaine de formation au Canada. Il se peut que le secteur de la santé ait été plus à même d'absorber les médecins et le personnel infirmier immigrants en raison du nombre relativement peu élevé d'immigrants admis chaque année dans ces disciplines.

Dans le secteur de l'éducation, la situation des enseignants au niveau postsecondaire diffère de celle des enseignants du primaire et du secondaire. La proportion d'immigrants occupant effectivement des postes d'enseignants au niveau postsecondaire (4,1 %) est supérieure à celle des immigrants qui prévoyaient exercer cette profession (2,7 %). Il est possible qu'un certain nombre d'immigrants récents suivaient des études supérieures au moment de l'obtention de leur droit d'établissement, mais enseignaient au collège ou à l'université en 1996. La proportion d'immigrants qui travaillaient effectivement comme enseignants au primaire et au secondaire (3,9 %) est inférieure à celle des immigrants qui prévoyaient exercer cette profession (5,1 %). Cet écart pourrait refléter des possibilités de recrutement plus restreintes pour les enseignants, attribuables à divers facteurs comme la diminution de la population d'âge scolaire dans certaines régions, la restriction des dépenses publiques au titre de l'éducation dans le cadre des efforts de réduction ou d'élimination du déficit déployés par les administrations publiques. Les proportions d'immigrants ayant déclaré travailler en gestion et dans les professions administratives et techniques s'apparentent aux proportions d'immigrants qui prévoyaient exercer ces professions ou sont légèrement supérieures à celles-ci.

Répartition professionnelle des immigrants récents

On peut aussi examiner l'incidence de l'immigration récente sur le marché du travail canadien en comparant la répartition professionnelle des immigrants récents à celle de la population née au Canada et des cohortes antérieures d'immigrants. Il s'agit de déterminer si les immigrants récents ont tendance à être surreprésentés dans des professions frappées par des pénuries de main-d'œuvre au cours des dernières années, par exemple les professions liées à la haute technologie. On pourra également relever les professions dans lesquelles les immigrants tendent à être sous-représentés. La comparaison des répartitions professionnelles des immigrants récents et

Feature article

Étude spéciale

of immigrants will shed light on adjustment issues—in particular, whether the length of stay has a positive impact on occupational profiles.

In the 1996 Census, among people aged 15 and over, 57% of recent immigrants (those who immigrated into Canada between 1990 and 1994) were in the labour force, compared with 65% of the Canadianborn and 59% of immigrants who came to Canada before 1990. The lower rate of labour force participation among recent immigrants may reflect initial difficulties faced by newcomers in adapting to the Canadian labour market. On the other hand, the lower rate of labour force participation among immigrants who came to Canada before 1990 compared with the Canadianborn population can be mainly attributed to their older age. When viewed by age group, labour force participation rates of pre-1990 immigrants were comparable to or higher than rates of the Canadianborn population. Rates were identical for people aged 25 to 54; however, at ages 55 to 64, pre-1990 immigrants had a higher labour force participation rate than the Canadian-born.

If the experience of immigrants of previous cohorts is any indication, we can expect the labour force participation of recent immigrants to converge towards that of the Canadian-born.

Table 1 Workers by immigration status in individual knowledge-based occupations as a percentage of the work force in 1996 des cohortes antérieures d'immigrants nous permettra de mieux cerner les questions relatives à l'adaptation et, plus particulièrement, de déterminer si la durée des séjours exerce une influence positive sur les profils professionnels.

Selon les données du recensement de 1996, 57 % des immigrants récents âgés de 15 ans et plus (soit ceux ayant immigré au Canada entre 1990 et 1994) faisaient partie de la population active comparativement à 65 % pour la population née au Canada et à 59 % dans le cas des immigrants arrivés au Canada avant 1990. Le taux plus faible de participation à la vie active observé chez les immigrants récents pourrait s'expliquer par les difficultés initiales d'adaptation au marché du travail canadien qu'éprouvent les nouveaux arrivants. Par ailleurs, le taux plus faible de participation au marché du travail des immigrants arrivés au Canada avant 1990 comparativement au taux de participation de la population née au Canada peut être principalement attribuable au fait que ce premier groupe de personnes est plus âgé. Lorsqu'on les analyse selon les groupes d'âge, les taux d'activité des immigrants arrivés au Canada avant 1990 s'apparentent à ceux des personnes nées au Canada ou y sont supérieurs. Ces taux sont identiques pour le groupe des 25 à 54 ans; cependant, dans le groupe des 55 à 64 ans, les immigrants arrivés avant 1990 affichent un taux de participation au marché du travail supérieur à celui de la population de souche.

Si l'expérience des immigrants des cohortes antérieures est de quelque enseignement, on pourrait s'attendre à une convergence entre le taux de participation au marché du travail des immigrants récents et celui de la population née au Canada.

Tableau 1 Répartition des travailleurs de diverses professions du savoir en pourcentage de la main-d'oeuvre en 1996, selon le statut d'immigrant

	Immigrants 1990-1994	Canadian-born	Immigrants before 1990
	Immigrants de 1990 à 1994	Population née au Canada	Immigrants avant 1990
Entrepreneurs, investors, executives, managers and administrators – Entrepreneurs,			
investisseurs, dirigeants, gestionnaires et administrateurs	10.13	13.21	15.69
Engineers, surveyors, architects and mapping scientists – Ingénieurs, arpenteurs,			4.00
architectes et cartographes	1.89	0.96	1.93
Computer scientists – Informaticiens	2.06	1.01	1.53
Mathematicians – Mathématiciens	0.04	0.04	0.05
Natural scientists – Spécialistes des sciences naturelles	0.48	0.28	0.40
Physicians – Médecins	0.42	0.33	0.82
Other health diagnosing – Autres travailleurs des services de diagnostic en santé	0.15	0.20	0.26
Nurses – Personnel infirmier	0.92	1.78	1.70
Other health assessment/treating – Autres travailleurs des services d'évaluation			
et de traitement	0.35	0.37	0.48
Teachers – postsecondary – Enseignants du palier postsecondaire	1.02	0.92	1.48
Teachers – except postsecondary – Enseignants hors palier postsecondaire	0.96	2.89	2.23
Social sciences and related – Spécialistes des sciences sociales ou connexes	1.69	3.32	2.63
Writers, artists, entertainers and athletes – Écrivains, artistes, gens de spectacle et athlètes	1.62	1.71	1.88
Technologists and technicians – Technologues et techniciens	3.00	3.80	3.93

Recent immigrants were twice as likely as the Canadian-born population to be working as computer scientists and engineers (2% versus 1%, respectively) and in natural sciences (2.5% versus 1.3%, respectively). These are precisely the occupations where employment has been expanding and where a shortage of workers has been reported.

On the other hand, recent immigrants were underrepresented in managerial occupations, nursing, teaching at below-postsecondary levels, and social sciences and related occupations, compared with the Canadian-born. However, immigrants who came to Canada prior to 1990 were equally represented or overrepresented in the same occupations, with the exception of elementary and secondary teachers. The underrepresentation of recent immigrants may be a reflection of adjustment issues and/or lower labour market demand in these occupations.

Age and education profiles of recent immigrants

In general, international migrants tend to be younger and more highly educated than non-migrant populations. Why? Because immigration laws tend to favour migrants who are highly educated—this is true of immigration laws in both Canada and the United States. At the same time, the accompanying knowledge and skill levels of highly educated people are also likely to be in demand, not only in their native countries but also abroad, reducing a major element of uncertainty surrounding a life-altering decision. More highly educated people are also more likely to have the contacts and information needed to move to another country. Age is a factor inasmuch as younger people may, on balance, be less likely to be tied down by personal and financial commitments.

The propensity to be younger and better educated is also evident among interprovincial migrants, suggesting that a common economic incentive may be operating in both international and interprovincial migration.

Data from the last four Canadian censuses show interprovincial migrants to be about 1.5 times as likely to be 44 years of age or less, and about 1.5 times as likely as the non-migrant population to have a university education (see Figure 3). In comparison, recent immigrants were about 1.25 time as likely as the Canadian-born population to be 25 to 44 years of age. Adjusting for age, recent immigrants were close to 2 times as likely as native-born Canadians to have a university education. Recent immigrants were even more likely to hold advanced university degrees, between 2 and 3 times as likely to have a master's degree, and about 4 times as likely as the Canadianborn to have a doctorate (see Table 2).

Les immigrants récents sont deux fois plus susceptibles que les personnes nées au Canada d'occuper des postes d'informaticiens et d'ingénieurs (2 % contre 1 %, respectivement) ou de spécialistes en sciences naturelles (2,5 % contre 1,3 %, respectivement). Il s'agit précisément des professions qui se caractérisent par une croissance de l'emploi et dans lesquelles des pénuries de main-d'œuvre ont été signalées.

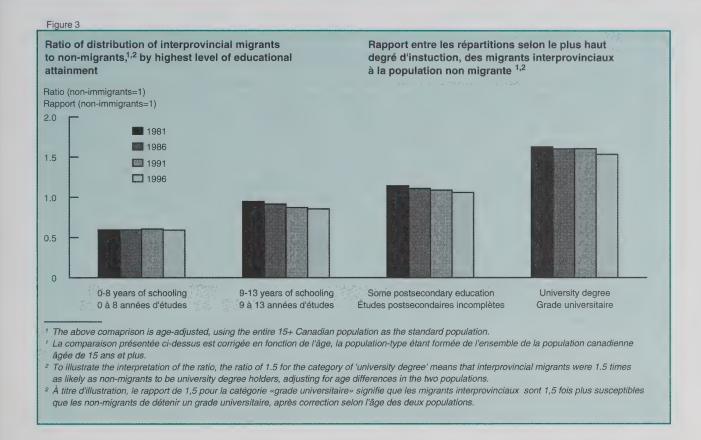
En revanche, les immigrants récents sont sousreprésentés, par rapport à la population de souche, dans les professions liées à la gestion, aux sciences infirmières, à l'enseignement aux niveaux primaire et secondaire ainsi que -dans les sciences sociales et les disciplines connexes. Toutefois, les immigrants arrivés au Canada avant 1990 sont également représentés ou sont surreprésentés dans ces même professions, exception faite de l'enseignement aux niveaux primaire et secondaire. La sous-représentation des immigrants récents pourrait s'expliquer par des questions d'adaptation et/ou par une diminution de la demande de maind'œuvre dans ces professions.

Profil des immigrants récents selon l'âge et le niveau de scolarité

En règle générale, les migrants à l'échelle internationale tendent à être plus jeunes et plus scolarisés que le reste de la population. Pourquoi? Parce que les lois en matière d'immigration tendent à privilégier les immigrants très instruits, constatation qui vaut tant pour le Canada que pour les États-Unis. Parallèlement, les connaissances et les compétences que possèdent les personnes très scolarisées seront sans doute en demande non seulement dans le pays d'origine mais aussi à l'étranger, ce qui réduit sensiblement l'incertitude liée à une décision aussi déterminante. Les personnes scolarisées sont également plus susceptibles d'avoir des relations et de disposer des renseignements nécessaires à l'émigration. L'âge joue un rôle dans la mesure où les jeunes peuvent, somme toute, être moins assujettis à des obligations d'ordre personnel et financier.

La propension à être jeune et scolarisé est également manifeste chez les migrants interprovinciaux, ce qui laisse supposer qu'un incitatif économique commun influe sur la migration internationale et sur la migration interprovinciale.

Selon les données tirées des quatre derniers recensements canadiens, les migrants interprovinciaux ont environ 1,5 fois plus de chances que la population non migrante d'être âgés de 44 ans ou moins et environ 1,5 fois plus de chances d'avoir fait des études universitaires (voir la figure 3). Par comparaison, les immigrants récents sont environ 1,25 fois plus susceptibles que la population née au Canada d'être âgés de 25 à 44 ans. Si l'on tient compte de l'âge, les immigrants récents sont presque deux fois plus susceptibles que les personnes nées au Canada d'avoir fait des études universitaires. Les probabilités de détenir un diplôme d'études des cycles supérieurs sont encore plus élevées chez les immigrants récents que chez la population née au Canada. soit de deux à trois fois pour la maîtrise et environ quatre fois pour le doctorat (voir le tableau 2).



As we saw last month, migrants to the United States are even more highly educated than recent Canadian immigrants. However, because of the much larger number of Canadian immigrants, university graduates migrating to Canada from all countries in the world outnumber graduates leaving for the United States (permanent and temporary) by a ratio of approximately 4 to 1. There are as many immigrants entering Canada with a master's or doctorate as the number of university graduates at all levels leaving for the United States.

Based on the 1996 Census, about 39,000 degree holders entered Canada per year (both permanently and temporarily) from 1990 to 1996, including 11,000 master's and PhD degree holders. This compares with an estimated 10,000 university graduates at all levels combined leaving Canada for the United States per year in the 1990s, based on the 1994 to 1999 U.S. Current Population Surveys. The latter estimate includes both permanent and temporary migrants, and both the Canadian and foreign-born. It is important to point out that university graduates emigrating to countries other than the United States are not included because of lack of data.

Comme nous l'avons vu le mois passé, les migrants vers les États-Unis sont encore plus scolarisés que les immigrants récemment arrivés au Canada. Cependant, compte tenu du nombre nettement plus élevé d'immigrants qui entrent au Canada, les diplômés universitaires qui arrivent au pays de partout dans le monde sont environ quatre fois plus nombreux que les diplômés universitaires qui émigrent aux États-Unis (de façon permanente ou temporaire). On recense autant d'immigrants titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat entrant au Canada que de diplômés universitaires de tous les niveaux qui émigrent aux États-Unis.

Selon les résultats du recensement de 1996, quelque 39 000 diplômés universitaires sont entrés au Canada chaque année (de façon permanente ou temporaire) de 1990 à 1996, dont 11 000 titulaires de maîtrise et de doctorat. Il convient de comparer ce chiffre aux quelque 10 000 diplômés universitaires de tous les niveaux d'études qui ont quitté annuellement le Canada pour les États-Unis au cours des années 1990, selon les données des Current Population Surveys américaines de 1994 à 1999. Cette dernière estimation vise tant les migrants permanents que les migrants temporaires et les personnes nées au Canada comme celles qui sont nées à l'étranger. Il importe de souligner que les diplômés universitaires qui émigrent dans des pays autres que les États-Unis ne sont pas pris en considération, faute de données.

Feature article

Étude spéciale

Table 2
Ratio of distribution of recent immigrants to the Canadian-born, by educational attainment^{2,3}

Tableau 2
Rapport entre les répartitions selon le plus haut degré
d'instruction^{2,3} des immigrants récents et de la population
de souche¹

	Distribution of recent immigrants by education	Distribution of the Canadian-born by education	Ratio of distribution of recent immigrants to the Canadian-born
	Répartition des immigrants récents selon le degré d'instruction	Répartition de la population née au Canada selon le degré d'instruction	Rapport entre les répartitions des immigrants récents et de la population née au Canada
1981			
Less than high school – Études primaires Secondary school graduate – Études secondaires Completed non-university – Études non universitaires complètes Some postsecondary – Études postsecondaires incomplètes Bachelor's degree or higher – Baccalauréat ou grade plus élevé Bachelor's degree – Baccalauréat Master's degree – Maîtrise Doctorate – Doctorat	45.3 11.3 18.5 10.0 14.9 11.6 2.5 0.8	48.0 13.9 19.1 9.9 9.1 7.9 1.0	0.9 0.8 1.0 1.0 1.6 1.5 2.5 4.5
1986			
Less than high school – Études primaires Secondary school graduate – Études secondaires Completed non-university – Études non universitaires complètes Some postsecondary – Études postsecondaires incomplètes Bachelor's degree or higher – Baccalauréat ou grade plus élevé Bachelor's degree – Baccalauréat Master's degree – Maîtrise Doctorate – Doctorat	42.7 11.8 17.0 10.7 17.7 12.9 3.7	44.4 13.4 20.2 11.1 10.8 9.4 1.3 0.2	1.0 0.9 0.8 1.0 1.6 1.4 2.9 5.3
1991			
Less than high school — Études primaires Secondary school graduate — Études secondaires Completed non-university — Études non universitaires complètes Some postsecondary — Études postsecondaires incomplètes Bachelor's degree or higher — Baccalauréat ou grade plus élevé Bachelor's degree — Baccalauréat Master's degree — Maîtrise Doctorate — Doctorat	38.1 14.4 17.1 11.1 19.5 14.8 3.7 0.9	38.4 15.3 22.8 11.0 12.5 10.7 1.5	1.0 0.9 0.7 1.6 1.4 2.4 3.8
1996	•		
Less than high school – Études primaires Secondary school graduate – Études secondaires Completed non-university – Études non universitaires complètes Some postsecondary – Études postsecondaires incomplètes Bachelor's degree or higher – Baccalauréat ou grade plus élevé Bachelor's degree – Baccalauréat Master's degree – Maîtrise Doctorate – Doctorat	35.8 14.2 16.6 10.4 23.2 18.0 4.0	35.0 14.9 24.8 11.0 14.3 12.2 1.9	1.0 1.0 0.7 0.9 1.6 1.5 2.2 4.3

¹ Recent immigrants are defined as those who arrived in Canada in the five-year period prior to each census.

Les immigrants récents sont ceux qui sont arrivés au Canada au cours de la période de cinq ans précédant chacun des recensements.

The above comparison is age-adjusted, using the Canadian-born as the standard population.

² La comparaison présentée ci-dessus est corrigée en fonction de l'âge, la population-type étant formée de la population née au Canada.

³ To illustrate the interpretation of the ratio, the 1996 ratio of 4 for the category of 'doctorate' means that recent immigrants were four times as likely as the Canadian-born to hold a doctorate degree, after adjusting for age differences in the two populations.

³ À titre d'illustration, le rapport de 4 de 1996 pour la catégorie « doctorat » signifie que les immigrants récents sont 4 fois plus susceptibles que les personnes nées au Canada d'être titulaires d'un doctorat, après correction selon l'âge des deux populations.

Undoubtedly, a factor influencing the high educational qualifications of recent immigrants is the 'points system,' which, as previously mentioned, aims at selecting independent immigrants on the basis of their education, labour market experience and language abilities. Canada's immigration laws, however, are multifaceted. The goal is not only to promote Canada's economic interest (as manifested by the 'points system' in selecting independent applicants), but also to reunite families and to assist refugees on humanitarian grounds. The two latter objectives are reflected in the other two main classes of immigrants3/4family class and refugees. Immigrants who are admitted in these two classes are not subject to the same screening as independent immigrants. However, when immigrants of all classes are grouped together, they still have significantly higher educational qualifications than the Canadian-born population, especially at the master's and PhD levels.

Expected lifetime earnings of immigrant computer scientists

Much of the debate on brain drain and brain gain has focussed on the shortage of skilled workers in the information technology sector. Because of the high demand for these workers, this sector is keenly aware of losses from migration to the United States. It is equally important, however, to consider the contribution of recent immigrants in this sector.

As shown in the previous section, recent immigrants are twice as likely as the Canadian-born population to be in high-technology occupations. In recent years, with the expansion of the high-technology sector, employment of high-technology professionals has grown rapidly, not only among immigrants, but also among the native-born. Between 1991 and 1996, employment of computer engineers, systems analysts and computer programmers grew by 39,000, from 124,000 to 163,000. Recent immigrants (since 1990) accounted for almost a third (12,000 of 38,000) of this increase. It is clear that recent immigrants have become an important component of high-technology employment expansion and that they are contributing to meeting the high demand for workers in this sector.

We examine the issue of the quality of recent immigrant computer scientists by comparing their expected lifetime earnings with those of Canadian-born computer scientists. Earnings, inasmuch as they represent the value placed on a human resource by the marketplace, are an indicator of quality.

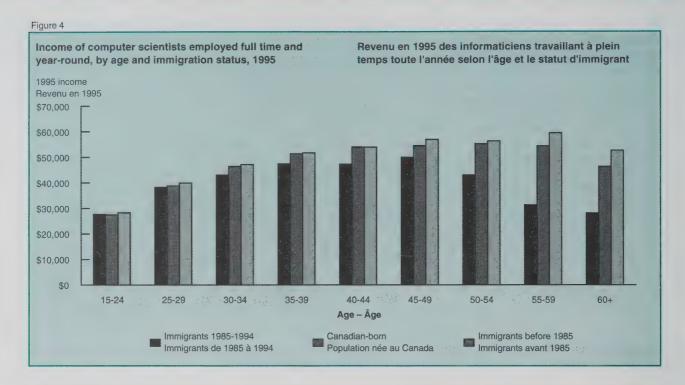
Nul doute que l'un des facteurs influant sur le haut niveau de scolarité des immigrants récents est le « système de points » qui, comme on l'a mentionné précédemment, vise à choisir les immigrants indépendants en fonction de leur instruction, de leur expérience du marché du travail et de leurs compétences linguistiques. Toutefois, les lois canadiennes en matière d'immigration sont multidimensionnelles. Elles visent non seulement à promouvoir les intérêts économiques du pays (comme en témoigne le « système de points » servant à la sélection des immigrants indépendants), mais aussi à réunir les familles et à offrir une aide humanitaire aux réfugiés. Ces deux derniers objectifs s'incarnent dans les deux autres grandes catégories d'immigrants, à savoir celles des parents et des réfugiés. Les immigrants admis dans ces deux catégories ne sont pas soumis aux mêmes critères de sélection que les immigrants indépendants. Cependant, lorsqu'on regroupe les immigrants de toutes les catégories, on constate qu'ils sont nettement plus scolarisés que la population née au Canada, notamment en ce qui a trait aux cycles universitaires de la maîtrise et du doctorat.

Revenu de carrière prévu des informaticiens immigrants

Une grande partie du débat sur le double phénomène de l'exode et de l'afflux de cerveaux a porté sur la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur de la technologie de l'information. Compte tenu de la forte demande de tels travailleurs, ce secteur est fort conscient des pertes migratoires au profit des États-Unis. Néanmoins, il convient tout autant de tenir compte de la contribution des immigrants récents à cette branche d'activité.

Comme nous l'avons mentionné à la section précédente, les immigrants récents ont deux fois plus de chances que la population de souche d'exercer des professions liées à la haute technologie. Ces dernières années, l'expansion du secteur de la haute technologie s'est traduite par une croissance rapide de l'emploi des professionnels de la haute technologie non seulement chez les immigrants, mais aussi dans la population née au Canada. Entre 1991 et 1996, le nombre d'emplois en génie informatique, en analyse de systèmes et en programmation a augmenté de 39 000, passant de 124 000 à 163 000. Près du tiers (12 000 sur 38 000)de cette expansion est attribuable aux immigrants récents (arrivés au Canada depuis 1990). Il est évident que l'immigration récente tient une place importante dans la croissance de l'emploi du secteur de la haute technologie et qu'elle contribue à satisfaire les besoins considérables en main-d'œuvre dans cette branche d'activité.

Nous examinons maintenant la question de la qualité des informaticiens ayant récemment immigré au Canada en comparant leur revenu de carrière prévu à celui des informaticiens nés au Canada. Dans la mesure où il représente la valeur qu'attache le marché aux ressources humaines, le revenu constitue un indicateur de qualité.



Results of the 1996 Census show that, among those aged 15 to 49, the annual income of immigrant computer scientists who had been in Canada for less than 10 years was slightly lower than their Canadianborn counterparts (Figure 4). Among those aged 50 and over, immigrants in Canada for less than 10 years earned significantly less than the Canadian-born. Compared to the Canadian-born, immigrants in Canada for more than 10 years had similar incomes up to the age of 44, and had higher incomes after age 45. Hence, it appears that those immigrating at relatively younger ages integrate well—and actually earn more—than the Canadian-born computer scientists after the age of 45. On the other hand, those immigrating at older ages appear to experience more difficulties. For the most part, immigrant computer scientists tend to be quite young (average age in the early 30s) when they immigrate into Canada. An analysis of expected lifetime earnings showed that the projected lifetime earnings of young immigrant computer scientists were comparable with—only 1% below—those of their Canadian-born counterparts.

Hence, in high demand occupations, there is no evidence that the labour market discerns qualitative differences between immigrant and Canadian-born workers. In the absence of qualitative differences, given the sheer numbers involved, it is clear that immigrant computer scientists are making a significant contribution to Canada's high-technology industries.

Les résultats du recensement de 1996 indiquent que, dans le groupe d'âge des 15 à 49 ans, les informaticiens immigrants qui ont séjourné au Canada moins de dix ans touchent un revenu annuel légèrement inférieur à celui de leurs homologues nés au Canada. (voir la figure 4). Dans le groupe d'âge des 50 ans et plus, cet écart s'accroît sensiblement. Les immigrants ayant résidé plus de dix ans au Canada touchent un revenu comparable à celui des personnes nées au Canada jusqu'à l'âge de 44 ans et touchent un revenu supérieur à partir de 45 ans. Par conséquent, il semble que les informaticiens qui immigrent au Canada relativement jeunes s'intègrent bien et que, après l'âge de 45 ans, ils touchent même un revenu supérieur à celui de leurs homologues nés au Canada. En revanche, ceux qui immigrent à un âge plus avancé semblent éprouver plus de difficultés. En règle générale, les informaticiens sont assez jeunes (ils sont en moyenne au début de la trentaine) lorsqu'ils immigrent au Canada. L'analyse du revenu de carrière prévu révèle que le revenu de carrière prévu des jeunes informaticiens immigrants est comparable à celui de leurs homologues de souche (il y est inférieur de 1 % seulement).

Par conséquent, dans les professions à forte demande, rien n'indique que le marché du travail établit des différences qualitatives entre les immigrants et les travailleurs nés au Canada. En l'absence de telles différences qualitatives et compte tenu de leur nombre, les informaticiens immigrants tiennent manifestement une place importante dans le secteur de la haute technologie au Canada.

CONCLUSIONS AND FURTHER INITIATIVES

Is there a 'brain drain' to the United States? Yes-Canada suffers a net loss of workers in a variety of key knowledge-based occupations. The magnitude of these losses is relatively small—about 0.1% of all tax filers, and less than 1% of the stock of workers in any specific knowledge occupation. The composition of emigrants, however, is weighted towards the bettereducated, high-income earners and people of prime working age. Further, they are drawn from sectors that are thought to be important to Canada's economy and society. The recent survey of the 1995 graduates who moved to the United States indicated a disproportionately higher percentage (12%) of PhD graduates having moved there. Likewise, 0.9% of tax filers with annual incomes of \$150,000 or higher left Canada in 1996, a migration rate nine times as high as that of all tax filers. Tax filer data also indicate an upward trend in the number of people leaving Canada in the 1990s.

On the other hand, Canada receives more university graduates than it loses to the United States. For every university degree holder migrating from Canada to the United States, whether on a temporary or permanent basis, there are four university degree holders (including one master's or PhD) migrating from the rest of the world to Canada. Compared with the Canadian-born population, after adjusting for age differences, recent immigrants are overrepresented among university degree holders, especially advanced degree holders such as master's and PhD.

Recent immigrant high-technology workers are making an important contribution in helping to meet the high demand in the high-technology sector. Immigrants in the 1990s account for about a third of the increase in employment among computer engineers, systems analysts and computer programmers.

Clearly, the data suggest that the issue of the 'brain drain' is far more complex than first appears. Questions remain about the size of the flow of emigrants and the permanency of their moves, and the degree to which the best and the brightest may be overrepresented. Questions also remain about the extent to which Canadian immigrants—the so-called 'brain gain' -compensate for the 'drain.' This paper has presented data from a variety of sources germane to these questions in the hope that improved data can render the public debate more productive. Given that the most recent data to examine the issue are in many cases two or more years old, questions remain about how the situation may have evolved in more recent years and may still be evolving. Statistics Canada will continue to monitor and update existing sources of data, and will work with Human Resources and Development Canada, Industry Canada, and

CONCLUSIONS ET NOUVELLES INITIATIVES

Y a-t-il un « exode de cerveaux » au profit des États-Unis? Oui, puisque le Canada subit une perte nette de travailleurs dans diverses professions clés du savoir. Ces pertes sont relativement peu importantes: elles représentent environ 0,1 % de l'ensemble des déclarants et moins de 1 % de l'effectif des travailleurs d'une profession donnée. On observe, toutefois, une surreprésentation des personnes plus scolarisées, des travailleurs à revenu élevé et des groupes d'âge d'activité maximale parmi les émigrants. Ceux-ci viennent en outre des secteurs jugés importants pour l'économie et la société canadiennes. Selon l'enquête récente menée auprès des diplômés de 1995 qui ont déménagé aux Etats-Unis, les titulaires d'un doctorat figurent en nombre disproportionné (12 %) dans ce courant migratoire. De facon analogue, 0,9 % des déclarants touchant un revenu annuel de 150 000 \$ ou plus ont quitté le Canada en 1996, soit un taux de migration neuf fois plus élevé que celui visant l'ensemble des déclarants. Les données fiscales indiquent également une tendance à la hausse quant au nombre des sorties migratoires au cours des années 1990.

Par ailleurs, le Canada accueille plus de diplômés universitaires qu'il n'en perd au profit des États-Unis. Pour chaque diplômé universitaire qui émigre du Canada aux États-Unis, de façon temporaire ou permanente, on en compte quatre (dont un titulaire de maîtrise ou de doctorat) qui immigrent du reste du monde au Canada. Par rapport à la population de souche, les immigrants récents sont surreprésentés, après correction pour l'âge, chez les diplômés universitaires, et notamment chez les titulaires d'un diplôme d'études supérieures de maîtrise ou de doctorat.

Les travailleurs de la haute technologie qui ont immigré récemment contribuent largement à satisfaire la forte demande de main-d'œuvre dans le secteur de la technologie de pointe. Dans les années 1990, environ le tiers de la croissance de l'emploi dans les domaines du génie informatique, de l'analyse de systèmes et de la programmation est attribuable aux immigrants.

De toute évidence, les données indiquent que le phénomène de l'« exode des cerveaux » est bien plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. Il subsiste des questions quant à l'ampleur du flux d'émigrants et quant à la permanence de ces sorties de même qu'à propos du degré de surreprésentation de l'élite intellectuelle dans les sorties migratoires. On peut également se demander dans quelle mesure l'immigration au Canada (que l'on désigne par le terme « afflux de cerveaux ») vient compenser cet exode. Dans cet article. nous avons présenté des données puisées à diverses sources pertinentes dans l'espoir qu'une meilleure information permette des débats publics plus féconds. Compte tenu que les données les plus récentes sur ces questions datent souvent de deux ans ou plus, il reste à savoir comment la situation a pu évoluer au cours des dernières années et comment elle évolue encore. Statistique Canada continuera à contrôler et à actualiser les sources de données disponibles et collaborera avec Développement des ressources humaines

Feature article

Étude spéciale

Citizenship and Immigration Canada to extend and improve what is known about the nature, extent and economic impact of the brain drain to the United States and the brain gain from the rest of the world.

Canada, Industrie Canada et Citoyenneté et Immigration Canada pour élargir et améliorer nos connaissances de la nature, de l'ampleur et de l'incidence économique de l'exode des cerveaux au profit des États-Unis et de l'afflux des cerveaux en provenance du reste du monde.

BIBLIOGRAPHY

Citizenship and Immigration Canada. Various Years. Citizenship and Immigration Statistics. Ottawa: Citizenship and Immigration Canada.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). 1998. *Education at a Glance: OECD Indicators*. Paris: Table G4.1, p. 345.

Roth, Wayne. 1998. Canadian Occupational Projection System: A Presentation of Results Using a Revised Framework. Applied Research Branch. Catalogue no. T-95-3. Ottawa: Human Resources Development Canada.

BIBLIOGRAPHIE

Citoyenneté et Immigration Canada. Statistiques sur la citoyenneté et l'immigration. Diverses années. Ottawa: Citoyenneté et Immigration Canada.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). 1998. *Regards sur l'éducation: Les indicateurs de l'OCDE*. Paris: Tableau G4.1, p. 345.

Roth, Wayne. 1998. Canadian Occupational Projection System: A Presentation of Results Using a Revised Framework. Direction générale de la recherche appliquée. N° T-95-3. Ottawa: Développement des ressources humaines Canada.

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- 2. Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Globalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR : Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

1. RRSP withdrawals revisited.

REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

1. Le point sur les retraits d'un REER.

2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux Etats-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Epargne-retraite: travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

April 2000

Year-end review.

May 2000

Brain drain and brain gain: Part I, The emigration of knowledge workers from Canada.

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Avril 2000

Revue de fin d'année.

Mai 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie I, Émigration des travailleurs du savoir en provenance du Canada.



WHAT IF there were a place that could save you and your business time and money by offering a consolidated area with the latest in Canadian statistics?

WHAT IF there were a place that offered accessible and reliable data on an assortment of current hot topics on Canadian social and economic themes?

WHAT IF there were a place where analysis experts that know your markets could provide you with advice and customized data at your fingertips?

WHAT IF there were such a place?

THERE IS SUCH A PLACE.

QUE DIRIEZ-VOUS de trouver au même endroit tout ce qu'il y a de plus récent en statistiques canadiennes et, du même coup, de réaliser une économie de temps et d'argent pour vous et votre entreprise?

QUE DIRIEZ-VOUS d'un endroit où seraient mises à votre portée des données fiables sur tout un éventail de sujets brûlants d'actualité du domaine social et économique canadien?

QUE DIRIEZ-VOUS d'un endroit où, en appuyant simplement sur quelques touches, vous auriez accès à des conseils et des données sur mesure, fournis par des analystes bien au courant des marchés auxquels vous vous intéressez?

QUEDIRIEZ-VOUS si un tel endroit existait?

EH BIEN, IL EXISTE!

WWW,statcan,ca BUILT FOR BUSINESS

The official source of Canadian statistics All the time — All in one place

WWW, Statcan, ca

La source officielle de statistiques canadiennes en un endroit et en tout temps cansim has made it possible for Canadian businesses to track trends in virtually every sector of Canadian social and economic life.



epuis plus de 30 ans CANSIM permet aux entreprises canadiennes de suivre de près les tendances dans presque tous les secteurs de la vie sociale et économique au Canada.

So, when YOU need accurate, precise and timely data from a source you can trust, look no further than *CANSIM* and its more than 700,000 time series—some extending back more than 50 years!

Available on CD-ROM and online through Statistics Canada and our licensed distributors, this multi-subject database provides a wide range of statistical information on labour, transportation, population, finance, international trade, manufacturing, prices and much more.

Using **CANSIM** is simple.



The CD-ROM offers you an UNLIMITED ACCESS to CANSIM's complete historical records. For the last time ever, the CD-ROM was produced in March 2000.



The online version, updated daily, allows you to pick and choose THE LATEST TIME SERIES YOU WANT!

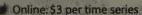
Whether it's from the CD-ROM or the online version, getting the exact range of data you need takes only a few minutes—and you can download it to your preferred software application.

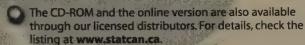
In a nutshell, this powerful database presents an organized universe of business, economic and social data that you can explore and mine for the information you need, exactly when you need it!



CD-ROM: \$1,995

In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10.





To order:

Phone 1 800 263-1136 and discuss your requirements with our knowledgeable account executives.

Access our Web site at www.statcan.ca.

Tomorrow's socio-economic decisions need CANSIM today!

Alors, si VOUS avez besoin de données exactes, précises et à jour provenant de source sûre, ne cherchez plus et consultez *CANSIM* et ses 700 000 séries chronologiques, certaines remontant à plus de 50 ans!

Disponible sur CD-ROM et en direct auprès de Statistique Canada et de ses distributeurs autorisés, cette base de données polyvalente fournit un vaste éventail de renseignements statistiques sur le travail, le transport, la population, la finance, le commerce international, la fabrication, les prix et plus encore.

L'utilisation de CANSIM est simple.



Le CD-ROM vous offre un ACCÈS ILLIMITÉ à tous les enregistrements chronologiques de CANSIM. L'édition de mars 2000 était la dernière à paraître.



La version en direct, mise à jour quotidiennement, vous permet de repérer et de choisir LA SÉRIE CHRONOLOGIQUE LA PLUS ACTUELLE!

Que vous utilisiez le CD-ROM ou la version en direct, vous obtiendrez en quelques minutes seulement la gamme exacte de données dont vous avez besoin, données que vous pouvez télécharger dans votre application logicielle préférée.

Grosso modo, cette base de données puissante présente un univers organisé de données commerciales, économiques et sociales que vous pouvez explorer et dont vous pouvez extraire les renseignements voulus, <u>au moment où vous en avez besoin!</u>



CD-ROM: 1 995 \$

Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$.



En direct: 3 \$ par série chronologique

Vous pouvez également vous procurer le CD-ROM et la version en direct auprès des distributeurs autorisés. Vous trouverez leurs coordonnées à l'adresse www.statcan.ca.

Pour commander:

Composez le 1 800 263-1136 et faites part de vos besoins à l'un de nos analystes-conseils chevronnés.

à l'un de nos analystes-conseils chevronnés.

Visitez notre site Web à www.statcan.ca.

Pour prendre des décisions éclairées en matière socioéconomique, consultez CANSIM dès maintenant!

Catalogue no. 11-010-XPB



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

Nº 11-010-XPB au catalogue

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

- Historical Statistical Supplement update
- Nouvelle édition du Supplément statistique historique





Statistics Canada Statistique Canada



Set enline

with Statistics Canada's Electronic Publications:

Go virtual with Statistics Canada's electronic publications. From Arts and Culture to Travel, Transport and Warehousing, you have over 120 titles in 18 topic categories to choose from — and the list is growing every day.



Slavez branché

grâce aux publications électroniques de Statistique Canada!

Vivez au rythme virtuel des publications électroniques de Statistique Canada. De la rubrique Arts et culture à la rubrique Voyages, transport et entreposage, vous trouverez plus de 120 titres répartis en 18 catégories, et la liste s'allonge de jour en jour.

Save money.

Order online and you'll receive a 25% price reduction from that of our print publications.

One price, many rewards.

Statistics Canada subscriptions offer indefinite access to your publication and up to three years of its previous issues.

Built to last.

Unlike paper, e-versions won't yellow, fade or tear. They will stay intact and accessible for years to come!

Find the information you need now.

Online documents allow you to search, locate and print exactly what you are looking for.

Be the first to know.

Our electronic publications are regularly available before print versions, so you always have access to the most current releases.

Feel safe about ordering online.

Our secure site makes using your credit card online safe and easy. Guaranteed.

Be green.

By consciously choosing electronic over paper, you're doing your part to be ecologically friendly. Feel good about doing business, respecting the environment and saving precious resources.

Save time.

Access your publication on the day of release - no more waiting for delivery.

Put the data to work.

Copy text from our online publications right into your documents and databases.

Access anywhere, anytime.

Get up-to-date detailed information quickly and efficiently, regardless of location and time constraints.

On our site, go to <u>Products and Services</u>, select <u>Downloadable publications</u> (\$) and simply follow the steps to subscribe or purchase. It's that easy!

www.statcan.ca BUILT FOR BUSINESS



Économisez de l'argent.

Les achats en ligne vous donnent droit à un rabais de 25 % sur le prix des ouvrages imprimés.

Un seul prix, beaucoup de primes.

À Statistique Canada, les abonnements sont assortis d'un accès illimité à la publication que vous choisissez et aux numéros antérieurs pour une période pouvant couvrir jusqu'à trois années.

Conçues pour durer.

Contrairement aux documents imprimés, les versions électroniques ne jaunissent pas, ne se décolorent pas et ne se déchirent pas. Elles restent intactes et accessibles pendant des années!

Trouvez les renseignements que vous cherchez maintenant.

Les documents en ligne vous permettent de chercher, de trouver et d'imprimer exactement ce que vous désirez obtenir.

Prenez la tête du peloton.

Nos publications électroniques sortent généralement avant les versions imprimées; vous avez donc accès aux parutions les plus récentes.

Soyez rassuré quant aux commandes en ligne.

Grâce à la sûreté de notre site, l'utilisation en ligne de votre carte de crédit est simple et sans risque. C'est garanti.

Pensez «écolo».

En optant pour les produits électroniques plutôt que les documents imprimés, vous participez à la préservation de l'environnement. Faites d'une pierre, trois coups : travaillez, respectez l'environnement et conservez des ressources précieuses.

Gagnez du temps.

Accédez à la publication le jour de sa parution - aucun délai de livraison.

Mettez les données à l'œuvre.

Copiez des extraits de nos publications en ligne directement dans vos documents et bases de données.

Accès partout, en tout temps.

Obtenez rapidement et efficacement des renseignements détaillés et à jour, peu importe les contraintes de lieu et de temps.



Sur notre site, cliquez sur <u>Produits et services</u>,

puis sélectionnez <u>Publications téléchargeables</u> (\$). Vous n'avez qu'à suivre les étapes pour acheter ou vous abonner. C'est aussi simple que cela!

www.statcan.ca conçu pour les affaires



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

July 2000

For more information on the CEO contact: Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640 FAX: (613) 951-5403

Internet: ceo@statcan.ca
You can also visit our World Wide Web site:
http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Juillet 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture, 24-K Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640 FAX: (613) 951-5403 Internet: oec@statcan.ca Vous pouvez également visiter notre site sur le Web:

Comment commander les publications

http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

JUL 25 2000

Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 7 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

N° 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n° 7 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services	
Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries	infostats@statcan.ca
Web site	www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$23.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States	CDN \$ 6.00	CDN \$72.00
Other countries	CDN \$ 10.00	CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

	Phone	(Canada and United States)	1 800 267-6677
	Fax (Ca	anada and United States)	1 877 287-4369
	E-mail		order@statcan.ca
•	Mail	Statistics Canada	

Nail Statistics Canada
Dissemination Division
Circulation Management
120 Parkdale Avenue
Ottawa, Ontario K1A 0T6

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements Service national d'appareils de télécomm	1 800 263-1136
nications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programm	ne
des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des	
bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit nº 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

•	Téléphone	e (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
•	Télécopie	ur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369
•	Courriel		order@statcan.ca
•	Poste	Statistique Canada	
		Distriction of a locality value	

Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

 En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

Output stalled for the second time in three months in April, as did employment in June. Lower spending on autos and housing led the slowdown and both continued to ease into May despite a huge boost to incomes from the federal government's pay equity payments. Exports also slipped in April, but mostly due to irregular factors as the underlying trend of external demand remained positive.

La production freine pour la deuxième fois en trois mois en avril, tout comme l'a fait l'emploi en juin. Le ralentissement a été dominé par la baisse des dépenses en automobiles et en logement, lesquels ont continué de se relâcher en mai en dépit du stimulant majeur sur les revenus d'emploi des paiements en vertu de l'entente sur la parité salariale du gouvernement fédéral. Les exportations se sont aussi adoucies en avril, mais surtout en raison de facteurs irréguliers, la tendance sous-jacente de la demande extérieure étant demeurée positive.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Europe raises interest rates; OPEC increases output quotas.

Hausses des taux d'intérêt en Europe; l'OPEP augmente ses quotas de production.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

3.1

Notes Notes

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on July 7, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy,

J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 7 juillet 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy

Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984



Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary Table - Key Indicators				Tableau sommaire - Indicateurs principaux						
Year and month	pe	nployment, rcent ange	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois	va	nploi, riation en urcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100053	J12001	P119500	l 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	6.66 5.98	138 150	0.9 1.7	2.88 4.10	3.47 3.82	6.96 11.81	9.2 ⁴ 7.71
998	J A S O N D	0.05 0.32 0.26 0.45 0.17 0.35 0.05	8.3 8.2 8.1 8.0 8.0 8.1	0.56 0.14 0.21 0.00 0.21 0.28 0.62	129 123 138 134 140 129 141	0.1 0.1 0.0 -0.1 0.4 0.1 -0.1	-0.01 -0.30 0.92 0.09 0.36 0.46 0.46	-1.25 1.09 -0.27 0.61 -0.70 1.06 -0.49	-2.84 0.71 5.82 1.57 2.27 -0.88 0.39	-2.48 -1.74 6.05 1.74 2.60 -0.75 -0.03
999	J F M A M J J A S O N D	0.48 0.04 0.05 0.33 0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.69 0.75 0.75 0.61 0.54 0.47 0.53 0.53 0.39 0.46 0.59	144 145 151 145 145 152 145 147 153 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.27 0.55 0.14 0.40 0.28 0.41 0.55 0.52 0.30 0.13 0.73 0.39	1.74 0.70 0.23 -0.78 -0.15 0.79 1.24 0.80 -0.21 -1.02 0.64 1.70	1.49 0.70 -0.03 -0.54 0.73 2.08 2.36 3.73 -2.44 0.93 2.51 0.54	-1.29 1.77 -0.74 -0.35 0.79 1.17 0.69 2.44 0.36 2.16 -0.49 3.37
2000	J F M A M J	0.30 0.24 0.20 0.03 0.28 -0.09	6.8 6.8 6.8 6.6 6.6	0.64 1.02 1.14 0.87 0.74	152 169 167 159 142	-0.2 0.4 0.4 -0.3 0.2	0.53 -0.32 0.74 -0.05	1.08 -1.10 1.31 -0.49	4.06 -2.61 4.67 -3.02	-1.26 -0.55 3.64 -0.27

Overview

Output stalled in April, and has posted a net gain of only 0.4% since January, its weakest such showing in over a year. The slowdown in output stands in contrast with the stretch of unbroken, rapid gains through most of 1999.

Household spending was the principal brake on overall growth. Retail sales dipped for the second time in three months, led by lower vehicle sales, which continued to struggle into May. Meanwhile, strikes compounded the recent weakness in the market for new homes.

Vue générale

La production a marqué le pas en avril. Sa progression n'a été que de 0,4 % en valeur nette depuis janvier, sa plus faible en plus d'un an. Ce ralentissement de la production contraste avec la croissance rapide et ininterrompue qui a été la sienne pendant le plus clair de 1999.

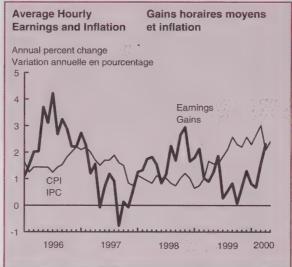
Les dépenses des ménages ont constitué le grand frein à la croissance globale. Les ventes au détail ont fléchi une deuxième fois en trois mois, surtout à cause d'un affaiblissement des ventes de véhicules, ce secteur continuant à éprouver des difficultés même en mai. Par ailleurs, des grèves ont aggravé la récente faiblesse du marché de l'habitation neuve.

^{*} Based on data available on July 7; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

^{*} Basée sur les données disponibles le 7 juillet; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

Exports suffered a small setback in April, but annual growth remained strong at 14%. The monthly decrease appeared to originate more in a series of one-time events (such as lower aircraft sales and oil prices) than any fundamental slowdown in shipments to the US. Meanwhile, overseas demand has picked up so far in the year, reflecting a steady improvement in Europe and an upturn in Asia.

All the major indices of prices turned up in May, after a temporary drop for oil dampened them in April. However, price increases extended well beyond the energy sector; rising prices for commodities such as food and metals pushed up costs for both industry and consumers, and prices also rose for a wide range of services. To date, however, rising prices have not put any significant upward pressure on wages. Labour income in April did jump 9.5% from a year-ago, its largest gain since 1988, but the increase originated about equally in more jobs, higher weekly earnings and



the federal government's pay equity payments.

Les exportations ont un peu reculé en avril, mais leur taux annuel de croissance demeure élevé à 14 %. La baisse mensuelle s'expliquerait plus par des événements ponctuels (diminution des ventes d'aéronefs et des cours pétroliers) que par un mouvement foncier de ralentissement des livraisons vers les États-Unis. En revanche, la demande outre-mer a repris depuis le début de l'année grâce à une progression soutenue en Europe et à un redressement en Asie.

Tous les grands indices des prix ont évolué en hausse en mai après avoir été amortis en avril par une diminution temporaire du prix du pétrole. Il reste que les majorations de prix ont largement débordé le seul secteur de l'énergie. La montée des cours de produits de base comme les aliments et les métaux est venue alourdir la facture tant de l'industrie que du secteur de la consommation. On a aussi relevé des hausses de prix pour une grande diversité de services. Toutefois, ce renchérissement n'a pas exercé jusqu'ici de pressions appréciables à la hausse sur les salaires. En avril, le revenu du

travail a bien fait un bond de 9,5 % par rapport à sa valeur d'il y a un an, marquant sa plus grande progression depuis 1988, mais cette dernière est attribuable à peu près également à une multiplication des emplois, à une augmentation de la rémunération hebdomadaire et aux paiements d'équité salariale du gouvernement fédéral.

Labour Markets

Employment dipped slightly in June, capping off its slowest quarterly increase (0.4%) since early 1998. The number of full-time positions fell for the second time in three months. However, the unemployment rate held steady at 6.6% as there was a matching decrease in the labour force, particularly for youths.

Employment in goods-producing industries weakened across the board in June, which partly explains why jobs held by men fell in the month. The recent recovery in natural resources suffered a setback, manufacturing posted its first drop since February while the retreat in construction was the fourth in a row. Services jobs fared better, as gains in management and education offset weakness in goodshandling industries.

The slack in employment growth was felt in all ten provinces. The Atlantic and Prairie provinces, with their relatively large resource bases, experienced the largest drops in jobs and increases in unemployment. The three largest provinces saw little change in

Marché du travail

En juin, l'emploi a légèrement fléchi, clôturant le semestre par sa hausse la plus faible (0,4 %) depuis les premiers mois de 1998. Le nombre de postes à plein temps a décru pour la deuxième fois en trois mois, mais le taux de chômage est demeuré à 6,6 %, une diminution de la population active ayant fait contrepoids, notamment chez les jeunes.

En juin, l'emploi s'est affaibli partout dans les industries de biens, ce qui explique en partie le recul de l'emploi chez les hommes dans le mois. La récente reprise de l'emploi dans les industries de ressources naturelles s'est inversée, le secteur de la fabrication a accusé sa première baisse depuis février et, dans la construction, l'emploi a reculé un quatrième mois de suite. Dans les services, on s'en est mieux tiré sur ce plan avec des gains en gestion et en éducation qui ont contrebalancé la faiblesse des branches de la manutention et de la distribution de biens.

Cette croissance peu ferme de l'emploi a fait sentir ses effets dans les dix provinces. C'est dans les provinces de l'Atlantique et des Prairies avec leurs ressources naturelles relativement abondantes que l'emploi a le plus diminué et le chômage, le plus augmenté. Dans les trois premières

employment, but a withdrawal in the labour force shaved one-tenth of a point off their unemployment rates.

Leading Index

The growth of the leading indicator continued to moderate, from a revised gain of 1.1% in March to 0.9% in April to 0.7% in May. This slowdown largely

reflects gyrations in the stock market, which soared in March before retrenching in April and May; excluding the TSE, the composite index would have grown steadily by about the 0.6% monthly average it has posted over the past year. Eight of the nine other components continued to expand, a reflection of the underlying strength in demand.

The trend of new orders for durable goods turned up after a one-month drop, while the ratio of shipments to inventories posted their first gain in six months. Manufacturers could no longer meet their manpower

needs by lengthening the workweek, turning instead to more hiring in May.

The outlook for exports remains bright, based on continued growth in the American leading indicator. Consumer confidence bounced back, although it remains below the peak it hit in January of this year.

In Canada, furniture and appliances sales remained strong, while the trend for other durable goods rebounded. Services employment continued to expand gradually. The housing index dipped 0.1% in May, pulled down by a drop in housing starts. However, starts remained steady outside of Ontario, which was hamstrung by strikes in Toronto.

Output

The economy stalled in April after real GDP expanded by 0.7% in March, following a 0.3% dip in February. Both construction and manufacturing output contracted in two of the last three months, and international and domestic trade slowed. These losses were offset by continued explosive growth in many technology-related sectors.

Lower auto exports were the largest source of weakness in manufacturing, with negative spin-off effects for related industries such as steel and transportation. The high level of energy prices had a differential impact, encouraging refiners to produce more (as well as upstream activity in the oil patch) but

provinces en importance, l'emploi n'a guère évolué, mais une diminution de la population active y a retranché 0,1 point aux taux de chômage.

Indice Composite

La croissance de l'indicateur avancé a continué de se modérer, étant passée d'un taux révisé de 1,1% en mars et 0,9% en avril à 0,7% en mai. Cette décélération traduit en

grande partie les soubresauts du marché boursier, lequel s'était emballé en mars avant de trébucher en avril et en mai; sans le TSE, l'indice composite se serait accru à un taux régulier d'environ 0,6% depuis un an. Huit des neuf autres composantes étaient encore à la hausse, ce qui signale la vigueur foncière de la demande.

encore à la hausse, ce qui signale la vigueur foncière de la demande.

La tendance des nouvelles commandes de biens durables s'est renversée après une baisse d'un mois tandis que le ratio des livraisons aux stocks enregistrait

une première hausse en six mois.

Les manufacturiers n'ont plus été

capables de satisfaire leurs besoins accrus de main-d'oeuvre en allongeant la durée hebdomadaire moyenne de travail et ont plutôt eu recours à une hausse de l'emploi en mai.

Les perspectives des exportations demeurent bonnes selon la croissance continue de l'indicateur américain. Bien qu'elle soit demeurée bien en-dessous de son sommet de cette année en janvier, la confiance des consommateurs a remonté.

Au Canada, les ventes de meubles et d'appareils ménagers sont demeurées fermes, tandis que celles des autres biens durables ont repris leur tendance positive. L'emploi dans les services a poursuivi son ascension graduelle. L'indice du logement diminue légèrement en mai (-0,1%), entraîné par la baisse des mises en chantier. Ces dernières se sont maintenues, cependant, à l'extérieur de l'Ontario, alors que des grèves ont grandement ralenti la construction dans la grande région de Toronto.

Production

L'économie s'est enlisée en avril. Le PIB réel avait progressé de 0,7 % en mars après avoir régressé de 0,3 % en février. Tant dans la construction que dans la fabrication, la production s'est contractée au cours des deux des trois derniers mois et le commerce extérieur et intérieur a ralenti. Ces pertes ont été compensées par une croissance toujours effervescente dans bien des secteurs liés à la technologie.

En fabrication, la diminution des exportations d'automobiles a été la grande source de faiblesse et s'est répercutée sur des industries liées comme celles de l'acier et des transports. La cherté de l'énergie a eu des effets différents, incitant, d'une part, les raffineurs à produire davantage (aussi bien que dans les activités en amont du secteur pétrolier), et dampening demand for plastics and chemicals, which have had to pass on large price increases so far this year. Construction was pulled down by non-residential building, as business investment demand paused in many areas outside energy after solid growth in the first quarter.

Services were hampered by weakness in goodshandling industries such as transportation and trade. As well, financial activity eased after the frenzy of stockbuying slowed from the record high set in March. Government spending remained inert, while consumer demand for services stayed tepid.

Technology-based sectors of the economy continued to respond to soaring demand, especially for telecommunications; output of such equipment jumped 6%, while carriers saw demand for their services rise another 2%. Assemblies of computers were up 5%, their fourth straight large advance of the year, while a 2% gain in computer services was the driving force behind the growth in business services.

Household demand

Autos and housing continued to soften into May, with strikes compounding the weakness in housing. Truck sales continued to be hampered by the high cost of gasoline, although higher energy prices have helped vehicle sales on the Prairies to recover. While demand for autos and houses was hesitant, outlays for other goods stayed buoyant.

Retail sales remained choppy this year, with a fourth month of alternating gains and losses. The 0.5% drop in April left the volume of sales up only marginally

this year, largely because of sluggish auto sales

sluggish auto sales.

Auto purchases fell for the third time in four months in April, after a brief rally in March. Preliminary data point to further losses in May. The drop in sales has been concentrated in trucks and vans. The retreat in truck sales is especially important for North American producers, who dominate this lucrative market.

amortissant, d'autre part, la demande dans l'industrie du plastique et l'industrie chimique - lesquelles ont dû « refiler » d'importantes augmentations de prix depuis le début de l'année. Dans la construction, la production a été entraînée à la baisse par le secteur non résidentiel, car la demande liée aux investissements des entreprises a marqué un temps d'arrêt dans bien des domaines autres que celui de l'énergie après avoir solidement progressé au premier trimestre.

Dans les services, la production a été gênée par la faiblesse des branches de la manutention et de la distribution de biens comme celles des transports et du commerce. Ajoutons que l'activité financière s'est adoucie après une frénésie des achats d'actions et le record établi en mars. Les dépenses des administrations publiques sont demeurées inertes et la demande de consommation qui s'attache aux services, tiède.

Les secteurs économiques liés à la technologie ont continué à répondre à une demande en plein essor, plus particulièrement dans le secteur des télécommunications. La production de matériel de télécommunication a fait un bond de 6 % et les services de télécommunication ont vu la demande s'accroître de 2 % encore. Dans le secteur de l'assemblage d'ordinateurs, la production était en hausse de 5 %. C'était là un quatrième gain important de suite depuis le début de l'année. Dans les services aux entreprises, une hausse de 2 % des services informatiques a été le moteur de la croissance.

Demande des ménages

Les secteurs de l'automobile et de l'habitation se sont encore affaiblis avec des grèves comme facteur aggravant dans cette dernière industrie. Les ventes de camions étaient toujours entravées par la cherté de l'essence, bien que le renchérissement de l'énergie ait contribué à une reprise des ventes de véhicules dans les Prairies. Si la demande d'automobiles et d'habitations a été hésitante, les dépenses sont restées vives dans les autres catégories de biens.

Les ventes au détail sont demeurées irrégulières cette année avec un quatrième mois de gains et de pertes alternés. Comme elles ont diminué de 0,5 % en avril, leur hausse en

volume est très légère depuis le début de l'année, en grande partie à cause du peu de fermeté des ventes dans l'industrie de l'automobile.

En avril, les achats d'automobiles ont fléchi une troisième fois en quatre mois après s'être brièvement redressés en mars. Les données provisoires font entrevoir de nouvelles pertes en mai. Ce recul des ventes a été concentré dans la catégorie des camions et des fourgonnettes. La baisse des ventes de camions est tout particulièrement importante pour les producteurs nordaméricains, qui dominent ce marché lucratif.



Conditions économiques actuelles

Demand held up well elsewhere. Furniture and appliances continued to surge ahead, helped by a 1% cut in prices, and are running 13% ahead of the pace of a year-ago. A cold spring dampened clothing purchases, although price discounts helped to limit the losses. Similarly, sharply lower energy costs helped to stimulate consumption of non-durable goods.

The housing market was hard to interpret, as the data were increasingly affected by a strike that slowed construction in Toronto starting in April. Housing starts tumbled 10% to their lowest level in over a year, as ground-breaking on single-family homes has given back almost all of its 28% surge in March (which was probably inflated by developers rushing to finish projects before labour disruptions, as well as mild weather). However, strikes may not explain all of the weakness; for example, mortgages loan approvals and sales have been trending down since last fall, and completions of newly built homes and apartments continued to outstrip demand, pushing up vacancy rates despite the strike. The resale market remained firm, as gains in the East and West offset losses in Ottawa and Toronto.

Merchandise trade

A temporary setback in the growth of exports reduced the trade surplus to \$3.2 billion in April, its lowest so far this year. A slowdown in the auto industry and lower oil prices dampened both exports and imports, although this was reversed in May. Meanwhile, consumer and business sales grew steadily on both sides of the border.

Exports earnings fell 3% in April, continuing a pattern of large gains followed by small decreases that left exports 14% ahead of a year-ago. The largest setback was in autos, as demand slowed south of the border.

Most of the other declines appear to reflect onetime events. Lower aircraft sales pulled down machinery and equipment, but the underlying trend for telecommunications equipment remained robust, up nearly 20% in March and April. This sector's surge reflects explosive growth in infrastructure demand for the Internet. Similarly, energy exports dipped because of oil prices, which quickly turned up, while a drop in the volatile gold sector pulled down shipments of metals. Elsewhere, consumer goods posted their first La demande a bien tenu ailleurs. Les ventes de meubles et d'appareils électroménagers ont encore battu leur plein, grâce à une diminution des prix de 1 %. La demande dépasse de 13 % son taux d'accroissement d'il y a un an. Un printemps froid a amorti les achats de vêtements, mais les remises consenties par les détaillants ont contribué à limiter les dégâts. De même, un prix de l'énergie en forte baisse a aidé à stimuler la consommation de biens non durables.

Sur le marché de l'habitation, les résultats sont difficiles à interpréter, car la grève qui a ralenti la construction à Toronto à compter d'avril a fait de plus en plus sentir ses effets. Les mises en chantier ont dégringolé de 10 % pour tomber à leur plus bas niveau en plus d'un an. Les mises en chantier de logements unifamiliaux ont en effet laissé derrière presque tout leur bond de 28 % réalisé en mars (chiffre déjà probablement gonflé parce que les promoteurs s'étaient empressés de finir leurs chantiers en prévision de conflits de travail et parce que le temps avait été clément). Il faut cependant préciser que les grèves peuvent ne pas expliquer toute la faiblesse constatée. Ainsi, les approbations de prêts hypothécaires et les ventes évoluent en baisse depuis l'automne dernier et les achèvements de chantiers d'habitations et d'immeubles d'appartements neufs ont continué à excéder la demande, poussant les taux d'inoccupation en hausse malgré les grèves. Le marché de la revente est resté ferme. Des gains dans les régions est et ouest du pays ont compensé des pertes à Ottawa et à Toronto.

Commerce de marchandises

Une décroissance temporaire des exportations a ramené l'excédent commercial à 3,2 milliards en avril, soit à son plus bas niveau depuis le début de l'année. Le ralentissement de l'industrie de l'automobile et la diminution des cours pétroliers ont amorti tant les exportations que les importations, quoique le mouvement se soit renversé en mai. Par ailleurs, les ventes étaient en progression soutenue dans les secteurs de la consommation et de l'entreprise de part et d'autre de la frontière.

En avril, les revenus à l'exportation ont fléchi de 3 %, prolongeant ainsi une alternance de gains importants et de pertes légères qui a fait gagner 14 % aux exportations sur leur valeur d'il y a un an. Le recul le plus net a été observé dans l'industrie de l'automobile par suite d'un ralentissement de la demande chez notre voisin du sud.

Les autres baisses paraissent imputables pour la plupart à des événements ponctuels. Une contraction des ventes d'aéronefs a poussé en baisse les ventes de machines et de matériel, mais dans le cas du matériel de télécommunication, la tendance de fond à la croissance des ventes demeure solide avec un gain de près de 20 % en mars et en avril. Ce bond en avant de l'industrie des télécommunications s'explique par l'effervescence de la demande infrastructurelle dans le cas des produits Internet. De même, les exportations d'énergie ont fléchi à cause de cours pétroliers en reprise rapide. Par

Conditions économiques actuelles

back-to-back gains in over a year, while a new quota period for lumber gave a boost to forestry products.

Imports dipped 0.3% in April, holding on to most of their 3.6% gain the month before. All of the weakness originated in lower demand for autos and oil. Autos were squeezed by both fewer parts needed for domestic assemblies and sharply lower truck sales.

Imports held up in most other segments of the economy. Business demand continued to race ahead, fuelled this month by energy investment (in both inland drilling and offshore platforms) as well as computers. Consumer goods continued to grow at a double-digit annual rate, reflecting strength in non-auto retail sales.

Prices

All the major price indices bounced back in May, as a rebound in energy prices reinforced ongoing price increases for a number of other commodities as well as many services.

The seasonally unadjusted consumer price index rose by 0.5% between April and May, pushing the year-over-year increase back up to 2.4% after a dip the month before. Energy prices played only a small role in the monthly increase, as the CPI excluding energy climbed 0.4%.

The cost of energy rebounded by 1.2% after a small dip in April. Gasoline and natural gas fuelled these hikes, although for different reasons: the former reflected the higher cost of crude oil as OPEC squeezed output, while the latter was driven by soaring demand in North America, especially from gas-driven turbines. In any event, prices for both continued to escalate in June.

The cost of groceries jumped 1%. About half of the hike reflected a seasonal drop in stocks of storage vegetables. But the price of beef and pork continued to climb as cattle and hog prices have risen sharply in the past year.

Apart from non-durable goods, services were the major source of inflationary pressures due to widespread price hikes. Strong demand pushed up travel costs. Owning a home was made dearer by both rising prices and increasing mortgage rates.

Both durable and semi-durable goods continued to exert a moderating influence on overall prices, standing at or below their level of a year-ago. The steep discounts introduced for clothing in April intensified in May. While prices for most durables were benign,

ailleurs, un recul dans le secteur instable de l'or a entraîné les exportations de métaux à la baisse. Pendant ce temps, les biens de consommation présentaient leurs premiers gains consécutifs en plus d'un an et l'entrée dans une nouvelle période de contingentement du bois d'œuvre venait stimuler les exportations de produits forestiers.

En avril, les importations ont fléchi de 0,3 % après avoir progressé de 3,6 % en mars. Toute cette faiblesse tient à une contraction de la demande d'automobiles et d'hydrocarbures. L'industrie de l'automobile s'est trouvée coincée entre une diminution des pièces destinées aux chaînes de montage canadiennes et une forte baisse des ventes de camions.

La plupart des autres secteurs économiques ont tenu le coup à l'importation. La demande des entreprises a encore battu son plein, soutenue dans le mois par les investissements en énergie (grâce à la fois aux forages terrestres et aux platesformes d'exploitation extracôtière) et en ordinateurs. À l'importation, les biens de consommation ont poursuivi une progression à deux chiffres en valeur annuelle en raison de la vigueur des ventes au détail hors du secteur de l'automobile.

Prix

Tous les grands indices de prix ont rebondi en mai, mois où un redressement des cours énergétiques a donné plus d'ampleur à la montée des prix de divers autres produits de base et d'un grand nombre de services.

D'avril à mai, l'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a gagné 0,5 %, remontant ainsi son taux d'accroissement d'une année à l'autre à 2,4 % après un fléchissement le mois précédent. Le prix de l'énergie n'a joué qu'un faible rôle dans l'augmentation mensuelle des prix, puisque l'IPC hors énergie a grimpé de 0,4 %.

Les cours énergétiques se sont redressés de 1,2 % après avoir légèrement baissé en avril. L'essence et le gaz naturel ont largement contribué à cette hausse, mais pour des raisons différentes : dans le premier cas, il y a eu renchérissement du pétrole brut à la suite de mesures de réduction de la production par l'OPEP et, dans le second, la demande a monté en flèche en Amérique du Nord, et notamment la demande de turbines à gaz. Il reste que les prix tant de l'énergie que du gaz naturel ont continué à monter en juin.

Les prix ont fait un bond de 1 % dans les magasins d'alimentation, dont près de la moitié est attribuable à une contraction saisonnière des stocks de légumes. Les prix de la viande de bœuf et de porc se sont encore élevés, car il y a eu un net renchérissement des bovins et des porcins dans la dernière année.

Outre les biens non durables, les services ont été la grande source de tensions inflationnistes à cause d'augmentations étalées des prix. La fermeté de la demande a poussé le prix des voyages en hausse. Le prix de la propriété d'une maison a augmenté par suite d'une double majoration des prix et des taux hypothécaires.

Les biens tant durables que semi-durables ont encore eu une influence modératrice sur l'ensemble des prix. Leurs prix étaient en effet égaux ou inférieurs à leurs valeurs d'il y a un an. Les fortes remises consenties sur les vêtements en avril se sont amplifiées en mai. Pour la plupart des biens computers posted a rare increase, breaking a string of seven months of decline totalling 11%.

Industrial prices rose by 0.3% between April and May, resuming their year-long climb after a brief lull due to lower gasoline prices in April. While oil prices led the turnaround, rising 3%, a majority of industries raised prices for the fourth month in a row (as well, six industries were unchanged and only three declined). Commodity-based industries led the way, notably pulp, metal and food. The higher cost of oil also pushed up prices for products making extensive use of petroleum, notably plastics and organic chemicals.

Raw materials prices jumped by 6% in May, offsetting a similar drop in April. Most of this see-saw pattern reflected the ups and downs of oil prices, which recovered almost all the ground lost in April before surging past \$30 (US) a barrel in June.

Excluding oil, prices rose at a steady pace of 0.6%, equalling their monthly average over the past year. Metals prices were buoyed by copper and nickel, while agriculture prices continued to recover, notably for hogs and wheat.

Financial markets

The stock market pulled out of a two-month slump, with the TSE rising 10% in June to close at a record high. A rebound in technology stocks led the way, while consumer products bounced back from three straight declines. Conversely, resource issues fell across the board after large gains since February, while interest-sensitive stocks continued to tread water.

Apart from the stock market, most other markets were tranquil in June. Interest rates, both long

and short, were essentially unchanged. The Canadian dollar pulled out of a two-month retreat, edging back up to near 68 cents (US).

The most notable shift in credit and money demand was an acceleration in household credit. The 0.7% growth in April was the largest since June 1999,

durables, les prix se sont faits discrets, mais dans le cas des ordinateurs, on a relevé une rare augmentation qui succédait à sept diminutions mensuelles de suite (pour une valeur totale de 11 %).

Les prix dans l'industrie se sont accrus de 0,3 % d'avril à mai, reprenant le mouvement ascendant qui avait été le leur toute l'année après une brève accalmie attribuable à la baisse du prix de l'essence en avril. Les cours pétroliers ont mené ce revirement avec une hausse de 3 %, mais une majorité d'industries ont relevé leurs prix un quatrième mois de suite (les prix étaient inchangés dans six autres industries et en baisse dans trois seulement). Les industries de produits de base ont dominé ce tableau, et notamment celles de la pâte de bois, des métaux et des aliments. Le renchérissement du pétrole a aussi fait monter les prix de produits à forte utilisation de pétrole, plus particulièrement ceux des plastiques et des produits de chimie organique.

En mai, les cours des matières premières ont fait un bond de 6 %, compensant ainsi une baisse du même ordre en avril. Ce mouvement en dents de scie s'explique en majeure partie par l'alternance de hausses et de baisses des cours pétroliers, lesquels ont repris presque tout le terrain perdu en avril avant de bondir au-dessus du niveau des 30 dollars américains le baril en juin.

Hors secteur pétrolier, les prix étaient en progression soutenue de 0,6 %, égalant leur moyenne mensuelle de la dernière année. Les cours métalliques ont été soutenus par le cuivre et le nickel, tandis que les prix agricoles étaient toujours en reprise, notamment dans le cas des porcins et du blé.

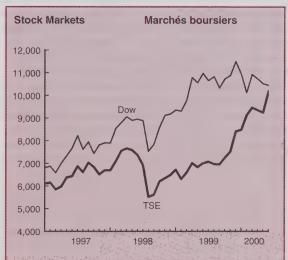
Marchés financiers

Les bourses ont mis fin à un marasme de deux mois et la bourse de Toronto a gagné 10 % en juin pour clôturer à un niveau record. La remontée des actions liées à la technologie a été le moteur de ce redressement et les actions liées à la consommation ont rebondi après avoir fléchi trois mois de suite. En revanche, les actions liées aux ressources naturelles ont reculé partout après avoir largement progressé depuis février. Enfin. les actions sensibles aux taux d'intérêt ont encore piétiné.

Les marchés autres que le marché des actions ont été tranquilles pour la plupart en juin.

Les taux d'intérêt, à long terme comme à court terme, sont demeurés essentiellement inchangés. Le dollar canadien a mis fin à un repli de deux mois pour remonter un peu et approcher des 68 cents américains.

Le changement le plus digne de mention dans la demande de crédit et d'argent a été la progression du crédit consenti aux ménages. Son augmentation de 0,7 % en avril est la plus



as consumer credit pick up sharply. Conversely, fundraising by corporations decelerated in May after speeding up briefly in April. With all signs pointing to continued strong business spending, the slack in new stock and bond issues may simply reflect ample revenue streams.

Regional economy

For the first time since last summer, the Prairies experienced softer economic conditions. A 15% drop in oil prices dominated the drop in shipments, but decreases were also registered in seven of the eight durable goods industries. This was the most broadly based decline since July 1999. Retail sales remained robust, and housing starts climbed to their highest level in nine months after labour income in the first quarter hit a 3-year high. A decline in exports from British Columbia was primarily due to lower shipments to the European Union.

Half of the decline in shipments in Ontario was due to lower auto exports. After pushing export growth to the highest rate in Canada last year, the auto industry has caused Ontario's exports to lag behind the other regions this year. Autos accounted for approximately one quarter of the GDP in the province's manufacturing sector in 1998, a proportion that has risen steadily since 1984 when such data first became available. Shipments of consumer and construction goods also fell. A strike dampened construction activity in Metro Toronto.

The economy slowed less in Quebec than in the rest of Canada, owing to a manufacturing sector that remained strong after its sizable gains in the first quarter. While exports fell everywhere else in April, they surged in Quebec, led by investment goods. Exports of telephones, modems, fax machines and other electronic equipment increased the most, up 140% from last year. Investment within the province also continued to be robust, with non-residential building permits rising 23% in April, mainly because of the industrial component. Lower retail sales were partly due to poor weather.

International economies

There was convergence in growth in the G7 economies to start the new year. Growth slowed from its torrid pace in the US and picked up in most of the euro-zone, along with Japan. Worldwide oil prices climbed again, raising prices and inflating the bill for imports and helping to push up interest rates everywhere in the G7 except Japan.

importante depuis juin 1999 grâce à un vif redressement du crédit à la consommation. En revanche, les mobilisations de capitaux par les sociétés ont ralenti en mai après s'être brièvement accélérées en avril. Comme tout indique que les entreprises continueront à dépenser abondamment, le peu de fermeté des nouvelles émissions d'actions et d'obligations pourrait simplement tenir à d'amples rentrées dans la trésorerie des entreprises.

Économie régionale

Pour la première fois depuis l'été dernier, la conjoncture s'adoucit dans les Prairies. Un recul des prix de 15% dans le pétrole a dominé la baisse des livraisons, mais des diminutions étaient aussi enregistrées dans sept des huit industries de biens durables, la diffusion la plus étendue de baisses depuis juillet 1999. Les ventes au détail sont demeurées fermes cependant et les mises en chantier ont été propulsées à leur niveau le plus élevé en neuf mois après que le revenu du travail ait enregistré au premier trimestre son taux le plus marqué de progression en trois ans. L'affaiblissement des livraisons à destination de l'union européenne domine le recul des exportations de la Colombie-Britannique.

La moitié de la baisse des livraisons en Ontario s'explique par les exportations d'automobiles. Après avoir propulsé leur croissance au taux le plus marqué au pays l'an dernier, l'automobile fait reculer les exportations derrière les autres régions cette année. L'automobile a contribué à environ le quart du PIB dans le secteur manufacturier de la province en 1998, une proportion qui s'est accrue régulièrement depuis 1984, année pour laquelle on a commencé à disposer de ces données. Ailleurs, les livraisons de biens de consommation et de construction ont baissé. Une grève a déprimé l'activité sur les chantiers du Grand Toronto.

La conjoncture ralentit moins au Québec que dans le reste du pays, grâce à un secteur manufacturier qui est demeurée ferme après ses gains marqués du premier trimestre. Alors qu'elles diminuent partout ailleurs en avril, les exportations prennent de l'élan au Québec, entraînées par les biens d'investissement. Les exportations de téléphones, modem, fax et différents types d'équipements électroniques augmentent le plus, avec une hausse de 140% par rapport à l'an dernier. L'investissement à l'intérieur de la province continue également d'être vigoureux, les permis non résidentiels étant en hausse de 23% en avril, en raison surtout de la composante industrielle. La chute des ventes au détail est liée en partie au temps maussade.

Économies internationales

En début d'année, les économies étaient en convergence de croissance dans le Groupe des Sept. Aux États-Unis, la croissance a perdu de son rythme effréné et, dans la majeure partie de la zone de l'euro comme au Japon, on était en reprise. Le prix mondial du pétrole a encore monté, ce qui a poussé les prix en hausse, gonflé la facture des importations et contribué à une augmentation des taux d'intérêt partout dans les pays membres du Groupe des Sept sauf au Japon.

The **United States** economy appeared to slow from its robust pace to a more sustainable rate. The economy, which is now in its 111th month of uninterrupted expansion, has seen the Federal Reserve raise interest rates six times in the past year in efforts to trim growth. Consumers reined in their spending for a second straight month in May, although sales remained well above levels of a year ago. Housing starts retreated in the wake of higher mortgage rates, particularly for single-family homes. Industrial production continued to expand, boosted by utilities output, although manufacturing should pick up soon as orders for durable goods surged in May. Inflation remained moderate and the unemployment rate rested at its nearly 30-year low of 4.1%.

Retail sales fell 0.3% in May, marking the first back-to-back declines since July 1998. However, sales were still up almost 6% from their level a year ago. Fuelling May's drop was a fall in car sales, partly due to higher interest rates and higher gasoline prices. Builders began construction on new homes at the slowest rate in almost a year in May, as starts on single-family homes fell over 5%, although the level of starts still remained high (1.59 million units at annual rates). Building permits were also down to their lowest rate since December 1997.

Industrial production remained strong, expanding 0.4% in May. Factory output saw its smallest gain since last September, rising 0.3%, but should make a recovery on the heels of a surge in orders for durable goods. Orders posted their largest monthly gain in 15 years in May, jumping 6% as demand for electronic equipment rebounded sharply.

The **euro-zone** expanded by 0.7% during the first quarter of 2000, after a similar rise the quarter before. Industrial production remained strong in April, despite a dip in the volume of retail trade in March, after steady monthly increases since 1996. Inflation remained stable in April at an annual rate of 1.9%, while unemployment fell to 9.2%, compared with 10.1% a year ago.

French industrial production fell for the first time in three months in April, amid a slowdown in the consumer sector. Output was down 0.2% after an upwardly revised gain of 0.8% in March. Job creation posted its largest increase in three decades in the first quarter of the year, led by services and construction. As a result, the unemployment rate steadily declined to an eight-year low of 9.8% in April. Inflation rose to an annual rate of 1.5% in May, boosted by rising food and energy costs, although it is still one of the lowest rates in the euro-zone.

Aux États-Unis, l'économie a semblé ralentir la cadence pour prendre un rythme plus soutenable. Elle en est maintenant à son 111° mois de croissance ininterrompue. La Réserve fédérale a haussé les taux d'intérêt six fois dans la dernière année afin de modérer la croissance. En mai, les consommateurs ont freiné leurs dépenses un deuxième mois de suite, bien que les ventes dépassent toujours leur niveau d'il y a un an. Les mises en chantier ont décru à la suite d'une majoration des taux hypothécaires, notamment dans le secteur des logements unifamiliaux. La production industrielle a encore évolué en hausse grâce aux services publics, mais le secteur de la fabrication devrait bientôt voir sa production reprendre puisque les commandes de biens durables ont monté en flèche en mai. L'inflation était toujours modérée et le taux de chômage est resté à son minimum de 4.1 % en près de 30 ans.

En mai, les ventes au détail ont fléchi de 0,3 %, subissant ainsi leurs premières pertes coup sur coup depuis juillet 1998. Il reste qu'elles cédaient toujours presque 6 % à leur valeur d'il y a un an. Comme grand facteur de décroissance en mai, il y a eu la baisse des ventes de voitures, en partie à cause de la hausse des taux d'intérêt et du prix de l'essence. Ce même mois, les mises en chantier d'habitations neuves ont pris leur rythme le plus lent en presque un an. Les mises en chantier de logements unifamiliaux se sont contractées de plus de 5 %, mais leur niveau est toujours élevé (1,59 million de logements aux taux annuels). Les permis de construire étaient également en baisse et leur taux de croissance se situait à son plus bas niveau depuis décembre 1997.

La production industrielle est demeurée vigoureuse avec une hausse de 0,4 % en mai. La production manufacturière a offert son gain le plus modeste (0,3 %) depuis septembre dernier, mais devrait reprendre puisque les commandes de biens durables ont monté en flèche. En mai, celles-ci ont le plus progressé en valeur mensuelle depuis 15 ans, faisant un bond de 6 % par suite d'un fort redressement de la demande de matériel électronique.

Dans la **zone de l'euro**, l'économie a crû de 0,7 % au premier trimestre de l'an 2000, autant que le trimestre précédent. La production industrielle était encore ferme en avril, quoique le commerce de détail ait baissé en volume en mars après des gains mensuels soutenus depuis 1996. En avril, l'inflation était stable à un taux annuel de 1,9 % et le taux de chômage tombait à 9,2 %, alors qu'il s'établissait à 10,1 % il y a un an.

En **France**, la production industrielle s'est contractée en avril pour la première fois en trois mois dans une situation de ralentissement du secteur de la consommation. La production a régressé de 0,2 % après avoir progressé de 0,8 % (valeur révisée à la hausse) en mars. Au premier trimestre de l'année, la création d'emplois a présenté son meilleur gain en trois décennies grâce surtout aux services et à la construction. C'est ainsi que le taux de chômage a progressivement diminué pour atteindre en avril un bas niveau de 9,8 % en huit ans. En mai, le taux d'inflation a monté à 1,5 % en valeur annuelle, stimulé par le renchérissement des aliments et de l'énergie. Il demeure cependant un des plus bas de la zone de l'euro.

Conditions économiques actuelles

Recovery continued in the **German** economy. Industrial output surged 1.5% in April, as manufacturing strengthened, boosted by increased domestic demand. Construction spending continued to decline, however, after a 17% plunge in March. Consumers resumed spending as falling unemployment and rising wages bolstered confidence. Retail sales in April rose at their fastest pace in almost five years, up 5.5% from March. Prices also picked up, gaining 0.6% in June for an annual rate of inflation of 1.7%. The jobless rate held at its four-year low of 9.8% in May, while the number of unemployed fell for a seventh time in eight months.

The pace of economic growth began to slow in **Britain** as the steady strength of the pound sterling led to falling exports and job cuts. Manufacturing eased slightly in April, dampened by a lack of foreign demand for the relatively more expensive goods. Domestic demand also abated, in tune with rising interest rates. Retail sales fell in May for only the second time in 15 years. The booming housing market slowed as hikes in mortgage rates and the abolition of tax relief on home-loan interest payments took effect. Housing prices fell for the third time in four months in May, after rapid gains late last year.

Japan's economy rebounded in the first quarter of the year, growing 2.4% to halt a two-quarter decline. (Unlike many other countries, however, Japan did not adjust for an extra day of activity in February with the leap year.) Robust capital investment and exports, reflecting strong demand in the recovering Southeast Asian economies, spurred growth. Public investment fell 7.5% in the quarter. Personal consumption remained weak with retail sales in May continuing their three-year slide. Industrial production inched up 0.2% after a dip in April, while unemployment remained at near-record levels.

En **Allemagne**, l'économie était toujours en reprise. La production industrielle a fait un bond de 1,5 % en avril grâce à un renforcement du secteur de la fabrication sous l'aiguillon d'une demande intérieure en progression. Les dépenses se sont encore contractées dans l'industrie de la construction après avoir dégringolé de 17 % en mars. Les consommateurs se sont remis à dépenser, acquérant une plus grande confiance du fait de la baisse du chômage et de la hausse des salaires. D'avril à mai, les ventes au détail se sont élevées à leur rythme le plus rapide (5,5 %) en presque cinq ans. Les prix ont aussi remonté, gagnant 0,6 % en juin pour porter le taux annuel d'inflation à 1,7 %. En mai, le taux de chômage est resté à son minimum de 9,8 % en quatre ans et le nombre de chômeurs a diminué une septième fois en huit mois.

En Grande-Bretagne, la croissance économique s'est faite plus lente, car la constante vigueur de la livre sterling a fait diminuer les exportations et les emplois. En avril, le secteur de la fabrication s'est un peu affaibli, amorti par le manque de demande extérieure pour ses produits relativement plus chers. La demande intérieure a également perdu de sa vigueur à cause de la montée des taux d'intérêt. En mai, les ventes au détail ont fléchi pour une deuxième fois seulement en 15 ans. Le prospère marché de l'habitation a marqué un ralentissement sous l'effet de majorations des taux hypothécaires et de l'abolition des dégrèvements fiscaux sur les paiements d'intérêts sur emprunts hypothécaires. Ce même mois, le prix des habitations a décru une troisième fois en quatre mois après avoir rapidement monté vers la fin de la dernière année.

Au **Japon**, l'économie s'est redressée au premier trimestre, croissant de 2,4 % pour ainsi mettre fin à deux trimestres de décroissance. (À la différence de bien d'autres pays, le Japon n'a toutefois pas rajusté ses données en fonction du jour d'activité qui s'est ajouté en février dans une année bissextile.) La vigueur des immobilisations et des exportations grâce à une forte demande dans les économies en reprise de l'Asie du Sud-Est a stimulé la croissance. Les investissements publics se sont contractés de 7,5 % dans le trimestre. La consommation personnelle est restée faible et, en mai, les ventes au détail ont continué de déraper comme elles le font depuis trois ans. La production industrielle a fait un léger gain de 0,2 % après avoir fléchi en avril. Le taux de chômage se situait toujours à des niveaux presque records.

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN JUNE

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES DE JUIN

CANADA

About ten thousand health-care workers in Alberta walked off the job in an illegal two-day strike. In a mediated settlement, the union agreed to a contract that will give licensed nurses, the largest of the four groups of striking workers, a 16% increase over two years.

DaimlerChrysler announced plans to spend \$1.5 billion to modernize its facility in Windsor, Ontario and to build a full-size sport utility vehicle.

WORLD

The European Central Bank raised its key interest rate a half-percentage point to 4.25% on June 8. The main refinancing rate was last raised on April 27 by a quarter point.

Greece won approval from European Union leaders to become the 12th member of the region's single currency zone. Greece, the only EU member who failed to join the euro-zone at its conception because it didn't meet the criteria, will adopt the euro January 1, 2001.

OPEC approved a production increase of near 3% for its ten member countries, lifting the daily quota for crude oil output to 25.4 million barrels from 24.7 million.

CANADA

Dix milliers de travailleurs de la santé en Alberta déclenchent une grève illégale de deux jours. Le syndicat devait ensuite accepter, à la suite d'une médiation, une convention qui prévoit pour le personnel infirmier autorisé – premier groupe en importance parmi les quatre en grève – une majoration salariale de 16 % sur deux ans.

DaimlerChrysler annonce des dépenses de 1,5 milliard en vue de la modernisation de ses installations à Windsor (Ontario) et de la construction d'un utilitaire sportif spacieux.

LE MONDE

La Banque centrale européenne relève le 8 juin son taux d'intérêt directeur d'un demi-point pour ainsi le porter à 4,25 %. Elle avait augmenté la dernière fois son taux principal de refinancement d'un quart de point le 27 avril.

Les dirigeants de l'Union européenne acceptent que la Grèce devienne le 12° membre de la zone de la monnaie unique. C'est ainsi que ce pays, seul membre de l'UE à ne pas avoir fait partie de la zone de l'euro au départ parce que ne satisfaisant pas à ses critères, adoptera l'euro le 1° janvier 2001.

L'OPEP approuve une augmentation de production de près de 3 % pour ses dix pays membres. La limite quotidienne de production de brut passe de 24,7 à 25,4 millions de barils.

or over 30 years, CANSIM has made it possible for Canadian businesses to track trends in virtually every sector of Canadian social and economic life.



epuis plus de 30 ans **CANSIM** permet aux entreprises canadiennes de suivre de près les tendances dans presque tous les secteurs de la vie sociale et économique au Canada.

So, when YOU need accurate, precise and timely data from a source you can trust, look no further than CANSIM and its more than 700,000 time series—some extending back more than 50 years!

Available on CD-ROM and online through Statistics Canada and our licensed distributors, this multi-subject database provides a wide range of statistical information on labour, transportation, population, finance, international trade, manufacturing, prices and much more.

Using **CANSIM** is simple.



The CD-ROM offers you an UNLIMITED ACCESS to **CANSIM**'s complete historical records. For the last time ever, the CD-ROM was produced in March 2000.



The online version, updated daily, allows you to pick and choose THE LATEST TIME SERIES YOU WANT!

Whether it's from the CD-ROM or the online version, getting the exact range of data you need takes only a few minutes—and you can download it to your preferred software application.

In a nutshell, this powerful database presents an organized universe of business, economic and social data that you can explore and mine for the information you need, exactly when you need it!



CD-ROM: \$1,995

In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10.



Online: \$3 per time series

The CD-ROM and the online version are also available through our licensed distributors. For details, check the listing at www.statcan.ca.

To order:

Phone 1 800 263-1136 and discuss your requirements with our knowledgeable account executives.

Access our Web site at www.statcan.ca

Tomorrow's socio-economic decisions need CANSIM today!

Alors, si VOUS avez besoin de données exactes, précises et à jour provenant de source sûre, ne cherchez plus et consultez **CANSIM** et ses 700 000 séries chronologiques, certaines remontant à plus de 50 ans!

Disponible sur CD-ROM et en direct auprès de Statistique Canada et de ses distributeurs autorisés, cette base de données polyvalente fournit un vaste éventail de renseignements statistiques sur le travail, le transport, la population, la finance, le commerce international, la fabrication, les prix et plus encore.

L'utilisation de **CANSIM** est simple.



Le CD-ROM vous offre un ACCÈS ILLIMITÉ à tous les enregistrements chronologiques de CANSIM. L'édition de mars 2000 était la dernière à paraître.



La version en direct, mise à jour quotidiennement, vous permet de repérer et de choisir LA SÉRIE **CHRONOLOGIQUE LA PLUS ACTUELLE!**

Que vous utilisiez le CD-ROM ou la version en direct, vous obtiendrez en quelques minutes seulement la gamme exacte de données dont vous avez besoin, données que vous pouvez télécharger dans votre application logicielle préférée.

Grosso modo, cette base de données puissante présente un univers organisé de données commerciales, économiques et sociales que vous pouvez explorer et dont vous pouvez extraire les renseignements voulus, au moment où vous en avez besoin!



CD-ROM: 1 995 \$

Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$.



En direct: 3 \$ par série chronologique

Vous pouvez également vous procurer le CD-ROM et la version en direct auprès des distributeurs autorisés. Vous trouverez leurs coordonnées à l'adresse www.statcan.ca.

Pour commander:

Composez le 1 800 263-1136 et faites part de vos besoins à l'un de nos analystes-conseils chevronnés.

Visitez notre site Web à www.statcan.ca

Pour prendre des décisions éclairées en matière socioéconomique, consultez CANSIM dès maintenant!

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- 2. Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- 2. Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres

 caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Giobalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR: Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- 2. Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

1. RRSP withdrawals revisited.

2. REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

1. Le point sur les retraits d'un REER.

2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- 2. Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Épargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

April 2000

Year-end review.

May 2000

Brain drain and brain gain: Part I, The emigration of knowledge workers from Canada.

June 2000

Brain drain and brain gain: Part II, The immigration of knowledge workers to Canada.

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Avril 2000

Revue de fin d'année.

Mai 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie I, Émigration des travailleurs du savoir en provenance du Canada.

Juin 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie II, l'immigration des travailleurs du savoir à destination du Canada.

Annuaire du Canada 1999

ok 1999

Coast to Coast

Buide d'un océan à l'aute,

HE CANADIAN REFERENCE THAT ANSWERS YOUR QUESTIONS ABOUT CANADA, AND EVEN THOSE YOU NEVER THOUGHT TO ASK, IS NOW AVAILABLE AS A CAPTIVATING BOOK, AS A USER-FRIENDLY CD-ROM AND AS A PRACTICAL COMBINATION PACKAGE. CONVENIENT AT WORK, SCHOOL AND HOME. CANADA YEAR Воок 1999 вотн DISPLAYS AND ANALYZES THE COMPLEXITIES OF LIVING AND WORKING IN CANADA TODAY.

Time and time again, you will turn to Canada Year Book 1999 for penetrating articles, accurate statistics, clear tables, informative graphs and exquisite photographs spotlighting key trends and changes in our social, political and economic lives.

Choose Canada Year Book 1999 or Canada Year Book 1999 on CD-ROM as your reference companion. You can order the book (cat. no. 11-402-XPE99001) for \$59.95, the CD-ROM (cat. no. 11-402-XCB99001) for \$79.95, OR the Book/CD-ROM Combination Package (cat. no. 10-3005XKE99001) available at the special price of \$128.41.

In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10. To find out about shipping charges applicable to orders of multiple copies, please contact us.

To order, call toll-free 1 800 267-6677, fax toll-free 1 877 287-4369 or write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. You may also e-mail your order to: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

OUTIL DE RÉFÉRENCE CANADIEN QUI RÉPOND À TOUTES VOS QUESTIONS, MÊME À CELLES QUE VOUS N'AVEZ PAS ENCORE POSÉES, EST PRÉSENTÉ EN UN LIVRE CAPTIVANT, UN CD-ROM CONVIVIAL ET UN ENSEMBLE LIVRE ET CD-ROM PRATIQUE. UTILE AU TRAVAIL, À L'ÉCOLE ET À LA MAISON. L'ANNUAIRE DU CANADA 1999 DÉPEINT ET ANALYSE LES COMPLEXITÉS DE LA VIE ET DU TRAVAIL D'AUJOURD'HUI AU CANADA.

Vous consulterez l'Annuaire du Canada 1999 encore et encore pour obtenir des articles percutants, des statistiques précises, des tableaux clairs, des graphiques informatifs et des photographies exceptionnelles qui mettent en évidence les tendances et les changements importants survenus aux plans social, politique et économique.

Choisissez l'Annuaire du Canada 1999 ou l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM comme compagnon de référence. Vous pouvez commander le livre (nº 11-402-XPF99001 au catalogue) au prix de 59,95 \$, le CD-ROM (nº 11-402-XCB99001 au catalogue) au prix de 79,95 \$ ou l'ensemble livre et CD-ROM (nº 10-3005XKF99001 au catalogue) au prix réduit de 128,41 \$.

Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Pour connaître les frais de port applicables aux commandes de plusieurs exemplaires, veuillez communiquer avec nous.

Pour commander, téléphonez sans frais au 1800267-6677, télécopiez sans frais au 1 877 287-4369 ou écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi faire parvenir votre commande par courriel à order@statcan.ca ou communiquer avec le Centre de consultation de Statistique Canada de votre région (la liste des centres figure dans la présente publication).



Visit our Web site: www.statcan.ca and try out a FREE DEMO of CYB99 on CD-ROM or download the FREE CYB99 Teacher's Kitl

Visitez notre site Web ; www.statcan.ca et essayez notre DÉMONSTRATEUR GRATUIT de l'Annuaire du Canada 1999 sur CD-ROM ou téléchargez notre Trousse de l'enseignant pour l'Annuaire du Canada GRATUITEI

Treat data like dollars!

c'est de l'argenil Les données,

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CEO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive **CEO** 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- b developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — The Statistical Summary:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts — answers to your questions related to either data or feature articles contained in CEO are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely.

Subscribe to the Canadian Economic Observer (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227. In Canada, please add either CST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$72. For shipments to other countries, please add \$120. CALL TOLL-FREE 1 800 267-6677 or FAX 1 877 287-4369. You can also MAIL your order to: Statistics Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans *L'Observateur* économique canadien et profitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé - tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de *L'OÉC*.

La **première partie** est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- ▶ un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La deuxième partie est une publication d'accompagnement distincte intitulée Apercu statistique :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- ▶ En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime
 à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel
 Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

Vous verrez qu'un investissement dans les données, ça rapporte gros.

Abonnez-vous à L'Observateur économique canadien (n° 11-010-XPB au catalogue) AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 72 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 120 \$. APPELEZ SANS FRAIS au 1 800 267-6677. Vous pouvez également TÉLÉCOPIER votre commande au 1 877 287-4369 ou la POSTER à Statistique Canada, Cestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), KTA 0T6, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index f.htm

Catalogue no. 11-010-XPB

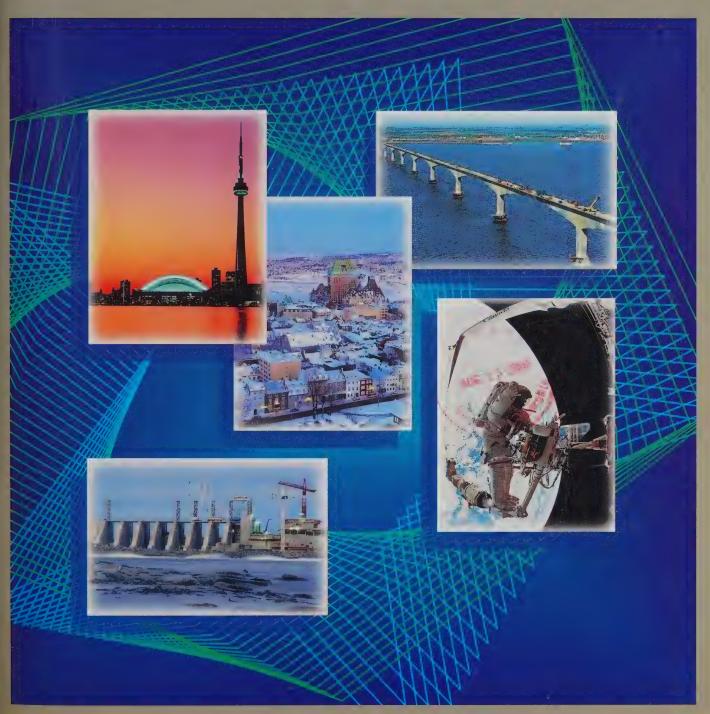


CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

Nº 11-010-XPB au catalogue

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

- ♦ Income inequality in North America:
 Does the 49th Parallel Still Matter?
- ◆ Inégalités de revenu en Amérique du Nord : le 49° parallèle a-t-il encore de l'importance?





Statistics Canada Statistique Canada





Canada

Discover labour market trends in seconds

When you need a snapshot of the labour market

...when you need quick answers or in-depth analysis

...when you need to see historical movements

...when you need labour-related data for a presentation or report

...you'll find that the Labour Force Historical Review on CD-ROM is the perfect solution.

This easy-to-use CD-ROM, issued annually, provides:

Accurate, timely data...

🌣 actual and seasonally adjusted, monthly and annual data

#+1 Statown Sta

- ...plus historical information...
- over 20 years of data (from 1976 to 1999)

...in a tremendously useful format!

- with thousands of cross-classified data series
- and the functionality for easy export of the data into any spreadsheet package for data manipulation

At the click of a mouse, access key variables, such as:

- employment and unemployment levels and rates
- demographic characteristics including age, sex, educational attainment and family variables
- national, provincial, metropolitan areas and economic regions
- 🌣 industry, occupation, wages, union membership, job tenure
- workplace size and hours worked ...and much more.

For more detailed information on this CD-ROM, visit our Web site at http://www.statcan.ca/english/ads/71F0004XCB/index.htm

The Labour Force Historical Review on CD-ROM (catalogue no. 71F0004XCB) is available for only \$195. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10. To order the CD ROM, CALL 1 806-867-8677, FAX 1 877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 076, Canada. You may also order by E-MAIL: order@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre: 1 800 263-1136.

Découvrez les tendances du marché du travail en quelques secondes

Que vous ayez besoin d'un instantané du marché du travail

... de réponses rapides ou d'analyses approfondies

... de séries chronologiques

... ou de données sur le marché du travail pour un exposé ou un compte rendu

... le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active est l'outil parfait.

Ce CD-ROM facile à utiliser, qui paraît chaque année, vous offre :

des données exactes et à jour...

- rutes et désaisonnalisées, mensuelles et annuelles
- ... et des renseignements chronologiques...
- portant sur plus de 20 ans de données (de 1976 à 1999)

... présentés dans un format des plus pratiques!

- avec des milliers de séries croisées
- les fonctionnalités permettant d'exporter facilement les données vers tout tableur à des fins de manipulation

Il suffit d'un clic de souris pour accéder à des variables clés :

- relation les niveaux et les taux d'emploi et de chômage
- les caractéristiques démographiques, dont l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et les données familiales
- les données nationales, provinciales et relatives aux régions métropolitaines et économiques
- les données relatives aux branches d'activité, aux professions, aux salaires, à l'affiliation syndicale et à l'ancienneté d'emploi
- les données sur la taille du lieu de travail, le nombre d'heures de travail... et beaucoup plus.

Pour plus de précisions sur ce CD-ROM, visitez notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/ads/ 71F0004XCB/index_f.htm

Le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active (n° 71F0004XCB au catalogue) est offert à seulement 195 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Vous pouvez commander le CD-ROM par TÉLÉPHONE au 1 800 267-6677, par TÉLÉCOPIEUR au 1 877 287-4369 ou par la POSTE à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL à order@statcan.ca ou en communiquant avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus proche as 1 800 263-1136.

Discover a universe of Canadian socio-economic data

CANSIM! Rely on this powerful database of 700,000 time series to track trends in virtually every licensed distributors, as listed on our Web site much more. CANSIM is available on CD-ROM and online, through both Statistics Canada and our sector of Canadian life-from business, population and manufacturing to finance, agriculture and When you need accurate and up-to-date socio-economic information, look no further than

Phone 1 800 263-1136 or visit our Web site at www.statcan.ca You've got a universe of information to seize! Order today!



Canada

Découvrez un univers de données socioéconomiques sur le Canada

monde des affaires, la population, la fabrication, la finance, l'agriculture et plus encore! CANSIM est Pour vos besoins en renseignements socioéconomiques précis et à jour, CANSIM a tout ce qu'il chronologiques pour suivre les tendances sur pratiquement tous les secteurs de la vie au Canada: le offert sur CD-ROM et en direct, par Statistique Canada et nos distributeurs autorisés (dont la liste vous faut! Faites confiance à cette base de données puissante de plus de 700 000 séries figure sur notre site Web).

Téléphonez au 1 800 263-1136 ou visitez notre site Web à www.statcan.ca Emparez-vous d'un univers d'information! Commandez dès aujourd'hui!







CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

August 2000

For more information on the CEO contact: Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Août 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture, 24-K Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6
Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640
FAX: (613) 951-5403
Internet: oec@statcan.ca
Vous pouvez également visiter notre site sur le Web:

Comment commander les publications

http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

August 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 8 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Août 2000 N° 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n° 8 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.



How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications	
device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program	
inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services	
Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries	infostats@statcan.ca
Web site	www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$23.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States	CDN \$ 6.00	CDN \$72.00
Other countries	CDN \$ 10.00	CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

Phone	(Canada and United States)	1 800 267-6677
Fax (Ca	anada and United States)	1 877 287-4369
E-mail		order@statcan.ca
Mail	Statistics Canada	

Mail Statistics Canada
Dissemination Division
Circulation Management
120 Parkdale Avenue
Ottawa, Ontario K1A 0T6

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

	Service national de renseignements Service national d'appareils de télécomm		1 800	263-1	136
	nications pour les malentendants		1 800	363-7	629
	Renseignements concernant le Programn	ne			
٠	des bibliothèques de dépôt		1 800	700-1	033
	Télécopieur pour le Programme des				
	bibliothèques de dépôt		1 800	889-9	734
	Renseignements par courriel	infosta	ats@s	tatcar	n.ca
	Site Web	V	vww.s	tatcar	n.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit nº 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire Abonnement ar			
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA		
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA		

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

	Téléphon	e (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
	Télécopie	ur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369
	Courriel		order@statcan.ca
•	Poste	Statistique Canada	

Poste Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

 En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

Growth appeared to be slowing in the second quarter, as household spending eased. Lower employment in June and July will encourage consumers to be cautious. Investment remains the bedrock of the economy, with firms at mid-year adding almost 5% to investment plans for the year.

La production semble ralentir au deuxième trimestre compte tenu du relâchement de la demande des ménages. L'emploi moins élevé en juin et juillet incitera les consommateurs à la prudence. L'investissement demeure le pilier de l'économie, les entreprises ayant accru à la miannée de presque 5% leurs intentions d'investissement pour l'an 2000.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Tax reform in Germany.

Réforme fiscale en Allemagne.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"Income inequality in North America: Does the 49th Parallel Still Matter"

« Inégalité de revenu en Amérique du Nord : le 49° parallèle a-t-il encore de l'importance? »

Both incomes and regional differences in income inequality in Canada and the US remain smaller within each country than those between countries, implying the border between the two is still important.

Les différences dans l'inégalité des revenus tant pour les revenus qu'entre les régions au Canada et aux États-Unis sont plus petites à l'intérieur de chacun des pays qu'entre les deux pays, ce qui signifie que l'effet de frontière est encore important.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

Notes Notes

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on August 4, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy,

J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 4 août 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy Composition et production: Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984



Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary Table - Key Indicators

Tableau sommaire - Indicateurs principaux

Year and month	Employment, percent change	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois	Emploi, variation en pourcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
	D 980595	D 980745	D 100053	J12001	P119500	l 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999	2.65 2.79	8.3 7.6	6.66 5.98	138 150	0.9 1.7	2.88 4.10	3.47 3.82	6.96 11.81	9.24 7.71
1998	J 0.32 A 0.26 S 0.45 O 0.17 N 0.35 D 0.05	8.3 8.2 8.1 8.0 8.0	0.14 0.21 0.00 0.21 0.28 0.62	123 138 134 140 129 141	0.1 0.0 -0.1 0.4 0.1 -0.1	-0.30 0.92 0.09 0.36 0.46 0.46	1.09 -0.27 0.61 -0.70 1.06 -0.49	0.71 5.82 1.57 2.27 -0.88 0.39	-1.78 6.05 1.74 2.60 -0.75 -0.03
1999	J 0.48 F 0.04 M 0.05 A 0.33 M 0.30 J 0.13 J 0.23 A 0.01 S 0.34 O 0.26 N 0.37 D 0.41	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.69 0.75 0.75 0.61 0.54 0.47 0.53 0.53 0.39 0.46 0.59	144 145 151 145 145 152 145 147 153 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.28 0.55 0.15 0.44 0.15 0.50 0.55 0.53 0.29 0.12 0.74	1.74 0.70 0.23 -0.78 -0.15 0.79 1.24 0.80 -0.21 -1.02 0.64 1.70	1.49 0.70 -0.03 -0.54 0.73 2.08 2.36 3.73 -2.44 0.93 2.51	-1.29 1.79 -0.74 -0.35 0.79 1.17 0.69 2.44 0.36 2.16 -0.49 3.37
2000	J 0.30 F 0.24 M 0.20 A 0.03 M 0.28 J -0.09 J -0.12	6.8 6.8 6.8 6.6 6.6 6.6	0.64 1.08 1.07 0.81 0.62 0.37	152 169 167 154 138 135	-0.2 0.4 0.4 -0.3 0.2 0.5	0.55 -0.33 0.75 0.01 0.60	1.08 -1.11 1.29 -0.45 -0.04	4.02 -2.49 5.02 -3.37 4.59	-1.22 -0.51 3.77 0.33 2.39

Overview

Economic growth resumed in May, continuing its stop and go pattern so far this year. With investment a constant source of strength and household demand generally weakening, most of the variability in monthly growth originated in exports. Technology and resources fuelled the gains in output, exports and investment plans.

Based on data available on August 4; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

Vue générale

La croissance économique a repris en mai, continuant ainsi le mouvement en dents de scie qui a été le sien jusqu'ici cette année. Avec des investissements qui sont une constante source de vigueur et une demande des ménages qui s'affaiblit généralement, la variabilité mensuelle de la croissance tient en majeure partie aux exportations. La technologie et les ressources naturelles ont soutenu le mouvement ascendant de la production, des exportations et des intentions d'investissement.

^{*} Basée sur les données disponibles le 4 août; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

Conditions économiques actuelles

Firms revised their investment intentions up, from a small dip at the turn of the year to a 4.4% gain at mid-year. This followed the solid growth of investment in the first half of the year. The oil and gas industry led the way, with a projected increase of 26% that accounted for nearly four-fifths of the overall increase. Increased confidence in the durability of high commodity prices was also reflected in stronger outlays in mining and downstream in resource-related manufacturing, all showing gains of over 25%.

Technology-related services (notably telecommunications and computer services) got a substantial boost to intentions in the first six months of the year. Public services also plan much higher capital spending, reflecting a major infusion of funding for education and health.

Most sectors reining in capital spending are doing so after the completion of some major projects. This includes autos, pipelines, finance, utilities and trade. Cutbacks in Y2K-sensitive sectors such as finance and utilities also explain why spending on machinery and equipment is projected to be weaker than construction (+1% versus +9%). Virtually all of the growth in construction originates in oil and gas.

Les entreprises ont révisé leurs intentions à la hausse. C'est ainsi que cet indicateur est passé d'une légère baisse au début de l'année à une hausse de 4,4 % au milieu de l'année. Les projets d'investissement ont solidement progressé au premier semestre. L'industrie pétrolière et gazière a prédominé sur ce plan, prévoyant accroître ses investissements de 26 %, ce qui représente près des quatre cinquièmes de l'augmentation globale. Un regain de confiance dans la durabilité de prix élevés des produits de base s'est aussi manifesté par un surcroît de dépenses d'investissement dans les mines et, en aval, dans l'activité de fabrication portant sur les ressources naturelles avec des gains de plus de 25 % dans tous les cas.

Les services liés à la technologie (et notamment les services de télécommunication et les services informatiques) ont relevé largement leurs projets d'investissement au premier semestre. Quant aux services publics, ils envisagent aussi des dépenses en immobilisations bien supérieures à cause d'un afflux de fonds en éducation et en santé.

La plupart des secteurs qui ont freiné leurs dépenses d'investissement viennent de terminer de grands projets. Mentionnons notamment les secteurs de l'automobile, des pipelines, des finances, des services d'utilité publique et du commerce. Les réductions de projets d'investissement dans des secteurs sensibles aux problèmes de passage à l'an 2000 comme ceux des finances et des services publics expliquent aussi pourquoi on prévoit que les dépenses en machines et en matériel seront inférieures aux dépenses en construction (+1 % contre +9 %). Précisons que presque toute la croissance attendue dans l'industrie de la construction vient du secteur pétrolier et gazier.

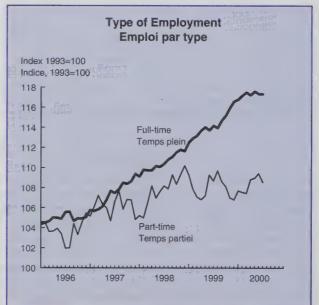
Labour Markets

Employment dipped 0.1% in July, matching its performance in June and continuing the sluggish trend that began in April. Over the last four months, employment has grown by only 0.1%. Unlike recent months, however, the slack in jobs was accompanied by an increase in the labour force, pushing up the unemployment rate from 6.6% to 6.8%. Full-time positions levelled off after a drop in June, while part-time jobs fell for the first time this year.

Goods-producing industries bore the brunt of lower demand for the second month in a row. Manufacturing and

resources led these declines, although construction pulled out of a four-month slump. There was no

Marché du travail



L'emploi a fléchi de 0,1 % en juillet, autant qu'en juin. Il s'en tient à l'évolution paresseuse qui le caractérise depuis avril. Ces quatre derniers mois, l'emploi n'a crû que de 0,1 %. Toutefois, contrairement à la tendance des derniers mois, le manque de fermeté de l'emploi s'est accompagné d'une augmentation de la population active, ce qui a fait monter le taux de chômage de 6,6 % à 6,8 %. L'emploi à plein temps a plafonné après avoir régressé en juin et l'emploi à temps partiel a diminué une première fois cette année.

Les industries de biens ont porté le poids d'une demande décroissante un deuxième mois de suite. La fabrication et

les ressources naturelles s'en sont plus particulièrement ressenties, mais la construction a mis fin à un marasme qui

Conditions économiques actuelles

offsetting increase from services, as cuts in the public sector negated gains in finance and business services.

Western Canada experienced most of the deterioration in the labour market, with employment falling more the further west the province. Despite a sharp drop in the labour force, this raised unemployment. Quebec and the Atlantic region posted smaller setbacks, while Ontario posted the only notable gain in jobs and drop in unemployment.

Leading Indicator

The growth of the leading indicator continued to moderate from the peak rate of 1.1% set in February and March, to a downward-revised 0.6% in May and then 0.4% in June. Housing posted the largest drop of the four components that fell, while five remained positive and one was unchanged.

The housing index tumbled 1.1% in June, as the resolution of strikes in Toronto's construction industry in mid-month did not offset losses in all the other regions. Elsewhere, demand for durable goods continued to grow as incomes and confidence were buoyant in the second quarter.

The ratio of shipments to inventories fell for the second time in three months, although this largely originated in the booming investment sector where manufacturers built-up stocks to meet steadily growing demand, especially electronic products. Meanwhile, technology-related issues led an upturn in the stock market. Growing business demand also was reflected in an acceleration of employment in services.

Like the Canadian index, the US leading indicator continued to slow down from its torrid growth at the start of the year.

Output

The value of GDP bounced back by 0.6% in May after no growth in April; GDP in June will have to match this increase to avoid its first quarterly gain of less than 1% since mid-1998.

The see-saw pattern in growth in recent months originated largely in a slowdown in household demand and a stutter in exports. Household spending performed poorly again in May, as retail sales dipped, residential construction fell 3% and outlays for most services levelled off. Manufacturing continued to oscillate around the upward trend of exports, with a 1.7% jump in May. Autos recovered their April losses, while electronic output grew rapidly for the third straight month. Higher exports of both of these products fuelled

durait depuis quatre mois. Les services n'ont pas fait contrepoids, les compressions d'emplois dans le secteur public ayant annulé les gains relevés dans les finances et les services aux entreprises.

C'est l'Ouest canadien qui a subi le gros de la détérioration du marché du travail. Plus on avançait vers l'ouest du pays, plus l'emploi se dégradait. La population active s'est fortement contractée, mais le chômage a évolué en hausse. Au Québec et dans la région de l'Atlantique, les reculs ont été moindres. Il n'y a que l'Ontario qui ait connu une augmentation notable de l'emploi avec une baisse du chômage.

Indice Composite

La croissance de l'indicateur avancé continue de se modérer par rapport à son sommet de 1,1% enregistré en février et en mars, étant passée d'un taux révisé en baisse à 0,6% en mai et à 0,4% en juin. Le logement enregistre le recul le plus marqué parmi les quatre composantes sur dix en baisse. Cinq composantes présentent une hausse et une, aucun changement.

L'indice du logement diminue de 1,1% en juin alors que la fin des grèves dans la grande région de Toronto au milieu du mois n'a pas compensé la baisse des mises en chantier dans les autres régions du pays. Par ailleurs, la demande d'autres biens durables a continué de progresser, de pair avec la vivacité des revenus et de la confiance au deuxième trimestre.

Le ratio des livraisons aux stocks enregistre une deuxième baisse en trois mois mais celle-ci est dominée par l'expansion des industries de biens d'investissement où les fabricants accumulent des stocks face à une demande toujours en croissance, notamment de produits électroniques. Pendant ce temps, les actions liées à la technologie redressent l'indice du prix des actions. L'augmentation de la demande des entreprises se traduit également par une hausse plus marquée de l'emploi dans les services.

Tout comme l'indicateur canadien, l'indice avancé des États-Unis continue de s'adoucir, après la croissance effrénée enregistrée au début de l'année.

Production

Le PIB a regagné 0,6 % en mai après avoir piétiné en avril. En juin, il devra progresser autant qu'en mai pour ne pas présenter son premier gain trimestriel de moins de 1 % depuis le milieu de 1998.

Le mouvement en dents de scie de la croissance ces derniers mois s'explique en grande partie par un ralentissement de la demande des ménages et une performance irrégulière à l'exportation. En mai, l'indicateur des dépenses des ménages a encore offert un piètre résultat, car les ventes au détail ont fléchi, la construction résidentielle a accusé une baisse de 3 % et les dépenses ont plafonné pour la plupart des services. La fabrication a continué ses fluctuations autour d'une tendance haussière à l'exportation. En mai, la production y a bondi de 1,7 %. L'industrie de l'automobile a effacé ses

a rebound in goods-handling industries such as transportation and wholesale trade.

Both the technology and the resource sectors remained consistent sources of growth so far this year. Mining posted its fifth straight increase, led by the expansion of oil and gas output. The string of growth in business services stretches back to January 1998, although the leading source of growth has shifted recently from computer services to architecture and engineering, consistent with the upturn in non-residential building plans. Telecommunications remains another consistent source of growth.

Household demand

Consumer spending continued to moderate as the year progressed. Retail sales volume sputtered for the third time in four months, as slower auto sales were reinforced by the effect of price hikes for food and energy. Meanwhile, the housing market continued to cool, despite the boost from the end of labour disputes in mid-June.

Retail sales volume was flat in May, leaving cumulative sales down slightly since January. Unlike previous months, however, the slack originated in nondurable rather than durable goods. Consumption of non-durables tumbled nearly 1%, checked by price hikes for food and energy.

Outlays for durable goods recouped half of the previous month's 1.6% loss. While new vehicle sales dipped slightly, the market for used vehicles picked up. Elsewhere, spending on semi-durable goods remained the one reliable source of growth so far this year, partly because these retailers held the line on prices (especially for clothing) even as the cost of essentials such as food and energy rose.

Housing starts edged down 2% in June, their fourth straight decline, bringing the total drop to 20% since February. The end of strikes gave a slight boost to ground-breaking on single-family homes in Ontario, but work slumped elsewhere. New home sales remained steady in the first half of 2000. Coupled with the recent drop in construction, this reduced the overhang of unsold homes by the most in over a year.

pertes d'avril et l'industrie de l'électronique a vu sa production rapidement monter un troisième mois de suite. La hausse des produits automobiles et électroniques à l'exportation a soutenu un redressement d'industries de biens comme celles des transports et du commerce de gros.

Les secteurs de la technologie et des ressources naturelles sont tous deux demeurés une source fidèle de vigueur jusqu'ici cette année. Dans les mines, la production a progressé un cinquième mois de suite, surtout grâce au secteur pétrolier et gazier. Dans les services aux entreprises, la production est continuellement en hausse depuis janvier 1998, bien que la source première de cette croissance soit récemment passée des services informatiques aux services d'architecture et de génie à la faveur de la reprise des projets de construction non résidentielle. Le secteur des télécommunications reste une autre source de constante vigueur.

Demande des ménages

À mesure que l'année progressait, les dépenses de consommation se sont faites encore plus modérées. En volume, les ventes au détail ont connu des ratés une troisième fois en quatre mois avec des ventes d'automobiles plus faibles et, par surcroît, l'effet d'un renchérissement des aliments et de l'énergie. Par ailleurs, le marché de l'habitation s'est encore affaibli malgré l'élan qui a suivi le règlement de conflits de travail à la mi-juin.

En mai, les ventes au détail ont été inertes en volume. En valeur cumulative, elles ont légèrement évolué en baisse depuis janvier. Ce mois-ci et contrairement aux derniers mois, cette faiblesse est imputable aux biens non durables, et non pas aux biens durables. La consommation de biens non durables a en effet dégringolé de près de 1 % à cause de la majoration des prix des aliments et de l'énergie.

Les dépenses en biens durables ont refait pour moitié leurs pertes de 1,6 % du mois précédent. Si les ventes de véhicules neufs ont un peu reculé, le marché des véhicules d'occasion était en reprise, lui. Les dépenses en biens semi-durables sont la seule source fiable de croissance jusqu'ici cette année, en partie parce que les détaillants de ce secteur n'ont pas majoré leurs prix (et notamment les prix des vête-

ments) même en période de renchérissement de biens essentiels comme les aliments et l'énergie.

En juin, les mises en chantier ont un peu décru de 2 %. Avec cette quatrième baisse consécutive, la perte totale est de 20 % depuis février. En Ontario, des grèves se sont terminées, d'où une légère stimulation des mises en chantier de logements unifamiliaux, mais cet indicateur était en pleine dégringolade ailleurs. Les ventes d'habitations neuves sont demeu-



Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Smaller stocks helped developers to pass higher prices on to consumers.

Existing home sales fell slightly in June, leaving them down for the second quarter as a whole. The drop was evident across the country. The slack in demand put a dent in prices, slowing the annual rate of increase to only one-third of its pace earlier this year.

Merchandise trade

Exports rebounded strongly in May, reflecting continued strength in US demand and a pick-up overseas. Most of the growth so far in the second quarter reflected increased volume, as the year-long recovery in export prices slowed recently. With exports outstripping import demand, the trade surplus approached the \$4 billion level it breached twice earlier this year.

Exports continued their pattern of small declines followed by larger advances, as a 4.6% gain in May more than made up for a 3.4% loss in April. While exports have not posted back-to-back increases since late last year, they are still running 18% ahead of the level a year ago, the largest gain in five years.

May's increase is even more impressive given the continued lethargy in the auto sector, where exports are up less than 4% in the past year. Instead, demand for machinery and equipment continued to soar, while natural resources recovered strongly from a setback the month before.

The 8% monthly gain in machinery and equipment raised its annual growth to nearly a 20-year high of 36%. So far this year, this area has passed autos as our largest export. Growth was led by computers and electronic components used in fibre optics for the Internet.

It was also a good month for our traditional resource products. Energy shipments jumped 10%, partly aided by a rebound in prices as electricity prices soared 62% in response to a heat wave in the recently deregulated California market. Metal products fared even better, as strong demand from Japan offset a lull in the recovery of prices. Even the beleaguered food sector saw earnings rise slowly, while forestry products were pulled down by slowing US housing demand for lumber.

rées fermes au premier semestre de l'an 2000. Comme la construction s'est récemment affaiblie, le parc de logements invendus a le plus rétréci en plus d'un an. Le carnet d'invendus étant moindre, les promoteurs immobiliers ont pu refiler des hausses de prix aux consommateurs.

En juin, les ventes de maisons existantes ont légèrement fléchi. Elles sont en baisse pour l'ensemble du deuxième trimestre. Le recul se remarquait dans tout le pays. La demande paresseuse a comprimé le mouvement des prix. Leur taux annuel de croissance n'est plus que du tiers du rythme observé plus tôt cette année.

Commerce de marchandises

En mai, les exportations ont largement rebondi en raison de la constante vigueur de la demande américaine et d'une reprise de la demande outre-mer. La croissance constatée jusqu'ici au deuxième trimestre tient en majeure partie à une progression en volume du fait d'un ralentissement récent du redressement des prix à l'exportation qui s'est opéré toute l'année. Comme la demande a été plus forte à l'exportation qu'à l'importation, l'excédent commercial a approché du niveau des 4 milliards qu'il a franchi deux fois depuis le début de l'année.

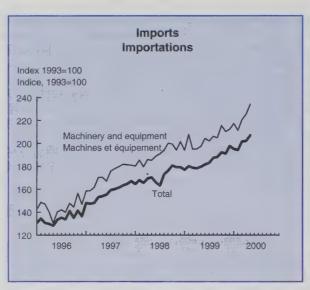
À l'exportation, on observait toujours de petites baisses suivies de hausses moins modestes. En mai, il y a eu un gain de 4,6 %, qui a plus que compensé une perte de 3,4 % en avril. Les exportations n'ont certes pas présenté de hausses consécutives depuis les derniers mois de 1999, mais elles demeurent supérieures de 18 % à leur valeur d'il y a un an. Il s'agit là de leur meilleure progression en cinq ans.

Leur croissance en mai est encore plus impressionnante si on considère la léthargie persistante de l'industrie de l'automobile qui, à l'exportation, offre des gains de moins de 4 % depuis un an. C'est que la demande de machines et de matériel a encore monté en flèche, alors que la demande de ressources naturelles se remettait largement de son revers du mois précédent.

Avec ce gain mensuel de 8 %, le secteur des machines et du matériel a approché en valeur annuelle de son sommet de 36 % en vingt ans. Depuis le début de l'année, il a supplanté l'industrie de l'automobile comme chef de file à l'exportation. La croissance a été dominée par les ordinateurs et les composants électroniques destinés aux communications par fibre optique du réseau Internet.

Le mois a également été bon pour nos ressources classiques à l'exportation. Les livraisons énergétiques ont fait un bond de 10 %, favorisées en partie par une remontée des prix. Le prix de l'électricité a en effet monté en flèche de 62 % en réaction à une vague de chaleur sur un marché californien récemment déréglementé. Les produits métalliques se sont encore mieux comportés grâce à la fermeté de la demande japonaise qui a compensé un temps d'arrêt dans le redressement des prix. Même dans un secteur de l'alimentation en difficulté, les revenus à l'exportation augmentent lentement. Quant aux produits forestiers, ils ont été entraînés à la baisse par un ralentissement de la demande de bois d'œuvre dans le secteur de l'habitation aux États-Unis.

Import demand also strengthened for the second time in three months, up 2.4% in May. However, all of the increase reflected higher prices, notably for oil and machinery and equipment, including a rare hike in computer prices. Business investment remained the main source of growth in import demand so far this year. The 3.8% advance in May was the largest of three consecutive gains. Imports of aircraft soared after a dip the month before, while demand for equipment for offshore energy projects remained buoyant.



À l'importation, la demande s'est affermie une deuxième fois en trois mois, gagnant 2,4 % en mai. Toute l'augmentation s'explique cependant par des majorations de prix, notamment dans le cas des hydrocarbures et des machines et du matériel. Il y a aussi eu une rare hausse du prix des ordinateurs. Jusqu'ici cette année, les investissements des entreprises sont demeurés la grande source de croissance à l'importation. Le gain de 3,8 % relevé en mai domine parmi trois hausses consécutives. À l'importation, le secteur des aéronefs était en plein essor

après être légèrement descendu le mois précédent. Par ailleurs, la demande de matériel pour les projets énergétiques extracôtiers est restée vive.

Prices

A rebound in oil prices helped to push up prices in June. While consumers also paid more for services, a number of non-energy commodities dipped in the month, and oil prices cooled over the summer.

The seasonally unadjusted consumer price index rose by 0.6% between May and June, pushing the year-over-year rate of inflation to 2.9%, just off its 5-year high of 3.0% set in March. Energy prices led the monthly increase, rebounding 3.8% after a slight dip the month before, while the cost of food was pushed up by weather-induced delays in the arrival of local produce.

The other components of the CPI rose 0.4%, continuing the steady advance that began in February. Some of these increases reflect the effect of rising costs for energy-intensive products, ranging from chemical and plastic products to inter-city transportation (many of which had resisted increases in the previous year). Services prices have also risen steadily since January, partly reflecting more demand for housing and travel, the latter compounded by the seasonal discounts at the start of the year. As well, the year-long decline of telephone rates in 1999 came to an end.

These increases were partly offset by marginally lower prices for durable and semi-durable goods. Seasonal discounts for clothing accounted for the latter; the former reflected steady declines for computers,

Prix

Le redressement des cours pétroliers a contribué à l'augmentation générale des prix en juin. Les consommateurs ont payé les services plus cher, mais un certain nombre de produits de base hors énergie ont vu leur prix décroître dans le mois. Les prix des hydrocarbures se sont affaiblis pendant l'été.

De mai à juin, l'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a monté de 0,6 %, ce qui a porté le taux d'inflation d'une année à l'autre à 2,9 %; c'est un peu moins que le sommet de 3,0 % des cinq dernières années atteint en mars par cet indicateur. Les cours énergétiques ont dominé dans cette croissance mensuelle, remontant de 3,8 % après avoir légèrement fléchi le mois précédent. Des retards – imputables aux intempéries – dans les arrivages locaux de fruits et de légumes ont poussé les prix des aliments en hausse.

Les autres composantes de l'IPC ont augmenté de 0,4 %, continuant l'incessante progression qui est la leur depuis février. Ces majorations s'expliquent en partie par un renchérissement des produits à forte utilisation d'énergie, qu'il s'agisse de l'industrie chimique, de l'industrie du plastique ou de celle des transports interurbains (dans bien des cas, on avait résisté dans ces secteurs à la tentation de relever les prix l'année précédente). Depuis janvier, les prix des services augmentent continuellement, en partie à cause d'un accroissement de la demande d'habitations et de voyages. Dans le cas du tourisme, le mouvement a été plus ample du fait des remises saisonnières consenties au début de l'année. Il faut ajouter que la baisse des tarifs téléphoniques observée tout au long de 1999 a pris fin.

Pour faire partiellement contrepoids à ces hausses, il y a eu de faibles baisses des prix des biens durables et semidurables. Dans le cas des biens semi-durables, des remises saisonnières sur les vêtements sont en cause et, dans celui

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

audio and video equipment, while slow auto sales gave dealers an incentive to keep a lid on prices.

Raw materials prices continued to trend up, as a 2.1% hike in June followed a 6% jump in May. However, the increase in June was confined entirely to higher oil prices. Metal and food prices edged down as concerns about supply disruptions eased, while lumber was under-cut by falling housing starts in North America.

Manufacturing prices were stable for the second time in three months, helping to slow the year-over-year increase to 5.5% from its high of 6.0% early this year. As with raw materials, a majority of industries lowered or kept prices stable, in contrast with widespread increases over the previous four months. Metals and lumber led the retreat, while prices for capital goods also eased despite torrid demand. These decreases were offset primarily by higher gasoline and meat prices.

Financial markets

The stock market rose another 6% on top of a 10% gain in June, its first back-to-back gains since February. Technical hardware continued to fuel most of the growth. Small gains in finance stocks offset a setback in consumer and resource issues.

Interest rates were essentially unchanged for a second straight month, while the exchange rate held on to the gain it made in June. The hike in interest rates did not get in the way of increased household demand for credit, which accelerated again from a 0.6% gain in May to 0.7% in June. These are the largest back-to-back increases since last summer, just before the upturn in interest rates began. Businesses also replenished their coffers in June, as funds raised on stock and bond markets hit \$3.7 billion, their highest so far this year.

Regional economy

The petroleum sector boosted shipments on the Prairies. However, half the other manufacturing industries posted declines, extending the weakness that began in April. Housing starts in June dropped back to their April level. Elsewhere, the number of overseas tourists (largely from Asia) continued to rise. This led to a strong increase in employment in the accommodation and food and beverage services industries in Alberta, which also led Canada in price

des biens durables, une constante diminution des prix des ordinateurs et des appareils audio et vidéo. Dans le secteur de l'automobile, la lenteur des ventes a incité les concessionnaires à ne pas majorer les prix.

Les cours des matières premières ont continué à évoluer en hausse. Ils ont monté de 2,1 % en juin après avoir fait un bond de 6 % en mai. Il reste que l'augmentation de juin tient entièrement à une majoration des cours pétroliers. Les prix des métaux et des aliments ont fléchi parce qu'on s'inquiétait moins de perturbations de l'offre. Quant au prix du bois d'œuvre, il s'est ressenti d'un affaiblissement des mises en chantier en Amérique du Nord.

Les prix à la fabrication ont été stables pour une deuxième fois en trois mois, ce qui a contribué à abaisser leur taux d'accroissement d'une année à l'autre du sommet de 6,0 % constaté les premiers mois de 2000 à un niveau de 5,5 %. Comme dans le cas des matières brutes, une majorité d'industries ont diminué ou fait plafonner leurs prix, alors que ces derniers avaient été un peu partout en hausse les quatre mois précédents. Les métaux et le bois d'œuvre ont mené ce mouvement descendant et les prix des biens d'équipement se sont aussi affaiblis malgré une demande en effervescence. Ces baisses ont principalement été compensées par un renchérissement de l'essence et des viandes.

Marchés financiers

Les bourses ont ajouté 6 % à leurs 10 % de gain en juin. Ce sont là les premières augmentations consécutives depuis février. Les actions liées au matériel technique ont encore été à l'origine du gros de cette croissance. Il y a eu de légers gains des actions du secteur financier pour contrebalancer une baisse des actions liées à la consommation et aux ressources naturelles.

Les taux d'intérêt n'ont pour ainsi dire pas bougé un deuxième mois de suite et le taux de change s'en est tenu à sa progression de juin. La majoration des taux d'intérêt n'a pas nui à l'augmentation de la demande de crédit des ménages, laquelle s'est encore accélérée avec des hausses respectives de 0,7 % et de 0,6 % en juin et en mai. Ce sont là les gains consécutifs les plus importants depuis l'été dernier, c'est-à-dire un peu avant que les taux d'intérêt ne se mettent à réévoluer en hausse. Les entreprises ont aussi regarni leur trésorerie en juin avec de nouvelles émissions d'actions et d'obligations qui ont atteint un niveau de 3,7 milliards, le plus haut observé jusqu'ici cette année.

Économie régionale

Le secteur pétrolier fait renouer les livraisons des Prairies avec la croissance. Prolongeant l'adoucissement amorcé en avril, la moitié des autres industries manufacturières accusent un recul, cependant. Les mises en chantier sont retombées en juin à leur niveau d'avril. Par ailleurs, un nombre toujours croissant de touristes d'outremer (en grande partie de l'Asie) entraîne en Alberta une forte croissance de l'emploi dans l'hébergement et la restauration et un sommet au pays pour les prix de l'hébergement (15,7% en juin). En Colombie-

increases in accommodation services (15.7% in June). In British Columbia, most economic indicators continued to trail those in other regions of Canada.

In Ontario, as on the Prairies, housing was a source of weakness for the manufacturing sector. The level of housing starts remained low, with strikes in Toronto continuing up to mid-June and sales of existing houses declining from their peaks in the middle of last year. However, Ontario regained the lead in retail sales growth and monthly labour income jumped 3.1%, boosted by payments under the federal government's pay equity program.

Unlike the rest of Canada, Quebec saw continued growth in the manufacturing sector, as a 4.4% jump in shipments in May followed a number of gains since the start of the year. The lion's share of this strength still came from capital goods, most notably electronic products where exports have surged 50% so far this year. The more traditional mining sector could reinforce this expansion in the coming months, since magnesium production at a new plant in Asbestos was scheduled to begin in June and the new aluminum plant in Alma should start production in the fall. These industries will stimulate transportation, as metals account for more than half of all goods hauled by road, rail and water.

International economies

Output continued to expand in most of the G7 economies despite higher interest rates and rising inflation. The US economy continued at its torrid pace, with GDP accelerating in the second quarter even as consumer demand began to slow. The faster growth in the US contributed to a record trade deficit. The euro-zone remained buoyed by both strong domestic

and foreign demand, while the Japanese economy was hamstrung by continued weak household demand.

The **United States** economy, now in its 10th year of interrupted expansion, powered forward in the second quarter of the year. Real GDP posted a 1.3% quarterly gain, up from its 1.2% rise in the first, as robust business investment and growth in inventories and government spending offset an easing in consumer spending. Demand for housing and autos slowed after recent interest rate hikes, while rising energy prices boosted inflation. Industrial production

Britannique, la plupart des indicateurs économiques sont demeurés à la traîne des autres régions du pays.

En Ontario, l'habitation était également, tout comme dans les Prairies, une source de faiblesse pour le secteur manufacturier. Le niveau des mises en chantier est resté bas avec la poursuite des grèves à Toronto jusqu'au milieu de juin et les ventes de maisons existantes ont ralenti. L'Ontario reprend la tête de la croissance des ventes au détail, cependant, alors que le revenu mensuel du travail a bondi de 3,1%, entraîné par les paiements en vertu de l'entente sur la parité salariale du gouvernement fédéral.

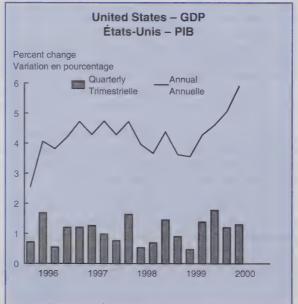
À l'opposé du reste du pays, la croissance dans le secteur manufacturier est demeurée continue au Québec alors qu'un bond de 4,4% des livraisons en mai fait suite à plusieurs gains marqués depuis le début de l'année. La part du lion dans cette fermeté provient toujours des biens d'équipement, notamment des produits électroniques dont les exportations ont explosé de 50% jusqu'à maintenant cette année. Le secteur plus traditionnel des mines pourrait renforcer cette expansion au cours des prochains mois alors que la production de magnésium est prévue commencer en juin à une nouvelle usine d'Asbestos et que celle de la nouvelle aluminerie d'Alma devrait s'amorcer à l'automne. Ces industries stimuleront à leur tour les transports, les métaux comptant pour plus de la moitié de tout le transport de marchandises par route, rail et eau.

Economies internationales

Dans la plupart des pays membres du Groupe des Sept, la production a continué à croître malgré des taux d'intérêt supérieurs et une inflation montante. Aux États-Unis, l'économie a gardé son rythme effréné et le PIB s'est accéléré au deuxième trimestre malgré un début de ralentissement de la demande de consommation. Cette croissance plus ample a contribué à un déficit commercial record. Dans la zone de l'euro, les économies sont restées vigoureuses en raison de

la fermeté de la demande tant intérieure qu'extérieure. L'économie du Japon a été gênée par la faiblesse persistante de la demande des ménages.

Aux États-Unis, l'économie en est à sa dixième année d'expansion ininterrompue. Elle a encore battu son plein au deuxième trimestre. En valeur réelle, le PIB a présenté un gain trimestriel de 1,3 %, plus que les 1,2 % du premier trimestre. La vigueur des investissements des entreprises et la croissance des stocks et des dépenses des administrations publiques ont compensé un affaiblissement des dépenses de consommation. La demande d'habitations et



remained upbeat in June, along with factory orders, which saw their largest rise in nine years.

While consumers may have slowed their spending spree, they did not put away their wallets. Retail sales gained 0.5% in June, after a revised 0.3% rise in May (originally reported as a small decrease). Excluding autos, sales rose 0.4% and 0.5% respectively. Wages and salaries grew 4.4% in the year to June, the fastest pace in nine years. Consumer prices jumped 0.6% in the month, after a 0.1% rise in May, fuelled by a surge in energy costs.

Industrial production gained 0.2% in June, following a 0.5% increase the month before. Output should accelerate, however, as orders for big-ticket durable goods soared 10% in the month, more than doubling their May rate. Demand was strong across the board in June, propelled by an increase for aircraft.

Growth was upbeat in the **euro-zone** as consumer spending rebounded and output remained strong. Retail sales volumes jumped 4.1% in May from a year earlier after declining the month before. Industrial production rose 0.8% in May, following similar gains in the previous two months. Export trade within the zone was robust with both France and Germany posting record levels in May. The unemployment rate fell to 9.1% versus 9.9% last year, while annual inflation rose from 1.9% to 2.4% in June as worldwide oil prices resumed their upward trend.

Steady declines in unemployment boosted consumer confidence in **France** to an all-time high. The unemployment rate fell to 9.6% in June, its lowest level in over eight years. Consumer spending has been brisk, along with business investment and exports. Industrial production rose again in May, the third gain in the past four months. Rising oil prices pushed the inflation rate to 1.7% in June, the highest level since January 1997.

The **German** economy remained buoyed by strength in manufacturing and renewed domestic demand. Exports were upbeat in May, while worries over high interest rates were offset by recently announced income tax reforms. Inflation climbed upward, led by oil prices and higher import costs due to the weaker euro.

d'automobiles a ralenti après les récentes majorations des taux d'intérêt et le renchérissement de l'énergie a attisé l'inflation. En juin, la production industrielle est restée ferme, tout comme les commandes en fabrication qui ont le plus progressé en neuf ans.

Les consommateurs se sont peut-être moins précipités dans les magasins, mais ils n'ont pas pour autant lié les cordons de leur bourse. En juin, les ventes au détail ont augmenté de 0,5 % après un gain révisé de 0,3 % en mai (on avait parlé au départ d'une légère diminution). Sans l'industrie de l'automobile, les ventes ont connu ces deux mois des hausses respectives de 0,4 % et 0,5 %. En juin, les salaires étaient en progression de 4,4 % depuis le début de l'année, soit le rythme le plus rapide en neuf ans. En juin, les prix à la consommation ont fait un bond de 0,6 % après avoir marqué une avance de 0,1 % en mai. Ce mouvement s'explique par l'essor des cours énergétiques.

En juin, la production industrielle s'est accrue de 0,2 % après une hausse de 0,5 % le mois précédent. Elle devrait toutefois s'accélérer, puisque les commandes de biens durables chers ont monté en flèche (10 %) dans le mois. C'est plus du double du taux d'accroissement relevé en mai. La demande a été vive partout en juin, aiguillonnée par une augmentation dans le secteur des aéronefs.

Dans la **zone de l'euro**, la croissance a été vigoureuse avec des dépenses de consommation en redressement et une production toujours ferme. En mai, les ventes au détail ont bondi de 4,1 % en volume sur leur valeur d'il y a un an. Elles avaient reculé le mois précédent. Toujours en mai, la production industrielle a progressé de 0,8 %, autant que les deux mois précédents. Les échanges à l'exportation à l'intérieur de la zone ont été solides : tant la France que l'Allemagne ont établi des valeurs records à l'exportation en mai. Le taux de chômage est tombé à 9,1 %, alors qu'il était de 9,9 % l'an dernier. En juin, le taux annuel d'inflation a monté de 1,9 % à 2,4 %, car les cours pétroliers dans le monde ont réévolué en hausse.

En **France**, la constante baisse des taux de chômage a porté la confiance des consommateurs à un sommet dans l'histoire. En juin, le taux de chômage a fléchi à 9,6 % pour atteindre son plus bas niveau en plus de huit ans. Les dépenses de consommation ont été vigoureuses, tout comme les investissements des entreprises et les exportations. En mai, la production industrielle a encore augmenté, offrant un troisième gain en quatre mois. Le renchérissement du pétrole a fait monter en juin le taux d'inflation à 1,7 %; c'est son niveau le plus élevé depuis janvier 1997.

En Allemagne, l'économie a encore été soutenue par une fabrication solide et une demande intérieure renouvelée. En mai, les exportations ont battu leur plein. Les inquiétudes au sujet des taux d'intérêt élevés ont été compensées par l'annonce récente de réformes de l'impôt sur le revenu. L'inflation a monté surtout à cause des cours pétroliers et des majorations de prix à l'importation dans une situation d'affaiblissement de l'euro.

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Britain's economy expanded by 0.9% in the second quarter and was up 3.1% on a year-over-year basis, fuelled by robust growth in the services sector. Consumers reined in spending in June with retail sales falling to a 13-month low. The housing market was also checked by high interest rates, as sales fell for a second straight month. Inflation hit its highest level in over a year, as rising oil, housing and seasonal food costs pushed the annual rate to 2.2%.

Weak consumer demand continued to dampen the **Japanese** economy, and led to the collapse of the Sogo department store chain. Retail sales fell for their 38th straight month in May despite a pick-up in incomes. Consumer prices are falling at the fastest rate in a decade, squeezing the profits of retailers and manufacturers, whose prices are falling faster than the cost of their raw materials. Although exports were up in May, the trade surplus shrank as imports surged, buoyed by higher oil prices. (Japan is the world's second largest buyer of crude oil.)

En **Grande-Bretagne**, l'économie a crû de 0,9 % au deuxième trimestre. Elle était en hausse de 3,1 % d'une année à l'autre surtout grâce à une ferme croissance des industries de services. En juin, les consommateurs ont freiné leurs dépenses et les ventes au détail sont tombées à leur plus bas niveau en 13 mois. Des taux d'intérêt élevés ont nui au marché de l'habitation, où les ventes ont fléchi un deuxième mois de suite. Le taux d'inflation a été le plus haut en plus d'un an à cause du renchérissement du pétrole et de l'habitation et de hausses saisonnières des prix des aliments qui ont porté le taux annuel d'inflation à 2,2 %.

Au Japon, la faiblesse de la demande de consommation a encore amorti l'économie et provoqué la faillite de la chaîne de grands magasins Sogo. Malgré des revenus qui s'élèvent, les ventes au détail ont baissé un 38° mois de suite en mai. Les prix à la consommation décroissent à leur rythme le plus rapide en une décennie, rétrécissant les marges bénéficiaires des détaillants et des fabricants, dont les prix des produits diminuent plus vite que ceux des matières premières qu'ils utilisent. Les exportations étaient en progression en mai, mais l'excédent commercial s'est contracté, car les importations ont monté en flèche avec la hausse des cours pétroliers. (Le Japon est le deuxième acheteur de pétrole brut en importance dans le monde.)

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN JULY

CANADA

Canadian National Railway and Burlington Northern Santa Fe called off their proposed merger, prompted by an inability to wait for the US to lift a moratorium on rail mergers.

WORLD

The German parliament passed a tax reform plan, including aid for small businesses, a reduction in the top rate of income tax over five years from 51% to 42% while the bottom rate will fall from 23% to 15%, a cut in the top corporate tax rate from 52% to 39%, and the abolishment of the 50% capital gains tax on the sale of company cross-holdings.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES DE JUILLET

CANADA

Canadien National et Burlington Northern Santa Fe abandonnent leur projet de fusion, ne pouvant attendre que le gouvernement américain lève le moratoire sur les fusions des transporteurs ferroviaires.

LE MONDE

Le gouvernement allemand adopte un plan de réforme fiscale qui prévoit notamment une aide aux petites entreprises, une réduction au cours d'une période de cinq ans du taux maximal d'imposition du revenu de 51 % à 42 % avec une réduction de 23 % à 15 % du taux minimal d'imposition du revenu, une baisse de 52 % à 39 % du taux maximal d'imposition des sociétés ainsi que l'abolition de la taxe de 50 % sur les gains en capital provenant de la vente des participations croisées des sociétés.

Market Research Handbook 1999

Unlock Canadian Consumer and Business Markets...

he ALL NEW Market Research Handbook 1999 reveals the Canadian marketplace the way no other statistical resource can. It delivers first hand results from more than 20 specialized Statistics Canada surveys, plus the very latest details from the 1996 Census, in one practical sourcebook!

For entrepreneurs, market researchers, planners and analysts, for big business and small, Market Research Handbook 1999 is an invaluable and comprehensive decision-support tool.

Capitalize on opportunities...

- spot emerging market trends
- position your products effectively
- gain a competitive edge in an increasingly volatile and competitive economy
- ... and manage the future of your market!

ANALYZE THE CONDITIONS IN YOUR MARKET - FROM THE LOCAL TO THE NATIONAL LEVEL - USING:

Key Demographic Variables

- population education
- ▶ age ▶ sex
- ▶ aggregated household expenditures
- ▶ earnings
- retail sales
- and more!

Vital Economic Indicators

- ▶ labour force productivity consumer and industrial
- price indexes
- ▶ Gross Domestic Product
- private and public investment
- international trade data
- and more!

Business Demographics

- by industry
- size of business
- urban area
- ▶ plus more!

New for 1999!

- ▶ number of immigrants by intended occupation
- Internet service providers: types of services, regional composition and sources of revenue
- population projections for Nunavut
- aggregated household expenditures including games of chance expense (ie. Casino), as well as detailed clothing and health care expenses
- number and receipts of movie theatres including number of screens and seats
- more fields of study for full-time undergraduate enrolment
- employment change and life status of businesses

Market Research Handbook 1999 (Car. No. 63-224-XPB) costs \$125, In Canada, please add either GST and applicable PST or HST Shipping charges: In Lanada, piease and either GS1 and applicable PS1 or HS1. Shipping charges:
No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States,
please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10.

To order, CALL toll-free at 1 800 267-6677, FAX 1 877 287-4369 or MAIL your
order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management,
120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, KIA 0T6, Canada.
Or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this
publication. You may also order via E-MAIL: order@statcan.ca

Recueil statistique des études de marché 1999

Pénétrez les marchés de consommation et d'affaires canadiens ...

e TOUT DERNIER Recueil statistique des études de marché 1999 fait état du marché canadien comme aucune autre source statistique ne le fait. Il réunit les résultats de plus de 20 enquêtes spéciales de Statistique Canada, de même que les plus récentes données du Recensement de 1996, dans un seul guide de référence pratique!

Pour les entrepreneurs, comme pour les spécialistes des études de marché, les planificateurs et les analystes, de même que pour les grandes et petites entreprises, le Recueil statistique des études de marché 1999 constitue un outil complet de très grande valeur.

Tirez profit des possibilités...

- repérez les nouvelles tendances
- positionnez vos produits efficacement
- obtenez un avantage concurrentiel au sein d'une économie de concurrence sans cesse changeante
- et gérez l'avenir de votre marché!

Analysez les conditions de votre marché – à L'ÉCHELLE RÉGIONALE OU NATIONALE - EN UTILISANT :

Les principales variables démographiques

- ▶ population ▶ âge scolarité
- dépenses agrégées des ménages
- revenu ventes au détail

Les indicateurs économiques

- de la population active
- commerce international
- produit intérieur brut
- ▶ données sur la productivité ▶ investissements privés et publiques
 - indices des prix à la consommation et de l'industrie

et plus!

et plus!

La démographie des entreprises

- secteur d'activité
- taille de l'entreprise
- région urbaine
- > et plus!

Nouveau pour 1999!

- le nombre d'immigrants selon la profession projetée
- les fournisseurs de services Internet : type de services, composition régionale et sources de revenus
- les projections de la population du Nunavut
- les dépenses agrégées des ménages, y compris celles consacrées aux jeux de hasard (c.-à-d. au casino), ainsi qu'un bilan détaillé des dépenses sur l'habillement et les soins de santé
- le nombre de cinémas et leurs recettes, y compris le nombre d'écrans et de sièges
- ▶ une ventilation plus détaillée des domaines d'études des étudiants à plein temps de premier cycle
- variation de l'emploi et statut des entreprises

Recueil statistique des études de marché 1999 (n° 63-224-XPB au catalogue) se vend 125 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Uni veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Pour commander, TÉLÉPHONEZ sans frais au 1 800 267-6677, TÉLÉCOPIEZ vos commandes au 1 877 287-4369 ou POSTEZ votre commande à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), KIA 0T6, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous mentionné dans la présente publication. Vous pouvez aussi command par COURRIEL : order@statcan.ca.

Étude spéciale

INCOME INEQUALITY IN NORTH AMERICA: DOES THE 49th PARALLEL STILL MATTER?

by M. Wolfson and B. Murphy*

Highlights

- The poorest 25% of Canadian families were better off than their US counterparts in terms of purchasing power in 1997. On the other hand, in the top fifth of the income spectrum, US families had disposable incomes about 25% higher.
- Ranked by median family disposable income, 16 states were higher than the richest Canadian province. The lowest 10 of the 61 states and provinces (including the District of Columbia) contained equal numbers of states and provinces.
- Average earnings of US workers (including both men and women, full- and part-time, employees and self-employed) were about \$36,500 in 1997 (expressed in 1995 Canadian dollars using purchasing power parities), 29.2% higher than the Canadian average of \$28,300. However, this difference is mainly due to those at the top of the earnings distribution. The difference at the middle of the distribution (the median) was 13.6% \$27,500 in the US compared to \$24,200 in Canada.
- Earnings for women increased substantially in both countries throughout the earnings spectrum over the 1974 to 1985 and the 1985 to 1997 periods, the time periods considered in this study. Earnings for men actually fell in both the US and Canada for those with lower and middle level earnings (between the 15th and 60th percentiles) over the 1974 to 1985 period, and were stable from 1985 to 1997. Earnings gains were only notable among the top 30%, and were most substantial for the top 15% of men in the US. In Canada, earnings for men increased among the top 20%, but not by as much as in the US.

* Analysis and Development (613) 951-8216.

INÉGALITÉS DE REVENU EN AMÉRIQUE DU NORD : LE 49° PARALLÈLE A-T-IL ENCORE DE L'IMPORTANCE?

par M. Wolfson et B. Murphy*

Faits saillants

- Le quart le plus pauvre des familles canadiennes devançait absolument la tranche correspondante aux États-Unis sur le plan du pouvoir d'achat en 1997. En revanche, dans la tranche du cinquième le plus riche de l'échelle des revenus, les familles américaines jouissaient d'un revenu disponible supérieur du quart environ à celui des familles canadiennes.
- En fonction du revenu familial disponible médian, 16 états avaient une cote plus élevée que la province canadienne la plus riche. Les dix états et provinces les plus pauvres parmi les 61 états et provinces (incluant le District de Columbia) étaient répartis également entre états et provinces.
- Chez les travailleurs américains, les gains individuels (pour les hommes et les femmes, travaillant à temps plein et à temps partiel, à leur compte ou pour un employeur) se sont établis en moyenne à 36 500 \$ environ en 1997 (valeur exprimée en dollars canadiens de 1995 en parité de pouvoir d'achat), soit 29,2 % de plus que la moyenne canadienne de 28 300 \$. La différence s'observe toutefois surtout au sommet de l'échelle des gains. Au milieu de la répartition (médiane), l'écart n'est plus que de 13,6 % (27 500 \$ aux États-Unis contre 24 200 \$ au Canada).
- Pendant les deux périodes 1974-1985 et 1985-1997 à l'étude, les gains féminins ont nettement augmenté dans l'un et l'autre de ces pays sur l'ensemble de l'échelle de répartition de la rémunération du travail. Les gains masculins ont effectivement diminué tant aux États-Unis qu'au Canada dans le cas des bas et moyens revenus (entre les 15° et 60° percentiles) de 1974 à 1985, et étaient stables entre 1985 et 1997. Une hausse des gains ne se remarquait que dans la tranche supérieure de 30 % de l'échelle de rémunération. Elle était des plus marquées dans la tranche masculine supérieure de 15 % aux États-Unis. Au Canada, les gains masculins n'ont augmenté que dans la tranche supérieure de 20 %, mais pas autant qu'aux États-Unis.

^{*} Direction Analyse et développement (613) 951-8216.

Étude spéciale

- For men and women together, earnings inequality (the gap between rich and poor) and earnings polarization (a "hollowing out" of the middle) increased in both Canada and the US over the 1974 to 1985 period. Moreover, these changes were greater in Canada than in the US. However, in the 1985 to 1997 period, these trends were completely reversed in Canada, where earnings inequality and polarization both declined while in the US, inequality continued to increase, but polarization declined. This latter fact has not been widely noted, even though the "disappearing middle class" was highly topical in the US in the late 1980s, when the trend was first discovered.
- When earnings inequality trends are examined for families (including both families with two or more members and unattached individuals) rather than for individuals, the patterns change dramatically. Family earnings inequality rose rather than fell in Canada from 1985 to 1997. This is consistent with women whose earnings increased the most being married to higher earning men.
- Income transfers have had a substantially equalizing impact on family income distributions on both sides of the border. In fact, the US transfer system appeared more equalizing than Canada's over the 1974 to 1985 period. However, in the more recent 1985 to 1997 period, this was reversed, with Canada's transfers having a stronger equalizing effect.
- Income and payroll taxes also had equalizing impacts on both sides of the border. These were somewhat larger in Canada than in the US. But in both countries, income taxes had considerably weaker equalizing effects than did income transfers.
- For regions within both Canada and the US, the effects of tax/transfer policy in Canada became more distinct. This may be surprising, given the increasingly common economic forces affecting the two countries with more open borders and globalization.

Introduction

While Canadian and American societies are similar in many respects, their levels and trends in income inequality have been quite different over the past two decades. Real incomes are higher and have been growing faster in the US on average (Fortin, 1999). However, US income inequality is higher than in Canada, and it has been rising more rapidly.

- Chez les deux sexes confondus, l'inégalité (clivage entre riches et pauvres) et la polarisation (« évidement » de la tranche intermédiaire) se sont accentuées dans l'un et l'autre de ces pays de 1974 à 1985. Qui plus est, le phénomène a eu plus d'ampleur au Canada qu'aux États-Unis. Cependant, ces tendances se sont complètement inversées au Canada de 1985 à 1997, l'inégalité et la polarisation des gains ayant toutes deux évolué en baisse, alors que, aux États-Unis, l'inégalité demeurait en hausse, mais la polarisation diminuait. On n'a pas pris largement acte de ce dernier fait, bien que la question de la « disparition de la classe moyenne » ait été un sujet brûlant d'actualité aux États-Unis vers la fin de la décennie 1980 où cette tendance a d'abord été jaugée.
- Si on examine les tendances de l'inégalité des gains pour les familles (dont les familles composées de deux membres ou plus et les personnes célibataires) plutôt que pour les personnes, il y a transformation considérable du mouvement. Au Canada, l'inégalité des gains familiaux a augmenté au lieu de diminuer de 1985 à 1997, ce qui s'accorde avec la constatation que les femmes dont les gains se sont le plus accrus étaient mariées à des hommes ayant déjà une rémunération supérieure.
- Des deux côtés de la frontière, les transferts de l'État ont eu un effet égalisateur appréciable sur la répartition du revenu familial. On observe en fait que le régime américain de transferts a été plus égalisateur que le régime canadien de 1974 à 1985. Le mouvement s'est toutefois renversé de 1985 à 1997, période où le régime canadien a donc eu un effet égalisateur supérieur.
- Ajoutons que l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales ont aussi une influence égalisatrice des deux côtés de la frontière. Les effets ont été quelque peu plus marqués au Canada qu'aux États-Unis, mais dans l'un et l'autre des pays, l'impôt sur le revenu a été bien moins égalisateur que les transferts de revenu.
- Lorsqu'on compare ces tendances selon les régions tant canadiennes qu'américaines, on constate que, à tout le moins, la politique fiscale et la politique des transferts se sont faites plus distinctes au Canada, ce dont on doit peutêtre s'étonner si on considère que, dans ces deux pays, les forces économiques sont de plus en plus communes avec l'ouverture des frontières et la mondialisation.

Introduction

Les sociétés canadienne et américaine se ressemblent à bien des égards, mais les niveaux et les tendances de l'inégalité des revenus y ont été fort différents dans les deux dernières décennies. Aux États-Unis, le revenu réel est plus élevé et s'est accru plus rapidement en moyenne (Fortin, 1999). Il reste que l'inégalité des revenus est plus grande aux États-Unis qu'au Canada et y a augmenté plus vite.

One possibility is that these differences reflect deeply rooted social and political differences – Canadians generally subscribe to a different set of values than Americans. An alternative view is that it is not really the border between the two countries that is the main factor, but instead overall differences mask significant regional differences within each country. For example, it could be that there are significant "hot spots" of economic growth in the US which are driving the comparatively faster growth of income inequality there, while the rest of the US and Canada otherwise share similar levels and trends in income inequality.

An added factor is the increased economic integration between the two countries. Canada and the US have the highest level of bilateral trade of any two countries in the world, having increased significantly with the Free Trade Agreement and subsequently the North American Free Trade Agreement. If such increased economic integration and general openness to common economic forces are the major drivers of income distribution patterns, we should expect a decrease in the significance of the national border between the two countries, and a convergence of income distribution patterns in similar sub-national regions – say the Western states and British Columbia.

One way to assess these possibilities is to divide Canada and the US into regions, and examine the similarities in inequality trends among them. If we see a few regions that are outliers, with the rest behaving similarly on both sides of the border, this would support the view that the overall differences between Canada and the US are due to the particularities of a few regions. On the other hand, if we see larger differences in income distribution patterns between the two national groups of regions than among the regions within each country, this would suggest that economic forces have not dominated the social and political forces that are unique to each country. Rather, we could conclude that there is a "border effect", as Helliwell (1998) called it in his analysis of Canada -US trade.

In this analysis, we draw on income survey microdata for Canada and the US spanning the last two decades. We extend our earlier work (Wolfson and Murphy, 1998) by adding a regional perspective, as well as more recent data. The analysis is in three main parts. The first looks at individuals and the incomes they derive from working. The third part examines distributions of family disposable incomes. In between, there is a segue that shows the impact of the main steps in shifting focus from individuals and their earnings to families and their disposable incomes after taxes and transfers.

Une explication possible est que ces écarts tiennent à des différences socio-politiques profondes, les Canadiens ayant généralement un système de valeurs distinct de celui des Américains. Autre explication possible : le principal facteur n'est pas un clivage entre les deux pays, puisque ces différences globales masquent des différences régionales de taille dans chacun des pays. Il se pourrait, par exemple, que ce soient les grands foyers de croissance économique aux États-Unis qui soient à l'origine de la montée relativement plus rapide des inégalités de revenu dans ce pays, alors que, dans le reste des États-Unis et au Canada, les niveaux et les tendances de ces disparités seraient convergents.

Un autre facteur à prendre en considération est celui de l'intégration économique accrue des deux pays. Dans le monde entier, le Canada et les États-Unis sont les deux pays qui ont le plus d'échanges bilatéraux. Le commerce canado-américain s'est largement accru par la conclusion de l'Accord de libre-échange et, ultérieurement, de l'Accord de libre-échange nord-américain. Si cette intégration économique en progression et l'ouverture générale à des forces économiques communes sont les principaux facteurs déterminants des tendances de la répartition des revenus, on devrait s'attendre à une diminution de l'importance de la frontière entre les deux pays et à une convergence des tendances dans des régions infranationales comme les États de l'Ouest américain et la Colombie-Britannique, par exemple.

Pour jauger ces possibilités, on peut diviser les territoires canadien et américain en régions et s'attacher aux similitudes des tendances de l'inégalité des revenus. Si nous constatons que, dans une poignée de régions, les tendances sont divergentes et que, dans le reste, elles sont convergentes, on serait porté à conclure que les différences globales entre le Canada et les États-Unis sont dues à un nombre restreint de particularités régionales. En revanche, si nous relevons des différences de tendances plus marquées entre les deux groupes nationaux de régions qu'entre les régions constitutives des deux pays, on serait amené à conclure que les forces économiques n'ont pas prédominé sur les forces sociopolitiques propres à chacun des pays. Il y aurait alors un « effet de frontière », pour reprendre l'expression d'Helliwell (1998) dans son analyse du commerce canado-américain.

Aux fins de notre propre analyse, nous faisons appel aux microdonnées d'enquête sur le revenu pour le Canada et les États-Unis pendant les deux dernières décennies. Nous étendons nos travaux antérieurs (Wolfson et Murphy, 1998) en ajoutant une perspective régionale et des données plus récentes. L'analyse comporte trois grands volets : dans le premier, nous considérons les personnes et leur rémunération du travail; dans le troisième, nous étudions la répartition du revenu disponible des familles; entre les deux, nous enchaînons en évoquant l'incidence des grandes étapes du passage des personnes avec leurs gains aux familles avec leur revenu disponible après impôt et transferts.

Comparing Incomes with Purchasing Power Parities

Before entering into the main analysis, it is important to describe briefly the way incomes in Canada and the US are being compared. One type of comparison is the degree of income inequality or polarization. These aspects of income distributions look at the way individual or family incomes relate to one another. Since they depend only on relative incomes within each country, there is no need to convert currencies between the two countries.

The other kind of comparison is for levels of income. In this case, some sort of conversion factor is needed to express incomes in one country in comparable terms with incomes in the other. The most widely used conversion factor is the exchange rate. However, this can be misleading when the focus of the analysis is the purchasing power of household incomes in each country. For this purpose, purchasing power parities (PPPs) should be used, and this analysis relies on those developed by Statistics Canada specifically for bilateral Canada – US comparisons (Kemp, 2000).

In fact, Canadians' purchasing power was considerably higher in 1997 (the most recent year in this analysis) than would be suggested by the exchange rate: a dollar of income in the hands of a Canadian family purchased the same amount of goods and services as \$0.788 U.S. in the hands of a U.S. family, while the exchange rate averaged \$0.725. Table 1¹ provides further detail on the differences in expenditures and PPPs within the personal sectors of the two countries.

Table 1 Expenditure Patterns and PPPs in Canada and the US, 1997¹

Comparaison des revenus en parité de pouvoir d'achat

Avant de livrer nos principaux éléments d'analyse, il importe que nous décrivions brièvement le mode de comparaison des revenus au Canada et aux États-Unis. On peut comparer, par exemple, des degrés d'inégalité ou de polarisation des revenus, c'est-à-dire considérer, dans la répartition des revenus, la façon dont se comparent les revenus des personnes ou des familles. Comme il n'est question ici que des revenus relatifs dans l'un et l'autre des pays, on n'a pas besoin de valeurs de conversion des dollars américain et canadien.

Une autre comparaison peut porter sur les niveaux de revenu, auquel cas il faut certains facteurs de conversion pour exprimer les revenus d'un pays en toute comparabilité avec les revenus de l'autre. Le facteur le plus communément employé est le taux de change. Celui-ci peut toutefois se révéler trompeur si l'analyse porte sur le pouvoir d'achat du revenu des ménages dans chacun des pays. Voilà pourquoi on fait appel aux parités de pouvoir d'achat (PPA). Pour notre propos, nous nous reporterons aux valeurs établies par Statistique Canada directement aux fins des comparaisons canado-américaines (Kemp, 2000).

En fait, le pouvoir d'achat des Canadiens a été bien plus grand en 1997 (année la plus récente dans notre analyse) que ne semble l'indiquer le taux de change : un dollar de revenu d'une famille canadienne achetait en effet la même quantité de biens et de services que 0,788 \$ de revenu d'une famille américaine, alors que le dollar canadien correspondait en moyenne à 0,725 dollar américain. Le tableau 1¹ renseigne plus en détail sur les différences de dépenses et de PPA entre les secteurs des particuliers des deux pays.

Tableau 1
Tendances des dépenses et PPA au Canada et aux États-Unis, 1997¹

	Expenditures	as a Share of GDP	PPP Rate
Expenditure Category	Dépenses en	Taux de PPA	
Catégorie de dépenses	US	Canada	\$ Cdn / \$ US
	États-Unis		dollar can. / dollar am.
		%	
Food, Beverages, Tobacco – Aliments, boissons et tabac	7.1	7.9	0.76
Clothing and Footwear – Vêtements et chaussures	3.9	2.8	0.69
Gross Rent, Fuel and Power – Loyer brut, combustible et électricité	12.6	13.8	0.81
Household Equipment and Operation – Équipement et entretien du ménage	3.8	4.7	0.68
Medical and Health Care – Services et soins médicaux	7.1	2.7	1.22
Transport and Communication – Transports et communications	9.8	9.8	0.66
Education, Recreation and Culture – Éducation, loisirs et culture	7.5	5.9	0.78
Other Domestic Purchases – Autres achats intérieurs	11.2	10.8	0.79
Net Purchases from Abroad – Achats nets à l'étranger	-0.3	0.1	0.72
Total Personal Expenditure – Dépenses personnelles totales	63.3	58.5	0.79

Column 1 from OECD (1999) with adjustments based on data from OECD Purchasing Power Parity Program, 1996; Columns 2 and 3 from Kemp (2000).

¹ Colonne 1 de l'OCDE (1999) avec des ajustements fondés sur les données du Programme des parités de pouvoir d'achat de cet organisme (1996); colonnes 2 et 3 de Kemp (2000).

The figures in the first two columns of this table show that overall, Canadian consumers accounted for almost five percentage points less of their GDP than their American counterparts (58.5 versus 63.3%). offset by more government spending on goods and services, and a larger export balance in Canada. Overall, typical prices faced by Canadian and US consumers were such that the Canadian dollar purchased the equivalent of about 79 cents US of these goods and services (third column). Most components of household spending had similar PPPs. The outliers were Transport and Communication (where a dollar of Canadian purchases would only have cost a US household 66 cents) and Medical and Health Care where Canadians got more for their money (one Canadian dollar bought medical and health care services in Canada that would cost a US family about \$1.22 at the prices charged in the US). US residents allocate almost three times as much of their personal spending to health care than do Canadians (7.1 versus 2.7%).

Individual Labour Market Earnings

The analysis begins with an examination of income from work ("earnings" for short). We focus on individuals who have at least a minimal attachment to the labour force, defined as receiving at least \$500 (in 1995 Canadian dollars) in earnings over the year. We refer to such individuals as "effective labour force participants" or ELFPs.²

Many analyses of incomes from work focus only on income from employment. However, self-employment is a significant source of income from working, and should not be excluded. Table 2 shows the proportions of individuals with earnings age 18 to 64 where more than half of their earnings came from self-employment compared to employment. In 1974, both countries had roughly identical proportions receiving at least \$500 of earnings, and essentially

Les chiffres des deux premières colonnes de ce tableau indiquent que, dans l'ensemble, les Canadiens ont directement dépensé presque 5 points de moins de leur PIB que les Américains (58,5 % contre 63,3 %), ce qui s'explique principalement par des dépenses publiques en biens et services et un solde des exportations qui sont plus élevés dans le PIB canadien que dans le PIB américain. Globalement, les prix habituellement payés par les résidents canadiens et américains (troisième colonne) ont été tels que le dollar canadien a acheté l'équivalent d'environ 79 cents américains des biens et services en question. Les PPA étaient semblables pour la plupart des articles de dépense des ménages. Les catégories divergentes sont celles des transports et des communications, où un dollar d'achats canadiens correspond à 66 cents d'achats américains seulement, et des services et soins médicaux, où les Canadiens en ont eu plus que les Américains pour leur argent. Un dollar canadien a acheté des services médicaux et sanitaires qu'aurait procuré 1,22 dollar américain aux prix payés aux États-Unis. Ajoutons que les Américains affectent presque trois fois plus de leur budget familial aux services de santé que les Canadiens (7,1% comparativement à 2,7%).

Gains des personnes sur le marché du travail

Dans cette analyse, nous commencerons par examiner la rémunération du travail, c'est-à-dire les « gains ». Nous nous intéresserons aux personnes qui ont au moins une activité minimale sur le marché du travail, c'est-à-dire qui reçoivent au moins 500 \$ (en dollars canadiens de 1995) en rémunération du travail dans l'année. C'est ce que l'on appelle la « population active effective » (PAE)².

Maintes analyses des revenus portent uniquement sur le revenu tiré d'un emploi, mais le travail indépendant est aussi une grande source de rémunération du travail que l'on ne devrait pas exclure. Le tableau 2 indique les proportions de personnes de 18 à 64 ans dont plus de la moitié des gains ont été tirés d'un travail indépendant plutôt que d'un emploi. En 1974, le Canada et les États-Unis ont présenté des proportions à peu près identiques de personnes ayant des gains d'au moins 500 \$ et essentiellement la même compo-

Table 2
Self-employment or Employment as the Major
Source of Earnings*

Tableau 2 Travail indépendant ou emploi comme principale source de revenu*

	Self-Employed Employees		/ees	Total		
Year	Travailleurs in	dépendants	Travailleurs salariés			
Année	Canada	US	Canada	US	Canada	US
	États-Unis		États-Unis		États-Unis	
	%	°/ ₀		%		/ ₀
1974 1985 1997	5.2 6.2 7.4	5.2 5.5 5.0	71.6 74.1 73.2	71.3 74.1 76.9	76.7 80.3 80.6	76.6 79.6 81.9

^{*} Proportion of ELFPs age 18 to 64.

^{*} En proportion des membres de 18 à 64 ans de la PAE.

the same mixture of employed and self-employed workers. However, by the 1997, Canada had about 50% more self-employed than the US.

In order to encompass these trends, this analysis includes earnings from both employment and self-employment. As a first step in examining the distribution of individuals' earnings in the two countries, Figure 1 shows two variants of Jan Pen's "parade" curve (1973), where individuals are sorted in increasing order of their earnings and arrayed across the horizontal axis in quantiles. The vertical axis shows the mean earnings of that quantile group, expressed in 1995 Canadian dollars. The top graph is for men, while the bottom is for women.

Within each graph, there are three curves for the US and three for Canada for each of the three years – 1974, 1985, and 1997; the thicker the curve, the more recent the year. While the choice of years is somewhat arbitrary, the specific years chosen are at roughly similar points in each country's business cycle, and are therefore representative of long run trends.

Median earnings (at the 50th percentile) were about \$30,000 for men, and \$20,000 for women in 1997 in Canada (focusing on the thick curves). The US curves are almost everywhere higher than those for Canada in corresponding years, indicating higher earnings (in terms of equivalent purchasing power) for both men and women throughout the earnings spectrum. The difference is about \$5,000 in favour of the US at the median for men, rising to about \$10,000 by the 80th percentile. For women, the difference was about \$2,000 at their median, rising to about \$5,000 at their 80th percentile.

In both countries, women's earnings generally grew more than men's over the past two decades. Judging by the pattern of almost evenly spaced proportional increases in the curves in Figure 1, women's earnings grew throughout the earnings spectrum by similar amounts in both countries and over both time periods. In contrast, Figure 1 shows that constant dollar earnings declined for men in both the US and Canada between the 15th to the 65th percentiles over the 1974 to 1985 period, and were stable from 1985 to 1997. Growth in men's earnings in the US only occurred over this latter period, and then only among those in the top 30% of the earnings spectrum, most substantially for the top 15%. As a result, the growing gap between Canadian and US living standards appears concentrated among higher earning men.

We turn now to earnings patterns for geographical regions within Canada and the US. The US has been divided into four broad regions (based on US Census Bureau standard groupings of states), while Canada has been divided into five (based on groupings of provinces) as detailed in the Appendix. Figure 2 and

sition en travailleurs salariés et en travailleurs indépendants. Toutefois, en 1997, le Canada comptait environ la moitié plus de travailleurs indépendants que les États-Unis.

En vue d'englober ces tendances, la présente analyse comprend les gains provenant du travail salarié et du travail indépendant. Dans une première étape d'examen de la répartition des gains personnels (tirés d'un emploi ou d'un travail indépendant) dans les deux pays, la figure 1 offre deux versions de la « courbe-défilé » de Jan Pen (1973). Dans ces courbes, on présente les personnes par ordre croissant de gains et par quantiles en axe horizontal. L'axe vertical décrit ·les gains moyens des quantiles en dollars canadiens de 1995. La courbe du haut illustre les gains masculins et la courbe du bas, les gains féminins.

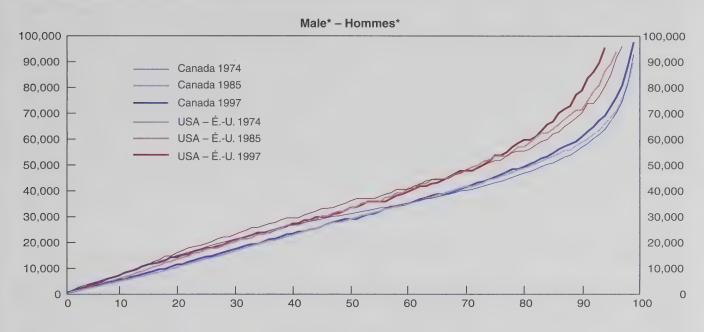
Dans chaque graphique, il y a trois courbes pour les États-Unis et trois pour le Canada qui se rapportent à chacune des trois années visées, à savoir 1974, 1985 et 1997. Plus une courbe est épaisse, plus l'année est récente. Le choix des années est quelque peu arbitraire, mais les années retenues se situent à peu près aux mêmes stades du cycle économique dans chaque pays et sont donc représentatives des tendances à long terme.

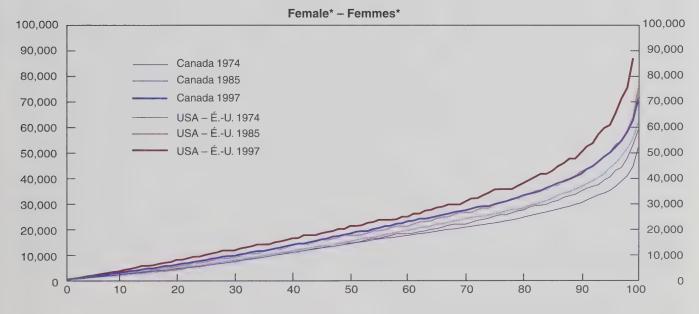
Les gains médians (50° percentile) étaient d'environ 30 000 \$ pour les hommes et 20 000 \$ pour les femmes en 1997 (courbes épaisses). Presque partout, les courbes américaines dépassent les courbes canadiennes les mêmes années, ce qui indique une rémunération supérieure du travail (en équivalence de pouvoir d'achat) tant chez les hommes que chez les femmes sur l'ensemble de l'échelle des gains. L'avantage américain est d'environ 5 000 \$ à la médiane pour les hommes et monte à quelque 10 000 \$ au 80° percentile. Pour les femmes, les valeurs approximatives qui y correspondent sont de 2 000 \$ et 5 000 \$.

Dans les deux pays, les gains féminins ont généralement plus augmenté que les gains masculins depuis 20 ans. A en juger par les accroissements proportionnels sur des intervalles presque égaux à la figure 1, ils ont présenté des hausses semblables dans les deux pays et dans les deux périodes pour toute l'échelle de rémunération du travail. En revanche, on peut voir à la figure 1 que, en dollars constants, les gains masculins ont diminué tant aux États-Unis qu'au Canada entre les 15° et 65° percentiles de 1974 à 1985, et étaient stables entre 1985 et 1997. Il y a eu croissance des gains masculins aux États-Unis seulement dans la dernière période et dans la tranche supérieure de 25 % de l'échelle de rémunération du travail. Cette progression culminait dans la tranche supérieure de 15 %. Ainsi, l'écart croissant de niveau de vie dont on parle tant entre le Canada et les États-Unis paraît concentré chez les hommes ayant des gains supérieurs.

Voyons maintenant les tendances de la rémunération du travail dans les régions canadiennes et américaines. Nous avons divisé le territoire américain en quatre grandes régions (en fonction des groupes d'États établis par le US Census Bureau) et le territoire canadien, en cinq (groupes de provinces), lesquels peuvent être consultés en annexe. La

Figure 1
Male and Female ELFPs 18 to 64 Earnings, Pen's "Parade" Curves
Gains de la Gains population active effective hommes et femmes effective de 18 à 64 ans courbes défilés de Pen





^{*} aged 18 to 64 earning more than \$500

^{*} âgées de 18 à 64 ans gagnant plus de 500\$

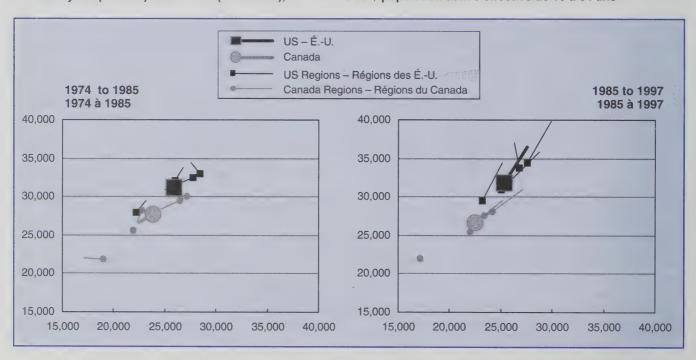
Table 3 show the movements in the mean and median of typical earnings levels for the ELFP population age 18 to 64.

The two graphs in Figure 2 are both a form of "arrow plot". Each graph shows the changes over a given time period in mean (along the vertical axis) and median (the horizontal axis) earnings for the US and its four regions and Canada and its five regions. The left hand graph shows the first of the two periods being examined (1974 to 1985), while the right hand graph shows the second (1985 to 1997). The darker lines represent the US and its regions; while the lighter lines indicate Canada and its regions. The US lines have a square at the end marking the beginning of the time period, while the Canadian lines start with circles. The thickest lines and largest circle or square represent Canada and the US overall, respectively.

figure 2 et le tableau 3 décrivent les mouvements de la moyenne et de la médiane des niveaux types de gains de la population active effective de 18 à 64 ans.

Les deux graphiques de la figure 2 sont en « représentation sagittale ». Chacun présente les changements d'une période en gains moyens (axe vertical) et médians (axe horizontal) pour les États-Unis avec leurs quatre régions et le Canada avec ses cinq. Le graphique de gauche porte sur la première des périodes étudiées (1974-1985) et le graphique de droite, sur la seconde (1985-1997). Les traits foncés se rapportent aux États-Unis et les traits pâles, au Canada. Pour les traits relatifs aux États-Unis, il y a un carré à l'extrémité désignant le début de la période et, pour les traits relatifs au Canada, des cercles initiaux. Les traits les plus épais et le cercle ou le carré le plus grand représentent respectivement l'ensemble du territoire canadien et du territoire américain.

Figure 2
Mean (vertical) and Median (horizontal) Earnings (\$000s), ELFPs Ages 18-64
Gains moyens (vertical) et médians (horizontal), en milliers de \$ population active effective de 18 à 64 ans



To read this kind of graph, start with the circle or square marker at the end of a line, and follow its length and direction. A longer line signifies a greater change in the mean or median, while a shorter line signals a smaller change. A line moving to the upper-right signifies increases in both the mean and median, while a move to the lower-left signifies decreases in both.

Canadian and US regions start out in 1974 at roughly similar levels of mean and median earnings, though for given medians US regions generally have somewhat higher means, and overall the US and its regions have somewhat higher earnings. Over the

Pour lire ce genre de graphique, on prend le cercle ou le carré à l'extrémité d'un trait pour suivre la longueur et la direction du trait. Un trait plus long signifie une variation supérieure de la moyenne ou de la médiane, tandis qu'un trait plus court indique un changement plus faible. Un trait vers l'angle supérieur droit signifie une augmentation tant de la moyenne que de la médiane et un trait vers l'angle inférieur gauche, une diminution.

Les régions canadiennes et américaines partent en 1974 avec des niveaux à peu près semblables de gains moyens et médians, bien que, pour des médianes données, les régions américaines présentent généralement des moyennes quelques peu plus élevées et que, dans l'ensemble, le territoire

first half of the period up to 1985, two of their four regions (South and West) show an increase in both mean and median earnings, while the Midwest shows a decrease in both, and the Northeast showed an increase in the mean but a decrease in the median. In Canada, Ontario, BC and the Prairies show decreases in both mean and median earnings, while the Atlantic and Quebec show virtually no change in mean earnings, and Quebec no change in median earnings. Interestingly, both the overall US and the Northeastern US had an increase in mean earnings at the same time that median earnings fell (i.e. the lines moved toward the upper-left). Such divergent movements indicate an increase in the skewness of the earnings distribution, and hence in inequality. Compared to all the other regions, Atlantic Canada is a low outlier on both measures of typical earnings levels.

In the second half of the period, from 1985 to 1997, both countries' regions are generally improving – the main exceptions being Atlantic Canada which was stagnant, and the Western US where the mean continued to increase while the median fell. However, the US regions show generally higher growth in mean than in median earnings, compared to the Canadian regions where the slopes of the lines are less steep. This indicates that upper incomes increased more rapidly than middle range incomes, so that the skewness of the earnings distributions in US regions, and hence inequality, was increasing relative to Canadian regions (Table 3).

In relative terms, overall US mean earnings were 12% higher than in Canada in 1974. This gap rose to 29.2 % by 1997. This average, however, is pulled up by high income earners. As a result, the contrast in median earnings has not been as large. The overall gap in median earnings rose from 1974 to 1985 by 4 percentage points, from 8.4 to 12.4%, and then rose a further percentage point to 13.6% in 1997. Putting these results another way, overall Canadian mean earnings fell from 83.7 to 77.5 % of those in the US between 1985 and 1997 (using the figures in columns 2 and 3 of Table 3), while Canadian median earnings (columns 5 and 6) fell from 88.9 to 88.0 %.

With Figure 3 and Table 4, we turn explicitly to two indicators of dispersion in earnings — inequality and polarization. The inequality measure is the widely-used Gini coefficient, shown along the horizontal axis, while polarization is measured along the vertical axis using the "P" index developed in Wolfson (1997). Higher levels of P indicate that there is a smaller middle income group in the population. These data show significant

américain et ses régions se caractérisent par une rémunération du travail un peu supérieure. Dans la première moitié de la période jusqu'en 1985, deux des quatre régions (sud et ouest des États-Unis) voient augmenter les gains tant moyens que médians. Il y a diminution de la movenne et de la médiane dans le Midwest, tandis que, dans le nord-est des États-Unis, la moyenne est en hausse et la médiane, en baisse. Au Canada, la moyenne et la médiane diminuent en Ontario, en Colombie-Britannique et dans les Prairies; dans la région de l'Atlantique et au Québec, la moyenne des gains ne bouge pour ainsi dire pas et, au Québec, la médiane est stationnaire. Fait intéressant, tant l'ensemble du territoire américain que la région du nord-est voient la moyenne augmenter et la médiane diminuer (traits fléchés en direction de l'angle supérieur gauche). Ces mouvements divergents révèlent une accentuation de l'asymétrie de la répartition des gains et, par conséquent, des inégalités. Par rapport à toutes les autres régions, la région canadienne de l'Atlantique est en faible divergence pour ces deux mesures des niveaux types de rémunération du travail.

Dans la seconde moitié de la période, c'est-à-dire de 1985 à 1997, les régions des deux pays sont généralement en progression. Les seules grandes exceptions sont la région canadienne de l'Atlantique qui stagne et l'Ouest américain où la moyenne demeure en progression, mais où la médiane régresse. Il reste que, dans les régions américaines, les gains moyens montent généralement plus que les gains médians à comparer aux régions canadiennes où les pentes des courbes sont moins raides. C'est l'indice que les revenus supérieurs ont augmenté plus vite que les revenus intermédiaires, que la répartition des revenus s'est faite plus asymétrique dans les régions américaines que dans les régions canadiennes et que les inégalités s'y sont donc accentuées par rapport aux régions canadiennes (tableau 3).

En valeur relative, les gains moyens globaux étaient plus élevés de 12 % aux États-Unis qu'au Canada en 1974. Cet écart avait été porté à 29,2 % en 1997. Il faut dire que cette moyenne est entraînée à la hausse par les personnes à hauts revenus. Voilà pourquoi les gains médians ne sont pas aussi contrastés. L'écart global de gains médians a augmenté de 4 points de 1974 à 1985, passant de 8,4 % à 12,4 %. Il devait ensuite s'accroître d'un point pour s'établir à 13,6 % en 1997. Pour exprimer ces résultats d'une autre manière, disons que, dans l'ensemble, les gains moyens au Canada sont tombés de 83,7 % à 77,5 % des gains américains de 1985 à 1997 (si on se reporte aux chiffres des colonnes 2 et 3 du tableau 3) et que, exprimés en proportion des valeurs américaines correspondantes, les gains médians canadiens (colonnes 5 et 6) sont tombés, eux, de 88,9 % à 88,0 %.

Avec la figure 3 et le tableau 4, nous nous tournons directement vers deux indicateurs de dispersion des gains, à savoir ceux de l'inégalité et de la polarisation des revenus. Notre mesure des inégalités de revenu est le très utilisé coefficient de Gini pour l'axe horizontal, et notre mesure de la polarisation, l'indice P élaboré dans Wolfson (1997), pour l'axe vertical. Des valeurs supérieures de P indiquent une moindre importance des rémunérations intermédiaires dans

Table 3 Mean and Median Earnings by Region (1995 Canadian \$000s)

Tableau 3
Gains moyens et médians par région
(milliers de dollars canadiens de 1995)

Region – Région	M	ean – Moyenne	٨	Median – Médiane		
negion – negion	1974	1985 ·	1997	1974	1985	1997
Canada	27.7	26.7	28.3	23.9	22.5	24.2
Atlantic – Région de l'Atlantique	21.9	22.0	21.6	19.0	17.2	17.4
Québec	25.6	25.5	26.3	21.9	22.0	23.2
Ontario	29.5	28.1	31.0	26.5	24.2	27.1
Prairies	28.2	26.8-	27.0	22.8	22.3	22.0
BC – CB.	30.0	27.6	29.7	27.1	23.4	25.2
US – États-Unis	31.2	31.9	36.5	25.9	25.3	27.5
Northeast – Nord-est	33.0	34.4	39.9	28.4	27.5	29.9
Midwest	32.5	31.0	35.9	27.7	25.0	28.7
Southern – Sud	27.9	29.5	34.4	22.2	23.2	25.1
Western – Ouest	32.1	33.8	37.0	26.0	26.8	26.3

Figure 3
Earnings Polarization (P, vertical) and Inequality (Gini, horizontal), ELFPs Ages 18 to 64
Polarisation des gains (P, vertical) et inégalité (Gini, horizontal), population active effective de 18 à 64 ans

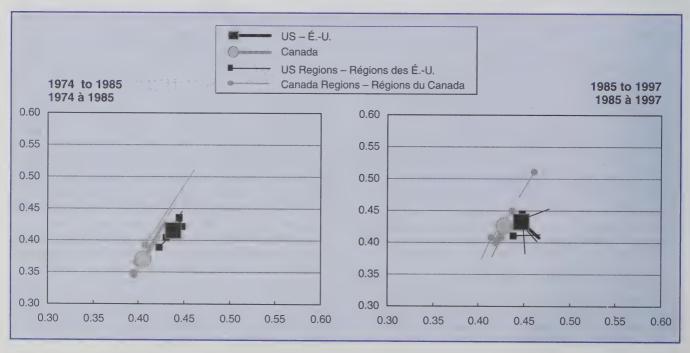


Table 4
Earnings Inequality and Polarization by Region

Tableau 4
Inégalité et polarisation des gains par région

Davis Distan	Gini – Coefficient de Gini			P – Indice P		
Region – Région	1974	1985	1997	1974	1985	1997
Canada	0.406	0.428	0.418	0.370	0.427	0.397
Atlantic - Atlantique	0.408	0.461	0.444	0.393	0.511	0.472
Québec	0.397	0.414	0.403	0.366	0.408	0.373
Ontario	0.395	0.425	0.415	0.345	0.407	0.379
Prairies	0.433	0.427	0.420	0.403	0.429	0.397
BC – CB.	0.395	0.437	0.415	0.348	0.450	0.408
US – États-Unis	0.437	0.446	0.466	0.415	0.433	0.408
Northeast - Nord-est	0.422	0.438	0.467	0.389	0.411	0.412
Midwest	0.431	0.448	0.451	0.404	0.446	0.383
Southern - Sud	0.447	0.449	0.464	0.422	0.427	0.402
Western - Ouest	0.444	0.446	0.477	0.435	0.436	0.453

differences in the trends in the two countries, and in the two halves of the 1974 to 1997 period. In the first half up to 1985, all regions are moving toward the upper-right, signaling an increase both in earnings inequality and in earnings polarization. However, the length of the lines for Canadian regions are considerably longer than those for the US and its regions, indicating greater increases in both inequality and polarization in Canada than in the US. Indeed, in 1985, Atlantic Canada had the highest inequality of all the Canada and US regions.

However, in the second half of the period (1985 to 1997), there was a complete turnaround for Canadian regions with the lines now heading down and somewhat to the left. This signals a modest fall in earnings inequality, and a more substantial fall in polarization. There was also a change in direction for US regions, but it was different. Instead of the 180 degree turnaround seen in Canada, US regions started moving down or to the right. This means that earnings inequality continued to increase even more in the US (since there is greater rightward movement in the second half of the period than the first), but polarization – the "hollowing out" of the middle of the US earnings spectrum – was reversed in every region except the West (with the Northeast almost flat).

With one main exception, these results are generally contrary to "conventional wisdom". The general impression that earnings inequality is increasing in the US is borne out by these data. However, earnings inequality fell in Canada over the 1985 to 1997 period. And earnings polarization, due to the so-called "disappearing middle class" phenomenon that was widely noted in the late 1980s, has been declining in both Canada and the US over the 1985 to 1997 period.³

la population. Ces données font voir des différences marquées de tendances entre les deux pays et entre les deux moitiés de la période 1974-1997. Dans la première moitié jusqu'en 1985, toutes les régions sont en progression vers l'angle supérieur droit, ce qui signifie que, sur le plan des gains, l'inégalité s'accroît tout comme la polarisation. Toutefois, les traits relatifs aux régions canadiennes sont bien plus longs que les traits relatifs aux États-Unis et à ses régions, indice que l'inégalité et la polarisation s'accentuent plus au Canada qu'aux États-Unis. En fait, de toutes les régions canadiennes et américaines, c'est la région canadienne de l'Atlantique qui, en 1985, accusait la plus grande inégalité de rémunération du travail.

On observe cependant dans la seconde moitié de la période (de 1985 à 1997) une inversion totale de la situation dans les régions canadiennes avec des traits en régression un peu vers la gauche, ce qui indique que l'inégalité est un peu en baisse et la polarisation, beaucoup plus. Il y a aussi un changement de direction dans le cas des régions américaines, mais avec des différences. Au lieu d'un changement à 180 degrés comme au Canada, les régions américaines tombent en régression ou dévient vers la droite. On voit donc que l'inégalité de rémunération du travail continue à s'accroître même plus aux États-Unis (puisque le mouvement est plus à droite dans la seconde moitié que dans la première), mais le mouvement de polarisation, c'est-àdire d'« évidement » de la tranche intermédiaire, se renverse généralement dans toutes les régions sauf dans l'Ouest américain (la courbe est presque plate dans le cas du nordest des États-Unis).

À une grande exception près, les résultats vont généralement à l'encontre des idées reçues. L'impression générale d'une montée des inégalités de rémunération du travail aux États-Unis se trouve confirmée par ces données, mais cette même inégalité a diminué au Canada de 1985 à 1997. Par ailleurs, la polarisation des gains, découlant du phénomène tant monté en épingle de la disparition de la classe moyenne vers la fin des années 1980, est en baisse dans l'un et l'autre des pays de 1985 à 1997³.

In terms of average earnings, the gap between Canadian and US earners widened over both halves of the 1974 to 1997 period, while the gap in median earnings widened by about a percent. However, these data do not support any impressions of a dramatic widening of income gaps between the two countries.⁴

Moreover, neither the movements in means and medians (Figure 2) nor in polarization and inequality (Figure 3), show any pattern of convergence over the two halves of the 1974 to 1997 period. US and Canadian regions moved somewhat differently in the 1974 to 1985 period. Their patterns of movement in the 1985 to 1997 period were, if anything, even more divergent. These results are not consistent, therefore, with the hypothesis that the Canadian and US economies, in the face of increasing economic integration and a range of other globalizing forces, are generating more similar patterns of earnings growth and distribution. Differences among regions within each country are smaller than those between the two countries - both in movements of mean and median earnings, and in movements of earnings inequality and polarization. There does indeed appear to be a "border effect".

Moving From Individual Earnings to Family Disposable Incomes

Individuals' earnings from work form only one part of the story of income distribution. Another major aspect is the disposable incomes of families. However, going from individual earnings to family disposable income involves a number of important steps. These steps are examined in a sequence of graphs, all continuing with the same kind of arrow plots as in Figure 3. As above, these are a series of pairs of arrow plots — the ones on the left for the period 1974 to 1985, the ones on the right for 1985 to 1997. They follow a sequence of income and recipient unit concepts:

Sur le plan des gains moyens, l'écart entre les rémunérations canadiennes et américaines s'est accru dans les deux moitiés de la période 1974-1997, augmentait d'environ un point. Cependant, nos données ne confirment pas l'impression d'une montée considérable des inégalités de revenu entre les deux pays⁴.

Qui plus est, ni les mouvements des moyennes et des médianes (figure 2), ni les variations des valeurs de polarisation et d'inégalité (figure 3) ne présentent de tendances convergentes pour les deux moitiés de la période 1974-1997. Les régions américaines et canadiennes ont été quelque peu divergentes de 1974 à 1985 et l'ont été encore plus, à tout le moins, de 1985 à 1997. Les résultats ne vont donc pas dans le sens de l'hypothèse selon laquelle les économies canadienne et américaine offriraient, en réaction à une plus grande intégration économique et à une diversité d'autres éléments du mouvement de mondialisation, des tendances plus convergentes de croissance et de distribution de la rémunération du travail. Les différences entre les régions respectives des deux pays sont moindres qu'entre ces deux pays mêmes dans les mouvements tant des gains moyens et médians que des valeurs d'inégalité et de polarisation des rémunérations. Il y aurait donc bel et bien un « effet de frontière ».

Passage des gains des personnes au revenu disponible des familles

La rémunération que tirent les personnes du travail n'est que l'un des côtés de la médaille de la répartition des revenus, un autre aspect important du phénomène étant le revenu disponible des familles. Toutefois, pour passer de la rémunération des particuliers au revenu disponible des familles, il faut franchir un certain nombre de grandes étapes que nous allons examiner dans une suite de graphiques, tous en représentation sagittale comme à la figure 3. On se retrouve donc avec des paires de courbes fléchées dont l'élément à gauche porte sur la période 1974-1985 et celui à droite, sur la période 1985-1997. On y applique un ensemble de concepts de revenu et d'unité réceptrice :

Graph – Courbes	Income Concept – Concept de revenu	Recipient Concept – Concept d'unité réceptrice
3	earnings – gains	individuals, ELFPs, age 18 to 64 – personnes, PAE, 18 à 64 ans
4	earnings – gains	(age 15+, any earnings) families – (15 ans et plus, toute rémunération du travail) familles
5 .	market income – revenu du marché	families – familles
6	total income – revenu total	families – familles
7	disposable income – revenu disponible	families – familles
8	disposable income – revenu disponible	adjusted for family size – ajusté selon la taille des familles

Moving from Figure 3 to 4 shows the impacts of shifting from individuals age 18 to 64 earning at least \$500 (1995 Canadian dollars) to anyone with any earnings who is at least age 15, with these individuals grouped into their families — where family is defined as all individuals in a household related by blood.

Le passage de la figure 3 à la figure 4 dégage l'incidence d'un passage des personnes de 18 à 64 ans ayant des gains d'au moins 500 \$ (dollars canadiens de 1995) aux personnes d'au moins 15 ans ayant des gains quelconques, ces dernières étant groupées en familles (la famille se définit comme formée de tous les membres d'un ménage unis par

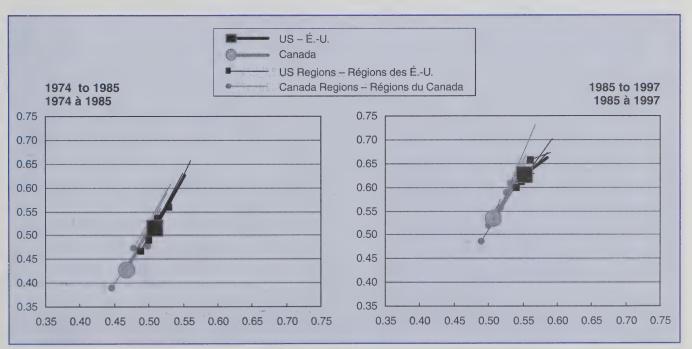
marriage or adoption, including one-person families (called "economic families" in Canada, and "census families" in the US) After this, the shifts in the graphs show the impacts of broadening the income concept. The first of these steps, from Figure 4 to 5, is from earnings to market income, essentially adding investment income. The next, from Figure 5 to 6, adds in government cash transfers (e.g. old age pensions, child benefits, unemployment insurance, welfare) to arrive at total income. Moving from Figure 6 to 7 subtracts income and payroll taxes to end up with disposable income. Finally, Figure 8 shows the robustness of the results in Figure 7 when account is taken of the varying numbers of individuals in families. Unpacking the sequence of steps in this way enables an assessment of the levels and trends of inequality and polarization in relation to each of these factors.

To start, comparing Figures 3 and 4, moving from individual to family earnings distribution changes the picture considerably. (Note the shift in the upper limits of the vertical and horizontal axes.) There are at least two main reasons. One is the historical trends in the numbers of individuals who are earners, especially increases among women. The second reason is the changing patterns by which men and women pair themselves into families – particularly the extent to which higher earning women are mated with higher earning men.

le sang, le mariage ou l'adoption), ce qui comprend les familles individuelles (c'est donc ce qu'on appelle les familles économiques au Canada et les familles de recensement aux Etats-Unis). Après, les mouvements des graphiques indiquent l'incidence d'un élargissement du concept de revenu. D'abord, on passe de la figure 4 à la figure 5, c'est-à-dire des gains au revenu du marché et, pour ce faire, on ajoute essentiellement le revenu de placements. On passe ensuite de la figure 5 à la figure 6 en ajoutant les transferts en espèces de l'État (pensions de vieillesse, prestations aux enfants, prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale, etc.) pour dégager le revenu total. On passe de la figure 6 à la figure 7 en soustrayant l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales pour établir le revenu disponible. Enfin, la figure 8 montre la « robustesse » des résultats de la figure 7 avec une prise en compte du nombre variable de personnes dans les familles. En distinguant ainsi les étapes du passage, il devient possible d'évaluer les niveaux et les tendances de l'inégalité et de la polarisation des revenus pour chacun de ces facteurs.

D'abord, si on compare les figures 3 et 4, le passage d'une répartition des gains des personnes à une répartition des gains des familles change considérablement le tableau. (On notera le changement de limites supérieures des axes vertical et horizontal). Il y a à cela au moins deux grandes raisons : premièrement, le nombre de personnes ayant des gains change beaucoup et augmente plus particulièrement chez les femmes; deuxièmement, les tendances de l'appariement des hommes et des femmes en familles changent elles aussi, et plus particulièrement le degré d'appariement d'hommes et de femmes ayant des gains supérieurs.

Figure 4
Family Earnings Polarization (P, vertical) and Inequality (Gini, horizontal)
Polarisation des gains familiaux (P, vertical) et inégalité (Gini, horizonal)



With this shift in focus from individuals to families. the first observation is that inequality and polarization are much higher. Second, the trend directions change, particularly in the 1985 to 1997 period. From an individual perspective, Figure 3 shows both inequality and polarization in earnings were declining in this latter period in Canada and its regions, while Figure 4 shows both were increasing from a family perspective, a complete reversal. This suggests that those Canadian women whose earnings increased most rapidly were more often married to men with high earnings, i.e. an increase in "assortative mating". In the US, the trend direction for the Gini coefficient was the same (i.e. increasing) from both individual and family perspectives, though the trend in earnings polarization shifted with the change in perspective. This suggests that the increases in earnings inequality at the individual level among men and women in the US generally dominated any changes in assortative mating.

The next step in going from individual earnings to family disposable income is adding investment income, thereby moving from family earnings (Figure 4) to family market income (Figure 5). (Note the change in the scales of the axes; Figure 5 returns to the scales in Figure 3.) The inequality and polarization trends generally have the same directions and extents of change, but start at lower levels. The main reason for this lowering of inequality is that a considerable portion of investment income accrues to some among the elderly who, even if they are well off relative to others among the elderly, still have relatively low incomes when compared to other age groups.

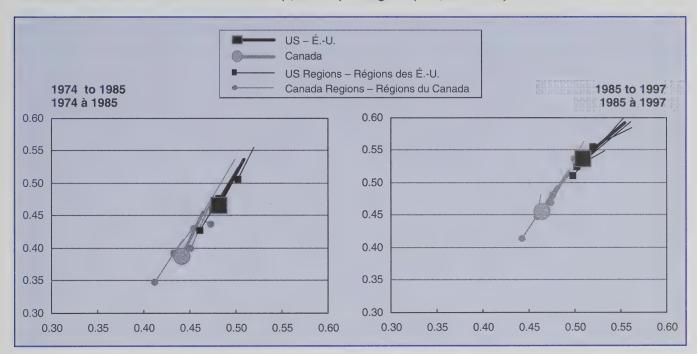
In the next set of comparisons (Figures 5 and 6), where transfer income is added, significant differences in the two countries become apparent, particularly in the 1985 to 1997 period. Again the inequality trends generally have the same pattern, but start at lower levels in both countries and in both periods. But the lines become shorter, and the regions within each country become more tightly clustered. Moreover, a clear separation emerges between the US and Canadian regions in the 1985 to 1997 period. Between 1974 and 1985, the inclusion of cash transfers in family income actually lowered inequality and polarization more in the US than in Canada (i.e. going from Figure 5 to Figure 6, the US "arrows" shift further toward the lower-left than the Canadian arrows). However, the opposite occurs in the second half of the period. The addition of transfers lowers inequality and polarization more in Canada than in the US; it also shortens the lengths of the arrows relatively more. This indicates that transfer programs in Canada have generally been more redistributive than in the US in the latter decade, and that Canadian programs responded more strongly to the increasing inequality in market incomes over this period.

Avec ce passage des personnes aux familles, on peut observer, en premier lieu, que l'inégalité et la polarisation augmentent nettement et, en second lieu, que les axes des mouvements changent, surtout dans la période 1985-1997. Pour les personnes, la figure 3 indique que tant l'inégalité que la polarisation de la rémunération du travail ont diminué dans cette seconde période au Canada et dans ses régions et, pour les familles, la figure 4 fait voir une inversion complète. c'est-à-dire une hausse dans les deux cas. C'est ainsi gu'on a l'impression que les Canadiennes dont les gains se sont le plus rapidement accrus étaient plus souvent mariées à des hommes ayant une rémunération supérieure, c'est-à-dire que les « appariements assortis » se sont faits plus nombreux. Aux États-Unis, l'axe tendanciel du coefficient de Gini a été le même (hausse) pour les personnes et les familles, bien que la tendance de la polarisation se soit déplacée avec l'adoption d'une perspective « familles ». On est porté à penser que l'accentuation de l'inégalité de rémunération du travail chez les hommes et les femmes comme personnes aux États-Unis a généralement prédominé sur tout changement dans le cas des « appariements assortis ».

L'étape suivante du passage des gains des personnes au revenu disponible des familles consiste à ajouter le revenu de placements. On passe donc de la rémunération du travail des familles (figure 4) au revenu du marché de ces mêmes familles (figure 5). (On notera un changement d'échelle des axes; la figure 5 revient aux échelles de la figure 3.) L'inégalité et la polarisation ont généralement le même axe tendanciel et un même degré de variation, mais les niveaux sont inférieurs au départ. La principale raison de cette baisse de niveau d'inégalités est qu'une partie considérable du revenu de placements va à une partie du troisième âge qui, bien que plus fortunée que le reste, garde un revenu relativement bas à comparer aux autres groupes d'âge.

Dans les comparaisons suivantes (figures 5 et 6) où on ajoute le revenu sous forme de transferts, d'importantes différences ressortent entre les deux pays, notamment dans la période 1985-1997. Là encore, les tendances de l'inégalité ont généralement le même axe, mais s'amorcent à des niveaux plus bas dans les deux pays et les deux périodes. Les traits se font plus courts et les régions sont désormais en groupement plus serré dans l'un et l'autre des pays. De plus, un net clivage apparaît entre régions américaines et canadiennes de 1985 à 1997. Entre 1974 et 1985, l'inclusion des transferts en espèces dans le revenu familial a en réalité pour effet de réduire davantage l'inégalité et la polarisation aux Etats-Unis qu'au Canada (lorsqu'on passe de la figure 5 à la figure 6, les « flèches » des États-Unis vont plus en direction de l'angle inférieur gauche que les flèches du Canada). L'inverse se produit cependant dans la seconde moitié de la période. L'inclusion des transferts abaisse les niveaux d'inégalité et de polarisation et raccourcit relativement les traits davantage au Canada qu'aux États-Unis, ce qui indique que les régimes de transferts ont généralement été plus redistributifs dans le premier de ces pays que dans le second dans l'autre moitié de la décennie et que les programmes canadiens ont plus réagi à la montée des inégalités de revenu du marché pendant cette période.

Figure 5
Family Market Income Polarization (P, vertical) and Inequality (Gini, horizontal)
Polarisation du revenu de marché des familles (P, vertical) et inégalité (Gini, horizontal)



The next-to-last set of comparisons (Figures 6 to 7) deducts income and payroll taxes from total income to show family disposable incomes. Here the impacts are again fairly similar in both countries, and in the two time periods.5 The clouds of "arrows" all shift to the lower-left, as income taxes reduce inequality. The lines also all tend to get shorter, while their directions do not change noticeably. The implication is that the two countries' income tax systems have had rather similar effects on inequality and polarization, and generally far less impact on family income distribution patterns than have the two countries' income transfer programs. In other words, the shifts in the arrows in moving from Figure 5 to Figure 6, revealing the impacts of transfer programs, were more substantial than the corresponding shifts moving from Figure 6 to Figure 7, reflecting the impacts of income and payroll taxes.

In any case, the overall impression in Figure 7 for the 1985 to 1997 period is one of a clear divergence in trends in income inequality. The US and its regions started at higher levels on the two indicators, and all moved up. In contrast, the Canadian regions showed much smaller changes, strongly suggesting a "border effect".^{6,7}

Families vary in size both over time and across regions, for example as a result of different divorce and fertility rates. And an income of \$50,000 means

Dans les comparaisons qui restent jusqu'avant la dernière (figures 6 et 7), on retranche l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales du revenu total pour dégager le revenu disponible des familles. Dans ce cas, les effets sont encore convergents dans les deux pays et les deux périodes5. Les nuées de « flèches » se déplacent toutes vers l'angle inférieur gauche, car l'impôt sur le revenu a un effet de réduction de l'inégalité. Les traits ont aussi tous tendance à raccourcir, mais les directions ne changent pas perceptiblement, d'où l'implication que les régimes d'impôt sur le revenu des deux pays ont eu des effets plutôt semblables sur l'inégalité et la polarisation et, en général, une incidence bien moindre sur la répartition du revenu familial que les régimes de transferts de revenu américains et canadiens. En d'autres termes, les déplacements de flèches qui, dans le passage de la figure 5 à la figure 6, traduisent l'incidence des régimes de transferts l'ont emporté sur les déplacements correspondants au passage de la figure 6 à la figure 7, changements révélateurs de l'incidence du revenu et de l'impôt sur le revenu.

En tout cas, on tire de la figure 7 pour la période 1985-1997 l'impression générale que les tendances de l'inégalité des revenus divergent nettement. Les États-Unis et ses régions partent de niveaux plus élevés des deux indicateurs, et il y a progression dans tous les cas. En revanche, les tendances sont généralement beaucoup plus petites dans les régions canadiennes, indice éloquent de l'existence d'un « effet de frontière »^{6,7}.

La taille des familles varie dans le temps et entre régions en raison de différences de taux de divortialité et de fécondité, par exemple. Un revenu de 50 000 \$ est quelque chose de

Figure 6
Family Total Income Polarization (P, vertical) and Inequality (Gini, horizontal)
Polarisation du revenu familial total (P, vertical) et inégalité (Gini, horizontal)

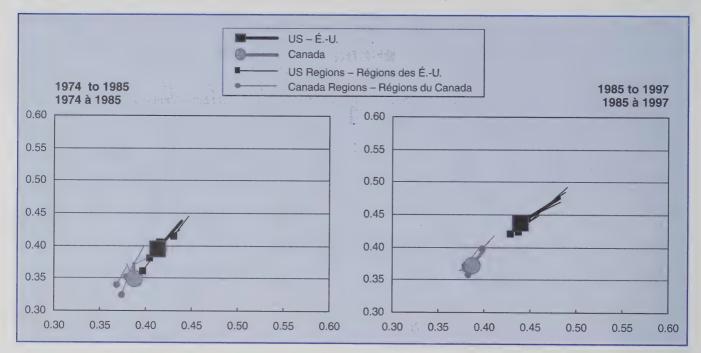
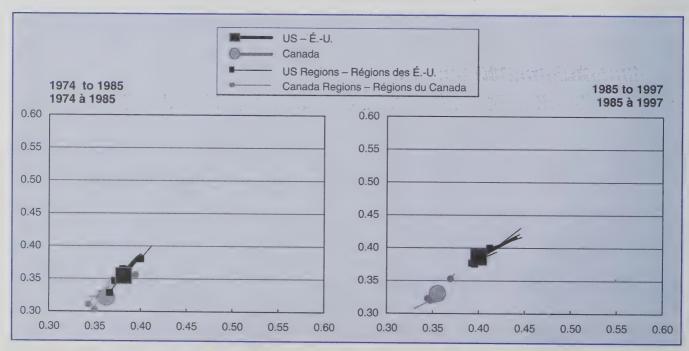


Figure 7
Family Disposable Income Polarization (P, vertical) and Inequality (Gini, horizontal)
Polarisation du revenu familial disponible (P, vertical) et inégalité (Gini, horizontal)



something quite different for an unattached individual than for a couple with three children. A standard adjustment to account for these differences among families, particularly the effect of economies of scale on economic well-being when individuals live together rather than apart (e.g. housing), is to apply an adult equivalence scale. This kind of scale treats the first family member as equivalent to one adult, the second and subsequent adults as equivalent to 0.4 adults, and children as equivalent to 0.3 adults. Then, in order to account for differing family sizes, each family's income is divided by the number of equivalent adults, and the family is counted as contributing the same number of observations as the number of actual family members (i.e. its size).

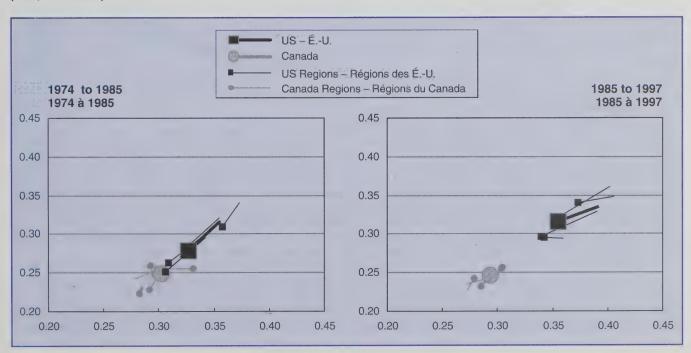
The effects of these adjustments for family size and composition on inequality and polarization trends by region are shown in Figure 8. The main effect is that the clouds of arrows shift to the lower-left, compared to Figure 7 (note the scales of the axes change). This means that the extent of inequality and polarization is less when account is taken of family size. In turn, this implies that higher income families tend to be larger, so that some of the measured inequality at the family level may not be as extensive as it first appears, compared to an assessment based on individuals' access to income as family members.

bien différent pour une personne seule que pour un couple avec trois enfants. Comme correction type permettant de tenir compte de cette différenciation des familles, et plus particulièrement de l'effet des économies d'échelle sur le bien-être économique lorsque des gens vivent ensemble (même logement), il y a l'application d'une échelle de dénombrement d'adultes par équivalence. Dans cette correction, le premier membre d'une famille représente un adulte, le deuxième et les autres, 0,4 adulte et les enfants, 0,3 adulte⁸. Ainsi, pour appréhender la diversité de taille des familles, on divise le revenu de chaque famille par le nombre d'adultes en équivalence et on attribue à une famille le nombre d'observations qui correspond au nombre effectif de ses membres (c'est-à-dire à sa taille).

La figure 8 décrit les effets de telles corrections en fonction de la taille et de la composition des familles sur les tendances de l'inégalité et de la polarisation par région. Le principal effet est que les nuées de flèches se déplacent vers l'angle inférieur gauche par rapport aux mouvements de la figure 7 (on notera que les échelles des axes changent). On constate ainsi que le degré d'inégalité et de polarisation est moindre lorsqu'on tient compte de la taille des familles, ce qui implique à son tour que les familles ayant un revenu supérieur sont généralement aussi d'une taille supérieure de sorte que, en partie, l'inégalité mesurée au niveau des familles pourrait ne pas être aussi importante qu'il n'y paraît par rapport à une évaluation portant sur l'accès des personnes au revenu de la famille.

Family Disposable Income Polarization Adjusted for Family Size and Composition (P, vertical) and Inequality (Gini, horizontal)

Polarisation du revenu familial disponible ajusté selon la taille de la famille et sa composition (P, vertical) et inégalité (Gini, horizontal)



The other main observation from comparing Figures 7 and 8 is that the general patterns are almost the same. In other words, the conclusion from Figure 7 – that there does seem to be some sort of "border effect", with Canadian patterns quite distinct form those in the US – holds true after accounting for variations in family size and composition.

Levels of Family Disposable Income

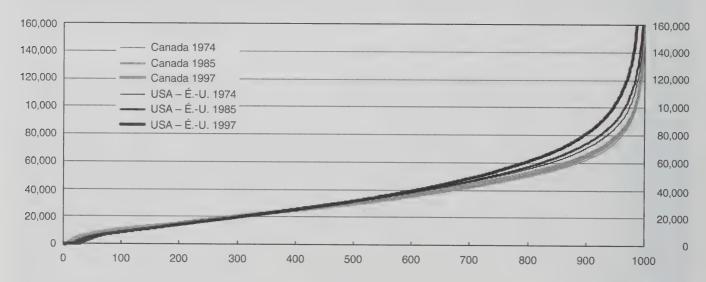
For Canada and the US overall, Figure 9 provides another perspective on the distributions of family disposable incomes. The graph is similar to the "parade" curves in Figure 1, though families rather than individuals are now the focus. They are sorted by income arrayed along the horizontal axis, and their incomes in 1995 Canadian dollars are shown along the vertical axis. As in Figure 1, the darker lines are for the US, while the lighter lines are for Canada; and the thicker the lines, the more recent the year.

Lorsqu'on compare les figures 7 et 8, on constate comme autre grande observation que les tendances générales sont presque les mêmes. En d'autres termes, la conclusion tirée de la figure 7 - selon laquelle il y aurait bel et bien un « effet de frontière », les tendances canadiennes étant tout à fait distinctes des tendances américaines - se vérifie à la figure 8 après avoir tenu compte des variations de taille et de composition des familles.

Niveaux de revenu disponible des familles

La figure 9 jette un autre regard sur la répartition du revenu disponible des familles pour l'ensemble des deux pays. Le graphique est semblable aux courbes-défilés de la figure 1, bien que les familles en soient maintenant l'objet au lieu des personnes. Les familles sont réparties selon le revenu en axe horizontal et leur revenu en dollars canadiens de 1995 figure en axe vertical. Comme à la figure 1, les traits foncés se rapportent aux États-Unis et les traits pâles, au Canada. Plus les traits sont épais, plus l'année est récente.

Family Disposable Income Pen's "Parade" Curves Courbes défilés de Pen du revenu familial disponible



In terms of comparative economic well-being, Canadian families were absolutely better off in 1997, using comparable purchasing power, at least up to the first quartile point, and not appreciably worse off in the next 15% of the distribution, than their US counterparts. By the median point, US families had about 7% higher purchasing power.

At the point separating the bottom 80% from the top fifth of all families, US family disposable incomes were about \$61,400 versus \$50,800 for Canadians in 1997. For the top tenth in 1997, the comparisons were

Pour le bien-être économique relatif, les familles canadiennes étaient absolument avantagées en 1997 en parité de pouvoir d'achat, du moins jusqu'au premier quartile, et sans connaître outre mesure un sort pire dans la tranche suivante de 15 % par rapport aux familles américaines. À la médiane, les familles américaines jouissent d'un pouvoir d'achat supérieur d'environ 7 % à celui des familles canadiennes.

Au 80° percentile, les familles américaines avaient un revenu disponible approximatif de 61 400 \$ en 1997 et les familles canadiennes, de 50 800 \$. Dans la tranche supérieure de 10 % la même année, les valeurs correspondantes étaient

about \$81,500 versus \$64,600. As a result, US families had over 20% higher disposable incomes at the 80th percentile, and about 25% higher incomes at the 90th percentile than their Canadian counterparts.

Over time, the Canadian curves generally lie on top of one another, signaling almost constancy in the pattern of income distribution over time. This corresponds with the relatively short length of the "arrows" for Canada and its regions in Figure 7, indicating that the shape of the distribution of family disposable income did not change very much over the period. In contrast, the US curves, particularly in the top quartile for the 1985 to 1997 period, show a pronounced upward movement. Thus, most of the increase in US family incomes over this period was concentrated at the top of the income distribution.

Another series of comparisons of Canada and US incomes is afforded by examining 1997 mean and median family incomes for each of the states and provinces (Table 5). Four alternative rankings are shown, in order to explore the sensitivity of the results to definitional choices. The first ranking uses mean family "market income" – income from working plus investments. Ontario, the highest ranked province, is 32nd among the 61 states, districts and provinces, while the four Atlantic provinces are all at the bottom of this ranking.

The second ranking also uses market income, but this time uses the median rather than the mean. Because the US distribution is generally more unequal, mean incomes in the US are higher relative to the median than in Canada. The mean incomes in the US are pulled up more by those in the upper part of the income spectrum than in Canada. As a result, Canadian provinces move up in the rankings; for example, Ontario and Alberta move from 32nd and 41st positions to 14th and 18th respectively. At the same time, using medians rather than means moves Canadian provinces up from the bottom, with the lowest 11 states and provinces composed of 6 states and 5 provinces.

The third ranking continues using medians, but shifts from market income to disposable income – market income plus transfers and minus income and payroll taxes. Since Canada has higher income taxes, provinces at the top of the rankings move down. Provinces at the bottom, however, did not move up in the rank order. Interestingly, the rankings of the provinces themselves are shuffled.

The last ranking involves exactly the same adjustments as in Figure 8 above. The focus is still on median family disposable income. But family incomes has been divided by the number of "equivalent adults"

de 81 500 \$ et 64 600 \$. Ainsi, les familles américaines comptaient sur un revenu disponible supérieur de plus de 20 % au 80° percentile et d'environ 25 % au 90°.

Dans le temps, les courbes canadiennes se superposent généralement, indice d'une quasi-constance du régime de répartition des revenus dans le temps. Cela correspond à la brièveté relative des flèches du Canada et de ses régions à la figure 7, signe que la forme de la répartition du revenu disponible des familles n'a pas grandement changé pendant la période. En revanche, les courbes américaines, surtout dans le quartile supérieur de 1985 à 1997, sont en progression marquée. Ainsi, le gros de l'élévation du revenu familial aux États-Unis dans cette période était concentré dans le haut de l'échelle de répartition des revenus.

On peut faire une autre série de comparaisons entre les revenus aux États-Unis et au Canada en examinant les revenus familiaux moyens et médians en 1997 pour chacun des États et chacune des provinces (tableau 5). On y voit quatre classements distincts servant à examiner le degré de précision des résultats face aux choix de définition. Le premier classement utilise le « revenu marchand » moyen d'une famille, c'est-à-dire, le revenu provenant du travail rémunéré plus celui des investissements. L'Ontario, la province la mieux cotée, se range au 32e rang parmi les 61 États, districts et provinces, tandis que les provinces de l'Atlantique se retrouvent au bas de ce classement.

Le deuxième classement est aussi fondé sur le revenu marchand, mais utilise la médiane plutôt que la moyenne. Compte tenu que la répartition aux États-Unis est généralement plus inégale, les revenus moyens aux États-Unis sont plus élevés par rapport à la médiane qu'au Canada. Les revenus moyens aux États-Unis sont davantage rehaussés par les personnes se trouvant dans la partie supérieure du spectre des revenus qu'au Canada. Par conséquent, les provinces canadiennes gagnent du terrain dans les classements; par exemple, l'Ontario et l'Alberta passent de la 32° et de la 41° place à la 14° et à la 18° place repsectivement. De même, en se servant des médianes plutôt que des moyennes, les provinces canadiennes s'élèvent du bas du classement, les 11 États et provinces les moins cotés sont maintenant composés de six États et de cinq provinces.

Le troisième classement continue d'utiliser la médiane, mais repose sur le revenu disponible – le revenu marchand plus les transferts, moins l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales – plutôt que sur le revenu marchand. Étant donné que l'impôt sur le revenu est plus élevé au Canada, les provinces se trouvant aux échelons supérieurs sont rétrogradées. Par contre, les provinces se trouvant au bas de l'échelle ne montent pas au classement. Il est intéressant de remarquer que le classement des provinces se retrouve interverti.

Le dernier classement comprend exactement les mêmes rajustements que ce qu'on retrouve à la figure 8, ci-dessus. Il est toujours basé sur le revenu familial disponible médian. Toutefois, les revenus familiaux sont divisés par le nombre

Étude spéciale

Table 5 States and Provinces Ranked by Incomes (\$000s of Canadian dollars at PPP)

États et provinces ordonnés selon leurs revenus ('000 de dollars canadiens convertis en PPA)

Rank	Mean Market Income Media		Median Market Income		Median Disposable Income		Median Disposable Income (Adjusted for family size)	
Rang	Revenu moyen du marché		Revenu médian du marché		Revenu disponible médian		Revenu disponible médian (Ajusté selon la taille de la famille	9)
1	New Jersey	66.5	Alaska	47.1	New Jersey	43.3	Connecticut	20.7
2	Alaska	62.9	New Jersey	47.0	Alaska	43.3	New Jersey	32.5
3	Maryland	60.3	Maryland	44.8	Connecticut	41.3	Alaska	31.4 30.0
4	Delaware	59.3	Minnesota	43.2	Washington	40.4	Maryland	
5	Connecticut	59.0	Connecticut	42.9	Maryland	40.3	New Hampshire	30.0
6	Virg.	57.1	Utah	41.4	Utah	38.9	Colorado	29.5 29.4
7	Colorado	56.8	Washington	41.2	Minnesota	38.6	Washington	28.9
8	Illinois	56.5	Colorado	40.0	New Hampshire	38.3	Massachusetts	28.8
9	Minnesota	56.2	Illinois	39.6	Delaware	37.2	Rhode Island	28.5
10	Massachusetts	56.1	Wisconsin	39.3	Illinois	37.2	Minnesota	28.1
11	Washington	55.7	Delaware	38.3	Colorado	36.9	Delaware	28.0
12	Utah	54.1	Massachusetts	38.2	Nevada	36.8	Illinois	27.2
13	New Hampshire	53.6	Virg.	38.1	Wisconsin	35.8	Michigan	27.2
14	New York	53.1	Ontario	37.7	Pennsyl.	35.8	Virg.	27.1
15	Wisconsin	53.0	Indiana	37.0	Massachusetts	35.7	Nevada	26.6
16	Rhode Island	52.4	Nevada	36.7	Virg.	35.6	Wisconsin	26.6
17	Calif.	52.3	Georg.	36.3	Ontario	35.1	Pennsyl.	26.3
18	Nevada	50.8	Alberta	36 .0	Indiana	35.1	Indiana	26.2
19	Ohio	50.7	New Hampshire	36.0	Michigan	34.9	Ohio	26.0
20	Pennsyl.	50.5	Michigan	35.5	Ohio	34.4	Missouri	25.4
21	D.of Columb./D.de Columbia	50.1	Ohio	35.3	Georg.	33.8	Kansas	25.4
22	Oregon	49.7	Pennsyl.	35.2	Missouri	33.6	Vermont	25.0
23	Michigan	49.2	lowa	34.4	Calif.	33.3	Oregon	24.7
24	N. Car./ Car. du nord	49.1	Missouri	34.3	New York	33.1	Ontario	24.6
25	Kansas	49.0	Calif.	34.3	Alberta	33 .0	New York	24.5
26 27	Texas	48.7	New York	33.4	S. Car./Car. du sud	32.9	Georg.	24.5
	Georg.	48.6	Hawaii	33.2	Kansas	32.8	Nebraska	24.1
28 29	Hawaii	48.1	B.C./ CB.	33.0	Vermont	32.5	S. Car./Car. du sud	24.1
30	Kentucky Indiana	47.9 47.4	Kentucky S. Car./Car. du sud	33.0 33.0	Texas Iowa	32.1 32.0	Fl. N. Car./ Car. du nord	24.0 24.0
31	Missouri	46.6	N. Car./ Car. du nord	32.8	N. Car./ Car. du nord			
32	Ontario	46.3	Texas	32.4	Wyoming	31.8	Calif.	23.9
33	Louis.	46.1	Nebraska	32.4	Alabama	31.6 31.6	Utah	23.9
34	S. Car./Car. du sud	45.8	Kansas	32.0	Rhode Island		Maine	23.7
35	Arizona	45.7	Oregon	31.8	Kentucky	31.5	lowa	23.5
36	Iowa	45.7	D. of Columbia/D. de Columbia	31.5	N. Dakota/Dakota du nord	31.5	N. Dakota/Dakota du nord	23.3
37	Nebraska	45.4	Louis.	31.5	Nebraska	31.4 31.3	Alabama	23.2
38	Alabama	44.3	Manitoba	31.4	Idaho	31.3	B.C./CB.	23.1
39	FI.	44.1	Idaho	31.3	Oklahoma	31.0	Alberta	23.0
40	Idaho	43.6	Rhode Island	31.1	B.C./CB.	31.0	Wyoming S. Dakota/Dakota du sud	23.0 22.6
41	Alberta	43.1	Oklahoma	30.6	Oregon	31.0	Kentucky	22.4
42	Oklahoma	42.9	Vermont	30.5	Louis.	30.9	Tennessee	22.4
43	Tennessee	42.8	Wyoming	30.5	Tennessee	30.7	Texas	22.3
44	Vermont	42.6	Maine	29.8	Manitoba	30.7	Louis.	22.2
45	Wyoming	42.0	Alabama	29.4	Maine	30.3	D. of Columbia/D. de Columbia	22.1
46	Maine	42.0	Tennessee	29.2	Hawaii	30.2	Manitoba	22.0
47	B.C./ CB.	41.5	N. Dakota/Dakota du nord	29.0	FI.	30.1	Idaho	21.7
48	S. Dakota/ Dakota du sud	40.9	Québec	28.9	Arizona	29.7	Arizona	21.6
49	N. Dakota/Dakota du nord	40.4	Arizona	28.4	N. Mexico/NMexique	28.9	Oklahoma	21.4
50	N. Mexico/NMexique	39.8	N. Mexico/NMexique	27.9	Mississippi	28.5	Hawaii	21.1
51	Mississippi	38.8	FI.	27.8	N. B./NB.	28.3	W. Virg./Virgocc.	21.0
52	Manitoba	37.8	Saskatchewan	27.4	W. Virg./Virgocc.	28.0	Montana	20.7
53 54	Montana	37.7	Mississippi	26.6	S. Dakota/Dakota du sud	27.8	Québec	19.9
55 55	Québec	35.3	Montana	26.6	D. of Columbia/D. de Columbia	27.8	Mississippi	19.8
56	Saskatchewan	35.2	N.S./NÉ.	26.0	N.S./NE.	27.7	N. Mexico/NMexique	19.8
57	W. Virg./Virgocc. Arkansas	35.0	N. B./NB.	25.7	P.E.I./îPÉ.	27.5	Saskatchewan	19.4
58	N.B./NB.	32.7	S. Dakota/Dakota du sud	25.4	Québec	27.4	N.S./NÉ.	18.9
9 9	N.S./NÉ.	32.1	P.E.I./îPÈ.	23 .0	Saskatchewan	27.4	N. B./NB.	18.8
30 30	P.E.I./îPÉ.	31.8	W. Virg./Virgocc.	21.6	Montana	27.3	P.E.I./îPÉ.	18.3
31	Nfld./TN.	29.8 28.0	Arkansas	20.7	Nfld./TN.	26.7	Arkansas	17.9
	*******/ P + ED -	20.0	Nfld./TN.	20.2	Arkansas	25.9	Nfld./TN.	16.6

Étude spéciale

in the family – a way to account for economies of scale when individuals live together rather than separately. Also, these "equivalized" incomes have been counted once for each family member rather than once for each family. Roughly speaking, these adjustments lower median incomes by one quarter to one-third. They also shuffle the rankings, generally lowering the positions of provinces relative to states due to somewhat larger family sizes in Canada.

These results, showing that at least one-quarter of all Canadian families are absolutely better off than their U.S. counterparts in terms of purchasing power, contrast with other studies comparing Canadian and US incomes. In addition to the McCallum results noted earlier, a Standard and Poor's DRI Canada study⁹, stated "...the richest Canadian province is below the poorest U.S. state in terms of real disposable income per capita ...And it's not even close; Alberta's real percapita disposable income is 10 percent below that in Mississippi, the poorest U.S. state." Using detailed data on family incomes in both countries, this analysis was unable to replicate these results. ¹⁰

Concluding Comments

This analysis has explored patterns of change in the income distributions of Canada and the US, as well as geographical regions within both countries. Generally, incomes have been growing faster in the US, and inequality is higher and growing. These two trends are related, because most of the family income growth in the US has been in the upper part of the income spectrum. Family disposable incomes in the lower third of the distribution in Canada have been maintained, and are actually the same or higher in terms of purchasing power than in the US. Canada has not followed the substantial increase in income inequality that has occurred in the US. Canadian family disposable incomes have become more equal and less polarized over the last two decades, while those in the US have moved in the opposite direction.

One might expect that with increased economic interdependence, and more openness to common global economic forces, the patterns of change in the two countries' income distributions would be converging. However, this has not been apparent in the national level data. One hypothesis is that there may be core regions of the US and Canada which are really quite similar, so that the main reason for overall differences is that there are unique regions in each country that pull the overall characteristics apart.

Our results suggest this is incorrect. There are not only substantial differences in overall income distribution patterns between Canada and the US, but also for sub-national regions. If anything, Canadian and US regions form two clusters whose differences

« d'équivalents d'adultes » dans la famille, ce qui est une façon de tenir compte des économies d'échelle lorsque des personnes cohabitent. Par ailleurs, ces revenus « équivalents » ont été comptés une fois pour chaque membre de la famille plutôt qu'une fois pour chaque famille. En termes généraux, ces rajustements diminuent le revenu médian d'un quart à un tiers. Les positions au classement se trouvent aussi inverties, les provinces se trouvant en position inférieure face aux États en raison de la taille un peu plus grande des familles au Canada.

Ces résultats, qui indiquent notamment qu'au moins le quart de toutes les familles canadiennes étaient absolument avantagées dans leur pouvoir d'achat par rapport aux familles américaines, contrastent avec ceux d'autres études sur les revenus canadiens et américains. Il n'y a pas que l'affirmation de McCallum que nous avons citée, une étude effectuée par DRI Canada pour Standard and Poor's dit que la plus riche province canadienne le cède à l'État américain le plus pauvre pour ce qui est du revenu disponible réel par habitant et que l'écart est même appréciable puisque, sur ce plan, l'Alberta accuse un retard de 10 % sur le Mississippi, qui est l'État américain le plus pauvre. Au moyen de données détaillées sur les revenus familiaux dans les deux pays, nous n'avons pu reproduire ces mêmes résultats dans notre analyse 10.

Observations en conclusion

Dans cette analyse, nous avons examiné les tendances de l'évolution de la répartition des revenus au Canada et aux États-Unis en tenant compte des régions de ces deux pays. En général, les revenus ont augmenté plus rapidement aux États-Unis et l'inégalité est plus prononcée et croissante. Ces deux tendances sont reliées parce que la majeure partie de la croissance du revenu familial aux États-Unis s'est produite dans l'échelon supérieur du revenu. Le revenu familial disponible dans le tiers inférieur de la répartition des revenus au Canada s'est maintenu et est en réalité le même ou plus élevé en termes de pouvoir d'achat qu'aux États-Unis. Le Canada n'a pas suivi la tendance à l'augmentation considérable de l'inégalité des revenus qu'on observe aux États-Unis. Le revenu familial disponible au Canada est plus égal et moins polarisé depuis deux décennies, tandis qu'aux États-Unis, le contraire prévaut.

Avec une plus grande interdépendance économique et une ouverture à des forces économiques mondiales communes, on s'attendrait à ce que ces tendances soient convergentes. Ce n'est cependant pas ce que révèlent les données au niveau national. Pour expliquer pourquoi il n'est pas ainsi en réalité, on peut former l'hypothèse qu'il y a de grandes régions américaines et canadiennes qui sont réellement des plus convergentes, mais qu'il existe aussi comme grand facteur déterminant des régions qui, dans chacun de ces pays, font éclater cette convergence globale.

D'après nos résultats, cela ne serait pas la bonne explication. On relève des différences de taille sur le plan des tendances générales de la répartition des revenus non seulement entre le Canada et les États-Unis, mais aussi pour des régions constitutives de ces pays. À proprement parler,

Étude spéciale

appear to be widening, at least up to 1997. The implication is that Canada and the US have remained socially and politically distinct with regard to the forces and government policies shaping income distribution. Notwithstanding the more open border, these differences have had greater impacts than economic forces, implying the 49th parallel does seem to matter.

les régions du Canada et des États-Unis forment des grappes dont les divergences sont croissantes, du moins jusqu'en 1997. Cela implique que le Canada et les États-Unis sont demeurés socio-politiquement distincts sur le plan des forces et des politiques gouvernementales qui s'appliquent à la répartition du revenu. Le 49° parallèle aurait donc un effet marqué.

REFERENCES

Fortin, P. (1999). "The Canadian Standard of Living: Is There a Way Up" C.D. Howe Institute, Toronto.

Green, D. and J. Townsend (2000). "Cohort Effects and the Canadian Wage Distribution." Unpublished paper, Dept. of Economics, University of British Columbia, Vancouver.

Helliwell, J.F. (1998). How Much do National Borders Matter? Brookings Institution Press, Washington D.C.

Kemp, K. (2000). "Purchasing Power Parities and Real Expenditures, United States and Canada - An Update to 1998". National Income and Expenditure Accounts, Quarterly Estimates, Thrid Quarter, 1999, Statistics Canada Cat. No. 13-001-XPB, Vol. 47, No. 3, Ottawa.

McCallum, J. (2000), "Will Canada Matter in 2020". The Globe and Mail, February 19, Toronto.

Osberg. L. and T. L. Cyrus (2000), "Poverty Impacts of trade, Macro-Economics and Social Policy - Canada and the United States in the 1990s". Unpublished paper; http://is.dal.ca/~osberg/home.html.

OECD (1999). PPPs and Real Expenditure: 1996. OECD, Paris.

Pen, J. (1973). "A Parade of Dwarfs (and a Few Giants)". In A.B.Atkinson (Ed.), Wealth, Income and Inequality. Penguin, Middlesex.

Picot, G. (1998). "What is Happening to Earnings Inequality and Youth Wages in the 1990s?" Analytical Studies Branch Research Paper No. 116, Statistics Canada, Ottawa.

Statistics Canada (1994). Income Distributions by Size in Canada 1993. Statistics Canada Cat. No. 13-207, Ottawa.

Statistics Canada (2000). Income in Canada, 1998. Statistics Canada Cat. No. 75-202-XPE, Ottawa.

Wolfson, M.C. (1997). "Divergent Inequalities - Theory and Empirical Results". Review of Income and Wealth. Series 43, No. 4, pp 401 – 421.

BIBLIOGRAPHIE

· FORTIN, P. The Canadian Standard of Living: Is There a Way Up, C.D. Howe Institute, Toronto, 1999.

GREEN, D. et J. TOWNSEND. "Cohort Effects and the Canadian Wage Distribution". Article non-publié, Dept. of Economics, University of British Columbia, Vancouver, 2000.

HELLIWELL, J.F. How Much do National Borders Matter?, Brookings Institution Press, Washington D.C, 1998.

KEMP, K. "Parités de pouvoir d'achat et dépenses réelles. États-Unis et Canada: mise à jour jusqu'à 1998", Comptes nationaux des revenus et dépenses, troisième trimestre 1999, Statistique Canada - nº 13-001-XPB au catalogue, vol. 47, nº 3, Ottawa, 2000.

MCCALLUM, J. "Will Canada Matter in 2020", The Globe and Mail, Toronto, le 19 février 2000.

OSBERG. L. et T. L. CYRUS. Poverty Impacts of trade, Macro-Economics and Social Policy - Canada and the United States in the 1990s, article non publié; http://is.dal.ca/~osberg/ home.html, 2000.

OCDE. PPPs and Real Expenditure: 1996, OCDÉ, Paris, 1999.

PEN, J. "A Parade of Dwarfs (and a Few Giants)", Dans A.B.Atkinson (Éd.), Wealth, Income and Inequality, Penguin, Middlesex, 1973.

PICOT, G.. "Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90". Document de recherche nº 116 de la Direction des études analytiques, Statistique Canada, Ottawa, 1998.

STATISTIQUE CANADA. Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu 1993, Statistique Canada, nº 13-207-XPB au catalogue, Ottawa, 1994.

STATISTIQUE CANADA. Revenu au Canada, 1998. Statistique Canada nº 75-202-XPF au catalogue, Ottawa, 2000.

WOLFSON, M.C. "Divergent Inequalities - Theory and Empirical Results", Review of Income and Wealth, Series 43, n° 4, pp 401 – 421, 1997.

Étude spéciale

Wolfson, M.C. and B.B.Murphy (1998). "New Views on Inequality Trends in Canada and the United States" Monthly Labour Review. U.S. Department of Labor, Washington D.C. April 1998.

Wolfson, M.C. and B.B.Murphy (2000), "Income Tax Rates in Canada and the U.S.". <u>Perspectives on Labour and Income</u>. Statistics Canada Catalogue No. 75-001-XPE, Vol. 12, No. 2.

NOTES

- Column 1 from OECD (1999) with adjustments based on data from OECD Purchasing Power Parity Program, 1996; Columns 2 and 3 from Kemp (2000).
- ² Note that our ELFP concept differs from the more widely used concepts of the "labour force" or the "employment to population ratio". The ELFP is closer to the latter. The main difference is the accounting period. Annual values of the employment to population ratio are typically the average of 12 monthly values, while the ELFP is intrinsically an annual concept an individual could have been in and out of employment during a year; so long as he or she earned at least of \$500 over the year, they are counted for the purposes of this analysis.
- One of the reasons these results differ from others, e.g. Picot (1998) or Green and Townsend (2000), is that this analysis includes the self-employed, and not just paid workers. The self-employed are important for trend and Canada - U.S. comparisons, as shown in Table 2.
- For example, McCallum (2000) states that "Canadian living standards fell from an estimated 74% of US levels in 1989 to 61% in 1999." There are several reasons for the apparent difference. One is that McCallum is using GDP per capita, a measure that includes business investment, exports, government spending on roads and defense, as well as personal expenditures, while the figures above are for individuals' earnings only. Another difference is he compares GDP per capita numbers using exchange rates rather than PPPs. And a third is the difference between means and medians GDP per capita is an average, and thus gives greater weight to people earning higher incomes than the median. The median, on the other hand, focuses on the middle income range.
- A more detailed comparison of income tax rates for 1997 based on these data is in Wolfson and Murphy (2000).
- The general conclusion of stable inequality in family disposable income contrasts with recent Statistics Canada (2000) results showing an increase in family income inequality. This difference in results is due to the latter results referring only to families with two or more members, while these results cover all family units, including unattached individuals.

WOLFSON, M.C. et B.B. MURPHY. "New Views on Inequality Trends in Canada and the United States", *Monthly Labour Review*, U.S. Department of Labor, Washington D.C., Avril 1998.

WOLFSON, M.C. et B.B. MURPHY. "L'impôt sur le revenu au Canada et aux États-Unis", *L'emploi et le revenu en perspective*, Statistique Canada n° 75-001-XPF au catalogue, vol. 12, n° 2, 2000.

NOTES

- ¹ Colonne 1 de l'OCDE (1999) avec des ajustements fondés sur les données du Programme des parités de pouvoir d'achat de cet organisme (1996); colonnes 2 et 3 de Kemp (2000).
- Il convient de noter que notre notion PAE diffère des notions plus répandues de population active et de rapport emploi-population. Elle se rapproche de ce dernier concept, la principale différence résidant dans la période de prise en compte. Les valeurs annuelles du rapport emploi-population sont d'habitude une moyenne de 12 valeurs mensuelles, alors que la notion PAE est foncièrement un concept de prise en compte annuelle. Une personne pourrait avoir connu des périodes de travail et de chômage dans l'année, mais si elle a gagné au moins 500 \$ dans la période, elle est prise en compte aux fins de la présente analyse.
- Une des raisons pour lesquelles ces résultats diffèrent d'autres, par exemple, de ceux de Picot (1998) ou de ceux de Green et Townsend (2000), est que la présente analyse comprend les travailleurs indépendants, et pas seulement les travailleurs rémunérés. Le travail indépendant constitue une tendance importante et ressort des comparaisons entre le Canada et les États-Unis, comme le démontre le tableau 2.
- Ainsi, McCallum (2000) a dit que, exprimés en proportion des niveaux de vie américains, les niveaux de vie canadiens sont tombés, selon les estimations, de 74 %, en 1989, à 61 %, en 1999. Il y a plusieurs explications à cet écart apparent des chiffres. D'abord, McCallum se reporte au PIB par habitant, mesure qui appréhende les investissements des entreprises, les exportations et les dépenses publiques de voirie et de défense avec les dépenses personnelles, alors que nos chiffres portent seulement sur la rémunération du travail des particuliers. Autre différence, McCallum compare les valeurs de PIB par habitant en se servant des taux de change plutôt que des PPA. Un dernier facteur est la différence entre moyennes et médianes. Le PIB par habitant est une moyenne qui donne plus de poids aux rémunérations supérieures qu'une médiane visant les rémunérations intermédiaires.
- On trouvera dans Wolfson et Murphy (2000) une comparaison plus détaillée, à l'aide de ces données, des taux d'imposition du revenu en 1997.
- La conclusion générale selon laquelle l'inégalité du revenu familial disponible est stable contraste avec des résultats récents de Statistique Canada (2000) qui démontrent que l'inégalité du revenu familial a augmenté. Cela s'explique par le fait que les dernières observations sont fondées sur une sous-population de familles avec deux membres ou plus, tandis que ces résultats proviennent de toutes les unités familiales, ce qui comprend les individus seuls.

Étude spéciale

- It may be noted that Osberg and Cyrus (2000) argue that in the case of poverty intensity (a related measure but one that is distinct from the inequality and polarization measures used here), there is no border effect, conditional on factors such as the levels of welfare benefits. Their result is not inconsistent with ours, because we are not "controlling" for factors like government tax and transfer programs. On the contrary, this analysis in effect takes differences in these kinds of institutions as part of the "border effect".
- In the case of a lone parent family, the first child is counted as 0.4. This equivalence scale is identical to that used in Statistics Canada's Low Income Measures (LIMs); see Statistics Canada (1994).
- Cited in Ottawa Citizen, May 13, 2000, p.Dl.
- 10 Part of the reason for the differing conclusions is the choice of PPP used to convert between Canadian and US dollars. DRI apparently (personal communication) has used \$.74 while this analysis is based on Statistics Canada's PPP of \$.788.

- Osberg et Cyrus (2000) font valoir que, dans le cas de l'« intensité de la pauvreté » (mesure liée à nos mesures de l'inégalité et de la polarisation, mais quand même différente), il n'y a pas d'« effet de frontière » en fonction de facteurs comme les niveaux de prestations d'aide sociale. Ce résultat n'est pas incompatible avec les nôtres, car nous ne tenons pas compte des facteurs comme ceux des régimes d'imposition du revenu et de transferts des gouvernements. Au contraire, cette analyse considère en réalité les différences entre ces régimes comme faisant partie de l'« effet de frontière ».
- Dans le cas d'une famille monoparentale, le premier enfant représente 0,4 adulte. Cette échelle d'équivalence correspond à celle qu'utilise Statistique Canada dans ses mesures des seuils de faible revenu (SFR); voir Statistique Canada (1994).
- Ottawa Citizen (13 mai 2000, page D1).
- 10 Les conclusions diffèrent en partie à cause du choix des PPA pour convertir les dollars américains en dollars canadiens. DRI aurait utilisé le chiffre de .74\$ dans cette analyse (l'a déclaré lors d'un échange personnel) tandis qu'une PPA de .788\$ établie par Statistique Canada est utilisée ici.

Appendix - Annexe

Canadian Regions	Provinces	US Regions	States	
Régions canadiennes	Provinces	Régions américaines	États	
Atlantic – Atlantique Québec Ontario	P.E.I. – ÎPÉ. Nfld. – TN. N.B. – NB. N.S. – NÉ. Nova Scotia	Northeast – Nord-est	Connecticut Maine Massachusetts New Hampshire Rhode Island Vermont	D. of Columbia — D. de Columbia New York Delaware New Jersey Maryland Pennsyl./Pennsyl.
Prairies B.C. – CB.	Manitoba Saskatchewan Alberta	Midwest	Ohio Indiana Illinois Michigan Wisconsin Nebraska	Minnesota Iowa Missouri N. Dakota – Dakota du nord S. Dakota – Dakota du sud Kansas
		South – Sud	Virg. W. Virg. – Virgocc. N. Car. – Car. du nord S. Car. – Car. du sud Georg. Fl. Oklahoma	Kentucky Tennessee Alabama Mississippi Arkansas Louis. Texas
		West – Ouest	Montana Idaho Wyoming Colorado N. Mexico – NMexique Arizona Hawaii	Utah Nevada Washington Oregon Calif. Alaska

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- 2. Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Giobalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR : Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- 1. Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- 1. Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

- 1. RRSP withdrawals revisited.
- REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

- 1. Le point sur les retraits d'un REER.
- Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Épargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

April 2000

Year-end review.

May 2000

Brain drain and brain gain: Part I, The emigration of knowledge workers from Canada.

June 2000

Brain drain and brain gain: Part II, The immigration of knowledge workers to Canada.

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Avril 2000

Revue de fin d'année.

Mai 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie I, Émigration des travailleurs du savoir en provenance du Canada.

Juin 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie II, l'immigration des travailleurs du savoir à destination du Canada.

or over 30 years, *CANSIM* has made it possible for Canadian businesses to track trends in virtually every sector of Canadian social and economic life.



epuis plus de 30 ans CANSIM permet aux entreprises canadiennes de suivre de près les tendances dans presque tous les secteurs de la vie sociale et économique au Canada.

So, when YOU need accurate, precise and timely data from a source you can trust, look no further than *CANSIM* and its more than 700,000 time series—some extending back more than 50 years!

Available on CD-ROM and online through Statistics Canada and our licensed distributors, this multi-subject database provides a wide range of statistical information on labour, transportation, population, finance, international trade, manufacturing, prices and much more.

Using CANSIM is simple.



The **CD-ROM** offers you an **UNLIMITED ACCESS** to **CANSIM**'s complete historical records. For the last time ever, the CD-ROM was produced in March 2000.



The online version, updated daily, allows you to pick and choose THE LATEST TIME SERIES YOU WANT!

Whether it's from the CD-ROM or the online version, getting the exact range of data you need takes only a few minutes—and you can download it to your preferred software application.

In a nutshell, this powerful database presents an organized universe of business, economic and social data that you can explore and mine for the information you need, exactly when you need it!



CD-ROM: \$1,995

In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10.



Online: \$3 per time series



The CD-ROM and the online version are also available through our licensed distributors. For details, check the listing at www.statcan.ca.

To order:

Phone 1 800 263-1136 and discuss your requirements with our knowledgeable account executives.

Access our Web site at www.statcan.ca.

Tomorrow's socio-economic decisions need CANSIM today!

Alors, si VOUS avez besoin de données exactes, précises et à jour provenant de source sûre, ne cherchez plus et consultez **CANSIM** et ses 700 000 séries chronologiques, certaines remontant à plus de 50 ans!

Disponible sur CD-ROM et en direct auprès de Statistique Canada et de ses distributeurs autorisés, cette base de données polyvalente fournit un vaste éventail de renseignements statistiques sur le travail, le transport, la population, la finance, le commerce international, la fabrication, les prix et plus encore.

L'utilisation de **CANSIM** est simple.



Le **CD-ROM** vous offre un **ACCÈS ILLIMITÉ** à tous les enregistrements chronologiques de **CANSIM**. L'édition de mars 2000 était la dernière à paraître.



La version en direct, mise à jour quotidiennement, vous permet de repérer et de choisir LA SÉRIE CHRONOLOGIQUE LA PLUS ACTUELLE!

Que vous utilisiez le CD-ROM ou la version en direct, vous obtiendrez en quelques minutes seulement la gamme exacte de données dont vous avez besoin, données que vous pouvez télécharger dans votre application logicielle préférée.

Grosso modo, cette base de données puissante présente un univers organisé de données commerciales, économiques et sociales que vous pouvez explorer et dont vous pouvez extraire les renseignements voulus, <u>au moment où vous en avez besoin!</u>



CD-ROM: 1 995 \$

Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$.



En direct : 3 \$ par série chronologique

0

Vous pouvez également vous procurer le CD-ROM et la version en direct auprès des distributeurs autorisés. Vous trouverez leurs coordonnées à l'adresse www.statcan.ca.

Pour commander:

Composez le 1 800 263-1136 et faites part de vos besoins à l'un de nos analystes-conseils chevronnés.

Visitez notre site Web à www.statcan.ca.

Pour prendre des décisions éclairées en matière socioéconomique, consultez *CANSIM* dès maintenant!

Set enline

with Statistics Canada's Electronic Publications!

Go virtual with Statistics Canada's electronic publications. From Arts and Culture to Travel, Transport and Warehousing, you have over 120 titles in 18 topic categories to choose from — and the list is growing every day.



Sover branchs

grâce aux publications électroniques de Statistique Canada

Vivez au rythme virtuel des publications électroniques de Statistique Canada. De la rubrique Arts et culture à la rubrique Voyages, transport et entreposage, vous trouverez plus de 120 titres répartis en 18 catégories, et la liste s'allonge de jour en jour.

Save money.

Order online and you'll receive a 25% price reduction from that of our print publications.

One price, many rewards.

Statistics Canada subscriptions offer indefinite access to your publication and up to three years of its previous issues.

Built to last.

Unlike paper, e-versions won't yellow, fade or tear. They will stay intact and accessible for years to come!

Find the information you need now.

Online documents allow you to search, locate and print exactly what you are looking for.

Be the first to know.

Our electronic publications are regularly available before print versions, so you always have access to the most current releases.

Feel safe about ordering online.

Our secure site makes using your credit card online safe and easy. Guaranteed.

Be green.

By consciously choosing electronic over paper, you're doing your part to be ecologically friendly. Feel good about doing business, respecting the environment and saving precious resources.

Save time.

Access your publication on the day of release - no more waiting for delivery.

Put the data to work.

Copy text from our online publications right into your documents and databases.

Access anywhere, anytime.

Get up-to-date detailed information quickly and efficiently, regardless of location and time constraints.

On our site, go to <u>Products and Services</u>, select <u>Downloadable publications</u> (\$) and simply follow the steps to subscribe or purchase. It's that easy!

www.statcan.ca

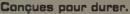


Économisez de l'argent.

Les achats en ligne vous donnent droit à un rabais de 25 % sur le prix des ouvrages imprimés.

Un seul prix, beaucoup de primes.

À Statistique Canada, les abonnements sont assortis d'un accès illimité à la publication que vous choisissez et aux numéros antérieurs pour une période pouvant couvrir jusqu'à trois années.



Contrairement aux documents imprimés, les versions électroniques ne jaunissent pas, ne se décolorent pas et ne se déchirent pas. Elles restent intactes et accessibles pendant des années!

Trouvez les renseignements que vous cherchez maintenant.

Les documents en ligne vous permettent de chercher, de trouver et d'imprimer exactement ce que vous désirez obtenir.

Prenez la tête du peloton.

Nos publications électroniques sortent généralement avant les versions imprimées; vous avez donc accès aux parutions les plus récentes.

Soyez rassuré quant aux commandes en ligne.

Grâce à la sûreté de notre site, l'utilisation en ligne de votre carte de crédit est simple et sans risque. C'est garanti.

Pensez «écolo».

En optant pour les produits électroniques plutôt que les documents imprimés, vous participez à la préservation de l'environnement. Faites d'une pierre, trois coups : travaillez, respectez l'environnement et conservez des ressources précieuses.

Gagnez du temps.

Accédez à la publication le jour de sa parution - aucun délai de livraison.

Mettez les données à l'œuvre.

Copiez des extraits de nos publications en ligne directement dans vos documents et bases de données.

Accès partout, en tout temps.

Obtenez rapidement et efficacement des renseignements détaillés et à jour, peu importe les contraintes de lieu et de temps.

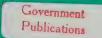


Sur notre site, cliquez sur <u>Produits et services</u>, puis sélectionnez <u>Publications téléchargeables</u> (\$). Vous n'avez qu'à suivre les étapes pour acheter ou vous abonner. C'est aussi simple que cela!

www.statcan.ca conçu Pour Les AffAires







Catalogue no. 11-010-XPB

Nº 11-010-XPB au catalogue



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

Unemployment kaleidoscope

◆ Chômage kaléidoscope





Treat data Les données, like dollars! c'est de l'argent!

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CEO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive **CEO** 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- be developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — The Statistical Summary:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts — answers to your questions related to either data or feature articles contained in CEO are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely.

Subscribe to the Canadian Economic Observer (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$72. For shipments to other countries, please add \$120. CALL TOLL-FREE 1 800 267-6677 or FAX 1 877 287-4369. You can also MAIL your order to: Statistics Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A 076, Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans *L'Observateur* économique canadien et protitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé – tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de *L'OÉC*.

La première partie est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La deuxième partie est une publication d'accompagnement distincte intitulée Aperçu statistique :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- ▶ En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

Vous verrez qu'un investissement dans les données, ça rapporte gros.

Abonnez-vous à L'Observateur économique canadien (n° 11-010-XPB au catalogue) AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 72 \$. Pour les envois à destination des états-Unis, veuillez ajouter 72 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 120 \$. APPELEZ SANS FRAIS au 1 800 267-6677. Vous pouvez également TÉLÉCOPIER votre commande au 1 877 287-4369 ou la POSTER à Statistique Canada, Cestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index_f.htm



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

September 2000

For more information on the CEO contact:

Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada,

Ottawa, Ontario

K1A 0T6

Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca

You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Septembre 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez:

Groupe de l'analyse de conjoncture,

24-K Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario

K1A 0T6

Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: oec@statcan.ca

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584

Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

September 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 9 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Septembre 2000 N°11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n°9 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications	
device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program	
inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services	
Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries	infostats@statcan.ca
Web site	www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$23.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States	CDN \$ 6.00	CDN \$72.00
Other countries	CDN \$ 10.00	CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

	Phone	e (Canada and United States)	1 800 267-6677
•	Fax (C	Canada and United States)	1 877 287-4369
•	E-mai	ĺ	order@statcan.ca
•	Mail	Statistics Canada Dissemination Division	

Mail Statistics Canada
 Dissemination Division
 Circulation Management
 120 Parkdale Avenue
 Ottawa, Ontario K1A 0T6

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements Service national d'appareils de télécomm	1 800 263-1136
nications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programm	ne
des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des	
bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada:

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

	Téléphone	e (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
	Télécopie	ur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369
	Courriel		order@statcan.ca
•	Poste	Statistique Canada Division de la diffusion	

Gestion de la circulation 120, avenue Parkdale Ottawa (Ontario) K1A 0T6

• En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

The underlying trend of demand slowed during the second quarter, which was reflected in a dip in profits and a slowdown in jobs, notably full-time positions. A record merchandise trade surplus in June helped to keep the current account surplus high, despite a sharp drop in US visitors as gas prices soared.

La tendance sous-jacente de la demande a ralenti au deuxième trimestre d'après la baisse des profits et un relâchement de l'emploi, notamment des emplois à plein temps. Un excédent commercial record en juin a contribué à maintenir à un niveau élevé l'excédent du compte courant, en dépit d'une baisse abrupte du nombre de voyageurs américains face au bond du prix de l'essence.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Japan and Europe raise interest rates.

Hausse des taux d'intérêt au Japon et en Europe.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"Unemployment Kaleidoscope"

« Chômage Kaléidoscope »

This article compares the standard unemployment rate based on a one-week reference period with people who experience unemployment at any time during one year, for both individuals and families.

Cet article compare le taux de chômage officiel qui porte sur une semaine de référence à un taux qui tient compte de toute période de chômage enregistrée pour une année donnée tant pour les particuliers que pour leur famille.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on September 8, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge - Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 8 septembre 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Editeur en chef adjointe: F. Roy

Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984



Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Tableau sommaire - Indicateurs principaux

Year and month	-	Employment, percent change	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois	١	Emploi, variation en pourcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100053	J12001	P119500	l 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	6.66 5.98	138 150	0.9 1.7	2.88 4.10	3.47 3.82	6.96 11.81	9.24 7.71
1998	A S O N D	0.26 0.45 0.17 0.35 0.05	8.2 8.1 8.0 8.0 8.1	0.21 0.00 0.21 0.28 0.62	138 134 140 129 141	0.0 -0.1 0.4 0.1 -0.1	0.92 0.09 0.36 0.46 0.46	-0.27 0.61 -0.70 1.06 -0.49	5.82 1.57 2.27 -0.88 0.39	6.05 1.74 2.60 -0.75 -0.03
1999	J F M A M J J A S O N D	0.48 0.04 0.05 0.33 0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.69 0.75 0.75 0.61 0.54 0.47 0.53 0.53 0.39 0.46 0.59	144 145 151 145 145 152 145 147 153 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.28 0.50 0.12 0.45 0.18 0.55 0.57 0.52 0.30 0.09 0.73 0.43	1.74 0.70 0.23 -0.78 -0.15 0.79 1.24 0.80 -0.21 -1.02 0.64 1.70	1.49 0.70 -0.03 -0.54 0.73 2.08 2.36 3.73 -2.44 0.93 2.51	-1.29 1.79 -0.74 -0.35 0.79 1.17 0.69 2.44 0.36 2.16 -0.49 3.37
2000	J F M A M J A	0.30 0.24 0.20 0.03 0.28 -0.09 -0.12 0.18	6.8 6.8 6.8 6.6 6.6 6.8 7.1	0.64 1.08 1.07 0.81 0.62 0.43	152 169 167 154 138 135 166	-0.2 0.4 0.4 -0.3 0.2 0.5	0.52 -0.39 0.85 -0.02 0.66 0.37	1.08 -1.11 1.31 -0.40 0.02 0.40	4.05 -2.45 5.32 -3.01 4.55 2.33	-1.23 -0.44 3.66 0.32 2.27 -0.38

Overview

Real GDP growth measured in constant 1992 dollars continued to exceed 1% in the second quarter. However, because spending was heavily-concentrated in high-tech industries where prices have fallen rapidly since 1992, growth using a more recent base year would be closer to the chain Fisher volume index estimate of 0.6%. This latter rate points to a slowdown in growth from 1.4% the first quarter, and is less than half the US gain in the second quarter (the US publishes estimates only for the chain Fisher index). A

Vue générale

Au deuxième trimestre, le taux de croissance réel du PIB, en dollars constants de 1992, a continué de surpasser 1%. Toutefois, en raison des dépenses qui se sont concentrées en très grande partie dans les industries de haute technologie, un secteur caractérisé par une chute rapide des prix depuis 1992, la croissance, mesurée à partir d'une année de référence plus récente, serait plus rapprochée des estimations d'un indice-chaîne de Fisher en volume, qui s'établit à 0,6%. Ce taux indique un ralentissement de la croissance par rapport à 1,4% pour le premier trimestre et représente moins de la

^{*} Based on data available on September 8; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

^{*} Basée sur les données disponibles le 8 septembre; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

slowing underlying trend of growth also is more consistent with other data for the second quarter, such as a deceleration in employment gains and corporate profits.

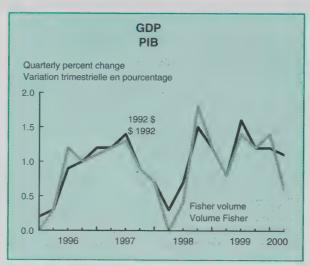
While investment and exports posted impressive gains, consumer spending also grew steadily. Demand was spurred by a 2.5% surge in labour income, its best since

early 1988, partly due to the federal government's pay equity settlement (which added 1.1 percentage points to growth). However, merchants did not feel the full benefits of the increase in spending by Canadians, as about one-quarter of the gain was offset by a drop in outlays by foreign visitors.

Corporate profits posted their smallest quarterly increase in over a year, consistent with a slowdown in demand. The 2.7% gain was led by the energy sector, where profits are more than double last year's level. Undistributed profits fell for the first time in almost two years, although they remain well ahead of last year's pace. Still, firms at mid-year remained buoyant about investing more, and a third straight quarter of large inventory accumulation suggests continued optimism about sales.

Labour Markets

Employment bounced back by 0.2% in August, its first increase since May. All the growth originated in part-time positions, as full-time jobs have not grown in three months. Meanwhile, the labour force surged by 0.6%, its largest gain since April 1999, led by growth in the youngest and oldest segments of the labour force. Some of the increase reflects a recovery from the slack in labour force growth over the summer, as the overall participation rate only returned to its March level. These increases outstripped jobs, pushing up the



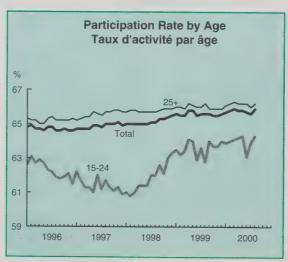
moitié des gains aux États-Unis pour le deuxième trimestre (les États-Unis ne publient des chiffres qu'en fonction de l'indice-chaîne de Fisher). La tendance au ralentissement de la croissance concorde par ailleurs davantage à d'autres données du deuxième trimestre, tel que la diminution des gains à l'emploi et un affaiblissement des bénéfices d'entreprise.

Il n'y a pas que les investissements et les exportations qui aient présenté des gains impressionnants, les dépenses de consommation ont aussi connu une croissance soutenue.

La demande a été aiguillonnée par le revenu du travail, celui-ci ayant fait un bond de 2,5 %. C'est sa meilleure hausse depuis les premiers mois de 1988, et on la doit en partie au règlement d'équité salariale au gouvernement fédéral (lequel a ajouté 1,1 point au taux de croissance). Il reste que les commerçants n'ont pas pleinement goûté le fruit d'une augmentation des dépenses des Canadiens, puisque cette hausse a été contrebalancée presque au quart par une baisse des dépenses des visiteurs étrangers.

Les bénéfices des sociétés ont marqué leur avance trimestrielle la plus modeste en plus d'un an, affaiblissement qui fait écho au ralentissement de la demande. Dans cette progression de 2,7 %, le secteur de l'énergie a dominé, ayant plus que doublé ses bénéfices par rapport à leur valeur de l'an dernier. Les bénéfices non répartis ont diminué pour la première fois depuis presque deux ans, bien que demeurant largement supérieurs à ce qu'ils étaient l'an dernier. Au milieu de l'année, les entreprises étaient encore vivement disposées à investir davantage et un troisième trimestre consécutif de grande accumulation de stocks semble indiquer que l'optimisme se maintient en matière de ventes.

Marché du travail



L'emploi s'est redressé de 0,2 % en août avec une première hausse depuis mai. Cette croissance vient de l'emploi à temps partiel, car l'emploi à plein temps n'a pas progressé en trois mois. Quant à la population active, elle a fait un bond de 0,6 % pour offrir son meilleur résultat depuis avril 1999 grâce aux travailleurs les plus jeunes et les plus âgés. Ce mouvement ascendant s'explique en partie par un regain ayant suivi une faible croissance pendant l'été. Dans l'ensemble, le taux d'activité s'est en effet contenté de reprendre sa valeur

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

unemployment rate from 6.8% to 7.1%, its highest since last October.

Employment fell in goods-producing industries for the third straight month. Cuts in the primary sector have been a consistent featuring, including both agriculture (where crops are lower this year on the prairies) and other natural resources (despite strong prices). Construction resumed its downward trend, after a gain in July snapped a four-month string of losses. Growth in services was led by the same industries which have spearheaded advances in the past year, notably health care, recreation and trade.

Western Canada led the rebound in jobs from decreases in July. BC led the gain, but not even a 0.8% jump in jobs could keep up with labour force growth. Saskatchewan was the lone exception to growth in the West, reflecting the smaller wheat crop. Ontario also saw a surge in its labour force which swamped a 0.1% gain in jobs and drove unemployment to an 11 month high of 6.0%. Quebec was the only region where the labour force shrank, pushing down unemployment despite a third straight month of weak employment.

Leading Index

The leading indicator grew by 0.4% in July, the same rate as in June, with a majority of components (6 out of 10) posting gains.

Business spending remained the driving force behind overall growth. It lifted services employment to its best increase in 19 months, and boosted new orders for manufactured goods, while the workweek levelled off after two months of decline. As the same time, high technology stocks powered the growth in the stock market.

Household demand remained mixed as labour market conditions softened. Furniture and appliance sales slowed while demand for other durable goods declined. The housing index turned up, but mostly because of the end of strikes which gave a lift to housing starts in Toronto. Starts fell throughout Western Canada.

The US leading indicator turned negative for the first time since early 1996. The drop was largely due to short-term rates rising above long-term yields, inverting the yield curve. As in Canada, business spending remained firm, as reflected by high orders for capital goods.

de mars. L'augmentation de la population active a excédé celle de l'emploi, faisant passer le taux de chômage de 6,8 % à 7.1 %, sa montée la plus importante depuis octobre dernier.

L'emploi a diminué dans les industries de biens un troisième mois de suite. Des réductions dans le secteur primaire ont généralement marqué cette régression de l'emploi, touchant aussi bien l'agriculture (la récolte a été moindre cette année dans les Prairies) que les autres industries de ressources naturelles (malgré la fermeté des prix). La construction a réévolué en baisse après une hausse en juillet qui mettait fin à quatre mois consécutifs de recul. Dans les services, la croissance de l'emploi est à mettre au compte des secteurs mêmes qui en avaient été les chefs de file depuis un an, notamment la santé, les loisirs et le commerce.

L'Ouest canadien a mené le mouvement de reprise de l'emploi après des baisses en juillet. La Colombie-Britannique était en tête, mais n'a pu suivre la croissance de la population active même avec un bond de 0,8 %. Pour la croissance de l'emploi dans cette région, seule la Saskatchewan a fait bande à part à cause d'une récolte moindre de blé. L'Ontario a aussi vu sa population active monter en flèche, ce qui a éclipsé un gain de 0,1 % de l'emploi. C'est ainsi que le taux de chômage a atteint un sommet de 6,0 % en 11 mois. Le Québec est la seule région où la population active se soit contractée avec pour conséquence une diminution du chômage, et ce, malgré les bas niveaux de l'emploi depuis trois mois.

Indice composite

En juillet, l'indicateur avancé a cru de 0,4%, soit au même rythme qu'en juin. Une majorité de composantes ont continué de progresser, soit six sur dix.

C'est la demande des entreprises qui continue d'être la principale source de fermeté pour l'indice d'ensemble. Elle stimule l'emploi dans les services, qui enregistre en juillet sa plus forte croissance en 19 mois, et relève les nouvelles commandes auprès des fabricants qui à leur tour mettent fin à deux mois de baisse de la durée hebdomadaire moyenne de travail. Pendant ce temps, les actions liées à la technologie ont continué d'assurer le gros de la croissance de l'indice boursier.

La demande des ménages est demeurée partagée alors que le marché du travail s'est adouci. Les ventes de meubles et d'articles ménagers se sont relâchées tandis que celles des autres biens durables ont carrément diminué. L'indice du logement a renoué avec la croissance mais la progression est en grande partie imputable à la fin des grèves qui ont fait bondir les mises en chantier à Toronto. Elles ont baissé dans l'Ouest du pays.

L'indicateur américain est devenu à tendance négative pour la première fois depuis le début de 1996. La baisse s'explique en grande partie par la hausse des taux d'intérêts à court terme au-dessus des taux d'intérêt à long terme. Comme au Canada, la demande des entreprises est demeurée ferme, laquelle s'est traduite par des commandes accrues de biens d'investissement.

Output

The volume of output rose by 0.4% in June, on top of an upward-revised jump of 0.7% in May. Computer-related industries led the gain while the resource sector and utilities saw output contract.

Manufacturers of computers boosted output 14% in the month, directly contributing nearly half of the growth in manufacturing. Production of computers has soared 54% since January. Meanwhile, computers accounted for nearly all the growth in wholesale trade and one-quarter in business services. Altogether, these three branches of the computer-related industry chipped in nearly half of the overall GDP growth.

The end of strikes in the construction industry also lent some strength to GDP, leading to a recovery in both building and demand for non-metallic minerals (such as cement, etc) after declines in the previous two months. Higher investment plans also spurred more demand for architectural and engineering services than for the rest of business services. Voracious demand for wireless communications helped the communications industry expand for the twelfth straight month. Most consumer services posted slow, steady growth.

The primary sector suffered a setback in June, after recovering steadily most of the first half. Output fell on the oilpatch, after unsustainably rapid growth earlier this year. The collapse of the BC salmon run helped to reduce the fish catch for the fourth time in five months, while a strike by loggers in BC cut into forestry operations. Agricultural output was checked by a 6% drop in the wheat crop on the prairies. Unseasonably cool and damp weather also lowered demand for electric power.

Household demand

Household spending on goods moderated during the second quarter, pulled down by slowing job growth and strikes in the housing sector. The slowdown induced automakers to increase their discounts, which stimulated sales in June, while housing received a boost from the settlement of the labour dispute in Toronto.

Retail sales volume rose by 0.4% in June, completing a lacklustre performance as sales advanced only 0.3% in the second quarter. The modest quarterly gain was equally distributed among all three durability categories. Some of the deceleration in sales reflected a 15% drop in cross-border shopping by Americans, who travelled less as gas prices soared.

Production

En volume, la production s'est élevée de 0,4 % en juin après un bond (valeur révisée à la hausse) de 0,7 % en mai. Les industries liées à l'informatique ont dominé au tableau de la croissance, alors que les ressources naturelles et les services publics voyaient leur production fléchir.

Les fabricants d'ordinateurs ont relevé leur production de 14 % dans le mois, contribuant ainsi directement pour près de moitié à la croissance de la production manufacturière. La production informatique a monté en flèche depuis janvier, gagnant ainsi 54 %. Il faut ajouter que les ordinateurs sont responsables de la presque totalité des hausses qu'a connues le commerce de gros, ainsi que du quart de celles du secteur des services aux entreprises. Collectivement, ces trois branches d'activité liées à l'informatique ont figuré pour près de moitié dans la croissance globale du PIB.

La fin des grèves dans le secteur de la construction a aussi représenté un stimulant pour le PIB, amenant un mouvement de reprise tant pour la construction que pour la demande de minéraux non métalliques (ciment, etc.) après des baisses les deux mois précédents. Un relèvement des projets d'investissement a aussi mis plus en demande les services d'architecture et de génie que le reste des services aux entreprises. Une très vive demande s'attachant aux communications sans fil a aidé l'industrie des communications à progresser un douzième mois de suite. Dans la plupart des services de consommation, la croissance de la production a été lente mais soutenue.

En juin, l'industrie primaire a subi un revers, alors qu'elle avait été en reprise pendant le plus clair du premier semestre. Dans le secteur pétrolier, la production a régressé; elle avait progressé plus tôt cette année à un rythme insoutenable. L'effondrement des montaisons en Colombie-Britannique a concouru à une diminution des prises de poisson pour la quatrième fois en cinq mois. Pendant ce temps, une grève réduisait la production forestière dans cette province. Quant à la production agricole, elle a souffert d'une baisse de 6 % de la récolte de blé dans les Prairies. Mentionnons enfin qu'un temps singulièrement frais et humide a eu pour effet de contracter la demande d'électricité.

Demande des ménages

Les dépenses en biens des ménages se sont modérées au deuxième trimestre à cause d'une croissance plus lente de l'emploi et de grèves dans le secteur de l'habitation. Cet affaiblissement a incité les constructeurs automobiles à consentir des remises plus généreuses, d'où un effet de renforcement sur les ventes en juin. Par ailleurs, le secteur de l'habitation a été stimulé par le règlement d'un conflit de travail à Toronto.

En volume, les ventes au détail ont monté de 0,4 % en juin, couronnant un deuxième trimestre sans éclat où elles ont marqué une maigre avance de 0,3 %. Ce modeste gain trimestriel se répartissait également entre les trois catégories de durabilité. Le ralentissement des ventes tient en partie à une diminution de 15 % des emplettes des Américains en sol canadien, ceux-ci voyageant moins du fait de la montée en flèche du prix de l'essence.

Conditions économiques actuelles

A rebound in auto demand helped to spur sales in June. Truck sales received a boost from more discounts, which have seen truck prices fall 5.0% so far this year, coincident with the run-up in gasoline prices.

Elsewhere, the slowing house market was reflected in softer demand for furniture and appliances for the second month in a row. Cool weather dampened clothing throughout the second quarter, leading to widespread price cuts. Sharp price increases for food and energy checked consumption of non-durable goods for the second straight month.

The housing market picked up in July. Housing starts soared 23% to an annual rate of 165,000 units, swollen by the resumption of work on major sites in Toronto after labour disputes were settled in mid-June. Ground-breaking on single-family dwellings bounced back by 5%, but remained below pre-strike levels. The recent slowdown in construction and a pick-up in sales put a further squeeze on the number of vacant units, which fell to the lowest level in a year. Existing home sales fared less well, although the high ratio of sales to listings and rising prices testify to a continued healthy level of demand.

Merchandise trade

Our merchandise trade surplus hit a record of \$5.0 billion in June, virtually all of it from trade with the

US. The overall second quarter current account surplus fell slightly, however, partly due to the steep drop in money spent here by visitors.

Merchandise exports rose 2.3% in June, marking the first back-to-back monthly gains so far this year. Demand from the US continued to lead the way. Energy products jumped 18%, as rising demand for oil was reinforced by sharp price increases in the US for natural gas and electricity.

It was another good month for machinery and equipment, where exports are running 31% ahead of last year. Growth was fuelled by explosive demand for optical network equipment and wireless communications. Auto exports bounced back slightly, but not enough to prevent a drop in the second quarter.

En juin, une demande d'automobiles en redressement a poussé les ventes en hausse. Les ventes de camions ont été amplifiées par des remises plus généreuses des concessionnaires. Depuis le début de l'année, le prix des camions a baissé de 5,0 %, mouvement qui a coïncidé avec la flambée du prix de l'essence.

Par ailleurs, le ralentissement du marché de l'habitation s'est traduit par un affaiblissement de la demande de meubles et d'appareils électroménagers un deuxième mois de suite. Le temps frais a nui aux ventes de vêtements tout au long du deuxième trimestre, ce qui a provoqué des baisses de prix un peu partout. La forte majoration des prix des aliments et de l'énergie a gêné la consommation de biens non durables un deuxième mois d'affilée.

Le marché de l'habitation s'est redressé en juillet. Les mises en chantier ont fait un bond de 23 % pour atteindre un niveau annuel de 165 000 logements, mouvement amplifié par une reprise dans les grands chantiers à Toronto après le règlement des conflits de travail à la mi-juin. Les mises en chantier de logements unifamiliaux ont remonté de 5 %, mais sans revenir aux niveaux antérieurs aux grèves. Le ralentissement récent de la construction et la reprise des ventes ont encore rétréci le parc de logements inoccupés, qui est tombé à son plus bas niveau en un an. Les ventes de maisons existantes s'en sont bien moins tirées, bien que le rapport élevé ventes-inscriptions et la montée des prix témoignent de la constante fermeté de la demande.

Commerce de marchandises

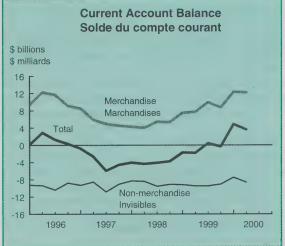
En juin, l'excédent du commerce de marchandises a pris une valeur record de 5,0 milliards, ce que l'on doit presque

totalement à notre commerce avec les États-Unis. Pour l'ensemble du deuxième trimestre, l'excédent du compte courant a légèrement baissé cependant, en partie à cause de la forte diminution des dépenses au pays par les visiteurs étrangers.

En juin, les exportations de marchandises ont progressé de 2,3 % pour ainsi présenter leurs premiers gains mensuels consécutifs depuis le début de l'année. La demande américaine a encore dominé au tableau de la croissance. Les produits énergétiques ont fait un bond de 18 % avec une demande croissante de

pétrole qui a été renforcée par des prix fortement en hausse aux États-Unis dans le cas du gaz naturel et de l'électricité.

Les machines et le matériel ont connu un autre solide mois où les exportations ont dépassé de 31 % leur niveau de l'an dernier. La progression a été nourrie par une demande en effervescence de matériel de réseaux à fibre optique et de communications sans fil. Les exportations d'automobiles se sont légèrement redressées, mais pas assez pour laisser autre chose qu'un solde négatif pour le deuxième trimestre.



Non-energy resources products sagged in the month, after strengthening most of the year. Falling US demand for lumber continued to dampen earnings for forestry products. Metals were pulled down by lower prices, while sharply lower fish exports took a bite out of food exports.

Imports dipped 0.4%, although all of the drop reflected sharply lower prices, especially for manufactured goods. The volume of demand for machinery and equipment remained healthy, especially for computers and communications equipment. Autos completed a lacklustre quarter, while slow retail sales also checked demand for other consumer goods. Energy products were inflated by our rising bill for oil imports.

Prices

A respite from rising energy costs helped to dampen prices in July, although the relief proved temporary as oil prices subsequently hit new highs. The recent levelling-off of non-energy commodity prices helped to slow the cost of goods for industry and consumers.

The seasonally unadjusted consumer price index rose by 0.4% between June and July, pushing the annual rate to 3.0%, equalling its high for the year. Energy prices had only a small influence on the monthly CPI, as a sharp increase in the cost of natural gas was partly offset by the first dip in gasoline prices since April.

Services took the lead from energy in pushing up the CPI. The 0.6% rise was led by seasonal hikes for travel. As well, telephone costs continued to pull out of last year's tailspin, while increased energy costs made public and inter-city transport more expensive.

The cost of most goods was little changed in the month. The major exception was an increase in the cost of meat. This was offset by declines of over 2% for both autos and computers, the former reflecting temporary discounts to revive demand and the latter continual decreases in supply costs.

Manufacturing prices rose 0.2% in July, matching June's revised increase that was initially reported as no change. For only the second time this year, gasoline prices did not lead the hike. Instead, exports such as pulp and paper, metals and autos led the way, reflecting both higher commodities prices and a lower exchange rate.

Les produits primaires hors énergie se sont affaissés dans le mois après avoir pris de la vigueur pendant le plus clair de l'année. Une demande américaine en contraction pour le bois d'œuvre a encore nui aux revenus tirés de l'exportation de produits forestiers. Quant aux métaux, ils ont été entraînés à la baisse par une diminution des prix, alors que des exportations de poisson nettement décroissantes assombrissaient le tableau des exportations d'aliments.

Les importations ont fléchi de 0,4 %, mais toute cette baisse tenait à une forte descente des prix, surtout dans le cas des produits manufacturés. En volume, la demande de machines et de matériel est demeurée vigoureuse en particulier pour les ordinateurs et le matériel de communication. L'industrie de l'automobile a mis fin à un trimestre sans gloire et des ventes paresseuses au détail ont nui à la demande pour les autres biens de consommation sur le marché extérieur. Enfin, les importations de produits énergétiques ont été gonflées par la montée des cours pétroliers.

Prix

En juillet, une pause dans le renchérissement de l'énergie a contribué à amortir les prix. L'accalmie s'est toutefois révélée bien temporaire, car les cours pétroliers ont atteint de nouveaux sommets par la suite. Le récent plafonnement des prix des produits de base hors énergie a eu pour effet de rendre les biens moins chers pour l'industrie et les consommateurs.

De juin à juillet, l'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a monté de 0,4 %. Le taux annuel d'inflation est ainsi passé à 3,0 %, égalant son maximum de l'année. Les cours énergétiques ont peu influé sur l'IPC mensuel, puisqu'un prix du gaz naturel en forte hausse a eu pour contrepoids partiel un prix de l'essence en baisse pour la première fois depuis avril.

Dans la montée de l'IPC, les services ont pris le relais de l'énergie. La progression de 0,6 % de cet indice a été dominée par des majorations saisonnières dans le cas des voyages. Ajoutons que les tarifs téléphoniques ont continué à s'extirper de leur marasme de l'an dernier, tandis que le renchérissement de l'énergie poussait en hausse les prix des transports en commun et des transports interurbains.

Les prix de la plupart des biens n'ont guère bougé dans le mois avec pour exception de taille le prix de la viande en hausse. Il y a eu en revanche des baisses de plus de 2 % des prix tant des automobiles (à cause de remises temporaires destinées à revitaliser la demande) que des ordinateurs (à cause d'une constante diminution des coûts d'approvisionnement).

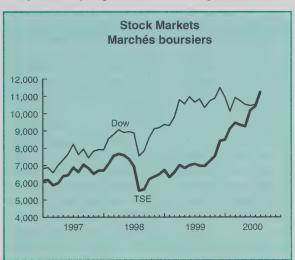
En juillet, les prix à la fabrication ont monté de 0,2 %, autant qu'en juin (après une révision à la hausse de ce qui avait d'abord été présenté comme une absence de variation). Pour la deuxième fois seulement cette année, le prix de l'essence n'a pas dominé dans cette montée, cet honneur revenant plutôt notamment aux exportations de pâtes et papiers, de métaux et d'automobiles du fait tant d'un renchérissement des produits de base que d'un repli du taux de change.

Raw material prices slipped 2.4%, leaving prices little changed since March. Crude oil prices led the drop, encouraged by hopes of increased production by OPEC. However, prices rose \$5 to near a 10-year high of \$33 (US) a barrel late in August as inventories remained low just as the seasonal increase in demand began. Non-energy prices were little changed after across-the-board cuts in June. A sharp drop in wood prices reflected falling demand from the US housing market. This was offset by higher prices for metals.

Financial markets

The stock market jumped 8% in August, its third straight monthly increase after a slump in the spring.

Moreover, for the first time this year all four major sectors participated in the gain. Industrial stocks led the way, featuring technical hardware and software. Resources bounced back from consecutive losses, led by energy companies after they spearheaded the growth of corporate profits in the second quarter. Consumer and interest sensitive stocks also snapped out of their summer doldrums.



Interest rates were essentially unchanged across the maturity spectrum in August, as was the exchange rate. With rates stable, demand for money and credit continued to pick up over the summer. Household credit grew another 0.7% in June, as consumer credit continued to grow by 1%, twice the pace of mortgage demand. All the measures of money supply continued to grow, led by the narrow definition (M1) for the second month in a row. Business fund-raising in July was the exception, posting its weakest result so far this year as new issues slowed in both the stock and bond market.

Regional economies

The mid-year revision to business investment intentions catapulted Alberta to the fastest growth in the country, with firms planning to spend 8.7% more on plant and equipment. Growth continued to be fuelled by the oilpatch, where expected outlays soared 35% above last year's depressed level. Strength in the

Les cours des matières premières ont fléchi de 2,4 %. Ainsi, les prix n'ont guère évolué depuis mars. Le cours du brut a mené le mouvement, entraîné à la baisse par l'espoir que l'OPEP relève la production des pays membres. Toutefois, les cours pétroliers se sont élevés de 5 \$ pour atteindre presque un sommet en 10 ans vers la fin d'août avec une valeur de 33 dollars américains le baril. Les stocks sont en effet demeurés faibles juste au moment où s'amorçait la montée saisonnière de la demande. Quant aux prix des produits non énergétiques, ils n'ont guère bougé après avoir généralement diminué en juin. Si le prix du bois s'est fortement contracté, c'est à cause d'une demande en décroissance sur le marché de l'habitation aux États-Unis. Ce mouvement a été compensé par un renchérissement des métaux.

Marchés financiers

Les bourses ont fait un bond de 8 % en août avec un troisième gain mensuel consécutif qui succédait à une

dégringolade au printemps. Précisons que, pour la première fois cette année, les quatre grandes catégories ont toutes participé à cette progression. Les industrielles ont été le chef de file avec le matériel technique et les logiciels en vedette. Les actions liées aux ressources naturelles se sont rétablies de reculs subis coup sur coup. Les actions du secteur de l'énergie ont dominé après avoir formé le peloton de tête au deuxième trimestre pour la croissance des bénéfices des sociétés. Les actions liées à la consommation et les actions sensibles aux taux d'intérêt ont aussi secoué leur inertie de l'été.

Les taux d'intérêt n'ont essentiellement pas varié en août à toute l'échelle des échéances, tout comme le taux de change. Les taux étant stables, la demande d'argent et de crédit a continué à se redresser pendant l'été. Le crédit des ménages a encore gagné 0,7 % en juin, car le crédit à la consommation a à nouveau progressé de 1 %, doublant ainsi le taux d'accroissement de la demande hypothécaire. Toutes les mesures de la masse monétaire étaient en hausse et surtout le M1 (masse monétaire au sens strict) pour un deuxième mois de suite. Les mobilisations de fonds par les entreprises ont fait exception en juillet, présentant leur pire résultat depuis le début de l'année avec un ralentissement des nouvelles émissions tant d'actions que d'obligations.

Économies régionales

Avec la révision au milieu de l'année des projets d'investissement des entreprises, l'Alberta a été catapultée en tête pour la croissance de cet indicateur au pays, les entreprises prévoyant y dépenser 8,7 % de plus en installations et en outillage. Le grand artisan de cette croissance est demeuré le secteur pétrolier, dont les prévisions

energy sector spilled over into the other prairie provinces, although these gains were offset by cutbacks elsewhere.

While Alberta consolidated its lead in growth, firms in Ontario and Quebec posted the largest turnaround in investment plans. Businesses now plan to spend 6.8% more in Ontario and 4.2% in Quebec, after they had forecast little change at the start of the year. The upturn in Ontario was widespread, with notable gains in technology-related sectors such as telecommunications and business services. Quebec received a boost from services, which will be reinforced by a swing in the public sector from cutbacks to increased outlays.

There was little change in investment plans for our coastal regions. The energy sector, including pipelines, remained a source of strength in British Columbia. Conversely, capital spending plans continued to be scaled back in the Atlantic region, largely due to the completion of energy mega-projects in Nova Scotia and Newfoundland.

International economies

Higher interest rates did little to curb growth in most of the G7 economies early in the summer. Strong consumer spending (with the exception of Japan) kept industrial production humming and recovering emerging nations aided exports. Inflation moderated, however, as worldwide energy prices abated.

The **United States** economy continued to expand, buoyed by robust consumer spending and strength in exports. Industrial production was upbeat, although durable goods orders plunged in the month as defence and transportation equipment orders tumbled. Inflation edged up only slightly, while the unemployment rate rose to 4.1% in August.

Consumer spending outstripped income gains in July, resulting in the lowest savings rate on record (-0.2%). Personal incomes rose 0.3%, while spending jumped 0.6%, its largest monthly rise since a surge in February. Inflation was moderate, rising 0.2% after a 0.6% hike in June.

New home sales in July posted their biggest jump in over seven years, rebounding 15% after a sharp drop in June. Housing starts slowed to an annual rate of 1.5 million units, their lowest level since November 1997, while building permits were also down.

d'investissement ont monté en flèche de 35 %, quittant leur bas niveau de la dernière année. La fermeté de cet indicateur dans le secteur albertain de l'énergie a rejailli sur les autres provinces des Prairies, mais ces gains ont été contrebalancés par des pertes ailleurs.

Si l'Alberta a consolidé son avance, les entreprises ontariennes et québécoises se sont distinguées, elles, par le plus grand revirement observé dans les projets d'investissement. Les entrepreneurs prévoient maintenant dépenser 6,8 % de plus en Ontario et 4,2 % au Québec après n'avoir pour ainsi dire rien changé à leurs intentions en début d'année. En Ontario, la remontée a été étalée avec des gains notables dans des secteurs de technologie comme ceux des télécommunications et des services aux entreprises. Au Québec, le stimulant est venu des industries de services, et le mouvement sera renforcé par une volte-face du secteur public qui passe de baisses à des hausses dans ses prévisions d'investissement.

Dans les régions côtières, les projets d'investissement n'ont guère varié. En Colombie-Britannique, le secteur de l'énergie (pipelines compris) est resté une source de vigueur. En revanche, les projets d'investissement étaient toujours en décroissance dans la région de l'Atlantique, en grande partie à cause de l'achèvement de mégaprojets énergétiques en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve.

Économies internationales

Dans la plupart des économies du Groupe des Sept, la majoration des taux d'intérêt n'a guère entravé la croissance au début de l'été. Grâce à de solides dépenses de consommation (sauf au Japon), la production industrielle y a battu son plein et la reprise qui s'opère dans les économies en émergence a favorisé les exportations. L'inflation s'est par ailleurs modérée du fait du relâchement des cours énergétiques dans le monde entier.

Aux **États-Unis**, l'économie était toujours en expansion, soutenue par la fermeté des dépenses de consommation et des exportations. La production industrielle y a été vigoureuse, bien que les commandes de biens durables aient dégringolé dans le mois dans les secteurs de la défense et du matériel de transport. L'inflation a redressé un peu la tête et le taux de chômage a crû à 4,1 % en août.

En juillet, les dépenses de consommation ont devancé les revenus dans leur montée avec pour résultat le plus faible taux d'épargne jamais relevé (- 0,2 %). Le revenu personnel a progressé de 0,3 %, alors que les dépenses faisaient un bond de 0,6 % pour offrir leur gain mensuel le plus important depuis leur flambée de février. L'inflation a été modérée avec une augmentation de 0,2 % en juillet qui faisait suite à une hausse de 0,6 % en juin.

En juillet, les ventes d'habitations neuves ont bondi comme elles ne l'avaient pas encore fait en plus de sept ans, gagnant 15 % après avoir fortement reculé en juin. Les mises en chantier sont tombées à un niveau annuel de 1,5 million de logements, leur plus bas depuis novembre 1997. Les permis de construire ont aussi évolué en baisse.

Conditions économiques actuelles

Industrial production gained 0.4% in July, doubling its June rise despite reduced output of new vehicles. Automakers began to retool for the next model year; as a result, new car assemblies dropped over 7% in the month. However, production of computers, semiconductor chips and other high-tech devices continued to climb. Capacity utilization rose to 82.3%, up from 82.2% in June. Rising oil prices drove the trade deficit higher in June, even as exports rose almost 5% from the month before, boosted by shipments of computer-related capital goods.

The **euro-zone** remained upbeat, boosted by strengthening exports and consumer demand. The external trade surplus widened in May, with exports and imports strong across almost all main product groups. Real retail sales gained almost 4%, led by food and household goods for the second straight month. Annual inflation remained stable at 2.4% between June and July, although up from 1.1% a year earlier. The job market was robust with the unemployment rate continuing on its downward trend in June, falling to 9.1%.

The **French** economy continued to power forward, becoming the engine of growth in the euro-zone. Employment gains led to increased consumer demand and boosted consumer confidence to a new record in July. Incomes rose 0.8% in the second quarter, while the jobless rate fell to 9.6%, down from its 12.6% peak in mid-1997. Output remained strong, with factories running at 87.5% of capacity, the highest level since 1990. Annual inflation edged up to 2% in July, still one of the lowest rates in the euro-zone.

Output accelerated in the **German** economy in the second quarter as real GDP rose 1.1%, after a 0.8% advance in the first three months of the year. Consumer spending gained 1.3%, while exports surged 3.1%, aided by the euro's decline. On a year-over-year basis, the economy expanded 3.6%, its fastest pace since Germany reunified in 1991.

Consumers were happy to spend on services and travel, but continued to shun retail goods in June, as sales fell for the third time in four months. Retail sales fell 1.3% from May despite widespread price discounting. Industrial production dropped 3.5% in June, its largest decline in over five years. The contraction followed three consecutive months of strong gains, but was primarily due to utilities. The unemployment rate fell to 9.5% in July, its lowest level in almost five years and inflation climbed upwards,

En juillet, la production industrielle a progressé de 0,4 % pour ainsi doubler son augmentation de juin, et ce, malgré une production moindre de véhicules neufs. Les constructeurs automobiles ont commencé à se réoutiller pour la prochaine campagne. C'est ainsi que les chaînes de montage de voitures neuves ont réduit leur production de plus de 7 % dans le mois. En revanche, la production d'ordinateurs, de semi-conducteurs (puces) et d'autres produits de haute technologie a continué à grimper. L'utilisation des capacités est passée de 82,2 % en juin à 82,3 % en juillet. Le renchérissement des hydrocarbures a encore alourdi le déficit commercial en juin, bien que les exportations aient gagné presque 5 % sur leur valeur du mois précédent, aiguillonnées par les livraisons de biens d'équipement liés à l'informatique.

Dans la **zone de l'euro**, les économies ont encore battu leur plein grâce au renforcement des exportations et de la demande de consommation. L'excédent du commerce extérieur s'est accru en mai avec des exportations et des importations vigoureuses dans presque toutes les grandes catégories de marchandises. En valeur réelle, les ventes au détail ont progressé de presque 4 %. Les aliments et les biens ménagers ont dominé au tableau de la croissance un deuxième mois de suite. Le taux annuel d'inflation est resté fixé à 2,4 % de juin à juillet. Il est cependant en hausse de 1,1 % sur sa valeur d'il y a un an. Le marché du travail a été vigoureux et le taux de chômage a encore évolué en baisse en juin, tombant à 9,1 %.

En **France**, l'économie s'est encore propulsée en avant, devenant le moteur de la croissance de la zone de l'euro. L'augmentation de l'emploi a fait monter la demande de consommation et porté la confiance des consommateurs à de nouveaux sommets en juillet. Au deuxième trimestre, le revenu s'est élevé de 0,8 % et le taux de chômage a régressé à 9,6 %, alors qu'il culminait à 12,6 % au milieu de 1997. La production est demeurée ferme. Les établissements de fabrication utilisaient 87,5 % de leur capacité, soit le plus haut niveau atteint par cet indicateur depuis 1990. En juillet, le taux annuel d'inflation a un peu monté à 2 %, mais il est toujours un des plus faibles de la zone de l'euro.

En Allemagne, la production s'est accélérée au deuxième trimestre et le PIB réel s'est accru de 1,1 % après avoir progressé de 0,8 % les trois premiers mois de l'année. Les dépenses de consommation ont augmenté de 1,3 % et les exportations ont fait un bond de 3,1 %, aidées en cela par une dévalorisation de l'euro. D'une année à l'autre, l'économie allemande a crû de 3,6 %, prenant son rythme le plus rapide depuis la réunification en 1991.

Les consommateurs se sont empressés de dépenser en services et en voyages, mais ont continué à bouder les détaillants en juin. Les ventes au détail se sont en effet contractées pour la troisième fois en quatre mois. Elles ont perdu 1,3 % depuis mai malgré des remises de prix répandues. La production industrielle a fléchi de 3,5 % en juin, accusant sa plus forte baisse en plus de cinq ans. Ce recul suivait trois forts gains mensuels consécutifs. L'affaiblissement est principalement imputable aux services publics. En juillet, le taux de chômage est tombé à 9,5 %, soit

boosted by higher energy costs. Wholesale inflation hit an 11-year high of 5.8% in June.

Britain remained upbeat in June as exports hit record highs despite the continued strength of the pound. Industrial production gained 2% year-over-year, although manufacturing was up only slightly in the month. Consumer spending was hampered by bad weather in July, which also appeared to dampen housing demand. Annual average earnings growth slipped to 4.1% in June, its lowest rate in three years and the fourth straight contraction, even as the unemployment rate dropped to 3.7%, its lowest level in a quarter of a century. The earnings contraction was mainly attributed to a drop in millennium-related bonuses that had boosted earnings in 1999.

A pick-up in industrial production helped buoy the **Japanese** economy, even though consumer demand remained dormant. The service sector led the rise in output aided by growth in business investment. The unemployment rate was stable at 4.7%, down from its peak of 4.9% earlier in the year. With some signs of recovery apparent, the central bank raised its short-term interest rates for the first time in a decade in August.

à son plus bas niveau en presque cinq ans. Le taux d'inflation a monté en raison du renchérissement de l'énergie. Dans le commerce de gros, l'inflation a atteint en juin un sommet de 5.8 % en 11 ans.

En Grande-Bretagne, l'économie est restée vigoureuse en juin. Les exportations ont battu des records ce mois-là malgré les cours toujours élevés de la livre. La production industrielle a progressé de 2 % d'une année à l'autre, mais la fabrication a marqué seulement une faible avance sur ce plan dans le mois. En juillet, les dépenses de consommation ont été gênées par les intempéries, qui ont peut-être aussi eu un effet d'amortissement sur le marché de l'habitation. En moyenne annuelle, le taux de croissance du revenu du travail a fléchi à 4.1 % en juin. Avec cette quatrième contraction consécutive, il a pris sa valeur la plus faible en trois ans, bien que le taux de chômage soit tombé, lui, à son plus bas niveau en un quart de siècle (3,7 %). Le fléchissement du revenu du travail s'explique principalement par une diminution des gratifications liées au passage au nouveau millénaire. lesquelles avaient stimulé cet indicateur en 1999.

Au **Japon**, l'économie a notamment été soutenue par une reprise de la production industrielle malgré l'inertie de la demande de consommation. Les industries de services ont mené dans cette montée de la production, favorisées par la croissance des investissements des entreprises. Le taux de chômage a été stable à 4,7 %, à court du sommet de 4,9 % atteint plus tôt dans l'année. Devant certains signes de reprise, la banque centrale a haussé en août ses taux d'intérêt à court terme pour la première fois en une décennie.

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN AUGUST

World

The Bank of Japan raised interest rates on August 11 for the first time in a decade. The short-term overnight discount rate was raised to 0.25% from the zero-interest rate policy adopted last October.

The European Central Bank raised its key interest rate on August 31 by a quarter percentage point to 4.5%.

Firestone recalled 7.5 million tires fitted on mostly sport utility vehicles and light trucks in Canada and the US. Ford announced that it would idle production at three truck plants in the US for two weeks to remove tires from new vehicles to use as replacements in the recall effort.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES D'AOÛT

Le monde

La Banque du Japon a haussé le 11 août ses taux d'intérêt pour la première fois en une décennie. Elle a porté à 0,25 % son taux d'escompte à court terme sur les fonds d'un jour, s'écartant ainsi de la « politique zéro » adoptée en octobre dernier en matière de taux d'intérêt.

Pour sa part, la Banque centrale européenne a relevé le 31 août son taux d'intérêt directeur d'un quart de point à 4,5 %.

Firestone a fait un rappel de 7,5 millions de pneus montés pour la plupart sur des utilitaires sportifs et des camions légers au Canada et aux États-Unis. Ford a annoncé qu'elle cesserait de produire pendant deux semaines dans trois de ses usines américaines de camions afin de retirer les pneus de véhicules neufs et d'ainsi remplacer les pneus en rappel.



ociety is changing rapidly. It's a constant challenge for you to stay informed about the important social issues and trends affecting us all. **Canadian Social Trends** helps you meet that challenge successfully by bringing you dynamic and invaluable social analysis in a clear, concise and highly readable format.

Each issue of this popular Statistics Canada quarterly brings key elements of Canadian life into the spotlight—labour markets, immigration, evolving family structure, standard of living. The easy-to-read articles draw from a wide range of demographic, social and economic data sources. Tables and charts highlight key points. A Social Indicators table tracks change.

Social science professionals, researchers, business and policy analysts, educators, students and the general public rely on *Canadian Social Trends*. Subscribing today will help you keep abreast of change, evaluate social conditions, plan programs or services, and much more!

Visit the "In-Depth" section of our Web site at www.statcan.ca to view some recent articles.

Subscribe today! You won't want to miss a single issue!

Only \$36 annually! In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$24. For shipments to other countries, please add \$40. To order Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XPE), write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, KIA 076, Canada, or contact the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. If more convenient, fax your order to 1 877 287-4369, call 1 800 267-6677 or send an e-mail to order@statcan.ca. Subscribe our Web site to the downloadable version of Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XIE) for only \$27 (plus taxes, where applicable). URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepuh.cgi

constamment chercher à demeurer au fait des questions et des tendances sociales importantes qui touchent chacun de nous. **Tendances sociales canadiennes** vous aide à relever ce défi avec succès en vous présentant une analyse sociale à la fois dynamique et d'une valeur inestimable dans un texte clair, concis et fort compréhensible.

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que : marchés du travail, immigration, structure familiale en évolution, niveau de vie. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données démographiques, sociales et économiques. Des tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services, et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à www.statcan.ca pour consulter certains des articles publiés récemment.

Abonnez-vous aujourd'hui! Yous ne saurez vous passer d'un soul numére!

Seulement 36 \$ par année! Au Canada, veuillez ajouter soit la TVP en vigueur, soit la TVH Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 \$. Pour commander **Tendances sociales canadiennes (n° 11-008-XFF au cat.), écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 076, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication). Vous pouvez passer votre commande par télécopieur au 1877 287-4569, par téléphone au 1800 267-6677 ou par courriel à : order@statcan.ca. Abonnez-vous sur notre site Web à la version téléchargeable (n° 11-008-XIF au cat.) pour seulement 27 \$ (taxes en sus, s'il y a lieu). URL : www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub_f.cgi

Étude spéciale

UNEMPLOYMENT KALEIDOSCOPE

by D. Sussman*

In recent years labour market conditions have improved considerably, resulting in a falling unemployment rate. Around the peak of the recession of the early 1990s, 1.7 million people were unemployed in Canada (12.1% of the labour force). However, by December 1999 the unemployment rate had dropped to 6.8%, its lowest level since April 1976.

These figures represent the official unemployment rates published each month by Statistics Canada. They are based on the number of persons who were without work, were available for work and were actively looking for a job at any point during the reference week, or the previous three weeks, of a given month.

Although levels and trends in unemployment have traditionally been published and analyzed in this manner, no single measure can fully capture the complexity of the labour market or satisfy the numerous needs of policy makers and labour market analysts. For this reason, Statistics Canada publishes from time to time a set of supplementary measures of unemployment to illustrate additional dimensions of labour market behaviour.¹

What the official monthly releases and the (less familiar) supplementary measures have in common is the use of the individual as the basis of measurement and of one week per month as the reference period. However, unemployment can also be measured in other ways. For instance, because the consequences of unemployment can be felt by all family members, a look at the proportion of families with at least one unemployed member, or at the total number of people affected directly or indirectly by unemployment, may provide a more comprehensive picture of its effect.

The choice of reference period, that is, the period over which labour force status is measured, is another important dimension of unemployment. The standard approach is to use a one-week reference period, which is designed to provide a "snapshot" of the labour market at one point in time. Unemployment estimates are collected for one week each month (usually the week including the 15th day of the month), with each month's snapshot being independent of the others. The average of the 12 views provides an annual estimate.

* Labour and Household Surveys Analysis (613) 951-6563. Reprinted from perspectives on Labour and Income, Vol. 12, No. 3, Statistics Canada Catalogue no. 75-001-XPE.

CHÔMAGE KALÉIDOSCOPE

par D. Sussman*

Au cours des dernières années, la conjoncture du marché du travail s'est considérablement améliorée, ce qui s'est traduit par une baisse du taux de chômage. Au plus fort de la récession du début des années90, on dénombrait 1,7 million de chômeurs au Canada (12,1% de la population active). Cependant, en décembre1999, le taux de chômage avait atteint son plus bas niveau depuis avril1976, soit 6,8%.

Ces chiffres correspondent au taux de chômage officiel que Statistique Canada diffuse chaque mois. Ce taux représente le nombre de personnes qui étaient sans travail, qui étaient disponibles pour travailler et qui avaient activement cherché un emploi à un moment quelconque durant la semaine de référence, ou les trois semaines précédentes, d'un mois donné.

Bien que, traditionnellement, les niveaux de chômage et les tendances connexes aient été diffusés et analysés sous cette forme, aucune mesure ne peut à elle seule refléter le marché du travail dans toute sa complexité ou répondre à la multitude de besoins des décideurs et des analystes en la matière. C'est pourquoi Statistique Canada diffuse à l'occasion un ensemble de mesures supplémentaires du chômage qui font ressortir d'autres dimensions du marché du travail.

Le taux officiel diffusé mensuellement et les mesures supplémentaires (qui sont moins connues) ont des points en commun: ils sont fondés sur le particulier et utilisent une semaine par mois à titre de période de référence. Toutefois, on peut également employer d'autres méthodes pour mesurer le chômage. Par exemple, comme le chômage peut avoir des répercussions sur tous les membres de la famille, la proportion de familles dont au moins un membre est sans travail ou encore le nombre total de personnes directement ou indirectement touchées par le chômage peuvent brosser un tableau plus complet de ses conséquences.

Le choix de la période de référence, c'est-à-dire la période au cours de laquelle la situation vis-à-vis de l'activité est mesurée, s'avère une autre dimension importante du chômage. On utilise habituellement une période de référence d'une semaine afin de produire un «instantané» ou une représentation du marché du travail à un moment donné. Les estimations du chômage qui sont recueillies visent une semaine par mois (généralement celle qui coïncide avec le 15° jour du mois), les instantanés mensuels étant indépendants les uns des autres. On fait la moyenne des 12 représentations afin de produire l'estimation annuelle.

* Analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail (613) 951-6563. Tiré de L'emploi et le revenu en perspective, vol. 12, n° 3, Statistique Canada, n° 75-001-XPF au catalogue.

Because only some of the people who are unemployed during a particular reference week will remain unemployed in the following month or months, it is not possible using this method to determine the total number who experienced unemployment at some point in the year. In contrast, a one-year reference period would capture this number. For example, if 1,000 people are unemployed during the reference week of each month of a given year, and none of them is unemployed for more than one month, so that each month a different 1,000 people are unemployed, a total of 12,000 people will have experienced unemployment at some point during the year. This number is far greater than the annual average yielded by 12 monthly snapshots (1,000).

This article examines and compares both individual and family unemployment rates generated by both the one-week and one-year reference periods over the last 20 years. It uses the monthly Labour Force Survey (LFS) for the former series and the Survey of Consumer Finances (SCF) for the latter (see Data sources).² In so doing, it shows how these measures produce different results and provide alternative ways of looking at unemployment. The effect of fluctuations in the business cycle is also addressed, as are the provincial rankings of unemployment rates using the different approaches. This article builds upon the analysis published in a previous issue of Perspectives (Noreau, 1996).

Family versus individual rates—monthly

Over the last 20 years, family unemployment rates have been consistently higher than individual unemployment

rates (Figure A). This is not surprising, since a family consists of two or more people related by blood, marriage (including commonlaw) or adoption, and living in the same dwelling (see Definitions). This increases the family's exposure to the labour force and to the possibility of experiencing unemployment. It follows. then, that the greater the number of family members in the labour force the greater the family's chance of being affected by unemployment.3 For example, in 1997 the official unemployment rate

for individuals was 9.1%. Among families the rate was more than one-and-a-half times as high, or 15.2%. In other words, while on average almost one in 11 people

Comme seulement une partie des personnes en chômage durant une semaine de référence particulière seront toujours sans travail le ou les mois suivants, cette méthode ne permet pas de déterminer le nombre total de gens qui se sont retrouvés dans cette situation à n'importe quel moment de l'année. En revanche, on pourrait produire cette estimation avec une période de référence d'un an. Par exemple, si 1 000 personnes sont sans emploi durant la semaine de référence de chaque mois d'une année donnée et qu'aucune d'entre elles n'est en chômage pendant plus d'un mois, le groupe de 1 000 chômeurs se renouvelle alors chaque mois; par conséquent, 12000 personnes au total auront connu une période de chômage à un moment quelconque au cours de l'année. Ce nombre excède largement la moyenne annuelle produite par les 12 instantanés mensuels (1 000).

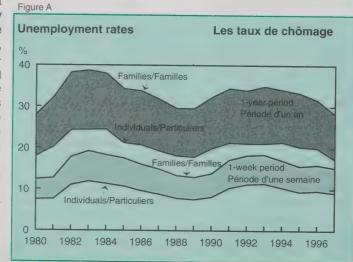
Le présent article permet d'examiner et de comparer les taux de chômage des particuliers et des familles établis à partir des périodes de référence d'une semaine et d'un an au cours des 20 dernières années. On utilise l'Enquête sur la population active (EPA) mensuelle pour la première série et l'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC) pour la seconde (voir Sources des données)². Ce faisant, on démontre comment ces mesures produisent des résultats différents et permettent d'envisager le chômage sous divers angles. On se penche également sur l'incidence des fluctuations du cycle économique ainsi que sur le classement des taux de chômage provinciaux établis à l'aide de ces approches distinctes. Cet article a été élaboré à partir d'une analyse publiée dans un numéro précédent de Perspective (Noreau, 1996).

Taux des familles par opposition à celui des particuliers—méthode mensuelle

Au cours des 20 dernières années, le taux de chômage des familles a constamment excédé celui des particuliers

(Figure A). Voilà qui n'est pas étonnant, étant donné que la famille est constituée de deux personnes ou plus qui sont apparentées par le sang, par alliance (comprenant l'union libre) ou par adoption et qui habitent le même logement (voir Définitions). Cette définition accroît la participation de la famille à la vie active de même que la probabilité d'être en chômage. Il s'ensuit que plus le nombre d'actifs est élevé au sein de la famille. plus celle-ci risque d'être touchée par le chômage³.

Par exemple, en 1997, le taux de chômage officiel des particuliers s'établissait à 9,1%. Celui des familles était plus d'une fois et demie supérieur à ce taux (15,2%). En d'autres termes,



in the labour force was unemployed in 1997, almost one in seven families with at least one member in the labour force was affected.

Family versus individual rates—annual

A one-year reference period also yields consistently higher family unemployment rates over the period, for similar reasons. Based on this reference period, the individual unemployment rate was 17.3% in 1997, compared with a family unemployment rate of 28.2%—again more than one-and-a-half times as high. This translates into almost one in 6 people in the labour force who were unemployed at one point during the year, and more than one in four families with at least one member in the labour force that were affected.

Reference period influences the rate

These different results reflect three effects. First, as the hypothetical example showed, when labour force experience is observed over an entire year, as opposed to 12 independently measured weekly reference periods, a larger number of persons are seen to experience unemployment.

Second, an annual average of 12 observations produces a smaller number of unemployed whenever the duration of unemployment is less than one year. For example, if the same 1,000 people are unemployed during the reference week of every month of a given year, a one-week reference period would count each person 12 times. The annual average would yield 1,000 unemployed persons (1,000 * 12/12 = 1,000). An annual reference period would capture each person only once, but would estimate 1,000 people as having experienced unemployment at some point during the year. In this case, the two methods would yield the same results. However, under the monthly method, an unemployment spell lasting less than one year would lower the contribution of each unemployed person. Indeed, the shorter the spell the greater the gap between the two methods. If 1,000 people are unemployed during a reference week, and if each person is unemployed for only 6 months and a different group of 1,000 people is unemployed for the remaining 6 months, each person would be counted six times. Thus, an annual average would limit the annual contribution of each person to one-half (6 months out of 12). Therefore, although this means that 2,000 people experienced unemployment at some point during the year (based on a one-year reference period), an annual average of the 12 weekly snapshots would yield only half as many (1,000 *6/12 + 1,000 *6/12 = 500 + 500 = 1,000). To the extent that the duration of unemployment for most people (71% in 1997) is less than 6 months, this distinction becomes particularly relevant.

alors qu'en moyenne près de 1 actif sur 11 a chômé en 1997, près de 1 famille sur 7 comptant au moins un actif a été touchée par le chômage.

Taux des familles par opposition à celui des particuliers—méthode annuelle

Une période de référence d'un an donne également des taux de chômage constamment plus élevés pour les familles au cours de la période, et ce, pour des raisons similaires. Selon cette période de référence, le taux de chômage des particuliers était de 17,3% en 1997; celui des familles était encore plus d'une fois et demie supérieur à ce taux, s'établissant ainsi à 28,2%. Cela signifie que près d'une personne active sur six a connu une période de chômage durant l'année et que plus d'une famille sur quatre comptant au moins un actif a été touchée par le chômage.

La période de référence influe sur le taux

L'écart entre les résultats reflète trois incidences. Premièrement, comme on l'a vu dans l'exemple hypothétique, lorsque la situation vis-à-vis de l'activité est observée durant toute une année, par opposition à 12 semaines de référence mesurées séparément, le nombre de chômeurs est plus élevé.

Deuxièmement, la moyenne annuelle des 12 observations se traduit par un nombre de chômeurs plus faible lorsque la durée du chômage est de moins d'un an. Par exemple, si les mêmes 1 000 personnes sont en chômage durant la semaine de référence de chaque mois d'une année donnée, l'utilisation d'une période de référence d'une semaine fait en sorte que chaque personne serait comptée à 12 reprises. On obtiendrait alors une moyenne annuelle de 1 000 chômeurs (1 000 * 12/12 = 1 000). Avec une période de référence annuelle, chaque personne ne serait dénombrée qu'une fois, mais le nombre de personnes ayant chômé à un certain moment de l'année serait estimé à 1 000. Dans cet exemple, les deux méthodes produiraient les mêmes résultats. Toutefois, si on utilise la méthode mensuelle, une période de chômage de moins d'un an réduirait la contribution de chaque chômeur. En effet, plus la période de chômage est courte, plus l'écart entre les deux méthodes est grand. Si 1 000 personnes sont sans emploi durant une semaine de référence et si chaque personne ne chôme que pendant 6 mois et qu'un autre groupe de 1 000 personnes est en chômage durant les autres 6 mois, chaque personne serait dénombrée à six reprises. Ainsi, la moyenne annuelle limiterait la contribution annuelle de chaque personne à la moitié de l'année (6 mois sur 12). Par conséquent, bien que cela signifie que 2000 personnes se sont retrouvées en chômage à un moment donné durant l'année (selon la période de référence d'un an), la moyenne annuelle des 12 instantanés hebdomadaires ne représenterait que la moitié de ce nombre $(1\ 000\ *6/12 + 1\ 000\ *6/12 = 500 + 500 = 1\ 000)$. Dans la mesure où la plupart des gens (71% en 1997) sont en chômage pendant moins de 6 mois, cette distinction s'avère particulièrement pertinente.

Finally, someone without work and looking for work only one week in the year, but employed for the remaining 51 weeks, would be counted under the one-year reference period as having experienced some unemployment. The monthly method, on the other hand, would count that person among the employed for that month if the week of unemployment did not fall in the reference period. This could affect the annual average of monthly estimates. Indeed, there are 40 such weeks (52 weeks of the year less the 12 reference weeks) in which such people could be unemployed yet not counted as such. They would be considered unemployed only with the one-year reference period.

In sum, the combined outcome of these three effects is to produce higher estimates of unemployment with a one-year reference period than with the traditional one-week reference period.

In general, annual rates tend to be almost double the monthly rates, whether individualor family-based (Figure A). As noted earlier, the individual unemployment rate based on a one-year reference period was 17.3% in 1997. The rate based on one week was 9.1%. Similarly, the family rate established by a one-year reference period was 28.2%, again almost double the rate obtained using a one-week reference period (15.2%).

Unemployment affects more than just individuals

Since most Canadians belong to families, the number of unemployed people for any given period does not express the full socio-economic effect of unemployment. On average, 1.4 million individuals were unemployed in 1997 (based on a one-week reference period). Of this 1.4 million, 84% (or 1.2 million) belonged to families (Table 1). As total family income is heavily dependent on the labour force status of its members, a job loss or failure to find a job (especially by the primary wage-earner) could affect the financial well-being of all family members. Including the 1.1 million family members (including children) of those who were unemployed, some 2.5 million people on average were affected either directly or indirectly by unemployment in 1997, almost double the number actually unemployed.4

Enfin, si on utilise la période de référence d'un an, la personne qui a été sans travail et à la recherche d'un emploi pendant une semaine seulement dans l'année mais qui a été occupée pendant les 51 autres semaines serait considérée comme ayant été en chômage à un certain moment. D'autre part, suivant la méthode mensuelle, cette personne serait considérée comme occupée pendant ce mois si sa semaine de chômage ne coïncidait pas avec la période de référence. Cela pourrait se répercuter sur la movenne annuelle des estimations mensuelles. En effet, le nombre de semaines au cours desquelles des personnes pourraient être sans travail sans être considérées comme telles s'élève à 40 (les 52 semaines de l'année moins les 12 semaines de référence). Ces personnes seraient dénombrées parmi celles en chômage uniquement si la période de référence d'un an était employée.

En somme, le résultat combiné de ces trois incidences est le suivant: les estimations du chômage sont plus élevées avec une période de référence d'un an qu'avec la période de référence traditionnelle d'une semaine.

En général, qu'ils se rapportent aux particuliers ou aux familles, les taux annuels ont tendance à être presque deux fois plus élevés que les taux mensuels (Figure A). Tel que mentionné précédemment, le taux de chômage des particuliers reposant sur une période de référence d'un an s'établissait à 17,3% en 1997. Il était de 9,1% selon la période de référence d'une semaine. De même, le taux des familles calculé à l'aide de la période de référence d'un an s'élevait à 28,2%, ce qui, là encore, représentait près du double du taux reposant sur la période de référence d'une semaine (15,2%).

Le chômage ne touche pas que les chômeurs

Comme la plupart des Canadiens font partie d'une famille, le nombre de chômeurs observés au cours d'une période donnée ne reflète pas entièrement l'incidence socioéconomique du chômage. En moyenne, on dénombrait 1,4 million de chômeurs en 1997 (selon la période de référence d'une semaine). Quatre-vingt-quatre pour cent d'entre eux (ou 1,2 million de personnes) faisaient partie d'une famille (tableau 1). Comme le revenu total d'une famille est fortement tributaire de la situation de ses membres vis-à-vis de l'activité. une perte d'emploi ou l'incapacité de se trouver du travail (tout particulièrement si c'est le principal salarié qui est en cause) peut influer sur le bien-être financier de chacun d'entre eux. En tenant compte des membres de la famille (y compris les enfants) de chaque chômeur, qui représentaient 1,1 million de personnes, quelque 2,5 millions de gens en movenne étaient directement ou indirectement touchés par le chômage en 1997, ce qui représentait près du double du nombre réel de chômeurs4.

Étude spéciale

Number of persons affected by unemployment

Tableau 1 Nombre de personnes touchées par le chômage

	One-week*		One-year**
	Selon une semaine*	Se	lon une année**
1980		'000	
Unemployed individuals† – Particuliers en chômage† Persons affected by unemployment – Personnes touchées par le chômage Unattached individuals – Personnes seules In families – Dans les familles Unemployed persons – Personnes en chômage Other members – Autres membres	890 1,696 112 1,584 778 806	1.	2,345 4,903 392 4,511 1,953 2,558
1983			
Unemployed individuals† – Particuliers en chômage† Persons affected by unemployment – Personnes touchées par le chômage Unattached individuals – Personnes seules In families – Dans les familles Unemployed persons – Personnes en chômage Other members – Autres membres	1,496 2,680 206 2,474 1,290 1,185		3,356 6,861 512 6,350 2,845 3,505
1989			
Unemployed individuals† – Particuliers en chômage† Persons affected by unemployment – Personnes touchées par le chômage Unattached individuals – Personnes seules In families – Dans les familles Unemployed persons – Personnes en chômage Other members – Autres membres	1,060 1,931 163 1,768 897 871		2,769 5,375 459 4,915 2,310 2,605
1993			
Unemployed individuals† – Particuliers en chômage† Persons affected by unemployment – Personnes touchées par le chômage Unattached individuals – Personnes seules In families – Dans les familles Unemployed persons – Personnes en chômage Other members – Autres membres	1,647 2,845 274 2,571 1,373 1,198		3,375 6,660 583 6,077 2,792 3,285
1997			
Unemployed individuals† – Particuliers en chômage† Persons affected by unemployment – Personnes touchées par le chômage Unattached individuals – Personnes seules In families – Dans les familles Unemployed persons – Personnes en chômage Other members – Autres membres	1,379 2,461 221 2,241 1,158 1,083		2,884 5,654 515 5,139 2,369 2,770

Average of 12 reference weeks.

** Période de référence period.

† Unemployed persons living alone or in families.

† Personnes en chômage vivant seules ou dans une famille.

Sources: Labour Force Survey; Survey of Consumer Finances.

Sources: Enquête sur la population active; Enquête sur les finances des consommateurs.

Moyenne des 12 semaines de référence.

^{**} Annual reference period.

Étude spéciale

For the reasons described earlier, use of a one-year reference period yields an even greater number. According to this method, almost 3 million individuals experienced unemployment at some point in 1997 (more than twice the average obtained with the one-week reference period) and almost 3 million family members were in turn affected (almost three times the number produced by the one-week reference period). These relative findings held true for other years as well.

Furthermore, depending on the reference period, this translates into as little as 8.4% (using the one-week reference period) or as much as 19.2% (using the one-year reference period) of the Canadian population as a whole who directly or indirectly felt the effects of unemployment in 1997. This compares with only 4.7% based on the official number of unemployed individuals.

Unemployment sensitive to business cycle

Unemployment rates fluctuate in response to changes in the business cycle, increasing in unfavourable economic conditions and decreasing during periods of relative prosperity. As well, the gaps between the official unemployment rate and various measures described here tend to widen during recessionary periods.

The *number* of people touched by unemployment is also affected by the business cycle. Those people coping with the effects of unemployment (that is, the unemployed and members of their families) peaked in 1983 and again in 1993, and reached lows in 1980 and 1989, regardless of reference period.

Provincial rankings vary slightly

In 1997, Newfoundland had by far the highest unemployment rate of all provinces (whether by one-week or one-year reference period), both for individuals (18.6% or 40.3%) and for families (28.6% or 58.2%). By contrast, Saskatchewan had the lowest unemployment except in the case of the one-week reference period for individuals (claimed by Alberta) (Table 2).

The remaining provinces displayed similar slight shifts in rank depending on unit of measurement and reference period. No province except Alberta changed its position by more than one.

These shifts in rank translated into slightly higher (or lower) proportions of people affected by unemployment in each province (Table 3). Both reference periods produced higher proportions in the east and lower ones in the west.

Pour les raisons décrites précédemment, l'utilisation d'une période de référence d'un an produit une estimation encore plus grande. Suivant cette méthode, près de 3 millions de particuliers se sont retrouvés en chômage à un certain moment en 1997 (plus de deux fois la moyenne obtenue avec la période de référence d'une semaine), et les membres des familles qui étaient touchés par le chômage représentaient près de 3 millions de personnes (une estimation près de trois fois supérieure à celle produite au moyen de la période de référence d'une semaine). Ces résultats relatifs prévalent également pour les autres années.

Par ailleurs, le pourcentage de l'ensemble de la population canadienne directement ou indirectement touchée par le chômage en 1997 variait selon la période de référence utilisée, soit de 8,4% (selon la période de référence d'une semaine) à 19,2% (selon la période de référence d'un an). Par comparaison, le taux de chômage officiel, qui se rapporte aux particuliers, s'élèvait à 4,7% seulement.

Le chômage est sensible au cycle économique

Le taux de chômage fluctue selon l'évolution du cycle économique: il augmente lorsque la conjoncture économique est défavorable et diminue en période de prospérité relative. De même, les écarts entre le taux de chômage officiel et les diverses mesures décrites ici tendent à s'élargir pendant les périodes de récession.

Le cycle économique se répercute également sur le nombre de personnes touchées par le chômage. Le nombre de personnes devant composer avec les effets du chômage (c'est-à-dire les chômeurs et les membres de leur famille) a atteint un sommet en 1983 puis en 1993 et était à son plus bas en 1980 et en 1989, quelle que soit la période de référence.

Le classement des provinces varie légèrement

En 1997, Terre-Neuve affichait de loin le plus fort taux de chômage de toutes les provinces (que ce soit selon la période de référence d'une semaine ou d'un an), à la fois chez les particuliers (18,6% ou 40,3%) et chez les familles (28,6% ou 58,2%). À l'opposé, la Saskatchewan détenait le taux le plus bas, sauf lorsque ce dernier était calculé pour les particuliers selon la période de référence d'une semaine (détenu par l'Alberta) (tableau 2).

De façon similaire, le classement des autres provinces variait légèrement selon l'unité de mesure et la période de référence. Aucune province, à l'exception de l'Alberta, n'a vu son classement fluctuer de plus d'un échelon.

Ces variations quant au classement se sont traduites par des proportions légèrement plus grandes (ou plus faibles) de personnes touchées par le chômage dans chaque province (tableau 3). Les deux périodes de référence ont produit des proportions plus élevées dans l'Est et plus faibles dans l'Ouest.

Étude spéciale

Table 2
Ranking* of provincial unemployment rates, 1997

Tableau 2 Classement* des taux de chômage provinciaux, 1997

	Individ	luals	Fam	nilies	
	Particuliers		Familles		
	One- week**	One- year [†]	One- week*	One- year [†]	
	Selon un semaine**	Selon une année†	Selon une semaine*	Selon une année†	
Newfoundland - Terre-Neuve	9	10	10	10	
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	8	9	9	9	
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	6	. 7	7	7	
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	7	8	8	8	
Quebec - Québec	5	6	6	6	
Ontario	4	4	5	4	
Manitoba	. 3	2	3	2	
Saskatchewan	2	1	1	1	
Alberta	1	3	2	3	
British Columbia – Colombie-Britannique	4	5	4	5	

^{*} From lowest to highest.

Sources: Labour Force Survey; Survey of Consumer Finances.

Sources : Enquête sur la population active; Enquête sur les finances des consommateurs.

Table 3
Proportion of people affected by unemployment, by province, 1997

Tableau 3 Proportion de personnes touchées par le chômage selon la province, 1997

	One-week*	One-year**
	Selon une semaine*	Selon une année**
	C	%
Canada	8.4	19.2
Newfoundland — Terre-Neuve Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard Nova Scotia — Nouvelle-Écosse New Brunswick — Nouveau-Brunswick Quebec — Québec Ontario Manitoba Saskatchewan Alberta	12.8 13.5 9.7 10.2 9.3 8.2 6.0 5.2 6.1	39.2 33.9 26.1 30.4 21.6 16.4 13.8 12.5
British Columbia - Colombie-Britannique	7.8	19.3

^{*} Average of 12 reference weeks.

Sources: Labour Force Survey; Survey of Consumer Finances.

Sources : Enquête sur la population active; Enquête sur les finances des consommateurs.

^{*} En ordre croissant (1 à 10).

^{**} Average of 12 reference weeks.

^{**} Moyenne des 12 semaines de référence.

[†] Annual reference period.

[†] Période de référence annuelle.

^{*} Moyenne des 12 semaines de référence.

^{**} Annual reference period.

^{**} Période de référence annuelle.

Summary

The official unemployment rate has long been used as a key indicator of labour market conditions. It focuses on the individual as a unit of measurement and is based on data from a monthly survey. The use of different units of measurement (for example, the family) and different reference periods (for example, a year) affects the calculation and thus the unemployment rate. So a family, given its greater exposure to the labour force, will be more likely than an individual to be affected by unemployment and will therefore be associated with a higher unemployment rate. Moreover, labour force experience observed over an entire year rather than on 12 weekly occasions (one for each month of the year) reveals a greater incidence of unemployment. All these rates respond to changes in the business cycle, with family unemployment rates increasing more at the beginning of a recession than the official rate. Finally, the ranking of provincial unemployment rates varies slightly according to the approach used, though no province except Alberta changed its relative position in this study by more than one level.

References

Devereaux, M.S. "Alternative measures of unemployment." *Perspectives on Labour and Income* (Statistics Canada, Catalogue no. 75-001-XPE) 4, no. 4 (Winter 1992): 35-43.

Noreau, N. "The many faces of unemployment." *Perspectives on Labour and Income* (Statistics Canada, Catalogue no. 75-001-XPE) 8, no. 1 (Spring 1996): 35-42.

Noreau, N., A. Hale and P. Giles. *Labour Force Classification in SLID and LFS*. Statistics Canada, Catalogue no. 75F0002MIE97010. Ottawa, 1997.

Statistics Canada. *Labour Force Historical Review*. Catalogue no. 71F0004XCB. Ottawa, 1999.

—. Guide to the Labour Force Survey. Catalogue no. 71-528-XPB. Ottawa, 1997.

Data sources

The Labour Force Survey (LFS) is a monthly household survey involving around 53,000 households across Canada (Statistics Canada, 1997). Labour force information is obtained for all civilian household members aged 15 years and older. Excluded are inmates of institutions, persons living on Indian

Résumé

Le taux de chômage officiel est depuis longtemps un indicateur clé de la conjoncture du marché du travail. Il met l'accent sur le particulier à titre d'unité de mesure et repose sur les données d'une enquête mensuelle. L'utilisation d'autres unités de mesure (par exemple, la famille) et périodes de référence (par exemple, une année) influe sur le calcul et, par conséquent, sur le taux de chômage. Ainsi, comme elle participe davantage à la vie active, la famille est plus susceptible d'être touchée par le chômage que le particulier et est donc associée à un taux de chômage plus élevé. En outre, une période d'observation de la situation vis-à-vis de l'activité qui s'étale sur une année entière par opposition à 12 observations ponctuelles réalisées durant les semaines de référence (une pour chaque mois de l'année) augmente la fréquence du chômage. Tous ces taux de chômage sont sensibles à l'évolution du cycle économique, celui des familles s'accroissant davantage que le taux officiel au début d'une récession. Enfin, le classement des provinces au chapitre des taux de chômage varie légèrement selon l'approche utilisée, bien qu'aucune province (à l'exception de l'Alberta) n'ait vu son classement fluctuer de plus d'un échelon dans cette étude.

Documents consultés

DEVEREAUX, M.S. «Des mesures différentes du chômage», L'emploi et le revenu en perspective, n° 75-001-XPF au catalogue de Statistique Canada, hiver 1992, vol. 4, n° 4, p. 39 à 48.

NOREAU, N. «Les différents visages du chômage», *L'emploi et le revenu en perspective*, n°75-001-XPF au catalogue de Statistique Canada, printemps 1996, vol. 8, n° 1, p. 39 à 47.

NOREAU, N., A. HALE ET P. GILES. La situation vis-à-vis de l'activité dans le cadre de l'EDTR et de l'EPA, nº 75F0002MIF97010 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, 1997.

STATISTIQUE CANADA. Revue chronologique de la population active, nº 71F0004XCB au catalogue, Ottawa, 1999.

—. Guide d'utilisation des données de l'Enquête sur la population active, n° 71-528-XPB au catalogue, Ottawa, 1997.

Sources des données

L'Enquête sur la population active (EPA) est menée chaque mois auprès de quelque 53000 ménages à l'échelle du Canada (Statistique Canada, 1997). Les renseignements sur la population active qui sont recueillis visent l'ensemble des membres civils des ménages âgés de 15 ans et plus. Sont exclus les pensionnaires d'établissements, les personnes qui

Étude spéciale

reserves and residents of the Northwest Territories, Nunavut and Yukon. According to the LFS, a person is unemployed if, during the reference week (generally the full week that includes the 15th day of the month), he or she

was without employment, had actively looked for work during the past four weeks (including the reference week) and was available for work; or

had not actively looked for work during the past four weeks but was to begin a new job within the next four weeks; or

had not actively looked for work during the past four weeks but was on temporary layoff (temporarily released owing to business conditions, with a definite date to return to work or an expectation of recall) and was available for work.

The Survey of Consumer Finances (SCF) was conducted once a year, in April, as a supplement to the monthly LFS. It collected information concerning amounts and sources of income received in the previous calendar year, the survey's reference year, for all civilian household members aged 15 and over. (It was replaced by the Survey of Labour and Income Dynamics as of the 1998 reference year.) As it was a supplement to the LFS, labour force status as of April each year could be determined for most labour variables. However, the SCF also collected additional work experience data for the preceding calendar year, using three questions:

"During [the reference year], in how many weeks did ... do any work at a job or business?

During those weeks, was the work mostly full-time or part-time?

During [the reference year] in how many weeks was ... without work and looking for work?"

Therefore, if a person was without work and looking for work at least one week during the reference year, that person would be counted as having experienced a period of unemployment during that reference year. This way, the SCF provides estimates of unemployment that take into account labour force experience over an entire year (52 weeks).

The Survey of Labour and Income Dynamics (SLID) began to collect annual labour market and income data in 1993. (In the case of income data, the survey content was similar to the SCF, which is why

vivent dans les réserves indiennes ainsi que les résidents des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut et du Yukon. Dans le cadre de l'EPA, une personne est considérée comme étant en chômage si, durant la semaine de référence (généralement la semaine complète qui coïncide avec le 15° jour du mois), elle était dans une des situations suivantes :

elle était sans emploi, avait activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines (y compris durant la semaine de référence) et était disponible pour travailler;

elle n'avait pas activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines, mais devait commencer un nouvel emploi dans quatre semaines ou moins;

elle n'avait pas activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines, mais avait été mise à pied temporairement (la personne mise à pied en raison de la conjoncture économique doit reprendre le travail à une date déterminée ou attend d'être rappelée) et était disponible pour travailler.

L'Enquête sur les finances des consommateurs (EFC) était réalisée une fois l'an, en avril, à titre de supplément à l'EPA mensuelle. Les données recueillies avaient trait aux revenus touchés par l'ensemble des membres civils des ménages âgés de 15ans et plus au cours de l'année civile précédente (l'année de référence de l'enquête), ainsi qu'à la provenance de ces revenus. (Cette enquête a été remplacée par l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu à partir de l'année de référence 1998.) Comme il s'agissait d'un supplément à l'EPA, on pouvait déterminer la situation vis-à-vis de l'activité en date d'avril chaque année pour la plupart des variables du travail. Cependant, l'EFC recueillait également d'autres données sur l'expérience de travail pour l'année civile précédente à l'aide des trois questions suivantes:

«En (année de référence), pendant combien de semaines... a-t-il (elle) travaillé à un emploi ou à une entreprise?

Pendant ces semaines, le travail était-il surtout à temps plein ou à temps partiel?

En (année de référence), pendant combien de semaines... a-t-il (elle) été sans travail et à la recherche d'un emploi?»

Par conséquent, si une personne a été sans travail et à la recherche d'un emploi pendant au moins une semaine de l'année de référence, on considère qu'elle a connu une période de chômage durant cette année-là. C'est ainsi que l'EFC fournissait des estimations du chômage qui tenaient compte de la situation vis-à-vis de l'activité durant toute une année (52 semaines).

L'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) a commencé a recueillir des données annuelles sur le marché du travail et le revenu en 1993. (Dans le cas des données sur le revenu, le contenu de l'enquête était similaire

the SCF was discontinued.) SLID adheres as much as possible to labour force concepts used by the LFS and produces labour force status estimates for each week of the reference year. A person is recorded as looking for a job if he or she did so in any week. However, unlike the LFS and SCF, SLID collects detailed job-related information only for persons aged 16 to 69. For more information on this survey, see Noreau, Hale and Giles (1997).

Compatibility of the SCF and SLID

Adjusting for the differences in age of the population surveyed, the two surveys produce similar results (differences generally being below one percentage point, with the exception of 1997). As expected, there is more variation at the provincial level, given the smaller sample sizes. Since the two surveys generate compatible estimates for individual and family-based unemployment rates, SLID can be used to continue the series from the SCF.

à celui de l'EFC, ce qui explique pourquoi l'EFC n'existe plus.) Dans la mesure du possible, l'EDTR utilise les concepts relatifs à la population active que l'on retrouve dans l'EPA et produit des estimations de la situation vis-à-vis de l'activité pour chaque semaine de l'année de référence. On indique qu'une personne cherche du travail si elle a été en quête d'un emploi au cours de n'importe quelle semaine. Cependant, l'EDTR se distingue de l'EPA et de l'EFC puisqu'elle recueille des renseignements détaillés sur le travail uniquement auprès des personnes âgées de 16 à 69 ans. Pour plus d'information concernant cette enquête, voir Noreau, Hale et Giles (1997).

Compatibilité de l'EFC et de l'EDTR

Une fois que l'on a tenu compte des différences d'âge au sein de la population observée, on constate que les résultats des deux enquêtes sont similaires (les écarts étant généralement inférieurs à un point de pourcentage, sauf en 1997). Comme il fallait s'y attendre, les variations sont plus grandes à l'échelle provinciale en raison des échantillons plus petits. Étant donné que les deux enquêtes produisent des estimations compatibles en ce qui a trait aux taux de chômage des particuliers et des familles, on peut utiliser l'EDTR afin de poursuivre la série amorcée par l'EFC.

		Individual unemployment i	rate		Family unemployment ra	ate
		Taux de chômage des particuliers		Taux de chômage des familles		
	SCF EFC	SLID EDTR	Difference Écart	SCF EFC	SLID EDTR	Difference Écart
		%			%	
1993 1994 1995 1996 1997	21.3 21.6 20.4 20.1 17.4	21.8 22.4 20.7 20.0 20.0	-0.5 -0.8 -0.3 0.1 -2.6	35.1 34.3 33.5 31.8 28.3	34.9 35.0 33.1 31.3 31.2	0.2 -0.7 0.4 0.5 -2.9

The year 1997 was chosen as the end date because that is the last year for which data using both methods are available. At time of writing, SLID data had been collected but not yet released. However, unemployment rates and the number of people affected by unemployment based on the one-week reference period (from the LFS) are available for 1998 and 1999.

La période se termine en 1997, comme c'est la dernière année pour laquelle on dispose de données produites à partir des deux méthodes. Au moment où le présent article a été rédigé, les données de l'EDTR avaient été recueillies mais n'avaient pas encore été diffusées. Toutefois, les taux de chômage et le nombre de personnes touchées par le chômage calculés à l'aide de la période de référence d'une semaine (selon l'EPA) sont disponibles pour 1998 et 1999.

	1998		1999
		%	
Individual unemployment rate – Taux de chômage des particuliers	8.3		7.6
Family unemployment rate – Taux de chômage des familles	14.0		12.9
		'000	
Unemployed individuals – Particuliers en chômage	1,277		1,190
Persons affected by unemployment – Personnes touchées par le chômage	2,300		2,174
Persons in families – Dans les familles	2,092		1,977
Unemployed persons in families – Personnes en chômage dans les familles	1,069		993
Other members of family – Autres membres dans les familles	1,023		984

Definitions

An **individual** can be either unattached or a member of a family.

Unattached individuals refer to a subset of individuals who either live alone or are not related to anyone else in the household in which they live. The unemployment rate for unattached individuals illustrates another element of labour market behaviour. Their rate of unemployment tends to be higher—in 1997 it was 10.2%—than the official rate for all individuals (9.1%). This also holds if the one-year reference period is used, with a 17.3% unemployment rate for all individuals and 20.4% for unattached individuals. This is mainly because unattached individuals are more likely to be young (usually between 15 and 24), with less work experience and higher unemployment than older workers, who tend to have acquired skills that are more difficult to replace and who are less likely to be laid off.

Family refers to an economic family of two or more persons who inhabit the same dwelling and are related by blood, marriage (including common-law) or adoption. It does not include unrelated individuals living with them. More than one family may live in the same dwelling. The more restrictive census family (or nuclear family) groups parents and never-married children in the same dwelling into family units. The census family concept is useful for studying the effect of social programs on families of different income levels, since eligibility for benefits from a number of social programs (such as the Child Tax Benefit, Goods and Services Tax Credit, and Guaranteed Income Supplement of the Old Age Security program) is income-tested at the census family level. The economic family concept is useful for analyzing economic interdependencies that may extend beyond parents and their never-married children to other family members sharing the same dwelling. For budget studies, which investigate patterns of family

Définitions

Un **particulier** est une personne seule ou un membre d'une famille.

Les personnes seules renvoient à un sous-ensemble de personnes qui vivent seules ou qui ne sont pas apparentées à un autre membre du ménage dans lequel elles vivent. Le taux de chômage des personnes seules illustre une autre facette du comportement de la population active. Le taux de chômage de ces personnes a tendance à être plus élevé que le taux officiel, qui se rapporte à tous les particuliers (10,2% comparativement à 9,1% en 1997). De même, cette tendance se maintient lorsqu'on utilise la période de référence d'un an: le taux de chômage de l'ensemble des particuliers s'établissait à 17,3% et celui des personnes seules, à 20,4%. Cela s'explique principalement du fait que les personnes seules sont plus susceptibles d'être jeunes (généralement âgées entre 15 et 24 ans), ayant ainsi moins d'expérience de travail et affichant un taux de chômage supérieur à celui des travailleurs plus âgés, qui ont tendance à posséder des compétences plus difficiles à remplacer et qui sont moins susceptibles d'être mis à pied.

La famille renvoie à la famille économique de deux personnes ou plus vivant dans le même logement et étant apparentées par le sang, par alliance (ce qui inclut l'union libre) ou par adoption. Cela ne comprend pas les personnes seules qui habitent avec elles. Plus d'une famille peut habiter le même logement. Le concept plus restrictif de la famille de recensement (ou «famille nucléaire») regroupe au sein d'une cellule familiale les parents et les enfants jamais mariés vivant dans le même logement. Ce concept est utile pour étudier l'incidence des programmes sociaux sur les familles n'ayant pas les mêmes niveaux de revenu, étant donné que l'admissibilité à un certain nombre de ces programmes (comme la prestation fiscale pour enfants, le crédit pour la taxe sur les produits et services ainsi que le supplément de revenu garanti de la Sécurité de la vieillesse) est fondée sur le revenu de ce type de famille. Quant au concept de la famille économique, il s'avère utile lorsque vient le temps d'analyser l'interdépendance économique des autres membres de la famille partageant le même logement, outre celle qui existe entre les parents et les enfants jamais mariés. Dans le cadre

Étude spéciale

expenditure, the important criterion is whether persons living together pool their incomes for expenditure purposes.

The labour force consists of the civilian non-institutional population aged 15 and over who, during the survey reference period, were either employed (did any work for pay or profit or had a job but were absent from work) or unemployed.

des dépenses.

La population active est constituée de la population civile âgée de 15 ans et plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements) qui, durant la période de référence de l'enquête, était occupée (a fait un travail quelconque moyennant rémunération ou dans un but lucratif ou avait un

emploi mais était absente du travail) ou en chômage.

des enquêtes budgétaires, qui portent sur les dépenses des

familles, il importe de déterminer si les personnes qui

cohabitent mettent leurs revenus en commun pour acquitter

NOTES

- La question des mesures supplémentaires du chômage a été analysée dans des publications précédentes de Statistique Canada (Devereaux, 1992). Voir également Statistique Canada (1999), sur CD-ROM.
- ² Depuis 1998, l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu remplace l'EFC.
- ³ La probabilité du chômage chez au moins un membre de la famille n'est pas seulement tributaire du nombre d'actifs au sein de la famille. Elle repose également sur des caractéristiques socio-démographiques, notamment celles qui sont associées à différentes probabilités de devenir chômeur telles que l'âge. Par exemple, si plusieurs membres de la famille sont âgés entre 15 et 24 ans (et sont tous actifs), cette famille est plus susceptible de compter au moins un chômeur qu'une autre famille ayant le même nombre d'actifs, mais qui sont âgés de 25ans et plus. Cela s'explique par la plus grande probabilité du chômage chez les personnes de 15 à 24 ans.
- Cela n'est pas étonnant, étant donné que la famille économique moyenne est constituée de plus de deux personnes. Cette dimension est en partie compensée par les personnes seules, qui n'entrent pas dans l'estimation globale, ainsi que par la possibilité qu'il y ait plus d'un chômeur au sein de la famille.

NOTES

- ¹ The subject of supplementary measures of unemployment has been covered in previous Statistics Canada publications (Devereaux, 1992). See also Statistics Canada (1999), available on CD-ROM.
- Beginning with 1998, the SCF has been replaced by the Survey of Labour and Income Dynamics.
- The probability of a family's having at least one person unemployed is not simply a function of the number of family members in the labour force. It is also a function of socio-demographic characteristics, particularly those associated with different probabilities of becoming unemployed, such as age. For example, if the family includes several people aged 15 to 24 (assuming that they are all in the labour force), the probability of its having at least one person unemployed would be higher than that of another family with the same number of persons in the labour force but whose ages are 25 and over. This is because the probability of being unemployed is higher among people aged 15 to 24.
- This is not surprising, given that the average economic family includes more than two people. This is partly offset by unattached individuals, who make no contribution to the larger estimate, as well as by the possibility that more than one person in the family may be unemployed.

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- 2. Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Evolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Giobalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- 1. The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR: Des fonds de placement en croissance.
- Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

- 1. RRSP withdrawals revisited.
- REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

- 1. Le point sur les retraits d'un REER.
- 2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- 2. Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- 1. Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

"Puis-je vous aider?" : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Aout 1999

Épargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

April 2000

Year-end review.

May 2000

Brain drain and brain gain: Part I, The emigration of knowledge workers from Canada.

June 2000

Brain drain and brain gain: Part II, The immigration of knowledge workers to Canada.

August 2000

Income inequality in North America: Does the 49th parallel still matter?

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Avril 2000

Revue de fin d'année.

Mai 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie I, Émigration des travailleurs du savoir en provenance du Canada.

Juin 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie II, l'immigration des travailleurs du savoir à destination du Canada.

Août 2000

Inégalités de revenu en Amérique du nord : Le 49^e parallèle a-t-il encore de l'importance?

canadian social and economic life.



epuis plus de 30 ans CANSIM permet aux entreprises canadiennes de suivre de près les tendances dans presque tous les secteurs de la vie sociale et économique au Canada.

So, when YOU need accurate, precise and timely data from a source you can trust, look no further than *CANSIM* and its more than 700,000 time series—some extending back more than 50 years!

Available on CD-ROM and online through Statistics Canada and our licensed distributors, this multi-subject database provides a wide range of statistical information on labour, transportation, population, finance, international trade, manufacturing, prices and much more.

Using CANSIM is simple.



The **CD-ROM** offers you an **UNLIMITED ACCESS** to **CANSIM**'s complete historical records. For the last time ever, the CD-ROM was produced in March 2000.



The **online version**, updated daily, allows you to pick and choose **THE LATEST TIME SERIES YOU WANT!**

Whether it's from the CD-ROM or the online version, getting the exact range of data you need takes only a few minutes—and you can download it to your preferred software application.

In a nutshell, this powerful database presents an organized universe of business, economic and social data that you can explore and mine for the information you need, exactly when you need it!

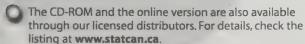


CD-ROM: \$1,995

In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10.



Online: \$3 per time series



To order:

Phone 1 800 263-1136 and discuss your requirements with our knowledgeable account executives.

Access our Web site at www.statcan.ca.

Tomorrow's socio-economic decisions need CANSIM today!

Alors, si VOUS avez besoin de données exactes, précises et à jour provenant de source sûre, ne cherchez plus et consultez **CANSIM** et ses 700 000 séries chronologiques, certaines remontant à plus de 50 ans!

Disponible sur CD-ROM et en direct auprès de Statistique Canada et de ses distributeurs autorisés, cette base de données polyvalente fournit un vaste éventail de renseignements statistiques sur le travail, le transport, la population, la finance, le commerce international, la fabrication, les prix et plus encore.

L'utilisation de **CANSIM** est simple.



Le CD-ROM vous offre un ACCÈS ILLIMITÉ à tous les enregistrements chronologiques de CANSIM. L'édition de mars 2000 était la dernière à paraître.



La version en direct, mise à jour quotidiennement, vous permet de repérer et de choisir LA SÉRIE CHRONOLOGIQUE LA PLUS ACTUELLE!

Que vous utilisiez le CD-ROM ou la version en direct, vous obtiendrez en quelques minutes seulement la gamme exacte de données dont vous avez besoin, données que vous pouvez télécharger dans votre application logicielle préférée.

Grosso modo, cette base de données puissante présente un univers organisé de données commerciales, économiques et sociales que vous pouvez explorer et dont vous pouvez extraire les renseignements voulus, <u>au moment où vous en avez besoin!</u>



CD-ROM: 1 995 \$

Au Canada, veuillez ajouter soit la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$.



En direct: 3 \$ par série chronologique

Vous pouvez également vous procurer le CD-ROM et la version en direct auprès des distributeurs autorisés. Vous trouverez leurs coordonnées à l'adresse www.statcan.ca.

Pour commander:

Composez le **1 800 263-1136** et faites part de vos besoins à l'un de nos analystes-conseils chevronnés.

Visitez notre site Web à www.statcan.ca.

Pour prendre des décisions éclairées en matière socioéconomique, consultez *CANSIM* dès maintenant!

INFORMATION IS YOUR PASSPORT TO SUCCESS!

- THE COMPETITIVE EDGE.
- PROGRAMS RELEVANT AND BENEFICIAL.
- IT KEEPS YOU ON TOP OF CURRENT ISSUES AND CONCERNS:

DEPEND ON THE MOST RELIABLE SOURCE

For developing business plans and market strategies, keeping abreast of social and economic trends or establishing an excellent information resource from which to draw, we've got your answer!

ADVISORY SERVICES

Our expert consultants are available to help you make the most of your Statistics Canada experience. We will:

- work with you to define your needs.
- ✓ sift through our vast resources and put together an information package designed to meet those needs.
- analyze and interpret your customized data packages.
- even conduct surveys tailored to your specialized requirements.

DRAW ON OUR EXPERTISE

Contact the Reference Centre nearest you to find out how to get prepared for your journey into the future!

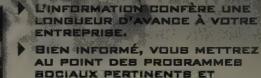
National toll-free enquiries line: 1 800 263-1136

National TTY line: 1 800 363-7629

E-Mail: infostats@statcan.ca

VOTRE PASSEPORT VERS LA RÉUSSITE





PROFITABLES.

ET VOUS BEREZ À L'AVANTGARDE DES QUESTIONS ET DES
PROBLÈMES ACTUELS.

FIEZ-VOUS À LA SOURCE LA PLUS SÛRE

Qu'il s'agisse d'élaborer un plan d'entreprise ou des stratégies de marché, de rester au diapason des tendances sociales et économiques ou de vous doter d'une excellente ressource où puiser de l'information, nous avons la solution qu'il vous faut!



SERVICES CONSULTATIFS

Nos experts-conseils sont là pour vous aider à tirer le meilleur parti de votre relation avec Statistique Canada. Cela signifie que:

- ✓ nous travaillerons avec vous pour préciser vos besoins.
- nous passerons nos vastes ressources au crible afin de mettre au point une trousse d'information conçue pour répondre à ces besoins.
- nous analyserons et interpréterons vos séries de données personnalisées.
- nous irons jusqu'à mener des sondages conçus pour répondre à vos besoins particuliers.



PR GC Com

~**/**~

PROFITEZ DE NOS COMPÉTENCES

Communiquez avec le Centre de consultation le plus près de chez vous pour savoir comment vous préparer à votre voyage vers l'avenir!

Service de renseignements sans frais au Canada: 1 800 263-1136

Numéro de l'ATME pour le Canada : 1 800 363-7629

Courriel: infostats@statcan.ca

Catalogue no. 11-010-XPB

Nº 11-010-XPB au catalogue



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN





Statistics Canada Statistique Canada Canadä

Treat data like dollars!

c_est de l'ardenil

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CEO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive CEO 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — The Statistical Summary:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts answers to your questions related to either data or feature articles contained in *CEO* are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely.

Subscribe to the Canadian Economic Observer (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227. In Canada, please add either CST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$72. For shipments to other countries, please add \$120. CALL TOLL-FREE 1 800 267-6677 or FAX 1 877 287-4369. You can also MAIL your order to: Statistic Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans *L'Observateur* économique canadien et profitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé - tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de L'OÉC.

La première partie est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La deuxième partie est une publication d'accompagnement distincte intitulée *Aperçu statistique* :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- ▶ En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

Vous verrez qu'un investissement dans les données, ça rapporte gros.

Abonnez-vous à L'Observateur économique canadien (n° 11-010-XPB au catalogue) AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 72 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 120 \$. APPELEZ SANS FRAIS au 1 800 267-6677. Vous pouvez également TÉLÉCOPIER votre commande au 1 877 287-4369 ou la POSTER à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index_f.htm



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

October 2000

For more information on the CEO contact: Current Analysis Group, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6

Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640 FAX: (613) 951-5403 Internet: ceo@statcan.ca
You can also visit our World Wide Web site: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Octobre 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture, 24-K Édifice Coats, Statistique Canada,

Ottawa, Ontario K1A 0T6

Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403 Internet: oec@statcan.ca

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

October 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 10 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Octobre 2000 Nº 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, nº 10 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications	
device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program	
inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services	
Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries	infostats@statcan.ca
Web site	www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$23.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States	CDN \$ 6.00	CDN \$72.00
Other countries	CDN \$ 10.00	CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

Phone	(Canada and United States)	1 800 267-6677
Fax (Ca	anada and United States)	1 877 287-4369
E-mail		order@statcan.ca
Mail	Statistics Canada	

Mail Statistics Canada
Dissemination Division
Circulation Management
120 Parkdale Avenue
Ottawa, Ontario K1A 0T6

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements Service national d'appareils de télécomm	1 800 263-1136
nications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programn	ne
des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des	
bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit nº 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada:

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

	Téléphone	(Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
•	Télécopieu	ır (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369
•	Courriel		order@statcan.ca
	Poste	Statistique Canada	

Poste Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

 En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

Aggregate demand in July was supported by gains in consumer spending, as exports paused. Firms took advantages of this lull to re-build inventories, while jobs subsequently picked up again in August and September. The stock market suffered its first setback in four months.

La demande globale était soutenue en juillet par des gains des dépenses de consommation, alors que les exportations prenaient une pause. Les entreprises en ont profité pour regarnir leurs stocks, tandis que l'emploi reprenait par la suite en août et septembre. La bourse a enregistré son premier recul en quatre mois.

Economic Events

Événements économiques 2.1

OPEC boosts output as prices soar; France lowers taxes.

L'OPEP relève la production devant l'envolée des prix; la France réduit les impôts.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

3.1

Notes Notes

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on October 8, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy,

J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 8 octobre 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy

Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984



Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary Table - Key Indicators					Tableau sommaire - Indicateurs principaux					
Year and month		Employment, percent change	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois		Emploi, variation en pourcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
	_	D 980595	D 980745	D 100053	J12001	P119500	l 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	6.66 5.98	138 150	0.9 1.7	3.12 4.32	3.47 3.82	6.96 11.81	9.24 7.71
	S O N D	0.45 0.17 0.35 0.05	8.1 8.0 8.0 8.1	0.00 0.21 0.28 0.62	134 140 129 141	-0.1 0.4 0.1 -0.1	0.14 0.39 0.44 0.68	0.61 -0.70 1.06 -0.49	1.57 2.27 -0.88 0.39	1.74 2.60 -0.75 -0.03
	J F M A M J J A S O N D	0.48 0.04 0.05 0.33 0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.69 0.75 0.75 0.61 0.54 0.47 0.53 0.53 0.39 0.46 0.59	144 145 151 145 145 145 145 147 153 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.05 0.59 0.10 0.44 0.09 0.65 0.63 0.51 0.32 0.07	1.74 0.70 0.23 -0.78 -0.15 0.79 1.24 0.80 -0.21 -1.02 0.64 1.70	1.49 0.70 -0.03 -0.54 0.73 2.08 2.36 3.73 -2.44 0.93 2.51	-1.29 1.79 -0.74 -0.35 0.79 1.17 0.69 2.44 0.36 2.16 -0.49 3.37
F P D J	J A	0.30 0.24 0.20 0.03 0.28 -0.09 -0.12 0.18 0.38	6.8 6.8 6.8 6.6 6.6 6.8 7.1 6.8	0.64 1.08 1.07 0.87 0.62 0.49 0.49	152 169 167 154 138 135 166 146	-0.2 0.4 0.4 -0.3 0.2 0.5 0.3	0.60 -0.28 0.91 -0.12 0.79 0.29 0.25	1.08 -1.11 1.31 -0.32 0.17 0.66	4.06 -2.57 5.47 -3.15 5.61 1.93 -2.94	-0.97 -0.57 3.72 0.28 2.30 -0.50 -0.40

Overview*

Consumer spending and computer-related industries continued to lead growth in July. Subsequently, employment growth resumed in August and September. Manufacturers used a lull in export demand in July to rebuild inventories.

Consumer spending strengthened across the board in July. With labour income and household credit demand up only marginally, this suggests households were drawing on other sources of income or savings

Vue générale*

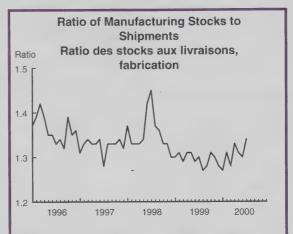
Les dépenses de consommation et l'activité des industries liées à l'informatique ont encore dominé au tableau de la croissance en juillet. L'emploi a ensuite évolué en hausse en août et en septembre. Les fabricants ont profité d'une accalmie de la demande à l'exportation en juillet pour reconstituer leurs stocks.

Ce même mois, les dépenses de consommation ont pris de la vigueur partout. On a l'impression que, comme le revenu du travail et la demande de crédit des ménages n'ont que légèrement augmenté, ces derniers ont puisé à d'autres

^{*} Based on data available on October 8; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

^{*} Basée sur les données disponibles le 8 octobre; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

(boosted in the second quarter by the federal government's pay equity payment) to keep spending more until jobs picked up again. As well, a temporary drop in prices and cool weather dampened energy costs, freeing up incomes for discretionary purchases.



Export growth paused in July, as the US economy gave some

signs of slowing. Weaker auto sales and housing starts in the US had the largest dampening effect on our exports. More generally, manufacturing output south of the border suffered its first reversal in 18 months. Slowing global demand may have played a role in backto-back drops in prices for our natural resources in July and August. These declines added to the problems of the resource sector (outside of the oilpatch), as poor weather hampered crops and weak demand cut into forestry and mining.

Labour Markets

Employment strengthened by 0.4% in September, adding to its 0.2% gain August. These are the first consecutive monthly gains since March, as the job market has snapped out of its early summer doldrums. The September increase was about evenly-distributed between full-time and part-time positions. With jobs easily outstripping labour force growth, the unemployment rate fell back to 6.8%, erasing all of the increase in August.

Employment in goods-producing industries rose 0.3%, snapping a string of three straight declines. Construction led the way, after retreating most of the summer, while the recent slide in the resource sector showed signs of easing. Steady growth in services was spurred by gains in business and public services.

Western Canada led job growth for the second straight month, notably Alberta and BC. Newfoundland, with its large energy sector, also posted above-average growth. Modest job gains in Central Canada shaved 0.2 percentage points off the unemployment rate in both Ontario and Quebec.

sources de revenu ou dans leur épargne (affermie au deuxième trimestre par le paiement d'équité en matière d'emploi de l'administration fédérale) pour dépenser sans cesse plus jusqu'à une nouvelle reprise de l'emploi. Ajoutons qu'une baisse temporaire des prix et des conditions météorologiques de fraîcheur sont venues amortir les coûts en énergie, dégageant ainsi une partie du revenu pour des achats discrétionnaires.

Les exportations ont marqué le pas dans leur croissance en

juillet, l'économie américaine montrant certains signes de ralentissement. L'affaiblissement des ventes d'automobiles et des mises en chantier aux États-Unis ont été les facteurs qui ont le plus amorti nos exportations. Sur un plan plus général, le mouvement de la production manufacturière chez notre voisin du sud s'est inversé pour la première fois en 18 mois. Une demande en ralentissement dans le monde pourrait avoir influé sur les diminutions consécutives des prix de nos ressources naturelles en juillet et en août. Ces reculs ont aggravé les problèmes du secteur des ressources (en dehors du secteur pétrolier), car les intempéries ont gêné les récoltes et la faiblesse de la demande a nui à l'activité forestière et minière.

Marché du travail

L'emploi s'est accru de 0,4 % en septembre après un gain de 0,2 % en août. Ce sont là les premières hausses mensuelles consécutives depuis mars, et le marché du travail est ainsi sorti de son inertie du début de l'été. L'augmentation relevée en septembre se répartissait presque également entre l'emploi à plein temps et l'emploi à temps partiel. Comme l'emploi a facilement devancé la population active dans sa progression, le taux de chômage est tombé à 6,8 %, effaçant ainsi tout ce qu'il avait gagné en août.

Dans les industries de biens, l'emploi s'est élevé de 0,3 % pour mettre fin à trois baisses de suite. La construction a mené le mouvement après s'être repliée pendant le plus clair de l'été. Par ailleurs, le fléchissement récent de l'industrie primaire a montré des signes d'atténuation. La croissance soutenue des industries de services a été favorisée par une progression des services aux entreprises et des services publics.

L'Ouest canadien a été premier au tableau de la croissance de l'emploi un deuxième mois de suite, et notamment l'Alberta et la Colombie-Britannique. À Terre-Neuve où le secteur de l'énergie tient une grande place, la croissance a aussi été supérieure à la moyenne. En Ontario comme au Québec, une progression modeste de l'emploi a retranché 0,2 point au taux de chômage.

Leading Indicator

The leading indicator slowed to 0.4% in August from its upward-revised gains of 0.5% in June and July. Five of the ten components continued to advance, the same as in the previous two months, while only one retreated.

Business spending remains the major source of advance in the overall index, contributing half of overall growth. Demand for high tech goods continued to propel new orders for durable goods to their largest gain in ten months.

Household demand moderated, especially for housing. After the one-time boost from the end of strikes, starts in Ontario followed the west in falling. The trend for sales of durable goods leveled off. Employment in services was checked by weakness in accommodation and food, reflecting cool weather and a sharp drop in foreign visitors.

The US leading indicator remained unchanged after steady growth earlier in the year. As in Canada, the consumer sector was the main brake on growth. The drop in orders for consumer goods steepened, while building permits fell for the fifth time in six months.

Output

The volume of output continued to grow at a steady pace of 0.3% in July. More rapid growth in computer-based industries and a pick-up in consumer spending offset widespread losses in the natural resource sector.

Computer services and the manufacturing of computers surged ahead again in July. The 2.5% gain for services was its best since 1998, while assemblies advanced 4% for their seventh straight monthly increase. Other high-tech industries also continued to grow, notably telecommunications and aircraft (which

soared for the eighth straight month).

Retail sales picked up over the summer. The momentum in consumer outlays spilled over into services ranging from recreation to travel and personal. Construction bounced back in the first complete month of work after strikes, but activity was well below pre-strike levels.

Indice Composite

La croissance de l'indicateur avancé a légèrement décéléré à 0,4%, après un taux révisé en hausse à 0,5% pour chacun des mois de juin et juillet. Des dix composantes formant l'indice, cinq ont continué de progresser, soit le même nombre qu'au cours des deux mois précédents, et une seule a baissé.

La demande des entreprises est demeurée la plus importante source de fermeté pour l'indice d'ensemble, contribuant à la moitié de sa croissance. Les biens de haute technologie ont continué de stimuler les nouvelles commandes de biens durables qui ont enregistré leur hausse la plus marquée en 10 mois.

La demande des ménages s'est relâchée, en particulier le logement. Après le passage de l'effet positif de la fin des grèves, les mises en chantier en Ontario ont rejoint le mouvement de recul qui s'est poursuivi dans tout l'Ouest du pays. La tendance des ventes de biens durables plafonnait. De pair avec un été froid et une diminution des visiteurs étrangers, l'emploi dans la restauration et l'hébergement s'est affaissé, freinant la croissance dans les services.

L'indicateur avancé des États-Unis est demeuré inchangé après les augmentations soutenues enregistrées au début de l'année. Comme au Canada, la consommation était sa principale source de faiblesse. La baisse des commandes à la consommation a pris de l'ampleur tandis que celle des permis de bâtir était la cinquième en six mois.

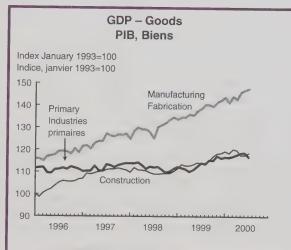
Production

En volume, la production a encore crû à un taux de 0,3 % en juillet. La croissance accélérée des industries liées à l'informatique et la reprise des dépenses de consommation ont été contrebalancées par des pertes un peu partout dans le secteur des ressources naturelles.

Les services informatiques et la fabrication d'ordinateurs ont encore fait un bond en juillet. Dans le cas des services, le gain relevé de 2,5 % était le meilleur depuis 1998 et, dans le cas des chaînes de montage, la hausse a été de 4 % pour un septième gain mensuel consécutif. D'autres industries de haute technologie ont également poursuivi leur croissance,

et notamment celles des télécommunications et de l'aéronautique (où la production a monté en flèche un huitième mois de suite).

Les ventes au détail se sont redressées pendant l'été. L'élan imprimé aux dépenses de consommation a rejailli sur les services, depuis les services récréatifs jusqu'aux services touristiques et personnels. Une industrie de la construction en remontée a connu son premier mois complet de travail après des grèves, mais l'activité y était bien inférieure à ce qu'elle était avant le mouvement de grève.



Conditions économiques actuelles

The primary sector weakened across the board, as most commodity prices slipped in July. Activity on the oilpatch dropped, before prices soared later in the summer, while metal mines trimmed output. Strikes compounded the slump in demand for forestry products. These cuts reverberated downstream for manufacturers of wood and metals; these drops in energy-intensive industries compounded the slump in demand for electricity due to an unseasonably cool summer. Poor growing conditions also hampered field crops.

Household demand

Household spending held up over the summer, despite the slowdown in employment. This may reflect the boost to incomes from the federal government's pay equity payments in the second quarter. While they initially did little to stimulate spending, they may now be helping to cushion disposable incomes from lower job growth and higher prices.

Retail sales volume grew by 1.4% in July, on top of a 0.7% gain in June and 0.3% in May. These represent the best back-to back increases since the turn of the year. Substantial rebates helped to rev up auto sales, and this continued into August when demand hit a new high for the year. Total consumer outlays for goods have not accelerated in line with retail sales, advancing instead at a steady 0.6% over the last three months, largely because fluctuations in electricity demand have smoothed out overall spending.

Non-automotive outlays also increased across the board in July. Furniture and appliance sales snapped out of a two-month slump. A return to more seasonable weather helped to boost clothing purchases. Lower energy consumption dampened the rebound in the non-durables category, as motorists have cut back on driving all year long as prices escalated.

The housing market remained mixed in August. Housing starts dipped 12%, as the one-time stimulus of the end of strikes passed in July. Ground-breaking on single-family homes lost all of the gains made the month before, leaving them no better off than a year-earlier. However, existing home sales bounced back, especially in Ottawa which consolidated its claim as the fastest growing major market. This was also reflected in new house prices, where a monthly 1.9% jump in Ottawa accounted for most of the increase in the national index.

L'industrie primaire s'est affaiblie généralement, car la plupart des prix des produits de base ont fléchi en juillet. Dans le secteur pétrolier, l'activité a diminué avant que les prix ne prennent leur essor plus tard dans l'été. Les mines métalliques ont réduit leur production. Des grèves ont aggravé le marasme de la demande de produits forestiers. Ces diminutions se sont répercutées en aval sur les fabricants des secteurs du bois et des métaux. Les baisses observées dans les industries à forte utilisation d'énergie ont accentué l'inertie de la demande d'électricité au cours d'un été singulièrement frais. De piètres conditions de croissance ont aussi nui à la récolte dans les grandes cultures.

Demande des ménages

Les dépenses des ménages se sont maintenues pendant l'été malgré le ralentissement de l'emploi, ce que l'on doit sans doute à l'effet de stimulation du revenu des paiements d'équité salariale du gouvernement fédéral au deuxième trimestre. Si ces paiements n'ont guère amplifié les dépenses au départ, ils pourraient maintenant protéger le revenu disponible contre l'affaiblissement de la croissance de l'emploi et les hausses de prix.

En volume, les ventes au détail ont progressé de 1,4 % en juillet après avoir augmenté de 0,7 % en juin et de 0,3 % en mai. Ce sont là les meilleurs gains consécutifs depuis le début de l'année. Les remises appréciables consenties ont poussé les ventes d'automobiles en hausse et le mouvement s'est poursuivi jusqu'en août, où la demande a atteint de nouveaux sommets pour l'année. Globalement, les dépenses de consommation en biens ne se sont pas accélérées à la cadence des ventes au détail, prenant plutôt un rythme régulier de croissance de 0,6 % ces trois derniers mois, en grande partie parce que les variations de la demande d'électricité ont eu pour effet de lisser les dépenses globales sur la période.

En juillet, les dépenses en produits autres que les produits automobiles se sont élevées partout. Les ventes de meubles et d'appareils électroménagers ont mis fin à un marasme de deux mois. Le retour de conditions météorologiques plus saisonnières a eu pour effet de stimuler les achats de vêtements. Une consommation moindre d'énergie a amorti le redressement des biens non durables. Les automobilistes ont réduit ce qui était une utilisation à l'année de leur véhicule à cause de l'escalade des prix.

Le marché de l'habitation a encore présenté des résultats inégaux en août. Les mises en chantier ont fléchi de 12 %, ayant perdu en juillet l'élan momentané d'une fin de grèves. Les mises en chantier de logements unifamiliaux ont effacé tous leurs gains du mois précédent, revenant sans plus à leurs valeurs d'il y a un an. Toutefois, les ventes de maisons existantes ont rebondi, plus particulièrement à Ottawa qui s'est affirmé comme grand marché le plus en croissance. Même situation dans le cas des habitations neuves, puisqu'un bond mensuel de 1,9 % de cet indicateur à Ottawa est en majeure partie responsable de la montée de l'indice national.

Merchandise trade

Export growth paused in July, as slowing demand from cyclical industries in the United States was reinforced by a sharp drop in shipments to Europe and Japan. With imports essentially unchanged, the trade surplus backed off from the record high set the month before.

Exports retreated by 2.9% in July, after two consecutive months of strong growth. Much of the weakness originated in energy and high-tech products, the two sectors that have spearheaded recent gains. Lower oil prices, a dip in aircraft and a reversal for telecommunications equipment each contributed about one-third of the overall drop. The decreases are likely to be transitory, given the underlying strength of demand in each of these sectors, as reflected in oil prices and new orders for high-tech products.

Elsewhere, shipments to the US of cyclical goods such as autos and lumber continued to weaken. Lumber exports are running below last year's level as a result of a slowdown in house-building south of the border, while auto exports hit a new low for the year. These losses were offset by higher exports of metal and food products.

Imports slipped marginally for the second straight month, with lower oil prices helping to mask an increase in volume. Business demand for machinery and equipment resumed its upward trend, led by computers and communications equipment. The recent strength in non-automotive retail sales was also reflected in a rebound in imports of consumer goods. The slowdown in auto assemblies in Canada resulted in lower imports of both auto parts and machinery used by the auto industry.

Prices

The annual rate of inflation eased from 3.0% in July to 2.5% in August, largely due to lower gasoline prices. However, oil prices rose sharply late in the summer, leading a recovery in commodity prices. The cost of services remained restrained by continued low increases in unit labour costs, as a recent pick-up in output per employee outweighed a slight upturn in wages.

The seasonally unadjusted consumer price index edged down by 0.2% between July and August, led by a drop of almost 1% in the price of food and energy. Energy prices were restrained by a second consecutive break for motorists from rising fuel costs, while the drop for food reflected the seasonal arrival of fresh produce. However, the damage to this year's crops

Commerce de marchandises

Les exportations ont cessé de croître en juillet, mois où une forte baisse des livraisons à destination de l'Europe et du Japon s'est ajoutée à un ralentissement de la demande d'industries cycliques aux États-Unis. Comme les importations sont demeurées essentiellement les mêmes, l'excédent commercial a glissé du sommet atteint le mois précédent.

En juillet, les exportations ont régressé de 2,9 % après deux mois consécutifs de forte croissance. Cet affaiblissement est en majeure partie imputable à l'énergie et aux produits de haute technologie, qui avaient pourtant formé le peloton de tête dans la croissance récente à l'exportation. La descente des cours pétroliers, le recul des aéronefs et celui du matériel de télécommunication ont figuré chacun pour un tiers environ dans la diminution globale des exportations. Il s'agit probablement là de baisses provisoires si on considère la fermeté foncière de la demande dans ces divers secteurs, ainsi qu'en témoignent les cours pétroliers et les nouvelles commandes de produits de haute technologie.

Par ailleurs, les livraisons aux États-Unis de biens à caractère cyclique comme les automobiles et le bois d'œuvre se sont encore affaiblies. Les exportations de bois d'œuvre le cèdent à leurs valeurs de l'an dernier par suite d'un ralentissement de la construction d'habitations chez notre voisin du sud. Ajoutons que, à l'exportation, l'industrie de l'automobile est tombée à un minimum pour l'année. Ces pertes ont toutefois été compensées par des gains dans le cas des produits métalliques et des denrées alimentaires.

Les importations ont un peu décru un deuxième mois de suite et la diminution des cours pétroliers a contribué à dissimuler une augmentation en volume. La demande de machines et de matériel dans les entreprises a réévolué en hausse, surtout grâce aux ordinateurs et au matériel de communication. La récente vigueur des ventes au détail hors secteur de l'automobile s'est aussi traduite par une remontée des biens de consommation à l'importation. Le ralentissement des chaînes de montage de l'industrie canadienne de l'automobile a eu pour effet d'atténuer les importations tant de pièces que d'outillage de construction automobile.

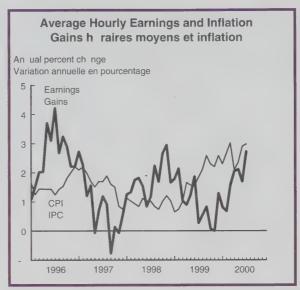
Prix

De juillet à août, le taux annuel d'inflation est tombé de 3,0 % à 2,5 % en grande partie à cause de la baisse du prix de l'essence, mais les cours pétroliers étaient en forte hausse vers la fin de l'été, menant le mouvement de reprise des cours des produits de base. Les prix des services ont encore été contenus par la lenteur persistante de la croissance des coûts unitaires de main-d'œuvre dans une situation où une reprise récente de la production par salarié a eu plus de poids qu'une légère majoration des salaires.

L'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a perdu 0,2 % de juillet à août, ce que l'on doit à une diminution de presque 1 % des prix des aliments et de l'énergie. Un deuxième sursis consécutif accordé aux automobilistes dans le renchérissement des carburants est venu restreindre la montée des cours énergétiques. Dans le cas des aliments, le recul est imputable aux arrivages saisonniers d'aliments frais.

from poor weather was reflected in the smallest August decrease in vegetable prices since 1988.

The cost of other goods rose 0.2% in the month. The recent slide in the cost of durable goods, notably autos, came to at least a temporary halt. A strong pick-up in auto sales in August meant discounts were not needed to clear out stock at the end of the model year. The price of clothing rose for the first time since winter. Elsewhere, services prices edged up, largely due to the increasing cost of shelter.



Commodity prices fell slightly in August, after a large drop in the Bank of Canada's index in July. Food prices edged down, partly reflecting the start of the fall harvest. However, the price of crude oil rebounded, rising to \$31 (US) a barrel before jumping to a peak of \$37 in September, its highest level since the early 1980s. Metals prices were boosted by strength in copper.

Manufacturers' prices edged up 0.2% for the third straight month, after large increases earlier in the year. The increasing cost of crude oil already began having downstream effects, notably for refiners as well as chemical producers. A slight increase in the US dollar nudged up prices for a number of our exports. The one exception was lumber, where prices tumbled as housing demand slowed in North America.

Financial markets

Both short- and long-term interest rates remained little changed, as they have all summer. While the Canada/US exchange rate was also essentially stable, a sharp drop in the value of the euro pushed up our trade-weighted exchange rate.

Demand for money and credit slowed in the latest month. Household credit demand was up only 0.2% in July, a third of its gain as recently as two months before. Meanwhile, funds raised by firms on stock and bond markets in August fell for the first time this year, after a marked slowdown in July. Most measures of the money supply stalled or contracted in August, ending two months of growth. One exception to the general lethargy in markets was a continued strong

Toutefois, le tort causé cette année aux récoltes par les intempéries explique que, en août, les prix des légumes aient le moins diminué depuis 1988.

Dans le mois, les prix des autres biens ont augmenté de 0,2%. Le dérapage récent des prix des biens durables, et notamment des automobiles, a cessé, du moins provisoirement. Comme les ventes d'automobiles ont largement remonté en août, on n'a pas eu besoin de recourir à des remises de prix pour liquider les stocks en fin de campagne. Les prix des vêtements étaient en hausse pour la première fois depuis l'hiver. Quant aux prix des services, ils

se sont un peu élevés en grande partie à cause du renchérissement du logement.

Ce même mois, les cours des produits de base ont légèrement décru après une forte descente en juillet dans l'indice de la Banque du Canada. Les prix des aliments étaient un peu en baisse, en partie à cause du début de la récolte automnale. Toutefois, un cours du brut en relance a été porté à 31 dollars américains le baril avant d'atteindre un sommet de 37 dollars en septembre, son plus haut niveau depuis les premières années de la décennie 1980. Par ailleurs, les prix des métaux ont été stimulés par la fermeté des cours du cuivre.

Les prix à la fabrication ont légèrement monté, gagnant 0,2 % un troisième mois de suite après avoir largement augmenté plus tôt dans l'année. Le renchérissement du pétrole brut a déjà commencé à faire sentir ses effets en aval, notamment dans l'industrie du raffinage et l'industrie chimique. Comme le dollar américain a pris un peu de valeur, les prix d'un certain nombre de nos produits à l'exportation ont évolué en hausse avec pour seule exception le bois d'œuvre dont le prix devait dégringoler à la suite du ralentissement de la demande d'habitations en Amérique du Nord.

Marchés financiers

Les taux d'intérêt tant à court terme qu'à long terme n'ont guère bougé comme pendant tout l'été. Le taux de change canado-américain a essentiellement été stable, mais une nette dévalorisation de l'euro a poussé en hausse notre taux de change en pondération des échanges.

La demande d'argent et de crédit a ralenti ce dernier mois. La demande de crédit des ménages n'a progressé que de 0,2 % en juillet. C'est le tiers du gain qui avait été le sien aussi récemment qu'il y a deux mois. Par ăilleurs, les entreprises ont moins mobilisé de fonds en août sur les marchés des actions et des obligations pour la première fois cette année. La progression de cet indicateur avait connu un ralentissement marqué en juillet. La plupart des mesures de la masse monétaire ont plafonné ou se sont contractées en

inflow of over \$5 billion into non-money market mutual funds, about equal to its average monthly increase so far this year and up from \$3 billion last year.

The stock market suffered its first setback in four months, tumbling 7% in September to erase almost all of the previous month's increase. The drop was confined largely to technical hardware, off nearly 20% to offset about half of its gains over the summer. Resource stocks were mixed, as losses in metals and forestry issues were counterbalanced by further advances in energy stocks.

Regional economy

The economy of Western Canada continued to lose momentum in July, before oil prices soared. In Alberta, construction suffered the largest reversal in demand, with both housing starts and non-residential permits still well below the highs reached last spring. Half the manufacturing industries continued to show declines, extending the slowdown that began last April. Activity was also down in British Columbia, with stagnant exports of raw materials and a drop in exports of fish products. In July, retail sales registered their second decline in three months, while housing starts in August reached a 20-year low. As a result, shipments showed their first quarterly decline in two years.

In Ontario, the economy continued its broad expansion. Consumption surged ahead, after posting the strongest growth in Canada in the second quarter. Business demand was also robust: non-residential permits jumped 15% in July following a similar increase in June. These increases occurred with the high tech sector driving this year's increase in investment intentions. Job gains in recent months also have been concentrated in industries related to business demand.

In Quebec, exports of high tech goods fell by onequarter in July compared with June, leaving manufacturing shipments slightly below the record level reached in May. However, domestic demand picked up the slack, with retail sales booming in both June and July and housing starts in August reaching their highest level in a year.

International economies

High world oil prices dampened consumer spending in most of the G7 economies by summer's end and boosted imports, although a temporary easing in August gave some relief to inflation. Japan rebounded in the second quarter, fuelled by the

août après deux mois de croissance. Comme exception à cette léthargie générale des marchés, il y a eu un nouvel apport important de plus de 5 milliards en fonds communs de placement sur le marché non monétaire, ce qui représente la moyenne environ des hausses mensuelles jusqu'ici cette année et un gain sur les 3 milliards de la dernière année.

Les bourses ont marqué leur premier recul en quatre mois, perdant 7 % en septembre pour ainsi annuler presque en totalité leur gain du mois précédent. La chute s'est largement limitée au matériel technique en perte de près de 20 % (ce qui effaçait environ la moitié de ses gains de l'été). Les actions liées aux ressources naturelles ont eu un rendement inégal avec des baisses dans les métallifères et les forestières et de nouvelles hausses dans les actions du secteur de l'énergie.

Économie régionale

L'économie de l'Ouest du pays continue de freiner son élan en juillet, avant la remontée des prix pétroliers. En Alberta, la construction subit le plus grand revers de la demande, tant les mises en chantier que les permis non résidentiels étant toujours en baise marquée par rapport à leur sommet du printemps. La moitié des industries manufacturières ont continué d'accuser un recul, prolongeant ainsi le ralentissement amorcé en avril dernier. L'activité s'est également tassée en Colombie-Britannique face au plafonnement des exportations de matières premières et la chute des produits de la mer. Les ventes au détail ont enregistré leur deuxième baisse en trois mois en juillet et par la suite, en août, les mises en chantier atteignaient un creux de 20 ans. Les livraisons ont donc enregistré leur première baisse trimestrielle depuis deux ans.

La conjoncture continue de progresser de façon étendue en Ontario. La consommation s'accélère et la progression au deuxième trimestre est la plus forte au pays. Pendant ce temps, du côté de la demande des entreprises, les permis non résidentiels ont bondi de 15% en juillet, talonnant une progression semblable en juin. Ces hausses sont survenues alors que le secteur de la haute technologie a dominé le gain des intentions d'investissement cette année. Elles se sont également traduites par la concentration des hausses d'emploi au cours des derniers mois dans les industries reliées à la demande des entreprises.

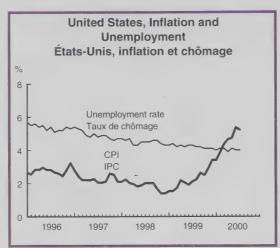
Au Québec, les exportations de biens de haute technologie ont baissé du quart en juillet par rapport à juin et laissent les livraisons manufacturières légèrement sous leur niveau record de mai. La demande intérieure prend le relais, cependant, avec une forte croissance des ventes au détail tant en juillet qu'en juin et des mises en chantier qui ont atteint en août leur niveau le plus élevé depuis 1 an.

Économies internationales

Dans la plupart des économies du Groupe des Sept, les cours internationaux élevés du pétrole avaient amorti les dépenses de consommation à la fin de l'été et amplifié les importations, bien qu'une pause temporaire en août ait quelque peu modéré l'inflation. L'économie japonaise a rebondi

information technology sector, which has also spurred growth in Canada.

Some slowing appeared in the buoyant **United States** economy as the summer wound down. Consumer demand began to ease in the wake of interest rate hikes and a slowdown in earnings growth. Businesses cut back on production due to accumulating inventories and a drop in export demand. The unemployment rate edged up to 4.1% in August, while consumer prices declined for the first time in 14 years.



Consumers started to rein in their hectic spending in August. Retail sales rose a slight 0.2% after gains of 0.9% in both June and July. Earnings growth eased to 3.9% in the three months to July, almost halving its first quarter pace, as strikes at a large phone company and the departure of temporary census workers led to a decline in employment.

The pace of industrial production decelerated in August, following a drop in orders the month before. Manufacturing shifted into reverse after 18 straight months of growth, as inventories expanded again in July, albeit at a much slower pace than in previous months. Housing starts recovered slightly to mark their first rise since April, although building permits continued to retreat.

The trade gap widened further in July, as exports shrank and the import bill was again inflated by oil prices. Exports retreated, led by a drop in the volatile transportation sector. Imports also received a boost from autos.

Real GDP grew 0.9% in the **euro-zone** in the second quarter of the year, and gained 3.8% from a year earlier. Exports accelerated, as did imports which were boosted by the increase in oil prices (energy imports doubled from a year ago). Nonetheless, the strength of exports resulted in a large trade surplus in June, after a deficit the month before. Industrial production was down 0.4% in June, led by a drop in durable goods. Inflation eased slightly in August to a 2.3% annual rate, while unemployment was stable in July at 9.1%. An easing in consumer demand in the zone prompted several countries to introduce tax reduction programs in September to boost spending.

au deuxième trimestre, nourrie par le secteur de la technologie de l'information, lequel a aussi stimulé la croissance au Canada.

La vigoureuse économie des États-Unis a montré certains signes de ralentissement vers la fin de l'été. La demande de consommation a commencé à s'affaiblir à la suite des majorations de taux d'intérêt et du ralentissement de la croissance du revenu du travail. Les entreprises ont réduit leur production, réagissant à des stocks en accumulation et à une demande en baisse à l'exportation. Le taux de chômage a un peu

monté à 4,1 % en août et les prix à la consommation ont évolué en baisse pour la première fois en 14 ans.

Les consommateurs ont commencé à mettre un frein à la frénésie de leurs dépenses en août. Les ventes au détail n'ont augmenté que de 0,2 % après s'être élevées de 0,9 % tant en juin qu'en juillet. Le taux de progression du revenu du travail a fléchi à 3,9 % en trois mois jusqu'en juillet, diminuant presque de moitié son rythme du premier trimestre dans une situation où des grèves dans une grande société de téléphone et le départ des travailleurs temporaires du recensement ont fait fléchir l'emploi.

En août, la production industrielle a ralenti du fait d'une diminution des commandes le mois précédent. La fabrication a fait machine arrière; elle avait fait cap avant 18 mois de suite. Les stocks se sont encore accrus en juillet, mais à un rythme bien inférieur à celui des mois précédents. Des mises en chantier en léger rétablissement ont marqué leur première avance depuis avril, quoique l'indicateur des permis de construire se soit encore contracté.

Le déficit commercial s'est alourdi une fois de plus en juillet. Les exportations ont en effet diminué et la facture à l'importation a encore été gonflée par les cours pétroliers. À l'exportation, on a notamment relevé une baisse dans le cas du secteur instable des transports. À l'importation, l'industrie de l'automobile a aussi été un aiguillon.

Dans la **zone de l'euro**, le PIB réel s'est élevé de 0,9 % au deuxième trimestre, ayant gagné 3,8 % sur sa valeur d'il y a un an. Les exportations se sont accélérées, tout comme des importations stimulées par le renchérissement du pétrole (les importations d'énergie ont doublé depuis un an). Il reste que la vigueur des exportations a laissé un important excédent commercial en juin après un déficit le mois précédent. En juin, la production industrielle a accusé une baisse de 0,4 %, surtout à cause des biens durables. En août, l'inflation s'est un peu modérée pour tomber à un taux annuel de 2,3 %, alors que le taux de chômage restait fixé à 9,1 % en juillet. Dans la zone de l'euro, un ralentissement de la demande de consommation a amené plusieurs pays à instaurer des programmes de dégrèvements fiscaux en septembre à des fins de stimulation des dépenses.

The **French** economy expanded by 0.7% in the second quarter, matching its first quarter pace. Consumer spending slowed to 0.2%, its smallest gain in over a year, while business investment was stable at 1.8%. Consumer spending fell a further 2.3% in August. Industrial production contracted in June, wiping out its May rise, as demand for autos plummeted. The trade balance swung into deficit for the first time in six months in July when exports within the euro-zone slowed due to a drop in aircraft and autos.

Domestic demand in **Germany** began to wane in late summer. High oil prices dampened consumer spending and led to a sharp contraction in the car market. Business confidence also slipped for the third month in a row. Industrial production retrenched 4% in June after several strong monthly gains, partly due to the slowdown in auto demand. The unemployment rate was steady at 8.4% in July, while the annual inflation rate inched up to 1.8% in August.

The **British** economy remained upbeat with unemployment hitting a record low, as job growth remained brisk, and output eking out a 0.1% gain in June, even as the euro-zone contracted in the month. The annual inflation rate of 0.6% in August was well below the 2.3% rate in the euro-zone and the 3.4% US rate.

Japan's economy expanded by 1% in the second quarter, boosted by a surge in government spending and a strong recovery in information technology. Consumer demand remained weak, with retail sales in July down for the 40th consecutive month. Industrial production fell for the first time in three months, after a surge in the production of bullet trains in June. Capital spending was up, however, particularly in the high-tech sector. The number of jobless eased for the third straight month in July, but left the unemployment rate unchanged at 4.7%.

En **France**, l'économie a crû de 0,7 % au deuxième trimestre, autant qu'au premier. Le taux de progression des dépenses de consommation a fléchi à 0,2 %. C'est là son gain le plus modeste en plus d'un an, tandis que les investissements des entreprises plafonnaient à 1,8 %. Les dépenses de consommation ont encore reculé de 2,3 % en août. La production industrielle s'est contractée en juin, effaçant ainsi son gain de mai. La demande a dégringolé dans le secteur de l'automobile. En juillet, les exportations à l'intérieur de la zone de l'euro ayant ralenti surtout à cause de baisses dans les secteurs de l'aéronautique et de l'automobile, le solde au compte des échanges est devenu déficitaire pour la première fois en six mois.

En Allemagne, la demande intérieure a commencé à décroître vers la fin de l'été. La cherté du pétrole a amorti les dépenses de consommation et causé une vive contraction du marché de l'automobile. Les entreprises ont perdu de leur confiance dans l'économie un troisième mois de suite. En juin, la production industrielle s'est repliée de 4 % après avoir amplement progressé pendant plusieurs mois, ce qui s'explique en partie par un ralentissement de la demande d'automobiles. En juillet, le taux de chômage a été stable à 8,4 % et, en août, le taux annuel d'inflation a un peu évolué en hausse, montant à 1,8 %.

En **Grande-Bretagne**, l'économie a encore battu son plein et le taux de chômage est tombé à un bas niveau record dans un contexte de vive croissance de l'emploi. On a observé une maigre avance (0,1 %) de la production en juin, bien que la zone de l'euro ait vu dans l'ensemble son économie se contracter dans le mois. Le taux annuel d'inflation, qui s'établissait à 0,6 % en août, le cédait largement aux 2,3 % de la zone de l'euro et aux 3,4 % des États-Unis.

Au **Japon**, l'économie a crû de 1 % au deuxième trimestre grâce à un bond des dépenses des administrations publiques et à une forte reprise dans le cas de la technologie de l'information. La demande de consommation est demeurée faible et, en juillet, les ventes au détail ont régressé un quarantième mois de suite. La production industrielle a fléchi une première fois en trois mois après un essor de la production de trains superexpress en juin. Les dépenses d'investissement étaient toutefois en hausse, plus particulièrement dans le secteur de la haute technologie. En juillet, le nombre de chômeurs a baissé un troisième mois de suite, mais le taux de chômage est resté fixé à 4,7 %.



Canada

Discover labour market trends in seconds

When you need a snapshot of the labour market

...when you need quick answers or in-depth analysis

...when you need to see historical movements

...when you need labour-related data for a presentation or report

...you'll find that the Labour Force Historical Review on CD-ROM is the perfect solution.

This easy-to-use CD-ROM, issued annually, provides:

Accurate, timely data...

actual and seasonally adjusted, monthly and annual data

INI Statement State

- ...plus historical information...
- * over 20 years of data (from 1976 to 1999)

...in a tremendously useful format!

- with thousands of cross-classified data series
- and the functionality for easy export of the data into any spreadsheet package for data manipulation

At the click of a mouse, access key variables, such as:

- semployment and unemployment levels and rates
- demographic characteristics including age, sex, educational attainment and family variables
- national, provincial, metropolitan areas and economic regions
- 🌣 industry, occupation, wages, union membership, job tenure
- workplace size and hours worked ...and much more.

Découvrez les tendances du marché du travail en quelques secondes

Que vous ayez besoin d'un instantané du marché du travail

... de réponses rapides ou d'analyses approfondies

... de séries chronologiques

... ou de données sur le marché du travail pour un exposé ou un compte rendu

... le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active est l'outil parfait.

Ce CD-ROM facile à utiliser, qui paraît chaque année, vous offre :

des données exactes et à jour...

- brutes et désaisonnalisées, mensuelles et annuelles
- ... et des renseignements chronologiques...
- portant sur plus de 20 ans de données (de 1976 à 1999)
- ... présentés dans un format des plus pratiques!
- avec des milliers de séries croisées
- les fonctionnalités permettant d'exporter facilement les données vers tout tableur à des fins de manipulation

Il suffit d'un clic de souris pour accéder à des variables clés :

- les niveaux et les taux d'emploi et de chômage
- les caractéristiques démographiques, dont l'âge, le sexe, le niveau d'instruction et les données familiales
- les données nationales, provinciales et relatives aux régions métropolitaines et économiques
- les données relatives aux branches d'activité, aux professions, aux salaires, à l'affiliation syndicale et à l'ancienneté d'emploi
- les données sur la taille du lieu de travail, le nombre d'heures de travail... et beaucoup plus.

For more detailed information on this CD-ROM, visit our Web site at http://www.statcan.ca/english/ads/71F0004XCB/index.htm

The Labour Force Historical Review on CD-ROM (catalogue no. 71F0004XCB) is available for only \$195. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10. To order the CD ROM, CALL 1 800 267-6677, EAX 1 877 287-4369 or MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. You may also order by E-MAIL: grder@statcan.ca or contact your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre: 1 800 263-1136.

Pour plus de précisions sur ce CD-ROM, visitez notre site Web à http://www.statcan.ca/francais/ads/ 71F0004XCB/index f.htm

Le CD-ROM de la Revue chronologique de la population active (n° 71F0004XCB au catalogue) est offert à seulement 195 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$. Vous pouvez commander le CD-ROM par TÉLÉPHONE au 1 800 267-6677, par TÉLÉCOPIEUR au 1 877 287-4369 ou par la POSTE à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez aussi commander par COURRIEL à order@statean.ca ou en communiquant avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus proche au 1 800 263-1136.

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN SEPTEMBER

Canada

The Bank of Canada announced that changes to its key interest rates will now be decided on eight fixed days a year.

World

France announced a three-year tax reduction package worth 120 billion francs (\$16.3 billion US) that trims both personal and corporate income taxes. The package followed similar tax-cutting reforms in Germany worth 50 billion marks (\$24 billion US) over 5 years.

OPEC agreed to raise oil production by 800,000 barrels a day on September 11, marking the third increase this year, as oil prices surged to 10-year highs. Truckers across Europe staged blockades in protest of high fuel costs causing road closures and gas shortages.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES DE SEPTEMBRE

Canada

La Banque du Canada annonce que ses décisions relatives aux taux d'intérêt directeurs se prendraient à huit dates fixes chaque année.

Le monde

La France annonce un programme sur trois ans de dégrèvements fiscaux d'une valeur de 120 milliards de francs (16,3 milliards de dollars américains) portant sur l'impôt tant des particuliers que des sociétés. Ces mesures suivent des allégements fiscaux semblables en Allemagne pour une valeur de 50 milliards de marks (24 milliards de dollars américains) sur 5 ans.

L'OPEP accepte le 11 septembre de hausser sa production pétrolière de 800 000 barils par jour. C'est son troisième relèvement de production cette année dans une situation où les cours pétroliers ont monté en flèche pour atteindre un sommet en 10 ans. Dans toute l'Europe, les camionneurs ont protesté contre la cherté des carburants par des barrages de routes et des blocages qui ont tari l'approvisionnement en pétrole.

Bet enline

with Statistics Canada's Electronic Publications!

Go virtual with Statistics Canada's electronic publications. From Arts and Culture to Travel, Transport and Warehousing, you have over 120 titles in 18 topic categories to choose from — and the list is growing every day.



Seyaa branehê

grace aux publications électroniques de Statistique Canadal

Vivez au rythme virtuel des publications électroniques de Statistique Canada. De la rubrique Arts et culture à la rubrique Voyages, transport et entreposage, vous trouverez plus de 120 titres répartis en 18 catégories, et la liste s'allonge de jour en jour.

Save money.

Order online and you'll receive a 25% price reduction from that of our print publications.

One price, many rewards.

Statistics Canada subscriptions offer indefinite access to your publication and up to three years of its previous issues.

Built to last.

Unlike paper, e-versions won't yellow, fade or tear. They will stay intact and accessible for years to come!

Find the information you need now.

Online documents allow you to search, locate and print exactly what you are looking for.

Be the first to know.

Our electronic publications are regularly available before print versions, so you always have access to the most current releases.

Feel safe about ordering online.

Our secure site makes using your credit card online safe and easy. Guaranteed.

Be green.

By consciously choosing electronic over paper, you're doing your part to be ecologically friendly. Feel good about doing business, respecting the environment and saving precious resources.

Save time.

Access your publication on the day of release — no more waiting for delivery.

Put the data to work.

Copy text from our online publications right into your documents and databases.

Access anywhere, anytime.

Get up-to-date detailed information quickly and efficiently, regardless of location and time constraints.

On our site, go to <u>Products and Services</u>, select <u>Downloadable publications</u> (\$) and simply follow the steps to subscribe or purchase. It's that easy!

www.statcan.ca



Économisez de l'argent.

Les achats en ligne vous donnent droit à un rabais de 25 % sur le prix des ouvrages imprimés.

Un seul prix, beaucoup de primes.

À Statistique Canada, les abonnements sont assortis d'un accès illimité à la publication que vous choisissez et aux numéros antérieurs pour une période pouvant couvrir jusqu'à trois années.

Conçues pour durer.

Contrairement aux documents imprimés, les versions électroniques ne jaunissent pas, ne se décolorent pas et ne se déchirent pas. Elles restent intactes et accessibles pendant des années!

Trouvez les renseignements que vous cherchez maintenant.

Les documents en ligne vous permettent de chercher, de trouver et d'imprimer exactement ce que vous désirez obtenir.

Prenez la tête du peloton.

Nos publications électroniques sortent généralement avant les versions imprimées; vous avez donc accès aux parutions les plus récentes.

Soyez rassuré quant aux commandes en ligne.

Grâce à la sûreté de notre site, l'utilisation en ligne de votre carte de crédit est simple et sans risque. C'est garanti.

Pensez «écolo».

En optant pour les produits électroniques plutôt que les documents imprimés, vous participez à la préservation de l'environnement. Faites d'une pierre, trois coups : travaillez, respectez l'environnement et conservez des ressources précieuses.

Gagnez du temps.

Accédez à la publication le jour de sa parution – aucun délai de livraison.

Mettez les données à l'oeuvre.

Copiez des extraits de nos publications en ligne directement dans vos documents et bases de données.

Accès partout, en tout temps.

Obtenez rapidement et efficacement des renseignements détaillés et à jour, peu importe les contraintes de lieu et de temps.



Sur notre site, cliquez sur <u>Produits et services</u>, puis sélectionnez <u>Publications téléchargeables</u> (\$). Vous n'avez qu'à suivre les étapes pour acheter ou vous abonner. C'est aussi simple que cela!

www.statcan.ca



Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- 2. Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Giobalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- 1. The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR : Des fonds de placement en croissance.
- Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- 1. Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

1. RRSP withdrawals revisited.

REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

1. Le point sur les retraits d'un REER.

2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Epargne-retraite: travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

April 2000

Year-end review.

May 2000

Brain drain and brain gain: Part I, The emigration of knowledge workers from Canada.

June 2000

Brain drain and brain gain: Part II, The immigration of knowledge workers to Canada.

August 2000

Income inequality in North America: Does the 49th parallel still matter?

September 2000

Unemployment kaleidoscope

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Avril 2000

Revue de fin d'année.

Mai 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie I, Émigration des travailleurs du savoir en provenance du Canada.

Juin 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie II, l'immigration des travailleurs du savoir à destination du Canada.

Août 2000

Inégalités de revenu en Amérique du nord : Le 49° parallèle a-t-il encore de l'importance?

Septembre 2000

Chômage kaléidoscope

or over 30 years, CANSIM has made it possible for Canadian businesses to track trends in virtually every sector of Canadian social and economic life.



epuis plus de 30 ans CANSIM permet aux entreprises canadiennes de suivre de près les tendances dans presque tous les secteurs de la vie sociale et économique au Canada.

So, when YOU need accurate, precise and timely data from a source you can trust, look no further than **CANSIM** and its more than 700,000 time series—some extending back more than 50 years!

Available on CD-ROM and online through Statistics Canada and our licensed distributors, this multi-subject database provides a wide range of statistical information on labour, transportation, population, finance, international trade, manufacturing, prices and much more.

Using **CANSIM** is simple.



The CD-ROM offers you an UNLIMITED ACCESS to CANSIM's complete historical records. For the last time ever, the CD-ROM was produced in March 2000.



The **online version**, updated daily, allows you to pick and choose **THE LATEST TIME SERIES YOU WANT!**

Whether it's from the CD-ROM or the online version, getting the exact range of data you need takes only a few minutes—and you can download it to your preferred software application.

In a nutshell, this powerful database presents an organized universe of business, economic and social data that you can explore and mine for the information you need, exactly when you need it!



CD-ROM: \$1,995

In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$6. For shipments to other countries, please add \$10.



Online: \$3 per time series



The CD-ROM and the online version are also available through our licensed distributors. For details, check the listing at www.statcan.ca.

To order:

Phone 1 800 263-1136 and discuss your requirements with our knowledgeable account executives.

Access our Web site at www.statcan.ca

Tomorrow's socio-economic decisions need CANSIM today!

Alors, si VOUS avez besoin de données exactes, précises et à jour provenant de source sûre, ne cherchez plus et consultez **CANSIM** et ses 700 000 séries chronologiques, certaines remontant à plus de 50 ans!

Disponible sur CD-ROM et en direct auprès de Statistique Canada et de ses distributeurs autorisés, cette base de données polyvalente fournit un vaste éventail de renseignements statistiques sur le travail, le transport, la population, la finance, le commerce international, la fabrication, les prix et plus encore.

L'utilisation de **CANSIM** est simple.



Le **CD-ROM** vous offre un **ACCÈS ILLIMITÉ** à tous les enregistrements chronologiques de **CANSIM**. L'édition de mars 2000 était la dernière à paraître.



La version en direct, mise à jour quotidiennement, vous permet de repérer et de choisir LA SÉRIE CHRONOLOGIQUE LA PLUS ACTUELLE!

Que vous utilisiez le CD-ROM ou la version en direct, vous obtiendrez en quelques minutes seulement la gamme exacte de données dont vous avez besoin, données que vous pouvez télécharger dans votre application logicielle préférée.

Grosso modo, cette base de données puissante présente un univers organisé de données commerciales, économiques et sociales que vous pouvez explorer et dont vous pouvez extraire les renseignements voulus, <u>au moment où vous en avez besoin!</u>



CD-ROM: 1 995 \$

Au Canada, veuillez ajouter **soit** la TVP et la TVP en vigueur, **soit** la TVH. Frais de port: Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 10 \$.



En direct: 3 \$ par série chronologique

0

Vous pouvez également vous procurer le CD-ROM et la version en direct auprès des distributeurs autorisés. Vous trouverez leurs coordonnées à l'adresse www.statcan.ca.

Pour commander:

Composez le 1 800 263-1136 et faites part de vos besoins à l'un de nos analystes-conseils chevronnés.

Visitez notre site Web à www.statcan.ca

Pour prendre des décisions éclairées en matière socioéconomique, consultez *CANSIM* dès maintenant!

Add to your favorites

Ajoutez à vos favoris

STATISTICS CANADA'S ONLINE CATALOGUE OF PRODUCTS AND SERVICES

LE CATALOGUE EN LIGNE DES PRODUITS ET SERVICES DE STATISTIQUE CANADA

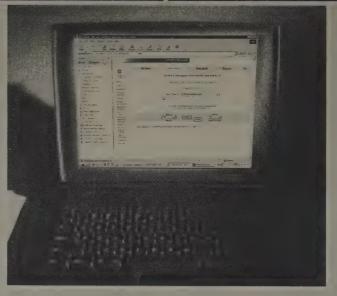
Whether you're looking for information about the census, health data or recent economic news, Statistics Canada's Online Catalogue of Products and Services has the answer to your questions!

Access a variety of data through an efficient and up-to-date search tool, for work, analyses or personal use.

A NO NONSENSE SEARCH

Search the *Catalogue* through keywords, expressions, titles, subjects and more!

A thesaurus is available to make your search easier and save you time.



Que vous soyez à la recherche d'information sur le recensement, de données sur la santé ou encore de nouvelles économiques récentes, le Catalogue en ligne des produits et services de Statistique Canada a la réponse à vos questions!

Cet outil de recherche efficace et à jour vous permettra d'accéder à une variété de données pour vos travaux, vos analyses ou tout simplement pour votre information personnelle.

CHERCHEZ SANS VOUS CASSER LA TÊTE

Le Catalogue vous permet d'effectuer une recherche par mots-clés, expressions, titres, sujets et bien plus encore!

Un thésaurus est mis à votre

disposition pour faciliter votre recherche et économiser du temps.

RESULTS THAT MEET YOUR EXPECTATIONS!

Access a wide variety of products and services in hard copy or electronic format:

- articles
- publications
- research documents
- and more!

The information summary of your search results will guide you towards the product or service you require. All the information you need at your fingertips!

Click your way to an extensive source of information and see for yourself what this online catalogue has to offer!

- **surveys**
- CD-ROM
- customized aggregated data

DES RÉSULTATS À LA HAUTEUR DE VOS ATTENTES!

Accédez à une gamme de produits et services en version papier ou électronique :

- m articles
- m enquêtes
- a documents de recherche
- m publications m CD-ROM

Unternet.

m données agrégées personnalisées

et plus encore!

A link to electronic publications publications directly downloadable from the sur

La liste des résultats vous présente un résumé de l'information pertinente à votre recherche, ainsi que la façon dont vous pouvez vous procurer le produit ou service désiré. Bref, tous les renseignements dont vous avez besoin à portée de la main!

D'un seul clic de souris, accédez dès maintenant à cette vaste source d'information et voyez vousmême ce que ce catalogue en ligne peut vous offrir!

www.statcan.ca



Catalogue no. 11-010-XPB

Nº 11-010-XPB au catalogue



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE **CANADIEN**

New hirings and permanent separations

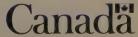
Nouvelles embauches et cessations permanentes





Statistics Canada

Statistique Canada



Treat data like dollars!

Les données, c'est de l'argent!

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CEO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive **CEO** 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — The Statistical Summary:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts answers to your questions related to either data or feature articles contained in *CEO* are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely.

Subscribe to the Canadian Economic Observer (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227. In Canada, please add either CST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$72. For shipments to other countries, please add \$120. CALL TOLL-FREE 1 800 267-6677 or FAX 1 877 287-4369. You can also MAIL your order to: Statistics Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A OT6, Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans *L'Observateur* économique canadien et profitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé – tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de L'OÉC.

La première partie est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La deuxième partie est une publication d'accompagnement distincte intitulée Aperçu statistique :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- ▶ En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

Vous verrez qu'un investissement dans les données, ça rapporte gros.

Abonnez-vous à L'Observateur économique canadien (n° 11-010-XPB au catalogue) AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 72 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 120 \$. APPELEZ SANS FRAIS au 1 800 267-6677. Vous pouvez également TÉLÉCOPIER votre commande au 1 877 287-4369 ou la POSTER à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index_f.htm

729MISC00007



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

November 2000

For more information on the CEO contact:

Current Analysis Group,

24-K Coats Building,

Statistics Canada,

Ottawa, Ontario

K1A 0T6

Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403

Internet: ceo@statcan.ca

You can also visit our World Wide Web site:

http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Novembre 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez:

Groupe de l'analyse de conjoncture,

24-K Édifice Coats,

Statistique Canada,

Ottawa, Ontario

K1A 0T6

Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403

Internet: oec@statcan.ca

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web :

http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)



Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

November 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 11 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Novembre 2000 N° 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n° 11 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries Web site	infostats@statcan.ca www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$23.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States	CDN \$ 6.00	CDN \$72.00
Other countries	CDN \$ 10.00	CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

	Phone	(Canada and United States)	1 800 267-6677
	Fax (C	anada and United States)	1 877 287-4369
•	E-mail		order@statcan.ca
٠	Mail	Statistics Canada	

Mail Statistics Canada
 Dissemination Division
 Circulation Management
 120 Parkdale Avenue
 Ottawa, Ontario K1A 0T6

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécomm	
nications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programm	ne
des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des	
bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit nº 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada:

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

•	Téléphone (Canada et États-Unis)		1 800 267-6677
•	Télécopieur (Canada et États-Unis)		1 877 287-4369
•	Courriel		order@statcan.ca
•	Poste	Statistique Canada Division de la diffusion Gestion de la circulation	Š

 En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Ottawa (Ontario) K1A 0T6

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

The high tech sector remained the driving force behind output growth in August. Rising commodity prices, especially for oil, have given a boost to inflation but not to output in this sector. Employment gains moderated in October.

Le secteur de la technologie est demeuré le moteur de la croissance de la production en août. La hausse du prix des marchandises, en particulier du pétrole, a donné une poussée à l'inflation mais n'a pas eu d'impact sur la production dans ce secteur. Les gains d'emploi se sont modérés en octobre.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Federal mini-budget; Europe raises interest rates.

Le gouvernement fédéral dépose un mini budget; l'Europe relève les taux d'intérêt.

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"New hirings and permanent separations"

« Nouvelles embauches et cessations permanentes »

About 5% of the labour force moves into or out of a job each month. This paper looks at the characteristics of these people and where they worked.

Environ 5% de la population active commence ou termine un nouvel emploi chaque mois. Cet article examine les caractéristiques de ces personnes et l'endroit où elles travaillaient.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on November 3, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 3 novembre 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy Composition et production:

Division de la diffusion

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary	Table -	Key	Indicators	

Tableau sommaire - Indicateurs principaux

Year and month		Employment, percent change	Unemploy- ment rate	Composite leading index, percent change	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change	Real gross domestic product, percent change	Retail sales volume, percent change	Merchandise exports, percent change	Merchandise imports, percent change
Année et mois		Emploi, variation en pourcentage	Taux de chômage	Indicateur composite avancé, variation en pourcentage	Mises en chantier de logements (000s)	Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Importations de marchandises, variation en pourcentage
		D 980595	D 980745	D 100053	J12001	P119500	I 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999		2.65 2.79	8.3 7.6	6.66 5.98	138 150	0.9 1.7	3.12 4.32	3.47 3.82	6.96 11.81	9.24 7.71
1998	0 N D	0.17 0.35 0.05	8.0 8.0 8.1	0.21 0.28 0.62	140 129 141	0.4 0.1 -0.1	0.39 0.44 0.68	-0.70 1.06 -0.49	2.27 -0.88 0.39	2.60 -0.75 -0.03
1999	J F M A	0.48 0.04 0.05 0.33	7.9 7.9 7.9 8.2	0.69 0.75 0.75 0.61	144 145 151 145	0.1 0.1 0.3 0.5	0.05 0.59 0.10 0.44	1.74 0.70 0.23 -0.78	1.49 0.70 -0.03 -0.54	-1.29 1.79 -0.74 -0.35
	MJJASOND	0.30 0.13 0.23 0.01 0.34 0.26 0.37 0.41	7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.54 0.47 0.53 0.53 0.39 0.46 0.59	145 152 145 147 153 152 160 159	0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1 0.4	0.09 0.65 0.63 0.51 0.32 0.07 0.82 0.32	-0.15 0.79 1.24 0.80 -0.21 -1.02 0.64 1.70	0.73 2.08 2.36 3.73 -2.44 0.93 2.51 0.54	0.79 1.17 0.69 2.44 0.36 2.16 -0.49 3.37
2000	J F M A M J J A S O	0.30 0.24 0.20 0.03 0.28 -0.09 -0.12 0.18 0.38 0.14	6.8 6.8 6.8 6.6 6.6 6.6 6.8 7.1 6.8	0.64 1.08 1.07 0.87 0.62 0.55 0.49 0.49	152 169 167 154 138 135 166 147 157	-0.2 0.4 0.4 -0.3 0.2 0.5 0.3 0.0	0.61 -0.25 0.95 -0.14 0.76 0.27 0.26 0.36	1.08 -1.11 1.31 -0.32 0.26 0.68 1.61 -0.02	4.16 -2.67 5.63 -2.87 5.20 2.65 -3.84 0.98	-0.92 -0.55 3.74 0.37 2.32 -0.45 0.16

Overview*

Economic growth in August continued to be driven by the high tech sector, where demand remained robust both here and abroad. Consumer spending paused after several months of growth, although confidence remained buoyant and jobs picked up in the autumn.

Exports slowed over the summer, reflecting an easing of growth in the US and a continued deterioration in Europe and Japan. Cyclical products such as

Vue générale*

En août, le secteur de la haute technologie est demeuré le moteur de la croissance économique. La demande y est restée vive tant au pays qu'à l'étranger. Les dépenses de consommation ont marqué le pas après plusieurs mois de progression, mais la confiance reste grande et l'emploi a repris à l'automne.

Les exportations ont ralenti pendant l'été à cause d'une croissance moindre de l'économie américaine et d'une détérioration persistante en Europe et au Japon. Ce sont des

^{*} Based on data available on November 3; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

^{*} Basée sur les données disponibles le 3 novembre; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

Conditions économiques actuelles

autos and lumber have been the most affected, while lower commodity prices in July and August also dampened export earnings. Machinery and equipment continued its stellar performance.

Prices picked up in September, led by another jump in oil prices all the way from the primary sector to consumers. The hike in oil prices was finally halted when the US announced it would release some of its oil reserves. Apart from energy, however, there was little upward pressure on prices.

Labour Markets

Labour market conditions were little changed in October. Employment eked out a 0.1% gain, after two months of solid growth. The mix of jobs, however, was more favourable, as full-time positions supplanted part-time ones. Job growth was not enough to keep up with the labour force, nudging the unemployment rate up from 6.8% to 6.9%.

Firms added to their payrolls in October, while the public sector and the self-employed dipped slightly. Business services again led the way. Manufacturing continued to recover from a setback early this summer, while high energy prices are helping non-farm resources to pull out their slump. Construction and agriculture continued to post the largest losses so far this year.

Led by the upswing in manufacturing, Ontario just edged out Alberta and BC for the mantle of fastest growing province. Growth continued to be above average in the West, fuelled by gains in the natural resource sector. The unemployment rates remained little changed in all these provinces. Conversely, employment fell in Quebec and was little changed in the Atlantic provinces, helping to push up unemployment in these areas.

Leading Index

The deceleration in the leading index that began in April came to an end in September with a 0.6% increase, up from a revised gain of 0.5% in August. Seven of the 10 components advanced, one more than the previous month, led by household spending. Two components declined.

Household demand resumed its upswing, in line with improved labour market conditions late in the summer. The housing index posted its first gain in three months, as starts in Western Canada pulled out of their summer doldrums, and the West also led job growth. Outlays for durable goods jumped 1.3%, after a large gain in labour income in the second quarter.

Firms continued to contribute to overall growth. New orders remained on a strong upward trend, led again by high-tech products. Employment in business produits cycliques comme l'automobile et le bois d'œuvre qui s'en sont le plus ressentis et la baisse des cours des produits de base en juillet et en août a aussi eu pour effet d'amortir les revenus à l'exportation. Quant aux machines et au matériel, ils ont gardé un rendement exceptionnel.

Les prix se sont redressés en septembre surtout parce que les cours pétroliers ont fait un autre bond, et ce, directement de l'industrie primaire au secteur de la consommation. La poussée a finalement cessé lorsque les États-Unis ont annoncé qu'ils prélèveraient sur leurs réserves de pétrole. Sauf pour l'énergie, il n'y a cependant guère eu de pressions qui se soient exercées à la hausse sur les prix.

Marché du travail

La conjoncture n'a guère évolué en octobre sur le marché du travail. L'emploi a fait un maigre gain de 0,1 % après deux mois de solide croissance. Sa composition a toutefois été plus favorable, l'emploi à plein temps ayant supplanté l'emploi à temps partiel. Il n'a pas suivi la population active dans sa progression et, par conséquent, le taux de chômage a un peu monté, passant de 6,8 % à 6,9 %.

En octobre, l'emploi a augmenté dans les entreprises et légèrement fléchi dans le secteur public ainsi que dans le travail indépendant. Les services aux entreprises ont frayé la voie une fois de plus. La fabrication se rétablissait encore d'un revers subi les premiers mois de l'été et la cherté de l'énergie a aidé les industries de ressources naturelles hors agriculture à s'extirper de leur marasme. Par ailleurs, la construction et l'agriculture ont continué à essuyer les pertes les plus sévères depuis le début de l'année.

À la faveur de l'essor de l'emploi en fabrication, l'Ontario a un peu devancé l'Alberta et la Colombie-Britannique comme chef de file parmi les provinces pour la croissance de l'emploi. Cette croissance est demeurée supérieure à la moyenne dans l'Ouest canadien grâce aux industries de ressources naturelles. Dans toutes ces provinces, les taux de chômage n'ont guère évolué. En revanche, l'emploi a décru au Québec et est demeuré à peu près le même dans les provinces de l'Atlantique, ce qui a concouru à une montée du chômage dans ces régions.

Indice Composite

L'indicateur avancé a mis fin à sa décélération amorcée en avril avec un gain de 0,6% en septembre, légèrement supérieur à la croissance révisée à la hausse de 0,5% enregistrée en août. Une composante de plus que le mois dernier a augmenté, soit sept sur dix, alors que les dépenses des ménages se sont ravivées. Deux composantes ont baissé.

La demande des ménages reprend son ascension. L'indice du logement enregistre une première hausse en trois mois alors que l'Ouest du pays s'est remis de la chute des mises en chantier enregistrée au cours de l'été, tout comme il a dominé au tableau de l'emploi. La demande de biens durables a bondi de 1.3%, suite à une forte progression du revenu du travail au deuxième trimestre.

Les entreprises ont également continué de contribuer à la croissance d'ensemble. Les nouvelles commandes sont demeurées à forte tendance positive, toujours dominées par

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

services continued to dominate overall growth in services, which accelerated again in September to post their largest gain in three years.

The US leading indicator continued to retreat. The drop that began with rising short-term interest rates spread to the labour market.

Output

The economy continued to grow steadily, as the volume of GDP rose 0.4% in August on top of 0.3% gains in both June and July. Computer-related industries continued to spearhead the gain, with an assist from heavy buying in the stock market. Consumer spending backed off from its strong gains earlier in the summer, while the resource sector contracted for the second month in a row. Year-over-year growth has edged down from a peak of 5.4% in the spring to 4.4%, equalling its low for the year.

Output of electronic products jumped another 4% in August. Growth has accelerated through the year, fuelled by strong demand and new plant capacity for telecommunications equipment. Computer consulting also contributed about half of the overall growth in business services. Wholesale trade was the only area where computers did not contribute to growth, after a burst of sales in the spring.

Auto assemblies were little changed in August, and remain well below their highs set early this year. The same was true of construction, although the sources of weakness shifted from housing to business.

The resource sector retrenched as prices sagged in July and August. Forestry was hard hit by slumping demand for lumber in the US housing market. The weakness in metal mining was compounded by strikes, while poor weather on the prairies hampered both crops and exploration for oil and gas. With less output from the primary sector, processing of these products downstream in manufacturing slowed.

Household demand

Retail sales levelled off as a pick-up in auto sales was offset by a retreat in non-auto demand. Lower furniture and appliance sales were the main factor, reflecting a downturn in the market for new homes. The Conference Board's index of consumer confidence rose to a 3-year high in the third quarter, buttressed by the buoyant labour market.

les biens de haute technologie. L'emploi dans les services aux entreprises a été encore la principale force derrière la croissance de la composante des services, laquelle s'accélérait de nouveau en septembre pour enregistrer sa progression la plus forte en trois ans.

L'indicateur avancé des États-Unis a continué de baisser alors le recul attribuable à la hausse des taux d'intérêt gagnait les indicateurs du marché du travail.

Production

L'économie croît toujours fermement et, en volume, le PIB a augmenté de 0,4 % en août après un gain de 0,3 % tant en juin qu'en juillet. Les industries liées à l'informatique menaient toujours le mouvement. De vastes achats boursiers ont aussi joué comme facteur favorable. Les dépenses de consommation ont dû se contenter de moins que leurs larges gains des premiers mois de l'été et le secteur des ressources naturelles s'est contracté un deuxième mois de suite. D'une année à l'autre, la croissance de la production est retombée à 4,4 % depuis son sommet printanier de 5,4 %, égalant ainsi son minimum de l'année.

En août, la production dans l'industrie de l'électronique a fait un autre bond de 4 %. La croissance s'y est accélérée toute l'année, soutenue par une demande ferme et de nouvelles capacités de fabrication de matériel de télécommunication. Les services-conseils en informatique ont contribué pour moitié environ à l'accroissement général de la production dans les services aux entreprises. Le commerce de gros est le seul secteur où les ordinateurs n'aient pas été un facteur de croissance après une flambée des ventes au printemps.

En août, la production des chaînes de montage de l'industrie de l'automobile n'a guère bougé et demeure bien en deçà des sommets atteints les premiers mois de l'année. Il en va de même de la construction, bien que la source de faiblesse n'y soit plus l'habitation, mais le bâtiment non résidentiel.

Les industries de ressources ont réduit leur production dans une situation d'affaissement des prix en juillet et en août. L'industrie des forêts a été heurtée de plein fouet par la dégringolade de la demande de bois d'œuvre sur le marché américain de l'habitation. Dans le cas des mines métalliques, la faiblesse s'est trouvée aggravée par des grèves et, dans les Prairies, les intempéries ont nui tant aux récoltes qu'à l'exploration pétrolière et gazière. La production diminuant dans le secteur primaire, la transformation manufacturière en aval des produits qui en sont issus a ralenti.

Demande des ménages

Les ventes au détail ont plafonné, car la reprise des ventes d'automobiles a été contrebalancée par un recul de la demande dans les autres secteurs. Le grand facteur négatif a été une baisse des ventes de meubles et d'appareils électroménagers par suite d'une contraction du marché de l'habitation neuve. L'indice de confiance des consommateurs du Conference Board a atteint un sommet en trois ans au troisième trimestre, soutenu par la vigueur du marché du travail.

Conditions économiques actuelles

Retail sales growth paused in August, after three consecutive increases totalling nearly 3% in volume. A rebound in auto demand buoyed sales, and they continued to accelerate in September, with the mix favouring cars over trucks for the third month in a row. Auto sales were boosted by the largest rebates offered by the industry since the depths of the 1991 recession.

Weak furniture and appliance sales were the largest reason for the slack in non-automotive outlays. Growth has slowed steadily through the year as the housing market has been sluggish. Lower prices helped to stem the losses for semi- and non-durable

goods, especially end-of-season

clothing discounts.

Housing starts rebounded by 8% in September, although this represents only about half of the ground lost the month before. Moreover, all of the recovery originated in multiple units, as groundbreaking on single-family homes edged down again to near its low for the year

Other reports on the housing market remain mixed. New home sales softened for the second straight month, inter-

rupting the recent drop in vacant units. Existing home sales hung on to most of the gains they made in August. Resale prices also rose sharply, especially in Ontario.



Merchandise trade

Both exports and imports edged up in August, leaving the trade surplus little changed at about \$4 billion. Thanks to soaring energy prices, our surplus in energy products alone has totalled \$20 billion so far this year, or about two-thirds of the overall surplus. All of the surplus originated in trade with the US.

Exports in August rebounded 1.0%, to recoup only part of the loss posted in July. Exports to the US and non-OECD nations continued to lead the way, although the rebound in shipments south of the border only partially offset a drop in July. Shipments to Europe and Japan have slumped over the last three months, pulling down their year-over-year growth rate into single digits.

En août, les ventes au détail ont cessé de croître après trois gains consécutifs totalisant près de 3 % en volume. Un redressement de la demande d'automobiles a favorisé les ventes, qui se sont encore accélérées en septembre avec un accent mis un troisième mois de suite sur les voitures par opposition aux camions. Elles ont été amplifiées par les plus généreuses remises consenties par l'industrie depuis le plus noir de la récession de 1991.

Le peu de vigueur des ventes de meubles et d'appareils électroménagers explique principalement l'affaiblissement des dépenses hors industrie de l'automobile. La croissance a constamment ralenti pendant l'année à cause d'un marché de l'habitation languissant. La baisse des prix a contribué à

enrayer les pertes dans le cas des biens semi-durables et non durables, et notamment les remises de fin de saison sur les vêtements.

En septembre, les mises en chantier ont remonté de 8 %, mais ce n'était là que la moitié environ du terrain perdu le mois précédent. Ajoutons que l'on tient tout ce redressement aux logements multifamiliaux, puisque les mises en chantier de logements unifamiliaux ont encore fléchi pour approcher de leur minimum de l'année.

Sur le marché de l'habitation, les autres résultats demeurent inégaux. Les ventes de maisons neuves se sont

affaiblies un deuxième mois de suite, interrompant la contraction récente du parc de logements inoccupés. Quant aux ventes de maisons existantes, elles s'en sont tenues à la plupart des gains qu'elles avaient faits en août. Les prix de la revente ont largement évolué en hausse, plus particulièrement en Ontario.

Commerce de marchandises

Les exportations comme les importations ont un peu monté en août et l'excédent commercial n'a guère bougé de sa valeur approximative de 4 milliards de dollars. Grâce à l'essor des cours énergétiques, notre excédent au seul compte des produits du secteur de l'énergie s'élève à 20 milliards de dollars depuis le début de l'année, ce qui représente les deux tiers environ de l'excédent global. Tout cet excédent a pour origine le commerce canado-américain.

En août, les exportations se sont redressées de 1,0 % pour ainsi effacer seulement en partie la perte subie en juillet. Les exportations vers les États-Unis et les pays non membres de l'OCDE ont encore dominé, mais la reprise des livraisons destinées à notre voisin du sud n'a que partiellement compensé le recul de juillet. Depuis trois mois, les livraisons vers l'Europe et le Japon dégringolent, si bien que, d'une année à l'autre, on ne parle plus que d'une progression à un chiffre.

Manufactured goods led the increase in August, while non-energy resources saw shipments retreat. There was no let-up in growth for machinery and equipment, as aircraft soared while the high-tech sector posted solid gains. The auto industry bounced back from closures in July, although shipments remain well below last year's levels.

Merchandise Trade Balance
Solde du commerce des marchandises

\$ millions

10,000
8,000
4,000
2,000

1996
1997
1998
1999
2000

The slump for natural resources was led by lumber, where demand has fallen 21%

since April as the US housing market slowed. Lower crop yields compounded already weak wheat prices. Exports of metals were dragged down by strikes in the nickel industry. Energy was the only commodity where shipments grew, thanks again to higher prices.

Import demand continued to grow steadily, up 0.8% in August or about equal to its average monthly gain in the past year. Business demand for machinery and equipment again spearheaded the advance, rising 1% on the back of a sixth consecutive increase in demand for computers. Auto imports also rose, entirely due to parts needed as inputs into domestic assemblies. Energy imports posted a rare decline, after soaring in July when firms took advantage of a lull in prices to build up inventories before oil prices began to increase again.

Prices

Prices picked up in September, as the summer dip in the cost of oil came to an end. Excluding energy, all major price indices showed no change in either domestic or import costs.

The seasonally unadjusted consumer price index rose by 0.4% between August and September, after a brief pause the month before. This raised the year-over-year rate to 2.7%, close to its 3% high for the year.

Energy prices led the way, up 4.3%, after easing earlier in the summer. Oil-based products dominated the increase, notably gasoline and fuel oil. Clothing prices also jumped, as new stock arrived for colder weather.

En août, les produits manufacturés ont mené la charge et les livraisons de ressources hors énergie ont fléchi. Dans le cas des machines et du matériel, la croissance des échanges n'a pas cessé : les livraisons d'aéronefs ont monté en flèche et le secteur de la haute technologie a fait de solides gains. L'industrie de l'automobile a rebondi après les fermetures d'usines en juillet, mais ses livraisons demeurent bien à court des niveaux de l'an dernier.

Dans les industries de ressources naturelles, le principal facteur de marasme a été le bois

d'œuvre. La demande qui s'y attache a diminué de 21 % depuis avril du fait d'un ralentissement du marché de l'habitation aux États-Unis. Par ailleurs, des rendements agricoles moindres ont ajouté à la faiblesse du prix du blé. Les exportations de métaux ont été entraînées à la baisse par des grèves dans l'industrie du nickel. L'énergie est le seul produit dont les livraisons aient augmenté, là aussi à la faveur de la montée des prix.

À l'importation, la demande a soutenu son rythme de croissance, gagnant 0,8 % en août, ce qui équivaut en gros à sa moyenne mensuelle de la dernière année. La demande de machines et de matériel dans les entreprises en a encore été le moteur. Elle s'est accrue de 1 % avec une sixième augmentation consécutive de la demande d'ordinateurs. Les importations dans le secteur de l'automobile ont également progressé, entièrement à cause des pièces nécessaires à la production dans les chaînes de montage canadiennes. À l'importation, l'énergie a accusé une rare baisse après avoir monté en flèche en juillet, mois où les entreprises ont profité d'une accalmie des prix pour accumuler des stocks avant une nouvelle ascension des cours pétroliers.

Prix

Les prix ont repris en septembre, le prix du pétrole réévoluant en hausse après avoir fait une pause pendant l'été. L'énergie mise à part, tous les grands indices de prix n'ont bougé ni sur le marché intérieur ni à l'importation.

D'août à septembre, l'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation a monté de 0,4 % après avoir marqué un temps d'arrêt le mois précédent. Le taux d'inflation d'une année à l'autre a ainsi atteint 2,7 %, un peu à court de son sommet de 3 % pour l'année.

Les cours énergétiques ont dominé avec une hausse de 4,3 % après avoir fléchi plus tôt dans l'été. Les produits à base de pétrole ont surtout joué dans cette progression, et notamment l'essence et le mazout. Les prix des vêtements ont aussi fait un bond en raison des nouveaux stocks destinés à la saison froide.

Conditions économiques actuelles

Retailers held the line for a wide range of durable goods and services, notably autos and housing. As well, there were seasonal declines for food and travel and the almost automatic monthly decrease for computers. Increased government funding helped to check the cost of university and child care.

Provincially, PEI posted the highest annual rate of inflation at 4.3%, despite being the only province that regulates the price of gasoline. British Columbia was alone in posting an inflation rate of less than 2%, reflecting the weak state of the economy.

Manufacturing and raw materials prices followed strikingly similar courses in September, both posting their largest monthly increases since May. However, the hike was concentrated in a 7% surge in oil prices, and excluding energy upward and downward pressures on prices almost exactly offset each other. Of the six non-energy components of raw material costs, three rose while three fell or were stable. Similarly, 10 of 20 non-oil industrial prices rose in the month, while 10 fell or were stable. Lower meat prices exerted the largest downward influence on both indices.

Financial markets

The stock market dropped nearly 7% in October, matching its retreat in September. These losses took the TSE to its lowest level since May. Technical

hardware continued to suffer the largest reversal, with losses approaching 20% for the second straight month. Conversely, interest-sensitive stocks rose for the third month in a row, led by pipelines and utilities.

The slump in stock prices was already reflected in fundraising in September. Net new equity issues totalled only \$1 billion, one third of the peak set in March when buying of new technology stocks soared. With firms also retiring bond debt over the last three months, new fund

raising by corporations has almost dried up over the last two months.

Conversely, household demand for funds jumped sharply in August. Credit growth accelerated to 0.8%, matching the previous high for the year set in April.

Les détaillants ont maintenu leurs prix pour une grande diversité de biens durables et de services, plus particulièrement pour les automobiles et les habitations. Il y a aussi eu des diminutions saisonnières des prix des aliments et des voyages et la baisse mensuelle presque automatique dans le cas des ordinateurs. Un surcroît de fonds de l'État a contribué à contenir les prix des études universitaires et de la garde des enfants.

Sur le plan provincial, c'est l'Île-du-Prince-Édouard qui a présenté le plus haut taux annuel d'inflation avec 4,3 %, bien qu'étant la seule province qui contrôle le prix de l'essence. Il n'y a qu'en Colombie-Britannique que le taux ait été de moins de 2 %, ce qui s'explique par la faiblesse de l'économie de cette province.

En septembre, les prix des produits manufacturés et des matières premières ont suivi une trajectoire étonnamment semblable avec les gains mensuels les plus imposants depuis mai. Toutefois, la progression tenait surtout à une flambée de 7 % des cours pétroliers. Si on fait abstraction de l'énergie, les pressions à la hausse sur les prix ont presque parfaitement fait contrepoids aux pressions à la baisse. Sur les six composantes hors énergie de l'indice des prix des matières premières, trois ont augmenté, alors que les trois autres diminuaient ou plafonnaient. De même, 10 prix industriels hors pétrole sur 20 ont monté dans le mois, les 10 autres étant stables ou en baisse. La plus puissante influence à la baisse sur ces deux indices est venue d'un prix de la viande en décroissance.

Marchés financiers

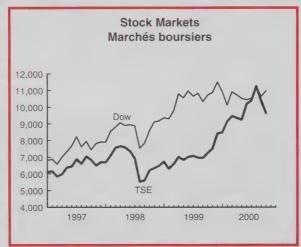
Les bourses ont reculé de près de 7 % en octobre, autant qu'en septembre. Ces pertes ont ramené l'indice de la bourse de Toronto à son plus bas niveau depuis mai. Ce sont les

actions du secteur du matériel technique qui se sont encore le plus repliées avec des pertes approchant des 20 % un deuxième mois de suite. En revanche, les actions sensibles aux taux d'intérêt ont monté un troisième mois de suite, surtout celles des pipelines et des services publics.

Le marasme des cours boursiers s'était déjà répercuté sur les mobilisations de fonds en septembre. En valeur nette, les nouvelles émissions d'actions ont totalisé un milliard de dollars seulement, soit le tiers du maximum de mars, mois où les

achats de nouvelles émissions « techno » avaient monté en flèche. Comme les entreprises ont aussi racheté de leur dette obligataire ces trois derniers mois, les nouvelles émissions des sociétés ont presque tari depuis deux mois.

Par contre, la demande de fonds dans les ménages a fait un large bond en août. La croissance du crédit s'est accélérée à 0,8 %, égalant le maximum antérieur pour l'année



Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

The increase was driven by a 1.8% gain in consumer credit, as mortgage credit was held in check by sluggish housing demand. Both short- and long-term interest rates remained steady, while the dollar dipped below 67 cents US for the first time since the spring.

Regional economy

After losing momentum at mid-year, Western Canada rebounded in August and September. The gains were broad-based, including both business and household demand. In September, resurgent housing starts and employment posted the strongest gains in Canada. So had non-residential building permits in August, soaring 115% in Alberta. This helped stimulate manufacturing demand for machinery and electrical products in that province, although most industries also registered gains for the first time since last spring. Manufacturing in British Columbia remained lacklustre, registering its fourth decline in six months, largely due to falling wood prices.

The economy continued its broad expansion in Ontario. But unlike in neighbouring provinces, the engine of growth was domestic demand, led by gains in housing starts and retail sales. The trend in non-residential building permits remained strong. Export growth in Ontario trailed the rest of Canada after leading them last year. In particular, autos, which represents roughly half of the province's total exports, continued to show weakness.

Unlike in Ontario, the manufacturing sector in Quebec resumed the strong upward trend that it has exhibited almost all year, thanks to exports which were up roughly 20% so far this year compared with last year. High-tech goods made up some of their one-quarter drop in July, while increases were registered in the transportation, wood and metal sectors. Domestic demand maintained most of its gains from the previous month, after a slow second quarter.

International economies

Even though the pace of growth slowed in the US in the third quarter, it was still enough to push the economy's total output above \$10 trillion on an annualized basis for the first time ever. Elsewhere, a rebound in oil prices early in the autumn led to a surge in inflation and had dampening effects on domestic demand in most of the G7 economies.

Real GDP growth in the **United States** cooled significantly in the third quarter. The 0.7% advance was only half the pace of growth in the first half of the year, and was the slowest quarterly increase in over a year. However, part of the slowdown reflected a sharp drop in federal spending as Census operations wound

atteint en avril. Le principal facteur a été une augmentation de 1,8 % du crédit à la consommation, car le crédit hypothécaire a été contenu par la faiblesse de la demande d'habitations. Les taux d'intérêt tant à court terme qu'à long terme ont été stables et le dollar a glissé sous la barre des 67 cents américains pour la première fois depuis le printemps.

Économie régionale

Après avoir freiné son élan à la mi-année, l'économie de l'Ouest reprend de la vigueur en août et en septembre. Les gains sont étendus, touchant tant la demande des entreprises que celle des ménages. En septembre, la reprise des mises en chantier, tout comme l'emploi, dominait la hausse au pays. Les permis de bâtir non résidentiels en avaient fait autant le mois précédent, en août, progressant de 115% en Alberta. Cette remontée contribuait à stimuler en particulier la demande manufacturière de machines et de produits électriques dans cette province, quoique que la majorité des industries aient aussi enregistré des gains, et ce, pour la première fois depuis le printemps. Le secteur manufacturier de la Colombie-Britannique est demeuré terne et enregistre une quatrième baisse en six mois, en particulier à cause du recul du prix du bois.

La conjoncture poursuit sa croissance étendue en Ontario. Contrairement à ses voisins, cependant, c'est davantage la consommation intérieure qui l'alimente avec d'autres gains des mises en chantier et des ventes au détail. La tendance des permis de bâtir non résidentiels est demeurée ferme. La croissance des exportations est à la traîne des autres régions du pays après les avoir dominé l'an dernier. L'automobile, en particulier, qui correspond à environ la moitié des exportations totales de la province, était toujours faible.

Contrairement à l'Ontario, le secteur manufacturier du Québec a repris la forte tendance à la hausse qui l'a caractérisé presque toute l'année, grâce à des exportations qui sont en hausse d'environ 20% jusqu'en août par rapport à l'an dernier. Les biens de haute technologie ont repris une portion de leur perte du quart en juillet, tandis que des hausses étaient enregistrées dans les secteurs du transport, du bois et des métaux. La demande intérieure a maintenu la plupart de ses gains du mois précédent. Elle avait été plutôt lente au deuxième trimestre.

Économies internationales

Les États-Unis ont certes ralenti la croissance de leur économie au troisième trimestre, mais la cadence a suffi à porter la production globale en valeur annualisée au-dessus des 10 billions de dollars pour la première fois dans l'histoire. Par ailleurs, un retour en force des cours pétroliers au début de l'automne a fait bondir le taux d'inflation et amorti la demande intérieure dans la plupart des économies du Groupe des Sept.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel a nettement faibli au troisième trimestre. Son taux de 0,7 % ne représentait que la moitié de celui du premier semestre. C'était aussi là sa plus lente progression trimestrielle en plus d'un an. Il faut toutefois dire que le ralentissement tient en partie à une forte baisse des dépenses fédérales avec la fin des activités de

Conditions économiques actuelles

down; otherwise, demand rose a healthy 1%. A contraction in housing demand followed several interest rate hikes earlier this year.

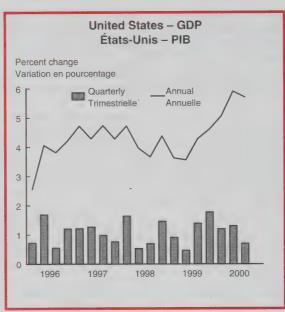
Meanwhile, consumer spending picked up, despite higher interest rates and energy prices. Spending on durable goods led the way, as a jump of nearly 2% reversed a decline in the second quarter. Solid 0.6% growth in real disposable incomes also helped to sustain consumption of non-durable goods and services, while the savings rate remained essentially non-existent.

Export growth outstripped imports for the first time since the end of 1998, soaring 4% as Asian demand continued to recover. Import demand remained robust, partly reflecting an increase of nearly 2% in business investments (on top of their torrid 3.5% gain in the second quarter).

Energy prices jumped in September, pushing up inflation. Consumer prices rose 0.5%, their biggest advance since June, while wholesale prices posted their largest gain in seven months, up 0.9%. Industrial production rose 0.2% in September, following a 0.4% rise the month before, reflecting increased output of autos and replacement tires for Ford.

Inflation continued to mount in the **euro-zone** in September as world oil prices resumed their upward climb. The annual rate rose to a six-year high of 2.8%, above the target ceiling of 2%. Interest rates have risen six times this year, resulting in a dampening of domestic demand. Consumer spending picked up in July, however, after a lull the month before. Industrial production also rebounded, spurred by recoveries in durable consumer goods and capital goods. External trade slipped into a deficit in August despite strong growth in exports as the value of energy imports soared. The unemployment rate was unchanged in August at 9%.

Consumer spending continued to retrench in **France** for the second consecutive month in September. Confidence has declined as real wages were further eroded by rising inflation. September saw widespread protests by fishermen, farmers and truckers, angry over high gasoline prices, which



recensement. Sans ce facteur, la demande aurait présenté un joli gain de 1 %. Il y a eu contraction de la demande d'habitations après plusieurs majorations des taux d'intérêt plus tôt dans l'année.

Les dépenses de consommation se sont redressées, bien que les taux d'intérêt et le prix de l'énergie aient augmenté. Ce sont les dépenses en biens durables qui ont dominé avec un bond de près de 2 % qui venait effacer une perte au deuxième trimestre. Comme le revenu disponible réel a marqué une solide avance de 0,6 %, la consommation de biens non durables et de services a été plus soutenue, alors que, pour l'essentiel, le taux d'épargne

brillait par son absence une fois de plus.

Les exportations ont devancé les importations dans leur progression pour la première fois depuis la fin de 1998. Elles ont monté en flèche de 4 % grâce au maintien de la relance de la demande en provenance de l'Asie. À l'importation, la demande est restée vigoureuse en partie à cause d'une augmentation de près de 2 % des investissements des entreprises (qui succédait à une hausse vertigineuse de 3,5 % au deuxième trimestre).

En septembre, le prix de l'énergie a fait un bond, attisant l'inflation. Les prix à la consommation ont monté de 0,5 % – c'est leur plus forte hausse depuis juin – et les prix de gros ont offert leur gain le plus marqué (0,9 %) en sept mois. En septembre, la production industrielle s'est élevée de 0,2 % après avoir augmenté de 0,4 % le mois précédent, ce que l'on doit à une production supérieure d'automobiles et de pneus (pour la campagne de remplacement) chez Ford.

Dans la **zone de l'euro**, l'inflation a encore monté en septembre, le prix du pétrole ayant réévolué en hausse sur le marché mondial. Le taux annuel d'inflation a atteint un sommet en six ans avec 2,8 %, plus que le plafond fixé à 2 %. Les taux d'intérêt ont été majorés six fois cette année, d'où un effet d'amortissement sur la demande intérieure. En juillet, les dépenses de consommation se sont toutefois redressées après une pause le mois précédent. La production industrielle a également rebondi grâce à des remontées des biens durables de consommation et des biens d'équipement. Le commerce extérieur a laissé un déficit en août malgré une ferme progression à l'exportation, et ce, parce que la valeur des importations d'énergie a monté en flèche. Le taux de chômage est resté fixé à 9 % ce même mois.

En **France**, les dépenses de consommation ont baissé un deuxième mois de suite en septembre. La confiance est moindre dans une situation où les salaires réels ont encore subi l'assaut d'une inflation montante. En septembre, les pêcheurs, les agriculteurs et les camionneurs ont tenu des manifestations un peu partout, en colère devant le

hampered industrial production in the month. Unemployment was steady at a rate of 9.6% in August.

Domestic demand contracted in the **German** economy as price inflation surged to an annual rate of 2.5% in September, its highest level since December 1994. The erosion in purchasing power had already sparked some labour disputes for higher wages during the summer months. Industrial production rebounded slightly in July, after a fall in auto demand led a decline the month before. Exports remained upbeat in August, with Germany recording the largest external surplus in the euro-zone. The unemployment rate was flat at 8.3% in August.

Italy's economy grew 0.3% in the second quarter, down from the 1.1% advance in the first quarter. Weaker exports led the slowdown, along with dormant consumer spending. The unemployment rate in July fell to a seven-year low, however, as job gains picked up in construction and services. Rising oil prices in September boosted inflation to an annual rate of 2.7%, close to the euro-zone average for the month.

The pace of growth in **Britain** slowed slightly in the third quarter of the year. GDP grew 0.7%, down from 0.9% in the second quarter, as the services sector cooled. Britain's economy has expanded for 33 straight quarters. Retail sales recovered in September, however, even as the annual inflation rate rose to 2.2% in the month. Industrial production fell for the first time in five months in July, while the jobless rate was steady at 3.6% in September, a 25-year low.

Weak consumer demand continued to dampen output in **Japan**. Confidence has been eroded by high unemployment and numerous corporate bankruptcies. Retail sales fell again in September for the 42nd straight month. Auto production dropped for the first time in eight months, reflecting falling demand both at home and overseas. Machinery orders picked up in August, however, indicating a revival in capital spending. The jobless rate eased to 4.7%, aided by government work programs. The government has announced a further stimulus package for the fall.

The Economic Planning Agency adopted new accounting standards and revised economic growth in the fiscal year ended in March 1998 to 0.2%, instead of a 0.1% decline, and the contraction in 1999 to 0.7% instead of 1.9%. The extra growth came from government spending and business investment.

renchérissement des carburants, ce qui a gêné la production industrielle dans le mois. Le taux de chômage a été stable à 9.6 % en août.

En Allemagne, la demande intérieure s'est contractée, le taux d'inflation ayant été en plein essor en septembre pour atteindre un taux annuel de 2,5 %, son plus haut niveau depuis décembre 1994. L'effritement du pouvoir d'achat a déjà suscité un certain nombre de conflits de travail pendant l'été dans une quête d'augmentations de salaire. En juillet, la production industrielle s'est légèrement redressée après un fléchissement de la demande d'automobiles qui l'avait fait évoluer en baisse le mois précédent. En août, les exportations ont encore battu leur plein et l'Allemagne a présenté l'excédent extérieur le plus important de la zone de l'euro. Ce mois-là, le taux de chômage a été inerte à 8,3 %.

En **Italie**, l'économie a crû de 0,3 % au deuxième trimestre, alors qu'elle avait progressé de 1,1 % au premier. L'affaiblissement des exportations a été le principal facteur de ralentissement avec des dépenses de consommation qui sommeillent. En juillet, le taux de chômage est cependant tombé à un minimum en sept ans grâce à une reprise de l'emploi dans la construction et les services. En septembre, le renchérissement du pétrole a porté le taux annuel d'inflation à 2,7 %, près de la moyenne de la zone de l'euro pour le mois.

En **Grande-Bretagne**, la croissance économique s'est faite un peu plus lente au troisième trimestre. Le PIB s'est accru de 0,7 %, un peu moins que le gain de 0,9 % enregistré au deuxième trimestre en raison de l'affaiblissement du secteur tertiaire. L'économie britannique est en expansion ininterrompue depuis 33 trimestres. En septembre, les ventes au détail se sont toutefois redressées, bien que le taux annuel d'inflation ait monté à 2,2 % dans le mois. En juillet, la production industrielle a fléchi pour la première fois en cinq mois et, en septembre, le taux de chômage est resté à 3,6 %, son plus bas niveau en 25 ans.

Au **Japon**, la faiblesse de la demande de consommation a encore amorti la production. La confiance a été minée par le fort chômage et les nombreuses faillites d'entreprises. En septembre, les ventes au détail ont diminué un 42° mois de suite. La production d'automobiles a reculé pour la première fois en huit mois à cause d'une demande en décroissance tant au pays qu'à l'étranger. En août, les commandes de machines ont cependant repris, indice que les dépenses en immobilisations se raniment. Le taux de chômage a faibli à 4,7 %, mouvement favorisé par les chantiers publics. Les autorités ont annoncé un nouveau programme de stimulation pour l'automne.

L'Office de planification économique a adopté de nouvelles normes de comptabilité. Il a révisé les chiffres de croissance économique pour l'exercice se terminant en mars 1998 (0,2 % au lieu d'une valeur négative de 0,1 %) ainsi que pour 1999 (contraction de 0,7 % au lieu de 1,9 %). La croissance supplémentaire vient des dépenses des administrations publiques et des investissements des entreprises.

Do You Suffer from Information Overload?

The amount of information available to people whose jobs depend on educated decision-making has exploded. The truth is that making decisions with too much information can be even harder than making them with too little!

We Have a Cure!

Every Friday, Statistics Canada releases Infomat, our highly informative weekly review that sums up our major socio-economic reports, surveys and product releases. In only 10 pages, Infomat presents key information in short articles with easy-to-read charts and tables about:

- · trade
- transportation
- consumer prices
- GDP
- · travel and tourism

- manufacturing
- employment

- · retailing and wholesaling
- finance
- · and much more

Vous souffrez d'infobésité?

Aujourd'hui, la quantité d'information offerte aux personnes qui doivent prendre des décisions éclairées dans leur travail est tout simplement phénoménale. Une surabondance d'information peut rendre la prise de décisions encore plus difficile qu'une carence en information!

Nous avons l'antidote!

Le vendredi, Statistique Canada publie Infomat, notre bulletin hebdomadaire hautement informatif où sont résumés nos

principaux rapports, enquêtes et produits de données socioéconomiques. En 10 pages seulement, Infomat présente de l'information clé dans de courts articles comportant des graphiques et des tableaux faciles à consulter sur :

- le commerce
- · le commerce de gros et de détail
- les prix à la consommation
- le PIB
- · les voyages et le tourisme
- la fabrication
- le transport
- · l'emploi
- · la finance
- et plus encore

Invest just 10 minutes a week with Infomat

When you get information from Infomat, it hasn't been manipulated or massaged. It gives you the straight facts—sometimes surprising, always precise and up-to-date! In about 10 minutes, you can gain a precise understanding of the latest social and economic developments in Canada.

Infomat is available every week on the Statistics Canada Web site (Catalogue No. 11-002-XIE) and in paper (Catalogue No. 11-002-XPE). Download it yourself every Friday, or have us send it to you-the choice is yours!

Unzip Infomat on line! The Internet version is available for \$109 per year (plus taxes, where applicable) at www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/subscribe.cgi?catno=11-002-XIE



Save 20% on a 2-year subscription or 30% on a 3-year subscription

There are 5 easy ways to order the print version of Informat (\$145 per year). In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$300. For shipments to other countries, please add \$500.

CALL: 1 800 267-6677 or (613) 951-7277 FAX: 1 877 287-4369 or (613) 951-1584

MAIL: Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management,

120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario,

K1A 0T6, Canada

E-MAIL: order@statcan.ca

your nearest Statistics Canada Regional CONTACT:

Reference Centre at 1 800 263-1136

Investissez 10 minutes de votre temps par semaine avec *Infomat*

L'information que vous procure Infomat n'est pas remaniée ou maquillée. On vous donne les faits tels quels, parfois étonnants, mais toujours précis et à jour! En une dizaine de minutes seulement, vous serez en mesure de bien comprendre les changements sociaux et économiques du Canada.

Infomat est accessible chaque semaine sur le site Web de Statistique Canada (n° 11-002-XIF au catalogue) et en version imprimée (n° 11-002-XPF au catalogue). Téléchargez-le vous-même chaque vendredi ou demandez-nous de vous l'expédier. À vous de choisir!

Infomat en direct! Procurez-vous la version Internet pour 109 \$ par année (plus taxes, s'il y a lieu) à www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/subscribe.cgi/;f_?catno=11-002-XIF



Économisez 20 % sur un abonnement de deux ans et 30 % sur un abonnement de trois ans

Voici cinq moyens faciles de commander la version imprimée d'Infomat (145 \$ par année). Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 300 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 500 \$.

TÉLÉPHONE : 1 800 267-6677 ou (613) 951-7277 TÉLÉCOPIEUR : 1 877 287-4369 ou (613) 951-1584

COURRIER: Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario),

K1A 0T6. Canada

order@statcan.ca COURRIEL:

COMMUNIQUEZ: avec le centre de consultation de

Statistique Canada situé dans votre région au 1 800 263-1136

Federal Government Departments and Agencies must include their IS Organization Code and IS Reference Code with all orders.

Bypass information overload with *Infomat*! Subscribe today. Visit our Web site: www.statcan.ca



Les ministères et organismes fédéraux doivent fournir leur code d'organisme RI et leur code de référence RI avec chaque commande.

Remédiez à l'infobésité avec Infomat! Abonnez-vous dès aujourd'hui. Visitez notre site Web: www.statcan.ca



Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN OCTOBER

Canada

The federal government announced a mini-budget that creates a fourth income-tax bracket and eliminates the 5% surtax on high incomes. The inclusion rate on capital gains income was lowered immediately to 50%, while corporate income taxes were cut from 28% to 27%. The debt repayment this year will be about \$10 billion.

World

The ECB raised its key interest rate by a quarter of a percentage point to 4.75% on October 5, its sixth rise this year.

DaimlerChrysler and General Motors announced a one-week shutdown of ten assembly plants in North America to trim inventories.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES D'OCTOBRE

Canada

Le gouvernement fédéral annonce un mini budget qui crée une quatrième tranche d'imposition du revenu des particuliers et élimine la surtaxe de 5 % sur les hauts revenus. Comme autres mesures, on abaisse immédiatement à 50 % le taux d'inclusion des gains en capital et ramène de 28 % à 27 % le taux d'imposition du revenu des sociétés. Le remboursement de la dette sera de 10 milliards environ cette année.

Le monde

Le 5 octobre, la BCE hausse son taux d'intérêt directeur d'un quart de point pour le porter à 4,75 %. C'est sa sixième majoration cette année.

DaimlerChrysler et General Motors annoncent une fermeture d'une semaine de dix usines d'assemblage en Amérique du Nord à des fins de réduction des stocks.

Get immediate insight into how Canadians influence the environment!

Human Activity and the Environment 2000 provides extensive data on population, economic activities, the environment and explains relationships among these key elements.

- Discover a world of information, from sustainable development to ozone depletion and biodiversity.
- Find out how governments, businesses and households respond as environmental conditions change.
- Learn about direct and indirect environmental quality issues.

An all-inclusive blend of current figures, historical facts and authoritative analysis in a user-friendly book and CD-ROM package.

Whether you are a researcher, consultant, policy maker, student or concerned Canadian,

Human Activity and the Environment 2000 will help you:

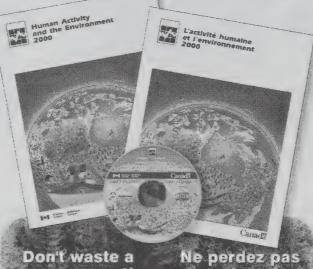
- augment research when preparing reports, essays, analyses on environmental impacts;
- compare environmental performances both internationally and provincially;
- keep abreast of public support for protection policy measures;
 ... and undertake many other activities!

Order your copy of *Human Activity and the Environment 2000* (Cat. No. 11-509-XPE) TODAY! **The book and CD-ROM package costs just \$75***. MAIL your order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada. You may also CALL 1 800 267-6677, FAX to 1 877 287-4369, or E-MAIL to order@statcan.ca.

* In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. No shipping charges for delivery in Canada. Shipments to the United States, add \$6. Shipments to other countries, add \$10. Federal government departments must include with all orders their IS Organization Code and IS Reference Code.

Visit our Web site at www.statcan.ca

Un instantané de l'influence qu'exercent les Canadiens sur l'environnement!



moment!
Get the environmental
information you
need .. and in a
cost-effective

Ne perdez pas une minute! Obtenez l'information sur l'environnement dont vous avez besoin.

à un prix des plus

abordables. 🕹

L'activité humaine et l'environnement 2000 vous renseigne sur la démographie, l'activité économique, l'environnement et yous explique la relation entre ces aspects importants.

- Découvrez un monde de renseignements, du développement durable à l'appauvrissement de l'ozone et à la biodiversité.
- Voyez comment les gouvernements, les entreprises et les ménages réagissent à l'évolution des conditions environnementales.
- Repérez les enjeux directs et indirects de la qualité de l'environnement.

Un amalgame de chiffres à jour, de faits historiques et d'analyses bien documentées, dans un ensemble livre et CD-ROM pratique.

Que vous soyez un chercheur, un consultant, un décideur, un étudiant ou un Canadien intéressé,

L'activité humaine et l'environnement 2000 vous aidera à :

- enrichir vos recherches lorsque vous rédigez un rapport, un compte rendu, une analyse sur les répercussions environnementales;
- comparer le rendement environnemental sur le plan international et provincial;
- * suivre l'évolution de l'appui du public aux mesures de protection;
 - ... et à effectuer bien d'autres activités!

Commandez DÈS AUJOURD'HUI votre exemplaire de L'activité humaine et l'environnement 2000 (N° 11-509-XPF au catalogue)! L'ensemble livre et CD-ROM ne coûte que 75 \$*. POSTEZ votre commande à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, av. Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada. Ou TÉLÉPHONEZ au 1 800 267-6677, TÉLÉCOPIEZ au 1 877 287-4369 ou ENVOYEZ UN COURRIEL à order@statcan.ca.

* Au Canada, veuillez ajouter **soit** la TVP en vigueur, **soit** la TVH. Aucuns frais de port pour les envois à u Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, ajoutez 6 \$. Pour les envois à destination des autres pays, ajoutez 10 \$. Les ministères du gouvernement fédéral doivent indiquer sur toutes les commandes leur code d'organisme RI et leur code de référence RI.

Visitez notre site Web à www.statcan.ca

Feature article

Étude spéciale

NEW HIRINGS AND PERMANENT SEPARATIONS

by M. Tabi and G. Bowlby*

Highlights

- A considerable number of hirings and separations occur over the course of a year in Canada. On average over 1998 and 1999, 707,000 people (or 5% of the labour force) per month moved into or out of a job.
- About five and half million new hirings took place in Canada in each of 1998 and 1999, while there were a little over five million permanent separations per year. The number of quits (2.8 million) was slightly higher then the number of layoffs (2.3 million). The hiring rate stood at 29% in 1998 and 28% in 1999 while the separation rate was 26% in both years.
- Youths seem to set the tone for a dynamic labour market. About 2.6 million hirings of youths took place in both 1998 and 1999, a rate of 57% in 1998 and 55% in 1999. In 1998, there were 2.1 million permanent separations among youths, increasing slightly to 2.2 million in 1999 for a rate of 47%. Youths were more likely to quit their jobs, older workers to be laid-off.
- Atlantic Canadians flowed into and out of jobs or businesses at a higher rate than those in other regions of the country in 1999. Because employment in the four Atlantic provinces tends to be more temporary in nature, workers change employers more frequently.
- By industry, hiring rates were highest in some services industries, primary industries and in construction. The hiring rate in food and accommodation reached 42 % in 1999. Hiring rates in construction (38%) and in retail trade (30%) were also above average.
- Individuals with greater formal education are less likely to be laid-off than those who possess a high school education or less; the annual permanent layoff rate was 12% for people with high school education or less while it was 6% for people with Master's or PhD's.
- * Labour Statistics Division (613) 951-5269; reprinted from Vol. 4, No. 3, Labour Force Update (Catalogue no. 71-005).

NOUVELLES EMBAUCHES ET CESSATIONS PERMANENTES

par M. Tabi et G. Bowlby*

Faits saillants

- Un nombre considérable d'embauches et de cessations d'emploi surviennent au cours d'une année. Au cours de 1998 et 1999 au Canada, une moyenne mensuelle de 707 000 personnes, ou 5 % de la population active, étaient embauchées, quittaient ou perdaient un emploi.
- Environ cinq millions et demi de nouvelles embauches par année au Canada étaient dénombrées en 1998 et en 1999, tandis que pour la même période, il y avait un peu plus de cinq millions de cessations d'emploi permanentes par année. Le nombre de démissions (2,8 millions) était légèrement supérieur au nombre de mises à pied (2,3 millions). Le taux d'embauche était de 29 % en 1998 et de 28 % en 1999, alors que le taux de cessation est demeuré à 26 % au cours de ces deux années.
- Les jeunes semblent donner le ton au dynamisme du marché du travail. Environ 2,6 millions de jeunes ont été embauchés annuellement en 1998 et en 1999, soit un taux d'embauche à 57 % en 1998 et à 55 % en 1999. Il y a eu 2,1 millions de cessations d'emploi permanentes chez les jeunes en 1998 et ce nombre est passé à 2,2 millions en 1999, établissant le taux à 47 %. Il était plus probable que les jeunes démissionnent de leur emploi et que les plus âgés soient mis à pied.
- Les Canadiens de la région de l'Atlantique ont été embauchés ou ont quitté leur emploi ou leur entreprise à un taux plus élevé que ceux des autres régions du pays en 1999. Comme l'emploi tend davantage à être temporaire dans ces provinces, les travailleurs sont plus souvent appelés à changer d'employeur.
- Du point de vue de l'industrie, les taux d'embauche les plus hauts se retrouvaient dans certains secteurs des services, dans le secteur primaire et dans la construction. Le taux d'embauche dans l'hébergement et les services de restauration atteignait 42 % en 1999. Les taux d'embauche de la construction (38 %) et du commerce de détail (30 %) se situaient également au-dessus du taux de l'ensemble des industries.
- Les travailleurs les plus scolarisés étaient moins susceptibles d'être mis à pied que les travailleurs ayant un diplôme d'études secondaires ou moins; le taux annuel de mise à pied était de 12 % pour les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins alors qu'il était de 6 % pour les personnes détenant un diplôme de maîtrise ou de doctorat.
- * Division de la statistique du travail (613) 951-5269 : tiré de la revue trimestrielle Le point sur la population active, nº 71-005 au catalogue, vol. 4, nº 3.

Introduction

To address the need for monthly, current data on the dynamics of the labour market, the LFS recently began collecting new hirings and permanent separations information. These new data provide a better understanding of the degree to which people flow into and out of jobs or businesses.

This paper gives an overview of new hirings and permanent separations. With time, more indepth analysis will be possible. For example, a study comparing starting wages with average wages by industry would be interesting as would research on hiring by firm size and union coverage. When there is a sufficiently long time series available, it will be possible to analyse rates of hiring and separation over time to see the effect of economic cycles.

There are vast numbers of people who move in and out of jobs or businesses over the course of a year. In 1998, 5.5 million new hirings took place in Canada while in 1999, there were 5.4 million. In both 1998 and 1999, there were 5.1 million permanent separations from work. The hiring rate, like the separation rate, was similar in both 1998 and 1999. The hiring rate stood at 29% in 1998 and 28% in 1999 while the separation rate was 26% in both years. The hiring and separation rates of men and women were very similar to each other.

Youths set the tone for a dynamic labour market

Looking at hirings and separations by age, it is clear that there are major differences between youths (aged 15 to 24), the Core-age group (aged 25 to 54) and older people (55 and over). Not surprisingly, the degree to which youths move into or out of jobs is much greater than the churning which takes place in the labour market for adults.

About 2.6 million hirings of youths took place in both 1998 and 1999, resulting in hiring rates of 57% in 1998 and 55% in 1999. In 1998, there were 2.1 million permanent separations youths from their jobs, a number that increased slightly to 2.2 million in 1999. The annual separation rate for youths was 47% in both 1998 and 1999.

While the absolute number of adults who were hired or who permanently separated from their jobs was higher than it was for youths, a much larger number of adults worked in 1998 and 1999. As a result, the hiring and separation rates are much lower among Core-age and older people. The hiring rate among the Core-age group was about 21% in 1998 and 20% in 1999, which translates into over 2.7 million hirings in 1998 and 2.6 million in 1999. The separation rate for core-age workers was 20% in 1998 and 19% the

Introduction

Afin de combler le besoin de données mensuelles et actuelles sur la dynamique du marché du travail, l'EPA a récemment commencé à recueillir de l'information sur les nouvelles embauches et les cessations d'emploi permanentes. Ces données permettent de mieux comprendre le degré auquel les personnes changent d'emploi.

Cet article se veut un aperçu qui sert à présenter ces deux nouvelles données. Il sera éventuellement possible de développer des analyses plus en profondeur. Notamment, il serait intéressant de faire une étude sur les salaires de départ des nouveaux employés comparativement aux salaires moyens de l'industrie ainsi qu'une étude sur les embauches selon la taille des firmes et selon la couverture syndicale. Lorsque les séries seront suffisamment longues, il sera possible de réaliser une analyse chronologique des taux d'embauche et de cessation d'emploi selon les cycles économiques.

Un vaste nombre d'individus trouvent, perdent ou quittent un emploi au cours d'une année. En 1998, on dénombrait 5,5 millions de personnes nouvellement embauchées au Canada alors qu'en 1999 ce nombre s'établissait à 5,4 millions. En 1998, tout comme en 1999, il y a eu 5,1 millions de nouvelles cessations. Tant le taux d'embauche que le taux de cessation étaient similaires en 1998 et 1999. Le taux d'embauche était de 29 % en 1998 et de 28 % en 1999, alors que le taux de cessation est demeuré à 26 % au cours de ces deux années. Les taux d'embauche et de cessation des hommes et des femmes étaient très similaires.

Les jeunes donnent le ton au dynamisme du marché du travail

Lorsque l'on s'attarde uniquement à l'âge, on remarque bien sûr qu'il existe de grandes différences entre les jeunes (15 à 24 ans), le groupe d'âge principal (25 à 54 ans) et les personnes plus âgées (55 ans et plus). Il n'est pas surprenant de constater que le degré auquel les jeunes changent d'emploi est plus important que les mouvements observés chez les adultes.

Chez les jeunes, il y a eu 2,6 millions de nouvelles embauches pour chacune des années portant ainsi les taux d'embauche annuels à 57 % en 1998 et à 55 % en 1999. Il y a eu 2,1 millions de cessations d'emploi pour les jeunes en 1998 et ce nombre était passé à 2,2 millions en 1999. Le taux de cessation d'emploi annuel des jeunes s'élevait à 47 %, tant en 1998 qu'en 1999.

Alors que le nombre absolu d'adultes qui ont connu une embauche ou une cessation d'emploi était supérieur à celui des jeunes, une plus forte proportion d'adultes travaillaient en 1998 et 1999. Ceci fait en sorte que les taux d'embauche et de cessation sont beaucoup plus faibles pour les personnes du groupe d'âge principal et pour les personnes plus âgées. Le taux d'embauche pour le groupe d'âge principal était de 21 % en 1998 et de 20 % en 1999, ce qui se traduisait par 2,7 millions de nouvelles embauches en 1998 et 2,6 millions en 1999. Le taux de cessation d'emploi des travailleurs d'âge

Feature article

Étude spéciale

Table 1
Hirings and separations by age and sex

Tableau 1
Embauches et cessations d'emploi, selon l'âge et le sexe

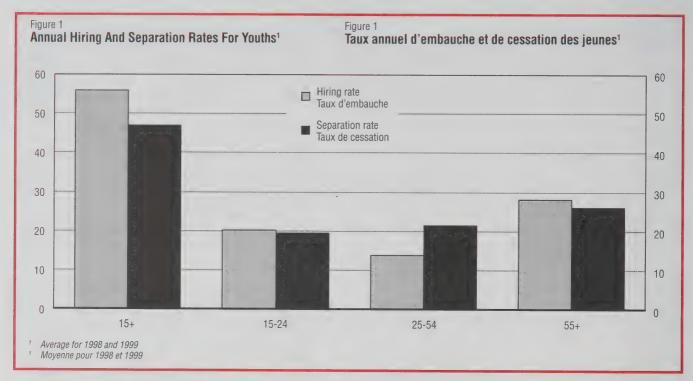
	Hiring rate*	Separation rate*	Number of hirings	Number of separations
	Taux d'embauche*	Taux de cessation*	Nombre d'embauches	Nombre de cessations
		%	,	000
1998				
Both sexes – Les deux sexes				
15+	28.6	26.2	5,538.0	5,079.1
15-24	56.7	47.1	2,577.1	2,140.5
25-54	20.6	19.6	2,728.3	2,590.2
55+	14.5	21.7	232.6	348.4
Men – Hommes				
15+	28.2	26.4	2,951.7	2,766.4
15-24	57.0	48.0	1,350.1	1,138.8
25-54	20.4	19.9	1,452.3	1,415.3
55+	15.1	21.5	149.2	212.4
Women – Femmes				
15+	29.0	25.9	2,586.3	2,312.7
15-24	56.5	46.1	1,227.0	1,001.7
25-54	20.8	19.1	1,276.0	1,174.9
55+	13.6	22.2	83.4	136.0
1999				
Both sexes – Les deux sexes				
15+	27.6	25.8	5,412.1	5,061.1
15-24	55.0	46.7	2,558.1	2,173.5
25-54	19.8	19.0	2,642.1	2,542.4
55+	13.0	21.2	211.9	345.1
Men – Hommes				
15+	27.8	26.0	2,937.1	2,742.6
15-24	57.0	48.6	1,387.4	1,183.2
25-54	19.8	18.9	1,413.6	1,353.3
55+	13.8	20.9	136.0	206.1
Women – Femmes				
15+	27.3	25.6	2,475.0	2,318.5
15-24	52.8	44.7	1,170.7	990.4
25-54	19.8	19.1	1,228.5	1,189.1
55+	11.8	21.6	75.9	139.0

following year, 2.6 million and 2.5 million people. For older persons, hiring rates in 1998 and 1999 were 15% and 13% respectively, while their separation rate was just above 21%.

In general, individuals in these respective age groups are at different stages in their advance through the labour market. Typically, one might expect to see young people change jobs more often, since they are just entering the labour market. Individuals in the coreage group tend to hold a job over a longer period. After the unstable period of transition between school and the labour market, job changes become less frequent. Among older persons, the largest flow is into retirement although some persons aged 55 and over start a new job. For example, after holding the same

principal était de 20 % en 1998 et de 19 % en 1999, ce qui représentait 2,6 millions et 2,5 millions de personnes. Pour les personnes plus âgées, en 1998 et 1999, les taux d'embauche étaient respectivement de 15 % et 13 %, tandis que leur taux de cessation d'emploi était juste au-dessus de 21 %

De façon générale, les individus de ces groupes d'âge respectifs sont à des stades différents dans leur progression au sein du marché du travail. Typiquement, on pourrait s'attendre à voir les jeunes changer d'emploi plus souvent puisqu'ils font leur entrée sur le marché du travail. Dans le cas des individus du groupe d'âge principal, ils ont tendance à occuper un emploi pour une période plus longue. Après avoir passé une période plus instable ou transitoire entre les études et le marché du travail, les changements d'emplois sont moins fréquents. Chez les personnes plus âgées, une proportion importante se dirige vers la retraite. Il n'est



job for a relatively long period, a person might opt for semiretirement and begin a new job or start a business.

Layoffs versus quits

The distinction between a quit and a permanent layoff is important. An analysis of these two types of separations can tell us a great deal about the economic situation. In a period of recession, employed individuals are less likely to quit a job than in a period of expansion and job opportunities.

Reflecting solid growth in 1998 and 1999, the quit rate (14%) was slightly higher than the layoff rate (12%). In fact, for both years, there were approximately a half million more quits than layoffs. Of the estimated 5.1 million separations in 1998 and 1999, about 2.8 million were quits, compared to 2.3 million which were employer initiated permanent layoffs.

There is a noteworthy difference in the quit and layoff rates by age group. Twice as many youths quit their jobs than were laid-off. Core-age workers had a layoff rate which was higher than their quit rate. Among older people, the quit rate was slightly higher than the layoff rate.

cependant pas exclu que des personnes de 55 ans et plus commencent un nouvel emploi. Par exemple, après avoir occupé le même emploi pour une période de temps relativement longue, une personne pourrait décider de prendre une semi-retraite et commencer un nouvel emploi ou démarrer une entreprise.

Mises à pied vs démissions

La distinction entre une démission et une mise à pied est importante. L'analyse de ces deux types de cessation d'emploi peut nous renseigner beaucoup sur la conjoncture économique. En effet, en période de récession, les individus qui ont un emploi sont moins susceptibles de quitter leur emploi qu'en période d'expansion où les opportunités d'emplois sont meilleures.

Traduisant une solide croissance au cours de 1998 et 1999, le taux de démission (14 %) était légèrement supérieur au taux de mise à pied (12 %). En fait, il y a eu, pour chacune des années, environ un demi million de démissions de plus que de mises à pied. Parmi le nombre de cessations d'emploi, estimé à 5,1 millions en 1998 et en 1999, environ 2,8 millions étaient des démissions alors que 2,3 millions étaient des mises à pied permanentes.

Les différences dans les taux de démission et de mise à pied par groupe d'âge sont assez remarquables. Les jeunes connaissent deux fois plus de démissions que de mises à pied. Les travailleurs du groupe d'âge principal, pour leur part, affichent un taux de mise à pied plus élevé que le taux de démission. Pour ce qui est des personnes plus âgées, leur taux de démission était légèrement supérieur au taux de mise à pied.

Feature article

Étude spéciale

Table 2

Quits and layoffs by age and sex

Tableau 2 Démissions et mises à pied, selon l'âge et le sexe

	Quit rate	Layoff rate	Number of quits	Number of layoffs
	Taux de démission	Taux de mise à pied	Nombre de démissions	Nombre de mises à pied
		%	1	000
1998				
Both sexes – Les deux sexes				
15+	14.2	12.0	2,757.3	2,321.8
15-24	30.7	16.4	1,394.5	746.0
25-54	8.9	10.7	1,176.0	1,414.2
55+	11.7	10.1	186.8	161.7
Men – Hommes				
15+	13.5	12.9	1,413.8	1,352.6
15-24	29.6	18.4	702.1	436.7
25-54	8.5	11.5	601.5	813.8
55+	11.1	10.3	110.2	102.2
Women – Femmes				
15+	15.1	10.9	1,343.5	969.2
15-24	31.9	14.2	692.5	309.3
25-54	9.4	9.8	574.5	600.4
55+	12.5	9.7	76.5	59.5
1999				
Both sexes – Les deux sexes				
15+	14.2	11.5	2,795.0	2,266.1
15-24	30.3	16.4	1,409.5	764.0
25-54	9.0	10.0	1,200.9	1,341.5
55+	11.3	9.9	184.5	160.6
Men – Hommes				
15+	13.5	12.5	1,422.5	1,320.1
15-24	29.2	19.4	711.6	471.5
25-54	8.4	10.5	601.2	752.1
55+	11.1	9.8	109.7	96.5
Women - Femmes				
15+	15.1	10.4	1,372.5	946.0
15-24	31.5	13.2	697.9	292.5
25-54	9.7	9.5	599.8	589.4
55+	11.7	10.0	74.9	64.1

Youths posted quit rates in the order of 30% and layoff rates of 16%. The return of students to school in the fall is the main reason why there are close to twice as many quits as there are layoffs.

For persons in the core-age group, quit rates (9%) were just slightly lower than layoff rates (11% in 1998 and 10% in 1999).

In 1998, the quit rate for older workers was 12%, dropping slightly to 11% in 1999, while the layoff rate was steady at 10%. While one could expect that retirement is the only or most important event causing older people to separate from their jobs, there is more to the story. On average for 1998 and 1999, half of older workers who quit their jobs quit to retire. This represents 29% of all separations among this group.

Les jeunes affichaient des taux de démission de l'ordre de 30 % et des taux de mise à pied de 16 %. Le retour en classe des étudiants à l'automne est le facteur expliquant le fait qu'il y ait près du double de démissions que de mises à pied.

Chez les personnes du groupe d'âge principal, les taux de démission (9 %) étaient très légèrement inférieurs aux taux de mise à pied (11 % en 1998 et 10 % en 1999).

En 1998, le taux de démission des personnes plus âgées était de 12 % alors qu'il avait baissé légèrement à 11 % en 1999. Le taux de mise à pied était, autant en 1998 qu'en 1999, de 10 %. Alors que l'on pourrait s'attendre à ce que la retraite soit le seul ou le plus important des événements causant les cessations d'emploi chez les personnes de 55 ans et plus, en analysant les raisons des cessations d'emploi, on s'aperçoit qu'il n'y a pas que cela. En moyenne pour 1998

There were also another 13% who quit or lost their job and began another.

Seasonal changes

From month to month, there is a distinct seasonal pattern to hirings and separations. In January, separations exceed hirings. This is probably linked to the end of the period of intense economic activity brought on by the holiday season, especially for retail businesses and restaurants.

On the supply side of the labour equation, individuals may choose to offer their services for this period. Students, for example, may want to take advantage of their winter holidays to work a little before going back to school.

In May, June and July, hirings greatly outnumber separations. Students' summer jobs largely explain this pattern. In some sectors of the economy, for example, students are hired to supplement existing staff, while in other sectors, there is a need for extra staff to make up for the absence of employees on summer holidays. Another factor to consider is the increased activity in some seasonal industries, such as construction, agriculture and those related to tourism; which attract both students and adult seasonal workers.

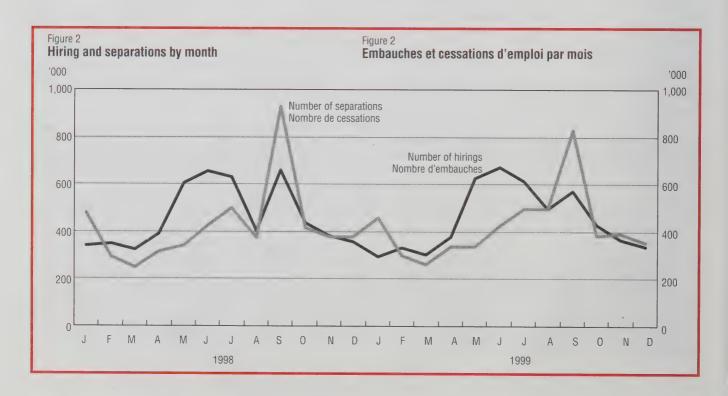
et1999, la moitié des personnes de 55 ans et plus quittant un emploi le faisaient pour prendre leur retraite. Ceci représentait 29 % de toutes les cessations d'emploi. Il y avait aussi 13 % des personnes de ce groupe d'âge qui avaient quitté ou perdu un emploi mais en avaient retrouvé un autre au cours de la même période.

Variations saisonnières

Au niveau mensuel, il existe très certainement un schéma saisonnier pour les embauches et les cessations. Au cours des mois de janvier, le nombre de cessations était supérieur au nombre d'embauches. Ceci est probablement relié à la fin de la période d'intense activité occasionnée par la période des Fêtes, surtout dans les commerces de détail et les restaurants.

Du côté de l'offre de travail, des individus peuvent choisir d'offrir leurs services pour cette période sachant que ce sera pour une période déterminée. Les étudiants, par exemple, peuvent vouloir profiter de leur vacances hivernales pour travailler un peu plus avant le retour en classe.

En mai, juin et juillet, le nombre d'embauches est considérablement supérieur au nombre de cessations. Les emplois d'été des étudiants expliquent en grande partie ce mouvement. Dans certains secteurs, par exemple, on engage des étudiants pour ajouter au personnel régulier déjà en place alors que dans d'autres secteurs, on a besoin de force supplémentaire pour pallier aux absences des employés en vacances estivales. Il faut ainsi considérer la hausse de l'activité dans certaines industries saisonnières, notamment celles de la construction, de l'agriculture et celles reliés au tourisme qui attirent des étudiants et des travailleurs saisonnières.



In September, while the number of hirings stays almost the same as in summer months, the number of separations rises substantially, making it the most dynamic time of year for the labour market. Students leave their summer jobs, and some seasonal jobs come to an end. In some companies, summer may be a calmer period when hiring is put off due to employee vacations. In these cases, some employers may undertake hiring processes at the end of the summer vacation season. Finally, hiring in the education sector is particularly high in September as schools bring on new teachers and other staff.

New hirings and permanent separations by level of education

A worker's education can have an impact on the degree to which they flow into and out of jobs. A lack of education, for example, could predispose someone to temporary or seasonal work and lead to more frequent job changes. To get a grasp of the effect of education on hirings and separations, it is necessary to focus the analysis on those who have finished their schooling. Research has shown that usually the initial transition from school to work is over before age 25 (Statistics Canada, 1999), so we look at hirings and separations of people 25 years of age or older.

Table 3 Hirings, separations, quits and layoffs for adults (average for 1998 and 1999)

En septembre, bien que le nombre d'embauches demeure presque au même niveau qu'au cours de l'été, le nombre de cessations d'emploi augmente considérablement. Les étudiants quittent leur emploi d'été et certains emplois saisonniers arrivent à terme. Dans certains secteurs non reliés directement à l'activité touristique, la période estivale peut représenter une période plus calme, où les vacances font en sorte que le processus d'embauche est mis de côté. Lors de la fin de la période des vacances, certains employeurs entreprennent alors des processus d'embauche. Enfin, l'embauche dans le secteur de l'éducation est particulièrement élevée en septembre alors que les écoles engagent de nouveaux professeurs ainsi que d'autres membres du personnel.

Les nouvelles embauches et les cessations d'emploi permanentes selon le niveau de scolarité

Le niveau de scolarité peut avoir un impact sur la fréquence des changements d'emploi. Les personnes ayant un niveau de scolarité plus faible, par exemple, pourrait être plus susceptible d'occuper des emplois temporaires ou saisonniers et ainsi changer plus fréquemment d'emploi. Afin de comprendre l'impact de la scolarité sur les embauches et les cessations d'emploi, il est nécessaire de porter notre attention sur ceux qui ont terminé leurs études. Des recherches ont démontré qu'habituellement la transition des études vers le marché du travail se faisait avant l'âge de 25 ans (Statistique Canada, 1999). Ainsi, dans cette section, nous étudierons les embauches et les cessations selon le niveau de scolarité des personnes de 25 ans et plus.

Tableau 3 Embauches, cessations, démissions et mises à pied pour les adultes (en moyenne pour 1998 et 1999)

	Hirings	Separations	Quits	Layoffs
	Embauche	Cessations	Démissions	Mises à pied
		'0	00	
Average number – Nombre en moyenne 0 to 8 years – 0 à 8 années Some secondary – Études secondaires partielles High school graduate – Études secondaires complétées Some post-secondary – Études postsecondaires partielles Post-secondary certificate – Certificat ou diplôme d'études postsecondaires Bachelor's degree – Baccalauréat Above bachelor's degree – Maîtrise ou doctorat Total	168.4 412.4 532.9 266.4 1,020.0 369.8 137.7 2,907.4	190.6 426.8 542.8 258.5 997.8 360.3 136.2 2,913.1	63.2 172.8 250.1 134.9 473.7 200.3 79.1 1,374.1	127.3 254.1 292.7 123.6 524.2 160.0 57.1 1,539.0
		0	/ ₀	
Rates – Les taux 0 to 8 years – 0 à 8 années Some secondary – Études secondaires partielles High school graduate – Études secondaires complétées Some post-secondary – Études postsecondaires partielles Post-secondary certificate – Certificat ou diplôme d'études postsecondaires Bachelor's degree – Baccalauréat Above bachelor's degree – Maîtrise ou doctorat	23.2 23.3 18.1 22.4 19.5 17.7 14.1	26.3 24.1 18.5 21.8 19.1 17.2 14.0	8.7 9.8 8.5 11.4 9.1 9.6 8.1	17.6 14.4 10.0 10.4 10.0 7.7 5.9

In general, the higher the level of education, the lower are the rates of hiring and separation. For those 25 and older, the hiring and separation rates averaged 20%; people without any education beyond a high school diploma averaged 21%, while for those holding a university degree, the average annual hiring rate of 17% almost identical to the rate of separation (16%).

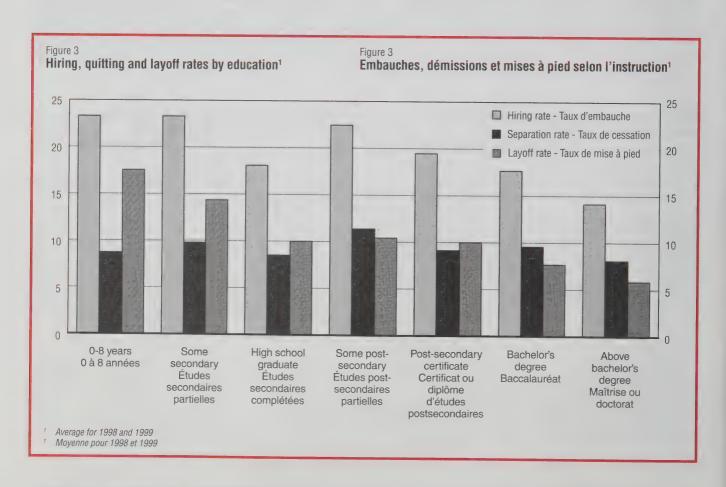
The annual layoff rate was 12% for people with high school or less while it was 6% for people with Master's or PhD's (around 14% of workers 25 years of age or older had a Master's or a Doctorate degree but this group accounted for only 3.7% of layoffs.) At the other end of the scale, 36% of workers 25 years of age or older had a high school diploma or less but they comprise 44% of permanent layoffs.

Around 35% of workers 25 years of age or older had a postsecondary diploma or certificate. This group accounted for 35% of hirings, quits and layoffs.

Dans l'ensemble, plus le niveau de scolarité atteint augmente, plus les taux d'embauche et de cessation diminuent. Pour l'ensemble des 25 ans et plus, les taux d'embauche et de cessation étaient en moyenne de 20 %; chez les personnes détenant au plus un diplôme d'études secondaires, il était en moyenne de 21 %, tandis que pour ceux détenant un diplôme universitaire, le taux annuel d'embauche moyen était de 17 %, alors que le taux de cessation était de 16 %.

Le taux annuel de mise à pied était de 12 % pour les personnes ayant un diplôme d'études secondaires ou moins alors qu'il était de 6 % pour les personnes détenant un diplôme de maîtrise ou de doctorat. (Ainsi, environ 14 % des emplois chez les personnes de 25 ans et plus sont occupés par des gens détenant une maîtrise ou un doctorat alors que seulement 3,7 % des mises à pied pour les personnes de 25 ans et plus étaient subies par les détenteurs d'une maîtrise ou d'un doctorat.) À l'opposé, 36 % des personnes de 25 ans et plus occupant un emploi avaient un diplôme d'études secondaires ou moins mais, ces derniers subissaient 44 % de toutes les mises à pied vécues par les gens de ce groupe d'âge.

Environ 35 % des emplois chez les 25 ans et plus étaient occupés par des personnes ayant un certificat ou un diplôme d'études postsecondaires. Ce groupe obtenait environ 35 % des embauches, des démissions et des mises à pied.



Feature article

Étude spéciale

Only people who had some postsecondary education, or a university degree had layoff rates that were lower than their quit rates.

For people with a university degree, the lower hiring rate, and the fact that there are more quits than layoffs probably indicates greater job stability. Furthermore, high quit rates signal greater labour market opportunities for those with university degrees, a situation where workers more often change jobs by choice than by force.

Hiring by industry

Job stability today is stronger than it was in the past. Not all sectors of the economy have the same degree of stability. Employment stability varies considerably from one industry to another with relatively little stability in consumer services, primary industries and in construction. With stability or long job duration typically comes low rates of hiring.

Due largely to their size, the largest number of hirings in 1999 took place in retail and wholesale trade and manufacturing. There were 888,000 hirings in retail and wholesale trade, the industy employing the largest number of people in the country. In the second largest industry, manufacturing, employers hired 664,000 times. There were also a large number of hirings in accommodation and food services, 647,000. Together, these three industries accounted for two out of every five new hirings in Canada in 1999.

The hiring rate in manufacturing was 24% in 1999, below the overall rate of 28%. The hiring rate in trade was the same as the rate for all industries. In food and accommodation, on the other hand, the hiring rate of 42% was well above average. Hiring in this industry tends to peak in the summer months as restaurants, hotels and motels gear up to meet the increased demand of vacationing travelers. However, businesses in this industry also encounter high turnover and low job tenure in other months of the year requiring them to hire at a greater frequency.

Other industries with high rates also are very seasonal. The arts, entertainment and recreation industry had the highest hiring rate at 47%. Most of the added hiring in this industry occurs at summer day camps, swimming pools, golf courses and other sporting facilities where employment picks up dramatically in the summer, especially for young people.

Seules les personnes ayant complété des études postsecondaires partielles ou ayant obtenu un diplôme universitaire affichaient des taux de mises à pied moindres que les taux de démissions.

Pour les personnes détenant un diplôme universitaire, des taux d'embauche plus bas et plus de démissions que de mises à pied pourraient être un indicateur d'une plus grande stabilité d'emploi. De plus, de hauts taux de démission indiquent davantage d'opportunités sur le marché du travail pour ceux détenant un diplôme universitaire, une situation qui fait en sorte que les travailleurs changent d'emploi plus souvent par choix que par obligation.

Embauches selon l'industrie

La stabilité d'emploi aujourd'hui est plus importante que par le passé. Cependant, ce ne sont pas tous les secteurs de l'économie qui ont la même stabilité. La stabilité d'emploi variait considérablement d'une branche à l'autre, affichant entre autre une stabilité plus faible dans les services aux consommateurs, dans l'industrie primaire et dans la construction. De faibles taux d'embauche vont de pair avec la stabilité et une longue période d'occupation d'emploi.

En raison principalement de leur taille, c'est dans le commerce de gros et de détail et dans la fabrication qu'il y a eu le plus grand nombre d'embauches en 1999. Il y a eu 888 000 embauches dans le commerce de gros et de détail, la branche d'activité employant le plus grand nombre de personnes au pays. Dans la deuxième industrie en importance en terme de nombre d'emplois, la fabrication, les employeurs ont embauché 664 000 personnes. Il y a aussi eu un nombre important d'embauches dans l'hébergement et les services de restauration, soit 647 000. Dans l'ensemble au Canada en 1999, deux nouvelles embauches sur cinq étaient attribuables à l'une de ces trois branches d'activité.

Le taux d'embauche dans la fabrication était de 24 % en 1999, inférieur au taux d'ensemble de 28 %. Le taux du commerce était identique au taux d'ensemble. À l'opposé, la branche de l'hébergement et des services de restauration affichait un taux d'embauche de 42 %, bien supérieur à la moyenne. L'embauche dans cette branche d'activité tend à augmenter au cours de la période estivale alors que les restaurants, les hôtels et les motels se préparent à faire face à la demande croissante des vacanciers. Cependant, les entreprises de cette industrie font face à de hauts taux de roulement de main-d'oeuvre et à de faibles durées d'occupation d'emploi au cours des autres mois de l'année nécessitant des embauches à un rythme plus fréquent.

Quelques autres branches d'activité affichant des taux élevés sont aussi très saisonnières. La branche des arts, des spectacles et des loisirs obtenait le taux d'embauche le plus élevé, soit 47 %. La plupart des embauches supplémentaires de cette branche d'activité surviennent dans les camps de vacances, les piscines, les terrains de golf et les autres aménagements sportifs où l'emploi augmente abruptement au cours de l'été et ce, tout particulièrement pour les jeunes.

Feature article

Étude spéciale

Table 4 Hirings by industry

Tableau 4
Embauches selon l'industrie

	1	998		1999	
	Hiring rate	Number of hirings	Hiring rate	Number of hirings	
	Taux d'embauche	Nombre d'embauches	Taux d'embauche	Nombre d'embauches	
	%	'000	%	'000'	
All industries – Toutes les industries	28.6	5,538.0	27.6	5,412.1	
Agriculture, forestry, fishing and hunting – Agriculture, foresterie,					
pêche et chasse	37.2	297.1	35.6	273.8	
Mining and oil and gas extraction – Extraction minière et extraction					
de pétrole et de gaz	22.2	52.8	23.9	54.9	
Utilities – Services publics	13.9	18.3	12.6	17.1	
Construction – Construction	38.7	447.4	37.8	451.1	
Manufacturing – Fabrication	24.3	656.9	23.9	664.5	
Wholesale trade – Commerce de gros	22.2	130.7	23.1	134.2	
Retail trade – Commerce de détail	31.6	787.2	29.6	754.3	
Transportation and warehousing – Transport et entreposage Information and cultural industries – Industrie de l'information et	22.9	210.2	23.1	214.7	
industrie culturelle	23.7	112.3	22.5	110.9	
Finance and insurance – Finance et assurances	13.9	102.7	15.5	109.9	
Real estate and rental and leasing – Services immobiliers et services				, , , , ,	
de location et de location à bail Professional, scientific and technical services – Services professionnels,	28.9	90.6	20.4	65.5	
scientifiques et techniques Management of companies and enterprises – Gestion de sociétés et	26.4	284.1	21.7	244.1	
d'entreprises					
Administrative and support, waste management and remediation services – Services administratifs, services de soutien, services de					
gestion des déchets et services d'assainissement	43.5	338.9	44.2	363.2	
Educational services – Services d'enseignement	22.8	280.4	20.1	249.3	
Health care and social assistance – Soins de santé et assistance sociale	21.8	389.1	18.2	324.9	
Arts, entertainment and recreation – Arts, spectacles et loisirs Accommodation and food services – Hébergement et services de	40.7	165.7	46.5	197.2	
restauration	41.2	625.4	41.7	647.7	
Other services – Autres services	31.7	325.9	32.3	339.7	
Public administration – Administrations publiques	22.1	221.3	20.6	194.8	

At 44% hiring in the administrative and business support services industry was second highest. Included in this industry are landscapers, employment placement agencies, temporary help agencies and companies such as telephone call centres that provide services to business. While hiring by landscaping firms is very seasonal, the hiring pattern in the rest of the industry is less so. Given this, the hiring in employment and business service is likely a reflection of growth in this sector of the economy.

Construction, and natural resources (agriculture, forestry, fishing and hunting) are two industries which also pickup in the warmer months and whose hiring rate was higher than the overall rate.

C'est la branche des services administratifs et des services de soutien aux entreprises qui obtenaient le second taux le plus élevé avec 44 %. Les paysagistes, les agences de placement et les services de prestation de personnel intérimaire ainsi que les compagnies procurant des services à d'autres entreprises telles que les centres d'appels téléphoniques composent la branche des services administratifs et des services de soutien aux entreprises. Alors que l'embauche dans les firmes d'aménagement paysager est très saisonnière, l'embauche dans le reste de cette industrie n'affiche pas une tendance saisonnière aussi prononcée. L'embauche dans les services de placement et dans les services aux entreprises reflète probablement davantage une croissance dans ce secteur de l'économie.

La construction ainsi que les ressources naturelles (l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse) sont aussi deux industries qui sont généralement en pleine effervescence au cours des mois plus chauds et leur taux d'embauche était parmi les plus élevés de l'ensemble des industries.

The finance, insurance, real estate and leasing industry and the utilities industry were the only two industries with hiring rates below 20%. Industries with low hiring rates have high job tenure. In other words, industries that hire at a low rate tend to also keep employees for longer-term. Certainly this is the case in utilities, where the average job tenure is 14 years, nearly twice the overall average.

New hirings and permanent separations by province

By many measures, labour market conditions vary across the country. As is well known, unemployment tends to be high in many of the regions in the eastern part of Canada, while in Ontario and westward, job opportunities are more plentiful. Like unemployment and employment conditions, there is much variety in the degree to which people flow into and out of jobs.

The hiring rate in Newfoundland was the highest in the country, at 46%, but its separation rate of 41% was also relatively high. Prince Edward Island had the highest separation rate at 45%, equal to its hiring rate.

In 1999, there were 1.8 million new hirings that took place in Ontario. With employment beginning the

L'industrie de la finance et des assurances et celle des services publics sont les deux seules à afficher des taux d'embauche annuels sous les 20 %. Dans les industries affichant de faibles taux d'embauche, la durée d'occupation d'emploi est plus longue. En d'autres mots, les industries qui embauchent à un faible taux ont aussi tendance à garder leurs employés à plus long terme. C'est très certainement le cas pour les services publics où les travailleurs occupent leur emploi pour une période moyenne de 14 ans, soit presque deux fois plus longtemps que la moyenne de l'ensemble des industries.

Nouvelles embauches et cessations d'emploi permanentes par province

De nombreuses mesures indiquent que les conditions du marché du travail varient selon la région du pays. Il est notoire que le chômage est généralement élevé dans beaucoup de régions de l'est du Canada et que les possibilités d'emploi abondent en Ontario et dans l'Ouest. À l'instar du chômage et de l'emploi, le degré auquel les personnes commencent et terminent un emploi diffère sensiblement selon la province.

À Terre-Neuve, le taux d'embauche était le plus haut au pays, à 46 %, mais cette province présentait aussi un taux de cessation d'emploi relativement élevé (41 %). C'est l'Île-du-Prince-Édouard qui a enregistré le taux de cessation d'emploi le plus élevé, à 45 %, identique au taux d'embauche.

En 1999, le nombre de nouvelles embauches en Ontario s'est chiffré à 1,8 million. Comme le nombre d'emplois

Table 5 Hirings and separations by province, 1999

Tableau 5
Embauches et cessations selon la province, 1999

	Hiring rate	Separation rate	Number of hirings	Number of separations
	Taux d'embauche	Taux de cessation	Nombre d'embauches	Nombre de cessations
		%	'(000
Newfoundland Terre-Neuve	45.5	41.0	160.1	144.3
Prince Edward Island Île-du-Prince-Édouard	44.5	44.7	45.3	45.3
Nova Scotja	34.8	31.5	212.7	192.4
Nouvelle-Écosse New Brunswick Nouveau-Brunswick	35.7	37.3	177.5	185.5
Quebec	28.1	24.9	1,291.2	1,143.4
Québec Ontario	24.6	23.2	1,818.5	1,711.2
Ontario Manitoba	26.9	25.6	197.4	187.5
Manitoba Saskatchewan	29.7	26.9	200.0	181.0
Saskatchewan Alberta	30.6	30.1	672.1	661.5
Alberta British Columbia Colombie-Britannique	25.5	24.3	637.5	608.9
Canada	28.0	26.0	5,412.3	5,061.0

year at 5.6 million, this leaves a hiring rate of 25%, lower than any other province and close to half that in Newfoundland. With 1.7 million permanent separations, the separation rate in Ontario was 23%, also the lowest in the country.

Hiring and separation rates were also low in British Columbia. In British Columbia, there were 638,000 new hirings and 609,000 permanent separations in 1999, resulting in a hiring rate of 26% and a separation rate of 24%.

Of the 5 million separations that occurred in 1999 across Canada, a little over half (55%) were due to people quitting their jobs. The annual quit rate was 14% while the annual layoff rate was 12%.

From one province to the next, there was moderate variation in the quit rate, ranging from 12% in Newfoundland and Quebec to 18% in Prince Edward Island and Alberta.

The layoff rate, on the other hand, was very different from one region to another and clearly it is layoffs that drive regional differences in separation rates. The highest permanent layoff rate was in Newfoundland, at 29%, followed closely by Prince Edward Island at 27%.

At the other end of the scale, the permanent layoff rate in Ontario and Manitoba was 9% and 10% respectively. In contrast to the national numbers, the

s'établissait à 5,6 millions au début de l'année, le taux d'embauche en 1999 s'est établi à 25 %, soit le taux le plus faible parmi les diverses provinces; ce taux équivaut à peu près à la moitié de celui enregistré à Terre-Neuve. Avec 1,7 million de cessations d'emploi permanentes, l'Ontario obtenait un taux de cessation d'emploi de 23 %, soit le taux le plus bas au pays.

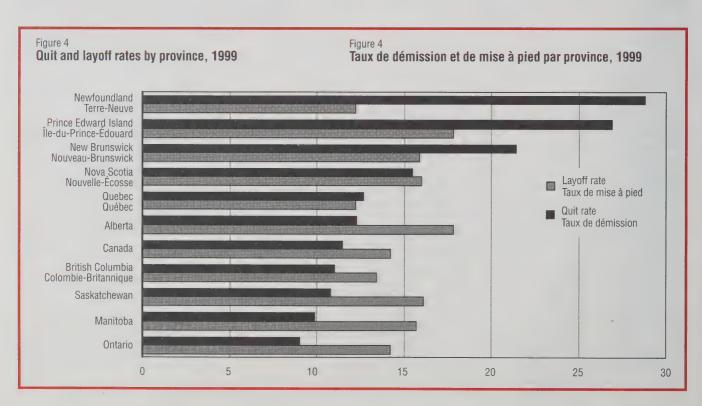
Les taux d'embauche et de cessation d'emploi étaient aussi bas en Colombie-Britannique. Dans cette province, il y a eu 638 000 nouvelles embauches et 609 000 nouvelles cessations d'emploi permanentes en 1999. Le taux d'embauche s'établissait alors à 26 % tandis que le taux de cessation d'emploi était de 24 %.

Sur les 5 millions de cessations d'emploi permanentes survenues au Canada en 1999, un peu plus de la moitié (55 %) étaient des démissions. Le taux annuel de démissions s'établissait ainsi à 14 % alors que le taux annuel de mise à pied était de 12 %.

Le taux de démission variait peu d'une province à l'autre, allant de 12 % à Terre-Neuve et au Québec jusqu'à 18 % à l'Île-du-Prince-Édouard et en Alberta.

Par contre, le taux de mise à pied différait beaucoup d'une région à l'autre. De toute évidence, ce sont surtout les mises à pied qui expliquent les écarts entre régions en ce qui concerne les taux de cessation d'emploi. C'est Terre-Neuve qui affichait le taux de mise à pied permanente le plus élevé (29 %). L'Île du Prince Édouard suivait de près avec 27 %.

À l'opposé, l'Ontario et le Manitoba sont les provinces qui ont enregistré les taux les plus bas en ce qui concerne les mises à pied (9 % et 10 % respectivement). Contrairement



provincial data show that permanent layoffs are more common than quits in most parts of Atlantic Canada.

To a large degree, the high rates of hiring and separation in the Atlantic provinces reflect the contingent nature of work (especially seasonal jobs). Because employment in the four Atlantic provinces tends to be more temporary in nature, workers change employers more frequently.

As expected, there is a very close connection between the degree of temporary work and the degree of hiring and separation in the province. In Newfoundland, where hiring and separation are high, so too is the proportion of employees who are employed only temporarily, 28%.

Again in contrast to Newfoundland is Ontario, where hiring and separation rates are lowest but only 10% of employees work in jobs which they consider to be temporary.

Marshall (1999) has developed a way of measuring the seasonality of employment. By taking the annual average of the absolute value of the difference in seasonally adjusted and non-seasonally adjusted LFS estimates and dividing that by the annual average of employment, one gets the percentage seasonal variation in employment over the year.

The high degree of hiring in the east reflects the seasonal nature of employment in those provinces. This seasonality measure also helps explain the nature of hirings in Saskatchewan.

While employment seasonality was highest in Prince Edward Island and Newfoundland, so too were hirings and separation rates. In contrast, in Ontario and British Columbia, where seasonality is lowest, so too are the hiring and separation rates.

Probably due to the importance of agriculture in the province, employment tends to be rather seasonal in Saskatchewan, resulting in hiring and separation rates in that province that are greater than the national rates. à ce qui est observé au niveau national, les mises à pied sont plus fréquentes que les démissions dans la plupart des provinces de l'Atlantique.

Dans une large mesure, les taux élevés d'embauche et de cessation d'emploi dans les provinces de l'Atlantique s'expliquent par le caractère atypique du travail dans ces provinces (en particulier, l'emploi saisonnier). Comme l'emploi tend davantage à être temporaire dans les quatre provinces de l'Atlantique, les travailleurs sont plus souvent appelés à changer d'employeur.

Comme on peut s'y attendre, il existe un lien très étroit entre l'ampleur du phénomène du travail temporaire et le taux d'embauche ou de cessation d'emploi dans une province donnée. À Terre-Neuve, où les taux d'embauche et de cessation d'emploi sont hauts, le pourcentage des employés qui occupent un emploi temporaire est lui aussi élevé (28 %).

Une fois de plus, l'Ontario, où les taux d'embauche et de cessation d'emploi sont les plus faibles et où seulement 10 % des employés occupent un emploi qu'ils considèrent temporaire, se distingue de Terre-Neuve.

Marshall (1999) a conçu une façon de mesurer le caractère saisonnier de l'emploi. Une fois qu'on a calculé la moyenne annuelle de la valeur absolue de l'écart entre l'estimation désaisonnalisée et l'estimation non désaisonnalisée de l'EPA, on divise ce résultat par l'estimation annuelle moyenne de l'emploi afin de déterminer le taux annuel de variation saisonnière.

Le haut degré d'embauches dans l'Est se reflète dans le caractère saisonnier de l'emploi dans ces provinces. Cette mesure du caractère saisonnier aide aussi à expliquer la nature des embauches en Saskatchewan.

Alors que le caractère saisonnier de l'emploi était élevé à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve, on retrouvait aussi des taux d'embauche et de cessation élevés. À l'opposé, en Ontario et en Colombie-Britannique, où le caractère saisonnier de l'emploi était faible, les taux d'embauche et de cessation étaient faibles.

Probablement à cause de l'importance de l'agriculture dans cette province, l'emploi tend à être plutôt saisonnier en Saskatchewan, résultant ainsi en des taux d'embauche et de cessation supérieurs aux taux nationaux.



ociety is changing rapidly. It's a constant challenge for you to stay informed about the important social issues and trends affecting us all. **Canadian Social Trends** helps you meet that challenge successfully by bringing you dynamic and invaluable social analysis in a clear, concise and highly readable format.

Each issue of this popular Statistics Canada quarterly brings key elements of Canadian life into the spotlight—labour markets, immigration, evolving family structure, standard of living. The easy-to-read articles draw from a wide range of demographic, social and economic data sources. Tables and charts highlight key points. A Social Indicators table tracks change.

Social science professionals, researchers, business and policy analysts, educators, students and the general public rely on *Ganadian Social Trends*. Subscribing today will help you keep abreast of change, evaluate social conditions, plan programs or services, and much more!

Visit the "In-Depth" section of our Web site at www.statcan.ca to view some recent articles.

Subscribe today! You won't want to miss a single issue!

Only \$36 annually! In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$24. For shipments to other countries, please add \$40. To order Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XPE), write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A OTG, Canada, or contact the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. If more convenient, fax your order to 1 877 287-4369, call 1800 267-6677 or send an e-mail to order@statcan.ca. Subscribe on our Web site to the downloadable version of Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XIE) for only \$27 (plus taxes, where applicable). URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepuh.cgi

constamment chercher à demeurer au fait des questions et des tendances sociales importantes qui touchent chacun de nous. **Tendances sociales canadiennes** vous aide à relever ce défi avec succès en vous présentant une analyse sociale à la fois dynamique et d'une valeur inestimable dans un texte clair, concis et fort compréhensible.

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que : marchés du travail, immigration, structure familiale en évolution, niveau de vie. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données démographiques, sociales et économiques. Des tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services, et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à **www.statcan.ca** pour consulter certains des articles publiés récemment.

Abonnez-vous aujourd'hui! Yous ne saurez vous passer d'un soul numéro!

Seulement 36 % par année! Au Canada, veuillez ajouter soit la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 %. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 %. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 %. Pour commander Tendances sociales canadiennes (n° 11-008-XPF au cat.), écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 076, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication). Vous pouvez passer votre commande par télécopieur au 1877 287-4369, par téléphone au 1800 267-6677 ou par courriel à : order@statcan.ca. Abonnez-vous sur notre site Web à la version téléchargeable (n° 11-008-XIF au cat.) pour seulement 27 % (taxes en sus, s'il y a lieu). URL : www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub f.cgi

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- 2. Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Giobalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR : Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- 1. Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

- 1. RRSP withdrawals revisited.
- REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Évolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

- 1. Le point sur les retraits d'un REER.
- Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- 1. Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Épargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

April 2000

Year-end review.

May 2000

Brain drain and brain gain: Part I, The emigration of knowledge workers from Canada.

June 2000

Brain drain and brain gain: Part II, The immigration of knowledge workers to Canada.

August 2000

Income inequality in North America: Does the 49th parallel still matter?

September 2000

Unemployment kaleidoscope

Février 2000

- Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Avril 2000

Revue de fin d'année.

Mai 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie I, Émigration des travailleurs du savoir en provenance du Canada.

Juin 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie II, l'immigration des travailleurs du savoir à destination du Canada.

Août 2000

Inégalités de revenu en Amérique du nord : Le 49° parallèle a-t-il encore de l'importance?

Septembre 2000

Chômage kaléidoscope

ORDER FORM Statistics Canada

TO ORDE	R:	MET	HOD OF P	AYMENT:	e Alain Bari, i si te Gali is	Charles III de Selvini		
MAIL Statistics Cana Dissemination Circulation Mar 120 Parkdale A Ottawa, Ontario K1A 0T6 Canad	da (613) 951-7277 (61 Division nagement void	77 287-4369	ck only one) lease charge m	y: \square vis/	A	asterCard		
	order@statcan.ca 1 800 363-7629 Telecommunication		Card Number					
(Please print)	for the Hearing Imp	aired	Expiry Date					
Company			Cardholder (plea	se print)				
Department			Signature					
Attention	Title							
Address			ayment enclose	(payable to the R	eceiver Genera	al for Canada)		
City	Province ()		urchase rder Number lease enclose)					
Postal Code	Phone Fax							
E-mail Addre			Authorized Signa	iture				
Catalogue Number			Price (All prices excluded sales tax)	*Shipping Charges (Applicable to shipments sent outside Canada)	Quantity	Total \$		
States,	ng charges: No shipping charges for delivery in Canada. please add \$6 per issue or item ordered. For shipments le or item ordered. Annual frequency = 1. Quarterly frequ	to other countries, please	add \$10	SUBTOTAL				
Canadia R12149	an clients add either 7% GST and applicable PST or HS	T (GST Registration No.		GST (7%)				
Clients	outside Canada pay in Canadian dollars drawn on a Can ars, converted at the prevailing daily exchange rate, draw		valent	Applicable PST				
include	s Canada is FIS-ready. Federal government department with all orders their IS Organization Code rence Code	s and agencies must and		Applicable HST (N.S., N.B., Nfld.				
deliver	stics Canada will only use your information to c your product(s), and administer your account. From	time to time, we may a	lso offer	GRAND TOTAL				
not wish	ner Statistics Canada products and services and conton to be contacted again for promotional purposes and an injury and this page to us, call 1 800 700-1033	d/or market research,	check as	PF09	9000			
						0		

THANK YOU FOR YOUR ORDER!



Statistics Canada Statistique Canada

www.statcan.ca

Canadä



BON DE COMMANDE

Statistique Canada

POUR COMMANDER:	MODA	LITÉS D	E PAIEMENT	a de la companya de l	
COURRIER TÉLÉPHONE 1 800 267-6677 TÉLÉCOPI 1 877 287	EUR -4369 (Cochez	une seule ca	ise)		
Statistique Canada Division de la diffusion Gestion de la circulation 120, avenue Parkdale Ottawa (Ontario) K1A 076 Canada	.1584 📕	illez débiter i	mon compte 🔲	VISA M	asterCard
COURRIEL : order@statcan.ca 1 800 363-7629 Appareils de télécommunica pour les malentendants (Veuillez écrire en majuscules)	ations	de carte	n		
Compagnie		itenteur de ca	arte <i>(en majuscules</i> :	s.v.p.)	
Service					
À l'attention de Fonction		gnature			
Adresse	Paie	ment inclus	\$ (à l'ordre du Rece		di Canada)
Ville Province () () Code postal Téléphone Télécopieur	de c	u bon ommande illez joindre le		veur generar	
Courriel:					
Vos renseignements personnels sont protégés par la Loi sur la protection des renseignements personnels.**	Sig	gnature de la	personne autorisée		
Numéro au catalogue d' Titre «	emandée(s) ou inscrire n'il	Prix (Les prix ncluent pas uxe de vente)	*Frais de port (Pour les envois à l'extérieur du Canada)	Quantité	Total \$
*Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination d pour chaque numéro ou article commandé. Pour les envois à destination des autres pay chaque numéro ou article commandé. Fréquence des parutions : publication annuelle = publication mensuelle = 12.	ys, veuillez ajouter 10 \$ p	our	TOTAL		
Les clients canadiens ajoutent soit la TPS de 7 % et la TVP en vigueur, soit la TVH (TF	PS numéro R121491807)		TPS (7 %)		
Les clients de l'étranger paient en dollars canadiens tirés sur une banque canadienne obanque américaine selon le taux de change quotidien en vigueur.	u en dollars US tirés sur	nue	TVP en vigue	ur	
Statistique Canada utilise la SIF. Les ministères et les organismes du gouvernement fér sur toutes les commandes leur code d'organisme RI	déral doivent indiquer et leur code		TVH en vigue (NÉ., NB., T.		
** Statistique Canada utilisera les renseignements qui vous concernent seulemen transaction, livrer votre (vos) produit(s) et gérer votre compte. Nous pourrions de sujet d'autres produits et services de Statistique Canada et mener des études de	temps à autre vous inf marché. Si vous ne vou	ormer au lez pas	TOTAL GÉNÉF	RAL	
qu'on communique avec vous de nouveau pour des promotions □ ou des études de m correspondante et faites-nous parvenir cette page par télécopieur ou par la poste, télép envoyez un courriel à order@statcan.ca.	arché, D cochez la case		PFC	99000	

MERCI DE VOTRE COMMANDE!



Statistique Canada Statistics Canada

www.statcan.ca

Canadä

Set enline

with Statistics Canada's Electronic Publications!

Go virtual with Statistics Canada's electronic publications. From Arts and Culture to Travel, Transport and Warehousing, you have over 120 titles in 18 topic categories to choose from — and the list is growing every day.



Sava branehá

grâce aux publications électroniques de Statistique Canada!

Vivez au rythme virtuel des publications électroniques de Statistique Canada. De la rubrique Arts et culture à la rubrique Voyages, transport et entreposage, vous trouverez plus de 120 titres répartis en 18 catégories, et la liste s'allonge de jour en jour.

Save money.

Order online and you'll receive a 25% price reduction from that of our print publications.

One price, many rewards.

Statistics Canada subscriptions offer indefinite access to your publication and up to three years of its previous issues.

Built to last.

Unlike paper, e-versions won't yellow, fade or tear. They will stay intact and accessible for years to come!

Find the information you need now.

Online documents allow you to search, locate and print exactly what you are looking for.

Be the first to know.

Our electronic publications are regularly available before print versions, so you always have access to the most current releases.

Feel safe about ordering online.

Our secure site makes using your credit card online safe and easy. Guaranteed.

Be green.

By consciously choosing electronic over paper, you're doing your part to be ecologically friendly. Feel good about doing business, respecting the environment and saving precious resources.

Save time.

Access your publication on the day of release — no more waiting for delivery.

Put the data to work.

Copy text from our online publications right into your documents and databases.

Access anywhere, anytime.

Get up-to-date detailed information quickly and efficiently, regardless of location and time constraints.

On our site, go to <u>Products and Services</u>, select <u>Downloadable publications</u> (\$) and simply follow the steps to subscribe or purchase. It's that easy!

WWW.statcan.ca BUILT FOR BUSINESS



Économisez de l'argent.

Les achats en ligne vous donnent droit à un rabais de 25 % sur le prix des ouvrages imprimés.

Un seul prix, beaucoup de primes.

À Statistique Canada, les abonnements sont assortis d'un accès illimité à la publication que vous choisissez et aux numéros antérieurs pour une période pouvant couvrir jusqu'à trois années.

Conçues pour durer.

Contrairement aux documents imprimés, les versions électroniques ne jaunissent pas, ne se décolorent pas et ne se déchirent pas. Elles restent intactes et accessibles pendant des années!

Trouvez les renseignements que vous cherchez maintenant.

Les documents en ligne vous permettent de chercher, de trouver et d'imprimer exactement ce que vous désirez obtenir.

Prenez la tête du peloton.

Nos publications électroniques sortent généralement avant les versions imprimées; vous avez donc accès aux parutions les plus récentes.

Soyez rassuré quant aux commandes en ligne.

Grâce à la sûreté de notre site, l'utilisation en ligne de votre carte de crédit est simple et sans risque. C'est garanti.

Pensez «écolo».

En optant pour les produits électroniques plutôt que les documents imprimés, vous participez à la préservation de l'environnement. Faites d'une pierre, trois coups : travaillez, respectez l'environnement et conservez des ressources précieuses.

Gagnez du temps.

Accédez à la publication le jour de sa parution – aucun délai de livraison.

Mettez les données à l'oeuvre.

Copiez des extraits de nos publications en ligne directement dans vos documents et bases de données.

Accès partout, en tout temps.

Obtenez rapidement et efficacement des renseignements détaillés et à jour, peu importe les contraintes de lieu et de temps.



Sur notre site, cliquez sur <u>Produits et services</u>, puis sélectionnez <u>Publications téléchargeables</u> (\$). Vous n'avez qu'à suivre les étapes pour acheter ou vous abonner. C'est aussi simple que cela!

www.statcan.ca



Add to your favorites

STATISTICS CANADA'S ONLINE CATALOGUE OF PRODUCTS AND SERVICES

Ajoutez à vos favoris

LE CATALOGUE EN LIGNE DES PRODUITS ET SERVICES DE STATISTIQUE CANADA

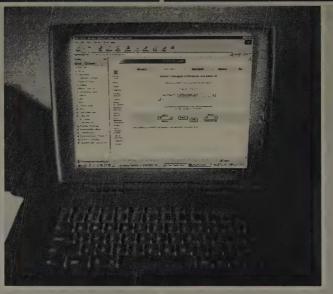
Whether you're looking for information about the census, health data or recent economic news, Statistics Canada's Online Catalogue of Products and Services has the answer to your questions!

Access a variety of data through an efficient and up-to-date search tool, for work, analyses or personal use.

A NO NONSENSE SEARCH

Search the Catalogue through keywords, expressions, titles, subjects and more!

A thesaurus is available to make your search easier and save you time.



Que vous soyez à la recherche d'information sur le recensement, de données sur la santé ou encore de nouvelles économiques récentes, le Catalogue en ligne des produits et services de Statistique Canada a la réponse à vos questions!

Cet outil de recherche efficace et à jour vous permettra d'accéder à une variété de données pour vos travaux, vos analyses ou tout simplement pour votre information personnelle.

CHERCHEZ SANS YOUS CASSER LA TÊTE

Le Catalogue vous permet d'effectuer une recherche par mots-clés, expressions, titres, sujets et bien plus encore!

Un thésaurus est mis à votre

disposition pour faciliter votre recherche et économiser du temps.

RESULTS THAT MEET YOUR EXPECTATIONS!

Access a wide variety of products and services in hard copy or electronic format:

- articles
- publications
- m research documents
- and more!

The information summary of your search results will guide you towards the product or service you require. All the information you need at your fingertips!

Click your way to an extensive source of information and see for yourself what this online catalogue has to offer!

- **Surveys**
- CD-ROM
- m customized aggregated data

DES RÉSULTATS À LA HAUTEUR DE VOS ATTENTES!

Accédez à une gamme de produits et services en version papier ou électronique :

- articles
- enquêtes
- documents de recherche
- publications
- CD-ROM
- données agrégées personnalisées
- et plus encore!

A link to
electronic
publications
directly
downloadable
from the
Internet



Le lien à des publications électroniques téléchargeables directement sur l'Internet. La liste des résultats vous présente un résumé de l'information pertinente à votre recherche, ainsi que la façon dont vous pouvez vous procurer le produit ou service désiré. Bref, tous les renseignements dont vous avez besoin à portée de la main!

D'un seul clic de souris, accédez dès maintenant à cette vaste source d'information et voyez vousmême ce que ce catalogue en ligne peut vous offrir!

www.statcan.ca

Catalogue no. 11-010-XPB

Nº 11-010-XPB au catalogue

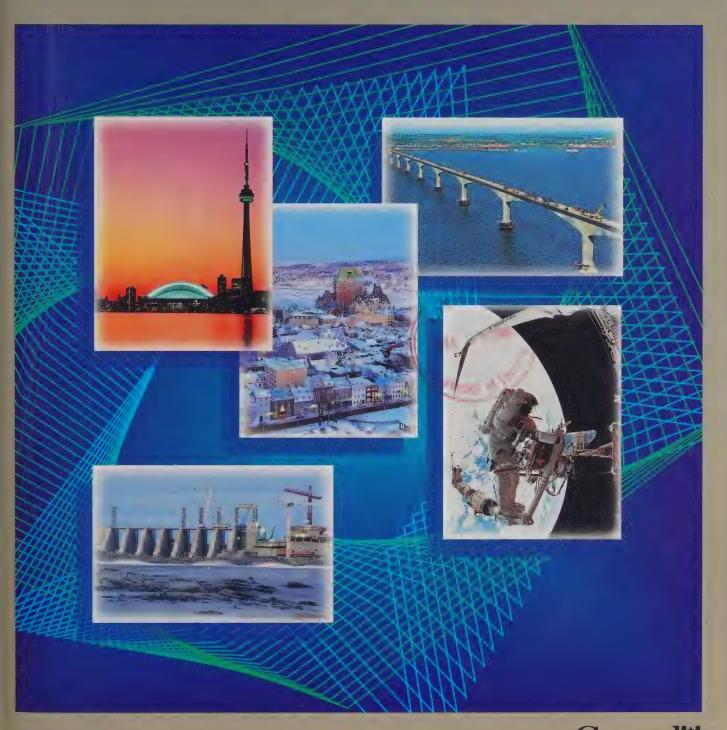


CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

Recent trends in provincial GDP

♦ Récentes tendances du PIB par province





Canadä

INFORMATION

IS YOUR PASSPORT TO SUCCESS

- IT GIVES YOUR BUSINESS THE COMPETITIVE EDGE.
- PROGRAMS RELEVANT AND BENEFICIAL.
- IT KEEPS YOU ON TOP OF CURRENT ISSUES AND CONCERNS.



For developing business plans and market strategies, keeping abreast of social and economic trends or establishing an excellent information resource from which to draw, we've got your answer!

ADVISORY SERVICES

Our expert consultants are available to help you make the most of your Statistics Canada experience. We will:

- work with you to define your needs.
- sift through our vast resources and put together an information package designed to meet those needs.
- ✓ analyze and interpret your customized data packages.
- even conduct surveys tailored to your specialized requirements.

DRAW ON OUR EXPERTIBE

Contact the Reference Centre nearest you to find out how to get prepared for your journey into the future!

National toll-free enquiries line: 1 800 263-1136

National TTY line: 1 800 363-7629

E-Mail: infostats@statcan.ca

L'INFORMATION VOTRE PASSEPORT VERS LA RÉUSSITE



- L'INFORMATION CONFÈRE UNE LONGUEUR D'AVANCE À VOTRE ENTREPRISE.
- BIEN INFORMÉ, VOUS METTREZ AU POINT DES PROGRAMMES SOCIAUX PERTINENTS ET PROFITABLES.
- ET VOUS SEREZ À L'AVANT-GARDE DES QUESTIONS ET DES PROBLÈMES ACTUELS.



FIEZ-VOUS À LA SOURCE LA PLUS SÛRE

Qu'il s'agisse d'élaborer un plan d'entreprise ou des stratégies de marché, de rester au diapason des tendances sociales et économiques ou de vous doter d'une excellente ressource où puiser de l'information, nous avons la solution qu'il vous faut!



SERVICES CONSULTATIFS

Nos experts-conseils sont là pour vous aider à tirer le meilleur parti de votre relation avec Statistique Canada. Cela signifie que:

- nous travaillerons avec vous pour préciser vos besoins.
- nous passerons nos vastes ressources au crible afin de mettre au point une trousse d'information conçue pour répondre à ces besoins.
- ✓ nous analyserons et interpréterons vos séries de données personnalisées.
- I nous irons jusqu'à mener des sondages conçus pour répondre à vos besoins particuliers.





PROFITEZ DE NOS COMPÉTENCES

Communiquez avec le Centre de consultation le plus près de chez vous pour savoir comment vous préparer à votre voyage vers l'avenir!

Service de renseignements sans frais au Canada: 1 800 263-1136

Numéro de l'ATME pour le Canada : 1 800 363-7629

Courriel: infostats@statcan.ca



CANADIAN ECONOMIC OBSERVER

L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN

December 2000

For more information on the CEO contact:

Current Analysis Group,

24-K Coats Building,

Statistics Canada,

Ottawa, Ontario

K1A 0T6

Telephone: (613) 951-3634 or (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403

Internet: ceo@statcan.ca

You can also visit our World Wide Web site:

http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB

How to Order publications

This and other Statistics Canada publications may be purchased from local authorized agents and other community bookstores, through the local Statistics Canada offices, or by mail order to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Facsimile number 1(613) 951-1584 National toll free order line 1-800-267-6677

Décembre 2000

Pour de plus amples informations sur L'OÉC, contactez: Groupe de l'analyse de conjoncture,

24-K Édifice Coats,

Statistique Canada,

Ottawa, Ontario

K1A 0T6

Téléphone: (613) 951-3627 ou (613) 951-1640

FAX: (613) 951-5403

Internet: oec@statcan.ca

Vous pouvez également visiter notre site sur le Web : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB

Comment commander les publications

On peut se procurer cette publication et les autres publications de Statistique Canada auprès des agents autorisés et des autres librairies locales, par l'entremise des bureaux locaux de Statistique Canada, ou en écrivant à Statistique Canada, Division de la diffusion, Direction de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) Canada, K1A 0T6.

1(613) 951-7277 Numéro du télécopieur (613) 951-1584 Commandes: 1-800-267-6677 (sans frais partout au Canada)

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada

© Minister of Industry, 2000

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2000

December 2000 Catalogue no. 11-010-XPB, Vol. 13, no. 12 Frequency: Monthly ISSN 0835-9148 Ottawa

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Décembre 2000 N° 11-010-XPB au catalogue, vol. 13, n° 12 Périodicité : mensuelle ISSN 0835-9148 Ottawa

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note of appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing partnership between Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses, governments and other institutions. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

How to obtain more information

Specific inquiries about this product and related statistics or services should be directed to: Current Analysis Section, 24-K Coats Building, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (telephone: (613) 951-3634).

For information on the wide range of data available from Statistics Canada, you can contact us by calling one of our toll-free numbers. You can also contact us by e-mail or by visiting our Web site.

National inquiries line	1 800 263-1136
National telecommunications	
device for the hearing impaired	1 800 363-7629
Depository Services Program	
inquiries	1 800 700-1033
Fax line for Depository Services	
Program	1 800 889-9734
E-mail inquiries	infostats@statcan.ca
Web site	www.statcan.ca

Ordering and subscription information

This product, Catalogue no. 11-010-XPB, is published monthly as a standard printed publication at a price of CDN \$23.00 per issue and CDN \$227.00 for a one-year subscription. The following additional shipping charges apply for delivery outside Canada:

	Single issue	Annual subscription
United States	CDN \$ 6.00	CDN \$72.00
Other countries	CDN \$ 10.00	CDN \$120.00

All prices exclude sales taxes.

This product can be ordered by

٠	Phone (Canada and United States)	1 800 267-6677
٠	Fax (Canada and United States)	1 877 287-4369
٠	E-mail	order@statcan.ca
	Mail Statistics Canada	

Mail Statistics Canada
Dissemination Division
Circulation Management
120 Parkdale Avenue
Ottawa, Ontario K1A 0T6

 And, in person at the Statistics Canada Regional Centre nearest you, or from authorised agents and bookstores.

When notifying us of a change in your address, please provide both old and new addresses.

Standards of service to the public

Statistics Canada is committed to serving its clients in a prompt, reliable and courteous manner and in the official language of their choice. To this end, the Agency has developed standards of service which its employees observe in serving its clients. To obtain a copy of these service standards, please contact Statistics Canada toll free at 1 800 263-1136.

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section de l'analyse de conjoncture, 24-K, Édifice Coats, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-3627).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements Service national d'appareils de télécommu-	1 800 263-1136
nications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme	
des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des	
bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel info	ostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit nº 11-010-XPB au catalogue est publié mensuellement en version imprimée standard et est offert au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 227 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada:

	Exemplaire	Abonnement annuel		
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA		
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA		

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

Ce produit peut être commandé par

	Téléphone	e (Canada et États-Unis)	1 800 267-6677
•	Télécopie	ur (Canada et États-Unis)	1 877 287-4369
	Courriel		order@statcan.ca
•	Poste	Statistique Canada	
		District of the self-of-	

Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6

 En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité ou auprès des agents et librairies autorisés.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Stătistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.

Table of contents

Table des matières

Current Economic Conditions

Conditions économiques actuelles

1.1

Aggregate demand continued to expand in the third quarter, despite the first stall in exports in four years. Business investment continued to thrive, despite slow profit growth. Consumers also kept spending despite weak incomes, but the latter will receive a boost from a rebound in job growth in the autumn.

La demande agrégée a continué de progresser au troisième trimestre en dépit d'une première pause des exportations en quatre ans. L'investissement des entreprises a poursuivi son élan malgré la croissance lente des profits. Les consommateurs ont également continué de dépenser malgré la faiblesse de leurs revenus, lesquels vont cependant être stimulés par la croissance de l'emploi cet automne.

Economic Events

Événements économiques 2.1

Feature Article

Étude spéciale

3.1

"Recent trends in provincial GDP"

« Tendances récentes du PIB par province »

The performance of each province in 1999 is examined in depth, and put in the context of overall trends in the 1990s.

La performance de chaque province pour 1999 est examinée en profondeur et mise dans le contexte de l'évolution des années 1990.

Recent Feature Articles

Études spéciales récemment parues

4.1



Notes

NOTES TO USERS

Data contained in the tables are as available on December 1, 2000.

Data contained in this publication (unless otherwise specified) are seasonally adjusted.

Some tables contain selected components and thus do not add to the totals. As well, most figures are rounded.

Data in this publication were retrieved from CANSIM† (Official Mark of Statistics Canada for its Canadian Socio-Economic Information Management System), and processed to create a photo-ready copy from which this publication was produced. CANSIM is the Statistics Canada computerized data bank; series published here (as well as other data) are available on computer printouts, tape, diskette or directly via terminal.

The identification numbers at the start of each row of data refer to the CANSIM Identifier for the unadjusted or seasonally adjusted monthly or quarterly data in the column.

Managing Editor: F. Roy

Composition and Production:

Dissemination Division

Review Committee: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, and T. Davis

Confederation Bridge – Showing P.E.I. side, during construction. "Photo by Boily", image has been digitally enhanced.

NOTES AUX UTILISATEURS

Les données publiées dans les tableaux sont les données disponibles au 1^{er} décembre 2000.

À moins d'avis contraire, les données paraissant dans cette publication sont désaisonnalisées.

Certains tableaux comprennent des composantes choisies et donc leurs sommes diffèrent des totaux. De plus, la plupart des données sont arrondies.

Les données publiées dans cette revue sont extraites de CANSIM† (marque officielle de Statistique Canada pour son "Système canadien d'information socio-économique") et traitées pour donner une copie destinée à la photocomposition qui sert à la préparation de cette publication. CANSIM est la banque de données informatisée de Statistique Canada. Les données qui s'y trouvent (ainsi que d'autres données) sont disponibles sur imprimés d'ordinateur, bandes magnétiques ou disquettes ou directement au terminal.

Les numéros d'identification au début de chaque rangée de données correspondent à l'identification de CANSIM pour les données correspondantes aux statistiques mensuelles ou trimestrielles brutes et désaisonnalisées.

Éditeur en chef adjointe: F. Roy

Composition et production: Division de la diffusion

Comité de revuer LC Molle I

Comité de revue: J.S. Wells, R. Ryan, D. Desjardins, A. Meguerditchian, D. Roy, J. Baldwin, et T. Davis

Construction du Pont de la confédération, l'Î.-P.-É. "Photographie par Boily"; a été électroniquement améliorée.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984

 (∞)

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

Summary	Table	- Key	Indicators
---------	-------	-------	-------------------

Tableau sommaire - Indicateurs principaux

Year and month Année et mois	percent change	percent ment rate Emploi, Taux de variation en chômage	leading index, percent (change Indicateur Months of the composite avancé, line indicateur avancé, indicateur avancé, indicateur avancé, indicateur avancé, indicateur avancé, indicateur avancé (indicateur avancé)	Housing starts (000s)	Consumer price index, percent change Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage	Real gross domestic product, percent change Produit intérieur brut réel, variation en pourcentage	Retail sales volume, percent change Volume des ventes au détail, variation en pourcentage	Merchandise exports, percent change Exportations de marchandises, variation en pourcentage	Merchandise imports, percent change Importations de marchandises, variation en pourcentage
				Mises en chantier de logements (000s)					
	D 980595	D 980745	D 100053	J12001	P119500	I 56001	D 658051	D 399449	D 397990
1998 1999	2.65 2.79	8.3 7.6	6.66 5.98	138 150	0.9 1.7	3.12 4.32	3.47 3.82	6.96 11.81	9.24 7.71
1998	N 0.35 D 0.05	8.0 8.1	0.28 0.62	129 141	0.1 -0.1	0.44 0.68	1.06 -0.49	-0.88 0.39	-0.75 -0.03
1999	J 0.48 F 0.04 M 0.05 A 0.33 M 0.30 J 0.13 J 0.23 A 0.01 S 0.34 O 0.26 N 0.37 D 0.41	7.9 7.9 7.9 8.2 7.9 7.5 7.6 7.7 7.4 7.1 6.9 6.8	0.69 0.75 0.75 0.61 0.54 0.47 0.53 0.53 0.39 0.46 0.59	144 145 151 145 145 145 147 152 160 159	0.1 0.3 0.5 0.1 0.1 0.4 0.3 0.4 0.0 0.1	0.05 0.59 0.10 0.44 0.09 0.65 0.63 0.51 0.32 0.07 0.82 0.32	1.74 0.70 0.23 -0.78 -0.15 0.79 1.24 0.80 -0.21 -1.02 0.64 1.70	1.49 0.70 -0.03 -0.54 0.73 2.08 2.36 3.73 -2.44 0.93 2.51	-1.29 1.79 -0.74 -0.35 0.79 1.17 0.69 2.44 0.36 2.16 -0.49 3.37
2000	J 0.30 F 0.24 M 0.20 A 0.03 M 0.28 J -0.09 J -0.12 A 0.18 S 0.38 O 0.14 N 0.39	6.8 6.8 6.8 6.6 6.6 6.8 7.1 6.8 6.9	0.64 1.08 1.07 0.87 0.68 0.49 0.61 0.73 0.72	152 169 167 154 138 135 166 147 157	-0.2 0.4 0.4 -0.3 0.2 0.5 0.3 0.0 0.4	0.60 -0.25 0.94 -0.16 0.78 0.24 0.27 0.42 -0.03	1.08 -1.11 1.31 -0.32 0.26 0.70 1.61 0.07 0.03	4.15 -2.59 5.52 -2.83 5.18 2.72 -3.81 1.38 0.10	-0.90 -0.59 3.70 0.40 2.30 -0.48 0.34 0.95 -0.66

Overview*

The economy continued to expand steadily in the third quarter, fuelled by business investment and consumer spending. Growth stalled in housing and exports, however, leading to cutbacks in the auto and lumber industries that the expanding high tech sector could not overcome.

Business investment continued to accelerate, with year-over-year growth in the volume index up 10% from an average of 6% last year. Spending increases were

Vue générale*

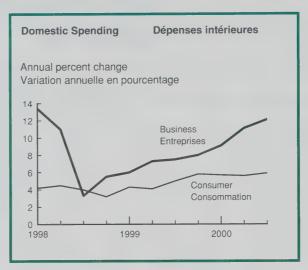
L'économie a continué sa ferme marche en avant au troisième trimestre grâce aux investissements des entreprises et aux dépenses des consommateurs. La croissance s'est cependant enlisée dans le secteur de l'habitation et à l'exportation, d'où des baisses dans les industries de l'automobile et du bois d'œuvre que n'ont pu compenser les hausses observées dans le secteur de la haute technologie.

Les investissements des entreprises se sont encore accélérés, le taux de progression de l'indice de volume étant passé de 6 % en moyenne l'an dernier à 10 % cette année.

^{*} Based on data available on December 1; all data references are in current dollars unless otherwise stated.

^{*} Basée sur les données disponibles le 1° décembre; toutes les données sont en dollars courants, sauf indication contraire.

largely confined to telecommunications equipment (after a rare drop in the previous quarter) and computers. Outlays for non-residential structures levelled off, partly because of capacity constraints on the oilpatch. As well, firms may be having trouble funding projects. Corporate profit growth was anemic for the second straight quarter, while the stock market slump in the autumn could further dampen fund-raising.



Consumer spending also picked up despite a slowdown in income growth. However, households had built up savings in the second quarter when the federal government made large pay equity outlays, and consumers drew upon these reserves in the third quarter. This was especially true of autos, where price discounts and incentives to purchase were the highest since 1991. High prices continued to depress gasoline consumption over the summer. Household spending will receive a boost from continued strong job growth in October and November, as well as from cheques from several governments.

Our current account surplus dipped slightly in the third quarter, to an annual rate of \$13.5 billion. This reflected a slip in export demand, their first quarterly retreat in almost four years amid growing signs of a slowdown in the US economy. Meanwhile, imports continued to expand as firms spent more on machinery and equipment.

Labour Markets

Labour market conditions remained buoyant in November, with employment up another 0.4%. Jobs have rebounded by 1% since back to back dips in June and July. The mix of jobs also was favourable for income growth, as full-time positions on company payrolls accounted for all of the gains. The labour force continued to keep pace with employment, leaving the unemployment rate steady at 6.9%.

Almost all industries participated in the advance in November. Manufacturing continued to recover strongly from a lull early in the summer, while construction snapped out of a prolonged lethargy. Business services and finance led the gains in the

Les relèvements de dépenses se sont largement limités aux secteurs du matériel de télécommunication (après un rare recul au trimestre précédent) et des ordinateurs. Les dépenses en construction non résidentielle ont plafonné, en partie à cause des contraintes de capacité dans les champs pétrolifères. D'autre part, les entreprises peuvent aussi avoir eu des difficultés à financer leurs chantiers. Dans leur croissance, les bénéfices des sociétés ont été anémiques un deuxième trimestre de suite. et le marasme automnal des bourses pourrait gêner encore

les mobilisations de fonds.

Les dépenses de consommation ont également repris malgré une élévation plus lente de la croissance des revenus. Il reste que les ménages ont accumulé des économies au deuxième trimestre grâce aux importants paiements d'équité salariale du gouvernement fédéral. Les consommateurs ont puisé dans ces réserves au troisième trimestre. Cette constatation vaut tout particulièrement pour l'industrie de l'automobile, qui y est allée des remises de prix et autres mesures d'incitation à l'achat les plus généreuses depuis 1991. La cherté de l'essence a continué à en restreindre la consommation pendant l'été. Les dépenses des ménages seront toutefois stimulées par une croissance toujours soutenue de l'emploi en octobre et novembre, ainsi que par des paiements en provenance de plusieurs administrations publiques.

Au troisième trimestre, l'excédent au compte courant a légèrement fléchi pour tomber à un niveau annuel de 13,5 milliards de dollars, ce qui s'explique par un fléchissement de la demande à l'exportation. C'est le premier recul trimestriel en presque quatre ans au milieu des signes de plus en plus nets de ralentissement de l'économie américaine. Par ailleurs, les importations ont continué à croître, les entreprises dépensant davantage en machines et en matériel.

Marché du travail

Le marché du travail est demeuré vigoureux en novembre et l'emploi a encore augmenté de 0,4 %. Celui-ci s'est redressé de 1 % depuis les baisses consécutives relevées en juin et juillet. Sa composition a aussi été favorable à l'élévation des revenus, l'emploi à plein temps dans les entreprises étant responsable de toute la progression constatée. La population active a continué à suivre l'emploi et, par conséquent, le taux de chômage a été stable à 6,9 %.

Presque toutes les industries ont participé à la croissance de novembre. La fabrication a continué à nettement se rétablir du temps d'arrêt qu'elle avait marqué les premiers mois de l'été et la construction a secoué sa longue léthargie. Les secteurs des services aux entreprises et des finances ont

Current economic conditions

Conditions économiques actuelles

service sector. Health care and agriculture continued to post losses over the last six months.

Despite the broad advance by industry, job growth geographically was heavily concentrated in Ontario, partly reflecting its large manufacturing and finance base. Quebec recouped its losses from the previous month. Little or no job growth in the Atlantic and Prairie provinces was reflected in a small increase in unemployment in both regions.

Leading Index

The leading indicator grew by 0.7% in October, matching its upward-revised gain in September. The sources of growth remained widespread, with 8 of the 10 components advancing, one more than in the previous month.

Household demand continued its expansion, particularly for housing. Housing starts posted a second straight gain, continuing its recovery from strikes while sales were reinforced by solid job growth at the end of summer. Demand for durable goods slowed from a 1.4% gain the month before to 0.9%.

Firms also continued to contribute to overall growth. Employment in business services remained the driving force behind the gains in total services, which matched September's 0.7% increase. Since August, employment in this sector has expanded by 40,000 persons. Rising demand for labour also was reflected in a longer workweek in manufacturing, up 0.5% in October for its third straight increase.

The US leading indicator continued to slip marginally, as the recent dip in the stock market started to slow overall growth.

Output

The monthly measure of real GDP was flat in September, snapping a four-month string of gains. Unlike recent months, cyclical declines in US demand for autos and lumber and natural resources were not offset by gains for electronic products. As well, high energy prices dampened discretionary spending by consumers but did not stimulate energy output.

Auto assemblies dipped slightly in September, before even larger cuts to output were announced in the fall. Lumber production was down for the sixth month in a row, also because of slowing exports south of the border. Less trade with the US was reflected in lower wholesale trade and transportation. Activity on the oilpatch was hampered by a combination of poor weather, a shortage of drilling rigs and a surge of low-

dominé au tableau de la croissance dans l'industrie tertiaire et ceux des services de santé et de l'agriculture ont encore subi des pertes comme ces six derniers mois.

Malgré ce qui demeure un large front de progression pour l'industrie, la croissance de l'emploi a été géographiquement très concentrée en Ontario, ce que l'on doit en partie à ses importantes bases manufacturières et financières. Quant au Québec, il a comblé ses pertes du mois précédent. Dans les provinces de l'Atlantique et des Prairies, l'augmentation de l'emploi a été infime ou nulle, d'où une légère montée du chômage dans l'une et l'autre de ces régions.

Indice Composite

En octobre, l'indicateur avancé s'est accru au même taux révisé à la hausse de 0,7% enregistré en septembre. Les sources de croissance sont demeurées étendues alors que huit des dix composantes ont augmenté, une de plus que le mois dernier.

La demande des ménages a poursuivi son ascension, en particulier en ce qui a trait au logement. Les mises en chantier ont enregistré une deuxième hausse d'affilée, continuant de se remettre des grèves, alors que les ventes étaient soutenues par la solide croissance de l'emploi à la fin de l'été. La demande de biens durables a ralenti sa progression qui est passée d'un taux de 1,4% le mois dernier à 0,9%.

Les entreprises ont également encore contribué à la progression d'ensemble. L'emploi dans les services aux entreprises demeure toujours la principale force derrière la croissance de la composante des services, laquelle a continué d'augmenter au taux de 0,7% enregistré en septembre. Depuis août, l'emploi dans ce secteur a augmenté de plus de 40 000 personnes. La demande de main-d'oeuvre s'est également accrue dans la fabrication où la durée hebdomadaire de travail a fait un bond de 0,5% en octobre, mois qui présente un troisième gain d'affilée.

L'indicateur avancé des États-Unis a continué de se relâcher légèrement, alors que la récente glissade de la bourse a commencé à ralentir la croissance d'ensemble.

Production

En valeur mensuelle, le PIB réel a été inerte en septembre après quatre gains consécutifs. Contrairement à ce qui s'était passé ces derniers mois, les baisses cycliques de la demande américaine d'automobiles, de bois d'œuvre et de ressources naturelles n'ont pas été compensées par des hausses dans le cas des produits électroniques. Il faut ajouter que la cherté de l'énergie a amorti les dépenses discrétionnaires au budget des consommateurs, sans toutefois stimuler la production énergétique.

Les chaînes de montage de l'industrie de l'automobile ont vu leur production décroître un peu en septembre, avant que des diminutions encore plus marquées ne soient annoncées à l'automne. La production de bois d'œuvre a baissé un sixième mois de suite, là encore à cause d'exportations plus lentes à destination des États-Unis. La contraction des échanges commerciaux avec notre voisin du sud s'est répercutée sur une baisse du commerce de gros et

Conditions économiques actuelles

priced oil imports over the summer. All the other primary industries trimmed output for the second straight month as prices softened.

After leading growth all year, output of electronic products fell for the first time this year. The drop was concentrated in telecommunications equipment, as computers and fibre optics continued to grow. Increased business spending on technology was also reflected in further expansion in demand for computer services. Consumer spending posted solid gains across the board, as labour income jumped 1.6% in the month, swelled by the second of three installments of pay equity cheques the federal government will issue this year.

Household demand

There were fewer pockets of strength in household spending last month, as auto sales plunged after the incentives expired and energy costs soared in the autumn. The slowdown in the housing market continued, although the overhang of vacant units was held in check by less building.

Retail sales volume levelled off in August and September, following three months of accelerating gains. Retail demand was split between growth for durable goods and decreases elsewhere. Higher spending on durables was confined to furniture and appliances, in response to lower prices. Auto sales decelerated in September, however, and plunged in October to their lowest level in over a year as incentives expired.

Outlays for other goods fell for the second month in a row. Sharply higher prices for the fall line significantly reduced purchases of clothing.

Housing starts edged up in October, thanks to a second straight jump in multiple units. Ground-breaking on single-family homes, however, dipped for the third month in a row, equalling its low for the year. One sign that this slide may soon end is that new home sales picked up in October after back-to-back declines. This helped to further whittle the backlog of vacant units to a 3-year low, and kept the upward pressure on prices, especially in Ottawa. This strength did not spill over into the resale housing market, where sales continued to run below last year's level.

des transports. Quant au secteur pétrolier, sa production a souffert à la fois d'intempéries, d'une pénurie de plate-formes de forage et d'une flambée des importations du pétrole à prix réduit pendant l'été. Toutes les autres industries primaires ont réduit leur production un deuxième mois de suite alors que les prix se sont adoucis.

Après avoir été le chef de file de la croissance toute l'année, l'industrie des produits électroniques a vu sa production évoluer en baisse pour la première fois cette année. Cette perte était concentrée dans le matériel de télécommunication, puisque la production d'ordinateurs et de fibre optique était encore en progression. Comme les dépenses des entreprises en technologie ont augmenté, la demande de services informatiques a fait de nouveaux gains. Enfin, on a relevé des hausses marquées des dépenses des consommateurs dans toutes les catégories, le revenu du travail ayant bondi de 1,6 % au cours du mois, alors que le deuxième de trois paiements cette année en vertu de l'équité salariale était émis par l'administration fédérale.

Demande des ménages

Le mois dernier, il y a eu moins de sources de vigueur dans les dépenses des ménages. Les ventes d'automobiles ont dégringolé une fois terminés les programmes d'incitation, et la montée en flèche des prix de l'énergie à l'automne. Le marché de l'habitation était toujours en ralentissement, bien que le parc de logements inoccupés ait été contenu par une activité moindre en construction.

En volume, les ventes au détail ont plafonné en août et en septembre après trois mois d'une croissance en accélération. Dans ce secteur, on a constaté des hausses dans les biens durables et des baisses ailleurs. Dans le premier cas, les consommateurs ont plus dépensé en meubles et en appareils électroménagers en réaction à une diminution des prix. Pour leur part, les ventes d'automobiles ont ralenti en septembre pour chuter en octobre à leur niveau le plus bas en plus d'un an, les concessionnaires ayant mis fin à leurs mesures d'incitation à l'achat.

Les dépenses consacrées aux autres biens ont fléchi un deuxième mois de suite. Comme les vêtements d'automne étaient bien plus chers, les ménages ont bien moins acheté dans les magasins de vêtements.

En octobre, les mises en chantier ont un peu monté grâce à un deuxième bond consécutif dans le secteur des logements multifamiliaux. Quant aux mises en chantier de logements unifamiliaux, elles ont diminué un troisième mois de suite pour égaler leur minimum de l'année. On peut penser que ce dérapage cessera bientôt, puisque les ventes d'habitations neuves ont repris en octobre après des baisses coup sur coup. Cela a concouru à entamer encore plus le parc de logements inoccupés, qui a atteint son plus bas niveau en trois ans, tout en maintenant des pressions à la hausse sur les prix, plus particulièrement à Ottawa. Cette vigueur n'a pas rejailli sur le marché de la revente où les ventes étaient toujours inférieures à celles de l'an dernier.

Merchandise trade

Both exports and imports were essentially unchanged in September, as a slowdown in the auto sector depressed trade flows in both directions throughout the third quarter. A resurgence in energy prices helped to keep the trade surplus above \$4 billion in the month.

Exports were unchanged in September, completing their first drop in volume in 15 quarters. The auto sector continued to be the major source of weakness, as shipments fell another 3% to cap a second straight quarterly retreat. More weakness is likely in the autumn, as producers have scheduled temporary plant closings to clear out unwanted stocks.

The energy sector provided the major offset to the slump in

autos, as most other commodities posted little change. Energy was boosted by soaring prices for oil and gas. Machinery and equipment stalled, as continued growth in telecommunications was counter-balanced by a dip in aircraft from their near-record high the month before. Industrial products such as metals could only hold their ground after a retreat in August, while forestry products ended a five-month slide.

The dip in imports was entirely due to autos, as there was widespread inertia among the other components. Machinery and equipment was torn between gains for telecommunications and losses for computers (which had hit a record in August). Consumer, industrial and food products were all unchanged. Energy was an exception, as higher prices pushed up our import bill by 2%.

Prices

The upward pressure on prices in October came almost exclusively from the energy sector, which found supply constrained even as the seasonal build-up in demand began. This left the annual rate of increase in the CPI at 2:8%, just below its 3% high for the year. Other commodity prices retreated sharply in the autumn, in response to slowing industrial demand.

Commerce de marchandises

Pour l'essentiel, le tableau était inchangé en septembre tant à l'exportation qu'à l'importation avec un ralentissement dans le secteur de l'automobile qui avait enfoncé les échanges commerciaux dans les deux sens tout au long du troisième trimestre. Une remontée des cours énergétiques a contribué à garder l'excédent commercial au-dessus de la barre des 4 milliards de dollars dans le mois.

Les exportations n'ont pas bougé en septembre, et enregistrent pour le trimestre leur première baisse en volume en 15 trimestres. L'industrie de l'automobile est restée la grande source de faiblesse, ses livraisons avant encore régressé de 3 % pour ainsi couronner un deuxième trimestre consécutif de recul. On doit s'attendre à plus de faiblesse encore à l'automne, car les producteurs ont prévu des fermetures temporaires d'usines pour liquider des stocks dont ils veulent se défaire.

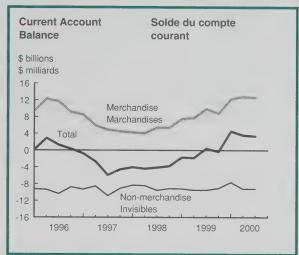
Le secteur de l'énergie a constitué le principal contrepoids

à une industrie de l'automobile en proie au marasme compte tenu que, pour la plupart des autres produits de base, les exportations n'ont guère changé. Dans le domaine de l'énergie, l'aiguillon a été la montée en flèche des cours pétroliers et gaziers. Dans celui des machines et du matériel, les exportations ont piétiné. La croissance nourrie des télécommunications à l'exportation a été contrebalancée par un fléchissement dans l'industrie de l'aéronautique, dont les exportations ont quitté leur niveau presque record du mois précédent. Des produits industriels comme les métaux n'ont pu que tenir leur bout après s'être repliés en août. Enfin, les produits forestiers ont mis fin à un fléchissement qui durait depuis cinq mois.

La contraction des importations est entièrement imputable aux automobiles, les autres composantes n'ayant pas bougé en général. Dans le secteur des machines et du matériel, il y a eu à la fois des hausses pour les télécommunications et des baisses pour l'informatique (qui avait établi un record en août). Les biens de consommation et les produits industriels et alimentaires n'ont pas varié sur le marché extérieur. L'énergie a fait bande à part, son renchérissement ayant alourdi de 2 % notre facture à l'importation.

Prix

En octobre, les pressions à la hausse sur les prix ont presque exclusivement émané du secteur de l'énergie, où l'offre était limitée alors que s'amorçait la montée de la demande saisonnière, ce qui a laissé le taux de croissance de l'IPC à 2,8 %, un peu moins que son sommet de 3 % pour l'année. Les prix d'autres produits de base ont fortement évolué en baisse à l'automne, en réaction au ralentissement de la demande industrielle.



Conditions économiques actuelles

The seasonally unadjusted consumer price index rose 0.2% between September and October. Like the 0.4 % increase the month before, all of the hike was accounted for by rising energy prices. Excluding energy, there was an offset between upward and downward pressures on prices for the second straight month.

The downward influence on prices came largely from seasonal decreases, notably for food and travel. The drop for food reflects the completion of local crop harvests. As well, there was a larger than usual drop in computer prices.

Seasonality also played a role in some of the price hikes in the month. Clothing was raised by the arrival of men's items for fall, and property tax changes are incorporated into the CPI every October. Furniture and appliance prices rose as the previous months' discounts ended.

Commodity prices dipped 1.7% in October, according to the Bank of Canada's index. Energy prices held on to almost all of September's jump, led by crude oil. With food and energy prices steady, the drop in the overall index was led by industrial materials, which tumbled to their lowest level since May 1999. These prices have fallen by nearly 10% since peaking early this year. Metals have been particularly hard hit by slowing industrial demand, notably from the auto sector. Lumber prices also have been depressed by the downtown in the US housing market.

These relative price movements were echoed in exports, where prices were little changed in September despite a surge for energy. Instead, these gains were offset by losses for industrial and forestry products. As well, computers continued to pull down the machinery and equipment index. Export earnings will get a boost from a lower foreign exchange rate in October and November.

Financial markets

The stock market tumbled for the third month in a row, with the TSE down 9% after losses of 7% in both September and October. Technical hardware continued to lead the slide, slightly from over 20% in September and October. Interest-rate sensitive stocks dipped after three straight gains. Resources pulled out of their autumn slump, led by oil and gas. Equity issues by firms have already fallen by nearly half from their peak rate set in the first quarter.

De septembre à octobre, l'indice non désaisonnalisé des prix à la consommation s'est élevé de 0,2 %. Comme pour les 0,4 % du mois précédent, toute l'augmentation est attribuable à l'énergie. Si on fait abstraction de cette dernière, il y a eu équilibre des pressions à la hausse et à la baisse sur les prix un deuxième mois de suite.

Les baisses sont largement des mouvements saisonniers, notamment dans le cas des aliments et des voyages. Les prix des aliments ont diminué avec la fin des récoltes locales. Ajoutons que le prix des ordinateurs a marqué un recul plus prononcé que d'ordinaire.

Les facteurs saisonniers ont également joué un rôle dans certaines des hausses de prix du mois. Pour les vêtements, c'est l'arrivée des tenues d'automne pour les hommes. Mentionnons aussi que les majorations d'impôt foncier sont intégrées à l'IPC en octobre chaque année. Enfin, les prix des meubles et des appareils électroménagers ont augmenté au terme des remises consenties par les commerçants les mois précédents.

En octobre, les cours des produits de base ont fléchi de 1,7 % selon l'indice de la Banque du Canada. Les cours énergétiques ont retenu presque tous leurs imposants gains de septembre, à commencer par le prix du pétrole brut. Comme les prix des aliments et de l'énergie ont été stables, l'évolution en baisse de l'indice d'ensemble s'explique principalement par les matières industrielles, dont le prix a plongé à son plus bas niveau depuis mai 1999. Ce sont des prix qui ont décru de près de 10 % depuis qu'ils ont culminé les premiers mois de l'année. Les cours des métaux se sont particulièrement ressentis du ralentissement de la demande industrielle, notamment dans le secteur de l'automobile. Le prix du bois d'œuvre a aussi été enfoncé par la contraction du marché de l'habitation aux États-Unis.

Les exportations ont fait écho à ces mouvements de prix relatifs. À l'exportation, les prix n'ont guère bougé en septembre malgré un bond des livraisons énergétiques. Les hausses relevées ont été contrebalancées par des baisses dans le cas des produits industriels et forestiers. De plus, les exportations d'ordinateurs ont continué à entraîner à la baisse l'indice des machines et du matériel. Les revenus à l'exportation seront stimulés par une diminution du taux de change en octobre et en novembre.

Marchés financiers

Les bourses ont dégringolé un troisième mois de suite et l'indice de la bourse de Toronto a reculé de 9 % après s'être replié de 7 % tant en septembre qu'en octobre. Le matériel technique a continué à dominer à ce tableau, bien que le taux de décroissance soit un peu moindre, étant tombé de plus de 20 % en septembre et octobre. Les actions sensibles aux taux d'intérêt ont fléchi après avoir progressé trois mois de suite. Les actions liées aux ressources naturelles sont sorties de leur marasme automnal, surtout à cause des valeurs pétrolières et gazières. Les émissions d'actions des entreprises ont déjà tombé de presque la moitié de leur taux maximum du premier trimestre.

Conditions économiques actuelles

Most other financial trends continued. Interest rates and the exchange rate were little changed, while the narrow measure of the money supply resumed growth in October after a slip the month before had snapped four straight monthly gains. The shift into nonmoney market mutual funds accelerated to its largest monthly gain on record in October, despite the slump in stocks.

Regional economy

The economy of Western Canada continued to rebound. British Columbia joined in, with solid growth in housing starts and retail sales over the past two months. Shipments were boosted by a slight increase in the demand for export goods, which had fallen nearly 10% between March and July of this year. British Columbia had generally been trailing other regions of Canada for more than two years. Alberta's exports also rose, in contrast with the slowdown elsewhere in Canada. In part because of rising energy prices, Alberta's exports climbed nearly 50% in September from last year. Also, major new pipeline capacity is coming on line in November, with Phase 1 of the Alliance project. Non-residential building permits remained steady after doubling the previous month.

The economy of Central Canada faltered in September, after holding sway earlier in the year. Manufacturing slumped in Quebec, with shipments registering their sharpest decline in more than two years. In part this was due to a one-week shutdown at the Bois-Briand auto plant, with another scheduled for December. Strikes at the Port of Montreal and several plant closures in the forest sector also put a damper on activity.

In Ontario, exports were barely above their level of a year ago; transportation equipment in particular, which accounts for nearly half of the province's total exports, was still weak. Exports will be further checked this fall by closures by auto makers, whose production projections for next year have also been scaled back. However, Ontario's domestic demand remained strong, with a notable gain in non-residential building permits.

International economies

Growth eased to only 0.6% in Germany, matching the slowdown in US GDP in the third quarter. Some temporary relief in world oil prices in October helped to ease the rate of inflation in many of the G7 economies. Diverging currencies in the US and Britain helped to slow their exports and boosted trade within the euro-zone and Asian economies.

Les autres tendances financières ont persisté pour la plupart. Les taux d'intérêt et le taux de change n'ont guère varié et la masse monétaire au sens strict a réévolué en hausse en octobre après une baisse le mois précédent qui avait mis fin à quatre augmentations mensuelles consécutives. Le mouvement en faveur des fonds communs de placement du marché non monétaire s'est accéléré. Pour cet élément, la progression mensuelle a été la plus importante jamais observée en octobre, malgré le marasme des cours.

Économie régionale

L'économie de l'Ouest continue de reprendre de la vigueur et la fermeté gagne la Colombie-Britannique qui enregistre une hausse solide de ses mises en chantier et de ses ventes au détail depuis deux mois. La hausse des livraisons s'explique par un léger accroissement de la demande de biens d'exportations, laquelle avait chuté de près de 10% entre mars et juillet de cette année. La Colombie-Britannique avait généralement été à la traîne des autres régions du pays depuis plus de deux ans. Les exportations de l'Alberta se sont également accrues, contrastant avec le ralentissement enregistré ailleurs au pays. En partie à cause de la hausse des prix de l'énergie, elles sont en hausse de près de 50% en septembre par rapport à la même période l'an dernier. De plus, d'importantes nouvelles capacités de pipeline pourront être exploitées dès novembre avec la phase 1 du projet Alliance. Les permis de bâtir non résidentiels sont demeurés fermes après avoir doublé le mois précédent.

La conjoncture hésite au centre du pays en septembre après avoir dominé plus tôt dans l'année. La fabrication prend un coup au Québec, les livraisons enregistrant leur baisse la plus marquée en plus de deux ans, en partie à cause de la fermeture d'une semaine de l'usine automobile de Bois-Briand alors qu'une autre est prévue pour décembre. Des grèves au port de Montréal et plusieurs fermetures d'usines dans le secteur forestier contiennent aussi l'activité.

En Ontario, les exportations dépassent avec peine leur niveau de l'an dernier alors que l'équipement de transport, en particulier, qui correspond à environ la moitié des exportations totales de la province, était toujours faible. Les exportations souffrent encore cet automne des fermetures des constructeurs automobiles, lesquels ont également réduit leur projections de production l'an prochain. La consommation intérieure de la province est demeurée ferme, cependant, en particulier les permis de construire non résidentiels.

Économies internationales

La croissance s'est relâchée à seulement 0,6 % en Allemagne, ce qui correspond au ralentissement du PIB aux États-Unis au troisième trimestre. Une pause des cours mondiaux du pétrole en octobre a contribué à faire fléchir le taux d'inflation dans nombre de pays membres du G7. Les monnaies en divergence des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont concouru à ralentir leurs exportations et à stimuler les échanges à l'intérieur de la zone de l'euro et dans les économies d'Asie.

The **United States** economy continued to slow from its hectic pace at the start of the year. While currently in its record 115th month of uninterrupted expansion, high interest rates and inflation have helped brake domestic demand. Exports, meanwhile, have been dampened by the strength of the dollar against its G7 counterparts. Unemployment in October remained at its 30-year low of 3.9%.

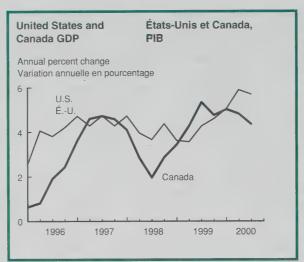
Consumer demand picked up in September as incomes rose at their fastest pace in a year while the heaviest

discounts in a decade increased auto sales. Retail sales retreated in October, however, as auto sales slowed abruptly. Housing remained stable, with starts near a 1.5 million annual rate for the sixth month in a row.

Industrial production slipped in October, down 0.1% after solid gains in August and September. A drop in utilities and auto assemblies led the slowdown. The trade gap widened further in September, as imports surged and exports retreated. Unlike previous months, oil imports rose only marginally. Instead, most of the push came from a big increase in industrial supplies and capital goods. Exports were hampered by the strength of the dollar, which is at its highest level against the European currencies since the mid-1980s and near record highs against the Canadian dollar.

Growth slowed in the **euro-zone** as high oil prices and interest rates checked consumer spending. Industrial production advanced 0.8% in September, led by output of capital goods, as demand within the zone improved. Unemployment continued its downward trend, falling to 9.0% in September compared with 9.8% a year earlier.

Germany eased from 1.1% growth in the second quarter to 0.6% in the third. Exports have become the driving force in growth as domestic demand has been dampened by high oil prices. An easing in prices in October, however, lowered inflation to an annual rate of 2.4%, while the September unemployment rate remained unchanged at 8.3% for the third consecutive month.



Aux États-Unis, l'économie a encore atténué son effervescence du début de l'année. Bien qu'on en soit à un 115° mois record d'expansion ininterrompue, des taux élevés d'intérêt et d'inflation ont été un frein pour la demande intérieure, alors que les exportations étaient amorties par la vigueur du dollar par rapport au reste des monnaies dans le Groupe des Sept. En octobre, le chômage est demeuré à son minimum de 3,9 % en 30 ans.

La demande de consommation a repris en septembre, les revenus s'élevant à leur rythme le plus rapide en un an et les plus

généreuses remises qui aient été consenties par les concessionnaires en une décennie ayant pour effet d'accroître les ventes d'automobiles. En octobre, les ventes au détail ont toutefois régressé, car les ventes d'automobiles ont abruptement ralenti. L'habitation a été stable et les mises en chantier étaient proches du niveau annuel de 1,5 million de logements un sixième mois de suite.

En octobre, la production industrielle a fléchi de 0,1 % après avoir offert de solides gains en août et en septembre. Le ralentissement a été marqué par une diminution de la production des services publics et des chaînes de montage de l'industrie de l'automobile. Le déficit commercial s'est encore alourdi en septembre avec des importations qui ont fait un bond et des exportations qui ont reculé. Contrairement à ce qui s'était passé les mois précédents, les importations pétrolières n'ont que peu augmenté. La montée des importations s'explique en majeure partie par une forte hausse des matières industrielles et des biens d'équipement. Quant aux exportations, elles ont été gênées par la vigueur d'un dollar américain avant atteint un point de culmination depuis le milieu des années 1980 par rapport aux monnaies européennes et des niveaux presque records par rapport au dollar canadien.

Dans la **zone de l'euro**, la croissance a ralenti alors que les cours pétroliers internationaux et les taux d'intérêt élevés ont contenu les dépenses des consommateurs. En septembre, la production industrielle a progressé de 0,8 % grâce aux biens d'équipement. Il faut dire que la demande s'est améliorée dans la zone. Le chômage a continué à évoluer en baisse, descendant à 9,0 % en septembre (le taux s'établissait à 9,8 % il y a un an).

L'Allemagne a ralenti d'un taux de croissance de 1,1 % au deuxième trimestre à 0,6 % au troisième. Les exportations sont devenues le moteur de la croissance, car la demande intérieure a été amortie par la cherté du pétrole. En octobre, un affaiblissement des prix a toutefois ramené l'inflation à un taux annuel de 2,4 % et, en septembre, le taux de chômage est resté fixé à 8,3 % un troisième mois de suite.

The slowdown in demand continued in the **French** economy. Industrial production was flat in both August and September as consumers reined in spending. The annual inflation rate fell to 2.1% in October, still one of the lowest rates in the euro-zone. The unemployment rate eased slightly to 9.5% in September from 9.6% in the previous two months.

The **British** economy continued to cool as summer drew to a close. High interest rates and inflation have dampened consumer demand. After rebounding in September, retail sales were flat again in October, while the housing market continued to tumble. Industrial production contracted slightly in September as export demand continued to wane. The inflation rate fell to 3.1% from 3.3% the month before, while the unemployment rate remained at a low level of 3.6%.

The **Japanese** economy grew 1.4% in fiscal 1999, nearly three times the 0.5% rate announced previously, according to a recalculation by the Economic Planning Agency using newer international standards, known as 93 SNA (issued in 1993 by the UN Statistical Commission), which take a broader view of the economy. Under the new standard, GDP shrank 0.6% in 1998 compared with a previous contraction of 2%. Personal spending remained essentially flat in October, despite some improvement in incomes. Industrial production picked up slightly, with exports to Asia remaining firm even as exports to the US and Europe faltered. Business confidence improved further, sparking an increase in capital spending.

Growth remained robust in many of the emerging **Asian economies** in the third quarter. Hong Kong and Singapore both announced real GDP growth of 2.6%, buoyed by exports and business investment. South Korea posted growth of 2.3%, although consumer spending began to slow, hampered by rising inflation and increased corporate bankruptcies. China expanded 2%, boosted by strong exports and government spending.

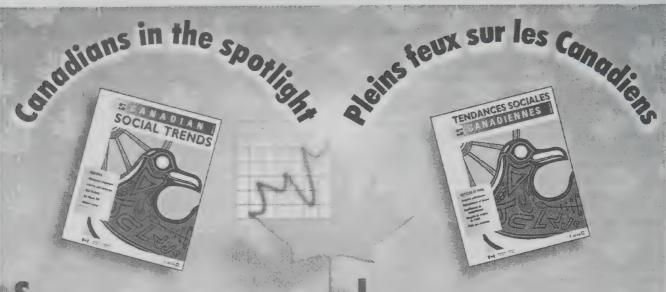
En **France**, la demande s'est encore faite plus lente dans l'économie. La production industrielle a été inerte tant en août qu'en septembre, les consommateurs freinant leurs dépenses. En octobre, le taux annuel d'inflation a fléchi à 2,1 %. C'est toujours un des taux les plus bas de la zone de l'euro. Quant au taux de chômage, il a légèrement baissé à 9,5 % en septembre. Il avait été de 9,6 % les deux mois précédents.

En Grande-Bretagne, l'économie se refroidissait toujours en fin de période estivale. Les taux élevés d'intérêt et d'inflation y ont amorti la demande de consommation. Après s'être redressées en septembre, les ventes au détail ont été à plat une fois de plus en octobre et le marché de l'habitation a continué à dégringoler. La production industrielle s'est légèrement contractée en septembre, car la demande à l'exportation était toujours en décroissance. D'août à septembre, le taux d'inflation est tombé de 3,3 % à 3,1 % et le taux de chômage est resté à un bas niveau de 3,6 %.

Au Japon, l'économie a progressé de 1,4 % dans l'exercice 1999. C'est près de trois fois le taux de 0.5 % précédemment annoncé. Il faut y voir l'effet de nouveaux calculs de l'office de planification économique du pays par l'application de normes internationales plus récentes de comptabilité nationale (normes de 1993 diffusées par la Commission de statistique des Nations Unies) avec leur appréhension plus large de l'économie. Selon les calculs effectués, le PIB se serait contracté de 0,6 % en 1998 au lieu de 2 %. En octobre, les dépenses de consommation sont restées discrètes pour l'essentiel, et ce, malgré une certaine élévation des revenus. La production industrielle a légèrement repris et les exportations à destination de l'Asie sont demeurées fermes même si les livraisons vers les États-Unis et l'Europe fléchissaient. La confiance des entreprises s'était encore renforcée, d'où une augmentation des dépenses d'investissement.

Dans nombre de nouvelles **économies asiatiques**, la croissance était toujours vigoureuse au troisième trimestre. Tant Hong Kong que Singapour ont annoncé que leur PIB réel s'était accru de 2,6 % grâce aux exportations et aux investissements des entreprises. En Corée du Sud, le taux de progression a été de 2,3 %, mais les dépenses de consommation ont commencé à ralentir par suite d'une double montée de l'inflation et des faillites d'entreprises. L'économie chinoise a crû de 2 %, stimulée par la fermeté des exportations et les vives dépenses des administrations publiques.





ociety is changing rapidly. It's a constant challenge for you to stay informed about the important social issues and trends affecting us all. *Canadian Social Trends* helps you meet that challenge successfully by bringing you dynamic and invaluable social analysis in a clear, concise and highly readable format.

Each issue of this popular Statistics Canada quarterly brings key elements of Canadian life into the spotlight—labour markets, immigration, evolving family structure, standard of living. The easy-to-read articles draw from a wide range of demographic, social and economic data sources. Tables and charts highlight key points. A Social Indicators table tracks change.

Social science professionals, researchers, business and policy analysts, educators, students and the general public rely on *Canadian Social Trends*. Subscribing today will help you keep abreast of change, evaluate social conditions, plan programs or services, and much more!

Visit the "In-Depth" section of our Web site at www.statcan.ca to view some recent articles.

Subscribe today! You won't want to miss a single issue!

Only \$36 annually! In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$24. For shipments to other countries, please add \$40. To order Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XPE), write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A OT6, Canada, or contact the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication. If more convenient, fax your order to 1 877 287-4369, call 1 800 267-5677 or send an e-mail to order@statcan.ca. Subscribe our Web site to the downloadable version of Canadian Social Trends (Cat. No. 11-008-XIE) for only \$27 (plus taxes, where applicable). URL: www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/feepub.cgi

constamment chercher à demeurer au fait des questions et des tendances sociales importantes qui touchent chacun de nous. **Tendances sociales canadiennes** vous aide à relever ce défi avec succès en vous présentant une analyse sociale à la fois dynamique et d'une valeur inestimable dans un texte clair, concis et fort compréhensible.

Chaque numéro de ce populaire trimestriel de Statistique Canada s'intéresse à des éléments clés de la vie canadienne tels que : marchés du travail, immigration, structure familiale en évolution, niveau de vie. De lecture facile, les articles qu'on y trouve puisent dans une foule de sources de données démographiques, sociales et économiques. Des tableaux et des graphiques en illustrent les points saillants. Un tableau des indicateurs sociaux permet de suivre l'évolution des choses.

Les professionnels des sciences sociales, les chercheurs, les analystes du monde des affaires et des politiques, les enseignants, les étudiants et le grand public se fient à **Tendances sociales canadiennes**. Vous abonner aujourd'hui vous aidera à rester à la fine pointe du changement, à évaluer la conjoncture sociale, à planifier des programmes ou des services, et plus encore!

Visitez la section « En profondeur » de notre site Web à www.statcan.ca pour consulter certains des articles publiés récemment.

Abonnez-vous aujourd'hui! Vous ne seurez vous pessor d'un soul numéro!

Seulement 36 \$ par année! Au Canada, veuillez ajouter soit la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 \$. Pour commander Tendances sociales canadiennes (n° 11-008-XFF au cat.), écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 076, Canada. Ou communiquez avec le Centre de consultation régional le plus près (voir la liste figurant dans la présente publication). Vous pouvez passer votre commande par télécopieur au 1877 287-4369, par téléphone au 1800 287-6677 ou par courriel à corder@statcan.ca. Abonnez-vous sur notre site Web à la version téléchargeable (n° 11-008-XIF au cat.) pour seulement 27 \$ (taxes en sus, s'il y a lieu). URL: www.statcan.ca/cgl-bin/downpub/tespub_f.cgl.

Economic events

Événements économiques

ECONOMIC EVENTS IN NOVEMBER

CANADA

The Newfoundland government announced that the Churchill Falls hydro project was scaled back, lowering its cost from its original \$12 billion estimate to \$3.7 billion.

The Quebec government passed back-to-work legislation to stop a three-week strike by truckers at the Port of Montreal. The stoppage affected about 13,000 containers from transport.

WORLD

OPEC ratified an agreement to maintain its members export quotas. The 11-member cartel is now pumping 29.5 million barrels of oil a day, up 3.7 million barrels a day this year.

ÉVÉNEMENTS ÉCONOMIQUES DE NOVEMBRE

CANADA

Le gouvernement terre-neuvien annonce une réduction d'échelle des activités pour le projet hydroélectrique de Churchill Falls, qui coûterait désormais 3,7 milliards au lieu des 12 estimés au départ.

Le gouvernement du Québec adopte une loi de retour au travail qui met fin à une grève de trois semaines des camionneurs au port de Montréal. Cet arrêt de travail a immobilisé quelque 13 000 conteneurs.

LE MONDE

L'OPEP ratifie une entente de maintien des quotas d'exportation des pays membres. Ce cartel de 11 pays produit maintenant 29,5 millions de barils de pétrole par jour, ce qui représente une augmentation de 3,7 millions de barils cette année.

Perspectives on Labour and Income

drugial to

The current emphasis on information resonates loudly in the workplace.

Perspectives on Labour and Income

meets your need for <u>accurate</u>, <u>timely</u> <u>and comprehensive information</u>. The bottom line? You get vital data and analysis on the workplace and related issues facing contemporary Canada!



Each analytical article in this quarterly journal has clear charts, tables and summaries.

Perspectives reveals the latest labour and demographic statistics – essential to

- determine how attitudes toward retirement influence investment decisions
- evaluate the effect of wage trends on union bargaining
- ► forecast the effect of employment on the demand for goods and services or social programs
- compare your organization within your industry
- develop labour market studies
- ▶ ... and much more!

One easy decision: Subscribe today!

When you invest in this Statistics Canada journal, you're investing in your future. *Perspectives on Labour and Income* (cat. no. 75-001-XPE) costs \$58. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$24. For shipments to other countries, please add \$40.

To subscribe:

CALL toll free 1 800 267-6677

FAX 1 877 287-4369

WRITE to Statistics Canada, Circulation Management,
Dissemination Division, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario,
K1A 0T6 Canada

Order via E-MAIL at order@statcan.ca

Or CONTACT your nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

L'emploi et le revenu en perspective

honr les

De nos jours, on attache beaucoup d'importance à

l'information en milieu de travail. La revue *L'emploi et le revenu en perspective* répond à vos besoins pour des renseignements qui sont à

la fois <u>précis</u>, <u>actuels et complets</u>. Vous disposerez alors de données essentielles et d'analyses sur le milieu du travail et sur d'autres défis auxquels le Canada est confronté!

Le tremplin à votre succès

Les articles analytiques de cette revue trimestrielle comportent des graphiques, des tableaux et des sommaires conçus de façon à présenter clairement les statistiques sur le

marché du travail et les statistiques démographiques qui sont essentielles pour :

- déterminer dans quelle mesure les attitudes à l'égard de la retraite influent sur les décisions en matière de placements
- évaluer l'effet des tendances salariales sur les négociations syndicales
- faire des prévisions relatives à l'incidence de l'emploi sur la demande de biens et de services ou sur les programmes sociaux
- comparer votre organisation à votre secteur d'activité dans son ensemble
- la effectuer des études sur le marché du travail
- ... et bien plus encore!

Canada

Une décision facile à prendre : c'est de vous abonner dès maintenant!

En investissant dans cette revue de Statistique Canada, vous investissez aussi dans votre avenir. *L'emploi et le revenu en perspective* (n° 75-001-XPF au catalogue) se vend 58 \$. Au Canada, veuillez ajouter **soit** la TPS et la TVP en vigueur, **soit** la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 \$.

Pour yous abonner:

TÉLÉPHONEZ sans frais au 1 800 267-6677 TÉLÉCOPIEZ au 1 877 287-4369 ÉCRIVEZ à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120. avenue Parkdale. Ottawa (Ontario), K1A 0T6, Canada

Commandez par COURRIEL à order@statcan.ca

Ou COMMUNIQUEZ avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous mentionné dans la présente publication.

Feature article

Étude spéciale

RECENT TRENDS IN PROVINCIAL GROSS DOMESTIC PRODUCT*

The volume of GDP increased in all the provinces in 1999, with Ontario and Newfoundland posting the highest rate of growth at 6%. Nova Scotia surpassed the national average, as did Quebec, which registered its best performance in five years.

Several trends dominated Canada's economic landscape in 1999. Commodity prices stabilized after falling precipitously in 1998. Strong investment in increased capacity wound down, while Y2K and Internet-related demand for computers and telecommunications equipment continued unabated. Computer-related services also flourished. A strong US economy fuelled rapid export growth, particularly for manufactured goods. The year marked the end of the war on government deficits, and surpluses burgeoned, particularly at the provincial level. Governments loosened spending following several years of restraint.

Central Canada continued to reap the benefits of a vibrant economy south of the border, as US demand drove up exports of manufactured goods, notably autos, computers, telecommunications equipment and aircraft.

While the fall in commodity prices was finally staid, low prices for agricultural goods continued to depress farm incomes and constrain growth in the Prairies. Oil production was slow to react to significant price hikes early in the year, but by the end of 1999 oil prices had more than doubled, the value of exports soared, and profits rebounded. Because of the surge in prices, nominal GDP growth in Alberta and Newfoundland topped 8%, nearly double the gain in the rest of Canada.

British Columbia's growth improved upon a stagnant performance the years before, but remained well short of the national average. Strong US demand and a recovery from the Asian flu spurred exports of lumber, woodpulp and newsprint. Manufacturers of computers and other electronic products benefited from strong Y2K-related demand south of the border.

* For more information call (613) 951-3640.

RÉCENTES TENDANCES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR PROVINCE*

Toutes les provinces ont connu une hausse de leur PIB en volume, l'Ontario et Terre-Neuve ayant connu les croissances les plus fortes, à 6%. La Nouvelle Écosse a dépassé la moyenne nationale, tout comme le Québec qui a enregistré sa meilleure performance en cing ans.

Plusieurs tendances ont caractérisé la conjoncture économique canadienne en 1999. Les prix des produits de base se sont stabilisés après une chute vertigineuse en 1998. Les fortes dépenses d'investissement en vue d'accroître la capacité ont pris fin. Par ailleurs, la demande de matériel informatique et de télécommunication s'est poursuivie sans fléchir, stimulée par le problème du passage à l'an 2000 et par l'Internet. Les autres services connexes à l'informatique ont aussi prospéré. La vigueur de l'économie américaine a alimenté la croissance rapide des exportations, en particulier celle de biens manufacturés. L'année 1999 a marqué la fin de la lutte des gouvernements contre le déficit alors que des excédents ont surgi, surtout au niveau provincial. Les administrations publiques ont dénoué les cordons de leur bourse après plusieurs années d'austérité.

La région centrale du Canada a continué de profiter de la prospérité économique chez nos voisins du Sud, la demande parvenant des États-Unis ayant donné lieu à une hausse des exportations de biens manufacturés, notamment de produits automobiles, d'ordinateurs, de matériel de télécommunication et d'aéronefs.

Bien que la chute des prix des produits de base ait finalement été enrayée, la faiblesse des prix des produits agricoles a continué de comprimer les revenus des agriculteurs et de limiter la croissance dans les Prairies. La production de pétrole a réagi lentement à la hausse importante des prix en début d'année. Le prix du pétrole ayant plus que doublé au cours de 1999, la valeur des exportations a monté en flèche et les bénéfices ont rebondi. En raison de la hausse soudaine des prix, la croissance nominale du PIB en Alberta et à Terre-Neuve s'est fixée à 8%, soit près du double de la progression dans le reste du Canada.

Comparativement à sa performance terne de l'année précédente, la croissance économique de la Colombie-Britannique s'est améliorée, mais demeure nettement inférieure à la moyenne nationale. La forte demande des États-Unis et une reprise après la crise asiatique ont fait croître les exportations de bois d'œuvre, de pâte de bois et de papier journal. Les fabricants d'ordinateurs et d'autres produits électroniques ont bénéficié de la forte demande liée au problème de l'an 2000 chez nos voisins du Sud.

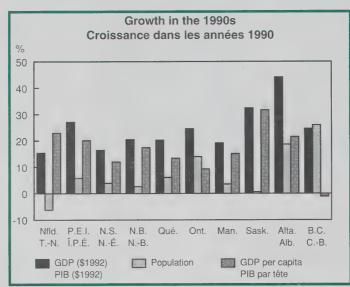
Pour plus d'information (613) 951-3640.

Newfoundland continued to reap the benefits of soaring oil production, exploration and investment in a second offshore drilling platform. Major construction projects boosted growth in New Brunswick and Nova Scotia, while Prince Edward Island enjoyed increased housing investment stimulated by population growth.

The 1990s

Summing up, several broad themes emerge from the past decade. The gap between the richest and poorest provinces narrowed, as the four with the lowest GDP per capita in 1990 all posted above average growth

(Saskatchewan, Newfoundland, PEI and New Brunswick). Meanwhile, Ontario lost its lead position to Alberta, while a decade of poor growth pulled British Columbia below the national average. provinces became more reliant on trade. Population changes were a major determinant of personal expenditure, while large energy projects propelled investment in Alberta, Newfoundland and Nova Scotia.



For the whole decade, Saskatchewan posted the largest increases in real GDP per capita, up 32%. It was followed by Newfoundland, Alberta and PEI, all around 20%. The next four provinces tracked the national average of around 12%. Only Ontario and BC – two of the richest provinces at the start of the decade—lagged behind. In fact, BC contracted outright by 1.1%, while the deep recession in Ontario early in the 1990s limited its growth to just 9%.

It is interesting to note that the two provinces that led GDP per capita growth were the only two to have a shrinking or stable population. Conversely population growth was consistent with both very high (Alberta) or very low growth (Ontario and BC). Population seemed to have its largest impact on consumer spending, where growth was led by the three fastest growing provinces while Newfoundland and Saskatchewan lagged behind. Population had little relation to housing:

Terre-Neuve a continué de récolter les fruits de la croissance importante de la production de pétrole, des activités de prospection et de l'investissement dans une deuxième plate-forme de forage en mer. Des projets de construction importants ont donné un élan à l'économie du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, tandis que la croissance démographique a stimulé l'investissement dans la construction résidentielle à l'Île-du-Prince-Édouard.

Les années 1990

En résumé, plusieurs thèmes généraux ont fait surface au cours de la dernière décennie. L'écart entre les provinces les plus riches et plus pauvres s'est rétréci, les quatre provinces affichant le PIB par personne le plus bas en 1990 (la

Saskatchewan, Neuve, l'Île-du-Prince-Edouard et le Nouveau-Brunswick) ayant toutes connu une croissance supérieure à la moyenne. Entre temps, l'Ontario a cédé la première place à l'Alberta, tandis qu'une décennie de faible croissance a entraîné la Colombie-Britannique sous la moyenne nationale. Toutes les provinces se sont tournées davantage vers les échanges commerciaux. Les changements du nombre de la population ont constitué des facteurs déterminants sur les

dépenses personnelles, tandis que les grands projets énergétiques ont propulsé les investissements en Alberta, à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse.

Pendant toute la décennie, la Saskatchewan a connu les hausses les plus importantes en PIB réel par habitant, soit 32%. Suivaient Terre-Neuve, l'Alberta et l'Île-du-Prince-Édouard, toutes oscillant autour de 20%. Les quatre provinces suivantes se maintenaient au niveau de la moyenne nationale qui était de 12%. Seules l'Ontario et la Colombie-Britannique, deux des provinces les plus riches au début de la décennie, accusaient un retard. En fait, la Colombie-Britannique a même subi un recul de 1,1%, tandis que la profonde récession du début des années 1990 en Ontario limitait la croissance de cette province à 9% à peine.

Il est intéressant de remarquer que les deux provinces qui menaient la marche en terme de croissance du PIB par habitant étaient les seules à connaître une diminution ou une stabilisation de leur population. Cependant, l'augmentation de la population était caractéristique d'une croissance très élevée (en Alberta) ou très faible (en Ontario et en Colombie-Britannique). Le niveau de population semble avoir eu une incidence particulièrement importante sur le plan des dépenses à la consommation, qui ont augmenté dans les

Étude spéciale

rapidly rising numbers were associated with both booming (Alberta) and falling (BC) housing demand, while stagnant or falling numbers also were associated with the second highest gain (Saskatchewan) and the largest drop (Newfoundland).

Business investment was the most rapidly growing part of domestic spending in all provinces. Alberta and Newfoundland led the way, more than doubling investment since 1990 thanks to mega-projects in the energy sector, followed closely by Nova Scotia. In fact, non-residential building is largely what differentiated growth in investment by province, as the embrace of new machinery and equipment was universal. Conversely, construction contracted or stalled in provinces with below average investment growth (BC, Quebec, Ontario and PEI).

Government current expenditure was restrained across the country except for a 17% hike in BC. Alberta and Ontario both held the gain to 1.5%, despite above-average population growth. Stagnant or declining population helped Newfoundland and Saskatchewan to make the only two cuts to government for the decade as a whole.

Exports were the most dynamic sector of the economy, as provinces doubled trade with other

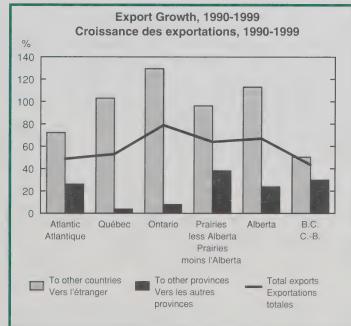
countries compared with only a 14% gain in trade with each other. As a general rule, provinces that increased their foreign orientation the least were more likely to turn the domestic markets as an outlet. For example, Manitoba, Saskatchewan and Nova Scotia had below-average gains in shipments abroad but led the growth in interprovincial trade. Conversely, central Canada's focus on doubling trade with the US accompanied only marginal gains with other provinces (4% for Quebec and 8% for Ontario). British Columbia suffered the slowest growth in external demand, reflectrois provinces accusant la croissance démographique la plus rapide, tandis que la Saskatchewan et Terre-Neuve se plaçaient aux derniers rangs. Le niveau de population n'était pas un facteur déterminant pour l'habitation : une hausse rapide du nombre d'habitants caractérisait autant une recrudescence de la demande (en Alberta) qu'une diminution de la demande (en Colombie-Britannique). Une population stagnante ou à la baisse était associée à la province connaissant la deuxième percée en importance (la Saskatchewan) et la chute la plus considérable (Terre-Neuve).

Les investissements des entreprises constituaient le secteur de croissance le plus rapide sur le plan des dépenses dans toutes les provinces. L'Alberta et Terre-Neuve se trouvaient en tête, doublant presque les investissements depuis 1990, grâce à des méga-projets dans le secteur de l'énergie. La Nouvelle-Écosse suivait de près. En fait, la construction non résidentielle est principalement le secteur qui marquait la différence en terme de croissance des investissements entre les provinces, les dépenses à l'égard de nouvelles machines et de matériel étant omniprésentes. D'autre part, la construction a accusé un recul ou s'est stabilisée dans les provinces dont la croissance de l'investissement se situait sous la moyenne (Colombie-Britannique, Québec, Ontario et Île-du-Prince-Édouard).

Les dépenses actuelles des administrations publiques ont été freinées partout au pays, sauf en Colombie-Britannique où elles ont connu une hausse de 17%. L'Alberta, tout comme l'Ontario, ont maintenu un taux de croissance de 1,5%, en dépit d'une augmentation démographique supérieure à la moyenne. Une population stagnante ou en baisse a aidé Terre-Neuve et la Saskatchewan à appliquer des réductions à l'administration publique, les deux seules dans toute la décennie.

Le secteur le plus dynamique de l'économie était celui des exportations, les provinces doublant les échanges avec

> d'autres pays, alors qu'elles n'augmentaient que de 14% leurs échanges entre elles. En règle générale, les provinces qui augmentaient le moins leur orientation vers l'étranger étaient plus susceptibles de se tourner vers les marchés intérieurs pour écouler leur production. Par exemple, le Manitoba, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse ont connu des augmentations inférieures à la moyenne en terme de livraisons à l'étranger, mais elles étaient en tête du peloton pour ce qui est de la croissance des échanges entre les provinces. Pour leur part, les provinces du centre du Canada se sont



ting its greater exposure to the collapse of Asian demand late in the decade.

Every province increased its orientation abroad compared with the rest of Canada. Still, the inverse relationship between these two helped to minimize the deviation from the average gain in export growth. Import demand by province was strongly associated with exports abroad. This was especially true for Ontario and Quebec, whose auto and electronic industries have led the way in integrating their production with the US economy.

1999 in review

Energy fuels Atlantic Provinces

After a record year, Newfoundland's economy continued to outpace the national average, with a robust 6.0% increase in GDP. Oil was again the main impetus for growth, as the 36.4 million barrels produced at Hibernia was 50% higher than in 1998, its first full year of operation. Spinoffs were felt throughout the economy, with corporate profits rose a striking 45%. While exports of oil took off, exploration along the Grand Banks and the construction of a second offshore drilling platform (Terra Nova) further boosted GDP.

Newfoundland's strong growth lowered the unemployment rate by more than a full percentage point to 17%, its lowest annual rate since 1990, yet still Canada's highest, and only Newfoundland has not recovered to its pre-1990 peak in jobs. Despite moderate growth in personal income, consumer spending posted solid gains, particularly for durable goods.

Prince Edward Island's GDP grew 3.2%, slightly higher than the previous year. Residential construction climbed 15%, stimulated by population growth. Business investment in non-residential construction fell 4.8% on the heels of large declines in the previous two years. This decline was more than offset by a jump in machinery and equipment purchases.

Personal income growth accelerated to 4%, the highest annual increase since the early 1990s. Because of new entrants to the labour force, the unemployment rate increased to 14.5% despite employment gains.

concentrées à doubler les échanges avec les États-Unis et n'ont ainsi réalisé que des gains minimes sur le commerce avec les autres provinces (4% pour le Québec et 8% pour l'Ontario). La Colombie-Britannique a connu la croissance la plus faible sur le plan de la demande étrangère, résultat de son exposition plus grande à l'affaissement de la demande asiatique vers la fin de la décennie.

Chaque province a accru son orientation vers l'étranger plutôt que vers le reste du Canada. Pourtant, le rapport inversé entre ces deux activités a aidé à atténuer l'écart du gain moyen de la croissance des exportations. La demande à l'importation par province était fortement reliée aux exportations. Ce fut particulièrement le cas en Ontario et au Québec dont les secteurs de l'automobile et de l'électronique ont contribué à intégrer leur production à celle de l'économie américaine.

1999 en revue

L'énergie alimente les provinces de l'Atlantique

Après une année record, la croissance économique de Terre-Neuve est demeurée supérieure à la moyenne nationale, atteignant 6,0 %. Le pétrole a encore été le moteur de la croissance, alors que les 36,4 millions de barils produits à Hibernia représentent une augmentation de 50 % par rapport à 1998, sa première année complète d'exploitation. Les effets positifs ont été ressentis dans toute l'économie et les bénéfices des sociétés ont fait un bond impressionnant (+45 %). Les exportations de pétrole ont bondi, tandis que la prospection le long des Grands Bancs et la construction d'une deuxième plate-forme de forage en mer (Terra Nova) ont donné un élan supplémentaire au PIB.

Sous l'effet d'une croissance solide, le taux de chômage de Terre-Neuve est tombé de plus d'un point de pourcentage, pour atteindre 17 %, le taux annuel le plus faible depuis 1990, mais néanmoins le plus élevé au Canada. En effet, seule Terre-Neuve n'a pas retrouvé son sommet de l'emploi d'avant 1990. Malgré l'augmentation modeste du revenu personnel, les dépenses de consommation ont fortement augmenté, surtout pour les biens durables.

Le PIB de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 3,2 %, soit un taux légèrement supérieur à celui de l'année précédente. La construction résidentielle a grimpé de 15 %, stimulée par la croissance démographique. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a continué sa descente amorcée au cours des deux dernières années, mais la baisse de 4,8 % a été plus que compensée par l'augmentation de l'investissement en machines et matériel.

La croissance du revenu personnel s'est accélérée pour atteindre 4 %, soit l'augmentation annuelle la plus forte enregistrée depuis le début des années 1990. Comme le nombre de participants au marché du travail s'est accru, le taux de chômage a augmenté à 14,5 %, malgré des gains de l'emploi.

Feature article

Étude spéciale

After two years of moderate growth, Nova Scotia's GDP rose 5.2%. Boosted by the Sable Offshore Energy Project, business non-residential construction climbed nearly 30%, and has more than tripled in the last two years. Business machinery and equipment investment also posted stellar gains, and Y2K concerns heightened demand for computer consulting services and computer-related wholesaling. Manufacturing output shot up thanks to a large contract to build railway cars, the re-opening of a shipyard and sharply higher demand for newsprint on export markets.

Nova Scotia's unemployment rate improved by a full percentage point to 9.6% for the year. Personal income posted another healthy gain, and consumer spending on durable goods and housing continued at a brisk pace.

The New Brunswick economy enjoyed its best growth of the decade, rising 4.2%. Non-residential construction activity nearly doubled as an oil refinery expansion in Saint John geared up and a pipeline for Sable Island gas reached completion. The trade sector also grew rapidly.

Labour income continued to increase with a 5.2% gain. Consumer spending also rose with purchases of durable goods advancing 10%. Housing investment bounced back from a decline in the previous year.

Best performance in five years in Quebec

Quebec's GDP growth outpaced the national rate, increasing 4.7%. Three industries shared the spotlight as export demand surged in 1999. Aircraft production jumped as the demand for regional jets continued to grow. Telecommunication equipment makers and carriers also posted remarkable advances, responding to soaring demand related to the Internet and cellular phones. Computer manufacturers hiked production as Y2K approached. Construction, wholesale trade, business and transportation services industries also enjoyed a good year. Business non-residential construction investment increased 2% on top of the ice storm-related 12% gain in 1998, and housing investment bounced back from a small decline.

Après deux années de hausse modérée, la croissance du PIB de la Nouvelle-Écosse s'est élevée à 5,2 %. Propulsé par le Projet énergétique extracôtier Sable, l'investissement des entreprises en construction non résidentielle a grimpé de presque 30 %, triplant ainsi le niveau d'activité au cours des deux dernières années. L'investissement des entreprises en machines et matériel a aussi connu une croissance impressionnante et les inquiétudes liées aux problèmes de l'an 2000 ont renforcé la demande de services de consultation en informatique et la vente en gros de matériel informatique. La production du secteur manufacturier a augmenté en flèche, grâce à la signature d'un important contrat de fabrication de wagons ferroviaires, à la réouverture d'un chantier naval et à la demande nettement plus forte de papier journal sur le marché des exportations.

Le taux de chômage de la Nouvelle-Écosse s'est amélioré, reculant d'un point de pourcentage pour s'établir à 9,6 %. Le revenu personnel s'est encore accru fortement et les dépenses de consommation en biens durables et en logement sont demeurées vigoureuses.

L'économie du Nouveau-Brunswick a progressé de 4,2 %, soit sa meilleure performance économique de la décennie. L'activité du secteur de la construction non résidentielle a presque doublé grâce au début des travaux d'expansion d'une raffinerie de pétrole à St -John et à l'achèvement de la construction d'un pipeline pour transporter le gaz de l'île de Sable. Le secteur commercial a aussi connu une croissance rapide.

Le revenu du travail a continué de croître (+ 5,2 %). Les dépenses de consommation ont également progressé, en partie grâce à une hausse de 10 % des achats de biens durables. Les mises en chantier ont remonté après une année à la baisse.

Le Québec connaît sa meilleure performance en cinq ans

La croissance du PIB au Québec, atteignant 4,7 %, a dépassé la moyenne nationale. Trois industries dont la demande à l'exportation a monté en flèche se partagent la vedette. La production d'aéronefs a bondi grâce à la demande toujours forte d'avions de transport régional. Les fabricants de matériel de télécommunication et leurs transporteurs ont affiché d'impressionnantes progressions en réponse à la flambée de la demande de téléphones cellulaires et de biens et services liés à Internet. Les fabricants de matériel informatique ont augmenté leur production à mesure qu'approchait l'an 2000. Les industries de la construction, du commerce de gros, des services aux entreprises et des services de transport ont aussi enregistré de bons résultats. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle a augmenté de 2 %, après un bond de 12 % en 1998 par suite de la tempête de verglas. L'investissement dans la construction résidentielle a rebondi après un léger recul l'an dernier.

Corporate profits climbed 18% and business investment in machinery and equipment advanced rapidly, continuing the upward trend of the previous years. The annual unemployment rate fell to 9.3%, its lowest level in over two decades. Labour income rose steadily and consumer spending on durables posted a healthy advance.

Ontario fuelled by vibrant US economy

Ontario's GDP posted a robust 6.1% gain, surpassing the national average on the strength of its booming manufacturing sector. Demand from a vibrant American economy fuelled growth, with exports of autos and parts soaring more than 20%, while computers and other electronic equipment were also a significant source of strength. Corporate profits climbed in tandem and business investment in machinery and equipment rose a Y2K-induced 14%. Business investment in non-residential construction

edged down, while that of governments climbed 14% after several years of declines.

ins

Below average gains on the Prairies

Manitoba's GDP grew 3.0%, an acceleration from the previous year but still shy of the national average. Manufacturers of aircraft and parts hiked production

sharply to satisfy export demand. Services also advanced solidly, boosted by the Pan American Games in Winnipeg. Expanded capacity in meat processing led to increased production of hogs and processed meat for export.

A prolonged labour dispute in the nickel mining industry pulled down output, reducing downstream smelting and refining. Agriculture suffered from heavy rains in the spring, leaving large areas unseeded. Declining harvests of grains and oilseeds coupled with low world prices pulled down farm incomes in the province.

Les bénéfices des sociétés ont grimpé de 18 % et l'investissement des entreprises en machines et matériel s'est fortement accru, prolongeant la tendance à la hausse des années précédentes. Le taux de chômage annuel est tombé à 9,3%, atteignant ainsi son plus bas niveau depuis plus de 20 ans. Le revenu du travail a augmenté de façon soutenue et les dépenses de consommation en biens durables ont fortement progressé.

La croissance vigoureuse de l'économie américaine propulse l'économie ontarienne

Le PIB de l'Ontario a enregistré une solide progression de 6,1 %, surpassant la moyenne nationale, grâce à l'essor du secteur manufacturier. La demande en provenance d'une économie américaine en pleine effervescence a alimenté la croissance, notamment la montée en flèche de plus de 20 % des exportations d'automobiles et de pièces. Les exportations d'ordinateurs et d'autre matériel électronique ont également été une source de vigueur. Les bénéfices des sociétés ont grimpé en parallèle, et l'investissement en machines et matériel a augmenté de 14 % par suite du problème de

passage à l'an 2000. L'investissement des entreprises dans la construction non résidentielle a fléchi, tandis que celui des administrations publiques a grimpé de 14 % après plusieurs années à la baisse.

GDP in 1999 PIB en 1999 % 6 5 Canada 4 Ont. Nfld. N.S. Qué. N.B. P.E.I. Man. Alta. B.C. Sask. N.-B. Î.P.-É N.-É T.-N. Alb. C.-B.

Gains sous la moyenne dans les Prairies

Le PIB du Manitoba a augmenté de 3,0 %, une accélération par rapport à l'année précédente, mais un taux encore en deçà de

la moyenne nationale. Les fabricants d'aéronefs et de pièces ont augmenté considérablement leur production pour répondre à la demande d'exportations. Les industries des services ont également connu une forte progression, notamment grâce aux Jeux panaméricains qui se sont déroulés à Winnipeg. La capacité accrue dans l'industrie de la transformation de la viande a permis d'augmenter l'élevage de porcs et de hausser la production de viande transformée aux fins d'exportation.

Des conflits de travail prolongés ont fait baisser la production de l'industrie de l'extraction du nickel, provoquant ainsi une diminution dans la fonte et le raffinage. L'industrie de l'agriculture a été touchée par les fortes pluies du printemps qui ont empêché l'ensemencement de grandes superficies de terres. La diminution des récoltes de céréales et d'oléagineux, conjuguée à la faiblesse des prix mondiaux, a fait baisser le revenu des agriculteurs dans la province.

Étude spéciale

Growth in Saskatchewan continued to decelerate, to 1.1% for 1999. Oil output fell 8.6%, awaiting confirmation that price hikes early in the year would be sustained. By the end of 1999, oil prices had more than doubled, and the value of exports of crude oil soared nearly 50%, even though production and exports declined in volume terms. Drilling activity remained low, despite increases in the latter part of the year. Corporation profits finished the year 27% higher, more than recouping their drop in 1998. Business plant and equipment investment picked up after substantial declines in the previous year.

In agriculture, grain harvests increased, but poor prices hammered farm incomes for the third straight year. Stagnant population growth went hand in hand with weak labour incomes checking the increase in consumer spending to 2%.

Alberta's GDP grew a modest 2.5% in 1999, as oil patch production, exploration and drilling all declined. Low prices early in the year may have led to hesitation in the oil and gas industry, but overall profits swelled to record highs as prices increased throughout the year. Exports of crude oil were down slightly in volume terms, but their value increased more than 50%. Increased output of natural gas was driven by strong US demand.

Personal income increased 5.3% on top of solid increases in the previous two years, and consumer spending grew at a healthy pace, stimulated by population growth. Alberta's torrid housing market cooled in 1999, with residential investment dipping 1.5% after substantial growth over the previous three years.

British Columbia started to rebuild strength

In British Columbia, GDP rose 2.1%, improving upon a weak performance in 1998, but still well short of the Canada average. Strong US demand and a recovery in Asia spurred exports of lumber, woodpulp and newsprint. Manufacturers of computers and other electronic products benefited from Y2K-related demand south of the border.

Other industries did not fare as well, however, as weak prices prompted several mine closures and energy production decreased. The fishing industry also suffered due to the closure of the Fraser River salmon fishery.

La croissance économique de la Saskatchewan a continué de ralentir, pour se fixer à 1,1 %. Les producteurs de pétrole ont réduit leur production de 8,6 %, voulant s'assurer que la hausse des prix en début d'année se maintiendrait. Le prix du pétrole a plus que doublé au cours de l'année et la valeur des exportations de pétrole brut a fait un bond spectaculaire de presque 50 %, malgré la diminution en volume de la production et des exportations. L'activité de forage est restée faible, malgré une poussée vers la fin de l'année. Les bénéfices des sociétés ont grimpé de 27,1 %, ce qui a plus qu'effacé les pertes accusées en 1998. L'investissement des entreprises en usines et matériel s'est redressé après un recul important l'année précédente.

Dans l'industrie de l'agriculture, les récoltes de céréales ont augmenté, mais la faiblesse des prix a eu un effet modérateur sur les revenus agricoles pour la troisième année consécutive. La stagnation de la population a résulté en une faiblesse du revenu qui a contenu la croissance des dépenses de consommation à 2 %, un taux égal à celui observé l'année précédente.

Le PIB de l'Alberta a connu une hausse modérée de 2,5 %, à cause du recul de la production, de la prospection et du forage dans le secteur pétrolier. La faiblesse des prix observée en début d'année a peut-être causé de l'hésitation de la part des producteurs pétroliers, mais les bénéfices de ces derniers ont gonflé pour atteindre un record à mesure que les prix ont augmenté. Les exportations de pétrole brut ont diminué légèrement en volume, mais leur valeur s'est accrue de plus de 50 %. L'augmentation de la production de gaz naturel est provenue de la forte demande américaine.

Le revenu personnel a augmenté de 5,3 %, après une hausse appréciable au cours des deux années précédentes et les dépenses de consommation ont augmenté à un bon rythme, stimulées par la croissance démographique. Le marché survolté de l'immobilier en Alberta s'est calmé en 1999, la construction résidentielle accusant un recul de 1,5 % après une croissance importante les trois années précédentes.

Début de raffermissement en Colombie-Britannique

Le PIB de la Colombie-Britannique a augmenté de 2,1 %, soit une amélioration par rapport aux faibles résultats de l'année précédente, mais un taux qui demeure bien en deçà de la moyenne nationale. La forte demande américaine et une reprise en Asie ont stimulé les exportations de bois d'œuvre, de pâte de bois et de papier journal. Les fabricants d'ordinateurs et d'autres produits électroniques ont bénéficié de la hausse de la demande liée au problème de l'an 2000 chez nos voisins du Sud.

Les autres branches d'activité n'ont pas toutes connu d'aussi bons résultats. Des mines ont dû fermer leurs portes à cause de la faiblesse des prix et la production d'énergie a baissé. L'industrie de la pêche a également souffert, à la suite de l'interdiction de pêcher le saumon rouge dans le Fraser.

SERVICES INDICATORS

For and About Businesses Serving the Business of Canada ...

At last, current data and expert analysis on this VITAL sector in one publication!

he services sector now dominates the industrial economies of the world.
Telecommunications, banking, advertising, computers, real estate, engineering and insurance represent an eclectic range of services on which all other economic sectors rely.

Despite their critical economic role, however, it has been hard to find out what's happening in these industries. Extensive and time-consuming efforts have, at best, provided a collection of diverse bits and pieces of information ... an incomplete basis for informed understanding and effective action.

Now, instead of this fragmented picture, *Services Indicators* brings you a cohesive whole. An innovative quarterly from Statistics Canada, this publication **breaks new ground**, providing <u>timely</u> updates on performance and developments in:

- **Communications**
- Finance, Insurance and Real Estate
- **Business Services**

Services Indicators brings together analytical tables, charts, graphs and commentary in a stimulating and inviting format. From a wide range of key financial indicators including profits, equity, revenues, assets and liabilities, to trends and analysis of employment, salaries and output – PLUS a probing feature article in every issue, Services Indicators gives you the complete picture for the first time!

Finally, anyone with a vested interest in the services economy can go to Services Indicators for current information on these industries ... both at-a-glance and in more detail than has ever been available before – all in one unique publication.

If your business is serving business in Canada, or if you are involved in financing, supplying, assessing or actually using these services, *Services Indicators* is a turning point – an opportunity to forge into the future armed with the most current insights and knowledge.

Order YOUR subscription to Services Indicators today!

Services Indicators (catalogue no. 63-016-XPB) is \$116. In Canada, please add either GST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$24. For shipments to other countries, please add \$40.

To order, write to Statistics Canada, Dissemination Division, Circulation Management, 120 Parkdale Avenue, Ottawa, Ontario, K1A 0T6, Canada, or contact the nearest Statistics Canada Regional Reference Centre listed in this publication.

If more convenient, fax your order to 1 877 287-4369 or (613) 951-1584 or call 1 800 267-6677 toll-free in Canada and the United States and charge to your VISA or MasterCard. Via e-mail: order@statcan.ca. Visit our Web Site at www.statcan.ca.



INDICATEURS DES SERVICES

Au sujet des entreprises au service des affaires du Canada et à leur intention...

Enfin regroupées en une publication, des données courantes et des analyses éclairées sur ce secteur ESSENTIEL!

e secteur des services domine à l'heure actuelle les économies industrielles du monde. Les télécommunications, les opérations bancaires, la publicité, l'informatique, l'immobilier, le génie et l'assurance représentent une gamme éclectique de services sur lesquels reposent tous les autres secteurs économiques.

En dépit de leur rôle critique sur le plan économique, il est toutefois difficile de savoir ce qui se passe dans ces branches d'activité. Des efforts considérables et fastidieux ont permis, au mieux, de rassembler une collection de renseignements fragmentaires divers... qui ne favorisent pas la compréhension avisée et la prise de mesures efficaces.

Remplacez maintenant ce tableau fragmentaire par l'image cohérente que vous offre *Indicateurs des services*. Cette publication trimestrielle innovatrice de Statistique Canada pénètre dans un domaine inexploré, fournissant des aperçus <u>opportuns</u> du rendement et des progrès dans les domaines suivants:

- **Communications**
- Finance, assurance et immobilier
- Services aux entreprises

Indicateurs des services rassemble des tableaux analytiques, des diagrammes, des graphiques et des observations en un mode de présentation stimulant et attrayant. En puisant à même une vaste gamme d'indicateurs financiers importants, allant notamment des profits, des capitaux propres, des recettes, de l'actif et du passif aux tendances et analyses de l'emploi, des salaires et de la production – à laquelle s'ajoute un article de fond exploratif dans chaque numéro, Indicateurs des services brosse pour la première fois un tableau complet!

Enfin, quiconque s'intéresse au secteur des services peut consulter *Indicateurs des services* pour trouver des renseignements courants sur ces branches d'activité... tant sous une <u>forme sommaire qu'à un niveau de détail n'ayant jamais encore été offert</u> – et ce, dans une même publication.

Si vous êtes de ceux qui fournissent des services aux entreprises canadiennes, ou si vous financez, fournissez ou évaluez ces services ou y avez en fait recours, *Indicateurs des services* représente un tournant – une chance de s'aventurer dans l'avenir en étant armé des réflexions et connaissances les plus actuelles.

Commandez dès aujourd'hui VOTRE abonnement à Indicateurs des services!

Indicateurs des services (nº 63-016-XPB au catalogue) coûte 116 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 24 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 40 \$.

Pour commander, écrivez à Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 076, Canada, ou communiquez avec le Centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près (voir la liste qui figure dans la présente publication).

Si vous préférez, vous pouvez télécopier votre commande en composant le 1 877 287-4369 ou le (613) 951-1584 ou téléphoner sans frais du Canada et des États-Unis au 1 800 267-6677 et porter les frais à votre compte VISA ou MasterCard. Via courriel: order@statcan.ca. Visitez notre site Web www.statcan.ca.

Études spéciales récemment parues

January 1990

Rates of Return on Trusteed Pension Funds.

February 1990

- 1. The Reliability of the Canadian National Accounts Estimates.
- 2. A Guide to Using Statistics Getting the Most Out of Them.

March 1990

1989 Year-end Economic Review.

April 1990

The Distribution of Wealth in Canada and the United States.

May 1990

Real Gross Domestic Product: Sensitivity to the Choice of Base Year.

July 1990

A New Look at Productivity of Canadian Industries.

August 1990

Capital Investment Intentions and Realizations for Manufacturing Plants in Canada: 1979-1988.

September 1990

The Labour Market Mid-year Report.

October 1990

Patterns of Quits and Layoff in the Canadian Economy.

November 1990

Effective Tax Rates and Net Price Indexes.

December 1990

Patterns of Quits and Layoffs in the Canadian Economy - Part II.

January 1991

Recent Trends in the Automotive Industry.

February 1991

Year-end Review of Labour Markets.

March 1991

Tracking Down Discretionary Income.

April 1991

Industry Output in Recessions.

Janvier 1990

Le taux de rendement des caisses de retraite en fiducie.

Février 1990

- La fiabilité des estimations des comptes nationaux du Canada.
- Un guide sur l'utilisation des statistiques comment en tirer le maximum.

Mars 1990

Revue économique de fin d'année, 1989.

Avril 1990

La répartition de la richesse au Canada et aux États-Unis.

Mai 1990

Produit intérieur brut en termes réels: sensibilité au choix de l'année de base.

Juillet 1990

Nouvelle perspective sur la productivité des industries canadiennes.

Août 1990

Investissements prévus et réalisés des usines du secteur de la fabrication au Canada :1979-1988.

Septembre 1990

Le marché du travail: Bilan de la mi-année.

Octobre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au Canada.

Novembre 1990

Les taux de taxe actuels et les indices de prix net.

Décembre 1990

Le comportement des démissions et des mises à pied au sein de l'économie canadienne - Partie II.

Janvier 1991

Tendances récentes dans l'industrie automobile.

Février 1991

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Mars 1991

Détermination du revenu discrétionnaire.

Avril 1991

La production des industries durant les récessions.

Études spéciales récemment parues

May 1991

Government Subsidies to Industry.

June 1991

- 1. The Growth of the Federal Debt.
- 2. Foreign Investment in the Canadian Bond Market, 1978 to 1990.

July 1991

Big is Beautiful Too - Wages and Worker Characteristics in Large and Small Firms.

August 1991

International Perspectives on the Economics of Aging.

September 1991

Family Income Inequality in the 1980s.

October 1991

The Regulated Consume Price Index.

November 1991

Recent Trends in Consumer and Industry Prices.

December 1991

New Survey Estimates of Capacity Utilization.

January 1992

Repeat Use of the Unemployment Insurance Program.

February 1992

The Labour Market: Year-end Review.

March 1992

Firm Size and Employment: Recent Canadian Trends.

April 1992

Canada's Position in World Trade.

May 1992

Mergers and Acquisitions and Foreign Control.

June 1992

The Value of Household Work in Canada, 1986.

July 1992

An Overview of Labour Turnover.

August 1992

Characteristics of Importing Firms, 1978-86.

Mai 1991

Les subventions gouvernementales accordées aux industries.

Juin 1991

- 1. La croissance de la dette fédérale.
- 2. Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978-1990.

Juillet 1991

Big is Beautiful Too - Les salaires et les autres caractéristiques des travailleurs dans les grandes et les petites entreprises.

Août 1991

Perspectives internationales sur l'économie du vieillissement.

Septembre 1991

Inégalité du revenu des familles dans les années 80.

Octobre 1991

L'indice réglementé des prix à la consommation.

Novembre 1991

Tendances récentes des prix à la consommation et industriels.

Décembre 1991

Nouvelles estimations d'enquête sur le taux d'utilisation de la capacité.

Janvier 1992

Recours répétés à l'assurance-chômage.

Février 1992

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Mars 1992

Évolution récente au Canada, du rapport entre la taille des entreprises et l'emploi.

Avril 1992

La position du Canada au sein du commerce mondial.

Mai 1992

Les fusions, les acquisitions et le contrôle étranger.

Juin 1992

La valeur du travail, ménager au Canada, 1986.

Juillet 1992

Le roulement de la main-d'oeuvre.

Août 1992

Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978-1986.

Études spéciales récemment parues

September 1992

Output and Employment in High-tech Industries.

October 1992

Discouraged Workers - Where have they gone?.

November 1992

Recent Trends in the Construction Industry.

December 1992

Cross-border Shopping - Trends and Measurement Issues.

January 1993

Canada's Interprovincial Trade Flows of Goods, 1984-88.

February 1993

The Labour Market: Year-End Review.

April 1993

Globalisation and Canada's International Investment Position.

May 1993

- 1. RRSPs: A Growing Pool of Investment Capital.
- 2. The Foreign Investment of Trusteed Pension Funds.

June 1993

Investment Income of Canadians.

July 1993

Productivity of Manufacturing Industries in Canada and the United States.

September 1993

The Duration of Unemployment During Boom and Bust.

October 1993

- The New Face of Automobile Transplants in Canada.
- Interprovincial Trade Flows of Goods and Services.

December 1993

Recent Trends in Canadian Direct Investment Abroad - The Rise of Canadian Multinationals.

January 1994

Unemployment and Unemployment Insurance: An Update.

February 1994

- 1. A Profile of Growing Small Firms.
- 2. The Distribution of GDP by Sector.

Septembre 1992

La production et l'emploi des industries à haute technicité.

Octobre 1992

Les travailleurs découragés - Que sont-ils devenus?.

Novembre 1992

Tendances récentes dans l'industrie de la construction.

Décembre 1992

Achats outre-frontière - Tendances et mesure.

Janvier 1993

Flux du commerce interprovincial des biens au Canada 1984-88.

Février 1993

Le marché du travail: Bilan de fin d'année.

Avril 1993

La mondialisation et le bilan des investissements internationaux du Canada.

Mai 1993

- 1. Les REÉR: Des fonds de placement en croissance.
- 2. Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie.

Juin 1993

Le revenu de placements des canadiens.

Juillet 1993

Productivité des industries manufacturières au Canada et aux États-Unis.

Septembre 1993

La durée du chômage en période de prospérité et de récession.

Octobre 1993

- 1. Les sociétés transplantées au Canada dans le secteur de l'automobile: nouveau portrait.
- Les flux du commerce interprovincial des biens et des services.

Décembre 1993

Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes.

Janvier 1994

Les chômeurs et l'assurance-chômage: une mise à jour.

Février 1994

- 1. Un profil des petites entreprises en croissance.
- 2. La ventilation par secteur du PIB.

Études spéciales récemment parues

March 1994

Labour Markets and Layoffs During the Last Two Recessions.

April 1994

The Value of Household Work in Canada, 1992".

May 1994

- Unemployment Insurance, Temporary Layoffs, and Recall Expectations.
- 2. Assessing the Size of the Underground Economy: The Statistics Canada Perspective.

June 1994

A Profile of High Income Ontarians.

August 1994

Innovation: The Key to Success in Small Firms.

September 1994

The hours people work.

October 1994

Leaders and Laggards: Quality management in Canadian manufacturing.

November 1994

Provincial GDP by industry, 1984-1993.

December 1994

The Distribution of UI Benefits and Taxes in Canada.

January 1995

Small Firms and Job Creation - A Reassessment.

February 1995

An Overview of Recent Trends in Personal Expenditure.

March 1995

The Labour Market: Year-End Review.

April 1995

The Work Experience of Canadians: A First Look.

May 1995

Energy Consumption Among the G-7 Countries.

June 1995

- 1. Provincial GDP by Industry.
- 2. Interprovincial Trade.

August 1995

Purchasing power parities.

Mars 1994

Les marchés du travail et les mises à pied au cours des deux dernières récessions.

Avril 1994

La valeur du travail ménager au Canada, 1992.

Mai 1994

- 1. Assurance-chômage, mises à pied temporaires, et prévisions de rappel.
- 2. Évaluation de la dimension de l'économie souterraine: Le point de vue de Statistique Canada.

Juin 1994

Un profil des Ontariens à revenu élevé.

Août 1994

L'innovation: La clé de la réussite des petites entreprises.

Septembre 1994

Les heures consacrées au travail.

Octobre 1994

Les chefs de file et les traînards: La gestion de la qualité dans le secteur canadien de la fabrication.

Novembre 1994

PIB provincial par industrie, 1984-1993.

Décembre 1994

La distribution des prestations et des taxes d'assurancechômage au Canada.

Janvier 1995

Les petites entreprises et la création d'emplois – réévaluation des faits.

Février 1995

Une vue globale des tendances récentes des dépenses personnelles.

Mars 1995

Le marché du travail: bilan de fin d'année.

Avril 1995

L'expérience de travail des canadiens: un premier aperçu.

Mai 1995

Consommation d'énergie dans les pays membres du groupe des sept.

Juin 1995

- 1. Le PIB par industrie.
- 2. Commerce interprovincial.

Août 1995

La parité du pouvoir d'achat.

Études spéciales récemment parues

September 1995

Recent trends in payroll taxes.

November 1995

A primer on financial derivatives.

December 1995

Capitalizing on RRSPs.

January 1996

Changes in job tenure since 1981.

February 1996

Alternative measures of business cycles in Canada: 1947-1992.

March 1996

The labour force survey: 50 years old.

April 1996

Economic developments in 1995.

May 1996

Technology and competitiveness in Canadian manufacturing establishments.

June 1996

Do earnings rise until retirement?

July 1996

Recent trends in provincial growth.

August 1996

The concentration of job creation in companies.

September 1996

The changing workweek: trends in weekly hours of work.

October 1996

The effect of rebasing on GDP.

November 1996

Job creation, wages and productivity in manufacturing.

December 1996

Access to the information highway.

January 1997

- 1. RRSP withdrawals revisited.
- REPO Transactions between Residents of Canada and Non-Residents.

February 1997

An overview of permanent layoffs.

Septembre 1995

Tendances récentes des cotisations sociales patronales.

Novembre 1995

Une introduction aux produits financiers dérivés.

Décembre 1995

Exploiter les REER.

Janvier 1996

Changements de la durée des emplois depuis 1981.

Février 1996

Diverses mesures des cycles d'affaires au Canada : 1947-1992.

Mars 1996

L'enquête sur la population active: 50 ans déjà.

Avril 1996

La conjoncture économique en 1995.

Mai 1996

La technologie et la compétitivité dans les établissements de fabrication au Canada.

Juin 1996

Les gains augmentent-ils jusqu'à la retraite?

Juillet 1996

Tendances récentes de la croissance par province.

Août 1996

La concentration de la création d'emplois dans les entreprises.

Septembre 1996

Evolution de la semaine de travail : tendances dans les heures de travail hebdomadaires.

Octobre 1996

L'effet du changement d'année de base sur le PIB.

Novembre 1996

Création d'emplois, revenu et productivité dans le secteur manufacturier.

Décembre 1996

Accès à l'autoroute de l'information.

Janvier 1997

- 1. Le point sur les retraits d'un REER.
- 2. Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents.

Février 1997

Un aperçu des mises à pied permanentes.

Études spéciales récemment parues

April 1997

Year-end Review.

May 1997

Youths and the Labour Market.

June 1997

Provincial economic trends in 1996.

July 1997

- 1. Measuring the age of retirement.
- 2. Trading travellers International travel trends.

August 1997

Factors affecting technology adoption: a comparison of Canada and the United States.

September 1997

Are Canadians more likely to lose their jobs in the 1990s?

October 1997

Earnings patterns by age and sex.

November 1997

- Trucking in a Borderless Market An Industry Profile.
- 2. A Profile of the Self-Employed.

December 1997

Corporate financial trends in Canada and the United States, 1961-1996.

January 1998

Regional disparities and non-permanent employment.

February 1998

Differences in earnings inequality by province, 1982-94.

March 1998

Business demographics, volatility and change in the service sector.

April 1998

Economic Trends in 1997.

May 1998

Are jobs less stable in the services sector?

June 1998

Provincial Trends in GDP.

July 1998

Employment insurance in Canada: Recent trends and policy changes.

Avril 1997

Revue de fin d'année.

Mai 1997

Le point sur la population active.

Juin 1997

Tendances du PIB provincial en 1996.

Juillet 1997

- 1. L'âge de la retraite et l'estimation statistique.
- Échanger des voyageurs Les tendances des voyages internationaux.

Août 1997

Les facteurs associés à l'adoption de technologies : une comparaison entre le Canada et les États-Unis.

Septembre 1997

Les Canadiens sont-ils plus susceptibles de perdre leur emploi au cours des années 1990?

Octobre 1997

Caractéristiques des gains selon l'âge et le sexe.

Novembre 1997

- Le camionnage dans un marché sans frontière Un profil de l'industrie.
- 2. Les caractéristiques des travailleurs indépendants.

Décembre 1997

Tendance des finances des sociétés au Canada et aux États-Unis, 1961-1996.

Janvier 1998

Disparités régionales et emplois non permanents.

Février 1998

Différences entre les provinces sur le plan de l'inégalité des gains de 1982 à 1994.

Mars 1998

Démographie des entreprises, volatilité et changement dans le secteur des services.

Avril 1998

Tendances économiques en 1997.

Mai 1998

Les emplois sont-ils moins stables dans le secteur tertiaire?

Juin 1998

Tendances provinciales du PIB.

Juillet 1998

L'assurance-emploi au Canada : Tendances récentes et réorientations.

Études spéciales récemment parues

August 1998

The cellular telephone industry: Birth, evolution, and prospects.

September 1998

What is happening to earnings inequality and youth wages in the 1990s?

October 1998

Labour force participation in the 1990s.

November 1998

"Can I help you?": Household spending on services.

December 1998

Canada — US labour market comparison.

January 1999

Long-term prospects of the young.

February 1999

Canadians connected.

March 1999

The role of self-employment in job creation in Canada and the United States.

April 1999

Year-end review.

May 1999

Seasonality in employment.

June 1999

Entertainment services: a growing consumer market.

August 1999

Saving for retirement: self-employed vs. employees.

September 1999

Productivity growth in Canada and the United States.

October 1999

Supplementary measures of unemployment.

November 1999

The importance of exports to GDP and jobs.

December 1999

Patterns of Inter-Provincial Migration, 1982-95.

January 2000

The labour market in the 1990s.

Août 1998

Naissance, évolution et perspectives de la téléphonie cellulaire.

Septembre 1998

Le point sur l'inégalité des gains et sur la rémunération des jeunes durant les années 90.

Octobre 1998

L'activité sur le marché du travail dans les années 1990.

Novembre 1998

«Puis-je vous aider?» : Les dépenses des ménages en services.

Décembre 1998

Comparaison entre les marchés du travail du Canada et des États-Unis.

Janvier 1999

Perspectives à long terme des jeunes.

Février 1999

Les canadiens branchés.

Mars 1999

Rôle du travail indépendant dans la création d'emplois au Canada et aux États-Unis.

Avril 1999

Bilan de fin d'année.

Mai 1999

La saisonnalité de l'emploi.

Juin 1999

Les services de divertissement : un marché de consommation en croissance.

Août 1999

Epargne-retraite : travailleurs indépendants vs salariat.

Septembre 1999

Croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis.

Octobre 1999

Mesures supplémentaires du chômage.

Novembre 1999

Importance des exportations pour le PIB et l'emploi.

Décembre 1999

Tendances de la migration inter-provinciale de 1982 à 1995.

Janvier 2000

Le marché du travail des années 1990.

Études spéciales récemment parues

February 2000

- 1. Women's and men's earnings.
- 2. The labour market in the 1990s.

March 2000

Advanced technology use in manufacturing during the 1990s.

April 2000

Year-end review.

May 2000

Brain drain and brain gain: Part I, The emigration of knowledge workers from Canada.

June 2000

Brain drain and brain gain: Part II, The immigration of knowledge workers to Canada.

August 2000

Income inequality in North America: Does the 49th parallel still matter?

September 2000

Unemployment kaleidoscope

November 2000

New hirings and permanent separations

Février 2000

- 1. Gains des femmes et des hommes.
- 2. Le marché du travail des années 1990.

Mars 2000

Utilisation des technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication pendant les années 1990.

Avril 2000

Revue de fin d'année.

Mai 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie I, Émigration des travailleurs du savoir en provenance du Canada.

Juin 2000

Exode et afflux de cerveaux: Partie II, l'immigration des travailleurs du savoir à destination du Canada.

Août 2000

Inégalités de revenu en Amérique du nord : Le 49° parallèle a-t-il encore de l'importance?

Septembre 2000

Chômage kaléidoscope

Novembre 2000

Nouvelles embauches et cessations permanentes



Treat data like dollars!

Les données, c'est de l'argent!

/29MISC0000/

Invest in Canadian Economic Observer and get immediate returns and long-term benefits!

Accurate data and insightful analysis are the hallmarks of sound decisions and successful business practices. They are also hallmarks of *Canadian Economic Observer (CEO)*.

Value for Money — Every Month

Each month you will receive *CEO* 's two-part briefing package on the economy.

Part One is in an easy-to-read magazine format filled with data and analysis, supported by tables and charts. Every issue contains:

- a summary table of current economic conditions
- concise sector-by-sector analysis of economic indicators
- developments in provincial as well as international economies
- highlights of economic events at home and abroad
- one or more feature articles spotlighting major issues or industry sectors

Part Two is a separate companion volume — The Statistical Summary:

- hard numbers in tabular form on markets, prices, industrial sectors, trade competitiveness and much more
- more than 1,100 economic indicators
- monthly data for the calendar year in review
- user-friendly tables and graphs

Satisfaction Guaranteed!

- As a subscriber, you'll be connected to Statistics Canada's economic analysts answers to your questions related to either data or feature articles contained in *CEO* are just a phone call away.
- Discounts for multi-year subscribers and as a bonus for subscribing, we'll give you a copy of CEO's annual Historical Statistical Summary.
- Subscribing to CEO is a risk-free investment! At any time and for any reason, you may cancel your subscription and receive a refund on all undelivered copies...no questions asked.

Start your subscription today!

Prove to yourself that an investment in data will pay off handsomely.

Subscribe to the Canadian Economic Observer (Catalogue No. 11-010-XPB) TODAY for only \$227. In Canada, please add either CST and applicable PST or HST. Shipping charges: No shipping charges for delivery in Canada. For shipments to the United States, please add \$72. For shipments to other countries, please add \$120. CALL TOLL-FREE 1 800 267-6677 or FAX 1 877 287-4369. You can also MAIL your order to: Statistics Canada, Circulation Management, Dissemination Division, 120 Parkdale Ave., Ottawa, Ontario, KTA 0T6, Canada or contact your local Statistics Canada Regional Reference Centre listed within this publication.

Visit our CEO Web page for further details: http://www.statcan.ca/english/ads/11-010-XPB/index.htm



Investissez dans L'Observateur économique canadien et profitez de retombées immédiates et d'avantages à long terme!

Des données exactes et des analyses perspicaces font la force de bonnes décisions et de pratiques d'entreprise fructueuses. Elles font aussi la force de *L'Observateur économique* canadien (L'OÉC).

De l'argent bien placé - tous les mois

Chaque mois, vous recevrez la trousse d'information à deux volets sur l'économie de *L'OÉC*.

La **première partie** est un magazine facile à lire, rempli de données et d'analyses appuyées de tableaux et graphiques. Chaque numéro renferme :

- un tableau sommaire de la conjoncture économique
- une analyse concise par secteur des indicateurs économiques
- les développements intervenus dans les économies provinciales et internationales
- les faits saillants d'événements économiques observés au pays et à l'étranger
- au moins un article vedette sur de grandes questions ou des secteurs de l'industrie

La **deuxième partie** est une publication d'accompagnement distincte intitulée *Aperçu statistique* :

- des chiffres sous forme de tableaux sur les marchés, les prix, les secteurs industriels, la compétitivité dans le monde des affaires et bien plus encore
- plus de 1 100 indicateurs économiques
- des données mensuelles pour l'année civile à l'étude
- des tableaux et graphiques faciles à utiliser

Satisfaction garantie!

- ▶ En tant qu'abonné, vous serez en contact avec les analystes économiques de Statistique Canada. Pour obtenir des réponses à n'importe quelle de vos questions sur les données ou les articles vedettes de L'OÉC, vous n'avez qu'à nous appeler.
- Des réductions sont offertes sur les abonnements pluriannuels et, comme prime à l'abonnement, vous recevrez gratuitement un exemplaire de l'annuel Supplément statistique historique de L'OÉC.
- S'abonner à L'OÉC est un placement sans risque! En tout temps et pour quelle que raison que ce soit, vous pouvez annuler votre abonnement et vous faire rembourser pour tous les numéros qui ne vous ont pas été livrés... sans question.

Commencez votre abonnement dès aujourd'hui!

Vous verrez qu'un investissement dans les données, ça rapporte gros.

Abonnez-vous à *L'Observateur économique canadien* (n° 11-010-XPB au catalogue) AUJOURD'HUI pour seulement 227 \$. Au Canada, veuillez ajouter soit la TPS et la TVP en vigueur, soit la TVH. Frais de port : Aucuns frais pour les envois au Canada. Pour les envois à destination des États-Unis, veuillez ajouter 72 \$. Pour les envois à destination des autres pays, veuillez ajouter 120 \$. APPELEZ SANS FRAIS au 1 800 267-6677. Vous pouvez également TÉLÉCOPIER votre commande au 1 877 287-4369 ou la POSTER à Statistique Canada, Gestion de la circulation, Division de la diffusion, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A OT6, Canada. Vous pouvez également communiquer avec le Centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près figurant dans la présente publication.

Visitez notre page Web de L'OÉC pour plus de renseignements : http://www.statcan.ca/francais/ads/11-010-XPB/index f.htm

Set enline

with Statistics Canada's Electronic Publications!

Go virtual with Statistics Canada's electronic publications. From Arts and Culture to Travel, Transport and Warehousing, you have over 120 titles in 18 topic categories to choose from — and the list is growing every day.



Sovez braneh

grâce aux publications électroniques de Statistique Canada!

Vivez au rythme virtuel des publications électroniques de Statistique Canada. De la rubrique Arts et culture à la rubrique Voyages, transport et entreposage, vous trouverez plus de 120 titres répartis en 18 catégories, et la liste s'allonge de jour en jour.

Save money.

Order online and you'll receive a 25% price reduction from that of our print publications.

One price, many rewards.

Statistics Canada subscriptions offer indefinite access to your publication and up to three years of its previous issues.

Built to last.

Unlike paper, e-versions won't yellow, fade or tear. They will stay intact and accessible for years to come!

Find the information you need now.

Online documents allow you to search, locate and print exactly what you are looking for.

Be the first to know.

Our electronic publications are regularly available before print versions, so you always have access to the most current releases.

Feel safe about ordering online.

Our secure site makes using your credit card online safe and easy. Guaranteed.

Be green.

By consciously choosing electronic over paper, you're doing your part to be ecologically friendly. Feel good about doing business, respecting the environment and saving precious resources.

Save time.

Access your publication on the day of release — no more waiting for delivery.

Put the data to work.

Copy text from our online publications right into your documents and databases

Access anywhere, anytime.

Get up-to-date detailed information quickly and efficiently, regardless of location and time constraints.

On our site, go to <u>Products and Services</u>, select <u>Downloadable publications</u> (\$) and simply follow the steps to subscribe or purchase. It's that easy!

www.statcan.ca

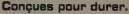


Économisez de l'argent.

Les achats en ligne vous donnent droit à un rabais de 25 % sur le prix des ouvrages imprimés.

Un seul prix, beaucoup de primes.

À Statistique Canada, les abonnements sont assortis d'un accès illimité à la publication que vous choisissez et aux numéros antérieurs pour une période pouvant couvrir jusqu'à trois années.



Contrairement aux documents imprimés, les versions électroniques ne jaunissent pas, ne se décolorent pas et ne se déchirent pas. Elles restent intactes et accessibles pendant des années!

Trouvez les renseignements que vous cherchez maintenant.

Les documents en ligne vous permettent de chercher, de trouver et d'imprimer exactement ce que vous désirez obtenir.

Prenez la tête du peloton.

Nos publications électroniques sortent généralement avant les versions imprimées; vous avez donc accès aux parutions les plus récentes.

Soyez rassuré quant aux commandes en ligne.

Grâce à la sûreté de notre site, l'utilisation en ligne de votre carte de crédit est simple et sans risque. C'est garanti.

Pensez «écolo».

En optant pour les produits électroniques plutôt que les documents imprimés, vous participez à la préservation de l'environnement. Faites d'une pierre, trois coups : travaillez, respectez l'environnement et conservez des ressources précieuses.

Gagnez du temps.

Accédez à la publication le jour de sa parution - aucun délai de livraison.

Mettez les données à l'oeuvre.

Copiez des extraits de nos publications en ligne directement dans vos documents et bases de données.

Accès partout, en tout temps.

Obtenez rapidement et efficacement des renseignements détaillés et à jour, peu importe les contraintes de lieu et de temps.



Sur notre site, cliquez sur <u>Produits et services</u>, puis sélectionnez <u>Publications téléchargeables</u> (\$). Vous n'avez qu'à suivre les étapes pour acheter ou vous abonner. C'est aussi simple que cela!

www.statcan.ca









